



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Questions au
Gouvernement p. 06-99

2023-2028

n°16



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-05

Questions au Gouvernement p. 06-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

23/09/2024

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Gedenken un den nationale Generalstreik vum 31. August 1942



De Chamberpresident bei senger Usprooch

Virun 82 Joer, den 31. August 1942, huet zu Lëtzebuerg de Generalstreik géint den obligatoreschen Déngscht vu jonke Lëtzebuerger an der Wehrmacht ugefaangen. De Gauleiter Gustav Simon hat dese Rekrutement den 30. August 1942 annoncéiert. Vu Wolz aus huet de Generalstreik sech dunn iwwee d'ganzt Land ausgebreet.

„De Streik vum 31. August 1942 war méi wéi just Protest. Et war d'Revolt vun enger ganzer Populatioun, e staarkt Signal géint eng Ongerechtegkeet, déi d'Jugend getrafft huet, mee net nëmmen; et war och e Signal géint all Mesuren, déi vum Okkupant imposéiert goufen“, esou de Chamberpresident Claude Wiseler während der Commemoratiounsfeier den 31. August 2024 zu Wolz.

Dem Chamberpresident war et och wichteg, drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass, sech fir déi Wäerter anzesetzen, fir déi sech och 1942 agesat gouf. „Op esou engem Dag erënnere mir eis un d'Vergaangenheet, mee sollen och drun denken, wéi wichteg Solidaritéit

a Courage am Asaz fir Fräiheet a Gerechtegkeet och haut sinn. Eisen Engagement fir Fridden, Fräiheet a Gerechtegkeet dierf net verbleechen.“

Un der Commemoratiounsfeier zu Wolz huet donieft de leschten Zäitzeien, den Här Albert Worré, deelgeholl. Dem Här Albert Worré sai Papp, den Här Michel Worré, ass als eent vun deenen éischten Affer vum

Generalstreik zu Hinzert erschoss ginn. Den Här Albert Worré war zesumme mat senger Mamm Maria deportéiert ginn. Dat selwecht Schicksal hat seng Schwëster Katherine Worré erlidden, där hir Duechter Danièle Rasqué-Besch och un der Gedenkfeier deelgeholl huet.



Un der Gedenkfeier hunn ë. a. deelgeholl: d'Madamm Arlette Lommel, d'Madamm Carole Weigel, den Här Claude Wiseler, d'Madamm Martine Hansen, den Här Amel Cosic, d'Madamm Chantal Kauffmann, den Här Albert Worré, d'Madamm Danièle Rasqué-Besch, den Här Fernand Etgen an den Här Ben Polidori (vu lénks no riets).

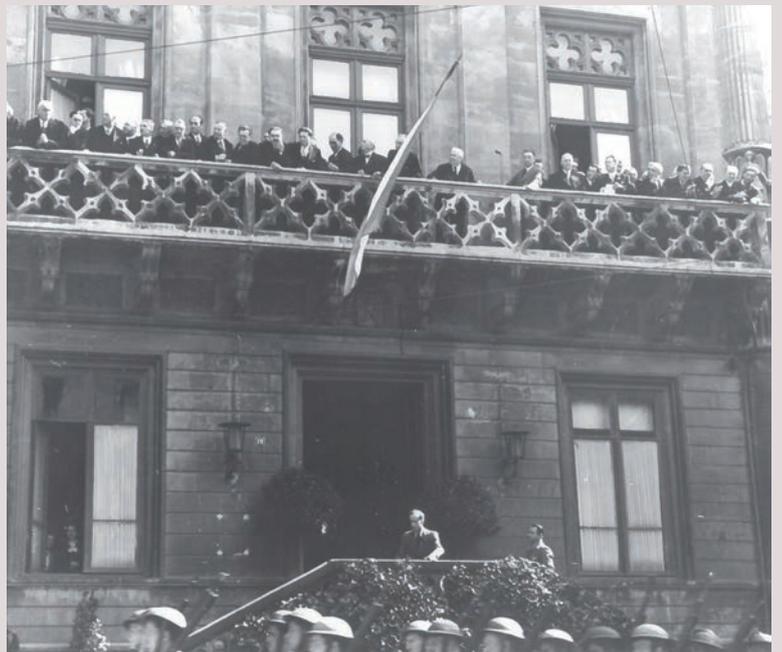
Befreiung vun der Stad Lëtzebuerg virun 80 Joer



Vu lénks no riets: de Chamberpresident Claude Wiseler, de Minister Léon Gloden, de Premierminister Luc Frieden an d'Ministesch Yuriko Backes

Den 10. September 1944 hunn déi alliiert Truppen d'Stad Lëtzebuerg befreit. 4 Joer laang war dat gantz Land ënnert Nazi-Occupatioun gewiescht. D'Gebailcheete vun der Chamber ware während deser Zäit als „Reichspropagandaamt“ benotzt ginn.

Den 10. September 2024, genee 80 Joer dono, hu Feierlechkeeten an der Stad un de bedeutend Moment vun der Befreiung erënnert. Och de Chamberpresident Claude Wiseler huet un dese Festivitéiten deelgeholl.



Déi éischt öffentlech Chambersëtzung no der Befreiung war de 6. Dezember 1944.

Le travail parlementaire en chiffres

Les députés élus lors des élections législatives de l'automne 2023 s'étaient retrouvés pour la première fois en séance publique le 24 octobre. Depuis cette date, la nouvelle Chambre des Députés a siégé 37 fois en séance publique.

Bilan des projets de loi adoptés et du travail en commission (situation au 31 juillet 2024)

Les représentants des électeurs luxembourgeois ont débattu pendant 122 heures au total d'une variété de sujets qui ont marqué l'actualité politique du Luxembourg. Les différentes commissions parlementaires ont été appelées à se réunir 485 fois. Les travaux parlementaires ont abouti à l'adoption de 80 projets de loi par un vote majoritaire en séance publique, modifiant ainsi le cadre légal qui régit le pays.



Les députés de la majorité ont notamment approuvé le projet de budget de l'État pour l'exercice 2024 présenté par le Gouvernement.

Il a été adopté de manière décalée, le 25 avril 2024, en raison des élections législatives et autorise les dépenses publiques en attendant le vote du budget de l'État 2025 qui devrait avoir lieu en décembre et couvrir les dépenses prévisionnelles pour une année complète.

En ce qui concerne la mission de surveillance que la Chambre des Députés exerce sur l'action du Gouvernement, les députés ont rempli leur fonction notamment par le biais de quelque 1.180 questions parlementaires (situation à la mi-septembre) et trois débats suivant des déclarations gouvernementales, dont celle sur l'état de la nation.



Un effort accru de transparence

Une des innovations de cette nouvelle législature est la retransmission en direct des réunions de cinq commissions parlementaires : les commissions du Logement, de l'Agriculture, de l'Environnement, de l'Éducation et des Médias. Ainsi, jusqu'à fin juillet, un total de 46 réunions de commissions ont été retransmises en direct (12 débats publics et 34 commissions parlementaires) sur le site chd.lu.

Toutes les statistiques concernant les travaux de la Chambre des Députés sont mises à disposition sur le site Open Data. Pour des raisons de transparence, ces informations seront désormais actualisées mensuellement ce qui permettra un meilleur suivi de l'action de la Chambre des Députés.



Le Benelux a 80 ans



L'Union du Benelux, composée de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, a été officiellement lancée le 5 septembre 1944 par la signature de la convention douanière néerlandais-belgo-luxembourgeoise par

les trois Gouvernements exilés à Londres. Elle fait suite à l'accord monétaire Benelux du 21 octobre 1943 qui fixe un taux de change entre le franc belge et le florin néerlandais.

Le Benelux agit principalement dans trois domaines, à savoir le marché intérieur, le développement durable et la sécurité (justice et police). Par le biais notamment de projets précurseurs, il joue un rôle de pionnier au sein de l'Union européenne (UE). La libre circulation des personnes en est un exemple phare. Avec la France et l'Allemagne, le Benelux est ainsi à l'origine de l'accord de Schengen de 1985. Si des initiatives font leurs preuves au sein de Benelux, elles peuvent être progressivement élargies et appliquées à l'échelle de l'UE.

Présidence parlementaire du Benelux

À partir de 2025 et pour une durée de deux ans, la Chambre des Députés assurera la présidence du Parlement Benelux.

L'Assemblée interparlementaire Benelux compte 49 membres, délégués par les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. Les délégations informent et conseillent leur Gouvernement respectif sur toutes les questions relatives au Benelux.

« La Chine va continuer sa politique d'ouverture et de réforme »



Les membres des délégations chinoise et luxembourgeoise lors de l'échange de vues à la Chambre

Le renforcement des liens entre le Luxembourg et la province du Hubei, une province de la Chine centrale forte de 58 millions d'habitants, a été au cœur des échanges entre les députés et les membres d'une délégation chinoise menée par M. Ju Zhaohui, Membre permanent du Comité du Parti communiste chinois pour la province du Hubei.

« Il est important de dialoguer avec des interlocuteurs chinois provinciaux », a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de la réunion entre les délégations chinoise et luxembourgeoise qui a eu lieu le 3 septembre 2024 dans la salle

plénière de l'Hôtel de la Chambre. La mise en place de la liaison aérienne reliant le Luxembourg à Zhengzhou, la capitale du Henan, serait une preuve tangible de l'aboutissement d'initiatives prises dans l'intérêt des relations entre les deux pays, a poursuivi le Président de la Chambre.

Interrogé par M. Wiseler et des députés luxembourgeois au sujet de sa vision de l'avenir des relations entre la province du Hubei et le Grand-Duché, M. Ju a estimé que le Luxembourg était un « partenaire fiable en Europe » pour la Chine et « un portail important pour les investissements chinois en Europe ». Il

verrait ainsi un grand potentiel de collaboration dans plusieurs secteurs, dont l'économie verte, l'aéronautique ou le numérique.

« Construire une économie de marché socialiste de haut niveau »

Les députés ont voulu savoir quelles étaient les conclusions, en ce qui concerne les relations internationales de la Chine, du troisième plénum du XX^e Comité central du Parti communiste chinois (PCC), qui s'était tenu cet été. M. Ju a informé dans ce contexte que la Chine allait « continuer sa politique d'ouverture et de réforme » et adapter largement son cadre législatif pour faciliter l'accès au marché chinois aux acteurs étrangers. Les réformes législatives viseraient notamment à introduire des dispositions assurant un « traitement égal » entre les entreprises nationales et privées, mais aussi entre les capitaux chinois et ceux venant de l'étranger.

M. Ju a parlé dans ce contexte d'une volonté de « construire une économie de marché socialiste de haut niveau » et d'une « ouverture sur l'extérieur de haut niveau », soulignant encore que la Chine était convaincue que l'ouverture et la réforme avaient fait son succès et qu'il fallait continuer en ce sens.

Le débat a encore porté sur le rôle de médiateur que pourrait endosser la Chine en Ukraine et au Proche-Orient. Ont également été évoquées les conséquences du changement climatique pour la province du Hubei qui se traduisent notamment par des problèmes d'inondations.

M. Ju Zhaohui a invité les députés à venir sur place pour apprendre à mieux connaître la province du Hubei, que ce soit en tant que délégation parlementaire ou simplement en y faisant une visite touristique.

25^e Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Enjeux européens de sécurité et de défense

C'est M. János Latorcai, Vice-président de l'Assemblée nationale hongroise, qui, le 9 septembre 2024, a ouvert la 25^e Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) à Budapest.

Les députés nationaux des pays membres de l'Union européenne (UE) et les députés européens s'y sont réunis afin d'échanger sur les enjeux européens de sécurité et de défense. La délégation luxembourgeoise était composée de M. Gilles Baum, Mme Liz Braz et M. Tom Weidig.

La première journée de la conférence était scindée en deux sessions. La première concernait l'avenir de l'Europe et les pays qui souhaitent adhérer à l'UE alors que la seconde portait sur les priorités et actualités de la PESC et de la PSDC. Un débat d'urgence sur les conséquences des attaques russes sans discernement sur l'économie et les infrastructures ukrainiennes a également eu lieu.

Dans le cadre de la première session, M. Gilles Baum, président de la délégation luxembourgeoise, a critiqué la lenteur des négociations d'adhésion entre les

pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie) et l'UE qui entrainerait une certaine lassitude au sein des populations des Balkans. Il a terminé son intervention par une interpellation sans équivoque : « Nous devons nous dépêcher ! »

Les sessions du deuxième jour portaient sur la protection des frontières extérieures et la migration illégale ainsi que sur les développements géopolitiques et stratégiques dans le monde.

M. Tom Weidig est intervenu lors de la première session pour rappeler la nécessité d'accélérer la procédure d'asile tout en garantissant que l'asile sera refusé aux délinquants. Il a ajouté que des mesures plus strictes supprimeraient les incitations à l'immigration économique et criminelle et que, par conséquent, seules les personnes en quête de sécurité, de stabilité et de protection continueraient à venir.

Cette conférence et les thématiques qui ont été abordées suivent le programme de la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne. La Hongrie entend en effet renforcer la politique de défense de

l'UE, affichant une volonté de fermeté vis-à-vis, notamment, de l'immigration illégale. La guerre entre la Russie et l'Ukraine, aux frontières de l'UE, constitue également un enjeu majeur pour la PESC et la PSDC.



De gauche à droite : M. Tom Weidig, M. Gilles Baum, Mme Liz Braz

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Nouveaux masters en sciences de l'éducation	0746	Max Hengel, Octavie Modert, Stéphanie Weydert	09	Démolition d'un immeuble digne de protection à Echternach	0776	Fred Keup, Alexandra Schoos	19
Information à l'euthanasie	0747	Mars Di Bartolomeo	09	Initiative pour l'emploi ProActif	0777	Jeff Engelen	19
Politique de prévention	0748	Mars Di Bartolomeo	10	Recommandé électronique de POST Luxembourg	0778	Sven Clement, Marc Goergen	20
Agissements d'un ancien membre du service secret luxembourgeois	0749	Sam Tanson	10	Message « LU-Alert »	0779	Alexandra Schoos, Fred Keup	20
Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire	0751	Sam Tanson	10	Projet « chat control »	0780	Sven Clement, Ben Polidori	20
Feux de forêts	0752	André Bauler, Luc Emering	10	Éducation des adultes	0781	Sven Clement, Ben Polidori	21
Prolongation des autorisations de construire	0753	Alexandra Schoos	11	Avarie technique au sein de l'Aéroport de Luxembourg	0782	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	21
Investissements éventuels de la Banque européenne d'investissement dans le nucléaire	0754	François Bausch	11	Abolition de la formation « Technicien en génie civil »	0783	Paul Galles	22
Production et consommation d'énergie des communes	0755	Marc Goergen, Ben Polidori	11	Recherche en intelligence artificielle	0784	Liz Braz	23
Projet de réaménagement et de transformation de la Villa Louvigny en « tiers-lieu » culturel	0756	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	12	Porte d'entrée du camp de concentration Sonnenburg	0785	Marc Goergen, Ben Polidori	23
Concept du médecin référent	0758	Mars Di Bartolomeo	12	Procédure de classement d'un bâtiment	0786	Ben Polidori	24
Diplôme européen	0759	Mars Di Bartolomeo, Liz Braz	12	Biodiversité des milieux aquatiques	0787	Claire Delcourt	24
Nouvelle limite de THC pour les conducteurs	0760	Nancy Arendt épouse Kemp	13	Compte de paiement de base	0788	Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori	25
Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire	0761	Franz Fayot	13	Encadrement de l'ING Marathon	0789	Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori	25
Demande de mandats d'arrêt par le procureur auprès de la Cour pénale internationale	0762	Sam Tanson	13	Nouvelle politique de la banque ING	0790	Laurent Mosar	26
Piste cyclable prévue le long de la N5 à Bascharage	0763	David Wagner	14	Reconnaissance d'un diplôme au Luxembourg	0791	Laurent Mosar	26
Inondations sur l'A13	0764	Marc Goergen	14	Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football	0792	Sven Clement	27
Menaces contre des journalistes par des agents de MeteoLux	0765	Marc Goergen	14	Convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg	0793	Laurent Mosar	28
Musée européen à Schengen	0766	Paulette Lenert, Francine Closener	14	Nouvelle politique de la banque ING	0794	Paulette Lenert	28
Zones d'activités économiques dans le secteur de la défense	0767	Alex Donnersbach	15	Financement transitoire du Science Center	0795	Meris Sehovic	28
Protection des consommateurs lors de voyages	0768	Alex Donnersbach	15	Police et personnes LGBTIQ+	0796	Meris Sehovic, Joëlle Welfring	29
Transparence du Gouvernement envers les médias	0769	Sam Tanson, François Bausch	16	Fusions bancaires en Europe	0798	Sam Tanson	30
Adaptations au niveau des abattements et seuils des déclarations	0770	Patrick Goldschmidt, André Bauler	16	Reconnaissance de l'État de Palestine	0799	David Wagner	30
Projet de renaturation de la « Tirelbaach »	0771	André Bauler, Luc Emering	16	Affiliation auprès d'un organisme de la sécurité sociale de certains remplaçants auprès de l'éducation nationale	0800	François Bausch, Meris Sehovic	31
Enseignement musical	0772	Stéphanie Weydert	17	Enquête « Vieillir en bonne santé »	0801	Sven Clement	31
Manipulations du scrutin européen	0773	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	17	Passerelle GSO	0802	Meris Sehovic	31
Remboursements complémentaires par les caisses de maladie	0774	Max Hengel	18	Participation de l'État aux centres nationaux sportifs	0804	Sven Clement	32
Prix de l'eau potable	0775	Ben Polidori	18	Fermeture de comptes privés auprès de banques luxembourgeoises	0805	Sam Tanson	32
				Ventes en l'état futur d'achèvement	0806	Yves Cruchten, Paulette Lenert	33



Unité de la police de l'aéroport	0807	André Bauler, Luc Emering	33	Solitude au Luxembourg	0844	André Bauler, Mandy Minella	47
Exercice de l'autorité parentale dans le cas de divorce	0808	Sven Clement, Ben Polidori	33	Décès d'un enfant	0845	Sven Clement	48
Injonction d'éloignement	0809	Taina Bofferding, Dan Biancalana	34	Amendes routières reçues en Grande-Bretagne	0846	Sven Clement	49
Statistiques sur les énergies renouvelables pour l'année 2023	0811	François Bausch	34	Conseil de gérance de l'agence eSanté	0847	Mars Di Bartolomeo	49
Prix des VEFA acquis par l'État	0812	Marc Goergen	35	Regroupement familial pour les personnes d'origine palestinienne	0848	Franz Fayot, Yves Cruchten	49
Maladies transmises par le moustique tigre	0814	François Bausch	35	Harcèlement et cyberharcèlement à l'école	0849	Sven Clement	50
Propos récents au sujet de la reconnaissance d'un État palestinien	0815	Sam Tanson	35	Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures	0851	Meris Sehovic	50
Subsides étatiques pour fédérations sportives	0816	Sven Clement	36	Stratégie VISION ZERO	0852	Marc Baum	50
Grippe aviaire	0817	Jeff Boonen	37	Retard de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC	0853	Joëlle Welfring	52
Indemnisation des retards par lux-Airport	0818	Laurent Mosar	37	Hélicoptère de sauvetage basé à Ettelbruck	0854	André Bauler, Gusty Graas	52
Prix de vente des logements du projet Kiem 2050	0819	Marc Goergen	38	Mesures de lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil	0855	Marc Goergen	52
Office national de l'enfance (ONE)	0820	Ben Polidori	38	Décentralisation des emplois aux centres de développement et d'attraction (CDA) du pays	0856	Charel Weiler	53
Vitres teintées des voitures	0821	Marc Goergen	38	Cellule indépendante fusions communales	0857	Charel Weiler, Emile Eicher	54
Passerelle GSO	0822	Francine Closener	39	Racisme dans le sport	0858	Charel Weiler	54
Communiqué de presse de l'ABBL	0823	Paulette Lenert, Claude Haagen	39	Pénurie de certains médicaments	0859	Sven Clement	54
Plan canicule	0824	André Bauler, Gérard Schockmel	39	Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ	0860	Sven Clement, Ben Polidori	55
Dépenses et recettes étatiques liées au « Solidaritétspak »	0825	Georges Engel	39	Détachement de l'ancienne directrice de l'Administration des contributions directes au Ministère des Finances	0861	Liz Braz	56
Contamination des eaux par l'acide trifluoroacétique	0826	Gusty Graas	40	Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO)	0862	Dan Biancalana, Taina Bofferding	56
Restructuration auprès de ING Luxembourg	0827	Marc Spautz	40	Rencontre avec la direction de la société Jan de Nul Group lors de la visite d'État en Belgique	0863	Marc Goergen	56
Étiquetage de l'origine à d'autres denrées alimentaires	0829	Gusty Graas	41	Entrevues avec le secteur de l'automobile au sujet des voitures de fonction	0864	Meris Sehovic	57
Avenir de la Halle des soufflantes	0830	Sam Tanson, Meris Sehovic	41	Visites d'élèves de l'enseignement fondamental dans des lycées	0865	David Wagner	57
Charge de travail des conducteurs de train	0831	Marc Goergen	42	Projet pilote de réduction du temps de travail pour faire du sport	0868	Georges Engel	57
Abus sur mineurs	0832	Sven Clement, Ben Polidori	42	Lutte contre l'antisémitisme	0869	Laurent Mosar	58
Chiffres de la délinquance	0833	Fred Keup	43	Règlement européen sur les marchés des cryptoactifs	0870	Laurent Mosar	58
Dédommagement des passagers suite à l'incident à l'Aéroport de Luxembourg le 10 mai 2024	0834	Jeff Engelen	43	Protection des droits d'auteur	0871	Sven Clement, Ben Polidori	59
Transport d'armes vers Israël	0836	David Wagner	44	Archives communales	0873	Dan Biancalana, Franz Fayot	59
Législation concernant les travailleurs de plateformes numériques	0837	Yves Cruchten, Georges Engel	44	Mise en œuvre de la révision de la PAC	0874	Joëlle Welfring	60
Primes dans le cadre de la mobilité électrique	0838	Mars Di Bartolomeo	45	Représentation du personnel dans la fonction publique	0875	David Wagner	61
Deadnaming dans les écoles	0839	Sven Clement	45	Fermeture de routes à Kehlen	0876	Fred Keup	61
Chargés de cours	0840	Francine Closener, Yves Cruchten	46	Contournement de Kehlen	0877	Fred Keup	61
Régimes de pension spéciaux	0841	Marc Baum	46	Jugement sur accord	0878	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	62
Missions de la Caisse nationale de santé	0842	Mars Di Bartolomeo	47				
Organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises	0843	Liz Braz	47				



Plan d'action national intégration	0880	Marc Baum	62	Gouvernance du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)	0925	Joëlle Welfring	77
Suivi de la pandémie Covid-19	0883	Alexandra Schoos	63	Taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs	0926	Sam Tanson	78
Présence d'amiante dans différents endroits de la Villa Louvigny	0884	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	64	Mise en œuvre de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations	0927	André Bauler, Carole Hartmann	78
« Kierchefong »	0885	Dan Biancalana	64	Exportation de voitures électriques	0928	Marc Goergen	79
Sanctions contre la Russie	0886	Laurent Mosar	65	Cours de premier secours	0929	Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori	79
ASBL « Sauvons Bambi Luxembourg »	0887	Claire Delcourt	65	Application de l'article 41 de la loi communale	0930	Marc Baum	79
Vote par correspondance	0888	Meris Sehovic	65	Évènement électoral de la coalition « Ensemble pour la République »	0932	Fernand Kartheiser	80
Contrôles frontaliers allemands	0889	Marc Goergen	66	Crédit d'impôt location	0933	Marc Goergen	80
Voyages scolaires	0890	Ben Polidori	66	Achat de logements par la SNHBM	0934	Marc Goergen	80
Transport d'armes vers Israël	0892	David Wagner	67	Parcs éoliens offshore	0935	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	80
Finances communales	0893	Dan Biancalana	67	Parc industriel, naturel et ferroviaire « Minett Park »	0937	André Bauler, Gusty Graas	81
Paiement en espèces sur guichet.lu	0894	Alexandra Schoos	68	Délais d'attente pour une ostéodensitométrie	0938	François Bausch	81
Animaux domestiques au Luxembourg	0896	Marc Goergen, Ben Polidori	68	Installation de miroirs de circulation	0939	Marc Goergen, Ben Polidori	81
Centres pénitentiaires du Luxembourg	0897	Marc Baum	68	Institution du Lieutenant-Représentant	0941	Sam Tanson	82
Cancer de la peau	0903	André Bauler, Gilles Baum	69	Évaluation du développement linguistique des enfants dans les crèches	0942	Fred Keup	82
Pharmacie au profit de la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Äerenzdall	0904	André Bauler	70	Frais engendrés par le kangourou échappé	0943	Alexandra Schoos	83
PET-Scan	0905	Mars Di Bartolomeo	70	Contrôles de vitesse sur le CR351 entre Diekirch et Erpeldange	0946	André Bauler	83
Contrôles de nouveaux bâtiments par les communes	0907	Marc Goergen	71	Football féminin	0948	Joëlle Welfring	83
Amélioration des transports publics entre Echternach et Luxembourg-ville	0908	Paulette Lenert	71	Personnel des CFL	0949	Marc Goergen	83
Salaire social minimum	0909	Marc Baum	72	Bus du TICE	0950	Marc Goergen	83
Animaux de compagnie accidentés	0910	Marc Goergen	73	Suites juridiques contre des passeurs de personnes	0952	Tom Weidig, Fernand Kartheiser	84
Origine de l'électricité consommée au Luxembourg	0911	Jeff Engelen	73	Droits de douane supplémentaires sur les voitures électriques chinoises	0953	Laurent Mosar	84
Location de bâtiments par l'État	0912	Diane Adehm, Marc Lies	73	Extension des compétences des agents municipaux	0955	Taina Bofferding, Dan Biancalana	84
Attaque de bancomats	0914	Tom Weidig	73	Baisses des taux bancaires	0956	David Wagner	85
Stratégie nationale coordonnée visant à promouvoir et améliorer la santé des enfants	0915	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	74	Utilisation du train par les membres du Gouvernement	0957	Marc Goergen	85
Abus ou violences sexuelles sur mineurs	0916	Paul Galles, Nathalie Morgenthaler, Nancy Arendt épouse Kemp	74	Avenir du syndicat intercommunal de bus TICE	0958	Marc Goergen	86
Projet « Neischmelz » à Dudelange	0917	Dan Biancalana	75	Ajout de Monaco à la liste grise de « surveillance renforcée » du GAFI	0959	Laurent Mosar	86
Droit à l'erreur de l'administré	0918	David Wagner	75	Sociétés à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S)	0962	Sven Clement	86
Reclassement des agents de la Police grand-ducale	0919	Tom Weidig	75	Perte du droit d'éligibilité	0963	Marc Baum	87
Secteur de la construction en crise	0921	Georges Engel	76	Marché public concernant la réalisation d'un échangeur sur l'autoroute A1 avec raccordement au CR159	0964	Marc Lies	87
Courrier postal envoyé par les administrations publiques	0922	Sven Clement, Ben Polidori	76	Nouveau corridor multimodal A4	0965	Meris Sehovic	87
Immatriculations de voitures au nom d'entreprises	0923	Sam Tanson, Meris Sehovic	77	Expulsions en matière de violence domestique	0966	Marc Baum	88
Tour de France au Luxembourg	0924	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	77	Peste porcine africaine	0968	Stéphanie Weydert, Octavie Modert	89



Octroi d'une aide financière pour la création de nouveaux emplois d'insertion pour des demandeurs d'emploi de longue durée âgés de plus de 50 ans	0969	Nathalie Morgenthaler	89	Paiement de la pension sur un compte à l'étranger	1004	Alexandra Schoos	95
Conséquences des sanctions envers la Russie	0972	Fernand Kartheiser	90	Jours de repos des conducteurs de train	1005	Marc Goergen	95
Compétences linguistiques requises dans le cadre du recrutement de la Police grand-ducale	0973	Fred Keup	90	Plafond légal du loyer	1006	Marc Goergen	96
Master en éducation	0974	Sven Clement	90	Charte « zéro débris » de l'Agence spatiale européenne (ESA)	1009	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	96
« Nature Restoration Law »	0976	Joëlle Welfring	91	Présence luxembourgeoise aux conseils informels de l'UE pendant la Présidence hongroise	1012	Sam Tanson	97
Création d'un conseil national des hommes	0978	Tom Weidig	91	Nombre des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur	1014	Georges Engel, Claude Haagen	97
Demandeurs d'asile afghans	0979	Marc Baum	91	Délivrance de visas en Inde pour l'entrée au Luxembourg	1016	Sven Clement	98
Lutte antiblanchiment dans le secteur financier	0980	Sam Tanson	92	Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française	1019	Marc Spautz	98
Discours lors des remises de diplômes dans les lycées	0983	Fred Keup	92	Contribution financière des communes au CGDIS	1024	Dan Biancalana	98
Projet de logement Kiem 2050	0989	Marc Goergen	93	Démantèlement du ponton d'accueil touristique à Schengen	1134	Francine Closener, Paulette Lenert	99
Réparation des voitures électriques	0990	Marc Goergen	94				
Remboursement des salaires avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel	0992	Carole Hartmann, Gilles Baum	94				
Discrimination fondée sur l'âge des chauffeurs de camion	0997	Jeff Engelen	95				

Nouveaux masters en sciences de l'éducation | Question **0746** (16/05/2024) de **M. Max Hengel** | **Mme Octavie Modert** | **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Den 8. Mee 2024 war op der Internetsäit vum Radio 100,7 een Artikel iwwert d'Offer vun 3 neie Mastergänger fir Enseignanten an der Grondschoul op der Uni.lu. Dëst sinn: Master en sciences de l'éducation – 1) „Gestion et développement des écoles“, 2) „Développement de l'enseignement“ 3) „Éducation inclusive et accessibilité pédagogique“. An der genauer Beschreibung vun dëse Masterstudiegäng op der Websäit vun der Uni Lëtzebuerg ass explizéiert, dass et sech ëm Masteren handelt, déi fäerdeg Enseignantë kënnen maachen, fir sech an engem Domaine ze spezialiséieren. Des Weidere steet an den Zouloosungskrittären „être titulaire d'un Bachelor en sciences de l'éducation de 240 ECTS“ oder „être titulaire d'un diplôme d'études supérieures comparable de 240 ECTS préparant à la fonction d'instituteur“.

An deem Zesammenhang wëlle mir follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

– Wéi vill Prozent vun den aktuelle brevetéierten Enseignanten an de Lëtzeburger Grondschoulen erfëllen dës Zouloosungskrittären?

– Déi Enseignanten, déi hir Formatioun um fréieren ISERP respektiv am Ausland absolvéiert hunn, hunn am Reegelfall ee Bachelor vun 180 ECTS ofgeschloss. Sinn dës Persounen, déi a Lëtzeburger Grondschoulen enseignéieren, net admissibel? Wat wëll „être titulaire d'un diplôme d'études supérieures comparable de 240 ECTS préparant à la fonction d'instituteur“ an deem Fall heeschen?

– Wann net, gëtt et hei eng Alternativ respektiv eng eventuell Passerell oder mussen si dee selwechte Studiegang mat 120 ECTS am Ausland absolvéieren?

– Bleiwen d'Absolvente vun dësen neie Master-Studiegäng herno op hiren affektéierte Posten, oder kréie si dono nei Aufgabe resp. nei Missiounen nient, oder amplaz an der Grondschoul ze enseignéieren?

Réponse (24/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Zum Zäitpunkt vum Rekrutement respektiv der Reprise vun Léierpersonal hu scho mindestens 27 Prozent vun de brevetéierten Enseignanten, déi an den ëffentleche Lëtzeburger Grondschoulen intervenéieren, d'Zouloosungskrittären erfëllt. De reelle Pourcentage vun de Kandidaten, déi d'Zouloosungskrittären erfëllen, ass allerdéngs bedeitend méi héich, vu datt bei der Entrée an d'Karriär eenzeg den Diplom erfaasst gëtt, deen den Accès an d'Funktiooun vun Enseignant erméiglecht. D'Erfahrungswärter am Kontext vun de Rekrutementen vun ënnert aneren den „Instituteurs spécialisés“ wéi och d'Demandë fir d'Realisatioun vu Masteraarbechten am schoulesche Kontext, déi beim Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ugefrot ginn, beleeden, datt eng Hellewull Enseignanten direkt am Uschloss un hire Studium oder berufsbegleedend zousätzlech Diplomer absolvéieren an domat och d'Méiglechkeet hunn, fir sech an ee vun den neie Masterstudiegäng anzeschreiwen.

Dat modifizéiert Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg gesäit a sengem Artikel 36 Paragraph 6 ee Minimum vun 300 ECTS fir d'Ausstelle vun engem Masterdiplom vir, d'ECTS, déi am Kader vum Bachelor validéiert goufen, mat abegraff.

De Comité d'accompagnement, deen aus Verrieder vun der Universitéit Lëtzebuerg, dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul besteet, ass sech bewosst, datt d'Detenteure vun engem „Certificat d'études pédagogiques“ (CEP), also dem Diplom, dee vun fréieren ISERP ausgestellt gouf, oder vun all

anerem Diplom vun 180 ECTS, deen op de Beruff vum Enseignant an der Grondschoul virbereet, bedéngt duerch déi gesetzlech Contrainte vum Validéiere vun 300 ECTS fir d'Ausstelle vun engem Master, ouni zousätzlechen Diplom net admissibel si fir déi 3 nei Mastere vun der Universitéit Lëtzebuerg. Aktuell gëtt vun de concernéierten Instanzen aktiv no Léisunge gesicht, déi eng Ouverture kéinte schafen, fir den Accès an déi betreffend Masterstudiegäng vun der Universitéit Lëtzebuerg ze erméiglechen.

D'Absolvente vun engem vun de Masterstudiegäng hunn d'Méiglechkeet, fir ee Posten als „Instituteur spécialisé“ ze briguéieren an dëst a Funktioun vun der Spezialisatioun. Des Weideren hu si och d'Méiglechkeet, bei enger „Vacance de poste“ eng Kandidatur als Direkter oder stellvertriedenden Direkter ze stellen.

Wéi am Koalitiounsaccord preziséiert, ass d'Schafe vun neie Funktiounen um Masterniveau parallel zu der Redefinitioun vun den Attributiounen an de Responsabilitéite vun de Schoulpresidenten an de Co-ordinateure geplangt.

Information à l'euthanasie | Question **0747** (16/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son accord de coalition, le Gouvernement a annoncé qu'il « s'efforcera d'améliorer l'accès à l'information à l'euthanasie et fera mieux connaître la disposition de fin de vie ».

– J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale par quelles voies cette meilleure accessibilité sera réalisée et endéans quels délais.

– Étant donné le rôle de l'information du public que devra jouer la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de la législation sur l'euthanasie, le Gouvernement entend-il renforcer les moyens de cette commission ?

Réponse (03/06/2024) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est actuellement en consultation avec les représentants du terrain pour définir les améliorations nécessaires. Il communiquera toutes les adaptations une fois ce processus de consultation achevé.

Politique de prévention | Question **0748**
(16/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son programme pour la période 2023 à 2029, le Gouvernement a annoncé que dans le cadre de la politique de prévention, la mise à disposition d'autotests tels que par exemple pour les maladies sexuellement transmissibles, sera réalisée.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale quelles sont les autres maladies visées par ces autotests.

– Quelle est la fiabilité et la nature de ces tests ?

– Par quelle voie ces tests seront-ils mis à disposition et suivis ?

Réponse (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est en cours d'évaluation des maladies et des autotests potentiels qui pourraient être considérés ainsi que des modalités de leur mise à disposition du public. Une fois la décision prise, elle sera communiquée en temps voulu.

Agissements d'un ancien membre du service secret luxembourgeois | Question **0749** (16/05/2024)
de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans un article de presse paru hier sur le site d'information en ligne Reporter.lu, une recherche fouillée détaille les agissements d'un ressortissant luxembourgeois – ancien membre du service secret luxembourgeois – actuellement en fuite après une arrestation en France suite à une demande d'extradition de la justice américaine dans l'affaire dite OneCoin. Plusieurs personnes impliquées dans cette affaire ont été condamnées à de lourdes peines de prison, tandis que d'autres sont toujours en fuite.

L'article explique qu'un prêt accordé en 2007 par la SNCI – la Société nationale de crédit et d'investissement – à la société Sandstone, une des sociétés dudit ressortissant, aurait été remboursé de manière indirecte par des fonds litigieux provenant de l'affaire OneCoin. Le journaliste écrit: « Das Geld, das auf den Konten der SNCI landete, soll demnach über die Spuerkeess aus Offshore Gesellschaften in den Kaiman Inseln über Irland und Dubai nach Luxemburg geflossen sein. »

Dans ledit article il est également expliqué que Madame la Ministre de la Justice n'a pas souhaité prendre position dans ladite affaire en se référant à la séparation des pouvoirs. Or, il s'avère que ces dernières années, certain.e.s député.e.s estimaient que le Gouvernement luxembourgeois devrait s'immiscer dans ce dossier afin que la justice luxembourgeoise s'empare de l'affaire.

Je souhaiterais dans ce contexte poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le prêt accordé par la SNCI à Sandstone a été remboursé par le biais indiqué dans l'article ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que les procédures anti-blanchiment au sein de la SNCI visant à vérifier la provenance des fonds servant au remboursement de prêts accordés ont été respectées ? Quelles sont ces règles ? Est-ce que des modifications ont été entreprises dans ces procédures depuis ce remboursement ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il appartient au Ministre de la Justice, voire au Gouvernement, d'intervenir auprès des autorités de justice luxembourgeoises afin qu'elles s'emparent d'un dossier pénal ?

Réponse (13/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des
Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des
PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) et 2) La SNCI est soumise au secret bancaire. Les ministres ne peuvent pas fournir d'informations sur l'existence ou l'absence de relations bancaires avec la SNCI.

En tant qu'établissement de crédit, la SNCI a mis en place des procédures en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ces procédures sont mises à jour conformément à l'évolution du cadre juridique et réglementaire.

ad 3) Suite à la révision de la Constitution et à la modification par une loi du 23 janvier 2023 de l'article 19 du Code de procédure pénale, le principe de la séparation des pouvoirs a été consacré plus explicitement encore en droit luxembourgeois. En vertu de ce principe, il n'appartient pas au Ministre de la Justice d'intervenir auprès des autorités judiciaires afin que des faits incriminés par la loi soient poursuivis pénalement, alors que cette décision appartient exclusivement au ministère public sur base du principe de l'opportunité des poursuites.

Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire |
Question **0751** (17/05/2024) de **Mme Sam Tanson**
(déi gréng)

Des articles de presse viennent de relater la condamnation de la présidente de la Chambre des Notaires par un jugement sur accord à une amende de 70.000 € pour défaut de respect de ses obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 relative au contrôle d'honorabilité, le contrôle d'honorabilité des notaires est encadré légalement. La loi relative au notariat prévoit quant à elle une procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un.e notaire, procédure qui doit néanmoins être entamée soit par le/la procureur.e, soit par le/la président.e de la Chambre des Notaires, soit sur plainte.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'une condamnation du type de celle subie par la notaire en question pourrait conduire à ne pas conférer le titre de notaire à un.e candidat.e notaire ?

2) Est-ce qu'une procédure disciplinaire pour non-respect des obligations professionnelles d'un.e notaire a été entamée ou sera entamée dans le cas présent ?

3) Madame la Ministre estime-t-elle que la loi relative au notariat doit être adaptée sur ce point afin de prévoir une procédure pour couvrir l'hypothèse dans laquelle le/la président.e de la Chambre des Notaires est concerné.e par une procédure disciplinaire ?

Réponse (17/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice

ad 1) La nomination d'un candidat-notaire à un poste de notaire se fait après consultation du Parquet général et de la Chambre des Notaires. Il est probable qu'une condamnation éventuelle d'un candidat-notaire ait une incidence sur les avis qui sont requis dans la procédure de nomination.

ad 2) En l'espèce une procédure disciplinaire a été entamée par la Chambre des Notaires.

ad 3) L'article 88, alinéa 3, de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat prévoit que le président de la Chambre des Notaires peut déléguer ses pouvoirs d'instruction et de saisine à un autre membre de la Chambre des Notaires. Néanmoins, une clarification est à apporter dans le cadre de la réforme visant une modernisation du notariat.

Feux de forêts | Question **0752** (17/05/2024) de
M. André Bauler | **M. Luc Emering** (DP)

Duerch déi klimatesch Verännerungen aus de leschte Joren huet d'Zuel vun de Bëschbränn zougeholl. Besonnesch am séier dréchene Joer 2018 koum et am Éislek zu verschiddene Bränn a Bëscher. Och wann et dee leschte Summer an dësem Beräich zimmlech roueg war, muss een dach awer fäerten, datt sech dës Problematik am Kader vun der Klimakris an Zukunft verstärker wäert.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Här Innenminister füllgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Bëschbränn an de leschten 10 Joer entwéckelt?

2. Wat fir Plazen a Géigende vum Land waren am meeschte betroff?

3. Wéi dacks huet de CGDIS missen an den Asaz, fir dës Bränn nees ënner Kontroll ze kréien? A wéi ville Fäll ware mënschlech Feeler schold un dëse Bränn?

4. Wat fir präventiv Moosname si mëttlerweil geholl ginn, fir de grouss Public méi an d'Flicht ze huelen a fir dës Problematik ze sensibiliséieren?

Réponse (25/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre
des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre
de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Well et zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zum Aus-land, keng aussergewéinlech grouss zesammenhängend Bëscher gëtt, ass de Risiko fir Bëschbränn éischter geréng. De gréisste Risiko hei zu Lëtzebuerg läit virun allem bei Vegetatiounsbränn.

D'Asazzuelen am Tableau hei ënnendrénger confirméieren dëse Fait. D'Asazzuelen, déi de CGDIS säit senger Grënnung am Joer 2018 erhieft, sinn net mat deene vu virun 2018 vergläichbar. Den Tableau heidrénger retracéiert déi vun den Deputéierte gefrotten Zuelen dofir just fir déi lescht 6 Joer.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Wéi am Plan national d'organisation des secours (PNOS)¹ beschriwwen, trieden dës Bränn queesch duerch d'Land relativ gläichméisseg op, et gëtt keng Regioun, déi hei erausstécht. D'Analys aus dem PNOS gouf rezent vum CGDIS duerch eng intern Risikoanalys confirméiert. De Risiko vu Vegetatiouns-

¹ <https://maint.gouvernement.lu/fr/dossiers/2021/PNOS.html> (vun der Säit 112 un)

a Bëschbränn existéiert hei zu Lëtzebuerg am Fong iwberall, wann en och moderat ass. De gréisste Risiko besteet zu Lëtzebuerg virun allem bei Vegetatiounsbränn op Felder, déi an der Proximitéit vu baulechen Infrastrukture leien.

ad 3. D'Unzuel vun den Interventiounen ass bei der Äntwert op déi éischt Fro opgeléicht. D'Ermëttlung vun enger Brandursaach läit net an der Kompetenz vum CGDIS, mee vun der Police.

ad 4. Zënter 2023 beschäftegt sech en interministerielle Aarbechtsgrupp, deen den Innenministère am Kader vun der nationaler Plattform zur Reduktioun vu Katastropherisiken an d'Liewe geruff huet, mat der Thematik vu Vegetatiouns- a Bëschbränn, dést mam Zil, gemeinsam Moosnamen auszuschaffen an d'Ëffentlechkeet reegelméisseg op d'Gefore vu Vegetatiouns- a Bëschbränn opmierksam ze maachen.

E puer weider Beispiller:

1. Sensibiliséierungscampagne fir de Public
2. Presenz op ëffentlechen Evenementer, wéi der Foire agricole
3. Gemeinsam Formatiounen an Austausch tëscht de concernéierten Acteuren
4. Uschafung vun neiem Asazmaterial fir de CGDIS
5. Ausbau vun nationale Reseau vun de Rettungspunkten an de Bëscher
6. Erstelle vu prezise Kaarte vun de Bëschweeër, déi fir e besseren Accès fir d'Rettungsdéngschter suergen

Eng ganz Rëtsch weider Moosname sinn an Ausaarbechtung, fir d'Preventioun an d'Zusammenaarbecht vun den ëffentlechen Acteuren nach weider ze verbessern.

Prolongation des autorisations de construire | Question **0753** (17/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Am Moment gëtt et ee gréissere Problem mat de Bauhären am Land, déi scho Baugeneemegungen hunn, fir Projete realiséieren ze kënnen, an déi schonn d'Geneemegungen eemol verlängert haten, esou wéi dat am Delai vun der Baugeneemegung virgesi war. Déi Betraffe kréien déi Geneemegung net eng weider Kéier verlängert, mam Argument, datt dat net esou virgesinn ass am Gesetz. De Bauhär gëtt deemno gezwong, fir mat sengem Projet erëm vu vir unzefänken an en dann nei eranzerechen, dat heescht, datt och déi fälleg Taxen nei ze bezuele sinn. Weider besteet domadder och eng Ongewëssheet, datt en, deemno wéi, net méi dat nämmlecht autoriséiert kritt wéi virdrun.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Si Mesüre virgesinn, fir kuerzfristeg eppes géint dee Problem ze maachen, z. B. ee Circulaire un d'Gemengen?
2. Ass et méiglech, datt an dëser Saach eppes réckwierkend ugepasst gëtt?

Réponse (13/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Am Virfeld ass ze bemierken, dass den Artikel 37 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain virgesäit, dass de Bauhär seng Baugeneemegung, déi no der Ausstellung 1 Joer gëlteg ass, zweemol ëm ee Joer ka verlängere loosse.

Prinzipiell ass et esou, dass déi kommunal Taxereglementer virgesinn, dass bei enger Verlängerung vun enger Baugeneemegung d'Taxe d'équipements

collectifs net nach eng Kéier vum Bauhär muss bezuelt ginn. Jee nodeem, wéi d'Taxereglement formuléiert ass, ass et awer méiglech, dass eng Taxe d'instruction fir d'Baugeneemegung och bei enger Verlängerung nach eemol vum Bauhär ze bezuelen ass.

ad 1. Fir an deem Zesammenhang fir méi Rechtssécherheet ze suergen, wäert ech de Gemengen deemnächst eng Circulaire zoukomme loosse. An deem Kontext ass awer ze rappeléieren, dass d'Regierung den 29. Mäerz 2024 de Gesetzesprojet N° 8369 deposéiert huet, dee virgesäit, dass déi initial Gëltgedauere vun enger Baugeneemegung d'office vun 1 op 2 Joer gehuewe gëtt. Si kann op Demande vum Bauhär ëm ee Joer verlängert ginn.

ad 2. Et ass keng retroaktiv Mesure an deem Sënn virgesinn.

Investissements éventuels de la Banque européenne d'investissement dans le nucléaire | Question **0754** (17/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Il me revient qu'au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI), il existe une proposition pour investir à l'avenir dans l'énergie nucléaire notamment par des crédits. Selon mes informations, une première décision à ce sujet a été prise le 15 mai 2024 au sein du conseil d'administration. Notons que le conseil d'administration de la BEI est composé d'un.e administrateur.trice de chaque État membre.

Toujours selon mes informations, cette décision devra être confirmée par le Conseil des gouverneurs de la BEI qui a notamment la compétence de définir les orientations de la politique de crédit et dont Monsieur le Ministre des Finances est membre. La séance annuelle 2024 du Conseil des gouverneurs de la BEI est prévue pour le 21 juin 2024.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer mes informations selon lesquelles il est proposé que la BEI investira à l'avenir dans l'énergie nucléaire ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles sont les instructions que Monsieur le Ministre a données à ce sujet au représentant du Gouvernement au sein du conseil d'administration de la BEI concernant cette proposition ?
- 3) Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport à ladite proposition en vue de la séance annuelle 2024 du Conseil des gouverneurs de la BEI qui aura lieu le 21 juin 2024 ?
- 4) Monsieur le Ministre s'engage-t-il si nécessaire à mener des efforts pour former une coalition d'États opposant les investissements de la BEI dans le nucléaire ?

Réponse (24/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'un des principaux bailleurs de fonds au monde pour l'action en faveur du climat.

Ainsi, entre 2019 et 2023, la BEI a approuvé plus de 30 milliards d'euros de projets d'énergies renouvelables.

En même temps, la BEI a également financé au cours des dernières décennies des projets nucléaires en matière de sûreté, de cycle du combustible voire de recherche et développement. Ainsi, 7 projets nucléaires pour un montant total de 1,5 milliard d'euros ont été financés par la BEI au cours des 20 dernières

années. À titre d'illustration, la BEI a signé en décembre 2023 un accord de prêt de 145 millions d'EUR pour soutenir la construction de la première installation européenne d'extraction de tritium sur le site de la centrale nucléaire de Cernavodă en Roumanie.

À travers la feuille de route stratégique 2024-2027 qui a été adoptée le 21 juin 2024 par le Conseil des gouverneurs de la BEI, conseil qui rassemble les ministres désignés par chacun des 27 États membres de l'Union européenne, la banque vise à consolider son rôle de « banque du climat ». Dans ce cadre, la BEI continue à soutenir les technologies clés qui permettent d'accélérer et de faciliter la transition verte. Des projets nucléaires pourront obtenir un financement de la part de la BEI à condition que ces projets soient justifiés – d'un point de vue technique, environnemental, financier et économique. L'analyse se fait au cas par cas.

Le Luxembourg soutient la BEI dans ses efforts visant à intensifier les investissements en matière de R&D et à appuyer toute la chaîne de valeur en faveur des technologies clés pour une économie à « zéro émissions nettes ».

Production et consommation d'énergie des communes | Question **0755** (17/05/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De Professer Phillip Dale huet zesumme mat Science. lu d'Fro analyséiert, ob Lëtzebuerg kéint säin Energiebedarf zu 100 % selwer a klimaneutral hierstellen (<https://science.lu/de/science-checkenergiewendenerneuerbare-energien/kann-luxemburg-seinen-energiebedarf-zu-100-klimaneutral-selbstherstellen>). Laut dem Wëssenschaftler ass dat theoreetesoch méiglech.

2020 huet Lëtzebuerg 7,5 % vu sengem Energieverbrauch duerch lokal produzéiert erneierbar Energie konnten decken. Aus der Äntwert vun der parlamentarescher Fro N° 5500 ass ervirgaangen, datt 2022 nëmme op 4 % vun de Gebaier vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute PV-Anlage waren.

An deem Zesammenhang wëlte mir de Ministere fir den Interieur a fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun eisem Energieverbrauch deckt Lëtzebuerg momentan duerch Energieimporter?
2. Wéi vill Gemengen zu Lëtzebuerg sinn energieautark? Wéi eng Gemenge sinn dést?
3. Wéi vill Prozent vun hirem Energieverbrauch kënnen déi eenzel Gemenge mat allem, wat un Energie an der jeeweileger Gemeng produzéiert gëtt, decken?

Réponse (21/06/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Lëtzebuerg war, den Zuele vum ILR no, am Joer 2023 zu 77,7 % vun Energieimporter ofhängeg.²

D'Gemenge spillen eng wichteg Roll an der Energietransitioun a kënnen zum Beispill, esou wéi verschiddener et haut scho maachen, Projete fir Wandenergie a Solarenergie op hirem Territoire ustoussen. De Potential an d'Ausgangslag si fir all Gemeng anescht, zum Beispill gëtt et bei verschiddene Gemengen tendenziell méi Potential fir Wandkraaft a Fotovoltaik.

D'Donnéien aus dem Klimapakt³ weisen, datt am Duerchschnëtt d'Gemengen de Wärmebedarf vun de kommunalen Infrastrukturen zu 25 % iwber erneierbar Energien ofdecken. Et gëtt och Gemengen, déi dat schonn zu 100 % maachen.

² <https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-1222.pdf>
³ Donnéeën vum Stroumnetzbedriewer betreffend Stroumverbrauch a Stroumproduktioun

National gesi gëtt aktuell scho méi Stroum op Basis vun erneierbaren Energië produzéiert wéi d'Haushalter es insgesamt consomméieren. Consideréiert een de Stroumverbrauch vum professionnelle Secteur an der Industrie, da sinn 2023 ronn 26 %⁴ vum Stroumbedarf vun dese Secteuren national duerch erneierbar Energië produzéiert ginn.

Et ass wichteg, datt all Gemeng eng Energieplanung mécht, also zousätzlech Potential identifizéiert a kuckt, wéi vill Potential scho genotzt gëtt. Dës Approche gëtt am Kader vum Klimapakt mat Outils wéi dem nationale Solarkadaster oder dem Wärmekadaster ënnerstëtzt.

Projet de réaménagement et de transformation de la Villa Louvigny en « tiers-lieu » culturel | Question 0756 (17/05/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

En date du 17 juillet, le Gouvernement avait présenté le projet de réaménagement et de transformation de la Villa Louvigny en « tiers-lieu » culturel. Ce projet ambitieux devrait être finalisé en 2029.

Lors d'une conférence de presse, le contenu du projet avait été présenté en détail et les travaux devaient être entamés en 2025.

Or, ces derniers jours, devant ce bâtiment prestigieux ayant abrité e. a. RTL, l'Orchestre national, le Ministère de la Santé, des affichages sont apparus, renseignant les passants que des travaux de désamiantage étaient sur le point d'être entamés.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics quelle est l'étendue de la contamination en amiante et quelles sont les parties du bâtiment concernées.

2) Quand cette problématique a-t-elle été découverte et était-elle connue lors de la présentation du projet ?

3) Madame la Ministre peut-elle exclure que ces contaminations représentaient un risque de santé pour les occupants successifs des bâtiments ?

4) La découverte de la présence d'amiante aura-t-elle une conséquence sur le déroulement du projet de réaménagement de la Villa Louvigny à des fins culturelles ?

Réponse (06/06/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Dans le cadre de l'approfondissement des études, des sondages ont été effectués dans le bâtiment. Dans ce contexte, de l'amiante a été localisée à différents endroits et sous diverses formes. Ainsi, il a été constaté que les murs du petit studio sont revêtus d'une peinture à base d'amiante. Au sous-sol, dans l'ancienne chaufferie, la présence d'amiante a été relevée au niveau de l'enrobage des tuyauteries de chauffage et dans certains joints des gaines de ventilations. De plus, dans un autre local au sous-sol, la présence d'amiante a été identifiée dans la colle du tapis plain.

ad 2) La problématique n'était pas encore connue lors de la présentation du 17 juillet 2023, comme les travaux de sondages n'ont été effectués qu'à partir de fin 2023.

ad 3) Un risque de santé peut, en principe, être exclu pour les occupants antérieurs du bâtiment, vu que l'amiante était mise en œuvre de façon non accessible et sans contact direct avec les utilisateurs.

⁴ <https://assets.ilr.lu/energie/Documents/LLRLU-1685561960-1222.pdf>

ad 4) La découverte de présence d'amiante n'a pas de conséquence quant au déroulement du projet en question.

Concept du médecin référent | Question 0758 (17/05/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale vient de confirmer la volonté du Gouvernement de promouvoir le concept du médecin référent qui a son origine dans la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé. Madame la Ministre entend sensibiliser la population à cette offre.

1) Convaincu de la plus-value du concept du médecin référent respectivement médecin de confiance, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de quelle manière elle entend relancer ce concept qui a été victime d'un certain nombre de blocages respectivement d'un formalisme exagéré.

2) Par quels moyens le Gouvernement entend-il rendre plus attractive l'installation des médecins généralistes ?

Réponse (21/06/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Je rejoins l'honorable Député sur son appréciation d'un concept « victime d'un certain nombre de blocages respectivement d'un formalisme exagéré » mis en place à partir de 2010 par l'insertion d'un article 19bis au Code de la sécurité sociale. Cet article permettait à chaque assuré la désignation d'un médecin référent. Dans la suite, la législation a été adaptée en 2015 afin de restreindre la possibilité de désigner un médecin référent aux seuls assurés souffrant d'une des pathologies chroniques graves qualifiées d'affection de longue durée énumérées au règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

L'accord de coalition prévoit dans ce cadre que « La prévention est un principe fondamental de la santé. Le Gouvernement élèvera la prévention et le dépistage précoce au même niveau que la médecine curative. En ce sens, il élaborera une stratégie nationale de prévention. Le médecin généraliste et le médecin référent joueront un rôle décisif dans le cadre de la médecine préventive. »

Et de continuer que « Dans le cadre de la stratégie de prévention, le Gouvernement s'efforcera d'introduire une offre de bilans de santé réguliers chez le médecin généraliste respectivement le médecin référent à partir de l'âge de 30 ans. L'objectif de cette offre de prévention est de détecter les risques potentiels de différentes maladies. Pour ce faire, le médecin généraliste respectivement le médecin référent procèdent à une anamnèse approfondie et à un examen clinique, ainsi qu'à des examens de laboratoire complémentaires.

Concernant le concept de médecin référent en particulier il y est prévu que « [d]ans le cadre de la médecine ambulatoire, et à côté des médecins spécialistes, le médecin généraliste respectivement le médecin référent joueront un rôle prépondérant. Le Gouvernement va promouvoir le concept du médecin référent et sensibiliser la population à cette offre ».

Pour coordonner la mise en place de cet écosystème santé promouvant une approche de prévention holistique, des entrevues avec tous les acteurs concernés sont en cours et sont destinées, notamment, à recueillir les avis des médecins sur le concept du médecin référent tel qu'il est actuellement implémenté.

ad 2) Les pistes éventuelles à poursuivre pour « rendre plus attractive l'installation des médecins généralistes » sont en train d'être analysées.

Diplôme européen | Question 0759 (17/05/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Liz Braz (LSAP)

De 17. Mäerz huet d'EU-Kommissioun dräi Initiative presentéiert, fir d'Zesummenaarbecht tëschent den Héichschoulen an Universitëiten an der Europäescher Union virunzedreiwe mam Zil, fir een „europäeschen Diplom“ ze schafen an eng automatesch Unerkennung vun den Ofschlëss am Enseignement supérieur ze erméiglechen.

Am Moment existéieren tëschent de Memberstaate vun der EU eng Rei rechtlech an administrativ Hürden, déi d'Memberstaaten dorunner hënneren, fir gemeinsam europäesch Studiegäng anzeféieren.

Wëssend, datt d'Éducation an den Enseignement supérieur zu de Kompetenz vum de Memberstaate gehéieren an d'EU just eng ënnerstëtzend Roll ka spillen, wéilte mir an deem Zesummenhang der Maddamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul dës Froe stellen:

– Wéi steet d'Regierung zu dëser Initiativ vun der Kommissioun an enger automatescher Unerkennung vun den EU-Diplomer?

– Wat wieren d'Repercussiounen op Lëtzebuerg?

– Wieren d'BTSe vu sou engem Changement och be-treff?

– Géifen d'Uni Lëtzebuerg respektiv de „Lunex“ an den „LSB“ sech enger europäescher Initiativ un-schlëssen, fir sou grenziwwerschreidend Programmer ze schafen?

Réponse (10/06/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

D'Europäesch Kommissioun huet de 27. Mäerz 2024 e sougenannte „Paquet sur l'enseignement supérieur“ virgestallt. Dësen enthält dräi Elementer:

– eng Kommunikatioun iwwert en Entworf fir en „europäeschen Diplom“;

– eng Proposition fir eng Recommandatioun vum Conseil iwwert d'Qualitéitssécherung an d'Unerkennung am Héichschoulberäich;

– eng Proposition fir eng Recommandatioun vum Conseil iwwert attraktiv an nohalteg Karriären am Héichschoulberäich.

Wat de sougenannten „europäeschen Diplom“ ubelaangt, geet et der Europäescher Kommissioun drëms, fir d'Schafe vu gemeinsame Studiegäng duerch zwou oder méi europäesch Héichschoulen ze vereinfachen. D'Iddi ass et, fir sech op europäeschem Niveau op gemeinsam Krittäre fir esou transnational Studiegäng ze eenegen. Op Basis vun dëse Krittäre kéint dann entweeder en europäesche Label oder awer e vollständigen europäeschen Diplom ausgestellt ginn. D'Europäesch Kommissioun gesäit dës zwou verschidde Méiglechkeete fir d'Memberstaaten an hirer Propos vir, fir den ënnerschiddlechen Émstänn an de verschidde Länner Rechnung ze droen. Den „europäeschen Diplom“ géif no der Virstellung vun der Europäescher Kommissioun weiderhin op nationalem Niveau ausgestellt an am nationale Qualifikationskader verankert ginn, wier awer EU-wäit unerkannt. Wéi genee dëst soll ëmgesat ginn, soll am Laf vun den nächste Méint am Kader vun engem sougenannte „policy lab“ diskutéiert ginn, an de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul wäert dës Diskussioun aktiv verfollegen. Kloer ass awer,

dass dës Initiativ sech op transnational Studiegäng a Kollaboratioun tëscht zwou oder méi Héichschoule beschränke géif an deemno keen direkten Afloss op d'Unerkennung vu reng nationalen Diplomer hätt. Just d'Universitéit Lëtzebuerg ka momentan, laut dem Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg, gemeinsam Diplomer mat aneren Héichschoulen ausstellen. Fir Formatiounen vun akkreditéierte spezialiséierten Héichschoulinstitutiounen a fir d'BTSe gesäit d'Gesetz vum 21. Juli 2023 iwwert d'Organisatioun vun Héichschoulwiesen dëst net vir.

Wat d'automatesch Unerkennung vun den Héichschulqualifikatiounen generell ugeet, huet Lëtzebuerg zesumme mat den anere Benelux-Staaten an de baltische Staaten am September 2021 en Traité iwwert d'automatesch Unerkennung vun Héichschulqualifikatiounen ënnerschriwwen. Dësen ass den 1. Mee 2024 a Kraaft getrueden an erlaabt d'automatesch Unerkennung vun Niveau vun Héichschulqualifikatiounen tëscht all de betreffende Staate fir d'Niveaue vun Bachelor, Master, Doktorat an de sougenannten „associate degrees“ (also dem lëtzebuergesche BTS). Den Traité gesäit vir, dass aner Staaten, déi d'Lissaboner Konventioun vun 1997 iwwert d'Unerkennung vun den Héichschulqualifikatiounen an der europäescher Regioun ënnerschriwwen hunn an Deel vum europäeschen Héichschulraum sinn, dem Traité kënnen bäitrieden, ënnert de Bedéngung, dass si gewësse Qualitéitskrittären erfëllen. Heimat huelen d'Benelux-Unioun an d'baltische Staaten eng gewëss Virreiderroll an, wat d'automatesch Unerkennung vun Héichschulqualifikatiounen ubelaangt an hoffen, dass aner Länner och wäerte mat op dee Wee goen.

.....

Nouvelle limite de THC pour les conducteurs |
Question **0760** (17/05/2024) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Après avoir légalisé la consommation de cannabis pour un usage récréatif, le Gouvernement allemand est en train de procéder à des modifications du Code de la route en introduisant notamment de nouvelles limites de THC pour les conducteurs. Avec 3,5 ng/ml, le Gouvernement allemand propose un triplement de la valeur actuelle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Les exemples dans d'autres pays montrent que la sécurité routière se détériore après la légalisation du cannabis et que les accidents sont plus fréquents. Combien d'accidents de circulation au Luxembourg sont à voir en rapport avec la consommation de cannabis ? Comment ce chiffre a-t-il évolué ces dix dernières années ?

2) Est-ce que le Gouvernement entend également mettre en place une nouvelle limite de THC pour les conducteurs, pour suivre l'exemple de l'Allemagne ?

Réponse (17/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée pose des questions relatives à une adaptation à envisager de la limite de THC pour les conducteurs au Luxembourg suivant l'exemple de l'Allemagne, en rapport avec les répercussions de la légalisation de la consommation de cannabis pour un usage récréatif sur la sécurité routière.

ad 1) Le tableau de synthèse ci-après permet d'apprécier combien d'accidents de circulation au Luxembourg sont à voir en rapport avec la consommation de cannabis et comment ce chiffre a évolué ces dix

dernières années. Sur base de données extraites par le Statec des PV d'accidents de la circulation, il montre les pourcentages des conducteurs impliqués qui ont été testés positifs au THC à partir de l'année 2015.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Il est à souligner que le test dit Drug Wipe, qui détecte spécifiquement la consommation de THC, est d'utilisation très courante. Les données sur la détection de THC par le biais de prises de sang ou d'urine ordonnées sont disponibles depuis 2019, en notant que ces types de test décèlent également d'autres substances.

ad 2) Le Gouvernement n'entend pas mettre en place une nouvelle limite de THC pour les conducteurs.

.....

Procédure disciplinaire en cas de non-respect des obligations professionnelles d'un notaire |
Question **0761** (17/05/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

La publication en ligne Reporter rapporte dans un article du 9 mai intitulé « La présidente des notaires plaide coupable » que la présidente de la Chambre des Notaires vient d'admettre dans le cadre d'un jugement sur accord des manquements à ses obligations professionnelles dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme en rapport avec une transaction immobilière impliquant des clients azerbaïdjanais. Cette affaire fait suite à une autre affaire apparue dans la presse de manquement aux devoirs de diligence anti-blanchiment par un notaire, elle aussi liée à des opérations immobilières.

Ces affaires révèlent, peu de temps après la dernière revue de place effectuée par le GAFI, des vulnérabilités dans notre dispositif contre le blanchiment d'argent sale au niveau du notariat – le fait que la présidente de la Chambre des Notaires soit en aveu dans un jugement sur accord revêt évidemment un caractère extrêmement problématique à cet égard.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que les ministres ont cherché le dialogue avec des représentants du notariat au sujet de ces affaires ?

– Est-ce que les ministres comptent prendre des mesures pour s'assurer d'une mise en œuvre plus stricte des règles AML au niveau du notariat ? Si oui, quelles mesures comptent prendre les ministres ?

– Est-ce que les ministres estiment qu'il s'agit de deux affaires isolées ou sont-ils d'avis qu'il y a un problème plus général d'application des règles AML au sein du notariat ?

Réponse (17/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice

Les affaires en question sont relatives à des faits datant de 2017. Il faut noter que le cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme est en constante évolution.

Le Ministère de la Justice est régulièrement en contact avec la Chambre des Notaires dans le cadre de la coordination nationale de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. La Chambre des Notaires est aussi membre du Comité de prévention blanchiment qui est présidé par le Ministère de la Justice.

Prenant en compte l'évolution rapide des textes légaux et leur application, la Chambre des Notaires est dans un processus continu d'adaptation et d'amélioration des procédures, et a, entre autres, procédé :

- à la mise en place d'une commission LBC/FT permanente auprès de la Chambre des Notaires ;
- à l'augmentation des effectifs en charge de la LBC/FT de la Chambre des Notaires ;
- à l'organisation de campagnes de communication et de formation régulières à l'attention des études notariales ;
- à la mise à disposition aux études notariales d'un outil de recherche LBC/FT performant ;
- au peaufinage continu de l'évaluation des risques auxquels sont exposées les études notariales et des contrôles hors et sur site ;
- à l'analyse des outils informatiques à la disposition de la Chambre des Notaires en vue de leur exploitation dans le cadre de sa politique LBC/FT.

Ainsi, les notaires se sont dotés de procédures internes robustes relatives à la prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, ce que le Groupe d'action financière (GAFI) a pu effectivement constater lors de sa visite sur place : « Lawyers, CPAs, notaries and statutory auditors and audit firms have risk assessments, policies and procedures in place for the implementation of due diligence measures which are generally in line with the risks identified for their activity, such as risks related to international clients and real estate transactions. »

Le GAFI énonce également dans son rapport d'évaluation mutuelle : « When it comes to the sectors supervised by the SRBs (lawyers, notaries, CPAs and statutory auditors), these conduct significant checks when onboarding new customers to ensure that they have a good understanding of the client, the origin and destination of funds, the geographic context, and they analyze the full structure of the business and the economic reasons behind it. For instance, notaries met explained they perform checks on the source of funds and the financial capacity of the buyer and the seller's reasons for selling when conducting real estate transactions, which are assessed as higher risk activities. »

La situation a dès lors déjà évolué depuis la date des faits en question et continuera à évoluer. Ainsi, les actions recommandées par le GAFI dans son rapport d'évaluation sur le Luxembourg de septembre 2023 sont en cours de mise en œuvre.

.....

Demande de mandats d'arrêt par le procureur auprès de la Cour pénale internationale |
Question **0762** (21/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Le procureur auprès de la Cour pénale internationale a demandé le 20 mai 2024 la délivrance de mandats d'arrêts visant trois dirigeants du Hamas ainsi que le Premier ministre et le Ministre de la Défense israéliens pour des faits qu'il qualifie de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité.

Sur le plan international, les réactions à cette demande ont été fortement divergentes. Alors qu'Israël et les États-Unis ont réagi avec indignation, il y a eu discordance entre les gouvernements européens. Aussi le Quai d'Orsay⁵ a-t-il émis un communiqué soutenant la CPI, alors que le Ministère des Affaires étrangères allemand⁶ parle d'une assimilation entre les dirigeants de Hamas d'une part, et des responsables politiques israéliens d'autre part.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

⁵ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/justice-internationale/evenements/article/courpenale-internationale-demande-de-mandats-d-arrets-par-le-procureur-aupres>
⁶ <https://www.auswaertiges-amt.de/de/newsroom/-/2657616>

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la demande de mandats d'arrêt par le procureur auprès de la CPI ?

2) Comment le Gouvernement se positionne-t-il vis-à-vis des arguments essentiels avancés dans les communiqués français et allemand susvisés ?

3) Monsieur le Ministre se rendra bientôt au Proche-Orient. La demande de mandats d'arrêt aura-t-elle une incidence sur les échanges prévus avec les responsables israéliens, notamment avec les ministres visés par la demande de mandats d'arrêt ?

Réponse (13/06/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Luxembourg, en tant qu'État partie au Statut de Rome, soutient pleinement les travaux de la Cour pénale internationale (CPI). À ce titre, le Luxembourg estime qu'il appartient d'abord à la Chambre préliminaire de s'exprimer, raison pour laquelle le ministère n'a pas commenté la demande à ce stade.

ad 2) Le Gouvernement ne commente pas des communiqués de presse d'autres gouvernements mais a depuis sa création toujours soutenu la CPI et avant tout son indépendance.

ad 3) Le ministre n'a eu aucune rencontre avec les responsables israéliens concernés. Le ministre a rappelé son soutien aux juridictions internationales, en particulier la Cour internationale de justice, et la CPI, lors de ses rencontres avec les responsables israéliens.

Piste cyclable prévue le long de la N5 à Bascharage | Question **0763** (21/05/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Il a été porté à ma connaissance que l'Administration des ponts et chaussées prévoit la mise en place d'une piste cyclable le long de la N5 à Bascharage en direction de Dippach, un projet qui est très certainement à saluer. Or, selon mes informations, la réalisation de cette piste cyclable nécessiterait l'abattage d'un certain nombre d'arbres qui longent la N5 à la sortie de Bascharage. Ceci, afin de ne pas devoir empiéter sur le terrain de la zone industrielle Bommelscheuer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Ne serait-il pas possible d'éviter l'abattage des arbres en reclassant une bande étroite de la zone industrielle Bommelscheuer le long de la N5 au profit de la piste cyclable projetée ?

Réponse (20/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le projet en cours d'élaboration dans la traversée de Bascharage (route nationale N5) est un projet de réaménagement entre le croisement à la hauteur de la Brasserie nationale et l'entrée de la localité en provenance de Dippach. Il s'agit d'un projet commun de la commune de Käerjeng et de l'Administration des ponts et chaussées dont l'objectif est de revaloriser la localité et de promouvoir la mobilité douce. L'intégration du vélo est donc indispensable et une certaine surface doit être mise à disposition afin de créer une piste agréable pour le cycliste. Dans le cadre de ce projet, aucun abattage d'arbres n'est toutefois prévu. Au contraire, des arbres seront plantés et des espaces verts aménagés dans la mesure du possible.

Il existe en revanche un autre projet sur la route nationale N5 en venant de Dippach dans l'entrée de Bascharage. Ce deuxième projet, qui se trouve

actuellement au stade du « dossier de soumission », consiste en un réaménagement du raccordement de la zone industrielle Bommelscheuer à la route nationale N5, croisement qui se situe en dehors de l'agglomération. L'objectif du projet est la construction d'une voie tournant à droite en tant que sortie du zoning ainsi que l'installation de feux tricolores intelligents afin de régler la circulation au croisement. La réalisation de ce projet nécessite en effet l'abattage d'arbres. Cependant, il convient de noter que ces arbres ne se trouvent pas le long de la route nationale N5, mais dans la « rue Bommel ».

Inondations sur l'A13 | Question **0764** (21/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der A13 koum et den 19. Mee zu Iwwerschwemmungen, wouduerch d'Autobunn während ronn zwou Stonnen huet missen tëscht dem Tunnel Markusbierg a Mondorf gespaart ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi koum et zur Iwwerschwemmung op dëser Plaz? Huet et sech ëm een temporären Defekt gehandelt oder ass hei eng Feelkonstruktioun de Grond fir d'Opstau vum Waasser?

2. Wéi kënnen esou Iwwerschwemmungen an Zukunft verhënnert ginn?

Réponse (20/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dëst Evenement ass op e lokaalt Staarkreenereegnis vu bis zu 30 Liter op de Quadratmeeter pro Stonn zeréckzeféieren. Dës enorm Waassermass huet ënnert anerem och dozou gefouert, datt de Buedem vun engem frësch geplanzte Feld op d'Autobunn gespullt ginn ass.

Bei dësem Ereegnis huet et sech also ëm ee Fall vun héijerer Gewalt gehandelt, an deemno weeder ëm en Defekt un der Infrastruktur nach ëm e Konstruktionsfeeler. D'Infrastruktur konnt déi extreem Waassermass an den ugespulte Buedem einfach net ophuelen.

ad 2. Wéi an der éischter Äntwert duergeluecht, huet et sech beim Ereegnis vum 19. Mee ëm ee Fall vun héijerer Gewalt gehandelt. D'Entwässerungsanlage ginn op eng bestëmmt Waassermass hin dimensionéiert a sinn deemno net op extreem Wiedererhältnissen, wéi e lokaalt Staarkreenereegnis, ausgeluecht.

Bei esou Wiederextreemer kann et ëmmer zu lokalen an zäitlech limitéierten Usammlunge vu Waasser kommen. D'Automobilist*inne sinn deemno ëmmer ugehalen, hir Fuerweis de Wiederkonditiounen unzepassen.

Menaces contre des journalistes par des agents de MeteoLux | Question **0765** (21/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Tageblatt“ mell, krute si de Weekend no enger Demande u MeteoLux zu enger Facebook-Diskussioun eng Droung ausgeschwat. Esou wier de Journaliste vum „Tageblatt“ gesot ginn:

„Mit ‚einem Klick‘, wie es am Telefon im MeteoLux-Büro hieß, könne das ‚Tageblatt‘ von allen Informationen des staatlichen Wetterdienstes abgeschnitten werden, sollte die Berichterstattung in diesem Fall nicht genehm sein.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Ministesche zu esou Aussoe gégeniwwer der Press?

2. Wäert d'Ministesche hei reagieren a mat de Responsable vu MeteoLux de Kontakt sichen, fir datt esou Aussoen net méi virkommen?

Réponse (10/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Eng Droung vis-à-vis vun der Press ass a wier natierlech an all Form inakzeptabel.

Esoual ech a Kenntnis gesat gi sinn, dass esou Aussoen, ewéi den honorabelen Deputéierten se a senger parlamentarescher Fro opwerft, am Émlaf sinn, hunn ech d'Direktioun vun der Administration de la navigation aérienne (ANA), déi och zoustänneg fir MeteoLux ass, an de concernéierte Beamte gesinn. Déi Aussoen, ëm déi et geet, sinn an deem Gespräich net bestätegt ginn.

Ech krut verséichert, dass d'ANA a MeteoLux hir Aufgab an Obligatioun, fir d'Press an d'Bevëlkerung ze informéieren, eescht huelen an op eng kloer, transparent a proaktiv Kommunikatioun mat der Press setzen. Ech krut och confirméiert, dass all Presseorgan an Zeitung d'selwecht behandelt gëtt. Ausserdeem huet d'Direktioun mer verséichert, dass hir Mataarbechter nach eng Kéier iwwert d'Prozeduren, fir mat der Press ze schwätzen, sensibiliséiert gi sinn.

Musée européen à Schengen | Question **0766** (21/05/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **Mme Francine Cloesener** (LSAP)

Le Musée européen à Schengen fermera bientôt ses portes afin de réaliser des travaux de rénovation et de remaniement en vue du quadragénaire des accords de Schengen. Dans le cadre de l'onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique, la réalisation d'une nouvelle scénographie du Musée européen à Schengen, ainsi que l'acquisition et la transformation en exposition permanente de l'ancien bateau « MS Princesse Marie-Astrid 2 » ont été déclarées comme intérêt national.

Ceci autorise Monsieur le Ministre à subventionner la refonte du musée consacré à l'histoire européenne et à la signification des accords de Schengen. Les coûts des travaux, chiffrés à environ 18 millions d'euros, incluent la construction d'un nouveau quai d'accostage. À ce titre, il est utile de mentionner qu'en 2015, un ponton a été construit à proximité du musée, servant comme point touristique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quel est le montant prévisionnel des subventions étatiques ?

– Monsieur le Ministre, peut-il nous confirmer que le ponton d'accueil touristique actuel sera démantelé pour faire place au nouveau quai d'accostage ?

– Le cas échéant, quel a été le coût de construction et quel sera le coût de son démantèlement ?

– L'équipe actuelle de l'association sans but lucratif « Centre européen Schengen » sera-t-elle renforcée pour gérer ce projet touristique d'intérêt national et dans l'affirmative, par combien de postes ?

– Est-ce qu'il y aura des modifications au niveau des tarifs d'entrée ?

Réponse (13/06/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans le cadre de ce projet qui inclut la réalisation d'une nouvelle scénographie pour le Musée

européen à Schengen, l'acquisition et la transformation en exposition permanente de l'ancien bateau « MS Princesse Marie-Astrid 2 », la construction d'un quai d'accostage, ainsi que la transformation du bistrot du musée en bureau d'accueil touristique, le précédent Gouvernement a pris, sur initiative du Ministre du Tourisme, un engagement financier de 17.463.952 €. La commune de Schengen met en œuvre ce projet conformément à son l'importance culturelle, historique et touristique. Il s'agit en effet d'un projet phare pour le tourisme de mémoire européen et le développement du tourisme de la région mosellane.

L'actuel ponton d'accueil touristique, qui avait à l'époque coûté environ 990.000 €, sera effectivement démantelé pour faire place au nouveau quai d'accostage. Après une analyse approfondie de plusieurs options de réutilisation, le démantèlement sur place s'est révélé être la seule option viable. Le coût de démantèlement n'est pas encore connu en détail, un budget prévisionnel de 75.000 € figure au budget global du projet.

L'association sans but lucratif « Centre européen Schengen » assure la gestion professionnelle du musée et du bureau touristique à Schengen. L'arrivée du « MS Princesse Marie-Astrid 2 » à Schengen est une opportunité unique pour mettre davantage en valeur le rôle du Grand-Duché dans le processus de l'intégration européenne et mettre en valeur les richesses naturelles, culturelles et historiques de la région.

Pour garantir le bon fonctionnement du musée et de ses services étendus à partir de la réouverture en juin 2025, l'équipe devra être renforcée. Il revient au conseil d'administration du « Centre européen Schengen » de procéder à l'engagement du personnel qu'il juge opportun pour assurer aux futurs visiteurs un accueil de qualité à haute valeur touristique.

Depuis son ouverture en 2010, le musée était accessible gratuitement. Après la transformation du musée, il est prévu que l'entrée devienne payante pour les adultes.

Zones d'activités économiques dans le secteur de la défense | Question 0767 (22/05/2024) de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

Lors du Sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Vilnius en juillet 2023, les Alliés, conformément aux obligations énoncées à l'article 3 du traité de Washington, se sont engagés, dans la durée, à consacrer chaque année au moins 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la défense. En raison de sa situation spécifique, l'effort de défense du Luxembourg sera calculé sur la base du revenu national brut (RNB) au lieu du PIB. En vue de cette augmentation progressive, le Gouvernement luxembourgeois continuera à investir dans des capacités au profit de son armée ainsi que dans les domaines de défense de l'OTAN et de l'UE.

Pour atteindre l'objectif de 2 % du RNB à moyen terme, des dépenses totales de 696 millions d'euros sont prévues pour l'année 2024, équivalant à 1,30 % du RNB et 0,83 % du PIB. Ce montant devrait passer jusqu'à 1,015 milliard d'euros par an en 2028 afin de garantir le seuil de 1 % du PIB, ce qui correspond à 1,63 % du RNB.

Étant donné que non seulement le Luxembourg, mais tous les États membres de l'UE augmenteront leurs budgets militaires, le secteur de la défense connaîtra un essor massif. De plus, la guerre d'agression russe en Ukraine rend urgente la production de matériel

militaire et de nombreuses entreprises sont à la recherche de main-d'œuvre pour garantir les capacités nécessaires. Cependant, contrairement à d'autres pays, le Luxembourg est beaucoup plus limité lorsqu'il s'agit d'investir efficacement dans une industrie de défense nationale et de réinvestir l'argent directement dans son économie.

Il serait donc certainement judicieux de réfléchir à la manière dont les futurs investissements dans la défense pourraient davantage profiter à l'économie luxembourgeoise.

Dans ce contexte, la création de zones d'activités économiques affectées au développement d'entreprises du secteur de la défense pourrait être un moyen, d'une part, de faire bénéficier davantage notre économie des investissements de défense en forte croissance dans toute l'Europe et, d'autre part, de soutenir les efforts européens pour augmenter rapidement nos capacités de production de matériel militaire afin de faire face à l'agression russe en Ukraine.

Sur la base de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Que compte faire le Gouvernement pour que les retombées économiques de ses efforts de défense profitent dans une certaine mesure à l'économie du Luxembourg ?

2) La création de zones d'activités économiques spécifiques destinées au développement d'entreprises actives dans le secteur de la défense serait-elle une piste de réflexion pour le Gouvernement, tant du point de vue économique que du point de vue de la sécurité ?

Réponse (19/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Afin que les investissements dans la défense puissent également profiter à l'économie nationale, la Direction de la défense organise, sur demande de la Ministre de la Défense, des réunions interministérielles régulières afin de pouvoir proposer des options à court, moyen et long terme pour générer des retombées économiques.

Afin d'avoir une vue plus précise sur les acteurs de l'économie qui pourraient faire partie d'une solution à la question des retombées économiques, Luxinnovation a été chargée de la création d'un outil de mapping détaillé de l'écosystème de défense/double usage au Luxembourg.

En ce qui concerne des mesures déjà en place, le Gouvernement a notamment lancé en mars 2024, après celui de 2022, un deuxième appel à projets de recherche et développement dans le domaine de la défense⁷, plus particulièrement pour des technologies à double usage pouvant être utilisées tant à des fins civiles que militaires. L'appel à projets vise à créer des synergies entre le domaine de la défense et d'autres secteurs en privilégiant des projets ayant des retombées positives au niveau national tant au niveau sociétal qu'économique et de permettre à la défense de se rapprocher de son objectif budgétaire.

Les efforts en matière de recherche et développement, que ce soit au niveau national ou international, permettent aux acteurs nationaux d'acquérir des expériences dans le domaine de la défense, tout en essayant de se positionner comme précurseurs dans certaines niches technologiques. Il vise à soutenir l'industrie luxembourgeoise pour intégrer la chaîne

de valeur de la défense de l'Union européenne et à favoriser la création d'une communauté de l'industrie de la défense nationale, ainsi qu'à promouvoir les capacités technologiques luxembourgeoises dans le domaine de la défense au niveau international.

ad 2) Les zones d'activités spécifiques (nationales) sont encadrées par la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, et elles sont identifiées dans le règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » (PSZAE). Ces zones sont, conformément à l'article 15 du règlement grand-ducal modifié du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune « réservées aux activités répondant à des objectifs nationaux de développement sectoriel ou à des fonctions spécifiques d'importance nationale ». À l'heure actuelle, le PSZAE ne renseigne pas de zone d'activités spécifiques nationale existante ou planifiée conceptuellement orientée vers le secteur de la défense et l'Accord de coalition ne prévoit pas de créer une zone d'activités spécifiques nationale dédiée au secteur de la défense.

Évidemment, les activités économiques visées par l'honorable Député pourraient également être accueillies dans certaines autres zones, et pas exclusivement dans des zones d'activités spécifiques nationales. De plus, les entreprises luxembourgeoises actives dans le secteur de la défense ne sont en principe pas actives exclusivement dans ce secteur : une partie de leurs débouchés sont liés à la défense, mais elles approvisionnent également d'autres secteurs.

Protection des consommateurs lors de voyages | Question 0768 (22/05/2024) de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

En vertu des droits des passagers aériens dans l'UE, les compagnies aériennes qui annulent un vol sont tenues de rembourser le prix du billet. Toutefois, d'autres motifs peuvent donner lieu à un remboursement au consommateur lorsqu'il existe une différence par rapport au voyage à forfait réservé. En Allemagne, la jurisprudence avait par exemple élaboré la « Frankfurter Tabelle zur Reisepreisminderung » qui indique le pourcentage à rembourser au consommateur en cas d'écart par rapport à l'hébergement, à la restauration, au moyen de transport ou à d'autres services réservés.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

– Existe-t-il un tel barème pour les réservations effectuées auprès des organisateurs de voyages luxembourgeois, indiquant clairement le montant du remboursement en cas de prestation non ou mal fournie ?

• Dans l'affirmative, comment les agences luxembourgeoises sont-elles tenues responsables en cas de non-respect de ces règles ?

• Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il introduire un tel barème dans l'intérêt de la protection des consommateurs ?

Réponse (21/06/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Alex Donnersbach s'interroge sur les règles applicables au Luxembourg si un voyage à forfait n'est pas exécuté comme convenu et si dans ce cas, il existe

⁷ https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/com-muniques/2024/03-mars/18-backes-delles-obertin-rd-defense.html



un barème indiquant clairement le montant du remboursement.

Les droits des consommateurs luxembourgeois qui achètent un voyage à forfait sont encadrés par le Code de la consommation qui transpose la directive européenne relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyages liées (directive (UE) 2015/2302 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015). En vertu de l'article 14 de cette directive, repris par l'article L. 225-12 du Code de la consommation, le « ... voyageur a droit à une réduction de prix appropriée pour toute période de non-conformité des services fournis ... ».

Le Code laisse la notion de « réduction de prix appropriée » à l'appréciation des juridictions luxembourgeoises. En pratique, les litiges relatifs aux voyages à forfait sont examinés devant la Commission luxembourgeoise des litiges de voyages (CLLV). Dans ce cadre, le barème cité par l'honorable Député, le « Frankfurter Tabelle zur Reisepreisminderung » est déjà utilisé comme base de discussion pour trouver un compromis sur le montant d'indemnisation dû au requérant. Il est important de noter que ce barème est une compilation des solutions de jurisprudences allemandes, qui n'a pas un caractère législatif ni réglementaire et n'a pas d'équivalent dans les autres États membres.

Concernant l'éventualité d'introduire officiellement un tel barème au Luxembourg, il est pertinent de noter que la directive 2015/2302 est une directive d'harmonisation maximale. Par conséquent, les États membres ne peuvent pas introduire de mesures nationales qui iraient au-delà des dispositions prévues par cette directive. De plus, bien que la directive soit en cours de révision à Bruxelles, l'introduction d'un barème tel que le « Frankfurter Tabelle » ne figure pas parmi les adaptations envisagées.

En conclusion, je considère que les consommateurs luxembourgeois disposent d'un cadre juridique solide qui leur assure une protection adéquate en cas de non-conformité des prestations de voyage à forfait. La CLLV applique déjà le « Frankfurter Tabelle zur Reisepreisminderung » à titre d'inspiration pour proposer des solutions aux litiges qui leurs sont soumis, garantissant ainsi une certaine uniformité et transparence dans le traitement des litiges entre consommateurs et les organisateurs luxembourgeois. En conséquence, il n'est pas envisagé de régler de manière plus précise la question des remboursements des voyages à forfait.

Transparence du Gouvernement envers les médias | Question 0769 (22/05/2024) de Mme Sam Tanson | M. François Bausch (déi gréng)

Dans un article de presse publié en date d'aujourd'hui, la communication et la transparence du Gouvernement et notamment du Premier ministre envers les médias est critiquée. Ainsi, les délais de réponse aux demandes des journalistes professionnels seraient sensiblement plus longs que sous le Gouvernement précédent et ce notamment pour les nouveaux et nouvelles ministres. Toujours selon l'article, le Gouvernement actuel favoriserait un style de communication plus frontal, privilégiant les formats explicatifs aux échanges plus interactifs.

Le Gouvernement a annoncé qu'un projet de loi portant sur l'accès aux informations sera déposé avant l'été. Or, tel qu'il est relevé dans l'article susvisé, des délais de réponse sont d'ores et déjà prévus par une circulaire et de nombreux changements dans le traitement des demandes d'information ne

nécessiteraient pas de modification légale. Dans l'article, il est également fait état d'échanges constructifs entre le Gouvernement et des représentants.e.s de la presse. Ainsi, les délais de réponse excessivement longs seraient dans bien des cas liés à des ressources en personnel insuffisantes.

Dans ce contexte, nous voudrions demander les renseignements suivants de la part du Gouvernement :

- 1) Quelle est la réaction de Monsieur le Premier ministre aux reproches formulés dans ledit article ?
- 2) Monsieur le Premier ministre peut-il confirmer que les dépassements des délais de réponse prévus dans la « Circulaire Bettel » se sont multipliés ces derniers mois ? Dans l'affirmative, quelle est la raison pour l'allongement du délai de traitement des demandes d'information des journalistes ?
- 3) Le Gouvernement entend-il assurer, par voie de recrutement ou par voie de réorganisation interne, que tous les ministères et administrations disposent des ressources en personnel nécessaires pour se conformer dans la pratique aux dispositions régissant d'ores et déjà les échanges avec les journalistes ?
- 4) De manière générale, le Gouvernement entend-il changer sa politique de communication en faveur de formats laissant plus de place aux questions des journalistes ?
- 5) Quand le projet de loi relatif au droit d'accès aux informations sera-t-il déposé ?

Réponse (20/06/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Le Premier ministre ne partage pas toutes les observations dudit article et souligne que le Gouvernement mène une politique de communication active et transparente envers la presse.

Dans cet état d'esprit, le Gouvernement entend continuer un dialogue étroit et ouvert avec le Conseil de presse pour améliorer davantage les relations entre la presse et les services de communication au sein des ministères.

Tel qu'annoncé lors de la déclaration sur l'état de la nation en date du 11 juin 2024, le Premier ministre entend déposer dans les prochaines semaines un texte législatif établissant un droit d'accès à l'information pour les journalistes.

Adaptations au niveau des abattements et seuils des déclarations | Question 0770 (22/05/2024) de M. Patrick Goldschmidt | M. André Bauler (DP)

Am Kader vun der Pandemie an der Energiekris ware mir an de leschte Joer mat enger Präisdeierecht konfrontéiert. An deem Sënn sinn an de leschte Joer eng Rëtsch Indextranchen erfall an d'Steiertabell ass un d'Inflation ugepasst ginn.

Ma d'Montante vun villen Abattementer, wéi vun deenen, déi ënnert d'Dépenses spéciales falen oder vun de Charges extraordinaires an awer och d'Plaffonge vun den Assuranceprimmen oder de Cotisations un d'Mutuellen, konnte laang net ugepasst ginn.

Och d'Seuile fir Deklaratiounen sinn net gehéicht ginn, wéi beispillsweis de Seuil vun 100.000 Euro, ab deem eng Steiererklärung fir de Contribuable obligatoresch gëtt. D'Independanten an d'Gesellschaft mussen d'Deklaratioun vun der TVA järelech arechen. Zousätzlech dozou falen och trimestriell respektiv mensuell Deklaratiounen un, wann de Chiffre

d'affaires global annuel hors taxe verschidde Seulen erreecht huet. Dës leien aktuell bei 112.000 Euro respektiv 620.000 Euro.

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

- Sinn Upassungen um Niveau vun den Abattementer virgesinn, wuel wëssend, dass fir 2026 en éischten Entworf vun enger Steierreform ze erwaarden ass?
- Ass virgesinn, dass déi verschidde Seule vum Chiffre d'affaires global annuel hors taxe oder och de Seuil, ab deem eng Steiererklärung obligatoresch gëtt, solle gehuewe ginn?
- Kéinten dës punktuell Upassunge schonn ab dem 1. Januar 2025 a Kraaft trieden?

Réponse (18/06/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Dës Regierung ass ugetrueden, fir d'Kaafkraaft vun de Leit ze stäerken. Duerfir ass d'Steiertabell vun de Privatpersounen op den 1. Januar 2024 ëm 4 Indextranchen ugepasst ginn.

Op den 1. Januar 2025 soll de Steiertariff ëm weider 2,5 Indextranchen adaptéiert ginn.

Weider Steiererlicherungen ë. a. fir d'elengerzéiend Persounen op den 1. Januar 2025 sinn och virgesinn.

Eventuell aner Upassungen, z. B. um Niveau vun der Ofsetzbarkeit vun den Dépenses spéciales oder de Charges extraordinaires, ginn am Kontext vun der Steierreform 2026 gekuckt.

Am Beräich vun der TVA-Besteuerung muss bis Enn des Joers d'EU-Direktiv 2020/285 vum Conseil vum 18. Februar 2020 ëmgesat ginn. Dëse Projet wäert an den nächste Wochen deposéiert ginn.

Projet de renaturation de la « Tirelbaach » | Question 0771 (22/05/2024) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

Et ass bekannt, dass d'Tirelbaach, déi duerch den alen Deel vun der Uertschaft Gilsdref an der Gemeng Bettenduerf leeft, zimmlech séier aus hirem Bett klëmmt, wann et während Stonnen an engem Stéck reent oder am Fall vun engem „Sturzregen“ („pluie torrentielle“).

D'Waasser leeft da bis an den Zentrum vu Gilsdref (Haaptstrooss) eran, sou dass ettlech Kelleren iwwerschwemmt ginn. D'Waasserwirtschaftsamt ass „au courant“ vun där Situatioun an huet och schonn eng Versammlung zu deem Problem gehal.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Huet d'Waasserwirtschaftsamt scho Studien duerchgefouert fir erauszefannen, ob et Retentiouns- a Renaturéierungsméiglechkeeten am Dall vun der Tirelbaach gëtt, fir d'Iwwerschwemmungen zu Gilsdref anzedämmen? Wa jo, wat sinn d'Schlussfolgerungen, déi aus dëser Studie gezu gi sinn?
2. Firwat konnt bis dato nach näischt Konkreetes an deem Beräich an d'Weeër geleet ginn?
3. Gëtt et eventuell Probleemer beim Kaf vun Terrainen?

Réponse (25/06/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Waasserverwaltung an d'Gemeng Bettenduerf hunn zesummen eng Rei Méiglechkeeten iwwerpréift, fir de Risiko vun Iwwerschwemmungen zu Gilsdref ze reduzéieren. D'Gemeng Bettenduerf huet

an deem Kader och eng Staarkreen-Etude ausschaffe gelooss.

Zu Gilsdref kënt et haaptsächlech zu lokalen Iwwerschwemmungen, wann d'Bréck am Zentrum sech duerch matgeschwemmte Materialien („Treibgut“) zousetzt an d'Waasser doduerch net méi ënnert der Bréck duerch passt. Dowéinst ass den Amenagement vun engem sougenannten „Treibgutrechnen“ uewerhalb vun der Uertschaft geplangt, fir d'Material scho wäit virun der Bréck zeréckzehalen.

Ëmgesat gouf och schonn eng weider Moosnam aus der Staarkreen-Etude vun der Gemeng Bettenduerf, déi der Uertschaft Gilsdref zeguttkënn. Uewerhalb vun der Tschiddeschmille goufen am Kader vun der Aarbechte vun der Stroosbauverwaltung zwou Sektione vun der Tirelbaach ënnert der N14 esou ugepasst, datt manner Debit duerchlafe kann. Doduerch gëtt uewerhalb vun der Uertschaft Gilsdref scho méi Waasser zeréckgehal.

Ënnerhalb vum Zentrum zu Gilsdref ass e Renaturierungsprojet vun der Tirelbaach bis an d'Sauer virgesinn. Dëse Projet huet allerdéngs keen nennenswäerten Impakt op d'Héichwaassersituatioun am Zentrum vu Gilsdref, mee viséiert, konform zu den Objektivier vun der europäescher Waasserdirektiv, d'Tirelbaach an e besseren ökologeschen Zoustand ze bréngen a fir d'ökologesche Duerchgängegkeet tëscht der Sauer an der Tirelbaach hierzestellen. Aktuell verhënnert do e gréisseren Ofstuerz de Passage vun der Fësch an aneren aquatesche Liewewiese vun der Sauer an d'Tirelbaach.

Nieft dëse Studien an der Gemeng Bettenduerf gëtt eng Gesamtanalys fir d'Nordstad-Gemengen duerchgefouert. Dës Héichwaasserstudie soll op enger Längt vun zirka 24 km fir déi ganz Sauer an hir Niewebaachen duerchgefouert ginn, fir et ze erméiglechen, gréisser Projeten ëmzesetzen, déi iwwert d'Gemenggrenzen eraus ëmgesat kéinte ginn.

Fir dem Risiko vun Iwwerschwemmungen entgéintzewierken, ass et allgemeng wichteg, fir dem Gewässer déi néideg Plaz ze ginn, fir dass et sech schuedfräi kann ausbreeden. D'Uleë vu Gewässerrandsträifen oder -entwécklungskorridoren, sinn dofir wichteg Moosnamen, déi awer nëmmen duerch eng aktiv Zesummenaarbecht tëschent all den Acteuren um Terrain kënnen ëmgesat ginn.

ad 2. Nieft der Moosnam, déi schonn uewerhalb vun der Tschiddeschmille ëmgesat gouf, musse fir de Projet vum „Treibgutrechnen“ verschidde Varianten op hir Efficaciteit a Faisabilitéit gepréift ginn, an dat ënner der Viraussetzung, datt keen Drëtten zu Schued kënn.

ad 3. Fir d'Acquisitione vun den Terraine respektiv d'Konventionne mat de Proprietären ass d'Gemeng Bettenduerf zoustänneg.

.....
Enseignement musical | Question **0772** (22/05/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Mir hu bei eis an der regionaler Musekschoul festgestallt, dass zënter der Gratuitéit vun de Coursen an der Musekschoul d'Zuel vun de Schüler, déi am Laf vum Schouljoer ophalen, weesentlech um klammen ass. Wann ee Schüler am Laf vum Schouljoer ophält, dann entfält och den entspreche Finanzeement vun Ministère fir dee Schüler respektiv Cours, esou datt d'Käschte vum Abandon integral un de Gemengen hänkebleiwen. Soumatt klammen d'Käschte fir d'Gemengen, déi un der regionaler Musekschoul beedelegt sinn, och kontinuéierlech.

Haut mussen d'Elteren näischt méi bezuelen an et schéngt dofir manner schwéier ze falen, d'Kand einfach ofzemellen an esou en Abandon am Laf vum Schouljoer ze maachen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Educationnsminister stellen:

1. Ass dëst e generelle Problem, deen all d'Musekschoulen hunn? Wéi huet d'Zuel vun den Abandons zënter der Gratuitéit vun dem Enseignement musical an de Musekschoulen uechter d'Land evoluéiert?

2. Gedenkt de Ministère drun Sensibiliséierungs-campagnen ze maache wat d'Konsequenze vun engem Abandon sinn an dass et awer vläit am Sënn vum Kand wier, e Schouljoer bis zum Enn duerchzezéien amplaz einfach direkt opzehalen?

3. Gedenkt de Ministère de Finanzeement vun de Musekschoulen unzepassen, fir an Zukunft och déi Schüler fir de Finanzeement mat en compte ze huelen, déi am Laf vum Schouljoer opgehal hunn, an esou d'Gemengen ze entlaaschten?

4. Wier et net ubruecht, an deene Fäll den Eltere vum Schüler d'Käschte vum Abandon a Rechnung ze stellen, falls et net eng valabel Ursach fir den Abandon gëtt, wéi z. B. Krankheet, Plënnenen etc.?

Réponse (25/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Museksunterricht am kommunale Secteur gëtt vun de Gemengen/Gemengesyndikater organiséiert. Virum Akraaftriede vum neie Museksunterrichtsgesetz (Loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal) gouf et keng gesetzlech Basis fir en obligatoreschen Informationsaustausch tëscht de Gemengen/Gemengesyndikater an dem Ministère, a Besuch op Schülerinnen a Schüler, déi am Laf vum Joer mat engem oder méi Coursen opgehal hunn. Zanter dem Akraaftriede vum uewe genannte Gesetz (Schouljoer 2023/2023) kann de Ministère op dës Donnéeën iwwert eng speziell en place gesaten informatesch Datebase zeréckgräifen.

Am Schouljoer 2022/2023 gouf et landeswäit 7,08 % Abandone vun insgesamt 34.824 Aschreiwungen. Am Schouljoer 2023/2024 gouf et (bis dato, véier Woche virum Enn vum Schouljoer) landeswäit 6,16 % Abandone vun insgesamt 38.191 Aschreiwungen.

ad 2. Nee, dat ass net virgesinn.

ad 3. Et sief drun erënnert, datt nom ale Museksunterrichtsgesetz vun 1998 déi Coursen, wou de Schüler am Laf vun engem Schouljoer opgehal huet, net vum Staat fir d'Participation financière consideréiert goufen. Fir de Gemengen an dëse Fäll awer finanziell entgéintzekommen, gouf am Museksunterrichtsgesetz vum 27. Mee 2022 virgesinn, datt fir all Aschreiwung, wou de Schüler tëscht dem 15. September an dem 15. November ophält, d'Gemeng d'Méiglechkeet huet, eng aner Aschreiwung an d'Plaz opzehuelen, déi dee Moment och fir d'Participation financière vum Staat consideréiert gëtt.

Fir d'Schouljoer 2022/2023 konnte landeswäit doduerch 3,31 % vun den Aschreiwungen zousätzlech consideréiert ginn, a fir d'Schouljoer 2023/2024 sinn et 4,02 % vun den Aschreiwungen, déi zousätzlech consideréiert ginn.

ad 4. Nee, dat géif dem Prinzip vum der Gratuitéit, deen am uewe genannte Gesetz vum 27. Mee 2022 fixéiert gouf, widdersprechen.

.....
Manipulations du scrutin européen | Question **0773** (22/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

« Le scrutin européen sera “sûr” et suffisamment honnête pour ôter tout prétexte de bouder ce rendez-vous des urnes. » Voilà le message livré ce mercredi, par les experts de l'UE, tout en n'excluant pas le risque de tentatives de manipulations étrangères. Les mêmes sources excluent cependant des manipulations massives pouvant fausser le scrutin. Cela n'empêche pas que la vigilance reste de mise.

Dans ce contexte et comme mesure préventive, les ambassadeurs des 27 pays membres de l'UE ont donné leur feu vert au bannissement de la diffusion du site prorusse Voice of Europe dans l'UE, a annoncé la Commissaire aux Valeurs Věra Jourová sur X. La mesure frappe également l'agence RIA Novosti et les journaux russes Izvestia et Rossiiskaia Gazeta, qui connaissent ainsi le sort réservé à Russia Today et Sputnik dès le début de la guerre en Ukraine. L'accord de principe doit encore être confirmé par une « procédure écrite ».

Ainsi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Comment Messieurs les Ministres évacuent-ils le risque d'une ingérence étrangère lors des élections européennes et en général au Luxembourg ?

2) Endéans quels délais le Gouvernement luxembourgeois entend-il donner son accord aux propositions des ambassadeurs des pays membres de l'UE ?

3) Est-ce que ces propositions ont été adoptées à l'unanimité et quelles en seront les suites pratiques au Luxembourg ?

Réponse (27/06/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État, le Service de renseignement de l'État (SRE) a pour mission de rechercher, d'analyser et de traiter, dans une perspective d'anticipation et de prévention, mais à l'exclusion de toute surveillance politique interne, les renseignements relatifs à :

- a) toute activité qui menace ou pourrait menacer la sécurité nationale ou la sécurité des États étrangers ou des organisations internationales ou supranationales avec lesquelles le Luxembourg poursuit des objectifs communs sur base d'accords ou de conventions bilatérales respectivement multilatérales, ou
- b) toute activité qui menace ou pourrait menacer les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg [...].

Aux termes de la loi, l'ingérence compte parmi les activités qui menacent ou pourraient menacer la sécurité nationale ou les intérêts visés ci-dessus.

Il s'ensuit que le SRE est compétent pour déployer ses moyens et mesures dans ce contexte, y compris dans le cadre de sa coopération avec ses partenaires internationaux.

ad 2) La décision d'ajouter de nouveaux médias à l'annexe XV du règlement (UE) 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine et le règlement européen y afférent ont été adoptés le 17 mai 2024. Les mesures restrictives s'appliqueront aux nouvelles entités à partir du 25 juin 2024 suite à une nouvelle décision du Conseil par voie d'acte d'exécution.

ad 3) Les décisions et les règlements relatifs aux sanctions sont adoptés par le Conseil de l'UE à l'unanimité.

L'article 2 septies du règlement (UE) 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine dispose qu'« Il est interdit aux opérateurs de diffuser ou de permettre, de faciliter ou de contribuer d'une autre manière à la diffusion de contenus provenant des personnes morales, entités ou organismes énumérés à l'annexe XV, y compris par la transmission ou la distribution par tout moyen tel que le câble, le satellite, la télévision sur IP, les fournisseurs de services Internet, les plateformes ou applications, nouvelles ou préexistantes, de partage de vidéos sur l'internet. » et que « Toute licence ou autorisation de diffusion et tout accord de transmission et de distribution conclu avec les personnes morales, entités ou organismes énumérés à l'annexe XV sont suspendus. » Il est par ailleurs prévu qu'« Il est interdit de faire la publicité de produits ou de services dans des contenus produits ou diffusés par les personnes morales, entités ou organismes énumérés à l'annexe XV, y compris par l'un quelconque des moyens de transmission ou de distribution visés au paragraphe 1 ».

Ces dispositions doivent être respectées par tous les opérateurs luxembourgeois.

.....

Remboursements complémentaires par les caisses de maladie | Question **0774** (22/05/2024) de **M. Max Hengel** (CSV)

Dans les courriers adressés par les caisses de maladie aux personnes assurées pour la communication des détails des remboursements, on lit, à la deuxième page sous le titre « paiement complémentaire », la notice suivante :

« Au cours d'une année civile, la participation aux prestations de soins de santé au titre de l'assurance maladie obligatoire ne peut dépasser un seuil fixé à 2,5 % du revenu cotisable annualisé de l'année précédente. Si ce seuil est dépassé, vous avez droit, sur demande annuelle, à un remboursement complémentaire des prestations dépassant le seuil. La demande peut être présentée à la caisse compétente au plus tôt à partir du 1^{er} mai de l'exercice courant. »

Suivent alors les montants de la participation cumulée (article 154bis, alinéas 1 et 3, des statuts de la CNS) pour l'année dernière et l'avant-dernière année.

Dans l'article 154bis des statuts de la CNS, on lit entre autres :

« La demande peut être présentée au plus tôt à partir du 1^{er} mai de l'exercice courant et lorsque la participation atteint au moins deux pour cent et demi (2,5 %) du minimum prévu à l'alinéa 5. Sous peine de forclusion, la demande doit parvenir à l'organisme compétent au plus tard avant la fin de la deuxième année civile qui suit celle au cours de laquelle la participation visée aux alinéas précédents a atteint le seuil en question. »

Cela signifie qu'à partir du 1^{er} mai 2024, la personne assurée a droit, sur demande, à un remboursement supplémentaire pour les années 2023 et 2022.

Un exemple : Une personne assurée a touché en 2023 un revenu annuel de 40.000 euros. Sur ce montant, il a payé à sa caisse de maladie une cotisation de 40.000 x 2,8 %, soit 1.120 euros. Pour cette année, les montants non remboursés par sa caisse de maladie (donc sa participation cumulée, pour reprendre la terminologie des statuts de la CNS) s'élèvent à 1.900

euros. L'assuré peut donc – sur demande – se faire rembourser par sa caisse de maladie un montant de 1.900 - 1.220 = 780 euros.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes assurées ont demandé un remboursement complémentaire pour les années 2020 et 2021 ?

2) Combien de personnes assurées ont droit – sur demande – à un remboursement complémentaire pour les années 2022 et 2023 ?

3) Les caisses de maladie ayant connaissance des montants cotisables annuellement par les personnes assurées et, en conséquence, des participations cumulées, ne pourraient-elles pas communiquer aux personnes concernées, chiffres et formulaire de demande à l'appui, qu'elles sont en droit de solliciter un remboursement complémentaire ? Dans l'affirmative, serait-il possible de formuler cette communication dans un langage simple et dans les langues usuelles de notre pays ?

4) Madame la Ministre veillera-t-elle, lors d'un futur remaniement des statuts de la CNS, à suivre les idées décrites dans l'accord de coalition 2023-2028, qui prévoit :

« Dans un souci de simplification administrative et afin de permettre aux bénéficiaires d'introduire les diverses demandes et recevoir des conseils en un seul endroit (principe du „once-only“), le Gouvernement étudiera, en concertation avec les administrations concernées, la possibilité de mettre en place un guichet social. Dans le même ordre d'idées, et afin de faciliter et d'accélérer l'accès des bénéficiaires aux différentes prestations sociales, le Gouvernement se donnera pour mission de procéder à une simplification des démarches et, dans la mesure du possible, une automatisation des processus. » ?

Réponse (18/06/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de demandes réceptionnées par la CNS et les caisses de maladie du secteur public, le nombre de personnes protégées ayant effectivement eu droit à un remboursement complémentaire conformément à l'article 154bis des statuts de la CNS⁸ ainsi que les montants correspondants à ces remboursements complémentaires pour les années 2020 à 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

À noter que les chiffres pour les années 2022 et 2023 repris dans le tableau ci-avant ne constituent pas des chiffres définitifs tant que le délai de prescription de deux ans à compter de la date de la prestation conformément à l'article 84, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale n'est pas écoulé.

Par ailleurs, aux termes de l'article 154bis, alinéa 6, des statuts, les personnes protégées ont le droit d'adresser leurs demandes en obtention d'un remboursement complémentaire pour les années 2022 et 2023 jusqu'au 31 décembre 2024 à la caisse de maladie compétente.

ad 2) La CNS n'est pas en mesure de déterminer le nombre de personnes protégées ayant droit à un remboursement complémentaire conformément à l'article 154bis des statuts de la CNS pour les années 2022 et 2023 étant donné qu'elle ne dispose pas des revenus cotisables de toutes les personnes protégées. Ainsi, la CNS n'a, entre autres, connaissance ni

des revenus cotisables des fonctionnaires de l'État bénéficiaires d'une pension ni des personnes protégées inscrites à l'assurance maladie luxembourgeoise sur base d'un formulaire européen. Les demandes en obtention d'un remboursement complémentaire en vertu de l'article 154bis des statuts de la CNS émanant de ces personnes protégées doivent être accompagnées d'un certificat de revenu relatif à l'année à laquelle se rapporte la demande.

ad 3) Il découle de la réponse à la question 2 qu'à défaut de connaître les revenus cotisables de toutes les personnes protégées, la CNS n'est pas en mesure d'informer celles qui sont en droit d'adresser une demande à la caisse de maladie compétente afin de bénéficier d'un remboursement complémentaire.

ad 4) Il découle des réponses aux questions 2 et 3 qu'une modification des statuts de la CNS n'est pas opportune à ce stade.

.....

Prix de l'eau potable | Question **0775** (22/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg ass d'Drénkwaasser aus dem Krunn eng däitlech méi bëleg a qualitativ héichwärteng Alternativ zum Waasser aus Flaschen. Obwuel d'Drénkwaasserpräisser an all Gemeng däitlech ënnert dem Präis vum Fläschewaasser leien, gëtt et awer nach grouss Ënnerscheeder tëscht de Gemengen.

An deem Zesammenhang wëilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi hunn sech d'Drénkwaasserpräisser an de Gemenge rezent entwéckelt?

Kann d'Regierung als Ergänzung zu der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7829 vum 29.3.2023 eng aktualiséiert Tabell mat den aktuellen Drénkwaasserpräisser pro Gemeng opstellen?

2. Wou sinn déi am Koalitionsaccord ugekënnegt Analyse fir eng eventuell Harmoniséierung vum Waasserpräis drun?

Réponse (25/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Präisser vum Drénkwaasser hunn sech wéineg verännert, well manner wéi en Zéngtel vun de Gemengen hir Präisser vum Drénkwaasser säit 2023 erhéicht hunn. D'Waasserpräisser kënnen awer nach am Laf vun dësem Joer änneren, wann d'Gemengen an de kommende Méint nei Präisser opgrond vun neien Delibératiounen festleeën.

D'annexéiert Tabell vergläicht d'Präisser vum Drénkwaasser an de verschiddene Gemengen op Basis vun den disponibelen Informatiounen.

ad 2. Analyse vun engem eventuell harmoniséierte Waasserpräis sollen am Kader vun der laangfristeger Ofsécherung vun der Drénkwaasserversorgung stattfannen. Dës baséiert op 3 Sainen:

- 1) Systematesch all Ressource schützen
- 2) De spezifische Verbrauch senken
- 3) Nei Ressourcen exploitéieren

D'Detailer ginn an enger nationaler Waasserstrategie ausgeschafft. Upassung vum Waasserpräis kënnen och Bestanddeel vun dëser Strategie sinn. Fir hei den Hiewel kënnen op deene richtege Plazen unzesetzen, muss d'Consumptioun méi am Detail analyséiert ginn. Dës Analyse sinn aktuell amgaangen. An engem zweete Schrëtt muss dann d'Machbarkeet vun deene verschiddene Modeller, déi doraus kéinten entstoën, gepréift ginn.

⁸ cns-statuts-01062024.pdf (public.lu)

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Démolition d'un immeuble digne de protection à Echternach | Question 0776 (22/05/2024) de M. Fred Keup | Mme Alexandra Schoos (ADR)

Trotz massive Protester vusäite vun Iechternacher Bierger a vun Denkmalschutz-Organisatione gouf dat historescht Sandsteenhaus an der Sauergaass zu Iechternach den 13.5.2024 ofgerappt. De Kulturministère hat seng Intentioun, dëst Haus ze klaséieren, uganks 2024 zrëckgezunn. Als Grond, sou konnt een an engem „LW“-Artikel vum 15.5.2024 („Erhaltenswertes Kulturgut in Echternach abgerissen“) noliesen, hat de Ministère déi „vill Schied“ um an am Haus genannt, dofir hätt de Ministère der Stad Iechternach quasi fräi Hand gelooss, fir dat Haus ofzerappen.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann den Här Minister am Detail erklären, firwat den urspréngleche Plang vun der Regierung, dëst Haus ënner Denkmalschutz ze stellen, falegelooss gouf? Hätt een net op d'mannst déi viischt Fassad kënnen retten an d'Haus bannen ëmänneren?

2. Wéi bewäert den Här Minister d'Analys vun enger Lëtzebuerger Denkmalschutz-Organisation, et géif zurzäit „ein Chaos, was das Zusammenspiel zwischen dem kommunalen und dem nationalen Denkmalschutz angeht“ herrschen? (zitëiert aus dem mentioinéierten „LW“-Artikel)

3. Fir vill Bierger, och am Fall vum ofgerappten Iechternacher Haus, ass et oft net novollzéierbar, dass déi eng Gebaier op d'Patrimoine-Lëscht kommen, wärend anerer, déi historesch an architektonesch grad sou wäertvoll sinn, ofgerappt ginn. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung vu ville Leit, dass et trotz deem neien Denkmalschutzgesetz keng objektiv an novollzéierbar Krittäre gëtt, wat d'Ënnerschutzstellung vun historesche Gebaier hei am Land gëtt?

4. D'Stad Iechternach hat d'Haus virun e puer Joer aus der Lëscht vun de kommunalgeschützte Gebaier erausgeholl a sech 2023 géint de Klasséierungswonsch vun der Regierung ausgeschwat. Wéi steet den Här Minister zur Ausso vun enger Denkmalschutz-Organisation, déi bedauert, dass sech de Ministère net scho vill éischter fir dëst Haus, dat bei Experte fir seng besonnesch baugeschichtlech Bedeitung bekannt war, agesat huet?

5. D'Erhale vun existéierender Bausubstanz spillt eng wichteg Roll am Kontext vum Denkmalschutz wéi och um Wunnengsmaart an am Interessi vun enger nohalteger Entwécklung vun eisem Land. Wier et aus deem Grond net wichteg, wann d'Regierung statistesch Donnéeën géif erhiewen iwwert d'Unzuel vun den ofgerappte Gebaier pro Joer a pro Gemeng, an des statistesch Donnéeën reegelméisseg géif verëffentlechen?

Réponse (25/06/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. De 26. Januar 2024 konnt ech mir, zesumme mat de Verrieder vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA a mat de Propriétaire vum Gebai op 19, rue de la Sûre zu Iechternach, e Bild vum Zoustand an dem Denkmalwäert vum Gebai maachen. Dës war zu deem Zäitpunkt déi éischt Visite iwwerhaupt, déi bannen am Gebai konnt stattfannen, well den Experte vum INPA bis dohinner den Accès vun de Propriétaire refuséiert gi war.

Bei dëser Visite am Haus huet missen de Constat gemaach ginn, dass d'Gebai schonn extreem duerch d'Ofrappaarbechte beschiedegt ginn ass, besonnesch bannen, wou d'Strukture komplett demoléiert gi sinn. Dëst huet den Denkmalwäert vum Gebai staark beinträchtigt. Aus deem Grond waren d'Krittären (notamment den Haaptkrittär vun der Authentizitéit), déi e Klassement als nationaalt Denkmal erméiglechen, bei deem Gebai net méi erfëllt.

Opgrount vun dësen neien Elementer, déi – wéi gesot – duerch déi éischt Visitt bannent dem Haus eréischt zum Virschäi koumen, gouf déi ministeriell Entschéidung geholl, fir d'Klassementsprozedur vum Gebai anzustellen.

ad 2. D'Kompetenzen, fir Gebaier ënner Denkmalschutz ze stellen, si gesetzlech verankert.

Esou ass et un de Gemengen, op Basis vum Gemeengesetz, all déi Haiser iwwert hir PAGen ze schützen, déi, geméiss de Krittären op kommunalem Niveau, en Denkmalwäert hunn.

Den INPA (virdu Service des sites et monuments nationaux) huet an de leschte 15 Joer alle Gemenge gehollef, dës Haiser ze identifizéieren. Op haut si ronn 20.400 vun deene bal 28.400 Haiser, déi reperéiert goufen, vu Gemenge geschützt ginn.

D'Krittären, fir ee Gebai ënner nationale Schutz ze stellen, sinn am Patrimoinengesetz vum 25. Februar 2022 definéiert.

Fir d'Kohärenz tëschent dem nationalen an dem kommunalen Denkmalschutz ze stäerken, a fir zäitgläich eng gréisser Rechtssécherheet fir déi concernéiert Acteuren ze schafen, ass den INPA amgaangen – op Basis vum Artikel 23 (2) vum Patrimoinengesetz vum 2022 –, progressiv an all de Gemenge vum Land Inventairen opzestellen, op deenen déi schützenswäert Gebaier identifizéiert ginn. Op Basis vun dësen Inventaire gi fir déi verschidde Gemengen national Klassementsprozeduren an d'Wëer geleet, mat deenen all d'Gebaier, déi inventariséiert goufen, geschützt ginn, dëst nodeems eng ëffentlech Enquête realiséiert ginn ass.

D'Regierung an den INPA wäerte weider op d'Sensibiliséierung fir Denkmalfleeg setzen an d'Gemengen a Propriétaire bei den entspreche Prozedure begleeden.

ad 3. Objektiv, wëssenschaftlech an novollzéierbar Krittäre goufe scho virum Akraaftriede vum Patrimoinengesetz vum 25. Februar 2022 ugewannt, a si mam neie Gesetz souguer gesetzlech verankert (Art. 23).

Scho virum Akraaftriede vum Patrimoinengesetz an nach méi intensiv duerno inventariséiert den INPA, Gemeng fir Gemeng, Gebaier, déi en nationale Schutz verdéngen. An de leschte Jore gouf d'Zuel vun deenen Haiser, déi esou e Schutz hunn, verduebelt. Stand haut stinn 2.430 Gebaier ënner nationalem Schutz.

ad 4. D'Gebai stoung laut dem PAG an den Informatiounen, déi de staatlechen Autoritéite virlouchen, ënner kommunalem Schutz. De Kulturministère war dowéinst zu deem Zäitpunkt net vun enger direkter Gefor fir d'Gebai ausgaangen. Esou bal de Ministère iwwert d'Ofrappaarbechten um Haus an der Sauergaass informéiert gi war, gouf eng „intention de classement“ ënnerschriwwen an e Baustopp verhaangen.

ad 5. Dem Kulturministère lieien aktuell keng statistesch Donnéeën iwwert d'Unzuel vun ofgerappte Gebaier pro Gemeng vir. D'Erfaasse vun esou nationale Statistiken iwwerschreit de Kompetenzberäich vum Kulturministère.

Initiative pour l'emploi ProActif | Question 0777 (22/05/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

Den 11. Abrëll huet de fréieren Direkter vu ProActif, deen de 5. Februar mat Effet immédiat entlooss gouf, dem „Lëtzebuerger Wort“ e laangen Interview ginn. Den Direkter schwätzt ënner anerem vu schwéieren Interessekonflikter tëschent dem Verwaltungsrot, den Aktionären an der Personaldelegatioun. Weider huet hien ausgefouert, dass et zu enger perséinlecher Entrevue mam Här Aarbechtsminister koum, wou den Direkter dem Här Minister an deem Sënn matgedeelt hätt, dass hien „op engem Polverfaass“ sëtz.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0409 hat den Här Aarbechtsminister zu der Fro zu engem Audit vu ProActif ë. a. dat hei geschriwwen: „Fir e spezifeschen, externen Audit huet op Basis vun de Resultater vun der Kontrollprozedur bis ewell keen Ulass bestanen.“ An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0508 huet de Minister dann och nach eng Kéier seng Positioun bekräftegt, dass hien trotz deem endlose Skandal ronderëm ProActif keng Noutwennegkeet fir eng Gesetzesännerung gesäit, fir d'Kontrollrechter vum Staat am Verwaltungsrot vun der Beschäftigungsinitiative ze stäerken.

Den 13. Mee huet d'„Lëtzebuerger Wort“ dunn eng Rei weider Froe ronderëm d'Rechtméissegkeet bei där genannter Entloossung opgeworf. Op den Datum vum 4. März gouf den Direkter dunn och am Handelsregëster souwuel bei der ProActif ASBL, dem eenzegen Aktionär vun der Beschäftigungsinitiative, souwéi och bei dëser selwer als „administrateur“ gestrach. Esou eng Decisioun kann dem „Wort“-Artikel no nëmme vun der Generalversammlung getraff ginn. Bis ewell lieien awer just Informatiounen iwwert eng Sitzung vum Verwaltungsrot vum 16. Februar vir. Eng Generalversammlung an och eng Revocatioun vum Direkter als Administrateur stoungen eiser gréisster Dageszeitung no net op der Dagesuerdnung. Weider hunn dann och Membere vum Verwaltungsrot ausgesot, dass si fir kee vun deenen zwee Gremien eng Invitatioun fir eng Generalversammlung krut hätten an hinnen de Rapport vun der Verwaltungsrotssitzung vum 16. Februar op Nofro hin net zougestallt gi wier.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Aarbechtsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op déi sëllege Virwërf vun Interessekonflikter tëschent Verwaltungsrot, Aktionär a Personaldelegatioun bei ProActif? Kann den Här Minister elaboréieren, wéi een Zesammenhang hien tëschent der Entloossung vum Direkter an deem senger Kritikick un de genannten Interessekonflikter gesäit? Wéi eng Schrëtt huet oder wëll den Här Minister opgrond vun deem Gespréich an deem Dossier generell nach ënnerhuelen?

2. Et gouf am Virfeld vill widdersprénglech Informatiounen ronderëm déi Entrevue mam Direkter. Fir d'éischt huet et am „Wort“ geheescht, den Här Minister hätt se ugekënnegt, duerno en hätt se zeréckgezunn. Herno huet den Här Minister an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0409 geschriwwen, et wier ni eng Entrevue virgesi gewiescht, fir dass se schlussendlech e puer Deeg drop awer stattfënn. Wéi erkläert den Här Minister déi widdersprénglech Aussoen?

3. Huet den Här Minister sech de Rapport vun der Verwaltungsrotssitzung vum 16. Februar selwer zoustelle gelooss? Falls jo, wéi reagéiert hien dorop? Falls net, firwat net?

4. An där parlamentarescher Fro Nummer 0455 wollt den honorablen Deputéierten Här Georges Engel

wëssen, ob den Här Minister et net fir opportun hält, d'ITM mat där an der Press dokumentéierter, aar-bechtsrechtlech ganz problematescher Entloosung vum Direkter ze befaassen. Den Här Minister hat a senger Äntwert op eng Prozedur virum „référé“ ver-wisen, deen sech an deem Dossier awer méttlerweil als fir formell net zoustänneg erkläert huet. Gesäit den Här Minister no der Decisioun vum Geriicht an opgrond vun all den zousätzleche Virwërf, déi méttlerweil am Raum stinn, Ursaach genuch, fir op d'mannst diesen Aspekt vun enger insgesamt quoke-leger Affär duerch d'ITM ënnersichen ze loossen?

5. Vertritt den Här Minister opgrond vun diesen zou-sätzlechen Informatiounen weiderhin d'Opfaassung, datt en Audit, och ënnert dem Risiko vun allgemem-ge, öffentleche Vertrauensverloscht an d'Beschäf-tigungsinstitut weiderhin net néideg wier? Falls jo, firwat?

Réponse (29/05/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Wéi ech schonn a mengen Äntwerten op déi parlamentaresch Ufroen N° 0409 an N° 0455 ge-schriwwen hunn, steet et mir als Minister net zou, déi intern Gestiou vum enger Beschäftigungsinstitut ze kommentéieren oder weider Schrëtt ze ënnerhuelen.

ad 2. Zum Zäitpunkt wou d'parlamentaresch Fro ge-stallt a beäntwert ginn ass, war nach keng Entrevue virgesinn.

ad 3. Et läit zu deem Moment kee Rapport vun der Verwaltungsrotssitzung vum 16. Februar 2024 vir.

ad 4. Wéi a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0455 vum honorabelen Deputéierte Georges Engel steet, sinn déi entspriechend Geriichter zou-stänneg, d'Rechtméissegkeet vum Licenciement ze iwwerpräiwen.

Virum deem Hannergrond ass net opportun, d'ITM an deem Dossier ze saiséieren.

ad 5. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0455 vum honorabelen Deputéierte Georges Engel steet, gëtt et keng nei, zousätzlech Informa-tiounen, déi een externen Audit géife justifiéieren.

Recommandé électronique de POST Luxembourg | Question **0778** (23/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 0635 schreift de Wirt-schaftsminister, dass

1) de Recommendé électronique bei der Post Lëtze-buerg equivalent mat engem Recommendésbrëif a Pabeierform ass;

2) dass d'Regierung wäert un enger Promotioun vun deem Service bei de Verwaltung schaffen.

Domadder gouf leider net op d'Fro geäntwert, ob d'Bierger:innen dese Service dann haut effektiv kënnen notzen. Eis ass ee Fall bekannt vun enger Verwal-tung, déi den elektronische Recommendé ignoréiert huet.

An deem Zesammenhang wëlte mir dem Minister fir Wirtschaft des Froe stellen:

1. Wann de Recommendé électronique haut schonns equivalent ass, firwat ignoréiere verschidde Verwal-tunge beim Staat diesen?

2. Kann de Recommendé électronique, Stand elo, vun de Bierger:inne genotzt ginn, fir Korrespondenzen u staatlech Verwaltungen ze schécken a mussen all d'Verwaltungen diesen och unhuelen, wéi ee Recom-mandésbrëif a Papeierform? Falls nee, op wéi enger Base légal begrënt sech, dass Verwaltungen dat net maachen?

Réponse (24/06/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisa-tion

Et gëtt keng Obligatioun, en elektronische Recom-mandé unzehuelen, an den Absender muss d'A-wëllelegung vum Empfänger fir en elektronische Recommendé hunn.

Dese Service vum elektronische Recommendé gëtt zanter Oktober 2023 vun der Post ugebueden. Esou wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 0635 schonn erkläert, huet d'Regierung virgesinn, a Ko-operatioun mat der Post, eng Promotioun vun dem Service bei de staatleche Servicer ze maachen. Kuerzfristig gëtt gekuckt, datt déi meescht staatlech Servicer den elektronische Recommendé unhuelen, a spéider och Recommendéen elektronesch verschécke kënnen.

D'Post weist op Nofro drop hin, datt weider Entwéck-lunge vun deem Service virgesi sinn, fir d'Akzeptanz vum elektronische Recommendé ze férdere an seng Utilisatioun ze vereinfachen.

Message « LU-Alert » | Question **0779** (23/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Fred Keup** (ADR)

De 17. Mee ass eng SMS erausgang u Persounen zu Lëtzebuerg mam Message vun enger „Alerte“. Dese Message war eesproocheg op Franséisch, an och nach an engem schwéiere Franséisch (z. B.: „crués“). Op där anerer Säit gëtt d'Regierung es net midd fir ze widderhuelen, datt Lëtzebuerg keen eesproocheg Land wier, mee e méisproocheg.

Wann d'Regierung op déi noutwendeg Efforte fir d'Stäerken an d'Erhale vun der Lëtzebuerg Sprooch ugeschwat gëtt, seet si ëmmer erëm, datt

– immens vill Leit géife Lëtzebuergesch schwätzen, liesen a schreiwen;

– d'„Regierung wëll d'Efforten am Sënn vun der Promotioun vun der Lëtzebuerg Sprooch weider-féieren, fir de Stellewäert vun eiser Sprooch an der Gesellschaft weiderhin ze stäerken“.

Den Här Kulturminister sot an engem Interview: „Es ist zudem wichtig, die Luxemburger Sprache im All-tag gegenwärtiger werden zu lassen.“ Do wieren des SMSen eng gutt Geleeënheet. A weider sot hien: „Als Kulturministerium haben wir bereits mit anderen Ministerien Kontakt aufgenommen, um zu sehen, wie wir jetzt schon die Luxemburger Sprache in unseren Verwaltungen besser aufstellen können.“

An deem Kontext wëlte mir der Regierung gär foll-gend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit kruten déi „LU-Alert“-SMS?

2. Firwat war déi SMS eesproocheg op Franséisch an net méisproocheg? Gëtt et hei technesch Contrain-ten?

3. Wann d'SMS schonn nëmmen eesproocheg eraus-gaangen ass, firwat ass se dann op Franséisch formu-léiert ginn, obwuel Lëtzebuergesch d'Landessprooch (wéi an der Verfassung verankert) ass?

4. A wann een net vun eiser Landessprooch ausgeet, mee vun eisen dräi gläichberechtigten administrative Sproochen, firwat ass d'SMS dann net op Däitsch ge-wiescht, wou d'Däitscht dach déi éischt Friemsprooch ass, déi een an der Lëtzebuerg Schoul léiert a mat där ee schreiwen a liese léiert?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt esou wich-teg Messagë besonnesch och op Lëtzebuergesch misse sinn an dat op éischer Plaz, esou wéi och

d'Lëtzebuergesch an der Verfassung op éischer Plaz steet?

6. Huet den Här Kulturminister, wéi ugekënnegt, schonn am Sënn vun der Lëtzebuerg Sprooch Kontakt mam Här Bannminister opgeholl? Wann net, wäert hien dat elo maachen?

Réponse (21/06/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De 17. Mee huet d'Regierung zwou SMS-War-nungen iwwert hiren aktuellen Alert-System ver-schéckt. Et ass technesch net méiglech ze wëssen, wéi vill SMSen bei de Bierger ukomm sinn.

Moies um 10.50 Auer sinn insgesamt 817.677 SMSen an 10 betreffen Zone geschéckt ginn:

- Orange 298.756;
- Post 274.567;
- Proximus/Tango 244.354.

Nomëttes um 16.40 Auer sinn nach eemol 388.302 SMSen an 3 betreffen Zone geschéckt ginn:

- Orange 144.013;
- Post 144.688;
- Proximus/Tango 99.601.

ad 2. bis 5. D'Haaptzil vun den Alerten, déi déi staat-lech Instanze verschécken, ass, fir esou vill Leit wéi méiglech, an esou séier wéi méiglech, ze errechen. D'est an enger vun den offiziellen administrative Sprooch vum Land, déi esou vill Leit wéi méiglech verstinn.

Et muss ee wëssen, dass d'SMSen, déi iwwert den aktuelle Warnsystem verschéckt ginn, op 150 Zeeche limitéiert sinn.

D'Informatiounen a Warnungen, déi a méi Sprooch verschéckt solle ginn, mussen dofir och esou kuerz a präzis wéi méiglech gehal gi fir ze evitéieren, dass des a méi SMSen opgespléckt ginn, wat dann nees dozou géif féieren, dass d'Diffusiounszäit ganz staark an d'Luucht geet. Deemno kéint een d'Leit manner séier warnen an informéieren.

ad 6. De Kommissär fir d'Lëtzebuerg Sprooch ass am-gaang mam Innenministère ze bestëmmen, wou d'Lëtzebuerg Sprooch iwwerall am Zoustänneg-keetsberäich vun deem Ministère gebraucht oder vi-sibel gemaach wäert ginn.

Enn des Joers wäert de Kulturminister en éische Bilan vun de bilaterale Gespréicher a Saache Lëtze-buerg Sprooch virstellen.

Projet « chat control » | Question **0780** (23/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Säit Längerem gëtt op europäeschem Niveau probéiert, eng Majoritéit fir den ëmstriddene Projet vun der sougenannter Chatkontroll ze fannen. All digitale Messenger-Ubidders soll domat obligéiert ginn, d'No-richte vu senge Benotzer:innen automatiséiert ze iw-erwaachen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 8350 iwwert d'Chatkontroll hat déi deemoleg Re-gierung gesot, dass si sech an deem Dossier „fir eng méi cibléiert Detektioun vun pedopornographeschem Material a Grooming“ géif asetzen, „fir eng generell Iwwerwaachung ze vermeiden“. Den deemolegen Text hat domat keng Ennerstëtzung vu lëtzebuergescher Säit kritt.

Well de Projet insgesamt a senger ursprénglecher Form op ze vill Kritik gestouss war, goufe rezent dofir

kleng Ännerungen un der „Regulation laying down rules to prevent and combat child sexual abuse“ virgeholl, mam Zil, esou e Konsens fir d'Chatkontroll ze erreechen. Duerch Leaks ass elo bekannt ginn, dass den neien Text den 8. Mee 2024 virgestallt gouf an de 24. Mee eng weider Kéier beschwat soll ginn, mam Zil, d'Chatkontroll schonn am Juni vun dësem Joer beschléissen ze kënnen.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wee wäert fir Lëtzebuerg un der Reunion vum 24. Mee deelhuefen?

2. Wéi eng generell Positioun wäert Lëtzebuerg de 24. Mee an dësem Dossier anhuelen?

3. Ass d'Regierung der Meenung, dass déi nei proposéiert „Uploadmoderation“ sech vum „client-side scanning“ ënnerscheet a wäert d'Regierung déi Propos de 24. Mee ënnerstëtzen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass ee beim nei proposéierte System, dass all d'Notzer:innen der Iwwerwaachung per Klick explizit zoustëmme solle mussen, vun engem fräie Choix schwätze kann, wa gläichzäitig gefrot gëtt, dass d'Messengerdëngschter ouni dës Zoustëmmung net méi a vollem Émfang genotzt solle kënnen ginn?

Wäert sech d'Regierung de 24. Mee fir oder géint dës Propos ausschwätzen?

5. Wäert d'Regierung de 24. Mee bei der Positioun vun der viregter Regierung bleiwen, dass eng generell Iwwerwaachung muss vermidde ginn, esou dass e systematescht Scanne vu Biller a Videoen an en automatiséiert Ausleeden un d'Police net ënnerstëtzt wäert ginn?

Réponse (24/06/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Regierung war an der Reunion vum Aarbechtsgrupp vum 24. Mee 2024 duerch d'Représentation permanente vu Lëtzebuerg bei der Europäescher Union vertruuden.

ad 2. bis 5. En effektive Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch a sexueller Ausbeutung vu Kanner ass fir d'Regierung eng Prioritéit. Fir méi konsequent kënnen dergéint virzegoen, ënnerstëtzt d'Regierung d'Ustengungen, fir um Niveau vun der Europäescher Union d'Gesetzgebung ze stäerken, esouwuel wat d'Detektioun, de Signalement, d'Blockéieren ewéi och d'Läsche vu kannerpornographeschem Material um Internet ugeet.

Esou wéi scho vun der viregter Regierung an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 7956 vum 3. Mee 2023 an N° 8350 vum 26. September 2023 uginn, hält och dës Regierung un der Wichtigkeet fest, dass dobäi essentiel Grondrechter vun de Bierger garantéiert bleiwen, an dass dat proposéiert Reglement d'EU-Recht, ënner anerem de Proportionalitéitsprinzip, respektéiere muss. Genau wéi et de Service juridique vum EU-Conseil a sengem Avis iwwer d'Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll“ recommandéiert, ass d'Regierung fir eng méi cibléiert Detektioun vu pedopornographeschem Material a Grooming a fir d'Vermeide vun enger genereller Iwwerwaachung.

D'Regierung begréisst an deem Sënn déi proposéiert Ännerungen, wéi zum Beispill d'Kategorisatioun vun de Risiken duerch eng definéiert Methodologie oder d'Limitatioun vun de sougenannten „detection orders“ op visuelle Contenu an op Internetadressen (URL – Uniform Resource Locator).

Allerdéngs bleift d'Regierung der Meenung, dass déi proposéiert Modifikatioun vum Text, ënner aneren d'„Uploadmoderation“, déi en Deel vun engem „Client-Side Scanning“ duerstellt, net de Risiko vun enger genereller Iwwerwaachung reduzéieren an och de Kritär vun der Proportionalitéit aus der Charta vun de Grondrechter vun der EU net erfëllen. Den Dispositif schléisst nämlech nach ëmmer net aus, dass d'Kommunikatiounen vun all de Benotzer vun engem Service, och vun deenen, déi iwwerhaapt kee Lien mat der Strofdot hunn, kënnen gescannt ginn.

Aus deene Grënn kann d'Regierung den Text, esou wéi en aktuell virläit, nach ëmmer net matdroen.

Éducation des adultes | Question 0781 (23/05/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Et gëtt ëmmer erëm Erwuessener, déi sech spéider am Liewen decidéieren, fir Schoulen nozehuelen oder sech weiderzebild. Am Fall, wou dës Persounen fir Kanner oder fleegbedierfteg Familljemembere zoustänneg sinn, kann et awer schwéier sinn, fir dës ze maachen, wann een duerch d'Ausbildung senger Aarbecht net méi kann nokommen. Dee Moment muss de Stot mat enger Paie manner auskommen, wat fir verschiddeger schwierig, fir anerer onméiglech ass.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wat fir finanziell Aidë stinn engem Erwuessenen zou, dee säin Bac an Owescoursë wëll nohuelen? Awéifern sinn dës Aidë cumuléierbar?

2. Wat fir finanziell Aidë stinn engem Erwuessenen zou, deen ee BTS en alternance wëll maachen? Awéifern sinn dës Aidë cumuléierbar?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt dës finanziell Aiden duerginn, fir als Familljemamm oder Familljepapp dës Studien ze maachen an d'Famill awer finanziell iwwert d'Ronnen ze bréngen? Wann nee, wat fir Schrëtt wëll d'Regierung an dëser Legislatur huelen, fir et de Mammen a Papp finanziell méiglech ze maachen, hir Diplomer nozebesseren?

Réponse (24/06/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Een Erwuessenen, dee säi Bac wëll nohuelen, kann dës an Owescoursen „en présentiel“ maachen oder digital iwwert den eCampus.

– D'Owescoursë berücksichtegen professionnell Engagementer iwwert den Dag.

– Den eCampus erlaabt engem – zu all Moment a vun iwwerall – de ganze Parcours vun der Sektiorioun G vum Enseignement classique a Form vu moduläre Systemer ofzeschléissen.

Dës zwou Offere bidden déi wichteg Flexibilitéit, déi et de Participanten erméiglecht, de schoulesche Parcours an hirem eegene Rhythmus ofzeschléissen a mat anere familiären oder beruflechen Obligatiounen ze vereenen.

Opgrond vun der Remuneratioun, déi d'Leit aus hirer beruflecher Aktivitéit bezéien, ass keng weider finanziell Ënnerstëtzung gesetzlech virgesinn.

Engem Erwuessenen, deen e BTS en alternance wëll maachen, steet am Prinzip eng Studiebahëllef vum Staat fir Héichschoulstudien zou, wann hien déi allgemeng Eligibilitéitskrittären erfëllt.

D'Studiebahëllef gëtt an zwou semestriellen Tranchen accordéiert pro akadeemescht Joer, an dat fir

d'Dauer vun der offizieller Reegelstudienzäit vum BTS (an der Reegel 4 Semesteren), woubäi d'Méiglechkeet besteet, nach fir zwee weider Semesteren d'Studiebahëllef ze kréien an och nach duerno fir zwee Semesteren d'Studiebahëllef integral als Prêt bei der Bank ze kréien.

D'Studiebahëllef ass cumuléierbar mat enger Indemnité de stage am Kader vun enger Formatioun en alternance.

D'Studiebahëllef ass och cumuléierbar mat anere Studiebahëllefen, déi am Kontext vum internationale Mobilitéitsprogramm (z. B. Erasmus+) oder/an opgrond vu Studieleschtungskrittären accordéiert ginn.

D'Studiebahëllef vum Ministère fir Fuerschung an Héichschoul (MESR) ass net cumuléierbar mat gläichwäertege Studiebahëllefen, déi am Wunnsätzland vum Student accordéiert ginn. D'Bahëllef ass och net cumuléierbar mat anere finanzielle Leeschtungen, déi de Student an sengem Wunnsätzland kritt opgrond dovunner, dass hien e Student ass.

Wann e Student en eegent järecht Akommes huet, dat iwwert dem Sozialmindestloun fir net qualifizéiert Ugestallter läit, da kann dee Student déi ganz Studiebahëllef nëmmen als Studentepret kréien. E Student mat engem eegene järechen Akommes, dat 3,5-Mol iwwert dem Sozialmindestloun fir net qualifizéiert Ugestallter läit, ka keng Studiebahëllef méi kréien.

D'Studiebahëllef vum MESR huet als Zil, den Zougang zu Héichschoulstudien ze vereinfachen, andeems se eng finanziell Ënnerstëtzung virgesäit ënnert der Form vu Boursen an engem Studentepret, déi, wéi heidriwwer beschriwwen, fir déi offiziell Reegelstudienzäit vum Héichschoulprogramm accordéiert ka ginn, mat der Méiglechkeet, eng Verlängerung vun der Hëllef ze kréien, wann een de Studieprogramm net innerhalb vun der offizieller Reegelstudienzäit ofschléisst.

Well d'Studiebahëllefsgesetz keng Altersgrenz virgesäit, kann eng Persoun zu all Moment vun hirem Liewen op esou eng finanziell Hëllef zeréckgräifen, wat domadder de Prinzip vum Lifelong Learning ënnerstëtzt.

D'Studiebahëllef ass an deem Sënn eng finanziell Bahëllef an Ënnerstëtzung fir Persounen aus allen Alterskategorien, déi e Studium wëlle maachen. Si ass awer weeder eng Substitutioun fir e Salaire oder eng Mesure fir Beschäftegter ewéi de Congé individuel de formation, Chômage oder REVIS, nach eng reng Sozialhëllef.

Avarie technique au sein de l'Aéroport de Luxembourg | Question 0782 (23/05/2024) de M. Yves Cruchten | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le 10 mai 2024, suite à une avarie technique au sein de l'Aéroport de Luxembourg, douze passagers sont entrés dans la zone de sûreté sans contrôle adéquat, entraînant l'évacuation complète de cette zone et causant des retards significatifs pour 43 vols, avec dix autres annulations. Ces événements ont été attribués à un dysfonctionnement lors de l'entretien quotidien, relevant de la responsabilité du gestionnaire de l'aéroport, selon des déclarations dans la presse.

En réaction, le directeur de « lux-Airport » a indiqué lors d'une conférence de presse que les passagers affectés devraient se tourner vers leurs compagnies aériennes pour obtenir des remboursements.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des

Travaux publics et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Comment la Ministre évalue-t-elle la gestion de cet incident par le gestionnaire de l'aéroport, et quelles mesures sont envisagées pour prévenir de tels incidents à l'avenir ?

2) Les passagers subissant des préjudices du fait d'un dysfonctionnement attribuable à l'aéroport ont-ils droit à un dédommagement directement de la part du gestionnaire de l'aéroport plutôt que de devoir se tourner vers leurs compagnies aériennes ?

3) Quelles actions le Gouvernement prévoit-il de prendre pour assurer que les droits des consommateurs soient pleinement respectés dans des situations similaires à l'avenir ?

4) Y a-t-il eu des incidents comparables dans d'autres aéroports et comment ces situations ont-elles été gérées ?

5) Quel est le montant estimé des préjudices subis par les passagers et les compagnies aériennes du fait de cet incident ?

Réponse (24/06/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés Yves Crouchten et Mars Di Bartolomeo s'interrogent essentiellement sur les responsabilités envers les passagers en cas d'un incident technique survenu à l'Aéroport de Luxembourg et les difficultés rencontrées par les passagers pour obtenir une indemnisation à la suite de l'incident du 10 mai 2024.

À cet égard, il convient de bien distinguer entre la responsabilité de l'exploitant de l'aéroport et la responsabilité des compagnies aériennes, sachant que seule la responsabilité des compagnies aériennes est réglementée par le règlement UE 261/2004.

Dès lors, il est crucial de distinguer entre :

– l'obligation de rembourser ou réacheminer : Cette obligation incombe aux compagnies aériennes et concerne le remboursement du billet ou le réacheminement en cas de vol annulé. Pour les annulations causées par l'incident du 10 mai 2024 les passagers ont en effet droit au remboursement de leur ticket ou au réacheminement. Ce remboursement ou réacheminement est organisé par la compagnie aérienne.

– l'obligation d'indemniser : Cette obligation concerne la compensation financière pour d'éventuels préjudices subis. Dans le cas de l'incident du 10 mai 2024, les compagnies aériennes ne peuvent être tenues responsables pour indemniser les passagers car cet incident relève de circonstances extraordinaires, sur lesquelles elles n'ont pas de contrôle. Par conséquent, aucune indemnité n'est due aux passagers de la part des compagnies aériennes.

Dans sa première réaction, lux-Airport a conseillé aux passagers de contacter leur compagnie aérienne. Ce conseil a permis aux passagers d'avoir une réponse adaptée à leurs situations spécifiques sachant que c'est bien la compagnie aérienne qui dispose de toutes les informations sur la réservation et peut proposer les solutions adéquates pour le voyage prévu. Si malgré tout, la solution proposée n'est pas satisfaisante ou qu'aucune réponse n'est donnée, le passager peut alors introduire une plainte auprès de l'organisme national de contrôle en charge des droits des passagers aériens (National Enforcement Body, ci-après « NEB »), établi auprès de la Direction de la protection des consommateurs.

La position des compagnies aériennes de ne pas indemniser mais de se limiter au réacheminement ou remboursement, est conforme au règlement (UE) 261/2004. Ce règlement prévoit que les compagnies aériennes ne doivent pas indemniser les passagers en cas de circonstances extraordinaires, comme un dysfonctionnement technique au sein de l'aéroport, qui échappent à leur contrôle et qu'elles n'auraient pas pu éviter même en prenant toutes les mesures raisonnables.

À noter qu'en date du 21 juin, le NEB a reçu 22 plaintes pour l'incident du 10 juin, dont 11 ont déjà pu être clôturées. Dans tous les cas clôturés, les compagnies aériennes ont respecté leurs obligations conformément au règlement 261/2004. Les autres dossiers sont encore en cours d'analyse ou en attente d'informations complémentaires des parties concernées. Il est à noter que le NEB ne se prononce pas sur la responsabilité de l'exploitant de l'aéroport, mais seulement sur la responsabilité des compagnies aériennes.

Toutefois, la responsabilité de la compagnie aérienne, ainsi que celle du passager de se présenter à la porte d'embarquement dans les temps impartis, n'exemptent pas l'opérateur de l'aéroport de sa propre responsabilité.

Le NEB s'échange régulièrement avec lux-Airport et les compagnies aériennes pour assurer l'application du règlement 261/2004. Ainsi, il est à noter que dans sa communication du 10 mai 2024, lux-Airport a aussi renvoyé à l'adresse www.passengers.lu de la Direction de la protection des consommateurs qui renseigne des droits des passagers aériens. Outre les informations mises à disposition en ligne, le NEB informe régulièrement les passagers dans les médias sociaux, assure une présence physique à l'aéroport lors des départs en vacances et a mis en place une campagne d'affichage sur les écrans à l'aéroport. Par ailleurs, il existe déjà un forum au niveau national, à savoir le Comité national de facilitation, qui a la mission de s'assurer que les services sont fournis de manière fiable et efficace à l'aéroport.

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations spécifiques sur le préjudice causé aux différents acteurs concernés par l'incident, ni le nombre définitif des plaintes reçues. Par ailleurs, le gestionnaire de l'aéroport, la Police grand-ducale, les douanes, l'agent d'assistance en escale (Luxair), les compagnies aériennes et le service de contrôle du trafic aérien (ANA) ont coopéré afin de rétablir la sûreté de l'aéroport dans les plus brefs délais, démontrant ainsi la capacité des autorités au Luxembourg à faire face à ce genre de scénario.

Des incidents comparables ont déjà eu lieu dans d'autres aéroports. La réponse et la gestion de tels incidents dépendent à chaque fois de la nature de l'incident en cause. La sûreté des passagers et de l'aéroport est toujours la priorité. De plus, les incidents de nature technique, liés aux équipements assurant la sûreté des zones aéroportuaires, sont généralement couverts par des mesures de confidentialité pour des raisons de sûreté.

En conclusion, en ce qui concerne les droits des passagers, nous confirmons que les compagnies aériennes ont pris en charge les passagers en leur proposant des solutions de réacheminement ou de remboursement.

Concernant la gestion de l'incident, il est essentiel de reconnaître que des mesures immédiates ont été prises pour assurer la sécurité des passagers, même si cela a causé des désagréments importants. Les discussions avec les concernés pour tirer des

conclusions à la suite de cet incident se poursuivront lors du prochain Comité de facilitation.

Nous conseillons aux passagers qui subissent un incident sur leur vol, peu importe la raison, de contacter toujours dans un premier temps leur compagnie aérienne qui est dans l'obligation de les informer sur leurs droits. Le NEB se tient après à leur disposition, s'ils estiment que leurs droits n'ont pas été respectés.

Abolition de la formation « Technicien en génie civil » | Question 0783 (23/05/2024) de M. Paul Galles (CSV)

Aus Sourcen, déi der Direktioun vum Lycée Josy Barthel zu Mamer nostinn, geet ervir, datt ab dem Schouljoer 2024/2025 keng 4^e am Génie civil an der Formation professionnelle ugebuede soll ginn. An deem Kader soll virgise sinn, datt réischt am Schouljoer 2027/2028 eng nei Bautechnikerklass fir d'Schüler soll ugebuede soll ginn.

Des Weideren geet aus enger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 5534 aus dem Joer 2022 ervir, datt:

– D'Attraktivitéit vun den technesche Beruffer am Allgemengen zeréckgaang ass.

– De Service de la Formation professionnelle (SFP) an Zesummenaarbecht mam Héichschoulministère an dem Aarbechtsministère am Kader vum sougenannte Skillsdësch eng grouss Etude iwwert eng National Skills Strategy lancéiert huet.

– Eng weider Etude, déi vun der Europäescher Kommissioun finanzéiert gëtt, deemnächst hir Recommandatiounen erausgëtt, wéi déi initial Berufsausbildung ka méi attraktiv gemaach ginn.

– Et am Lycée Josy Barthel zu Mamer am Beräich vun der Formation professionnelle kee Plazmangel gëtt.

– De Service vun de schouleschen Infrastrukturen an d'effentlech Bauverwaltung mat der Direktioun vum Lycée Josy Barthel zesummeschaffe fir no Méiglechkeeten ze sichen, de besteeënde Schoulraum auszebauen.

– Ab 2028 am Lycée Edward Steichen zu Clierf (LESC) souwuel Héichbau wéi och Déifbau ënnerriicht ginn.

– Ab 2028 am Lycée Edward Steichen zu Clierf solle follgend Ausbildungen ugebuede ginn:

- DT: Génie civil
- DAP: Dessinateur en bâtiment
- DAP: Maçonnerie
- CCP: Maçonnerie

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

– Kann den Educatiounsminister confirméieren, dass d'Formatioun DT Génie civil am September 2024 net méi am LJBM ugebuede gëtt? Wann dës Ausso zoutrëfft, wisou huet den Educatiounsminister sech zu dësem Schratt entscheet?

– Wat kann am Kontext vum Bauwiesen iwwer déi Etudë gesot ginn, déi de Minister 2022 erwänt huet:

- National Skills Strategy vum Skillsdësch
- Rapport vun der OECD
- Etude, wéi déi initial Berufsausbildung ka méi attraktiv gemaach ginn
- Etude zur Erweiterung vum Schoulraum am LJBM?

– Wéi eng Conclusioun konnt den Educatiounsministère aus de besoten Etudë schléissen?

– Wat sinn d'Grënn fir déi besteeënde Bautechniker-ausbildung am Zentrum vum Land ofzeschaffen, wa gläichzäiteg geplangt ass, genee dës Formatioun 2028 op engem Schoulcampus ganz am Norde vum Land unzebidden?



– Kann et sinn, dass an Zukunft eng Schülerin oder e Schüler vun z. B. Esch-Uelzecht muss op Clief an de Lycée goen, fir d'Bautechniker Ausbildung DT GC ze maachen? Wann net, wat gesäit de Minister als Alternative vir?

– Wéi eng Ausbildung ginn de Schülerinnen a Schüler, déi sech zu Lëtzebuerg fir den Héichbau interesséieren, ab der Rentrée 2024 an doriwwer eraus ugebueden, wann si net déi noutwenneg Hürde gemeeschtert hunn, fir kënnen an den Enseignement secondaire classique oder général ze goen?

– Den Ausbildungsniveau Technicien ass a ville Berufsfelder verankert, gëtt dës Ausbildung och an anere Beräicher ofgeschaaft? Wa jo resp. nee, wat ass de Grond dofir?

– Säit der Reform vun der Formation professionnelle 2008 ginn et Passerellen tëschent den Ausbildungsniveaun DAP, DT, EG a BTS ënner aneren och am Baufach. Wéi eng Chancen hu Schülerinnen a Schüler zukünfteg fir sech weiderzubilden (Passerell no uewen) resp. fir een anere Bildungswee ze wäelen, falls si hiren initiale Choix net packen (Passerell no ënnen)?

– Ass et richtig, dass den Educatiounsminister virgesinn huet, réischt am Schouljoer 2027 eng nei Bautechnikerklass opzemaachen, awer just am Secondaire général?

Réponse (25/06/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Formatioun vum Techniker am Génie civil wäert och weiderhin am Lycée Josy Barthel Mamer (LJBM) ugebuede ginn. Nieft der Tatsaach, datt et ondenkbar ass, esou spéit am Schouljoer eng Formatioun fir dat kommend Schouljoer zouzemaachen, ass et och net ee Lycée, deen aleng iwwert d'Weiderbestoe vun enger Formatioun decidéiert. Esou Decisiounen gi vum Educatiounsministère am Partenariat an an Ofstëmmung tëscht dem Service vun der Berufsausbildung an de Berufskummere geholl.

An der National Skills Strategy, déi zesumme mat der OECD ausgeschafft gouf, geet net explizit rieds vum Bauwiesen. Eng vun de Recommendatiounen gesäit awer vir, eng besser Adequatioun tëscht de Besoinen u Kompetenzen vun der Economie an de Formatiounen hierzestellen. D'Ëmsetzung vun der OECD-Etude ass virgesi fir dës Legislaturperiod a gëtt vum Service de la formation professionnelle (SFP), zesumme mam Héichschulministère, dem Aarbechtsministère an der ADEM koordinéiert. Éischt Schrëtt sinn awer schon ënnerhoill, sou bitt z. B. de CNFPC zu Ettelbréck ab dem Hirsch Formationen (Skillsbridges) un, fir Salariéen aus dem Bauwiesen déi néideg Kompetenzen am Beräich Construction bas carbone et utilisation de matériaux de construction biosourcés ze vermëttelen.

Konkreet am Beräich vun de Formatiounen, iwwer déi rieds geet, sief nach gesot, datt den SFP zesumme mat der Équipe curriculaire (EC) an a Kooperatioun mat der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce an der Chambre des Salariés un enger potentieller Refonte vun de Bauberuffer schafft, an zwar dem DAP Dessinateur en bâtiment (DAP DB) an dem DT Technicien en génie civil (DT GC).

Fir eng Analys vum SCRIPT iwwer béid Formatiounen ze komplettéieren, féiert den SFP mat der Chambre des Métiers eng Enquête aus, fir mat den Entreprises eng komplett Vue iwwert de Besoin vun deenen zwee Beruffer ze kréien. Dëst ass ee Prozess, deen zanter Ufank vum Schouljoer en cours ass an an deenen nächste Méint weidergefouert gëtt. D'Elementer vun

enger Gesamtanalys fléissen dann dono an d'Definitioune vun engem aktualiséierte Berufsbild fir den DT GC an.

Et ass net virgesinn, Techniker Ausbildungen ofzeschaffen. Dem Educatiounsministère läit keng esou Demande vir. Och besteet momentan keng Demande vu Säite vun de Berufskummere, eng weider Techniker Ausbildung auszeschaffen.

Passerellen existéieren an der Berufsausbildung tëscht dem CCP an dem DAP respektiv tëscht dem DAP an DT. Eng Persoun, déi hiren Technikerdiplom huet, ka vun engem Lycéesdirekter ënner „admission conditionnelle“ an eng Formatioun vum Enseignement secondaire général opgeholl ginn. D'Schüler an d'Apprenti vum der Berufsausbildung kënnen no hirem Technikerdiplom eng fachspezifesch Héichschulformatioun maachen, wa si hir Modules préparatoires erfollegräich ofgeschloss hunn.

Recherche en intelligence artificielle | Question 0784 (23/05/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

Dans un communiqué de presse du 22 mai, le Centre européen en intelligence artificielle par l'innovation (ENACT), dirigé par l'Université de Lorraine, a déclaré être doté d'un budget de 67 millions d'euros par l'initiative du Gouvernement français « France 2030 », pour les cinq prochaines années. Cette initiative vise à positionner cette institution comme un hub attractif pour les talents en intelligence artificielle, visant à stimuler cette technologie en France.

L'accord de coalition luxembourgeois souligne également un engagement fort dans la recherche et l'innovation en intelligence artificielle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

- 1) Quel est le montant total prévu par le Gouvernement luxembourgeois pour le financement de la recherche en intelligence artificielle pour la période 2024-2028 ?
- 2) Existe-t-il actuellement un projet de partenariat en intelligence artificielle entre l'Université de Luxembourg et l'Université de Lorraine ou d'autres universités partenaires ?
- 3) Quelles sont les ressources et infrastructures disponibles à l'Université de Luxembourg pour soutenir la recherche, la formation et le déploiement de l'intelligence artificielle ?

Réponse (24/06/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

La stratégie nationale de la recherche et de l'innovation considère l'intelligence artificielle comme une technologie clé qui sera utilisée dans chacun des quatre principaux domaines de recherche prioritaires définis par cette même stratégie. L'intelligence artificielle est donc considérée comme un domaine de recherche transversal susceptible d'avoir des répercussions sur la plupart des activités de recherche. Pour cette raison, il sera difficile de chiffrer exactement le montant de budget qui est prévu spécifiquement pour la recherche en intelligence artificielle. On peut néanmoins mentionner qu'en se basant sur les cinq dernières années, on peut estimer que le budget que le Fonds national de la recherche (FNR) va mobiliser pour la recherche en intelligence artificielle pour la période 2024-2028 devrait être d'au moins 85 millions d'euros. En effet, au cours des cinq dernières années (2019-2023), le FNR a financé

166 projets utilisant ou développant l'IA pour un budget total de 85 millions d'euros. S'ajoutera à cela les budgets mobilisés directement par l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics qui financent tous à partir de leurs budgets ou à partir de budgets en provenance de l'Union européenne et de partenaires privés des projets de recherche en intelligence artificielle. Mentionnons par exemple le projet Clinnova coordonné par le Luxembourg Institute of Health, qui est doté d'un financement total de 50 millions d'euros, dont 15,8 millions en provenance du FNR. Clinnova vise à promouvoir la médecine de précision basée sur l'IA en impliquant des partenaires du Luxembourg, de France, d'Allemagne et de Suisse.

L'Université du Luxembourg s'implique activement dans la recherche et l'enseignement sur les nouvelles technologies basées sur l'intelligence artificielle. Ces activités se réalisent le plus souvent en collaboration avec des partenaires complémentaires au niveau international. Actuellement, l'Université du Luxembourg participe à une dizaine de projets collaboratifs (coût total estimé : 60 millions d'euros) financés par le programme de recherche Horizon Europe ou par le FNR.

Aucun accord de collaboration spécifique sur l'IA n'existe pourtant à ce jour entre l'Université du Luxembourg et l'Université de Lorraine, mais le renouvellement du contrat cadre entre les deux institutions est en ce moment en train d'être finalisé. L'accord cadre prévoit des échanges tant pour l'enseignement que pour la recherche, y compris les cotuelles de thèses de doctorat.

L'Université du Luxembourg dispose de sa propre infrastructure de pointe pour ses activités de recherche et d'enseignement en rapport avec l'intelligence artificielle et tout comme les centres de recherche publics elle peut également bénéficier des ressources HPC mises à disposition par LuxProvide : le superordinateur MeluXina. L'appréhension, l'exploitation et la génération de nouvelles méthodes et connaissances en IA mobilisent à l'Université du Luxembourg plus de 500 chercheurs (professeurs, maîtres-assistants, assistants-postdoctorants, assistants-doctorants et même étudiants de master actifs dans la recherche). Entre les années académiques 2021-2022 et 2022-2023, l'Université du Luxembourg a augmenté de 32 % les heures d'enseignement dédiées à l'IA. En 2022-2023, plus de 9.000 heures d'enseignement ont été dispensées aux étudiants de l'Université du Luxembourg, pour un investissement de plus de 900.000 euros.

Porte d'entrée du camp de concentration Sonnenburg | Question 0785 (24/05/2024) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

Den Nationalsozialismus hat ee Gesellschaftsmodell vun Haass, Jalousie an Ausschléissung ausgelieft an domadder ville Mënsche während engem Joerzéngt vill Leed ugedoen, déi als Verbrieche géint d'Mënscheheet an der Geschicht festgehalde goufen. Dofir ass et wichteg, dass eist Land verschidden Evenementer reegelméisseg commemoréiert, fir dass d'Affer vun dëse Verbrieche ni vergiess ginn.

91 Lëtzebuurger Zwanksrekutéiert goufen am Konzentrationslager Sonnenburg a Polen ëmbruecht. An dësem Lager houg eng schwéier Paart aus Eise mat der Opschrëft „PAX“. Léns war eng Plaque mat der Muttergottes a riets eise Staatswopen. Dës Paart gouf nom Krich vun de Lëtzebuurger gestéft a vill Leit identifiziéieren sech nach haut domadder.

Leider hänt déi Paart zanter e puer Joer net méi an der Entrée vum Lager. Si befénnt sech an enger Fosse am lokale Pompjeesbau.

An deem Zesummenhang wéilt mir dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dass dës Paart, déi vun de Lëtzebuerger gestëfft ginn ass, nees op hir Plaz am Lager Sonnenburg kënn? A wéi engem Zäitraum wäert dëst passéieren?

2. Wat waren d'Grënn, dass d'Paart an der Entrée vum Sonnenlager iwwerhaapt demontéiert ginn ass?

Réponse (17/06/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

D'Lëtzebuerger Ambassade zu Warschau steet am enken a gudden Kontakt mat de lokalen Autoritéiten. D'Paart huet misse wéinst Restauratiounsaarbechten zäitweis ewechgeholl ginn a wäert fir d'Gedenkfeier fir den 80. Anniversaire vum Massaker vu Sonnenburg (Śłońsk) den 31. Januar 2025 nees ubruecht ginn.

Well et an der Vergaangenheet Vandalismusaktiounen goufen, gedenkt déi polnesch Säit, d'Paart definitiv ofzebauen an op enger anerer Plaz nees opzerichte respektiv auszestellen. Déi definitiv Plaz fir d'Paart soll alle Conservatiouns-, Commemoratiouns- a Sécherheetsaspekter Rechnung droen.

Procédure de classement d'un bâtiment | Question **0786** (24/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Den 13. Mee gouf zu Iechternach ee Wunn- a Geschäftshaus op 19 an der Sauergaass ofgerappt. Dëst Haus, dat op d'Enn vum 19. Joerhonnert op engem Virgängerbau gebaut gouf, huet sech, ënnert anerem, duerch eng bemierkenswäert Fassad aus gielem a roudem Sandsteen an eng Rei vun Arkaden am Rez-de-chaussée ausgezechent a gouf dofir schonn 2010 an der „Topographie der Baukultur Echternachs“ vun der Expertin Dr. Christina Mayer als „erhaltenswert“ bezechent.

Den 22. Februar 2023 huet sech déi national Denkmalschutzkommissioun COPAC eestëmmeg fir säi Klassement als Monument national ausgeschwat a bezitt sech dobäi, ënnert anerem, op déi „vollständig überlieferte, historisierende Hauptfassade“, déi benotzte Baumaterialien a Stilelementer aus senger Entsteungszeit.

„La COPAC émet à l'unanimité un avis favorable pour un classement en tant que patrimoine culturel national de l'immeuble sis 19, rue de la Sûre à Echternach (n° cadastral 1494/2213). [...]“

Nodeem d'Iechternacher Gemeng de kommunale Schutz Enn 2022 opgehuewen hat, hat déi fréier Kulturministerin dem Propriétaire am Mee 2023 matgedeelt, dass si d'Gebai ënner nationale Schutz stelle wéilt. D'Auswierkung vu sou enger „intention de classement“ ass immédiate. D'Gebai dierf net méi ouni Autorisatioun vum Kulturminister verännert ginn. Eng Rei Elementer deiten drop hin, dass et bei der Fro vum Klassement vun dësem Gebai zu Kompetenzstreidegkeeten tëscht der Iechternacher Gemeng an dem Kulturministère komm ass, déi schliisslech dozou geféiert hunn, dass d'Gebai trotzdeem ofgerappt konnt ginn. Dat läit och dorunner, well beim Denkmalschutz d'Gemengen an de Staat net ëmmer un engem Strang zéien. Zum Beispill kann ee Buergermeeschter fir een national geschützent Gebai eng Autorisation de destruction ausstellen, mat der Oplag, dass de besteende Gabarit vum Gebai geschützt gëtt.

Um Enn sinn d'Baggeren du gerullt an d'Gebai ass mëttlerweil nach just ee Koup Steng, esou wéi et och schonn zu Dippech am Februar 2023 geschitt ass mat engem Gebai, dat zanter 2019 an enger Procédure de classement war.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Moosname goufe geholl, fir de Verfall vun dem Gebai, dat de 17. Mee 2023 bei engem versichten Ofrappmanöver schwéier beschiedegt gouf, ze verhënnere?

2. Firwat gouf d'Procédure de classement, déi am Mee 2023 vun der Kulturministesch annoncéiert gouf, net ofgeschloss? Op wat fir eng Hindernisser ass de Ministère gestouss?

3. Wat wëll de Kulturminister maache fir ze verhënnere, dass sech esou Fäll wéi dësen, oder och dee vum Schloss Eesebuer, oder deen zu Dippech, net méi widerhuelen?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 7699 betreffend den Ofrëss vun engem geschützte Gebai zu Dippech hat d'Kulturministesch geschriwwen:

Well den Artikel 117 Punkt 27 vum Denkmalschutzgesetz virgesäit, dass d'Netrespektéiere vum Artikel 129 eng penal Infraktioun ass, an hefir och penal Strofe virgesäit, ass de Parquet heirivwer informéiert ginn. D'Gebai zu Iechternach läit an enger Strooss, déi laut Avis vun der COPAC eng „zone de haute sensibilité archéologique“ ass. D'Denkmalschutzgesetz vun 2022 gesäit a sengem Artikel 4 vir, dass

„tous les travaux de construction, de démolition ou de remblai et de déblai soumis à autorisation de construire ou de démolir planifiés sur un terrain situé dans la zone d'observation archéologique doivent être soumis par le maître d'ouvrage au ministre à des fins d'évaluation des incidences de ces travaux sur le patrimoine archéologique au plus tard au moment de l'introduction de la demande de l'autorisation de construire ou de démolir.“

Gouf de Kulturministère am Virfeld vun der geplangter Demolitioun informéiert? Wäert de Kulturminister de Parquet iwwer eng méiglech Infraktioun am Kader vum Denkmalschutzgesetz informéieren?

5. Sollt ee Gebai, wat national geschützt ass, automatesch och vollwäerteg um Gemengenniveau geschützt sinn?

Réponse (25/06/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. an 2. Wat dës Froen ugeet, verweisen ech op meng Äntwert vum 25. Juni 2024 op d'parlamentaresch Fro N° 0776.

ad 3. Virop sief ze präziséieren, dass d'Aarbechten um national klasséierte Schloss zu Eesebuer vum Kulturministère erlaabt goufen a vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA begleet ginn. Beim Gebai zu Dippech, wat e kommunale Schutz hat, gouf de Parquet informéiert.

Fir d'Denkmalfleeg am Land virunzedreiwien, setzt d'Regierung awer virun allem op d'Preventioun a Sensibiliséierung vun de concernéierten Acteuren. An dësem Kontext wëll ech rappeléieren, dass den INPA an de leschte 15 Joer alle Gemenge gehollef huet, déi Haiser ze identifizéieren, déi op kommunalem Niveau en Denkmalwäert hunn. Op haut si ronn 20.400 vun deene bal 28.400 Haiser, déi reperéiert goufen, vu Gemenge geschützt ginn.

Dernieft ass den INPA amgaangen, op Basis vum Patrimoinesgesetz vun 2022 progressiv an all de Gemenge vum Land Inventairen opzestellen, op deenen déi schützenswäert Gebaier identifizéiert ginn. Op Basis vun dësen Inventairen gi fir déi verschidde Gemengen national Klassementsprozeduren an d'Weeër geleet, mat deenen all d'Gebaier, déi inventariséiert goufen, geschützt ginn, dëst nodeems eng ëffentlech Enquête realiséiert ginn ass.

ad 4. Zum Zäitpunkt, wou d'Gemeng hir Autorisatioun fir d'Transformatiounsaarbechte vum Gebai ausgestallt hat, war d'Zone d'observation (ZOA) nach net en vigueur. Et bestoung deemno keng Obligatioun, fir d'Aarbechten am Virfeld dem Kulturminister respektiv dem Institut national de recherches archéologiques (INRA) ze ënnerbreeden.

Den INRA gouf de 14. Mee op Basis vun enger telefonescher Fundmeldung op de Chantier geruff. D'Experte vum Service d'archéologie médiévale vum INRA hunn direkt eng Expertis vum Lieu realiséiert, a konnten dobäi weeder archeologesch Decouvertes, nach generell Agrëff an de Buedem feststellen.

ad 5. Am Respekt vun der Gemengenautonomie, ënnerstëtzt an encouragéiert d'Regierung d'Efforte vun de Gemengen a punkto Denkmalschutz, a begréisst et, wann e Gebai, wat national geschützt ass, och kommunal protegéiert gëtt.

Biodiversité des milieux aquatiques | Question **0787** (24/05/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

De 25. Mee 2024 ass de Weltdag fir d'Migratioun vu Fësch. An deem Kontext hat d'Waasserwirtschaftsverwaltung zesumme mam Ëmweltministère an der „World Fish Migration Foundation“ e Seminaire organiséiert. Et goung hei ëm d'Bedeutung vun der Renaturéierung vu Baachen a Flëss fir den Erhalt vun der Biodiversitéit, a besonnesch ëm d'Ewechhuele vu Barrièren a Wierer, déi keng Fonctioun méi hunn, Fësch awer dorun hënneren, zum Beispill an hir Läichgebiddere ze wandere. Laut deene rezentste Chiffere vum Living Planet Index sinn an Europa d'Populatiounen vu Fësch, déi wandere, ëm 75 % zrëckgaang zanter deene leschte 50 Joer. E Véierel vun de Séisswaasserfësch si vum Ausstierwe bedréit.

D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt zanter Joren d'Renaturéierung vu Baachen an d'Installatioun vu Fëschtrape. Am Kader vum uewe genannte Seminaire goufen eng Rei Beispiller genannt, notamment d'Renaturéierung vun der Syr.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Renaturéierungsmaassname goufe bis elo op der Syr duerchgefouert a wat war insgesamt de Käschtpunkt vun deene Mesuren? Wat fir een Impakt haten dës Mesuren op d'Biodiversitéit a besonnesch op d'Fëscharten an -unzuel? Wat fir en Impakt haten dës Mesuren op d'Héichwaassersituatioun laanscht d'Syr, besonnesch wat d'Retentioun vum Héichwasser betrëfft? Ginn et nach aner Projekte vu Retentiounsmaassnamen am Einzugsgebitt vun der Syr?

2. Gëtt et e konkrete Projet, fir den Opstig vu Fësch aus der Musel an d'Syr ze erméiglechen? Wa jo, wéini soll dëse Projet realiséiert ginn? Géing esou e Projet och eng Wanderméiglechkeet fir amphibesche Lieweweise wéi de Fëschotter begräifen? Kéint domat de Risiko vun Héichwaasser un der Mündung vun der Syr an d'Musel reduzéiert ginn?

Réponse (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes**,
Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. An der Vergaangenheet si verschidde Renaturéierungsmoosnamen op der Syr ëmgesat ginn. Dozou gehéiert zum Beispill de Renaturéierungsprojekt vun der Syr am Naturschutzgebitt Schlammwäiss-Brill zu Mensdorf aus dem Joer 2004.

Méi e rezente Projet ass d'Renaturéierung vun der Syr an enger Niewebaach, der Schlambaach, ënnerhalb vun der Fausermillen zu Mertert. Hei goufen d'Syr an d'Schlambaach am Kader vum Kompensatiounsprojekt VM21 Fausermillen op enger Längt vu 500 m respektiv 200 m renaturéiert. Well d'Terraine laanscht d'Syr am Besëtzt vum Staat sinn, wor et méiglech, sämtlech Befestegunge wéi Maueren zeréckzebauen. Et goufe verschidde Stréimungslenker agebaut, fir dass d'Syr sech duerch seng Eegendynamik nees selwer entwéckele kann. Dobäi gouf och en Niewenaarm vun der Syr reaktivéiert, fir dass sech d'Syr bei Héichwaasser méi an der Fläch ausbreede kann.

E weidere Projet, wou de Moment d'Aarbechten amgaange sinn, ass den Héichwaasserschutzprojekt zu Syren, wou ënner anerem mat enger Renaturéierung en natierlechen Héichwaasserschutz ëmgesat gëtt.

Aner Projeten, déi aktuell am Anzuchsgebitt vun der Syr studéiert ginn, sinn ënnert anerem d'Renaturéierung vun der Syr am Gebitt „Schlammwäiss“ zu Uewersyren an eng Retentiounsmoosnam tëschent Contern a Moutfort.

Doniewent sinn op der Syr an de leschte Joren och Projeten ëmgesat ginn, fir d'Duerchgängegkeet fir d'Fësch bei besteeënde Barragen nees hierzestellen. Ze ernimme sinn do Aarbechten op der Fausermillen zu Mertert oder am Lieu-dit „op der Schmëtt“ zu Wecker.

E gesamte Käschtapunkt vun dese Moosnamen ass schwéier ze nennen, well esou Projeten iwwert ënnerschiddlech Sourné kënnen finanzéiert ginn. De Käschtapunkt vun de Mesuré fällt och jee no Envergure vum Projet ënnerschiddlech aus. De Projet am Naturschutzgebitt Schlammwäiss-Brill läit beispillsweis bei Käschten tëschent 800.000 € an 1.000.000 €, deen ënnerhalb vun der Fausermille bei ronn 500.000 €.

All Renaturéierungsmoosnam huet eng Verbesserung vun der Biodiversitéit als Zil. Eng Renaturéierung soll d'Defiziter vum Liewensraum fir déi verschidde Planzen- an Déirenaarten, déi typescherweis an a rondrëm eng Baach/e Floss virkommen, verbessern. Dofir ass et wichteg, am Ufank vun der Planungsphas vun engem Projet ze kucken, wéi eng Déieren- a Planzenaarten tatsächlech virkommen a wéi eng Aarten aktuell opgrond vun enger ongëschteger Liewensraumqualitéit net do sinn.

No der Ëmsetzung vun engem Projet, brauch d'Biologie vun enger Baach eng gewëssen Zäit fir seng Regeneratioun. Dofir gëtt an der Reegel 3-5 Joer no Ëmsetzung vun der Moosnam e biologeschen Inventaire duerchgefouert, mat deem de positiven Impakt vun enger Moosnam nogewise gëtt. Doniewent spillt d'Waasserqualitéit och eng wichteg Roll fir d'Biodiversitéit am Allgemengen. De positiven Impakt vun enger Renaturéierungsmoosnam ass dobäi an de meeschte Fäll un eng Verbesserung vun der Waasserqualitéit gekoppelt.

Renaturéierungsmoosnamen hu generell och eng positiv Auswirkung op den Héichwaasserrisiko, besonnesch wann se uewerhalb vun Uertschafte realiséiert ginn. Duerch Renaturéierung gëtt eng natierlech Iwwerschwemmungsdynamik hiergestallt, d'Waasser kritt erëm méi Platz fir sech auszubreeden

a gëtt op dese Flächen och zeréckgehalen. Zu Syren goufen zum Beispill Iwwerschwemmungsfläche geschaaft, wou d'Waasser sech ausbreede kann an deemno net méi esou séier d'Haiser erreecht. Esou konnt den Héichwaasserrisiko fir d'Lokalitéit reduzéiert ginn.

ad 2. Zu Mertert gëtt et am Beräich vum Hafen e konkrete Projet, fir d'Syr nees un d'Musel unzabannen an esou de Fëschopstig aus der Musel vu beispillsweis Wäitwanderfësch, wéi enger Mierfrell, an d'Syr ze erméiglechen. Bauhär vun deemem Projet ass d'Stroossebauverwaltung. D'Aarbechte wäerte virauszichtslech am Laf vun den nächsten zwee Joer ulafen.

D'Mündung vun der Syr an d'Musel stellt keen natierleche Liewensraum fir de Fëschotter duer. Hien zitt éischer méi flaacht a fëschräch Gewässer, mat vill Uferstrukturen, iwwerhängende Beem a Fielsen, vir an hält sech typescherweis an natierlechen Auelandschaften op. De Mündungsberäich vun der Syr an d'Musel mam Hafen entsprécht dogéint engem staark verbaute kënschtleche Site. Amphibeschen Aarten, déi méi tolerant sinn, kënnen sech awer zukünfteg an der renaturéierter Streck vun der Syr uewerhalb vun der Mündung usidelen.

De Risiko vun Héichwaasser am Mündungsberäich vun der Syr an d'Musel kann duerch dese Projet net signifikativ verréngert ginn.

.....
Compte de paiement de base | Question 0788
(27/05/2024) de **M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Ben Polidori** (Piraten)

Wéi a ville Presseartikelen ze liesen ass, mécht d'ING aktuell bei ville Clienten d'Bankkonten zou. Internen Informatiounen no wéilt d'Bank sech nei opstellen an dofir „net profitabel“ Clienten net méi als Clienten hunn. Vill Persounen wëssen net, dass si een Urecht op ee Bankkonto hunn an dass verschidde Banken zu Lëtzebuerg, wou de Staat Aktionär ass, esou ee „compte de paiement de base“ mussen ubidden.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere resüméieren, wéi eng Servicer bei esou engem Compte de paiement de base mussen abegraff sinn?
2. Wéi vill Persounen zu Lëtzebuerg profitéieren vun engem Compte de base? Wéi huet sech dës Zuel an de leschte 5 Joer entwéckelt?
3. Hautdesdaags brauch een op ville Plazen an och online eng Kreditkaart, fir kënnen ze bezuelen. Huet ee Client mat engem Compte de base een Urecht op eng Debit- a Kreditkaart?
4. Am Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwert d'Comptes de paiement steet geschriwwen, wéi eng Banke mussen ee Compte de paiement de base ubidden. War d'ING zënter der Aféierung vum Gesetz an deemem Fall? Falls nee, wéi eng Bedéngunge vum Artikel 23 hat d'ING net erfëllt?

Réponse (03/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

ad 1. D'Servicer, déi un ee Basisbezelkont rattachéiert sinn, sinn am Artikel 27 vum Gesetz vum 13. Juni 2017 iwwer d'Bezelkonten opgezielt. Am éischte Paragraph vun deem Artikel ginn zesummegefaasst, folgend Servicer genannt; Servicer déi et erméiglechen,

- all néideg Operatiounen fir d'Opmaachen, d'Gestaltung an och d'Zoumaache vum Kont duerchzuführen, - Suen op de Kont ze setzen,

- Sue vun deem Kont innerhalb vun der Europäescher Unioun an engem Guichet oder engem Geldautomat opzehiewen,
- verschidden Operatiounen, wéi Domiciliatiounen, Virementer an aner Paiementer, och online duerchzuführen.

Dës Servicer mussen vum de betraffene Banken ugebuede ginn, souwäit se allen anere Konsumenten, déi een „normale“ Bezelkont bei hir hunn, och ugebuede ginn.

ad 2. De Finanzministere huet dozou keng Statistiken. 2022 hat d'CSSF d'Banken, déi Basisbezelkonte mussen ubidden, gefrot, wéi vill där Konten zanter dem Akraaftriede vum Gesetz vum 13. Juni 2017 opgemaach goufen. D'Zuelen, déi der CSSF deemools matgedeelt goufen, waren:

- 2017: 119
- 2018: 32
- 2019: 24
- 2020: 17
- 2021: 15

Et sief hei präziséiert, dass d'Spouerkeess deemools keng Informatiounen matgedeelt huet, well se keen Ënnerscheid tëscht hire Basisbezelkonten an deenen anere Bezelkonte mécht. Dat heescht, dass all d'Clienten an deem Kontext d'selwecht behandelt ginn.

Ënnert dem Stréch sinn also just relativ wéineg Leit, déi op ee Basisbezelkonto zréckgräife mussen, well déi allermeeschte Leit zu Lëtzebuerg vun deenen „normale“ Bankservicer profitéieren kënnen.

ad 3. Laut Artikel 27 Paragraph 1 Ziffer 4 vum Gesetz vum 13. Juni 2017 gehéiert zum Basisbezelkont och d'Méiglechkeet, kënnen mat enger Bankkaart ze bezuelen. D'Gesetz definéiert awer net, ëm wéi eng Zort Kaart et sech hei muss handelen.

ad 4. D'ING Luxembourg SA huet vun Ufank un net zum Krees vun de Banke gehéiert, déi hu misse Basisbezelkonten ubidden, well d'Bank d'Konditioun vun de 25 Agencen am Land net erfëllt huet (Art. 23 Paragraph 1, vum Gesetz vum 13. Juni 2017).

D'Lëscht vun de Banken, déi dës Basisbezelkonten zu Lëtzebuerg mussen ubidden, ass um Site vun der CSSF ënnert folgendem Link nozeliesen: Comptes de paiement – CSSF.

.....
Encadrement de l'ING Marathon | Question 0789
(27/05/2024) de **M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Ben Polidori** (Piraten)

D'ING ass hei am Land bekannt duerch hiert Netz u Bankagencen, mee virun allem duerch hire Marketing, sief et duerch d'Publicitéit um Findel oder och mam Sponsoring vu Sportevenen, wéi dem ING Night Marathon oder dem Semi-Marathon op der Wäistrooss, déi all Joer stattfannen a wou d'Allgemengheet duerch de CGDIS an d'Police mat fir d'Sécherheet bezuele muss.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur a fir de Sport dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6332 krute mer d'Informatioun, dass eleng d'Käschte vum CGDIS fir dat Event 28.000 € héich waren an dës vum Staat souwéi der Gemeng finanzéiert goufen. Wéi héich waren d'Käschte fir de CGDIS fir den ING Marathon dëst Joer a wéi héich waren se fir de leschte Semi-Marathon op der Wäistrooss 2023?
2. An der Äntwert op d'Fro 6332 gouf erkläert, datt aus Sécherheetsgrënn keng operationell

Informationen zur Police kënnen verëffentlecht ginn. Kënnen d'Ministeren awer bestätegen, dass d'Police-Effectiver wéinst dësem Event hu missen ëmorgani-séiert ginn?

3. Kënnen d'Ministeren och soen, ob zu deem Dag méi Polizist:innen an der Stad präsent waren?

4. Goufen d'Käschte vun der Police un d'ING weider verrechent?

Réponse (27/06/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. De CGDIS huet dem Organisateur vum 2024er ING Marathon eng Rechnung fir säin Dispositif de secours an Héicht vun 21.900 Euro ausgestellt, dëst opgrond vu sengem Taxereglement⁹.

D'Gréisst vum Dispositif de secours définiert de CGDIS unhand vun enger Risikoanalys. Den Dispositif kann dofir jee no Ëmfang, Lokalitéit an der Spezifisitéit vun enger Manifestatioun variéieren.

Fir de Semi-Marathon de 24. September 2023 zu Réimech krut den Organisateur eng Rechnung an Héicht vun 3.905 Euro.

ad 2. Fir den ING Marathon effizient ze encadréieren an d'Sécherheet vun de Participanten an Zuschauer ze garantéieren, sinn d'Effectiver vun der Police reorganiséiert an erhéicht ginn. Et gouf am Virfeld eng 12-Stonne-Schicht geplangt.

Weeder den Effectif, nach d'Organisatioun vun der Police kënnen aus Sécherheetsgrënn am Detail matgedeelt ginn.

ad 3. Jo, op deem Dag ware méi Polizisten an der Stad präsent.

ad 4. Nee, d'Käschte vun der Police goufen net un d'ING weider verrechent.

.....

Nouvelle politique de la banque ING | Question 0790 (27/05/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Selon plusieurs articles dans les médias, la banque ING, une des plus grandes banques de détail de la notre place financière, a contacté ses clients privés afin de les informer que leurs comptes seront clôturés le 16 juillet 2024 en raison de cessation d'activités au Luxembourg, les invitant à transférer leurs avoirs sur d'autres banques. La banque n'a pas commenté cette décision, à part d'annoncer qu'il y aurait plus d'informations dans les semaines à venir.

Une telle décision d'une banque majeure de la place risque d'avoir des répercussions négatives sur les autres banques et endommager la réputation de notre place financière dans son ensemble. En outre, elle risque d'aggraver les difficultés qu'ont les personnes physiques et morales d'ouvrir et de maintenir un compte au Luxembourg.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre a-t-il été informé de cette situation ?

2) Dans l'affirmative, comment entend-il réagir ?

3) Qu'entend-il entreprendre afin de faciliter l'ouverture et le maintien de comptes bancaires pour les citoyens et les entreprises résidant à Luxembourg ?

⁹ <https://112.public.lu/content/dam/112/fr/1/%C3%A9gislation/reglement-taxes/rglement-taxes-version-1er-mars-2023.pdf>

Réponse (03/06/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) et 2) Au cours d'un entretien avec le CEO d'ING Luxembourg SA (ING), l'importance d'assurer une communication claire envers les clients et de leur trouver des solutions appropriées a été soulignée. Il n'appartient évidemment pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale d'un établissement financier.

ad 3) Le Ministère des Finances est en contact régulier avec les différentes parties prenantes, et notamment l'ABBL et la CSSF, au sujet de la problématique de l'ouverture des comptes en banque.

Pour autant, et en ce qui concerne plus particulièrement les comptes de paiement, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale (ci-après le « client » ou « consommateur ») pourra bénéficier des dispositions de la loi du 13 juin 2017 qui organise la mobilité bancaire des consommateurs en rapport avec ces comptes et oblige tout prestataire de services de paiement de proposer un service de changement de compte au consommateur qui ouvre un compte de paiement auprès d'un autre prestataire de services de paiement également situé au Luxembourg. Cela permettra dès lors au client de bénéficier de l'assistance de son nouveau prestataire de services de paiement, notamment en matière de suivi des virements, ordres permanents et mandats de domiciliation exécutés jusque-là par son ancien prestataire de services de paiement.

Il est à noter dans ce contexte qu'au cas où un consommateur se voit refuser l'ouverture d'un compte de paiement, il doit être informé par l'établissement concerné de la procédure à suivre pour contester le refus, de son droit de saisir la CSSF et des coordonnées utiles. En cas de rejet d'une demande d'ouverture d'un compte de paiement de base, l'établissement concerné doit immédiatement informer le demandeur du refus et du motif précis de ce refus. Un consommateur peut également faire appel à la CSSF notamment s'il estime que son compte de paiement assorti de prestations de base a été résilié de manière injustifiée par l'établissement concerné.

En ce qui concerne l'accès des entreprises à un compte en banque, il est notamment renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0393 du 27 février 2024. Le ministère continue à suivre ce sujet de près et reste en discussion avec l'ABBL et la CSSF pour trouver des solutions appropriées.

.....

Reconnaissance d'un diplôme au Luxembourg | Question 0791 (27/05/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Il a été apporté à mon attention que des Luxembourgeois ayant fait des études supérieures rencontrent des difficultés en matière d'inscription de leur diplôme dans le Registre des titres de formation tel que défini dans les articles 66 à 69 de la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Il s'agit notamment des personnes qui ont obtenu un diplôme fédéral suisse de type « Advanced federal diploma of higher education » dans le domaine de l'audit, des normes comptables et du droit des sociétés. Le diplôme de « Dipl. Wirtschaftsprüfer » est considéré en Suisse comme équivalent à un doctorat et est classifié dans le dernier niveau (8/8) du cadre suisse des certifications de formation professionnelle. Bien que reconnu par la CSSF, le MRES refuse

l'inscription de ce type de diplôme dans le Registre des titres de formation, « section de l'enseignement supérieur », au motif que le titre de formation ne soit pas reconnu en Suisse comme relevant de l'enseignement supérieur. Ce motif est erroné et il semblerait que le MRES est d'avis que seuls les diplômes d'études supérieures à visée universitaire/académique peuvent être inscrits au Registre des titres de formation.

À mon avis, il serait dommage si des talents qualifiés dont notre place financière ainsi que l'État a besoin se retrouveraient lésés ou en désavantage à cause d'un problème d'inscription de diplôme.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

– Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation ?

– Dans l'affirmative, comment entend-elle réagir ?

– Du fait que le Luxembourg ainsi que la Suisse suivent la même réglementation européenne en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles (e. g. directive européenne 2005/36/CE, Cadre européen des certifications), comment explique-t-on que le Luxembourg ne puisse inscrire et classifier un diplôme fédéral suisse (de l'enseignement supérieur) dans son cadre national des qualifications (« CLQ ») ?

– Madame la Ministre est-elle d'avis que la pratique administrative actuelle de son ministère respecte bien les articles 66 à 69 de la loi du 28 octobre 2016 et que son processus de reconnaissance est en ligne avec la réglementation européenne ?

– Madame la Ministre est-elle au courant des définitions distinctes (enseignement supérieur universitaire et enseignement supérieur) données à l'article 1^{er}, alinéa 1 et alinéa 2, de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur ainsi que de la jurisprudence administrative en matière d'inscription au Registre des titres qui stipule que la notion d'enseignement supérieur ne se limite pas à des études universitaires¹⁰ ?

– Comment entend-elle la définition de « diplôme équivalent » [au diplôme de doctorat] stipulé dans l'article 24 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État ? L'exemple dans ma motivation ne devrait-il pas être considéré comme tel ?

– Comment entend-elle améliorer la reconnaissance des certifications de formation professionnelle supérieure afin de favoriser l'attraction de talents au Luxembourg ?

– Comment explique-t-elle des réclamations régulières auprès de l'Ombudsman en matière « d'inscription au Registre des titres d'enseignement supérieur » ?

Réponse (10/06/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En premier lieu, je tiens à préciser que la problématique évoquée dans la question parlementaire sous rubrique a trait à un dossier individuel, qui fait actuellement l'objet d'un recours devant le tribunal administratif. Dès lors, les développements ci-après se limiteront à des informations de caractère général et ne prendront pas position par rapport au dossier individuel précité.

¹⁰ Pasicrisie Luxembourgeoise, Bulletin de jurisprudence administrative, 2017, p. 293, paragraphe 84

À titre liminaire, il y a lieu d'éviter tout amalgame entre la reconnaissance professionnelle et la reconnaissance académique de titres de formation étrangers, en ce qu'il s'agit de deux procédures avec des objectifs et bases légales distincts.

D'un côté, la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles mise en place par la directive 2005/36/CE telle qu'elle a été modifiée (transposée en droit national par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles) vise exclusivement la reconnaissance de diplômes étrangers en vue de l'accès à une profession réglementée. De l'autre côté, la procédure d'inscription au Registre des titres de formation représente la reconnaissance académique et vise le droit de porter publiquement un grade académique ainsi que l'alignement concomitant du titre de formation à un niveau du cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ).

Dès lors, l'application des principes retenus par la directive 2005/36/CE en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles aussi bien par la Suisse (accord d'association Suisse/Union européenne) que par le Luxembourg n'a donc pas d'impact sur l'évaluation d'une demande d'inscription au Registre des titres précité, et vice versa.

Preuve en est que les qualifications suisses d'expert-comptable diplômé sont parfaitement reconnues (professionnellement) par la CSSF en vue de l'accès à la profession réglementée de réviseur d'entreprises.

En ce qui concerne le Cadre européen des certifications (CEC) – implanté au Luxembourg moyennant le Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) – il y a lieu de signaler que celui-ci a pour but de simplifier la comparaison de qualifications issues de l'espace européen (et, potentiellement, de l'espace extra-européen), sans que celui-ci ne soit pour autant également contraignant, ni ne confère un automatisme de portabilité du niveau.

Ainsi, l'alignement d'une qualification, qu'elle soit de nature professionnelle ou académique, à un niveau du CEC par la Suisse, ne comporte aucunement un automatisme de reconnaissance académique ni d'alignement au même niveau au Luxembourg.

En effet, les critères d'inscription au Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, statuent qu'il doit s'agir d'un diplôme, titre ou grade qui sanctionne un cycle complet d'études et qui correspond aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'État où le titre a été conféré.

Ainsi, seule la législation suisse est prise en considération dans le cas du titre susvisé.

Or, la Suisse distingue au niveau de l'enseignement tertiaire entre l'enseignement supérieur offert par les universités et hautes écoles, conférant des grades et droits académiques repris dans le cadre de qualifications pour le domaine des hautes écoles suisses, d'une part, et la formation professionnelle supérieure, dont les qualifications figurent dans le cadre national des certifications de formation professionnelle, d'autre part. Cette distinction est d'autant plus évidente que ces deux formes d'enseignement reposent sur des bases légales distinctes.

Force est de constater que le titre susvisé figure dans le seul cadre reprenant les qualifications de nature professionnelle et qu'il ne peut dès lors pas être considéré comme correspondant aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur de l'État où le titre a été conféré. Dès lors, il ne remplit pas les critères d'inscription au Registre des titres, axés sur les qualifications de nature académique.

À titre de parenthèse, il y a lieu de signaler en outre que la loi modifiée du 19 juin 2009 portant

organisation de l'enseignement supérieur a été remplacée par la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur et que la loi de 2009 est donc sans incidence par rapport au présent développement.

Contrairement aux qualifications issues de la formation professionnelle supérieure suisse, les grades académiques émis par des établissements d'enseignement supérieur suisses dûment reconnus en Suisse peuvent parfaitement être inscrits au Registre des titres, section de l'enseignement supérieur.

Signalons qu'en matière d'attraction des talents, le Luxembourg respecte dès à présent pleinement les accords et traités internationaux auxquels il adhère, et notamment la Convention de Lisbonne de 1997 portant sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne. Plus encore, la participation à l'élaboration de décisions et de traités bilatéraux visant la reconnaissance automatique mutuelle des grades académiques entre les États du Benelux (décisions du Comité de ministres Benelux M(2015)3 et M(2018)1) et, plus récemment, le traité du 14 septembre 2021 sur la reconnaissance automatique des qualifications de l'enseignement supérieur conclu entre les États de l'espace Benelux et les États baltes place le Luxembourg à l'avant-garde en la matière.

Concernant plus spécifiquement la formation professionnelle supérieure, il y a lieu de noter que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit de poursuivre les réflexions visant à compléter, au Luxembourg, l'enseignement de niveau tertiaire par la mise en place, à côté de la voie existante des formations supérieures académiques s'inscrivant dans le processus de Bologne, d'une voie relevant de la formation professionnelle supérieure. La mise en place d'un tel dispositif permettrait en outre, dans une optique de valorisation et d'attraction de talents, la reconnaissance de titres étrangers relevant de la formation professionnelle supérieure.

En ce qui concerne « l'article 24 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État », il y a lieu de relever, d'une part, qu'il s'agit sans doute de l'article 24 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et, d'autre part, que les termes « ou équivalent » y figurant ont été supprimés par une loi du 9 mai 2018 (Mémorial A n° 373 de 2018 ; article VI, point 11°).

Enfin, je tiens à souligner que mes services entretiennent des échanges réguliers et constructifs avec l'Ombudsman et ses collaborateurs. En termes de réclamations ayant trait à la procédure d'inscription au Registre des titres, section de l'enseignement supérieur, il y a lieu de signaler que celles-ci visent en grande partie des décisions de refus d'inscription de titres français inscrits au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Or, la seule inscription au RNCP n'emporte aucunement la preuve que le titre en question a été délivré en correspondance aux lois et règlements régissant l'enseignement supérieur en France, ce caractère étant de fait réservé aux diplômes nationaux ou aux diplômes visés par le Ministère de l'Enseignement supérieur français. Cette interprétation a d'ailleurs été confirmée par une jurisprudence abondante¹¹. Le

nombre de réclamations résulte donc principalement de l'architecture peu transparente de l'organisation de l'enseignement supérieur en France et non pas d'un quelconque manquement du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

.....

Contrôles aux frontières allemandes pendant le Championnat d'Europe de football | Question 0792 (27/05/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

D'däitsch Inneministes huet an engem Interview mat der Tagesschau den 26. Mee gesot, et misst een zousätzlech Sécherheitsmesuren am Kader vun der Fussball-EM an Däitschland huelen, déi de 14. Juni ueegt. An de „kommenden Deeg“ sollten dës Mesuren a Kraaft trieden, sot d'Ministesch Faeser, an datt si ab Juni d'Grenzen insgesamt wäert zomache loossen – och a Richtung Westen. Esou Grenzkontrolle kéinten d'Grenzgänger op der däitscher an der lëtzebuergescher Säit vill Zäit kaschten. An enger Äntwert op d'Fro N° 0567 huet den Inneminister schon éischt Erklärung ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Bis ewell ass de Message zu de Grenzkontrollen nach net an der breeder Populatioun ukomm. Plangt d'Regierung, d'Frontalieren an d'Residenten nach iwwert dës ugekënnegt Kontrollen ze informéieren? Wéi wäert d'Regierung d'Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, iwwert dës Kontrollen oplären?
2. „La police allemande devrait procéder entre autres à des contrôles proactifs aux frontières avec le Luxembourg.“ Wat fir Kontrolle si genau vun Däitschland bis ewell ugekënnegt ginn?
3. An der Äntwert op d'Fro N° 0567 seet den Inneminister, datt d'Kontrollen op den Zäitraum vun der EM begrenzt wieren (14.6. bis 14.7.). An däitsche Medie gëtt d'Ministesch awer un, datt d'Kontrolle scho sollen „ab Juni“ starten, domat ass wuel éichter den 1. Juni gemengt. Huet sech hei eppes geännert oder waren d'Angaben aus der Äntwert hei net korrekt?
4. An engem Pressecommuniqué vum Inneministère kann ee liesen: „le ministre a plaidé pour une mise en œuvre mesurée, ceci également dans l'intérêt des travailleurs frontaliers“. Wat fir eng Léisungen huet de Minister hei konkret virgeschloen? Wat huet d'Inneministes an deem Sënn versprach respektiv wat ass nom Gespréich zréckbehale ginn?

Réponse (25/06/2024) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures

ad 1. Opgrond vum Artikel 27 vum Schengener Grenzkodex huet déi däitsch Inneministes an engem Bréif vum 8. Mee 2024 un d'Inneminister vun der EU a vun de Schengen-Vertragsstaate matgedeelt, dass temporär Bannegrenzkontrollen tëscht dem 7. Juni an dem 19. Juli 2024 stattfanne wäerten, dëst am Kader vun der UEFA EURO 2024. Sollt et zu Verkéiersproblemer kommen, géifen d'Pendler iwwert d'Medien doriwwer informéiert ginn, fir hir Dispositionne kënnen ze huelen.

ad 2. Laut dem uewe genannte Bréif vum 8. Mee 2024 géifen déi temporär Bannegrenzkontrollen net duerchgehend an net flächendeckend stattfannen, mee zäitlech an ertlech flexibel duerchgefouert ginn.

ad 3. Den Zäitraum vun 14. Juni bis de 14. Juli bezitt sech op den Zäitraum vun der Fussball-Europameeschterschaft an Däitschland. Zum Zäitpunkt vun der leschter parlamentarescher Fro N° 0567 vum 3. Abrëll 2024 war dee genauen Zäitraum vun de

¹¹ Par exemple : décision du tribunal administratif du 28 mars 2023, n° de rôle 45.895 ; décision du tribunal administratif du 4 octobre 2022, n° de rôle 45.522 et décision du tribunal administratif du 4 octobre 2022, n° de rôle 45.523 ; décision du tribunal administratif du 20 juin 2017, n° de rôle 38.372, et arrêt de la Cour administrative du 27 février 2018, n° de rôle 39.954C.

Grenzkontrollen nach net bekannt. Dëse gouf réischt duerch de Brëif vum 8. Mee bekannt, an deem déi däitsch Inneministesch präziséiert, dass d'Kontrollen op de 7. Juni bis den 19. Juli 2024 festgeluecht ginn.

ad 4. Op enger bilateraler Entrevue zu Berlin den 22. Mee 2024 hunn ech déi däitsch Inneministesch un d'Pandemie-Zäit erënnert, während där d'Covid-Kontrollen op de Grenzen zu massive Verkéiersproblemer gefouert hunn an ee groussen Impakt op d'Pendler an op d'Zesummeliewen an der Groussregioun haten.

Ech hunn der Ministesch d'Ënnerstëtzung vun der Police grand-ducale ugebueden, wéi och d'Zeréckgräifen op de „Centre de coopération policière et douanière“ fir den Informatiounsautausch ze verbesseren. D'Madamm Faeser huet deemools präziséiert, dass et sech ëm sporadesch Kontrolle wäert handelen, déi innerorts an Däitschland wäerte stattfannen. Trotzdem kouw et zu Verkéiersproblemer. Et ass mir erkläert ginn, dass déi däitsch Polizisten keng fix Equippen hunn, mee Polizisten aus ganz Däitschland asetzen, déi andscheinend net forcement déi lescht Informatiounen haten.

En marge vum Conseil JAI vum 13. Juni 2024 zu Lëtzebuerg hunn ech déi däitsch Inneministesch nach eng Kéier op den Impakt vun de Bannegrenzkontrollen opmierksam gemaach.

Den 19. Juni 2024 hat ech e weidert Telefongespréich mat der Madamm Faeser. Parallell dozou sinn och den 19. Juni d'Policedirektioun vu Lëtzebuerg an d'Bundespolizeidirektion vu Koblenz zesummekomm an hu Mesurë festgehalen, fir de Verkéiersfloss, mee och d'Sécherheet am Kader vun der Fussball-EM ze garantéieren. Dohier hunn ech ee Communiqué de presse den 19. Juni 2024 erausgeschéckt, deem dësער Äntwert annexéiert ass.

Convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg | Question 0793 (27/05/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Selon plusieurs articles dans les médias allemands, le Ministère des Finances allemand aurait émis un décret selon lequel les allemands qui travaillent à l'étranger mais qui gardent une adresse en Allemagne et qui continueraient à participer à la vie de société allemande seraient imposables en Allemagne. Ce décret irait à l'encontre de la pratique selon laquelle le travail est imposé dans le pays où il est presté et remettrait en cause la convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg. En outre, cette mesure entraînerait une situation de double imposition pour tous les frontaliers allemands et causerait un défi à toutes les entreprises qui emploient des expatriés allemands.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant de cette décision de la part des autorités allemandes ?

– Dans l'affirmative, comment entend-il réagir ?

– Quelles conséquences une telle décision aurait-elle sur la convention de non double imposition entre l'Allemagne et le Luxembourg ?

Réponse (24/06/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à des articles parus dans la presse allemande au sujet d'un décret émis par le Ministère des Finances allemand « selon lequel les allemands qui travaillent à l'étranger mais qui gardent une adresse en Allemagne et qui continueraient à participer à la

vie de société allemande seraient imposables en Allemagne ».

Il semblerait que l'honorable Député viserait une circulaire du Ministère des Finances allemand (BMF Schreiben) du 12 décembre 2023 adressée aux autorités financières des Länder et intitulée « Steuerliche Behandlung des Arbeitslohns nach den Doppelbesteuerungsabkommen ». Plus d'informations peuvent être trouvées ici : Steuerliche Behandlung des Arbeitslohns nach den Doppelbesteuerungsabkommen (bundesfinanzministerium.de).

Il n'appartient bien évidemment pas au ministère d'interpréter une circulaire émise par une autorité étrangère.

Il est toutefois utile de rappeler que le but premier de toute convention de non double imposition consiste à éviter des situations de double imposition en prévoyant des règles de répartition des pouvoirs d'imposition entre deux États. Tel est également le cas pour la convention du 23 avril 2012 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne, modifiée en dernier lieu par un avenant du 6 juillet 2023.

À cet égard, il y a lieu de préciser que la convention précitée institue en son article 24 une procédure amiable aux fins de trouver des solutions à des situations de double imposition. À ce jour, l'Administration des contributions directes n'a pas encore été saisie par des contribuables quant à l'application de la circulaire susmentionnée.

Nouvelle politique de la banque ING | Question 0794 (27/05/2024) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

Ces derniers jours, plusieurs clients de la banque ING ont reçu la nouvelle inattendue de la clôture de leur compte bancaire. Les personnes concernées n'ont désormais plus que deux mois pour déposer leurs avoirs dans une autre banque. Comme de nombreux clients sont concernés par cette vague de résiliations, ceci a aussi un impact sur le temps d'attente pour l'ouverture de nouveaux comptes. Toutefois, le 3^e paragraphe de l'article 16 de la directive 2014/92/UE du 23 juillet 2014 prévoit que :

« Les États membres veillent à ce que les établissements de crédit qui proposent des comptes de paiement assortis de prestations de base ouvrent un compte de paiement assorti de prestations de base ou rejettent une demande d'ouverture d'un tel compte présentée par un consommateur, dans les deux cas sans délai indu et au plus tard dans les dix jours ouvrables à compter de la réception d'une demande complète. »

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est l'observation et la position de la Commission de surveillance du secteur financier sur cette pratique ?

2) Quelle est la position du Gouvernement ?

3) Le Gouvernement prévoit-il de réagir en vue d'une meilleure protection des clients ?

Réponse (03/06/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) La CSSF n'interfère pas dans les politiques commerciales des banques qu'elle supervise, seule ou ensemble avec la Banque centrale européenne. Ceci étant, elle suit ce dossier de près, notamment sous l'angle de l'obligation du banquier d'agir dans l'intérêt du client et d'offrir aux clients un traitement

équitable. Il est loisible à une banque de mettre fin à une relation d'affaires, conformément aux conditions générales de la banque. La banque doit cependant laisser un temps suffisant aux clients d'ouvrir un nouveau compte auprès d'un autre établissement. Elle doit aussi communiquer clairement à ce sujet.

ad 2) et 3) Au cours d'un entretien avec le CEO d'ING Luxembourg SA (ING), l'importance d'une communication claire envers les clients et de leur trouver des solutions appropriées a été soulignée. Il n'appartient évidemment pas au Gouvernement de commenter la politique commerciale d'un établissement financier.

Dès le lendemain, ING a publié un communiqué détaillé, ainsi qu'un « FAQ Résiliation de comptes » pour répondre aux interrogations des clients et du public. Ce dernier précise désormais que « Nous vous garantissons que vos comptes resteront accessibles et que vos services bancaires seront garantis jusqu'à ce que le transfert vers une autre banque ait été effectué. » Par ailleurs, l'ABBL a communiqué sur le sujet, en affirmant la volonté des autres banques de détail de la place de contribuer à trouver dans les meilleurs délais des solutions pour les clients concernés.

En ce qui concerne plus particulièrement les comptes de paiement, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale (ci-après le « client » ou « consommateur ») pourra bénéficier des dispositions de la loi du 13 juin 2017 qui organise la mobilité bancaire des consommateurs en rapport avec ces comptes et oblige tout prestataire de services de paiement de proposer un service de changement de compte au consommateur qui ouvre un compte de paiement auprès d'un autre prestataire de services de paiement également situé au Luxembourg. Cela permettra dès lors au client de bénéficier de l'assistance de son nouveau prestataire de services de paiement, notamment en matière de suivi des virements, ordres permanents et mandats de domiciliation exécutés jusque-là par son ancien prestataire de services de paiement.

Il est à noter dans ce contexte qu'au cas où un consommateur se voit refuser l'ouverture d'un compte de paiement, il doit être informé par l'établissement concerné de la procédure à suivre pour contester le refus, de son droit de saisir la CSSF et des coordonnées utiles. En cas de rejet d'une demande d'ouverture d'un compte de paiement de base, l'établissement concerné doit immédiatement informer le demandeur du refus et du motif précis de ce refus. Un consommateur peut également faire appel à la CSSF notamment s'il estime que son compte de paiement assorti de prestations de base a été résilié de manière injustifiée par l'établissement concerné.

Financement transitoire du Science Center | Question 0795 (28/05/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

An der rezenter Vergaangenheet waren Irregularitéiten beim Luxembourg Science Center (LSC), souwuel an der Gouvernance wéi beim Ëmgank mat öffentleche Suen, direkt e puermol Géigegand vun Artikelen an der Press an och vu parlamentaresche Froen.

Am Abrëll 2023 huet de Bildungsministère d'Konvention mam LSC gekënnegt. Den 11. Abrëll 2023 huet den Här Minister op eng parlamentaresch Fro ënnert anerem dëst geäntwert: „Aus dësem Grund huet den Educationsministère de Membere vum Verwaltungsrout vum LSC den 10. September 2022 matgedeelt, datt eng weider Zesummenaarbecht nëmmen ënnert follgende Konditioune méiglech wier:

– Keen Interessekonflikt méi um Niveau vum President vum Verwaltungsrot;
– Opléise vun de Relatiounen tëscht dem Science Center an der Societéit, déi dem President vum Verwaltungsrot gehéiert;
– Kloerstellen, datt d'Propriétés intellectuelles vun de Konzepter a Statiounen beim Science Center leien;
– Presenz vum Staat an der Gouvernance-Struktur vum Science Center.“

Fir déi néideg Ännerungen ze begleeden an zum Ofschloss ze bréngen, krut den LSC eng Iwwergangskonvention bis Abrëll 2024. Laut engem Presseartikel aus dem Mäerz 2024 gouf dës Finanzement an der Tëschenzäit verlängert, well den LSC net fäeg oder net gewëllt war, den ursprénglechen Zäitplang anzehalen. Déi verlängert Konvention wäert eisen Informatiounen no Mëtt Juni auslafen. An dem selwechte Presseartikel aus dem Mäerz 2024 ass och ze liesen, dass den LSC zu deem Zäitpunkt nach keng vun den uewe genannte grondsätzleche Fuerderunge vum Ministère erfëllt hat.

Am Kader vun enger Froestonn an der Chamber huet den Här Minister Ufank Mäerz gesot, dass de Ministère zum Schluss komm wier, dass d'Ëmsetzung vun de Fuerderunge méi Zäit an Usproch wäert huelen, wéi ursprénglech geduecht. Dofir wier de Minister bereet gewiescht, d'Iwwergangskonvention „kuerzzäiteg“ ze verlängeren, bis en Audit virläit, deen op d'Finanzementer an d'Leeschtungen, déi op staatelecher Säit nach sollten honoréiert ginn, an d'Ëmsetzung vun de scho genannten Ännerungen ageet.

An deem Kontext erlabe ech mer et, folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugendstellen:

1. Ass dee vum Här Minister am Mäerz an der Chamber ernimmten Audit mëttlerweil ofgeschloss? Wa jo, wat sinn d'Hauptconclusionen dovunner?

2. Goufen déi véier uewe genannte Fuerderunge mëttlerweil vum LSC erfëllt? Wann net, op wéi enge Punkte gëtt et schonn en definitiven Accord tëscht dem Ministère an dem LSC?

3. Wäert eng weider Verlängerung vun der Iwwergangsfinaanzéierung vum LSC néideg ginn? Wa jo, wat sinn d'Grënn hefir?

4. Bis wéini wäert d'Situatioun beim LSC regulariséiert sinn? Wéi wäit sinn d'Aarbechten un enger neier, laangfristeger Konvention mam LSC fortgeschratt?

Réponse (02/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Audit ass nach net komplett ofgeschloss. Zu deemem Moment läit ee Rapport d'audit provisoire vir, deen de Verwaltungsrot vun der Luxembourg Science Center (LSC) ASBL elo ka kommentéieren. Eréischt no deem Schrëtt kann een déi definitiv Konclusionen aus deem Audit zéien. De Rapport définitif wäert awer bis de 4. Juli 2024 un den Educatiounsministère an an d'LSC ASBL verschéckt ginn.

ad 2. An engem Brëif vum 18. Juni 2024 huet den Educatiounsministère de Verwaltungsrot gefrot, fir eng formell Positioun ze kréien, wou ee mat der Ëmsetzung vun Protocole d'entente drun ass. Op dës Brëif ass nach keng Äntwert zeréckkomm. Am Groupe de suivi, deen d'Ëmsetzung vun Protocole d'entente begleet, gëtt den Educatiounsministère awer reegelméisseg doriwwer informéiert, wéi d'LSC ASBL d'Fuerderunge vum Staat ëmsetzt. An deemem Grupp ass den Educatiounsministère driwwer a Kenntnis gesat ginn, datt d'LSC ASBL Ufank Juli 2024 eng Generalversammlung virgesinn huet, wou d'Ëmsetzung vun de verschiddenen Elementer aus dem Protocole d'entente decidéiert soll ginn.

ad 3. Nee, et wäert keng Iwwergangsfinaanzéierung méi ginn. Zil ass et, datt d'Fuerderungen aus dem Protocole d'entente mussen erfëllt sinn, fir doropshin eng durabel Konvention mam LSC ze hunn.

ad 4. Wann d'Elementer aus dem Protocole d'entente vun LSC ëmgesat sinn, wäert den Educatiounsministère dem LSC eng nei Konvention proposéieren, déi dann ab dem 18. Juli gëllt. Bis dohi muss de Protocole d'entente ëmgesat sinn.

.....
Police et personnes LGBTIQ+ | Question 0796
(28/05/2024) de **M. Meris Sehovic | Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

D'Rechter an de Schutz vun LGBTIQ+-Persounen si fir eng inklusiv a gerecht Gesellschaft vun zentraler Bedeitung. Trotz grouse gesellschaftlechen a rechtliche Fortschreitter si queer Mënschen nach ëmmer reegelméisseg an hirem Alldag Diskriminéierung ausgesat. Dëst war och d'Resultat vun enger rezenter Ëmfro vun der EU-Agence fir Grundrechter un där 100.000 queer Mënschen aus der EU deelgeholl hunn an erauskoum ass, datt Diskriminéierung a Gewalt opgrond vun der sexueller, romantischer an/oder geschlechtlecher Identitéit an de leschte Joren souguer zougeholl hunn. Et ass dofir essenziell, datt virun allem staatelech Institutionen an d'Police eng Virreiderroll spillen, wann et ëm d'Bekämpfung vu Queerfeindlechkeet an ëm d'Ënnerstëtzung vun der LGBTIQ+ Communautéit geet. Besonnesch d'Police kann duerch hir Ëffentlechkeetsaarbecht, Aus- a Weiderbildungen esou wéi hirem strukturellen Engagement wichteg Zeeche setzen a Vertrauen opbauen.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit an dem Här Innenminister folgend Froen stellen:

1. Wéi eng Moosnamen, Initiativen a Mechanisme ginn et aktuell bei der Police, fir LGBTIQ+ Persounen e bessere Schutz an e méi séchert Ëmfeld ze schafen? Wéi eng Schrëtt si geplangt, fir d'Rechter vu queere Persounen am polizeileche Kontext besser ze schützen an ze fërderen?

2. Wéi steet d'Regierung zu der Schafung vun engem nationalen Netzwierk fir queer Polizist:innen an ass ugeduecht, datt Lëtzebuerg eng Memberschaf bei der europäescher Daachorganisatioun fir queer Polizist:innen (EGPA) freet?

3. Ginn et Kooperatiounen a Partnerschaften tëscht der Police an LGBTIQ+-Organisatiounen, fir den Austausch an d'Zesammenaarbecht ze fërderen? Wa jo, wéi gesinn dës aus?

4. Ass ugeduecht eng zentral Ulafstell fir queer Mënschen bei der Police, ewéi dëst schonn an anere Länner de Fall ass, an d'Liewen ze ruffen?

5. Ginn et spezifesche Aus- a Weiderbildungsprogrammer fir Polizist:inne wat d'Sensibiliséierung an d'Rechter vun LGBTIQ+ Persounen ubelaangt? Wa jo, wéi oft ginn dës organiséiert a sinn dës obligatoresch oder op fräiwëlleger Basis?

6. Wéi eng Moyenen an Instrumenter gëtt sech d'Police aktuell fir statistesch Donnéeën, am Bezuch op Diskriminéierungs- a Gewaltfäll opgrond vu sexueller Orientéierung an der Geschlechtsidentitéit vu Persounen, ze erhiewen?

Réponse (28/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) ass zënter November 2023 ënnert anerem

zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick fir d'Gläichstellung vun den LGBTIQ+-Mënschen.

Den éischten nationalen Aktiounsplang, fir d'Rechter vun den LGBTIQ+-Mënschen ze stäerken, gouf 2018 an Zesammenaarbecht mat der Zivilgesellschaft an den nationale Mënscherechtsinstitutionen ausgeschafft. Iwwert dee Wee engagéiert d'Regierung sech, mat hire Partner aus der Zivilgesellschaft, am Kampf géint Diskriminatiounen, Haassverbrechen an Haassrieden a setzt sech a fir d'Stärkung vun de Rechter vun LGBTIQ+-Mënschen: datt och si, am Beruff, an hirem Alldag, an hire Familien e Liewen ouni Diskriminatiounen a Gewalt liewe kënnen.

De Regierungsaccord gesäit vir, dass dës Plang iwwerschaaft an ugepasst gëtt, fir de rezenten Entwécklung Rechnung ze droen. An deemem Kontext gouf am Abrëll den interministeriellen LGBTIQ+-Comité reforméiert, duerch eng Erweiderung vun de Memberen an dem Mandat. De Ministère, deen zoustänneg ass fir d'Police, war vun Ufank u Member an deem Comité a wäert dat och bleiwen. Dës Comité erméiglecht en Echange tëscht de verschiddene ministeriellen Departementer zu deemessentielle gesellschaftspolitesche Sujet.

De MEGA schafft doriwwer eraus och un der Ausaarbechtung vun engem nationalen Aktiounsplang fir geschlechtsbaséiert Gewalt, deen sech u Mënschen an all hirer Diversitéit riicht. Fir der Diversitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung ze droen, huet de MEGA e ganz largë Consultatiounsprozess lancéiert an huet an deem Kontext och all LGBTIQ+-Organisatiounen un der Ausaarbechtung vun deem Plang associéiert.

Dës Plang soll net nëmmen den Dispositif fir d'Prise en charge vun Affer vu geschlechtsbaséierter Gewalt stäerken, grad esou wéi d'Preventiounsaarbecht, mee erlaabt le cas échéant och Daten ze sammeln iwwert déi verschidde Gewaltformen, y compris opgrond vu sexueller Orientéierung an Genderidentitéit. Zweek Projeten, déi zur Stärkung vun de Rechter an dem Schutz vun LGBTIQ+-Persounen bäidroen wäerten.

Den Artikel 3 vun der Charte des valeurs vun der Police beseet: „La Police grand-ducale s'acquitte de ses missions dans le respect des libertés et des droits fondamentaux de la personne reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme, la Constitution, les conventions internationales et les lois.“ Den Deontologiekodex vun der Police gesäit vir, dass d'Membere vun der Police sech un d'Grundprinzipie vun de Mënscherechter halen. Keng Form vun Diskriminatioun gëtt dohier toleréiert, weeder am Corps, nach dem Bierger géintiwier.

Viru kuerzem gouf eng offiziell Demande un d'Police gestallt, fir bei der „European LGBT Police Association“ (EGPA) vertrauden ze sinn. Ee Fonctionnaire aus dem Policekader huet sech gemellt, fir als LGBTIQ+-Officier de liaison ze fungéieren. Den EGPA ënnerstëtzt Polizisten aus der LGBTIQ+-Zeen aus ganz Europa. Donieft schafft d'Associatioun enk mat Europol a Frontex zesummen.

De Service „Santé et bien-être au travail“ (SBET), deem seng Equipe sech deelweis aus Psychologen zesummesetzt, ass d'Ulafstell fir all Member vun der Police bei Froen oder Problemer, déi déi mental Gesondheet beaflosse kéinten, och a Bezuch op Diversitéit. Dës Service huet virun allem d'Missioun, déi betraffe Leit ze beroden, ze ënnerstëtzen an ze guidéieren, eng gesond Gestiou bannent der Police ze fërderen, Verbesserungen a puncto Liewensqualitéit op der Aarbecht ze proposéieren, Formatiounen ze animéieren a Präventiounsprogramm fir psychosozial Risiken ze entwéckelen an ëmzesetzen a Präventiounscampagnen zu verschiddenen Theemen

op d'Been ze stellen, besonnesch och iwwert d'Diversitéit.

De Konzept vun engem Pool vun Diversitéitsdelegierten, och am Beräich LGBTQ+, gëtt am Moment an der Police studéiert, fir Sensibiliséierungs-, Trainings-, Berodungs- a Representatiounsmissiounen unzëbilden.

Zënter 2022 offrëiert d'EGPA e Cours an der Police-schoul, dëst am Kader vun enger Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne iwwer d'LGBTQ-Gemeinschaft. An deene Cours gëtt d'Associatioun presentéiert, d'Diversitéit als Outil vun der Police virgestallt, Erklärungen vum Begrëff LGBTQ virgedroe souwéi d'Etude vu reelle Fäll gemaach. Dëse Cours ass en integralen Deel vun der Basisausbildung fir zukünfteg Polizisten.

Fir d'Formation continue gëtt den Ament e Formatiounsprojet iwwer d'Diskriminéierung entwéckelt. Dës Formatioun gëtt an zesummenaarbecht mam SBET, dem Centre pour l'égalité de traitement, dem Parquet, der Inspection générale de la police souwéi der nationaler LGBTQ+-Associatioun „Rosa Lëtzebuerg“ entwéckelt an erstreckt sech iwwer e puer Sessiounen mat verschiddene Léiermethoden.

2023, am Kader vum Welttag vun der mentaler Gesondheet, huet den SBET eng, fir all Polizisten zougänglech, intern Campagne iwwer d'Diskriminatioun besonnesch géint Leit aus der LGBTQ+-Communautéit an hir direkt an indirekt Auswierkungen op d'mental Gesondheet lancéiert.

D'Programmierung vun den Datebanke vu der Police erlaabt keng spezifesche Erfassung an Extraktioun vun Statistiken opgrond vu sexueller Orientéierung an/oder Geschlechtsidentitéit.

Fusions bancaires en Europe | Question 0798 (28/05/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon un article dans la presse internationale, le Président de la République française se dit favorable à l'émergence d'acteurs bancaires de taille mondiale en Europe.

Cela passerait par la création d'un marché unique de capitaux, comme proposé dans le Rapport Letta sur l'avenir du marché unique européen, mais aussi par la fusion d'institutions financières afin de faire émerger des institutions paneuropéennes capables de rivaliser avec les grands acteurs américains. Dans ce contexte, une révision des règles prudentielles s'imposerait, concernant le malus imposé aux acteurs qui souhaitent s'agrandir et aussi l'exigence de fonds propres imposée aux banques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Premier ministre :

- 1) Quelle est la position du Gouvernement concernant la fusion d'institutions financières européennes afin de faire émerger des acteurs bancaires de taille mondiale en Europe ?
- 2) Dans ce contexte, le Gouvernement est-il favorable à une révision des règles prudentielles pour les banques européennes et si oui, quels devraient selon le Gouvernement être les axes principaux de cette révision ?
- 3) Quel serait selon le Gouvernement l'impact d'une politique favorisant les fusions bancaires au niveau européen sur la place financière et bancaire luxembourgeoise ? Selon le Gouvernement, quel rôle devrait jouer la Place luxembourgeoise dans la création de tels acteurs bancaires de taille mondiale

en Europe ? Dans ce contexte, quelles sont le cas échéant les mesures concrètes que le Gouvernement envisage à mettre en œuvre ?

Réponse (01/07/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Luc Frieden, Premier ministre

L'honorable Députée fait référence dans sa question parlementaire à la position du Gouvernement en relation avec l'émergence d'acteurs bancaires de taille mondiale en Europe.

Les questions soulevées par l'honorable Députée doivent être appréhendées sous l'angle du droit de l'Union européenne. Le règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises vise à encadrer les opérations de concentration entre entreprises qui sont de dimension communautaire. Celles-ci doivent s'effectuer sans fausser la concurrence dans le marché intérieur et dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre. La Commission européenne ayant compétence exclusive pour appliquer ce règlement, il n'appartient pas au Gouvernement de se positionner quant aux critères d'appréciation à prendre en compte pour déterminer dans quelle mesure de telles opérations sont susceptibles d'être compatibles avec le marché commun.

S'agissant du cadre prudentiel applicable aux établissements bancaires, le Gouvernement attache une importance particulière au maintien d'un cadre réglementaire robuste visant à sauvegarder la stabilité financière et la protection des déposants. La réglementation bancaire européenne suit par ailleurs étroitement les standards internationaux arrêtés par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, y compris en ce qui concerne les établissements de crédit dont l'importance au niveau international est telle que leur défaillance non ordonnée pourrait nuire à la stabilité financière.

Toute revue future des règles prudentielles européennes, y compris une éventuelle revue visant à faciliter les fusions d'institutions financières, devrait être de nature à ne remettre en cause ni la stabilité financière ni la protection des déposants.

Le Luxembourg dispose d'un secteur bancaire large et diversifié, dans lequel une partie significative des grands groupes bancaires européens et globaux sont représentés. Le paysage bancaire national est dès lors par définition affecté par des fusions bancaires au niveau européen. Tel a d'ailleurs également été le cas durant les dernières décennies.

Il est dans l'intérêt du Luxembourg de disposer d'un secteur bancaire solide et diversifié. Les crises des dernières années ont montré que des banques fortes à ancrage local sont un élément stabilisateur pour l'économie nationale.

Reconnaissance de l'État de Palestine | Question 0799 (28/05/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

À l'occasion de la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères du 27 mai, Monsieur le Ministre a accordé, comme il est de coutume, des interviews « doorstep » à la presse internationale. À une question concernant la position du Gouvernement luxembourgeois relative à une éventuelle reconnaissance d'un État de Palestine, Monsieur le Ministre a fait la déclaration suivante (je cite) :

« I would like to have impact. So, I know that there are some countries, not only in Europe, but also in Asia, also maybe in South- or Latin-America. If we are able to have a movement of eight, nine, ten, twelve

countries doing something. This would show that it is not a European decision on Palestine. But it would be an international decision on Palestine. But it would be an international decision. And this could have more impact. So, I prefer to wait a bit more. We will do it. We will do it, because Palestine has a right to be recognized. But it's just, I think, the best moment would ... and it's not the conditions of having ten or fifteen, but to have something international would be ... Maybe also Israelis will realise that it's not only one or two European countries. But it's the world. »

Si je comprends correctement la stratégie de Monsieur le Ministre, il s'agirait d'attendre qu'un certain nombre d'États d'Amérique du Sud, d'Amérique latine et d'Asie reconnaissent l'État de Palestine afin de donner une dimension internationale et non pas seulement européenne à cette dynamique de reconnaissance.

Toutefois, je m'interroge sur la pertinence de cette stratégie étant donné que d'un point de vue international, ce sont justement les États qui n'ont pas encore reconnu l'État palestinien qui se trouvent isolés, dont un bon nombre d'États européens.

En dehors de l'Europe, seuls 24 États, dont 10 États insulaires du Pacifique (Fiji, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Palau, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu) n'ont pas encore reconnu la Palestine.

Hormis ces puissances océaniques, dont également l'Australie et la Nouvelle-Zélande, voici les 14 autres États non européens :

- Amérique du Nord (et latine) : États-Unis, Canada, Mexique, Panama
- Amérique du Sud : aucun
- Afrique : Cameroun, Érythrée
- Asie : Israël, Japon, Myanmar, Singapour, Corée du Sud, Arménie

Étant donné le nombre particulièrement réduit d'États non européens qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine, il me semble difficile d'envisager une dynamique internationale telle que Monsieur le Ministre se l'imagine, étant donné qu'elle a déjà eu lieu mais sans le concours de la plupart des États européens, dont le Luxembourg.

Je voudrais néanmoins poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

- 1) Lorsque Monsieur le Ministre explique vouloir attendre que des États d'Amérique du Sud et d'Amérique latine reconnaissent l'État de Palestine, s'agit-il du Mexique et du Panama ?
- 2) Concernant les États asiatiques, s'agit-il des six États mentionnés ci-dessus ?
- 3) Monsieur le Ministre attend-il le ralliement des 10 États insulaires du Pacifique afin d'enclencher cette dynamique internationale ?
- 4) À quels autres États extra-européens Monsieur le Ministre pense-t-il ?
- 5) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas, a contrario, que les seuls États qui pourraient définitivement donner une envergure internationale à la reconnaissance de l'État de Palestine sont à chercher parmi les quelques États européens retardataires, dont le Luxembourg ?

Réponse (28/06/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Comme l'a expliqué Monsieur le Ministre notamment lors du débat public connexe de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés en date du 26 juin 2024, le Luxembourg cherche actuellement à obtenir un soutien pour la reconnaissance de la



Palestine en tant qu'État non seulement en Europe, mais aussi dans des régions telles que l'Asie, le Pacifique et l'Amérique latine, dans le but de rassembler une deuxième vague de reconnaissance qui ne serait pas perçue comme exclusivement européenne, mais comme un effort international. En Amérique latine, nous parlons en effet du Panama. Le Mexique a déjà reconnu l'État de Palestine.

ad 2) En Asie, il s'agit principalement du Japon, du Singapour et de la Corée du Sud, avec lesquels le Ministère des Affaires étrangères a pris contact et dont le soutien serait précieux.

ad 3) Le soutien de tout autre pays est précieux et ne doit pas être négligé. L'ambition n'est pas de réunir sans exception tous les États qui n'ont pas encore reconnu la Palestine en tant qu'État, mais de réunir un groupe conséquent et diversifié. Le Luxembourg consulte en priorité les États qui ont voté en faveur de l'adhésion de la Palestine aux Nations Unies le 10 mai à l'Assemblée générale des Nations Unies. Les États insulaires du Pacifique se sont largement abstenus.

ad 4) L'Australie et la Nouvelle-Zélande font également partie des États qui ont été consultés.

ad 5) Il est indéniable que le soutien des pays européens reste tout aussi crucial. Voilà pourquoi le Gouvernement luxembourgeois est en contact étroit avec ses partenaires européens sur cette question. Cependant, réduire la question aux pays européens ne répondrait pas à l'aspiration à un effort international. Une telle initiative globale de reconnaissance représenterait une contribution significative à la paix et enverrait un signal fort en soutien à la solution à deux États au Moyen-Orient.

Affiliation auprès d'un organisme de la sécurité sociale de certains remplaçants auprès de l'éducation nationale | Question 0800 (28/05/2024) de **M. François Bausch** | **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Certain.e.s remplaçant.e.s auprès de l'éducation nationale cumulent des contrats à très courte durée, auprès de différentes communes, même endéans une journée, étant donné qu'ils/elles sont appelé.e.s à remplacer les titulaires de classe à court terme. Pendant la durée des contrats, les remplaçant.e.s sont affilié.e.s auprès de la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics.

Or, selon nos informations, les jeunes personnes qui vivent encore chez leurs parents et sont en principe coaffiliées auprès de ceux-ci sont tenues de refaire une demande de coassurance chaque fois que leur contrat de travail arrive à terme. Cette règle est cependant impraticable dans le cas de figure exposé ci-dessus. Selon les témoignages qui nous sont parvenus, les personnes en question se sont retrouvées sans couverture sociale entre leurs différents contrats. De plus, il est probable que toutes les personnes travaillant en tant que remplaçant.e et coaffiliées auprès de leurs parents ne sont pas nécessairement au courant de cette procédure et estiment à tort qu'elles sont automatiquement coaffiliées entre les différents contrats de travail.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations exposées ci-dessus ? Dans la négative, quelles pourraient être les raisons pour lesquelles les personnes en question se sont retrouvées sans affiliation ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'un certain degré d'automatisation de la coaffiliation serait utile afin de soutenir les jeunes personnes qui s'engagent en tant que remplaçant.e.s dans l'éducation nationale ?

3) Étant donné que ce sont souvent des jeunes personnes qui remplacent à l'école fondamentale, Monsieur le Ministre entend-il améliorer l'information aux candidat.e.s en ce qui concerne l'affiliation auprès de la sécurité sociale ? Dans l'affirmative, par quels moyens et à quelle échéance ?

Réponse (01/07/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Il est vrai qu'actuellement, la coassurance des personnes protégées de moins de 30 ans n'est pas rétablie automatiquement après la déclaration de fin de l'affiliation de l'employeur. Il incombe ainsi à la personne protégée de contacter la CNS afin de rétablir rétroactivement la coassurance. Une fois cette démarche accomplie, l'assuré bénéficie rétroactivement du droit aux prestations de soins de santé.

ad 2) Un projet concernant l'automatisation du rétablissement de la coassurance est sur le point d'être finalisé au sein de la CNS et devrait être opérationnel prochainement. Cette automatisation permettra le rétablissement automatique de la coassurance de sorte que la personne protégée, âgée de moins de 30 ans et résidant au Luxembourg, ne devra plus faire de démarche auprès de la CNS.

ad 3) Le traitement administratif des remplacements dans l'enseignement fondamental ayant été digitalisé en grande partie il y a quelques années, une refonte du système informatique sera envisagée dans un proche avenir. Dans le cadre de ce remaniement, les informations nécessaires pourraient être intégrées dans le système et par ce biais mises à disposition des agents concernés.

Enquête « Vieillir en bonne santé » | Question 0801 (28/05/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Fir d'Enquête „Vieillir en bonne santé“ goufen eng ganz Partie Persounen iwwer 50 Joer zu Lëtzebuerg gebieden, e Froebou auszufüllen an en Deel vun de Participanten huet och weider Tester, wéi z. B. e Richtest gemaach. D'Zil vun der Etude ass et, méi Informatiounen ze gewannen iwwer d'Risiken, fir neurodegenerativ Krankheeten ze entwéckelen. De Projet gouf organiséiert vum Centre national d'excellence pour la recherche sur la maladie de Parkinson (NCER-PD), an Zesummenaarbecht mat der Uni.lu an dem Luxembourg Institute of Health.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn un der Datenerhiewung deelgeholl?

2. Vill Persounen, déi un der Etude deelgeholl hunn, interesséieren sech fir d'Resultater, well si sech Suerge maachen, bei der Auswärtung kéint eng Opfälligkeit entdeckt ginn. Mat wéi engem Suivi kënnen d'Persounen, déi un der Etude deelgeholl hunn, rechnen?

– Wäerte si informéiert ginn, wann hir Tester Hiweiser op en erhéichte Risiko fir eng Erkrankung geliewert hunn?

– Wäerte si informéiert ginn, wann hir Tester keng Hiweiser op en erhéichte Risiko fir eng Erkrankung geliewert hunn?

3. Si weider Datenerhiewungsphase mat de Participante geplangt fir ze suivéieren, wéi hire Gesondheitszoustand an de kommende Joren evaluéiert?

Réponse (02/07/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Un der éischer Phas vun der Studie „Healthy Brain Ageing“ (HeBA), wat en Onlinequestionnaire war, hunn 10.187 Leit deelgeholl. Baséierend op den Äntwerte vun dësem Onlinequestionnaire kontaktéiert d'Studenteam aktuell en Deel vun de Participanten, fir hinnen e Gerochstest iwwer d'Post unzebidden. Dësen Test gëtt doheem duerchgefouert, an d'Participantë fëllen online Äntwerten op Froen iwwert verschidde Gerécher aus. Dës Studie gëtt parallel an Däitschland (Kassel), Éisträich (Innsbruck), a Spuenien (Barcelona) an zu Lëtzebuerg mam selwechte Questionnaire a Protokoll duerchgefouert. Eng Ënnergrupp vun de Participanten, déi warscheinlech entweeder en héijen oder en niddrege Risiko fir eng neurodegenerativ Erkrankung hunn, an déi de Gerochstest ofgeschloss hunn, ginn duerno fir detailléiert klinesch Ënnersichungen an d'Fuerschungsklinik invitéiert.

Souwuel Participantë mat, laut dem aktuelle Fuerschungsstand viraussichtlech, héijem wéi och mat niddregem Risiko ginn invitéiert, an d'Invitatioun u sech bedeit net onbedéngt, datt e verstärkte Risiko festgestallt gouf. All Participanten, deen un der Studie deelgeholl huet, gouf iwwert verschidde Weeër informéiert, datt een als Participant keng Informatiounen iwwert säin individuelle Risikostatus kritt.

Zesummegefaasst kann ee soen, dass d'Participanten net iwwert hiren individuelle Risikostatus fir d'Entwécklung vun der Parkinson-Krankheet oder aner neurodegenerativ Konditiounen informéiert ginn. Den Zweck vun der Studie ass net fir individuell virauszesoen, ween eng neurodegenerativ Krankheet entwéckele wäert, mee fir d'Bewäertung vu bekannte Risikofacturen fir verschidden neurodegenerativ Krankheeten an enger Grupp vu Leit ze optimiséieren. D'Studie déngt Fuerschungszwecker a soll e Risikobewertungssystem validéieren. Dohier kënnen d'Resultater net fir diagnostesch Zwecker benotzt ginn, an d'Deele vun de Resultater kéint zu Méssinterpretatiounen oder onnéideger Angscht bei de Participantë féieren.

Den HeBA-Konsortium diskutéiert aktiv iwwert d'Méiglechkeet, weider Phase vun Datenerhiewung duerchzuféieren, wann déi initial Analyse vun allen Daten (vun alle Participanten) versprochend Resultater liwweren an eng zousätzlech Finanzéierung fir dëst Fuerschungstheema geséichert ka ginn. D'HeBA-Studie gesäit vir, d'Participanten erëm ze kontaktéieren, natierlech nëmmen, wa se hir Zoustëmmung ginn hunn, fir un zousätzlechen Datenerhiewungen an der Zukunft deelzehuelen. D'Zil wier et, d'Ännerungen vun individuelle Risikofacturen mat der Zäit ze iwwerwaachen. D'Participantë goufen iwwert potenziell zukünfteg Noënnersichunge via den elektronischen Zoustëmmungsformulaire informéiert.

Passerelle GSO | Question 0802 (28/05/2024) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

De Pilotprojet vun der sougenannter „Passerelle“ an d'Erzërausbildung gëtt säit 2021 vun dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) an der École nationale pour adultes (ENAD) ugebueden. Si erlaabt Absolvent*inne vun enger Première GSO, direkt an d'Ofschlossjoer vun der

Erzëierausbildung eranzeklammen. Si kréie sou d'Méiglechkeet, mat engem zousätzleche Joer de selwechten Diplom ze kréien, fir deen déi aner Kandidat*innen dräi Joer an d'Schoul ginn.

En haut an der Press zitëierten Avis juridique kënt zum Schluss, dass de Pilotprojet net am Accord mam besteende gesetzleche Kader steet, an dass dofir ënnert Ëmstänn souguer d'Diplomer vun de Betreffene kéinte fir ongültig erkläert ginn.

An dësem Kontext erlaben ech mer, folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Wat ass dem Här Minister seng Aschätzung zu dem uewe genannten Avis juridique?
2. Respektéiert d'„Admission conditionnelle“ an d'Erzëierausbildung laut der Aschätzung vum Här Minister den Artikel 39 vum ofgeännerte Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën?
3. Wéi oft ass de Comité ministériel zesummekomm, deen an dësem Kontext virgesinn ass?
4. Gedenkt de Minister Rechtssécherheet ze schaffen, andeems hien d'Gesetz respektiv d'Reglementer upasst?

Réponse (25/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
ad 1., 2. a 4. Déi sougenannte Passerell vun der 1^{er} GSO op d'Éducateursausbildung ass am Schouljoer 2021/2022 eng éischte Kéier an zwou Schoulen ugebuede ginn, dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) an der École nationale pour adultes (ENAD). Si gëtt den Titulairé vun engem Diplôme de fin d'études secondaires générales vun der Sektiorioun vun de Sciences sociales d'Méiglechkeet, hir Studien am Ofschlossjoer vun der Erzëierausbildung weiderzeféieren.

Dës Mesure ass am Respekt vum Artikel 39 vum Lycéesgesetz (Loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) geschafe ginn, dee fir zwou Kategoriën vu Schüler eng Admission conditionnelle virgesäit:

- Schüler, déi am vieregte Schouljoer net op enger Klass ageschriwwen waren, déi en direkten Accès op déi viséiert Klass gëtt;
- Schüler, déi während dem Laf vum Schouljoer ageschriwwen ginn.

D'Schüler, déi déi uewe genannte Passerell an Usproch huelen, falen ënnert déi éischt Kategorie, déi vum Gesetz virgesinn ass. Ech deelen deemno net d'Conclusioun vum Avis juridique, op deen den honorabelen Deputéierten sech bezitt, a gesinn och keng Noutwendegkeet, d'Gesetz respektiv d'Reglementer unzepassen.

Zum bessere Verständnis sief hei nach eng Kéier de ganzen Artikel 39 zitëiert:

„L'admission conditionnelle concerne les élèves admis sur dossier par le directeur qui n'ont pas suivi l'année précédente la classe qui donne accès à la classe visée et les élèves inscrits en cours d'année. Le conseil de classe décide à la fin du trimestre ou à la fin du semestre au cours duquel l'inscription conditionnelle a eu lieu, sur base des résultats scolaires, si cette inscription est à confirmer à titre définitif ou si l'élève est orienté vers une autre classe.“

ad 3. Am Avis juridique, grad wéi an der Fro vum honorabelen Deputéierten, ass rieds vun enger Commissioun ministérielle respektiv engem Comité ministériel, „deem an dësem Kontext virgesinn ass“. Wéi d'LECTURE vum Artikel 39 weist, ass esou ee Comité vum Gesetz net virgesinn. Et ass de Conseil de classe, deen opgrond vun de schoulesche Resultater

vum Schüler decidéiert, ob d'Admission conditionnelle confirméiert gëtt oder net.

.....

Participation de l'État aux centres nationaux sportifs | Question 0804 (28/05/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut Aktivitéitsbericht vum Sportsministère sinn am Joer 2023 2.786.818 € als Participatioun vum Staat un de Fonctionnementskäschtchen vun den nationalen Zentren am Beräich vum Sport budgetiséiert ginn. 206.041 € sinn dovunner un déi verschidde Verbänn gaang, 2.580.777 € u verschidde Gemengen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Fro stellen:

1. Kann de Minister, op Basis vum engem Tableau, d'Evolutioun vun dësen Zuele säit dem Joer 2018 produzieren (opgeléicht pro nationalem Zenter)?
2. Wéi erkläert de Minister sech d'Evolutioun vun dësen Zuelen?
3. Op Basis vu wat fir Krittären oder Arrangementer gëtt dës Participatioun vum Staat, pro nationalem Zenter, gerechent?
Am Fall wou dëst per Konventioun gereegelt wär, vu wéini datéieren dës Konventiounen fir déi jeeeweileg Zentren?
4. An den Aktivitéitsberichter vun de Jore virdu waren nach de „Centre national d'aviation“ zu Näertreg, de „Centre national de Golf“ zu Eeselbuer an de „Centre régional omnisports“ an der Gemeng Parc Housen opgeléicht.
– Firwat sinn des Zentren net am Aktivitéitsbericht 2023 dran?
– Wéi vill war do, opgeléicht pro Zenter, d'Participatioun vum Staat säit dem Joer 2018 an op Basis vu wat fir enge Krittären?
5. Laut dem Aktivitéitsbericht vun 2020 war den éischten Decompte vum „Centre national de canoë kayak“ zu Dikrech fir ufanks 2021 ugeduecht. Och dësen nationalen Zenter ass am Aktivitéitsbericht vum Sportsministère am Joer 2023 net opgeléicht.
– Wéi erkläert sech de Minister dëst, obschonn et dësen Zenter scho säit 2018 gëtt?
– Wéi ass do d'Participatioun vum Staat säit 2018?

Réponse (01/07/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministère des Sports
ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)
ad 2. D'Progressioun vun den Ausgabe fir eis national Sportzentren erkläert sech duerch de Besoin vun deene verschidde Sportarten no ëmmer méi Trainingsméiglechkeeten.
ad 3. De Sportsministère bedeelegt sech mat maximal 70 %, oder engem Forfait, un de Fonctionnementskäschtchen respektiv der Locatioun vun Terraine vun den nationale Sportzentren. Dës finanziell Participatioun ass an enger Konventioun mat der jeeeweileger Gemeng oder dem jeeeweilege Verband gereegelt. D'Date vun der Ënnerschrëft vun deene verschidde Konventiounen befannen sech am Tableau zur Fro 1).
ad 4. Déi 3 genannten national Sportzentren sinn aus ënnerschiddleche Grënn net am Aktivitéitsbericht opgezielt. Wat de Centre national d'aviation ugeet, wor déi finanziell Participatioun iwwer en Arrêté ministériel am Ministère de la Mobilité et des Travaux publics gereegelt. Nodeems dësen Arrêté abrogéiert gëtt et, Stand haut, keng Basis fir eng finanziell Participatioun. D'Ausgabe fir de Sportkomplex zu Housen

sinn ënner dem 1. Punkt opgeléicht. A wat de Centre national de Golf ugeet, gëllt et ze betounen, dass déi finanziell Participatioun, bis dëst Joer, iwwer de Fonds d'équipement sportif national bezuelt gouf. Zënter 2024 leeft dëst och iwwer de Budget vun den nationale Sportzentren, sou datt dësen am nächsten Aktivitéitsbericht wäert opgeléicht sinn.

ad 5. D'Komplexitéit vum Dossier, duerch d'Bedeelegung vu ville staatlechen Instanzen, ass de Grond wisou de Centre national de canoë kayak Stand haut nach net konventionéiert ass an de Sportsministère d'Fonctionnementskäschtchen net kann iwwerhuelen.

.....

Fermeture de comptes privés auprès de banques luxembourgeoises | Question 0805 (28/05/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon des reports dans la presse nationale, la banque ING procède à la fermeture de comptes privés auprès de sa clientèle luxembourgeoise et ceci dans des délais très courts. De plus, d'autres banques auraient refusé de nouveaux clients dont les comptes ont été fermés auprès de la banque ING.

Notons que la réglementation luxembourgeoise prévoit que cinq établissements, dont la banque prémentionnée ne fait pas partie, doivent offrir des comptes de paiement de base aux clients.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Monsieur le Ministre a-t-il des informations sur d'éventuels refus par des banques luxembourgeoises de nouveaux clients dont les comptes auprès de la banque ING avaient été fermés ?
- 2) Afin de mieux protéger les consommateurs, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre envisage afin de garantir des délais raisonnables lors de la fermeture unilatérale de comptes bancaires par une banque ?
- 3) La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a-t-elle été saisie avec des réclamations de clients concernés ?

Réponse (03/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances

ad 1) La CSSF m'a confirmé ne pas avoir été contactée par des personnes qui se seraient plaintes de difficultés rencontrées pour ouvrir un compte auprès d'une nouvelle banque suite à la résiliation de leur compte par ING Luxembourg SA (ci-après « ING »).

ad 2) L'article 74, paragraphe (3) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement dispose que « [s]i le contrat-cadre le prévoit, le prestataire de services de paiement peut résilier un contrat-cadre conclu pour une durée indéterminée, moyennant un préavis d'au moins deux mois ».

De manière plus générale, les banques sont censées agir en tout temps de manière équitable et professionnelle conformément aux meilleurs intérêts de leurs clients. Elles sont notamment tenues d'avoir établi des processus et des procédures adéquats pour protéger ces intérêts et d'appliquer la diligence requise dans leurs communications avec les clients, en tenant compte des besoins des différents types de clients.

Ce principe exige que, quand il n'y a pas de raison de mettre fin à la relation de façon immédiate, les banques assurent des délais raisonnables pour la fermeture des comptes bancaires, en tenant compte des spécificités des clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises.

En particulier lors de la clôture d'un grand nombre de comptes bancaires en raison d'un changement de stratégie, la banque concernée devra démontrer à la CSSF qu'elle a mis en place une organisation appropriée pour garantir une fermeture ordonnée des comptes clients, avec une information adéquate et un traitement équitable des clients concernés.

ad 3) Suite à la récente vague de fermetures de comptes par ING, la CSSF a été contactée par une douzaine de personnes.

.....

Ventes en l'état futur d'achèvement | Question **0806** (28/05/2024) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Selon des reportages de presse récents, certains acquéreurs de biens immobiliers sous le régime des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) se voient confrontés à une situation désastreuse suite à la défaillance financière de diverses sociétés de construction. Ils se trouvent dans l'obligation de continuer le remboursement de leurs prêts bancaires, tout en étant confrontés à l'incertitude quant à la finalisation de leurs résidences.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7963, l'ancien Ministre du Logement Henri Kox avait expliqué que le Gouvernement entendait « analyser la législation existante et la pratique du marché dans la perspective d'ajuster au besoin la protection de l'acquéreur ».

Dans ce cadre, nous aimerions bien recevoir les réponses aux questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Est-ce que le Gouvernement vise toujours à adapter la législation concernant les ventes en l'état futur d'achèvement ? Le cas échéant, dans quels délais le Gouvernement entend-il soumettre un projet de loi y relatif ?

– Le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place des mesures d'assistance pour soutenir les acquéreurs concernés ?

Réponse (27/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

La situation de l'immobilier importe au Gouvernement. Dans ce contexte, l'accord de coalition 2023-2028 « Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken » prévoit que le Gouvernement analysera la législation en matière de Vente en l'état futur d'achèvement et adaptera, si nécessaire, le cadre actuellement en vigueur.¹² Ainsi, le Gouvernement entend initier une analyse de la pratique du marché en étroite collaboration avec les différents acteurs de terrain. La nécessité d'adapter la législation, de mettre en place des mesures d'assistance, ainsi que les éventuelles implications juridiques, financières et pratiques d'une telle modification sera évaluée.

On peut noter qu'en vertu de la législation existante en matière d'assistance judiciaire, et notamment de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire entrée en vigueur le 1^{er} février 2024, l'État peut prendre en charge une partie ou la totalité des frais et honoraires d'avocat des personnes dont les ressources sont insuffisantes au sens de la loi précitée et qui remplissent les autres conditions légalement prévues dans ce cadre.

¹² Accord de coalition 2023-2028, « Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken », p. 49, Lien : <https://gouvernement.li/fr/publications/accord-coalition/accord-de-coalition-2023-2028/accord-de-coalition-2023-2028.html>

.....

Unité de la police de l'aéroport | Question **0807** (29/05/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Aus der Press si mir gewuer ginn, datt bei der Police weider geplangt gött, fir déi intensiv Rekrutierung vum zousätzlechem Personal weiderzedriewen. D'Kommissariater an d'Kriminalpolice sollen opgestockt ginn. Dat ass sécher luewenswäert. Well d'Präsenz vun der Police um Terrain ass eminent wichtig.

Eis ass awer rezent zougedroe ginn, datt d'Police um Flughafen (Findel) net extra präsent wier, wat, mat Bléck op déi Dausende vu Passagéier, déi do all Woch an- an ausginn, eng gewësse Veronsécherung ausléist.

Aus deem Grund wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Organisatioun vun der Police um Findel konkret aus?
2. Wéi vill Beamte sinn do reegelméisseg am Asaz?
3. A wat fir engem Mooss ënnerscheet sech hir Aarbecht vun där vun der Douane?
4. Ass et virgesinn, fir d'Präsenz vun der Police um Flughafen ze verstärken a méi visibel ze maachen?

Réponse (25/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'„Unité de la police de l'aéroport“ (UPA) bestee, niert der Direktioun, dem Service expertise documents (SED) an der Cellule Frontex, haaptsächlech aus zwee grouse Servicer: de Service de contrôle à l'aéroport (SCA) an de Service de garde à l'aéroport (SGA).

Den SCA ass fir d'Iwwerwaachen an d'Kontroll vun der eenzeger Baussegrenz vum Land zoustänneg. D'Haaptmissioun vun dësem Service ass et ze kontrolléieren, dass d'Passagéier, déi an oder aus dem Schengenraum reesen, d'Konditiounen fir den Zougang, d'Verloossen oder den Openthalt am Schengenraum erfüllen.

Den SGA ass zoustänneg fir d'Sécherung an de Schutz vum Site vum Flughafen. Dëse Service mécht Patrouillen um an ëm de Flughafen an huet och nach divers aner Missiounen wéi zum Beispill Auditten am Beräich vun der Sécherheet vum Flughafen.

ad 2. D'UPA besteet aus 81 Polizisten an 8 Zivilisten, wouvun d'Majoritéit den zwee grouse Servicer affectéiert ass (SCA an SGA). Aus Sécherheetsgrënn kënnen keng weider Detailler zu der Opdeelung vum Personal ëffentlech gemaach ginn.

ad 3. Der Police hir Haaptmissiounen um Flughafen sinn d'Grenzkontrolle vun de Passagéier an d'Sécherheet vum Flughafen. D'Douane befaasst sech primär mat der Frachtkontroll an der Kontroll vum Gepäck vun de Passagéier, déi areesen.

ad 4. Duerch de verstärkte Rekrutement vun der Police soll och d'Personal vun der UPA weider wuessen.

.....

Exercice de l'autorité parentale dans le cas de divorce | Question **0808** (29/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Am Fall vu Scheedungen huet d'lëtzebuergesch Recht virgesinn, dass d'Autorité parentale un ee vun den zwee Elterendeeler iwwergeet. Heibäi soll de Riichter d'Interessen an d'Wuel vum Kand berécksichtegen. Logescherweis guet et de Familjen am beschten, wann de Papp an d'Mamm, trotz der Scheedung, zesummeschaffen an d'Wuel vun hirem

Kand als éischt Prioritéit setzen. An där Konstellatioun ass et och am gesondsten, wann d'Autorité parentale bei béiden Elterendeeler bleift. Op guichet.li steet geschriwwen:

„En tout cas, l'autorité parentale peut être exercée en commun par les 2 parents non mariés s'ils en font la déclaration conjointe devant le juge des tutelles.“

An deem Zusammenhang wéilt mir de Ministere fir Justiz a fir Famill, Solidaritéit an Intéegratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill Scheedunge gouf et an de leschten 10 Joer?
2. Wéi oft gouf bei Scheedungen decidéiert, dass d'Autorité parentale bei béiden Elterendeeler bleift?
3. Wéi oft gouf bei Scheedungen een Droit de garde alternée ausgeschwat?
4. Wéi ass et am Fall vu problematesche Scheedungen, wou kee Konsens téschent den Elteren do war:
 - Wéi oft gouf bei Scheedungen decidéiert, dass d'Autorité parentale un d'Mamm iwwergeet a wéi oft goung d'Autorité parentale un de Papp?
 - Wéi oft gouf bei Scheedungen den Droit de garde un d'Mamm ginn a wéi oft un de Papp?
 Existéiert hei ee Biais oder eng Tendenz, dass d'Autorité parentale oder d'Garde méi oft un ee Geschlecht vergi ginn? Falls jo, wourobber ass dëst zeréckzeféieren?

5. Betreffend d'Besuchsrecht vun den Elteren (Droit de visite) a Scheedungsfäll:

- Wéi laang kann engem Elterendeel d'Besuchsrecht vun engem Riichter oder vun de Servicer, déi dem Riichter ënnerstinn, entzu ginn?
- Existéiere Fäll, wou Elterendeeler méintelaang oder jorelaang net méi d'Kanner hunn dierfe besiche goen? Falls jo, wéi eng Gravitéit muss heifir virleien?
- De Riichter chargéiert heiansdo extern Servicer, fir d'Modalitéite vum Besuchsrecht festzleeën an d'Visiten ze organiséieren. Wéi een Handlungsspillraum hunn dës Servicer, déi duerch de Riichter beoptraagt goufen, a wéi eng Modalitéite kënnen si festleeën? Wéi wäit dierfen si d'Besuchsrecht vun engem Elterendeel heibäi aschränken, ouni de Riichter ze consultéieren?

Réponse (27/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. (*Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.li.*)

ad 2. bis 4. Zënter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 27. Juni 2018 gött d'Autorité parentale gemeinsam vu béiden Elteren ausgeübt. Eng Scheedung vun den Elteren ännert dorunner näischt. Dofir gött et zënter Juli 2018 och keng Gerichtsdecisiounen, déi d'Autorité parentale béiden Elterendeeler zousprécht.

D'Notioun vum „droit de garde“ ass duerch d'Gesetz vum 27. Juni 2018 aus dem Code civil verschwonnen.

Am Fall vun engem Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales versicht de Riichter d'Parteien ze versöene respektiv hinnen ze hëllef en Accord ze fanne betreffend d'Residenz vun de Kanner an d'Modalitéite vum Besuchsrecht. Falls keen Accord zustane kënn, hëlt de Riichter eng Decisioun a Funktioun vum Interêt vun de Kanner. Heifir gött enner anerem gekuckt, wéi al d'Kanner sinn, wéi wäit d'Elteren ausernee wunnen a wéi d'Famill virun der Trennung vun den Eltere funktionéiert huet.

Bei klenge Kanner respektiv Kanner, déi nach gestëllt ginn, gött d'Residenz meeschtens bei der Mamm fixéiert. De Papp kritt an dëse Fäll e reegelméisseg Besuchsrecht. Wann d'Kanner iwwer 7 Joer al sinn, gött a ville Fäll eng Résidence alternée op Prouf decidéiert.

ad 5. Decisiounen, déi e Besuchsrecht refuséieren, ginn op illimitéiert Zäit gesprach. Eng däaraarteg Decisioun kann awer nëmme gesprach ginn, wann et grav Grënn gëtt, firwat et gerechtfäerdeg ass, all Kontakt tëscht dem Elterendeel an dem Kand ze ënnerbanen. Falls e Kontakt trotzdeem am Interêt vum Kand ass, gëtt probéiert, e professionnell encadréierten Droit de visite ze organiséieren.

D'Fixatioun vun engem Besuchsrecht gëtt ni vum Familljeriichter un een externe Service delegéiert. Am Kader vun engem Droit de visite professionnellement encadré chargéiert de Riichter e Service, d'Besuchsrecht ze exekutéieren. Am Kader vun der Exekutioun vum Besuchsrecht erlaabt de Riichter dem chargéierte Service, d'Modalitéite vun de Visitte selwer festzuleeën.

De Familljeriichter kann och eng Therapie tëscht engem Kand an engem Elterendeel ordonéieren. Dëst kënn éischer bei Jugendleche vir. An dëse Fall erlaabt de Riichter dem Therapeut et selwer ze decidéieren, ob et zu net accompagnéierte Begéinungen tëscht dem Elterendeel an dem Kand kënn oder net.

Injonction d'éloignement | Question **0809** (29/05/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

En 2022, le Luxembourg s'est doté d'une loi introduisant une injonction d'éloignement, étant donné qu'il n'existait auparavant aucun moyen réel permettant à la police d'éloigner des personnes séjournant dans les accès de locaux privés ou publics.

Nous souhaitons poser les questions suivantes sur la mise en œuvre de cette loi sur le terrain à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Que font concrètement les agents de police déployés sur le terrain lorsqu'ils constatent que des personnes séjournent dans des accès de locaux privés ou publics ? Est-ce que les agents cherchent le dialogue avec les personnes concernées ?

2) Combien de personnes se sont éloignées de leur plein gré suite à la demande d'agents de police et quel est le nombre d'injonctions d'éloignement prononcées en dehors du dispositif spécial policier, déployé dans la capitale ?

3) Quelles communes ont été concernées par des injonctions d'éloignement jusqu'à présent ?

Réponse (01/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La police agit de manière préventive pour éviter autant que possible que des accès à de bâtiments publics ou privés soient bloqués en incitant les propriétaires à prendre les mesures techniques appropriées.

L'article 5bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, visé par les députés dans la présente question parlementaire, prévoit que « lorsqu'une personne entrave l'entrée ou la sortie accessible au public d'un bâtiment public ou privé de sorte à entraver la liberté de circuler d'autrui, la police peut rappeler à l'ordre la personne ».

Les agents, après avoir établi un dialogue avec ces personnes, les invitent à quitter les lieux ou, le cas échéant, les orientent vers des foyers appropriés ou des organismes spécialisés susceptibles de les prendre en charge. En cas de refus de quitter les lieux, l'éloignement, au besoin par la force, ne peut être exercé que dans les conditions prévues par la loi, précitée.

En cas de constatation d'une infraction, la police agit conformément aux principes du Code de procédure pénale.

ad 2) et 3) Les rappels à l'ordre et les injonctions d'éloignement effectués sur base de l'article 5bis précité ne sont pas saisis informatiquement.

Statistiques sur les énergies renouvelables pour l'année 2023 | Question **0811** (29/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Au cours des dernières années, le Luxembourg a intensifié ses efforts et a investi massivement pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables, contribuant ainsi à l'objectif de 37 % de part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie d'ici 2030, tel que fixé dans l'avant-projet de mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et le climat (PNEC). En 2022, la production d'électricité renouvelable, provenant du solaire photovoltaïque, de l'éolien, de l'hydroélectricité et de la cogénération d'origine renouvelable a représenté 16,7 %¹³ (6,7 %¹⁴ en 2012) de la consommation finale d'électricité du pays avec 1.060 GWh (300 GWh en 2012) de production.

De nombreux projets et initiatives ont été mis en place pour soutenir la transition énergétique au Luxembourg. Parmi ceux-ci, on peut citer l'augmentation des subventions pour les installations photovoltaïques, majorées en cas d'autoconsommation et étendues aux batteries de stockage, ainsi que les appels d'offres pour les grandes installations photovoltaïques. En outre, un taux de TVA super-réduit de 3 % a été instauré pour le secteur résidentiel et le seuil de revenu imposable pour les installations solaires a été augmenté de 10 à 30 kWc. La digitalisation des procédures de raccordement et l'installation de systèmes photovoltaïques sur le balcon sans démarches administratives sont désormais possibles, simplifiant ainsi le processus pour les particuliers. De plus, en coopération avec les communes, des travaux d'harmonisation et de simplification de réglementations ont été initiés et c'est à travers la Klima-Agence que les efforts d'information et de sensibilisation auprès des ménages et des entreprises ont été renforcés. Parallèlement au développement photovoltaïque, l'énergie éolienne joue un rôle clé dans l'atteinte des objectifs en matière d'énergies renouvelables. Afin de maximiser le potentiel éolien, plusieurs initiatives ont été initiées, dont le repowering ou encore l'accélération des procédures administratives au niveau communal à travers des délais maximaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais solliciter les informations suivantes auprès de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres précis sur la capacité installée en énergies renouvelables pour l'année 2023 ? Si oui, peut-il également détailler l'évolution de cette capacité par rapport aux années précédentes ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des prévisions de croissance pour les installations d'énergie renouvelable en 2024 ?

3) Le Gouvernement peut-il confirmer son engagement à atteindre les objectifs fixés dans l'avant-projet de mise à jour du PNEC ?

Réponse (24/06/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement réaffirme son soutien au Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC) qu'il mettra en œuvre, dans sa version actualisée, afin que le Luxembourg atteigne ses objectifs climatiques.

Dans le domaine des énergies renouvelables, le Gouvernement vise comme objectif la valeur supérieure fixée dans le PNEC, c'est-à-dire 37 % d'énergies renouvelables en 2030 (au lieu de 35-37 %). De nouvelles mesures ont récemment été annoncées, consolidant l'engagement ferme du Gouvernement à atteindre ces objectifs.

La capacité installée en matière d'énergies renouvelables a continuellement augmenté au cours des dernières années et les mesures pour déployer davantage d'énergies renouvelables au niveau national sont poursuivies, voire intensifiées.

La capacité de production d'électricité renouvelable a franchi, en 2023, la barre des 700 MW pour atteindre 719 MW¹⁵, notamment grâce aux installations photovoltaïques (+77 MW) et éoliennes (+41 MW) ainsi qu'à une grande installation de cogénération basée sur la biomasse, respectivement le bois de rebut (+36 MW). La capacité de production d'électricité renouvelable a augmenté d'environ 92 % depuis 2019 et d'environ 28 % par rapport à 2022.

La capacité installée pour la production de chaleur renouvelable (biomasse/bois de rebut, biogaz, pompes à chaleur et panneaux solaires thermiques) se situait à 290 MW en 2022 selon les chiffres du Statec. Depuis, se sont ajoutés en 2023 au moins 100 MW de puissance thermique de l'installation de cogénération déjà mentionnée plus haut. Par rapport à 2019, la capacité installée en termes de chaleur/froid renouvelable a augmenté d'au moins 45 %, les chiffres officiels sont en attente de publication.

Concernant les prévisions de croissance pour les installations d'énergie renouvelable, les prévisions reprises par le PNEC donnent un aperçu global sur l'évolution projetée jusqu'en 2030. La croissance prévisible pour 2024 et les années subséquentes sera portée par les installations photovoltaïques et éoliennes, ainsi que par l'essor des pompes à chaleur.

Pour le photovoltaïque, en considérant la multitude de projets en cours de réalisation suite aux récents appels d'offres, dont l'appel d'offres pilote « agri-PV », ainsi que l'intérêt soutenu des particuliers pour les centrales de moindre envergure opérées en mode autoconsommation, une augmentation de la puissance installée de l'ordre de quelque 100 MW par an devrait être réalisable pour les années 2024 et 2025. Cette augmentation annuelle approche l'ordre de grandeur à atteindre chaque année pour satisfaire aux objectifs du PNEC pour le photovoltaïque.

Pour l'éolien, la capacité devrait augmenter, notamment grâce au progrès technologique et aux projets de « repowering », c'est-à-dire au remplacement d'anciennes éoliennes par des modèles plus puissants. Pour 2024, deux éoliennes devraient être raccordées au réseau, à savoir une nouvelle installation de 4,2 MW et une installation « repowering » de 3 MW. La projection pour 2025 est nettement plus élevée et, selon les prévisions, en 2025 la puissance installée devrait augmenter d'environ 80 MW.

Les pompes à chaleur joueront un rôle important dans le secteur résidentiel, mais également dans le secteur tertiaire et industriel.

¹³ ILR, Chiffres clés du marché de l'électricité – Année 2022 – Partie I (04/07/2023)

¹⁴ ILR, Chiffres clés du marché de l'électricité – Année 2015 (07/11/2016)

¹⁵ Chiffres de l'Institut luxembourgeois de régulation

Prix des VEFA acquis par l'État | Question **0812** (29/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mir haten nogefrot, wat de Bau vun enger erschwénglecher Wunneng bei der SNHBM géif kaschten a kruten an der Äntwert op eis Fro N° 0390 d'Äntwert, dass den duerchschnëttleche Baupräis pro m² Wunnfläch fir d'SNHBM an dem Fonds du logement bei ronn 5.300 € géif leien.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wéi héich ass de m²-Baupräis fir d'Wunnengen, déi de Staat dëst an d'lescht Joer am Kader vum Opkaf vu VEFA-Projeten akaf huet (Wunnengen, fir déi den Acte de vente schonn ënnerschriwwen ass)?

Réponse (11/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Op den 1.6.2024, sinn 2 VEFA Projete via en „acte de vente“ op Säite vum Staat ënnerschriwwen ginn. Hei ass de Baupräis pro m² SUH (Indice de la construction 1140.51) mat enger Moyenne vu 6.010 €/m² TTC ze notéieren.

Maladies transmises par le moustique tigre | Question **0814** (29/05/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

Le moustique tigre peut être vecteur de différentes maladies infectieuses telles que la dengue, le chikungunya et le zika. Ces maladies ne circulent pas encore actuellement au Luxembourg. Si des personnes infectées rentrent malades et se font piquer par un moustique tigre, celui-ci pourrait cependant transmettre le virus. En juillet 2023, des œufs de moustiques tigres « *Aedes albopictus* » ont été découverts dans la commune de Mamer. Déjà en 2022 quelques œufs et un adulte avaient été retrouvés dans la commune de Roeser. Pour éviter l'installation du moustique tigre, il est important de supprimer les sites de ponte potentiels, comme les accumulations d'eaux dans les seaux, sur des bâches en plastique ou encore des jouets. Alors que le site Internet du Ministère de la Santé met à disposition les informations utiles pour prévenir la propagation du moustique tigre, ces informations sont peu diffusées et méconnues du grand public. Il en va de même pour l'application du projet « MosquitoAlert », qui permet d'envoyer des photos afin d'aider à établir la présence des espèces de moustiques non autochtones et invasives en Europe. Le Musée national d'histoire naturelle collabore avec le projet pour l'identification des moustiques.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre envisage-t-elle une campagne d'information à plus grande échelle afin de diffuser les bonnes pratiques en matière de prévention des sites de pontes des larves du moustique tigre ?

2) Est-ce qu'il est prévu de relancer la promotion en faveur de l'application « MosquitoAlert » encore avant la saison estivale, afin d'enrôler un maximum de citoyen.ne.s dans la détection des moustiques ?

En France, le nombre de cas importés de dengue rapportés par la déclaration obligatoire augmente depuis la mi-2023 pour atteindre des chiffres sans précédent dans les premiers mois de 2024. Entre le 1^{er} janvier et le 19 avril 2024, 1.679 cas de dengue importée ont été notifiés versus 131 sur la même période en 2023. La majorité des cas (82 %) provenaient

des Antilles françaises, où une épidémie est en cours depuis mi-2023. Cette situation survient alors que l'Organisation panaméricaine de la santé (Pan American Health Organisation, PAHO) a alerté sur une forte augmentation des cas de dengue dans les Amériques, comparé aux années précédentes.

3) Combien de cas importés de dengue, zika et chikungunya sont comptés au Luxembourg pour les années 2022, 2023 et 2024 ?

Réponse (21/06/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En 2022, suite à la détection du moustique tigre (*Aedes albopictus*) au Luxembourg, un kit média a été développé pour le grand public, offrant des conseils pratiques pour éliminer les gîtes larvaires de moustiques autour de leur habitation. Ces dépliants, traduits en quatre langues (luxembourgeois, français, allemand, portugais), contiennent des explications détaillées, des renseignements et des recommandations pour éliminer les sites de ponte potentiels pour les moustiques. Chaque année, au début de la saison, des brochures d'information sont distribuées à toutes les communes. Le dépliant d'information est également disponible en téléchargement sur www.sante.lu.

La Direction de la santé a également mené des visites de sensibilisation et de contrôle en porte-à-porte dans les régions où des moustiques invasifs ont été découverts, où les citoyens ont reçu des explications et des recommandations pour éliminer les sites de ponte.

Ces dernières années, l'Europe a vu l'émergence de moustiques invasifs, qui atteignent maintenant progressivement le Luxembourg. La possibilité d'une transmission vectorielle du virus de la dengue et du chikungunya dans l'UE/EEE est liée à l'importation du virus par des voyageurs porteurs du virus.

En mai 2024, un « lunchtalk », intitulé « Les vecteurs moustiques et tiques au Luxembourg et les risques pour la santé humaine » a été organisé pour tous les médecins au Luxembourg. En effet, un grand nombre de cas de maladies à transmission vectorielle restent asymptomatiques, ce qui constitue un défi majeur en matière de diagnostic et de santé publique.¹⁶

La Direction de la santé, dans le cadre de sa mission de veille sanitaire, met en place de façon continue des campagnes de sensibilisation concernant notamment des sujets comme celui évoqué dans la présente question parlementaire.

ad 2) Il est prévu de lancer une communication sur l'application MosquitoAlert et aussi sur les moustiques en général. Cette communication, notamment via les réseaux sociaux, sera lancée avant les vacances d'été qui commencent le 16 juillet.

ad 3) Dix cas de dengue importée ont été signalés en 2023 contre deux cas en 2022. Les personnes concernées, avec une moyenne d'âge de 35,4 ans, avaient récemment effectué des voyages en Martinique, au Mexique, à la Côte d'Ivoire, en Inde, au Vietnam ou en Polynésie française.

Aucun cas a été déclaré pour le zika et chikungunya. Les données concernant l'année 2024 ne sont pas encore disponibles.

Propos récents au sujet de la reconnaissance d'un État palestinien | Question **0815** (30/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Il y a deux semaines, à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et

européennes s'est dit « le premier » à être favorable à la reconnaissance d'un état palestinien en principe (« [...] ech sinn den Éischten, deen et gäre mécht [...] »), avant de préciser qu'il préférerait attendre un consensus plus large en faveur d'une telle reconnaissance. Dans ce contexte, il a évoqué un groupe de 7 ou 8 États qu'il conviendrait de réunir, parmi lesquels il a cité plusieurs pays européens. Dans ce même débat, Monsieur le Ministre s'est rallié à l'argument selon lequel la misère de la population civile et le manque de perspectives pour une solution politique risquent de pousser les Palestiniens dans les bras des terroristes du Hamas.

Le 27 mai, interrogé par un média suite à la reconnaissance de l'État de Palestine par l'Espagne, la Norvège et l'Irlande, Monsieur le Ministre a maintenu son avis qu'une reconnaissance par un nombre limité d'États relevait à ses yeux purement du symbolisme. Interrogé sur d'éventuelles conséquences sur la position luxembourgeoise, Monsieur le Ministre a simplement réitéré vouloir s'engager « personnellement » en faveur d'un « consensus plus large en faveur de la reconnaissance du principe d'une solution à deux États ».¹⁷

Dans un autre article de presse le même jour, Monsieur le Ministre a précisé qu'il faudrait attendre un mouvement de « 9 ou même 12 pays », parmi lesquels devraient par ailleurs figurer des pays d'Asie et d'Amérique latine, afin d'assurer un véritable impact.

Enfin, interrogé une nouvelle fois sur une reconnaissance un jour plus tard, Monsieur le Ministre a annoncé à des journalistes que « nous allons le faire », tout en réitérant qu'il fallait attendre une concertation internationale plus large.

Dans ce contexte, il est utile de rappeler qu'en 2014, une majorité à la Chambre des Députés a voté en faveur d'une motion en faveur d'une reconnaissance formelle de l'État de Palestine « au moment qui sera jugé le plus opportun ».

S'y ajoute l'injonction de la Cour de justice internationale de cesser toute intervention militaire à Rafah alors que la situation humanitaire y serait catastrophique. Il se pose dès lors la question des conséquences d'un non-respect par Israël des décisions de La Haye.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il dit à la Chambre des Députés qu'il était « le premier » à vouloir reconnaître l'État de Palestine considérant que le Luxembourg n'a toujours pas reconnu l'État de Palestine ?

2) Quelle est, selon Monsieur le Ministre, la différence entre une reconnaissance de l'État de Palestine et la « reconnaissance du principe d'une solution à deux États » telle qu'évoquée ci-haut ?

3) Selon Monsieur le Ministre, quel est le nombre d'États, respectivement quelles sont les conditions qu'un groupe d'États doit remplir afin de dépasser le qualificatif de « Symbolpolitik » ?

4) Pourquoi Monsieur le Ministre continue-t-il à modifier les critères selon lesquels il serait prêt à envisager une reconnaissance de l'État de Palestine ?

¹⁷ Esou ee Schrëtt vun eenzelen Länner wier Symbolpolitik a géif „guer näischt änneren“, sou de fréiere Lëtzebuurger Premier. Méi wichteg wier et, op méi ee breede Konsens en vue vun der Anerkennung vun engem Zweek-Staate-Prinzip hinzuschaffen. Dofir géif hie sech perséinlech engagéieren. <https://www.100komma7.lu/news/Xavier-Bettel-Israel-muss-Uerteel-vum-Internationale-Gerichtshof-unerkennen?pd=radio>

¹⁶ Lunchtalk : <https://sante.public.lu/fr/videos/2024/lunchtalk-les-vecteurs-risques-moustiques-etiques.html>

5) Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que des propos incohérents voire contradictoires concernant le sujet important qu'est la reconnaissance de l'État de Palestine risquent de nuire à la coordination efficace avec les pays partenaires du Luxembourg et avec les parties au conflit ?

6) Concernant le non-respect par Israël de l'ordonnance de la Cour de justice internationale demandant de cesser toute intervention militaire à Rafah : pour quelles sanctions Monsieur le Ministre va-t-il plaider au sein de l'UE contre Israël ? Est-ce que des conséquences nationales sont envisagées ?

Réponse (01/07/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Selon le droit international, la reconnaissance formelle d'un État est un acte qu'un pays ne peut accomplir qu'une seule fois. Le moment de le faire doit donc être bien réfléchi, si l'on veut que la reconnaissance ne soit pas un geste purement symbolique, mais qu'elle ait un impact sur la paix dans la région. C'est pourquoi, même si la volonté est là, il y a des raisons de ne pas le faire immédiatement mais de rechercher le moment opportun auquel la reconnaissance, déclarée conjointement avec un groupe d'États, influencera positivement la situation, et ne nuira pas au peuple palestinien. Force est de constater qu'Israël a réagi aux reconnaissances récentes en punissant les Palestiniens, notamment en suspendant le transfert des revenus fiscaux qui reviennent à l'Autorité palestinienne.

ad 2) Le Luxembourg, comme l'Union européenne, soutient depuis longue date la solution à deux États. La solution à deux États est la seule voie vers une paix durable et équitable. L'objectif de la solution à deux États est d'avoir deux États, Israël et la Palestine vivant côte à côte en paix et en sécurité, à l'intérieur de frontières reconnues, sur base des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem comme capitale des deux.

La reconnaissance de la Palestine comme État, au moment opportun pour soutenir le processus politique devant mener à cette solution, découle de l'affirmation de ce principe. Toute annonce de reconnaissance devra aller de pair avec une réaffirmation ferme de la solution à deux États, pour signifier clairement que la reconnaissance n'est pas une récompense pour l'acte terroriste du Hamas. Le Hamas ne soutient pas la solution à deux États.

ad 3) à 5) Il s'agit d'obtenir des résultats tangibles sur le terrain sur la voie d'une solution à deux États. La reconnaissance, à l'heure actuelle, par le Luxembourg seul ou par un petit groupe, aurait une forte valeur symbolique, comme celle de la Norvège, de l'Irlande et de l'Espagne, mais ne changerait pas le cours de la guerre à Gaza et ne nous rapprocherait dès lors pas d'une solution à deux États. Il ne s'agit pas de définir un nombre précis d'États qui pourraient reconnaître la Palestine comme État au même moment, mais plutôt de rassembler un groupe déterminé d'États européens et non européens.

Comme indiqué ci-dessus, le moment de le faire doit être bien réfléchi alors que la situation sur le terrain évolue très rapidement. Dès lors, il n'y a pas de critères gravés dans le marbre, et il s'agit de faire preuve d'une certaine souplesse dans notre approche, sans pour autant remettre en cause notre affirmation du principe de la reconnaissance de l'État de Palestine.

ad 6) Lors de sa dernière visite en Israël et en Palestine à la fin du mois de mai, le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a appelé à la mise en œuvre de toutes les mesures

conservatoires décidées par la Cour internationale de justice, qui sont juridiquement contraignantes, et insisté auprès du Ministre israélien des Affaires étrangères que ses services devraient se réunir avec leurs homologues européens sur la mise en œuvre de ces mesures conservatoires. Cette réunion, confirmée lors du dernier Conseil des Affaires étrangères le 24 juin à Luxembourg, semblerait prévue prochainement. En outre, le Ministre israélien des Affaires étrangères est invité à un Conseil d'association UE-Israël pour évaluer la mise en œuvre de l'accord d'association, en particulier les clauses en matière de droits de l'homme, et pour discuter de la mise en œuvre des mesures conservatoires. En fonction des résultats de cette discussion, le ministère se réserve le droit de proposer des mesures appropriées.

.....
Subsides étatiques pour fédérations sportives | Question 0816 (30/05/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Per Circulaire vum 20. Juni 2023 hat den deemolege Sportsminister d'Erhéijung vun der staatlecher Participatioun un der Indemnisiatioun vum administrativen an technesche Personal vun de Sportfederatioun fir d'Joer 2023 ugekënnegt.

85.000 € forfaitär jeeeweils fir d'Nationaltraineren, déi national Directeur technique (DTN) an déi administrativ Gestionnaire vum de Sportverbänn. 35.100 € iwwerdeems fir d'Personal aus de Sekretariat. Dës forfaitär Montante sollen ausbezuelt ginn op Basis vun de reellen Ausgabe vun de Federatiounen.

Laut Aktivitéitsbericht 2023 vum Sportsministère goufen am Joer 2023 1.475.000 € u 26 Sportverbänn ausbezuelt fir 29,48 administrativ Tâchen an de Sekretariat an 8,25 Tâchë fir administrativ Gestionnaire vum 9 Federatiounen. 4.025.000 € ginn ausbezuelt am Kader vun der Participatioun un de Remuneratiounen vun den Nationaltrainer an de Aarbechtskontrakt respektiv un indemniséiert Nationaltrainer ouni Aarbechtskontrakt, souwéi un DTNe vun 12 Sportverbänn.

Schlussendlech gi jeeeweils 85.000 € un 2 Federatiounen fir de Poste vu „chargé de développement et de formation“.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass déi nach besteeënd Kontrakter mat de jeeeweilege Sportfederatiounen eigentlech een anere Schlëssel u Participatioun vum Staat virgesinn?
2. Och wann et natierlech ze begrëssen ass, dass d'Federatiounen am Prinzipp eng méi héich finanziell Ënnerstützung kritt hunn, op wat fir eng kontraktuell Basis huet de Minister sech hei bezunn?
3. Kann de Minister bestätegen, dass et sech bei de 35.100 € fir dat administratiiv Personal an de Sekretariat guer net ëm eng Erhéijung handelt, mä, au contraire, dëse Betrag och schonn 2022 un déi betreffend Sportverbänn gaangen ass?
4. Wou kommen déi 29,48 administrativ Tâchen respektiv déi 8,25 Tâchë fir administrativ Gestionnairen hier? Wou läit den Ënnerscheid tëscht dësen Tâchen, déi eng Ënnerstützung mat 35.100 € respektiv mat 85.000 €, justifiéiert?
5. Wéi héich war d'Unzuel vun Nationaltrainer mat Aarbechtskontrakt respektiv DTNen, am Joer 2023? Wéi sinn dës Zuele fir déi indemniséiert Trainer?

6. Gëtt d'Participatioun vum Staat un de Gehälter respektiv den Indemnitéiten, vun den Nationaltraineren an DTNen no der respektiver Ausbildung, spréich der Qualifikatioun LUXQF an der néideger INAPS-Lizenz, gestaffelt?

7. Wéi war d'Participatioun vum Staat un den indemniséierten Nationaltraineren ouni Aarbechtskontrakt an no wat fir Modalitéiten ass dës ausbezuelt ginn? Wou sinn dës Modalitéite festgehalen?

8. Nodeems dann elo déi verschidden Decompté vun de Federatiounen fir den Exercice 2023 ofgeschloss sinn, kann de Minister den Tableau publizéiere vun de jeeeweilege Subsiden, déi un déi verschidde Verbänn fir den Exercice 2023 gaange sinn?

9. Kann de Minister bestätegen, dass verschidde Federatiounen mat der sâit 2023 ugewannter Method méi schlecht ewechkommen, ewéi dat virdrun de Fall war?

10. Wéi huet d'Participatioun vum Staat un der Remuneratioun an der Indemnisiatioun vum administrativen an technesche Personal vun de Sportverbänn vun 2017 bis 2023 evoluéiert?

11. Anscheinend wier de Budget vum betreffende Budgetartikel fir d'Joer 2023 net duergaangen an dofir huet missen op d'Prozedur vun den „transfers de crédit“ zrëckgegraff ginn. Wat fir Budgetartikelen sinn dofir gebraucht ginn an aus wat fir enge Grënn sinn dës Kreditter fir den Exercice 2023 net fir hir eigentlech Zwecker gebraucht ginn?

12. Wou ass déi staatlech Participatioun vu 85.000 € fir d'Joer 2023 fir déi jeeeweileg „chargé de développement et de formation“ festgehalen, déi net an der Circulaire vum Juni 2023 drastoung?

Réponse (01/07/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. De Schlëssel huet, opgrond vun der Budgetsituation, liicht evoluéiert.

ad 2. Déi finanziell Ënnerstützung ass natierlech ofhängeg vun der Budgetenveloppe. Doduerch, datt dës Enveloppe an d'Luucht gaangen ass, ass et méiglech, de Federatiounen finanziell méi ënner d'Äerm ze gräifen.

ad 3. Jo.

ad 4. Dës Unzuel ass esou iwwer d'Joer mat de Federatiounen zustane komm a spigelt de Besoin am Zesammenhang mam disponibele Budget erëm. D'Differenz vun der finanzieller Partizipatioun erkläert sech duerch déi neideg Qualifikatiounen, déi déi administrativ Gestionnaire brauchen.

ad 5. 2023 goufe 36 professionnell Trainer, 15,5 DTNen an 61 indemniséiert Trainer an deene jeeeweilege Federatiounen subventionnéiert.

ad 6. Stand haut ass dëst nach net de Fall. Ab Oktober vun dësem Joer wäerten d'Indemnitéiten un d'Qualifikatioun vum Personal gekoppelt ginn.

ad 7. De Sportsministère iwwerhëlt 85 % vun de reellen Ausgaben. D'Hallschent gëtt iwwer eng Avance Mëtt des Jores ausbezuelt. De Rescht dann op Basis vun engem Decompte am Ufank vum Joer drop. Dat ass esou an enger Conventioun tëscht dem Sportsministère an der Federatioun festgehalen.

ad 8. Dësen Tableau gëtt, wéi och soss all déi Joren, am Aktivitéitsbericht vum Joer 2023 publizéiert.

ad 9. 2 Federatiounen kruten 2023 eng liicht méi nidreg finanziell Ënnerstützung wéi 2022.

ad 10. Dës Informatiounen sinn integral an den Aktivitéitsberichter vun de respektive Joren ze fannen.

2017: 2.894.990 €
2018: 3.048.574 €
2019: 3.666.215,49 €
2020: 4.285.534,49 €
2021: 4.661.936,92 €
2022: 4.981.600,78 €
2023: 5.743.124,64 €

ad 11. Meng Servicer hu misse marginal Montante vun anere Budgetsartikelen, déi awer och fir d'Fëderung vum Federatiounssport genotzt ginn, transferéieren, fir de Federatiounen et ze erméiglechen, hiert Personal ze indemniséieren.

ad 12. Dëst ass a bilaterale Gesprächer mat de jee-weilege Federatioune festgehalen ginn.

Grippe aviaire | Question 0817 (30/05/2024) de M. Jeff Boonen (CSV)

La semaine dernière, un deuxième cas d'infection de la grippe aviaire chez l'homme a été détecté aux États-Unis. Il s'agit d'une personne qui travaillait dans une ferme où se propage la grippe aviaire (H5N1) parmi le troupeau de vaches laitières. C'est à priori le deuxième cas d'une infection transmise d'une vache laitière à l'être humain.

Le virus H5N1 étant un virus qui infecte principalement les animaux, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'inquiète de la propagation rapide du virus à de nouvelles espèces. Si le virus évoluait pour devenir transmissible d'humain à humain, ce serait susceptible de déclencher une pandémie de grippe.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Est-ce que le Gouvernement suit l'évolution de la situation ? Comment évalue-t-il les risques pour le Luxembourg ? Est-ce que la maladie a un impact significatif sur la santé publique ?

2) De quelle manière est-ce que le Luxembourg et l'Union européenne sont préparés pour répondre à une infection des troupeaux de vaches ? Est-ce qu'un dépistage préventif global serait utile dans les troupeaux de vaches laitières ? Comment s'organise la coopération entre les pays européens ?

3) Qu'est-ce qui peut être fait de façon préventive pour empêcher les infections chez les troupeaux de vaches ?

Réponse (02/07/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Oui, le Gouvernement suit l'évolution de la situation.

Un réseau comprenant les États membres de l'UE, les services de la Commission européenne, l'European Food Safety Authority (EFSA), l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) et le EU Reference Laboratory on Avian Influenza est opérationnel afin d'assurer en étroite collaboration des actions/mesures coordonnées en cas d'apparition des infections chez les vaches laitières et le suivi de l'évolution du virus.

La Direction de la santé, en étroite collaboration avec l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), suit l'évolution mondiale de la grippe aviaire (virus H5N1) en s'appuyant sur les analyses hebdomadaires de risque de l'ECDC. Ainsi, dans son « Communicable Disease Threat Report »

du 31 mai 2024, l'ECDC rappelle que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ensemble avec la « Food and Agriculture Organisation (FAO) » des Nations Unies a classifié le risque du virus H5N1 pour la santé publique humaine comme faible. Dans son dernier « ECDC/EFSA (European Food Safety Agency)/EURL (European Reference Laboratory) joint monitoring report », l'ECDC précise que le risque est faible pour la population générale et faible à modéré pour les personnes manipulant des animaux infectés ou exposés à un environnement infecté.

En 2024 aucun cas de H5N1 n'a jusqu'à présent été détecté au Luxembourg chez les oiseaux sauvages, volailles et mammifères, n'ayant donc pas d'impact sur la santé publique à ce stade.

ad 2) Le Luxembourg et l'Union européenne sont bien préparés au niveau législatif et opérationnel pour répondre à une confirmation d'un cas de H5N1 chez des mammifères et notamment chez les vaches laitières. La législation sur la santé animale de l'UE a défini dans son chapitre « Union surveillance programmes for avian influenza » une surveillance bien définie et précise chez la volaille, les oiseaux sauvages et les mammifères.

Au Luxembourg, cette surveillance a été mise en place par l'ALVA en collaboration étroite avec le Luxembourg Institute of Health (LIH). Une surveillance active et passive pour la volaille et une surveillance passive pour les oiseaux sauvages ainsi que pour les mammifères sauvages carnivores est actuellement en place. De plus, la législation sur la santé animale classe les cas de HPAI chez les mammifères comme cas de maladie émergente et fixe des mesures strictes lorsque l'infection est confirmée. Du côté diagnostique, le Laboratoire de médecine vétérinaire du Luxembourg dispose des capacités nécessaires pour réaliser des analyses supplémentaires en cas de besoin en s'appuyant sur les recommandations publiées par le EURL Référence laboratoire sur les méthodes de diagnostic lors d'une infection de H5N1 chez les bovins.

Vu que la souche H5N1 (B3.13) circulant chez les vaches laitières aux États-Unis n'a pas été mise en évidence en Europe jusqu'à présent et que ni même une autre souche n'a été détectée chez les bovins en Europe dans le passé, la situation épidémiologique au Luxembourg ne justifie actuellement pas la mise en place d'un dépistage préventif global chez les vaches laitières. Au moindre changement du risque, la surveillance sera adaptée.

Un réseau comprenant les États membres de l'UE, les services de la Commission européenne, l'European Food Safety Authority (EFSA), l'European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC) et le EU Reference Laboratory on Avian Influenza est opérationnel afin d'assurer en étroite collaboration des actions/mesures coordonnées en cas d'apparition des infections chez les vaches laitières et le suivi de l'évolution du virus. La Direction de la santé suit l'évolution mondiale de la grippe aviaire (virus H5N1) en s'appuyant sur les analyses hebdomadaires de risque de l'ECDC. L'ALVA suit la situation épidémiologique chez les animaux en étroite collaboration avec l'EFSA en suivant le « Bird Flu Radar » (EFSA), le système d'alerte précoce des cas de H5N1 chez les oiseaux sauvages montrant un risque léger d'apparition de H5N1 pour le Luxembourg chez les oiseaux sauvages.

ad 3) La voie d'introduction plutôt probable (du H5N1-virus avec le génotype B3.13 responsable des infections chez les troupeaux de vache) constitue le commerce des bovins et de toute marchandise d'origine bovine contaminée issue des exploitations

concernées aux États-Unis. Au Luxembourg, il n'y a eu aucune importation en provenance des États-Unis et donc le risque d'infection par transmission directe d'une vache à l'autre peut être exclu.

Des précautions instaurées par les producteurs laitiers par rapport aux visiteurs et au personnel qui viennent de retourner d'une région concernée des États-Unis permettent de prévenir la transmission indirecte notamment une période de quarantaine d'accès, désinfection des matériels et changement des habits et chaussures.

L'ALVA rappelle aux fermiers que la mise en place des bonnes mesures de biosécurité interne et externe est primordiale pour protéger les troupeaux de vache de façon préventive.

Indemnisation des retards par lux-Airport | Question 0818 (30/05/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Selon un reportage dans les médias luxembourgeois au sujet des retards importants du 10 mai dernier à l'Aéroport de Luxembourg suite au non-fonctionnement d'un détecteur de métaux, les passagers lésés se trouveraient en grandes difficultés d'être indemnisés. Après que la société d'exploitation de l'aéroport lux-Airport a reconnu sa responsabilité pour les retards et annulations causés et a invité les passagers à contacter leurs compagnies aériennes pour être remboursés, ces dernières refusent le remboursement, même avec la garantie de pouvoir récupérer cette indemnité auprès de lux-Airport. Dans une réaction, la compagnie luxembourgeoise Luxair motive ce refus par le règlement (CE) n° 261/2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol et invoque que l'annulation est due à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises. Les passagers se retrouvent en grande difficulté de faire valoir leurs droits et même l'Union luxembourgeoise des consommateurs ne voit pas d'autre issue que le droit civil.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

– Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer cet état des choses ?

– Comment jugent-elles la position des compagnies aériennes, notamment celle de Luxair ?

– Que conseillent-elles aux passagers lésés ?

– Quels instruments prévoient-elles pour éviter une telle situation dans le futur ?

Réponse (25/06/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Laurent Mosar s'interroge essentiellement sur les responsabilités envers les passagers en cas d'un incident technique survenu à l'Aéroport de Luxembourg et les difficultés rencontrées par les passagers pour obtenir une indemnisation à la suite de l'incident du 10 mai 2024.

Pour notre réponse nous renvoyons aux explications données en réponse à la question parlementaire n° 0782.

Prix de vente des logements du projet Kiem 2050 |
Question **0819** (30/05/2024) de **M. Marc Goergen**
(Piraten)

De Fonds Kirchberg ass een ëffentleche Fong, deen dem Ministère fir ëffentlech Bauten ënnersteet.

Aktuell bitt de Fonds Kirchberg de Wunnprojekt Kiem 2050 un, bei deem Wunnengen um Kierchberg zu engem „abordable“ Präis verkaf ginn. Een Appartement mat engem Zëmmer vu 60 m² gëtt fir ronn 600.000 € ugebueden, fir 50 m² bezilt een nach ëmmer iwwer eng hallef Millioun Euro. De Meetercarrépräis läit bei dësem „abordable“ Projet also iwwer 10.000 € pro m². An engem RTL-Artikel vum 15. Mee gëtt behaupt, dass een domadder d'Müttelschicht viséiert.

Dësen „abordable“ Meetercarrépräis ass erstaunlech héich, wann ee bedenkt, dass den duerchschnëttleche Baupräis am Privatsektor bei ronn 4.000 €/m² läit (Ausso Logementsminister op enger Table ronde bei „Paperjam“ am März 2023) a ronn 5.300 €/m² bei der SNHBM oder beim Fonds du logement (Äntwert QP N° 0390). De Meetercarrépräis erschénkt dann nach méi erstaunlech, wann ee bedenkt, dass bei den Appartementer mol net de Präis vum Terrain mat dran ass, well d'Keefer an engem Bail emphytéotique kafen, also den Terrain nëmmen op 99 Joer „lounen“.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi héich war de m² Baupräis fir d'Wunnenge vum Projet Kiem 2050?
2. Falls de Baupräis ënnert 10.000 €/m² läit, firwat ass de Fonds Kirchberg net higaangen an huet d'Wunnengen zu engem méi niddrege Präis ugebueden, fir méi Leit aus der Mëttschicht d'Chance ze ginn, fir hei eng Wunneng kënnen ze kréien?

Réponse (28/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics |
M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de
l'Aménagement du territoire

ad 1. Et muss een am Virfeld ënnersträichen, dass d'Wunnenge vum Projet Kiem 2050 net vum Fonds Kirchberg selwer verkaf ginn, mee vum engem private Promoteur-Entwéckler. De Fonds huet effektiv am Virfeld dësem Promoteur-Entwéckler d'Droits d'emphytéose an de superficie cedéiert, no enger ëffentlecher Ausschreibung, fir d'Entwécklung an d'Ëmsetzung vum dësem Projet.

De Verkafspräis pro Quadratmeter Kadasterfläch (€/m²SC), dee vum Fonds Kirchberg festgeluecht gëtt a vum Entwéckler respektéiert gëtt, ass en Duerchschnëttspräis, dee ka bis zu 10 % erop oder erof variéieren, soulaang d'Moyenne respektéiert gëtt.

Dofir ass dat genannt Beispill mat engem Präis iwwer 10.000 €/m² an extreem Beispill, fir eng kleng Wunneng. Bei méi groussen Appartementer (3-4 Schlofkummeren) ass de Präis pro Quadratmeter méi niddreg. Sou ginn Appartementer mat dräi Schlofkummeren fir e Quadratmeterpräis tëscht 7.147 € an 8.559 €/m²SC offéiert.

ad 2. Et ass hei wichteg ze rappeléieren, datt mer net am Kader vum staatlech bezuelbare Wunnraum am Sënn vum Gesetz iwwer bezuelbare Logement sinn, mee mir sinn hei am „Programme de logements abordables“ vum Fonds Kirchberg, dee schon 2014 vum Fonds als Pilotprojet lancéiert gouf, mam präzisen Zil, deene Bevëlkerungsschichten ze hëllefen, deenen hiert Akommes ze héich ass, fir Zougang zu

de staatlechen Hëlfelefen ze kréien, awer net héich genuch ass, fir sech eng Wunneng um fräie Maart ze leeschten.

De Fonds Kirchberg ass keen ëffentleche Promoteur a kritt keng Subventioun oder Finanzéierung vum Staat. Seng Aktivitéite mussen et him also erméiglechen, genuch Ressourcen ze generéieren, fir seng „mission d'utilité publique“ ze erfëllen.

An dësem spezifesche Fall ass de Projet Kiem 2050 e ganz héich qualitative Projet, dee Léisungen implementéiert, déi an dësem Stadium nach innovativ sinn, déi awer muer mussen ugewannt gi fir den nohaltege Bau vu groussen Wunnprojeten.

D'Struktur besteet aus enger Holz-Stol-Konstruktioon, d'Waasser gëtt behandelt a weider benotzt, d'Konstruktioon kann erëm ofgebaut ginn, d'Haustechnik ass an engem flexibelen an adaptéierbare Modus integréiert, d'Zesummeliewe gëtt duerch gemeinsam Raim erliichtert, d'Mobilitéit douce gëtt geféiert an erliichtert duerch déi vill Vélosplazen an hannert dem Gebai gëtt nach e flotte Park ugeluecht.

Et muss och drop higewise ginn, dass an deem genannte Verkafspräis, de Präis vum Terrain fir d'Dauer vum der Emphytéose scho mat dran ass, also am Verkafspräis ass wuel eng Quote-part terrain an déi gëtt direkt am Ufank mat bezuelt. Bei den ëffentleche Bauräger ass dat net de Fall, an de Keefer muss all Joer de „Loyer“ fir säin Terrain bezuelen. Dat erklärt och dee méi héije Verkafspräis.

De Retour vum Marché kann och als positiv bezeechent ginn, well bei Wäitem méi Demandé koume wéi et Appartementer ze verkafe ginn.

Office national de l'enfance (ONE) |
Question **0820**
(30/05/2024) de **M. Ben Polidori**
(Piraten)

Den Office national de l'enfance (ONE) ass eng Verwaltung, déi sech fir de Jugendschutz hei am Land asetzt. Den ONE schafft selwer u Projeten an ënnerstëtzt och aner Prestatairen am Beräich vum Jugendschutz. Heifir bezilt den ONE senge Prestatairé fir d'Ausféierung vu verschiddene Servicer Suen aus.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi eng Organisatiounen hu vun 2019 bis 2023 Sue vum ONE kritt a wéi vill?
2. Fir wéi eng extern Servicer huet den ONE tëscht 2019 an 2023 pro Joer am meeschte Suen investéiert?
3. Kann de Minister eng Opléschung maache vun allen Ausgaben (Budgetsposten), fir déi den ONE Suen un d'Acteuren um Terrain ausbezilt?

Réponse (02/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre
de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Office national de l'enfance (ONE) ass eng staatlech Verwaltung, där hir Roll et ass, Kanner, Jugendlecher, jonk Erwuessener a Familien, déi Schwiereregeete begéinen, ze schützen an hinnen ze hëllefen. D'Aarbecht baséiert an éischer Linn op de Prinzippe vum der Präventioun, der Protektioun, der Hëllef an der Ënnerstëtzung. D'Wuel vum Kand am Bléck, proposéiert den ONE hinnen eng Hëllef un, déi un déi individuell Situatioun vum de Familien ugepasst ass, an déi e positiven a laangfristegen Impact op d'Familljesituatioun huet.

D'Hëllefsmoosnamen, déi den ONE ausschafft, baséieren an der Reegel op enger fräiwëlleger Zesummenaarbecht vum de Familien oder si vum de Gerichter ordonéiert.

D'Mesuren hunn awer ëmmer als Zil:

- all Menace géint déi physesch, mental, psychesch a sozial Entwécklung vum Kand, Jugendlechen oder jonken Erwuessenen ze verhënnere;
- d'Kand vum all physescher a moralescher Gefor ze schützen;
- de Risk vu sozialer a professioneller Exklusioon ze vermeiden.

Et kënnen ambulant, semi-stationär oder stationär Mesuré sinn.

ad 1. D'Mesuré ginn net vum ONE selwer ëmgesat, mee vu Prestatairen, déi am Beräich vum dem Kanner- a Jugendschutz täteg sinn. Dëst si virun allem privat Träger, déi als juristesche Form eng ASBL oder eng Fondatioun sinn. Den ONE ass awer och fir d'Exekutioun vum de Mesuren op d'Matwierke vu Prestatairen ugewisen, déi als Independent schaffen oder de Statut als Fleegefamill hunn.

Déi integral Lëscht vum de Prestatairen ass op dem Internetsite vum ONE (<https://www.officenational-enfance.lu>) ënnert der Rubrick Soutien et accompagnement erëmzefannen. Dës Lëscht gëtt a reegelméissegem Ofstänn aktualiséiert.

Am Zäitraum 2019–2023 huet den ONE insgesamt 651.920.372 € u seng extern Prestatairen ausbezult.

ad 2. Den ONE huet verschidde Methoden, fir dës Mesuren ze finanzéieren. Dëst si virun allem „forfaits horaires“ respektiv „forfaits journaliers“. Déi entspreche Forfaite an Indemnitéite sinn an der Annex 11 vum Règlement grand-ducal du 2 avril 2021 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille festgehalten.

Tëscht 2019 an 2023 huet den ONE déi meeschte Sue fir follgend Prestatiounen am Beräich vum de „Forfaits journaliers“ ausbezult:

- Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil de base
- Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule d'accueil orthopédagogique
- Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour et de nuit d'après la formule :

- d'accueil psychothérapeutique
- d'accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë
- d'accueil d'enfants de moins de trois ans
- d'accueil psychothérapeutique limité aux périodes scolaires
- d'accueil dans un petit groupe

Forfait journalier pour l'accueil socio-éducatif de jour dans un :

- foyer orthopédagogique
- foyer psychothérapeutique
- foyer psychothérapeutique limité aux périodes scolaires

Vun 2009–2013 war dat en Total vun 309.766.783 €.

ad 3. D'Opléschung vum allen Ausgaben (Budgetsposten), fir déi den ONE Suen un d'Acteuren um Terrain ausbezilt, sinn an deem ugespéngelten Dokument ze fannen.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Vitres teintées des voitures |
Question **0821**
(30/05/2024) de **M. Marc Goergen**
(Piraten)

Hei am Land ass et erlaabt, fir d'Fënstere vum engem Auto ze téinen, soulaang et net déi viischt Fënstere

vum Auto souwéi d'Windschutzscheif (Pare-brise) be-
trëfft.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch
fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe
stellen:

1. Bei wéi enge Gefierer ass et erlaabt, fir och déi
viischt Fënster an engem Auto ze téinen?

2. Wéi gi Gefierer behandelt, déi aus dem Aus-
land heihinner kommen a wou d'Windschutzscheif
getéint gouf? Dierfen dës Autoen hei op eise Stroosse
fueren?

Réponse (26/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte freet, ënnert wéi enge
Konditiounen getéinte Fënstere bei Autoen zu Lëtze-
buerg zoulässeg sinn.

No Consideratioun vum Artikel 46 vum Code de
la route an dem EU-Reglement 2019/2144, ass
d'Ubréng vu Folie op Fënsterscheiwe bei all de
Gefierer ausser bei de Busser (Kategorie M2 an
M3) erlaabt. Um Pare-brise ass et nëmmen erlaabt,
wann d'Sicht net verzerrt, behënnert oder d'Licht-
duerchlässegkeet vun der Scheif op manner wéi 70 %
reduzéiert gëtt, wéi zum Beispill eng schmuel Sträif
um ieweschten, ënneschten oder säitleche Rand vum
Pare-brise als Sonneblendsträif. Déi Folie muss awer
d'Sichtfeld, wéi um Bild 2 b) vum Artikel 46 vum Code
de la route illustréiert ass, net iwwerschneiden a muss
dofir vun enger zoustänneger nationaler Autoritéit an
engem Memberstaat vum europäesche Wirtschafts-
raum homologéiert gi sinn. Bei de viischte Säitefën-
stere gëllt dat selwecht, ausser datt do op déi ganz
Fënsterscheif eng Folie gekleift ka ginn.

Auslännesch Gefierer ginn net anescht behandelt
wéi déi national Gefierer an an der Annex I vum Code
de la route si Geldstrofe virgesinn. Bei Verstéiss kann
d'Gefier zu enger technescher Iwwerpréiwung ver-
pflicht ginn an et kann een Uerder zum Ewechhuele
vun der onerlaabter Folie ginn.

Gefierer, déi aus dem Net-EU-Ausland importéiert
ginn, mussen fir déi national Zouloossung den europä-
esche Bestëmmungen ugepasst ginn.

Passerelle GSO | Question **0822** (30/05/2024) de
Mme Francine Cloesener (LSAP)

Selon plusieurs articles récents de la presse écrite et
le communiqué des syndicats ALEE, SLEG et SPEBS du
13 mai 2024, l'ALEE a commandité un avis juridique
afin d'évaluer la conformité à la loi de la « Passe-
relle » permettant aux élèves diplômés de la section
sciences sociales (GSO) de l'enseignement secondaire
général d'accéder au Diplôme d'État d'éducateur ainsi
que la légalité de ce diplôme. L'expertise juridique
remettrait en question la « Passerelle GSO » et le
diplôme. Le raisonnement reposerait sur le fait que
la loi prévoit une durée de formation de trois ans et
que la formation concernée ne remplit pas les critères
d'une admission conditionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions sui-
vantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation natio-
nale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport
à cet avis juridique ?

– Quelles conséquences Monsieur le Ministre va-t-il
tirer de cet avis juridique ?

– Monsieur le Ministre envisage-t-il un échange avec
l'ALEE et d'autres acteurs concernés ?

Réponse (25/06/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre
de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

En ce qui concerne la position du Gouvernement
par rapport à l'avis juridique cité par l'honorable
Députée, je me permets de renvoyer à mes réponses
à la question parlementaire n° 0802.

Alors que l'avis juridique en question date du 28
novembre 2022, le Ministère de l'Éducation natio-
nale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) n'en a
pris connaissance que récemment. Certains principes
et éléments y soulevés ont cependant déjà été discu-
tés lors d'échanges antérieurs avec l'ALEE ainsi que
d'autres acteurs concernés dans le cadre du Comité
d'accompagnement.

Si d'autres éléments soulevés dans cet avis juridique
nécessitent une discussion plus détaillée, le MENJE
est bien sûr disposé à en discuter.

Communiqué de presse de l'ABBL | Question **0823**
(30/05/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **M. Claude
Haagen** (LSAP)

L'Association des banques et banquiers Luxembourg
(ABBL) a récemment annoncé une collaboration
stratégique impliquant plusieurs institutions finan-
cières majeures du pays : la Société nationale de
crédit et d'investissement (SNCI), la Banque et
Caisse d'Épargne de l'État (Spuerkeess), la Banque
Raiffeisen, la Banque internationale à Luxembourg
(BIL) et la BGL BNP Paribas. Cette alliance vise à
établir un fonds commun de créances, connu inter-
nationalement sous l'appellation « Special Purpose
Vehicle ». L'objectif principal de ce fonds est d'investir
de manière ciblée dans le marché immobilier
luxembourgeois. Cette initiative est motivée par la
volonté de stimuler le secteur du logement et de
maintenir la stabilité de l'emploi au sein de l'industrie
de la construction.

Dans le cadre de cette démarche, nous souhaiterions
obtenir de Monsieur le Ministre des Finances des ré-
ponses aux questions suivantes :

– Quel est le niveau de la décote consentie par les
promoteurs aux banques ? Est-elle supérieure à celle
accordée à l'État à la suite des annonces de rachats
de ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) ?

– Le Gouvernement envisage-t-il d'adopter un mo-
dèle d'achat de projets VEFA similaire à celui présenté
par les représentants du secteur bancaire ?

– Le Gouvernement est-il déjà informé des noms des
autres banques qui, selon le communiqué de presse
de l'ABBL, seront invitées à rejoindre le SPV ? Le cas
échéant, pourriez-vous nous indiquer les noms des
banques concernées ?

– Combien des 1.300 logements prévus répondent
aux critères de logement abordable et/ou social ?

Réponse (02/07/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre
des Finances

Les honorables Députés s'enquièreent au sujet d'un
« Special Purpose Vehicle » (SPV) lancé par quatre
banques de la place pour aider à redynamiser la
construction de logements et constitué le 1^{er} juillet
2024. Dans ce contexte, le Ministère des Finances
a récemment eu la confirmation que la Banque de
Luxembourg s'est associée au SPV.

Comme expliqué aux députés lors de la réunion de la
Commission des Finances du 22 mai 2024, il est prévu
que le SPV émette des options d'achat pour des pro-
jets immobiliers à usage résidentiel dont le taux de
prévente dépasse les 50 % sans atteindre le seuil de

prévente requis pour obtenir le financement voire
l'accord de garantie d'achèvement par les banques.

D'après les représentants du secteur bancaire pré-
sents à la réunion précitée, la décote appliquée
dépendra au final des projets soumis, de sorte qu'il
n'est pas possible de se prononcer à ce stade et dans
l'absolu sur une éventuelle comparabilité ou non des
décotes retenues par rapport à celles obtenues par
l'État. Alors que le SPV s'intéresse potentiellement
à des objets qui ne rentrent pas dans le cahier des
charges du Ministère du Logement, son objet est
complémentaire à celui poursuivi par l'État via son
programme d'acquisition de logements VEFA.

Plan canicule | Question **0824** (31/05/2024) de
M. André Bauler | **M. Gérard Schockmel** (DP)

Den däitsche Gesondheetsminister huet rezent Re-
commandatiounen virgeluecht, fir Klinicken a Fleege-
ariichtunge besser op Hëtztwelle virzebereeden. Mat
zouhuelendem Klimawandel wäert d'Hëtzt lues a lues
zu engem bestännege Problem am Summer ginn.
Dat verlaangt, datt een sech op dës Erausforderung
virbereet, fir Patienten an eeler Leit sou gutt wéi
méiglech ze schützen.

Virun deem Hannergrond wollte mir der Madamm
Gesondheetsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit de Moment d'Strategie vum Gesond-
heetsministère aus, fir d'Leit an de Klinicken an an de
Fleegeariichtunge viru steigenden Temperaturen am
Summer beschtméiglech ze protegieren? Wat ass do
déi konkret Virgoensweis?

2. Ass den aktuelle „Plan canicule“ nach „up to date“
oder gëtt dru geduecht, fir en an noer Zukunft ze
iwwerschaffen?

Réponse (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am „Plan canicule“ ass beim Niveau 3: Alerte
virgesinn, datt déi am Viraus ausgeschaffte Proto-
koller an deenen Institutionen, déi Risikopersoune
betreien (Spideeler, CIPA asw.), applizéiert an an
d'Praxis ëmgemat ginn.

ad 2. De „Plan canicule“ gëtt permanent an Zesum-
menaarbecht mat de Spideeler, der FHL, der COPAS,
der Croix-Rouge, an och dem Haut-Commissariat à
la protection nationale, Meteolux, an dem Ministère
des Affaires intérieures adaptéiert an ugepasst. Bei
Avisen zu PAG a PAP, déi der Division de l'inspection
sanitaire ënnerbreet ginn, mécht d'Gesondheets-
direktioun reegelméisseg Umierkungen, déi derzou
bäidroe sollen, datt, virun allem am urbanen Ëmfeld,
sogenannten Hëtztinselen, vu virera kënnen ver-
midde ginn.

D'Division de l'inspection sanitaire vun der Gesond-
heetsdirektioun huet des Weideren eng Rei Fichen
ausgeschaff, déi sech op follgend Thematiken, am
Kontext vu „grousser Hëtzt“, bezéien:

– Organisatioun vu kulturellen oder sportlechen Eve-
nementer;

– Verhalensreegelen am Ëmgang a bei der Betreuung
vu kleng Kanner respektiv Puppelcher;

– Verhalensreegele fir Leit, déi op der Strooss liewen.

**Dépenses et recettes étatiques liées au
« Solidaritéspak »** | Question **0825** (31/05/2024)
de **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans le cadre de la crise sur les marchés de l'énergie,
le Gouvernement, l'UEL, le LCGB et la CGFP avaient

signé en mars 2022 le Solidaritétspak afin d'atténuer la hausse des prix. Après les prévisions du Stateg du 8 février 2023 soulignant le risque d'un choc inflationniste en cas d'arrêt des mesures, il a été décidé de prolonger les contributions étatiques jusqu'au 31 décembre 2024, ceci par la loi du 21 juillet 2023 portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie.

En mai 2024, le Gouvernement a annoncé la suppression progressive de ces mêmes mesures à partir de 2025.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Quels sont les montants des dépenses nettes liées aux subventions de la loi du 21 juillet 2023 portant prolongation de certaines contributions étatiques visant à limiter la hausse des prix de l'énergie ?
- 2) Comment ces dépenses ont-elles évolué dès l'introduction des mesures concernées ?
- 3) L'État étant actionnaire dans le domaine de l'énergie, quel est le montant de ses dividendes pendant cette même période ?
- 4) Quelle est l'évolution des recettes de TVA des secteurs énergétiques concernés par les subventions pendant cette même période ?

Réponse (02/07/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) et 2) Ci-après la ventilation par année des différentes mesures prises en matière de limitation de la hausse des prix de l'énergie :

1. Limitation du prix « chauffage urbain »
 - 2022 : 0 euro
 - 2023 : 11,1 millions d'euros
 - 2024 : 0,5 million d'euros (débourrés au 31/05/2024)
2. Limitation du prix du gaz – Variable « réseau »
 - 2022 : 25,2 millions d'euros
 - 2023 : 64,3 millions d'euros
 - 2024 : 26,6 millions d'euros (débourrés au 31/05/2024)
3. Limitation du prix du gaz – Variable « prix »
 - 2022 : 55 millions d'euros
 - 2023 : 143,4 millions d'euros
 - 2024 : 2,4 millions d'euros (débourrés au 31/05/2024)
4. Limitation du prix des « pellets »
 - 2023 : 2,3 millions d'euros
 - 2024 : 0,7 million d'euros (débourrés au 31/05/2024)
5. Limitation de la hausse des prix « bornes de recharges publiques »
 - 2022 : 1,3 million d'euros
 - 2023 : 2,7 millions d'euros
 - 2024 : 0,6 million d'euros (débourrés au 31/05/2024)
6. Limitation de la hausse des prix de l'électricité
 - 2022 : 10 millions d'euros
 - 2023 : 108,5 millions d'euros
 - 2024 : 120 millions d'euros (débourrés au 31/05/2024)

ad 3) Le tableau ci-après renseigne les participations de l'État au bénéfice des entreprises y visées et les dividendes recouverts par la Trésorerie de l'État sur base des données du compte général :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

La société Sudcal n'a encore jamais versé de dividendes.

Un dividende brut de 814.655,50 euros de la société SEO est revenu à l'État pour l'année 2023. À noter que

les participations aux bénéfices de SEO équivalent à un montant fixé dans les statuts de la société et selon le type d'action et que la société n'est pas concernée par les mesures du Solidaritétspak.

ad 4) Le tableau qui suit résume les recettes de TVA sur les ventes de carburant encaissées sur la période de 2021 à 2023.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Ces recettes sont caractérisées par le fait que sont retranchés les remboursements effectués à des assujettis étrangers ne disposant pas de numéro TVA au Luxembourg, mais avec un droit à déduction dans leur État membre d'origine. Ainsi, ces assujettis ont la possibilité de récupérer la TVA payée sur leurs achats de carburant au Luxembourg. En ce qui concerne l'exercice du droit à déduction par les assujettis luxembourgeois, l'administration ne dispose actuellement pas de moyens de rapprocher ces données avec celles qui résultent des déclarations. Le solde n'est donc pas à confondre avec les recettes encaissées en définitif.

Le graphique suivant présente le solde (recettes brutes moins remboursements UE) cumulé des recettes TVA des ventes de carburants pour les exercices 2021-2024.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Les recettes de TVA provenant des ventes d'électricité et de gaz se chiffrent à 40.513.228 euros pour l'année 2023, ce qui correspond à un taux de croissance de -42,5 % (-29.999.801 euros) par rapport à la même période de l'année précédente. Ces recettes ne représentent que 0,8 % des recettes totales de TVA.¹⁸

(Tableau et graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....

Contamination des eaux par l'acide trifluoroacétique | Question **0826** (31/05/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le Réseau européen d'action sur les pesticides (PAN) et ses membres ont récemment rapporté sur la contamination des eaux européennes par l'acide trifluoroacétique (TFA). Il s'agit de révélations préoccupantes. L'analyse, menée par le Centre technologique de l'eau de Karlsruhe, indique que tous les échantillons d'eau de surface et souterraine provenant de dix pays de l'UE contiennent du TFA, avec des concentrations atteignant jusqu'à 3.300 ng/l, bien au-delà des niveaux acceptables selon les propositions de la directive européenne sur l'eau potable. Selon le rapport, la concentration de TFA dépasse les 1.000 ng/l dans l'Alzette et plus de 900 ng/l pour l'ensemble des eaux souterraines du pays.

Le TFA provient de la dégradation des PFAS et est présent dans divers produits industriels et agricoles. Il est actuellement classé comme « non pertinent » par les autorités européennes, ce qui le soustrait aux seuils de régulation imposés à d'autres substances chimiques. Cette classification est critiquée par le Réseau européen d'action sur les pesticides et ses membres en raison de la persistance de cette substance dans l'environnement et des défis liés à son élimination par les méthodes de traitement de l'eau potable conventionnelles.

¹⁸ La part B2B, donnant lieu à la déduction de la taxe en amont (entreprises, usines, ...), n'est pas déterminable mais réduit encore davantage le poids des recettes TVA suite à la vente d'électricité et de gaz.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Monsieur le Ministre soutiendra-t-il une réévaluation de la classification du TFA au niveau européen pour garantir une meilleure protection de la santé publique et de l'environnement ?
- 2) Quelles mesures envisage-t-il de prendre pour renforcer la surveillance et la régulation de la présence du TFA dans les eaux de surface et souterraines du Luxembourg ?
- 3) Quelles initiatives sont prévues pour promouvoir la recherche et le développement de méthodes efficaces afin de diminuer la présence de TFA dans les sources d'eau potable luxembourgeoises ?

Réponse (23/07/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Oui, le Gouvernement soutient une réévaluation de la classification du TFA au niveau européen. Cette réévaluation doit viser aussi bien les normes de qualité des eaux potables que les normes de qualité environnementales pour les eaux de surface et les eaux souterraines. Ces évaluations devront permettre d'établir les valeurs toxicologiques adéquates.

Le Gouvernement s'engage également pour des interdictions ou des restrictions de mise sur le marché au niveau européen de substances qui seraient susceptibles de nuire à la santé humaine et à l'environnement.

ad 2) Un état des lieux complet des concentrations en TFA dans les eaux de surface et les eaux souterraines, de leurs sources anthropiques et de leur évolution au cours du temps constitue la première étape en vue d'une surveillance et d'une régulation efficace et ciblée.

L'élaboration de cet état des lieux et actuellement en cours, et comporte :

- (i) le développement et l'accréditation d'une méthode analytique fiable par le laboratoire de l'AGE, ce qui va permettre à l'AGE d'augmenter les analyses du TFA dans les eaux de surface,
- (ii) une campagne d'échantillonnage des eaux souterraines visant à cartographier de manière plus complète la distribution des concentrations en TFA et à analyser – afin de dégager l'origine anthropique – la relation entre les concentrations mesurées et les sources potentielles.

En parallèle, une évaluation du potentiel toxicologique découlant de la consommation d'eau contenant du TFA est en cours par l'OMS et ces résultats sont attendus au niveau européen.

ad 3) Une identification des sources de TFA dans les eaux souterraines et de surface constitue la première étape pour une stratégie de réduction du TFA. Une fois l'origine ou les origines du TFA identifiées et quantifiées, des mesures de réduction à la source pourront être instaurées en partenariat avec les acteurs compétents.

.....

Restructuration auprès de ING Luxembourg | Question **0827** (31/05/2024) de **M. Marc Spautz** (CSV)

La banque ING Luxembourg a annoncé récemment vouloir arrêter ses activités de banque de détail pour les clients particuliers, ce qui entraîne la clôture d'un nombre important de comptes. Les clients concernés



se voient obligés de trouver une nouvelle banque pour les accueillir. D'après un communiqué de presse diffusé par la banque le 29 mai 2024, l'institut explique avoir constaté « qu'il n'y a pas de croissance durable possible dans un avenir proche pour ING au Luxembourg dans la banque de détail pour les clients particuliers ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail :

– Combien de personnes sont employées par ING Luxembourg pour les activités de banque de détail ?

– Comment est-ce que la décision de clôturer les activités de banque de détail a été communiquée aux salariés ? Est-ce que la banque a donné des indications quant au sort réservé aux salariés concernés par la clôture des activités de banque de détail ?

– Est-ce que le Gouvernement est en contact avec la direction d'ING Luxembourg ? Est-ce que le Gouvernement estime qu'un plan social est envisageable au sein de la banque ?

– Est-ce que des agences sont menacées par la réorientation des activités de la banque ? Combien de personnes sont employées par ING Luxembourg dans les agences ?

Réponse (01/07/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

L'honorable Député s'enquiert de la restructuration d'ING Luxembourg (ING) et notamment de l'avenir de son activité de banque de détail au Luxembourg et de l'emploi dans ce segment.

Lors de la réunion de la Commission des Finances du 4 juin 2024, les représentants du Ministère des Finances et de la CSSF ont partagé avec les députés des détails à ce sujet. Selon les informations fournies au Ministère des Finances par ING à ce moment, 45 personnes travaillent dans le réseau d'agences au Luxembourg (composé de 5 agences) et ce réseau sera, à terme, réduit à une ou deux grandes agences. Une partie du personnel des agences sera transférée dans le « contact center » de la banque.

À ce jour, la direction d'ING n'a pas contacté le Ministère du Travail dans le contexte d'un plan social. C'est la raison pour laquelle le Ministère du Travail ne peut pas se prononcer quant à l'établissement d'un tel plan.

Étiquetage de l'origine à d'autres denrées alimentaires | Question 0829 (31/05/2024) de M. Gusty Graas (DP)

Lors du Conseil « Agriculture » de lundi 27 mai 2024 à Bruxelles les délégations allemande et autrichienne, soutenues notamment par la France, la Finlande, l'Estonie et le Portugal, ont demandé d'étendre l'étiquetage obligatoire de l'origine à d'autres denrées alimentaires. Actuellement, diverses obligations européennes d'indiquer le pays d'origine sont déjà en place pour certains produits (viande bovine, viande porcine, ovine, caprine et de volaille, œufs, fruits et légumes frais, miel, huile d'olive, produits biologiques). Un tel cadre juridique au niveau européen permettrait notamment de renforcer la position des agriculteurs européens dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et améliorer la transparence pour les consommateurs.

Le Luxembourg a plaidé pour un étiquetage volontaire de l'origine sur les produits agricoles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Quelles sont les raisons justifiant la préférence au Luxembourg pour un étiquetage facultatif plutôt qu'obligatoire ?

2) Comment cette position peut-elle répondre aux exigences de transparence pour les consommateurs et à la compétitivité des producteurs locaux ?

3) Quelles initiatives sont prévues pour garantir que les consommateurs luxembourgeois soient bien informés sur l'origine des produits alimentaires qu'ils achètent ?

Réponse (21/06/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Comme le signale l'honorable Député, l'étiquetage d'origine obligatoire a déjà été mis en place pour de nombreuses denrées alimentaires. En effet, un étiquetage obligatoire est déjà prévu pour la viande de bœuf fraîche, réfrigérée et surgelée, la viande de porc, de mouton, de chèvre et de poulet préemballée fraîche, réfrigérée et surgelée ainsi que les œufs, les fruits et légumes frais, le miel, l'huile d'olive, les produits bio préemballés et toutes les denrées alimentaires où il y a un risque que le consommateur soit induit en erreur par l'étiquetage.

Par ailleurs, la Commission européenne a réalisé une étude d'impact et publié un rapport en mai 2015 concernant l'indication obligatoire du pays d'origine ou du lieu de provenance pour le lait, le lait utilisé comme ingrédient dans les produits laitiers et les types de viande autres que la viande bovine, porcine, ovine, caprine et la viande de volaille. Le rapport a conclu que l'indication obligatoire de l'origine sur l'étiquette entraînerait une hausse de la charge administrative pour la plupart des produits examinés et, par conséquent, la question qui se pose est d'apprécier si l'équilibre entre les coûts et les avantages est tel qu'il justifierait cette indication obligatoire. La Commission a pris la décision suite à ce rapport de ne pas légiférer en la matière.

Le Luxembourg, du fait de sa taille, dispose d'une agriculture et d'un secteur agroalimentaire étroitement liés aux régions voisines. Aucune des exploitations agricoles ne se situe à plus de 25 km d'une frontière. Pour comparer, la surface du Grand-Duché est de 2.600 km², celle de la Province du Luxembourg en Belgique est de 4.400 km², en France la surface moyenne des 101 départements dépasse 6.500 km². Les échanges transfrontaliers de volumes limités sont comparables aux échanges inter-régions dans un autre État membre et constituent une pratique commerciale courante. Le lait est particulièrement concerné par cette pratique car de nombreux agriculteurs luxembourgeois livrent leur production de lait à des coopératives à l'étranger.

Un étiquetage obligatoire de l'origine, basé sur le nom du pays, poserait donc un problème majeur pour ces échanges transfrontaliers à caractère régional. Il constitue une atteinte à la libre circulation et les coûts supplémentaires risquent d'être transférés par les transformateurs vers les producteurs primaires et les consommateurs.

Voilà pourquoi, je reste convaincue qu'un étiquetage volontaire de l'origine du nom du pays ou alors, mieux, un étiquetage régional et non pas national constituerait une solution qui permettra les échanges transfrontaliers et correspondra à la demande des consommateurs de manger local.

ad 2) Un étiquetage d'origine non pas national mais régional et transfrontalier constitue une réelle

solution pour un pays de petite taille, qui satisferait la demande des consommateurs sans justement nuire aux producteurs locaux. Le Luxembourg défend cette position depuis de nombreuses années.

ad 3) Une multiplication des différents systèmes d'étiquetage proposant des informations très variées telle que la qualité, les méthodes de production, l'origine ou la valeur nutritionnelle risque de nuire à la transparence et à la compréhensibilité. Nous devons plutôt œuvrer pour une rationalisation des différents systèmes d'étiquetage et mieux valoriser les informations déjà existantes.

Voilà pourquoi le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture soutient de nombreuses initiatives pour informer le consommateur. La campagne de sensibilisation #regionalsaisonal du ministère vise à sensibiliser le consommateur face aux produits régionaux et de saison. Le ministère soutient également la campagne « Sou schmaacht Lëtzebuerg » de la Chambre d'agriculture dont l'objectif est de promouvoir les produits d'origine luxembourgeoise et rapprocher les producteurs luxembourgeois des consommateurs. En juin 2022, le ministère a mis en place un agrément en tant que système de qualité ou de certification des produits agricoles. Un de ses piliers, intitulé « Régional – Solidaire », impose notamment le recours à des ingrédients cultivés ou élevés en grande majorité dans la région.

Par ailleurs, Restopolis a lancé en 2021 la campagne « Food4Future » qui propose des menus repensés pour manger équilibré, au maximum bio, local et de saison.

Avenir de la Halle des soufflantes | Question 0830 (31/05/2024) de Mme Sam Tanson | M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon un article de presse publié en date du 3 mai 2024 dans le « Luxemburger Wort », il n'y aurait actuellement pas de projet concret pour le réaménagement de la Halle des soufflantes. Toujours selon l'article, il ne faudrait dès lors pas s'attendre à ce que de plus amples détails sur l'avenir du site soient communiqués au public dans un futur proche.

Au cours de la dernière législature, après que des réflexions approfondies ont été menées quant à une affectation future et un réaménagement de la halle par l'ASBL IK-CNCI, le Ministère de la Culture et celui en charge des Travaux publics avaient commandité auprès d'une équipe d'architectes du Département de géographie et de planning spatial auprès de l'Université du Luxembourg un concept pour une future utilisation du bâtiment à des finalités mixtes dont l'éducation ainsi que la création de lieux publics et de logements. L'étude a permis d'identifier un certain nombre d'utilisateurs.trices intéressé.e.s ainsi que plusieurs scénarios envisageables pour la transformation et l'aménagement du bâtiment en vue de l'utilisation par les entités pressenties.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Culture et de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur et Madame les Ministres sont-ils au courant de l'étude commanditée au cours de la dernière législature ?

2) Dans l'affirmative, quelle suite entendent-ils y réserver ? Un appel à projets sera-t-il lancé en vue de la réalisation du concept issu de l'étude ?

3) Une participation citoyenne est-elle envisagée afin de débattre avec la population et les institutions des différentes possibilités ?

4) Dans quel délai un concept pour le réaménagement du bâtiment sera-t-il présenté ?

Réponse (01/07/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

Les honorables Députés Sam Tanson et Meris Sehovik s'enquière sur l'avenir de la Halle des soufflantes à Esch/Belval.

ad 1) En ce qui concerne les études réalisées dans le cadre de la conservation de la halle, études menées suivant différents scénarios possibles qui tiennent compte des études préliminaires ainsi que de l'approfondissement des réflexions sur le développement urbain de la Terrasse des hauts-fourneaux, nous pouvons répondre par l'affirmative.

En effet, les études réalisées par l'équipe d'architectes du Département de géographie et de planning spatial auprès de l'Université du Luxembourg ont été commanditées à l'époque par le Ministère de la Culture. Le Ministère des Travaux publics a quant à lui, par l'entremise du Fonds Belval, réalisé en parallèle plusieurs études portant sur des réflexions élargies non seulement au niveau de la réhabilitation de la halle, comme traité dans l'étude de l'université, mais également au niveau du rôle de la halle dans le contexte urbain de Belval, de son devenir et des enjeux qu'il représente à une échelle territoriale plus vaste.

ad 2) La décision du Conseil de Gouvernement prise en sa séance du 21 juillet 2023, sur base de la note conjointe établie par le Ministère de la Culture et le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, prévoit :

1. le transfert de la Halle des soufflantes du Ministère de la Culture au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ;
2. de charger le Fonds Belval de développer un programme de construction intégrant les éléments issus des propositions élaborées par les deux ministères et remaniés dans une réflexion globale sur le développement du site et le rôle spécifique de la Halle des soufflantes ;
3. de charger le Fonds Belval de la planification d'un concours d'architecture en vue de la réhabilitation de la Halle des soufflantes.

Par conséquent, et afin de répondre de manière optimale aux futurs projets d'envergure sur le site de Belval, le Fonds Belval mène à l'heure actuelle une réflexion globale sur la programmation de la Cité des sciences, de la recherche et de l'innovation. Dans le cadre de cette réflexion globale des études sont en cours et permettront d'établir un cadre de programmation inscrit dans une vision globale, cohérente et prospective du développement urbain de Belval, tout en y intégrant les éléments issus des propositions élaborées par les deux ministères (études réalisées par l'équipe d'architectes du Département de géographie et de planning spatial auprès de l'Université du Luxembourg). En effet, cette démarche globale est opportune alors que la Halle des soufflantes occupe une place spécifique, tant à l'échelle même du site qu'en tant que centre de gravité de l'agglomération de la région Sud.

Tenant compte du fait que le projet de réhabilitation de la Halle des soufflantes pourra se décliner suivant différents scénarios, comme déjà avéré pour la restauration et la mise en valeur des hauts-fourneaux à Belval et tel qu'il en résulte également des diverses études établies jusqu'à présent pour la halle, un appel à projets pourra être envisagé pour autant que la transcription des visions de toutes les parties impliquées aboutisse à un projet cohérent, en adéquation

avec le programme de construction visé et consolidant l'identité de Belval.

ad 3) L'opportunité, la portée et le cadre donné à une participation citoyenne dans le projet de la Halle des soufflantes seront évalués au terme des études urbanistiques actuellement en cours. La Halle des soufflantes étant un élément du patrimoine industriel et le témoin d'un passé collectif majeur, sa destinée relève à ce titre de la sphère publique. Néanmoins, l'envergure du projet, sa complexité technique ainsi que ses impacts foncier et financier requerront une préparation adéquate et un cadre bien défini en cas de démarche participative.

ad 4) Compte tenu des délais nécessaires à la finalisation des études sur l'état actuel de la programmation urbanistique de la Cité des sciences, sur base desquelles un programme de construction spécifique pour le projet de réhabilitation de la Halle des soufflantes pourra être élaboré, et eu égard également aux délais administratifs requis pour la validation de ces programmes par les instances concernées, l'appel à projets pourra se concrétiser fin 2025/mi-2026.

.....
Charge de travail des conducteurs de train | Question 0831 (31/05/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op meng Froen N° 0165 an 0387 huet d'Mobilitéists-ministesch mir Zuele geliiwert betreffend d'Fuerpersonal bei den CFL. Wann een sech des Zuelen ukuckt, fällt op, dass 2023 virun allem d'Lokführer vill Deeg usammelen duerch net liquidiert Roudeeg.

Esou goufen am Joer 2023 1.012 Roudeeg net liquidiert, also ee Solde vun 322 Deeg, déi eleng fir 2024 era muss geholl ginn. Bei 334 Lokführer bedeit dat, dass an der Moyenne bal all Lokführer ee Roudag muss eranhuelen (woubäi verschidder jo hei méi cumuléieren an anerer guer net).

D'Roudeeg si virun allem do, fir dass d'Lokführer tëschent hire Schaffwochen eng Paus aleeën, fir sech kierperlech a mental kënnen ze erhuelen. Manner Roudeeg bedeit manner Repos an doduerch méi Middegkeet, manner Leeschtungsfaegkeet an ee Risiko fir d'Gesondheet. Ee Lokführer, dee permanent siwen Deeg um Stéck oder 48h d'Woch schafft, kann net permanent konzentréiert schaffen, wat och ee Risiko fir d'Passagéier duerstellt.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Zum Personalbestand: Wéi vill Lokführer an Zuchbegleeder waren an de Joren 2020 bis 2023 (opgeschlüsselt no Joer) op d'mannst eemol am Statut „inapte“ a konnten deemno net hirer Aarbecht no-goan? Goufen des Lokführer an Zuchbegleeder an der Statistik vun der QP N° 0165 mat agerechent?
2. Wéi verdeelt sech de Solde u Roudeeg bei de Lokführer? Wat ass de Maximum u Roudeeg, deen ee Lokführer muss eranhuelen a sinn d'Moyenne an de Median bei alle Lokführer?
3. Wat wäert ennerholl ginn, fir dass et net méi virkënt, dass d'Lokführer Roudeeg gestrach kréien?
4. Wéi vill Stonne stinn insgesamt op den Zäitspuerkerkonte vun de Lokführer (zënter der Aféierung vum CET)? Wéi vill Stonnen hunn sech iwwert déi lescht 5 Joren hei ugesammelt a wat sinn den Duerchschnitt an de Medianwäert bei alle Lokführer?
5. Wéi oft ass et 2023 virkomm, dass d'Lokführer méi wéi 40h/Woch geschafft hunn a wéi vill Iwwerstonnen hunn sech op des Manéier ugesammelt?

6. Hunn all d'Lokführer an der Reegel mindestens 44 Stonne Paus tëschent zwou Aarbechtswochen? Falls nee, wéi oft ass dat 2023 net de Fall gewiescht?

Réponse (26/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Tabell weist d'Unzuel vu Lokführer an Zuchbegleeder, déi an de Joren 2020 bis 2023 op d'mannst eemol am Statut „inapte“ waren an deemno net hirer Aarbecht nokomme konnten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dës Lokführer an Zuchbegleeder goufen an der Statistik vun der QP N° 0165 mat agerechent.

ad 2. An der Moyenne verdeelen sech déi Rescht-Roudeeg um Enn vum leschte Joer op e Wäert vun 3,35 pro Lokführer. De Median loung bei 2.

ad 3. Fir ze verhënnern, dass d'Lokführer Roudeeg gestrach kréien, ass d'Unzuel vun de Recrutementer fir 2024 nach eng Kéier erhéicht ginn.

ad 4. D'Stonnen, déi sech insgesamt, zënter der Aféierung vum CET am Joer 2022, op den Zäitspuerkerkonte vun de Lokführer pro Joer ugesammelt hunn, si follgend:

2022: +5.150 Stonnen
 2023: -140 Stonnen

Vun deene 5.150 ugesammelte Stonnen am Joer 2022, goufen der am Ganzen 140 iwwer d'Joer 2023 op den Zäitspuerkerkonten ofgebaut.

Iwwert déi lescht 5 Joer (2018–2023) hu sech 47.684 Stonnen ugesammelt. Iwwert déi lescht 5 Joer huet all Lokführer am Duerchschnitt 109,4 Stonnen ugesammelt. De Medianwäert vun den Usammlungen iwwert déi lescht 5 Joer loung bei 77,6 Stonnen.

ad 5. D'Kontroll vun den Iwwerstonne gëtt iwwer eng Referenzperiod vu 4 Woche gemaach, deemno 160 Stonnen/4 Wochen.

Am Total hunn sech am Joer 2023 esou 697 Iwwerstonnen ugesammelt.

ad 6. Den CFL-Personalstatut gesäit vir, dass „dans la mesure du possible“ jiddereen duebel Roudeeg (2 Roudeeg hannereneen) soll kréien. En isoléierte Roudag ass definéiert mat minimum 38 Stonnen.

En duebele Roudag ass definéiert mat minimum 62 Stonnen.

Den CFL-Personalstatut kennt keng Reegel vu 44 Stonnen.

.....
Abus sur mineurs | Question 0832 (31/05/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Kandsmësshandlung ass een eescht Thema an eis Gesellschaft muss versichen, fir all Form vu Gewalt géint Kanner ze entdecken, ze verhënnern oder ze bestrofen. An engem moderne Rechtsstaat ass d'Justiz dofir zoustänneg, fir dass dat geschitt.

An deem Zesammenhang wéilt mir de Ministere fir den Interieur a fir Justiz des Froe stellen:

1. Wéi vill Plaintë wéinst Abus géint Mannerjäreger (opgeléicht no der Form vun Abus, z. B. Abus sexuel, Violence, Negligence) sinn an de leschte 5 Jore bei der Police an der Justiz agaangen?
2. Wéi vill vun desén Affairë sinn ouni weider Suite klasséiert ginn?
3. Wéi laang dauert et am Schnëtt vum Erareeche vun der Plainte bis den Dossier bei der Police evaküiert gëtt (weidergeleet un de Parquet)?

Wéi laang dauert et am Schnëtt vum Erareeche vun der Plainte bis den Dossier beim Parquet evakuéiert gëtt (klasséiert gëtt oder an enger Gerichtsaffär lant)?

4. Wéi vill Persounen sinn aktuell beim SCAS age stellt a wéi eng Servicer existéieren hei? Wéi huet sech d'Unzuel vun de Persounen an dëse Servicer tëschent 2018 an haut entwéckelt?

5. Wéi sollen sech d'Servicer beim SCAS personell an organisatoresch an deenen nächste 5 Joren entwéckelen (wéi eng weider Aufgabe soll de SCAS an Zukunft erfëllen a mat wéi vill Persounen soll dat geschéien)?

Réponse (01/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Plainten, déi d'Police kritt, ginn un de Parquet weidergereicht a fannen sech an den Zuele vum Parquet hei drënner erëm.

Et sief am Virfeld ze bemerken, dass et bei deene verschiddene geliwerten Zuele méiglech ass, dass eng Affär e puer Mol gezielt ginn ass, wa méi wéi eng Infraktioun an der selwechter Affär libelléiert ginn ass.

D'Zuele vun de Plaintë befanne sech a folgendem Tableau:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Et sief ze bemerken, dass eng Affär, déi zum Beispill 2023 klasséiert gouf, net onbedéngt och 2023 beim Parquet erakomm ass, mee an de Jore virdrun. D'Zuele befanne sech a folgendem Tableau:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. D'Police erhieft keng eege Statistik doriwuer.

Déi duerchschnëttlech Dauer an Deeg, bis d'Affär klasséiert gëtt oder de Parquet de Renvoi virun engem Geriicht freet, bzw. den Täter viru Geriicht zitéiert, kann een aus dem Tableau heidrënner bestëmmen.

Verschiede Präzisiounen sinn hei néideg:

– „ad acta“ bedeit de Classement sans suite vun der Affär.

– „réquisitoire renvoi/citation“ deit op de Renvoi oder d'Zitatioun vum Parquet op engem Geriicht hin.

Eng laang Dauer ass op d'Opmaache vun enger Instruktioun, déi méi zäitopwänneg ass, zeréckze féieren.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Um SCAS sinn aktuell 138 Persounen age stellt.

De SCAS ëmfaasst 5 Servicer:

- a) de Service vun der Protection de la jeunesse, deen an 3 Sous-Sectiounen agedeelt ass: Enquêtes sociales, Assistances éducatives a Prestations éducatives et philanthropiques;
- b) de Service vun den Affaires familiales;
- c) de Service vun den Tutelles;
- d) de Service vun der Probatioun, dee säit Mee 2024 an 2 Sous-Sectiounen agedeelt ass: Peines privatives a Peines alternatives;
- e) de Service d'aide aux victimes.

D'Unzuel vu Leit, déi an de verschiddene Servicer schaffen, ass déi folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5. Déi geplangte mëttelfristeg Entwécklung vum SCAS gesäit eng weider personnell Verstärkung vir.

Dobäi ass natierlech ze präziséieren, dass all Joer den Aarbechtspensum evaluéiert gëtt, a soumat d'Ufro u Posten dann och ugepasst gëtt.

D'Jugendschutzreform, déi vun de Gesetzesprojeten iwwert e Jugendstrofrecht (7991) an iwwert e Jugendschutzrecht (7994) gedroe gëtt, wäert eng Reorganisatioun vum Service vun der Protection de la jeunesse mat sech bréngen.

Wat d'Missiounen am Kader vum Jugendstrofrecht ugeet, hunn d'Coordinatrici, d'Mataarbechter vun der Protection de la jeunesse an d'Direktioun vum SCAS am Kader vun Aarbechtsgruppen zesummen e Konzept fir en adäquaten Encadrement fir jugendlech Stroftäter opgestallt.

An enger éischer Phas wäert den zukünftige Service de droit pénal pour mineurs mat der Unzuel vu Mataarbechter, déi elo an der Protection de la jeunesse schaffen, ufänken. An enger zweeter Phas wäert den Effectif u Personal op Basis vun enger Evaluatioun vun den Tächen an dem Aarbechtspensum gegebenefalls ugepasst ginn.

Chiffres de la délinquance | Question **0833** (31/05/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Lëtzebuerg läit an de leschte verfügbare Statistike vun Eurostat am Top fënnf vum de geféierlechste Länner an Europa, wat d'Unzuel vun Abréch an Iwwerfall pro 100.000 Awunner ugeet. Der Kriminalitätsstatistik vum leschte Joer no gouf et 2023 3.973 Abréch oder versichten Abréch, 566 Iwwerfall mat Gewalt an 3.755 Fäll vu virsätzlecher Kierpverletzung.

Dëst entsprécht ronn:

- 11 Abréch oder versichten Abréch a Gebaier, pro Dag
- 10 Gewaltakten, wou Persounen ugegraff ginn, pro Dag
- 11 gewalttätig Iwwerfall pro Woch

Allerdéngs héiert een an der Aktualitéit vu quasi kenge Gewaltakten oder Iwwerfall. D'Journaliste soen, datt si net méi vun der Police gewuer ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Police-minister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Iwwerfall mat Gewalt a vu virsätzlecher Kierpverletzung zanter dem 1. Januar um Site vu police.lu an den Aktualitéite publizéiert goufen, a wéi vill der am selwechten Zäitraum un d'Medie kommunizéiert goufen, a jee weils wéi vill net?

2. Kann den Här Minister erklären, firwat déi allermeeschte Fäll net public gemaach ginn (um Secret d'instruction kann et jo net leien, well eng Meldung wéi „an der Stad gouf eng Persoun iwwerfall a verletz“ keen Afloss op d'Ermëttlungen huet)?

3. Gëtt et Statistiken, wéi vill Affer vu Kriminalitéit bleséiert gi sinn? Gëtt et heizou och Statistiken, wéi een se an anere Länner féint zu Alter, Geschlecht, Nationalitéit vun den Affer? Wann net, ass den Här Minister gewëllt, an Zukunft esou Statistiken ze erstellen?

4. Gëtt et Statistiken zum soziologesche Profill vum Täter, wat Alter, Geschlecht, Nationalitéit ugeet, esou wéi et se och an anere Länner gëtt, z. B. an all Detail an Däitschland? Wann net, ass den Här Minister gewëllt, an Zukunft esou Statistiken ze erstellen?

Réponse (02/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. Vum 1. Januar 2024 bis de 14. Juni 2024 goufen der Press 43 Déifstall mat Gewalt a 37

virsätzlech Kierpverletzung kommunizéiert. D'Police kritt am Schnëtt eng hallef Dose Presseufrage pro Woch a beäntwert déi och alleguer, sou dass ëmfaasend an transparent kommunizéiert gëtt. Et kann awer ëmmer nëmme de Fait brut matgedeelt ginn, sou wéi en sech déi éischt Momenter duerstellt.

D'Press ass de privilegiéierte Partner vun der Police, fir iwwer d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg ze kommunizéieren an huet iwwert en dediéierten Extranet Accès op Informatiounen. D'Zil vun der Kommunikatioun ass et, fir faktuell korrekt, komplett an objektiv Meldungen ze kommunizéieren.

Et ass net méiglech, am Detail iwwer all einzelnen Iwwerfall oder Gewaltakt ze kommunizéieren, well bei dësen Infraktiounen:

- oft eréischt e puer Deeg drop Plainte gefouert gëtt an dann eng Enquête gemaach gëtt.
- verschidde Fäll zum Zäitpunkt, wou d'Police se feststellt oder gemellt kritt, nach net kloer sinn an dem Krittär vun der faktuell richteger Berichterstattung net entsprechen.
- oft zu deem Moment relevant Informatiounen wéi Zeienaussoen, Aussoe vun den Affer asw. feelen, esou dass eng objektiv a komplett Meldung net ka garantiéiert ginn. Elementer, déi sech dono am Kader vun der Enquête erginn, sinn da Géigestand vum Ermëttlungsgeheimnis.
- eng Pressemeldung d'Enquête beaflosse kann.
- virun allem bei Gewaltakten oft Alkohol am Spill ass, sou datt d'Aussoe vum Affer an/oder presuméierten Täter eréischt méi spéit opgeholl ginn.

ad 3. a 4. Et gëtt Statistike betreffend d'Altersgruppen an d'Geschlecht vun den Affer an den Täter fir déi an der parlamentarescher Ufro viséiert Typpe vun Infraktiounen. D'Police féiert keng Statistiken iwwer d'Nationalitéiten. Doriwuer eraus kann et jo och sinn, dass d'Täter déi duebel Nationalitéit hunn.

Dédommagement des passagers suite à l'incident à l'Aéroport de Luxembourg le 10 mai 2024 | Question **0834** (31/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 10. Mee huet e sécherheetstechneschen Tësche-fall um Findel 10 Fluchausfall an 43 Verspéidungen ausgeléist. Ursaach war eng Pann bei de Metall-detekteren, entsprechend läit d'Verantwortung bei der lux-Airport als Bedreiwier vum Findel. Ezenegen Aktionär ass mat 100 Prozent de Lëtzebuurger Staat. Den 22. Mee huet d'Firma op enger Pressekonferenz allerdéngs erkläert, déi betrafte Passagéier sollte fir d'éischt hir entsprechend Fluchgesellschaft fir eng Entschiegung usichen, déi se dann duerno vu lux-Airport géife rembourséiert kréien. Ausgerecht d'Luxair, an där de Staat direkt mat 39 Prozent bedeelegt ass an iwwert d'Participatioun vun der Spuerkeess esouguer als Majoritéitsaktionär, refuséiert awer lo kategoresch, fir fir lux-Airport a Virleeschung ze goen. Esou wéi et am RTL-Artikel „Wie muss fir de Chaos um Findel blechen?“ vum 29. Mee heescht, géif deene betrafte Passagéier näischt anescht iwwereg bleiwen, wéi lux-Airport viru Geriicht unzesichen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun vu lux-Airport begrënnt, fir déi betrafte Passagéier net direkt, mee nëmme iwwert den Émwee vun de Fluchgesellschaften ze entschueden?

2. Gesäit d'Madamm Minister vir, fir hei ze interwenéieren a sämtlech Acteuren un een Dësch ze

bréngen, fir datt déi betraffe Passagéier elo endlech séier, onbürokratesch an ugemooßen entschiedegt ginn? Falls net, firwat net?

3. Wéi wëll d'Madamm Minister dem internationalen Imageschued begéinen, deen dem Fluchhawe Lëtzebuerg duerch dës Affär schonn entstanen ass an deen nach vill méi grouss wäert ginn, falls d'Fro vun der zivillrechtlecher Responsabilitéit weiderhin esou vag bleift?

Réponse (24/06/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Deen eenzege Kontrakt, dee besteet, ass deen zwëschent der Airline an dem Passagéier. Fir sécherzestellen, dass eventuell Reklamatioune vu Passagéier bearbecht kënne ginn, a fir déi eenzel Spezifizitéite vun dëse Reklamatioune besser ze berücksichtegen, bleiwen also d'Fluchgesellschaften de richtegen Usprichpartner, well si all déi néideg Donnéeën vun de Passagéier hunn. Op jidder Fall kooperéiert lux-Airport mat all de concernéierte Fluchgesellschaften.

ad 2. Dat ass scho geschitt, lux-Airport an d'Fluchgesellschaften kooperéieren, fir eng organiséiert Veraarbechtung an de Suivi vu Reklamatioune vu Passagéier ze garantéieren.

ad 3. Vergläichbar Tëscheffäll si schonn op anere Fluchhawe virkomm.

Déi éischt Prioritéit ass, an all Situatioun d'Sécherheet vun de Passagéier a vum Fluchhafen ze garantéieren. Dëst ass esou séier wéi méiglech erreecht ginn duerch déi gemeinsam Efforte vun der Police, der Douane, dem Fluchhawebedreier, dem Ground Handling Agent, de Fluchgesellschaften an dem Air Traffic Control. Domat demonstréiert Lëtzebuerg, dass mer kapabel sinn, op esou Tëscheffäll ze réagieren.

D'Fro vun der zivillrechtlecher Responsabilitéit brauch eng Analys au cas par cas fir all Passagéier.

Transport d'armes vers Israël | Question 0836 (31/05/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Dans un article en ligne du journal cap-verdien « A Nação », intitulé « Violação da resolução da ONU », il est fait état d'un navire de fret dénommé « Vertom Odette » et qui transporterait des armes à destination d'Israël. Or, ce navire bat pavillon luxembourgeois. Dans ce contexte, il convient de rappeler la résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies adoptée le 4 avril de cette année et appelant « tous les États à cesser la vente, le transfert et la livraison d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires vers Israël afin de prévenir de nouvelles violations du droit international humanitaire et des abus et violations des droits humains ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information ? Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il la vérifier et, le cas échéant, prendre des mesures ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant d'autres navires battant pavillon luxembourgeois et susceptibles de transporter des armes vers Israël ?

3) Le Gouvernement luxembourgeois se dote-t-il de moyens de contrôles des cargaisons des navires battant pavillon luxembourgeois ? Dans la négative, comment les autorités luxembourgeoises sont-elles en mesure de vérifier que la flotte maritime

luxembourgeoise respecte la législation internationale ?

4) Le cas échéant où cette information s'avérerait correcte, Monsieur le Ministre estime-t-il qu'elle contrevient au droit international, notamment le Traité sur le commerce des armes ?

5) Le Luxembourg étant partie prenante de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et étant donné que l'arrêt de la Cour internationale de justice a estimé que l'action de l'armée israélienne dans la bande Gaza constitue un « risque de génocide », estimez-vous que le Luxembourg, en conformité avec ladite Convention, est dans l'obligation d'intervenir auprès de ce navire ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (06/06/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Les réponses à la question parlementaire de l'honorable Député ont été apportées dans la réponse du 6 juin 2024 à la question parlementaire urgente 0835 sur le même sujet.

Législation concernant les travailleurs de plateformes numériques | Question 0837 (31/05/2024) de M. Yves Cruchten | M. Georges Engel (LSAP)

En réponse à notre question parlementaire n° 0643 concernant la société « UBER », il a été précisé que conformément à la libre prestation des services au sein de l'UE, une plateforme numérique peut opérer au Luxembourg depuis un autre pays de l'UE sans nécessiter d'autorisation luxembourgeoise si elle n'y est pas implantée. Toutefois, selon l'arrêt « Elite Taxi contre Uber » (C-434/15) de la Cour de justice de l'Union européenne, le service offert par Uber, bien que présenté comme un service d'intermédiation, est globalement lié à un service de transport et une telle plateforme ne relève pas de « service de la société de l'information ». Ainsi, l'intermédiation, conformément à l'arrêt en question, est considéré comme un élément accessoire d'un service global de transport, qui n'est pas soumis à la « Directive Services » et est exclu de la libre prestation des services.

Dans ce contexte, pour clarifier la situation conformément à la jurisprudence de la CJUE, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, à Monsieur le Ministre du Travail et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment le Gouvernement luxembourgeois interprète-t-il les implications de l'arrêt « Elite Taxi contre Uber » sur la régulation d'Uber et des services similaires au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement est-il d'avis que les plateformes numériques fournissant le service de commandes de repas, comme par exemple « UberEats », « WeDely » ou « Goosty », ainsi que celles offrant le service de transport de personnes comme « UberX » opèrent dans le cadre de la « libre prestation des services » ou sont-elles considérées comme offrant un service de transport, et donc soumises à des règles spécifiques en matière de transport ?

3) Dans l'éventualité où ces services sont reconnus comme relevant du secteur du transport, la convention collective applicable au secteur « transport et logistique », voire celle des « chauffeurs de taxi », s'applique-t-elle aux chauffeurs opérant via ces plateformes ?

4) Concernant la réponse du Ministre du Travail qui mentionne les « travailleurs indépendants » dans le

premier point de la question parlementaire n° 0643, ce statut représente-t-il une nouvelle catégorie des travailleurs conformément au Code du travail luxembourgeois ? En affirmative, par quel moyen ce statut a-t-il été introduit ? Quels sont les critères pour être reconnu comme « travailleur indépendant » et est-ce que le Gouvernement considère les travailleurs de plateformes numériques en question comme tels ?

5) Quels critères, selon le droit de l'UE et le droit luxembourgeois, permettent de distinguer la libre prestation de services, caractérisée par sa temporalité, de la liberté d'établissement au Luxembourg ?

Réponse (01/07/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les implications de l'arrêt cité par les honorables Députés sont à analyser au cas par cas, en fonction des activités précises de chaque entreprise et dans chaque pays, ainsi qu'en fonction de la collaboration avec des entreprises locales.

Cet arrêt constitue en effet une décision de référence pour déterminer la nature des services offerts par des plateformes numériques. L'arrêt, notamment son paragraphe 39, établit des critères spécifiques à prendre en compte pour définir la nature du service offert, lorsque celui-ci se compose d'un service plus traditionnel, tel que le transport, et d'une plateforme numérique, telle qu'une application qui sert d'intermédiaire pour l'utilisation du service. Cette évaluation doit être réalisée au cas par cas, en tenant compte des services proposés par chaque entreprise ainsi que des modalités de prestation.

Ainsi, l'arrêt « Elite Taxi contre Uber » aide à clarifier les obligations réglementaires applicables à ces services hybrides, permettant au Gouvernement luxembourgeois de mieux encadrer ces types d'activité tout en tenant compte des spécificités de chaque modèle d'affaires.

En outre, il est pertinent de mentionner que l'Union européenne a récemment adopté la directive sur le travail des plateformes (dite « platform workers »). Cette directive, qui sera prochainement publiée au Journal Officiel de l'UE, vise à renforcer la sécurité et les droits des travailleurs opérant via des plateformes numériques. Elle a été conçue pour offrir une meilleure protection sociale et des conditions de travail plus équitables, répondant ainsi aux défis posés par ces nouvelles formes de travail.

ad 2) et 3) Les plateformes numériques de ce type implantées au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme correspondant à leur offre des services. Le type d'autorisation nécessaire est à considérer au cas par cas selon les activités précises de l'entreprise, sachant qu'une entreprise peut également avoir plusieurs activités différentes faisant l'objet d'une autorisation d'établissement.

Le détail des autorisations d'établissement de chaque entreprise luxembourgeoise peut être consulté grâce à l'outil de recherche à disposition du public sur [guichet.lu : https://guichet.public.lu/fr/entreprises/outils/autorisations.html?q=](https://guichet.public.lu/fr/entreprises/outils/autorisations.html?q=)

ad 4) Le Gouvernement s'oppose à la création d'un troisième statut intermédiaire susceptible de créer plus de précarité pour les personnes exécutant un travail via une plateforme numérique. Ces personnes ne peuvent donc avoir que le statut du salarié ou bien le statut d'indépendant.

C'est par le biais de la transposition de la nouvelle directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme que le Gouvernement entend fixer des modalités et critères clairs pour bien encadrer cette nouvelle forme de travail et de garantir aux personnes exécutant ce travail les protections nécessaires et adéquates en fonction de leur statut. Ces critères permettront également de bien différencier entre le statut du salarié et celui d'indépendant.

Alors qu'il est vrai que le Code du travail ne définit pas le travailleur indépendant, il est important de savoir que la jurisprudence a élaboré une définition du contrat de travail qui permet d'exclure les indépendants.

D'après une jurisprudence constante, le contrat de travail est la convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre, sous la subordination de laquelle elle se place, moyennant rémunération.

C'est notamment le lien de subordination qui exclut les travailleurs indépendants de cette définition. Pour apprécier s'il existe un lien de subordination dans un cas où ils doivent qualifier une relation contractuelle, les juges se fondent sur un faisceau d'indices pour former leur conviction.

ad 5) Conformément aux articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui concernent la libre circulation des services, à la directive 2006/123 relative aux services et à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), une distinction claire est établie entre deux concepts :

– « L'établissement » qui implique une participation stable et continue à la vie économique de l'État membre d'accueil. Cela se matérialise souvent par une infrastructure physique stable, une clientèle locale et une activité exercée pour une durée indéterminée (C-342/17, Memoria et Dall'Antonia).

– La « libre prestation de services » qui permet aux prestataires d'exercer une activité économique dans un autre État membre sans y établir une base permanente. La temporalité est cruciale ici, la CJUE ayant précisé que cette prestation se distingue par une absence de participation stable et continue à l'économie de l'État membre d'accueil (Gebhardt, C-55/94 et Commission/Italie, C-131/01).

Selon une jurisprudence constante de la CJUE, la distinction doit être faite au cas par cas et en tenant compte de la durée, de la régularité, de la périodicité et de la continuité de l'activité. Ainsi, la CJUE a statué qu'aucune durée générale ne peut être fixée pour établir une distinction entre l'établissement et la prestation de services et que les particularités du cas d'espèce doivent toujours être prises en compte. Même des activités récurrentes exercées sur plusieurs années peuvent être considérées comme des prestations de services si elles ne présentent pas de caractéristiques de stabilité et de continuité dans l'État membre d'accueil (C-215/01, Schnitzer).

Primes dans le cadre de la mobilité électrique | Question **0838** (03/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7383 vum 15. Dezember 2022, ob d'Ministesch bereet wier, och eng Primm fir emissionsfräi oder emissionsaarm Busser, Camionen an aner grouss Aarbechtmasschinne wéi e Bagger anzeféieren, hat d'Ministesch déi follgend Äntwert ginn:

„Esou wéi am Accord tëschent der Regierung, der UEL, dem LCGB an der CGFP vum Enn Mäerz 2022 festgehalten, wäert d'Regierung ee Primmeregimm opsetzen, fir d'Betribler ze ënnerstëtzen, hire Feuerpark, notamment bei Camionen oder Bussen, op emissionsfräi Gefierer ëmzestellen. Aktuell gëtt un enger deementspriedender Etüd geschafft.

Emissionsfräi Busser ginn haut och schonn indirekt gefërdert, andeems d'ëffentlech Hand bei Ausschreiwunge verstärkt oder deelweis exklusiv op emissionsfräi Busser setzt. Op der Basis vun den Erkenntnisser a Recommendationen aus der uewe genannten Etüd, déi am Laf vum 1. Trimester 2023 ofgeschloss wäert sinn, schaffen de Wirtschaftsministerium, de Ministère fir Energie a Landesplanung, de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, zesumme mam Finanzministère zäitno eng Proposition fir ee Primmeregimm aus.“

– Ech wollt dofir vum Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit wëssen, ob dës Etüd an der Tëschenzäit virläit an ob sech konnt iwwer e Primmeregimm gëeeneegt ginn a wéi dee Regime ausgesäit.

Réponse (08/07/2024) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Déi genannten Etüd ass ofgeschloss a kann online consultéiert ginn.¹⁹

Éischt Erkenntnisser vun dëser Etüd haten derzou gefouert, datt am Abrëll 2023 an enger éischter Phas en Aidé Regime fir Betribler agefouert ginn ass, dee beim Kaf vun engem Null-Emissions-Camion (Kategorien N2 oder N3), jee no Gréisst vun der Entreprise, eng Subvention vu 40 % bis 60 % vun der Käschtdifferenz mat engem konventionelle Gefier erméiglecht.²⁰

De Projet de loi N° 8386 ayant pour objet le renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat gesäit a sengem Artikel 6 Upassung vun dësem Regime vir, mat méi favorabele Konditiounen fir d'Entreprises²¹. Dëst berout ënner anerem op der finaliséierter Etüd. Mam iwwerschaffte Regime wäerten Appels à projets gemaach ginn, fir bis zu 100 % vun der Käschtdifferenz iwwert eng Subvention ze decken. Dës Appels à projets wäerten sech och op emissionsfräi Camionnetten oder Camionen (Kategorien N1, N2 an N3) bezéien.

Fir emissionsfräi Busser a Baumaschinen ass am Kader vun dësem Regime keng Hëllef virgesinn, well dës Gefierer ënner anerem iwwert ëffentlech Ausschreiwunge kënnen gefërdert ginn.

Deadnaming dans les écoles | Question **0839** (03/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Obwuel vill Membere vum Léierpersonal sech engagéieren, fir an de Schoulen am Alldag en Ëmfeld ze schafen, dat och intersex an trans Persoune gerecht gëtt, dominéiert grad um administrativen Niveau ëmmer nach eng rigid binär Geschlechterkategoriséierung. An engem oppene Bréif un de Bildungsminister

huet Intersex & Transgender Luxembourg ASBL an dësem Kontext op d'Problematik higewisen, dass et aktuell am Fichier élève an op alle Schouldokumenten, déi mat den Informatiounen aus dësem Fichier erstallt ginn, net méiglech ass, aner Informatiounen bezüglech Geschlecht an Numm anzuedroen ewéi déi, déi am nationale Persounenstandsregëster notéiert sinn.

Fir Jonker, déi an hirem Alldag an der Schoul mat engem aneren Numm a Geschlecht liewen ewéi op hiren offizielle Pabeieren, sinn de Fichier élève an d'Schouldokumenten domat eng permanent Bedroung fir en ongewollten Outing virun hirer Klass. Gläichzäitig obligéiert den aktuellen administrative System déi Jonk, sech virun all Persoun vum Léierpersonal, déi op hirer Klass intervenéiert, ze outen an ze hoffen, dass de gewielten Numm an dat gewielte Geschlecht respektéiert ginn – wat leider net ëmmer de Fall ass.

Fir déi betraffe Kanner a Jugendlecher dréit den aktuelle System soumat nach vill ze oft zu engem Ëmfeld bäi, dat vun engem grousser Angscht virun ongewollten Outingen, Deadnaming, Misgendering an aner Forme vun Intoleranz an Diskriminéierung gepräagt ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vum oppene Bréif vun Intersex & Transgender Luxembourg ASBL a gouf der ASBL schonn op hir Froe geäntwert?

2. Deelt de Minister d'Usiichte vun der ASBL an ass der Meenung, dass gewëssen Ännerungen néideg sinn, fir trans an intersex Persoune e bessert Ëmfeld am Schoulalldag ze bidden? Falls jo: Wéi eng Ännerungen envisagéiert d'Regierung konkret a bis wéini ka mat der Ëmsetzung gerechent ginn?

3. Wat hält de Minister vun der Iddi, am Fichier élève e Feld „nom d'usage“ bäizefügen a just dësen Numm fir dat ganz Schoulpersonal sichtbar ze maachen, esou dass just dësen Numm fir déi intern Kommunikatioun, d'Schülerkaart an d'Prüfungen genotzt géif ginn, fir et de Kanner a Jugendlechen ze erlaben, ouni Angscht virun Outing an Deadnaming en aneren Numm am Alldag ze droen, ewéi deen aus dem Persounenstandsregëster?

4. Huet de Minister weider Pisten, fir géint Deadnaming a Misgendering an de Schoule virzegoen? Wéi gesinn dës aus a bis wéini ass mat engem Ëmsetzung ze rechnen?

Réponse (09/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den oppene Bréif vun der ASBL Intersex & Transgender Luxembourg, an deem gefrot gëtt, ob et méiglech ass, gewëssen Ännerungen am Beräich vun de Schoulfichieren an de Schouldokumenten virzehuelen, fir op dës Manéier trans an intersex Persoune e bessert Ëmfeld am Schoulalldag ze bidden, ass mir bekannt.

Ech wëll virop betounen, datt ech ee grousst Versteesdemech hu fir d'Problemer, mat deenen dës Persoune am Alldag – an dozou gehéiert och de Schoulalldag – kënnen konfrontéiert sinn. Ech wëll och betounen, datt mäi Ministère, zesumme mat de Schoulen, eng kloer Richtlinn huet an am Interessi vun den Transjonke wichteg Initiativen ergraff huet, fir hir Rechter ze schützen an der Diskriminatioun entgéintzewierken.

Wat d'Diplomer betrëfft, sou ass et haut schonn d'Praxis, datt eng Persoun, déi hiert Geschlecht an hiren Numm geännert huet, ee Certificat mam neien

¹⁹ <https://meco.gouvernement.lu/dam-assets/le-ministere/fonctions/energie/electromobilite/elec-energytransition-in-luxembourg-logistic-sector-report-wp1-wp2-v4.pdf>

²⁰ Weider Detailler op guichet.lu: <https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/aidesenvironnement/vehicules-zero-emission/aide-vehicules-zero-emission.html>

²¹ De Projet an den aktuelle Stand vun der Procédure législative kënnen op Legilux consultéiert ginn: <https://legilux.public.lu/eli/etat/projet/pl/20240033>

Numm ausgestallt kritt, dee beleet, datt d'Persoun Titulaire vum Diplom ass. Ech hu meng Servicier chargéiert, eng Analys bis Enn des Joers virzeleeë fir ze kucken, datt Persounen no enger Ännerung vun hirem Geschlecht a vun hirem Numm och nei Diplomer kënnen ausgestallt kréien. Och soll d'Méiglechkeet gepréift ginn, dës Ännerunge scho virun der offizieller Ännerung vum Persounestand (État civil), op verschiddenen Dokumenter, déi duerch déi informatesch Fichiere vun der Schoul erstallt ginn, virzehuelen. Schonn elo kann ee soen, datt hei eng Rei vu juristeschen an technesche Froen ze kläre sinn, op déi eng präzis Äntwert muss fonnt ginn.

Wat d'Prise en charge ugeet, sou sinn d'Mataarbechter vun de SePAS zanter Jore mat der Theematik befaasst a begleeden déi Jonk souwéi och hir Famille virun, während an och no der Transitionphas.

Fir datt d'Lyceëën als Communautéit besser kënnen op Transjonker agoen, gëtt u pädagogesche Recommendationen geschafft, déi a Form vun engem Guide Enn vun dësem Joer wäerte publizéiert ginn. De Guide adresséiert sech un d'Schoulpersonal aus de Lycéëën an hiert edukatiivt a psychosoziaalt Personal (EPS), wéi si Transjonker kënnen begleeden an hir Erausfuerverdrunge besser verstoen. Dëst beinhaltet eng Haltung vun Offenheet ouni Jugement, eng Konfrontatioun an eng Ausernanerung mat Stereotypen, de Reperage vun Onwuelbefannen an d'Kommunikatioun an d'Prevention vun Diskriminatioun. De Guide geet och op d'Thematik vun der Implementéierung vun inklusiv sanitäre Raim an Toiletten a souwéi op Recommendationen fir d'Benotzung vum Virnumm a Bezuch op d'Geschlecht vun Jonken.

En inklusivt Konzept fir sanitär Raim, Toiletten a Vestiaires ass mat dem Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten ausgeschafft ginn an zanter 2022 Bestanddeel vun der Planung vun allen neien a renovéierte Schoulgebaier. D'Konzept baséiert op dem Prinzip vun der Diversitéit vun de Schüler an dem Respekt vun der Intimitéit fir all Schüler, fir kënnen kulturellen, geschlechtlichen a perséinlechen Aspekter gerecht ze ginn an dem Mobbing entgéintzewierken.

Och fir den Enseignement fondamental wäert de SCRIPT e pädagogesch Handbuch zur Verfügung stellen, wat d'Thema vun der sexueller Identitéit an der Diversitéit behandelt mat enner anerem der Geschlechtsidentitéit an dem Geschlechtsausdruck.

D'Personal vun de SePAS souwéi och aner Membere vun Schoulpersonal am Lycée huelen zanter Joren u Formatiounen zum Thema iwwe den IFEN deel. Zousätzlech bitt den IFEN e Coaching fir d'SePAS an d'Enseignanten un, déi eng méi geziilt Begleedung brauchen, ausgerichtet op eng spezifesch Situatioun oder e konkrete Kontext.

An der Visée vun engem breet ugeluechte Jugendschutzkonzept am Lycée mat der Aféierung vun der neier Funktioun vum Délégué à la protection des élèves per Gesetz vun 2023, steet der Schoulgemeinschaft een Expert zur Säit, deen eng berodend Funktioun iwwehuele kann, sief et an der Prevention souwéi och an der Interventioun am Fall vun Diskriminatioun oder Gewalt.

Chargés de cours | Question 0840 (03/06/2024) de **Mme Francine Closerer** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Les chargés de cours contribuent de manière essentielle au maintien du système scolaire aussi bien au niveau de l'enseignement fondamental qu'au niveau

de l'enseignement supérieur. Bien qu'ils soient engagés sous le statut d'employé de l'État, la forme de leur engagement varie fortement selon leurs missions. En raison de ces variations, une certaine prévisibilité est nécessaire pour le personnel, en particulier dans le cadre de l'enseignement et du développement des élèves.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de chargés de cours sont actuellement actifs dans l'éducation nationale, ventilé par les différents statuts et contrats ? Comment ce nombre a évolué par le passé et par rapport aux autres enseignants dans notre système éducatif ?

2) Combien de chargés de cours Monsieur le Ministre prévoit-il d'engager pour la rentrée scolaire 2024-2025 ?

3) Comment Monsieur le Ministre voit-il le rôle des chargés de cours dans l'enseignement national ?

4) Existe-t-il un document, tel qu'un vade-mecum, définissant les missions et les tâches des chargés de cours ? Dans l'affirmative, pour quels groupes de personnes ce document est-il accessible et pourquoi ? Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il la publication de ce document et peut-il nous fournir une copie ?

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les chargés de cours de l'enseignement fondamental sont rattachés aux directions régionales ? Considère-t-il de rattacher les chargés de cours de l'enseignement fondamental à des équipes pédagogiques dans le but d'améliorer la prévisibilité professionnelle des chargés de cours ?

Réponse (09/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le tableau ci-dessous reprend le personnel engagé à durée indéterminée intervenant dans les écoles fondamentales publiques communales ainsi que dans les classes d'intégration.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Le deuxième tableau reprend le personnel engagé à durée indéterminée intervenant dans les établissements publics de l'enseignement secondaire, y compris les employés enseignants de l'offre primaire des écoles publiques internationales. Les agents engagés à titre temporaire n'y sont pas repris ; en effet, ils ne sont pas recrutés à titre de renforcement, mais exclusivement pour effectuer des remplacements (congés de maternité, congés parentaux, etc.) qui ne peuvent être assurés par le corps enseignant en place.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Pour la rentrée scolaire 2024-2025, le rapport de la commission d'experts chargée de procéder aux études nécessaires à la planification pour l'année scolaire 2024-2025 prévoit de régulariser 20 agents accédant ainsi à la réserve de suppléants.

Quant à l'enseignement secondaire, une admission au stage pédagogique pour l'année scolaire 2024-2025 de 388 agents (professeurs, professeurs d'enseignement technique et maîtres d'enseignements) a été prévue par le plan de recrutement. 139 candidats ayant réussi aux épreuves de l'examen-concours, un maximum de 249 agents restent à recruter sous le régime de l'employé de l'État, dont environ 100 pour les écoles publiques internationales.

ad 3) et 4) Enseignement fondamental

Le rôle, les missions et les tâches des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, sont définis au chapitre V de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et précisés par le règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental.

L'article 15, alinéa 2, de la loi précitée dispose que « [l]es membres de la réserve de suppléants ont pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur ou d'occuper un poste d'instituteur resté vacant, le cas échéant ».

Enseignement secondaire

Le rôle, les missions et les tâches des différentes catégories de personnel enseignant engagés sous le régime de l'employé de l'État, membres de la réserve nationale, sont définis aux titres II et III de la loi du 23 juillet 2016 portant [...] création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées et précisés par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

L'article 6 de la loi précitée dispose que « [d]es chargés d'enseignement à durée indéterminée peuvent être engagés sous le régime de l'employé de l'État dans un lycée [...] en vue de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté au sein des lycées et ainsi d'assumer des leçons vacantes et des activités d'encadrement administratives, sociales, périscolaires, de surveillance et d'appui qui ne peuvent être assurées ni par les fonctionnaires, candidats, stagiaires fonctionnaires, ni par les chargés de cours et chargés d'éducation ».

ad 5) Comme illustré dans le tableau ci-dessous, le nombre de chargés de cours affectés à une direction régionale est en croissance au détriment des chargés de cours affectés à une commune. Vu les efforts entrepris par mon ministère ces dernières années en vue de pourvoir un maximum de postes d'instituteur par des détenteurs d'un Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) ou d'un diplôme reconnu équivalent, le besoin en chargés de cours occupant des postes d'instituteurs restés vacants dans les communes est en baisse.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Afin de favoriser la continuité de l'intervention des chargés de cours et de contribuer ainsi à la stabilité des équipes pédagogiques, les chargés de cours, membres de la réserve de suppléants, ont la possibilité de faire une demande de réaffectation d'office début juillet afin d'être réaffectés pour l'année scolaire à venir à la commune, la classe de l'État ou à la direction de région à laquelle ils étaient affectés lors de l'année scolaire en cours. Quant aux chargés de cours bénéficiant d'une affectation à une direction de région, le directeur de région leur attribue un remplacement en considérant prioritairement aussi bien les besoins de service que leur profil professionnel ainsi que leurs souhaits en ce qui concerne leur école d'attache.

Régimes de pension spéciaux | Question 0841 (03/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

L'article « Wachstum willkommen » du « Lëtzebuerger Land » du 16 février 2024 contient les données suivantes sur les dépenses que représentent les régimes de pension spéciaux pour l'État :

« Dem Staatshaushalt für 2023 ist zu entnehmen, dass im vergangenen Jahr für das Ministerium des öffentlichen Dienstes 793,4 Millionen Euro als Dotation für den Fonds de pension eingeplant waren, aus dem die Pensionen der Staatsdiener bezahlt werden. Unter den Ausgaben des Innenministeriums waren 66,28 Millionen Euro, die an die Pensionskasse der Gemeindebeamten gehen sollten, sowie vier Millionen für die Pensionen von Polizisten aus der Zeit, ehe 1999 Polizei und Gendarmerie fusioniert wurden. Beim Mobilitätsministerium schließlich waren 194,77 Millionen Euro als "Kompensation" für Eisenbahner-Pensionen vorgesehen. Zusammengefasst waren das knapp 1,06 Milliarden Euro Staatsausgaben für die Régimes spéciaux. Zum Vergleich: Für den Fiskalanteil an der Pensionskasse CNAP für den Privatsektor standen 2,4 Milliarden im Haushaltsentwurf. »

Suite à cet article, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Selon les calculs qu'a entrepris le journaliste du « Land » dans cet article, l'ensemble des dépenses étatiques pour les régimes spéciaux reviendrait à 1,06 milliard pour l'année 2023. Or dans sa réponse à la question parlementaire n°0324, Monsieur le Ministre de la Fonction publique a précisé qu'en 2023 les dépenses du Fonds de pension pour les régimes spéciaux s'élevèrent à 1,208 milliard. Quelles dépenses supplémentaires le journaliste n'a-t-il dès lors pas mentionnées dans son article ?

2) Les sommes qui y sont détaillées sont-elles sinon correctes ?

3) S'agissant du calcul de leur future retraite, combien de fonctionnaires tombent à l'heure actuelle sous le régime spécial transitoire et combien sous le régime instauré à partir du 1^{er} janvier 1999 ?

Réponse (28/06/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

L'article « Wachstum willkommen » du « Lëtzbuerger Land » du 16 février 2024 renseigne sur le financement des pensions des différents régimes spéciaux du secteur public par la voie du budget étatique. L'article renseigne sur les sommes de la dotation d'équilibre du Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique, de la part contributive des communes transitant par le budget de l'État dans les cotisations d'assurance pension dues à la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux par le Ministère des Affaires intérieures et de la dotation d'équilibre au financement des pensions des agents statutaires des CFL par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. Ensuite, il est mentionné que la somme de ces trois articles budgétaires des trois ministères se chiffre à 1,06 milliard d'euros.

La question parlementaire n°0324 de l'honorable Député Mars Di Bartolomeo concernait le « Fonds de pension sur lequel sont imputables les dépenses pour les pensions des fonctionnaires de l'État respectivement des établissements publics concernés ». Dans ma réponse à cette question parlementaire, j'ai donné les explications nécessaires sur la situation du Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique par lequel les pensions des fonctionnaires et employés de l'État sont financées. La question parlementaire n°0324 ne concernait pas le financement des pensions des fonctionnaires et employés communaux ou encore des agents statutaires des CFL.

Les dépenses totales du Fonds de pension du Ministère de la Fonction publique étaient de 1,208 milliard d'euros en 2023. La dotation d'équilibre, prévue dans l'article budgétaire, est la différence entre

les dépenses totales du fonds et les recettes totales du fonds. Les recettes principales du Fonds de pension sont les cotisations pour pension des fonctionnaires et employés de l'État et encore de transferts de cotisations d'autres organismes de pension.

Je peux donc confirmer que toutes les sommes détaillées dans l'article du « Lëtzbuerger Land » sont correctes, mais qu'elles ne sont pas comparables à celles indiquées dans ma réponse à la question parlementaire n°0324.

Finalement, au niveau du personnel étatique dont les rémunérations sont gérées par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, je peux informer l'honorable Député qu'actuellement environ 6.000 agents de l'État en activité de service tombent dans le champ d'application du régime de pension spécial transitoire et environ 20.000 dans celui du régime de pension spécial en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999. Pour rappel, les employés de l'État n'ayant pas encore une ancienneté de 20 ans et les salariés de l'État ne tombent sous les régimes de pension précités.

.....
Missions de la Caisse nationale de santé | Question 0842 (04/06/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Lors de la réunion de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale du 6 décembre 2023, Madame la Ministre a informé les membres de ladite commission « qu'il a été constaté lors des négociations de coalition que la CNS (Caisse nationale de santé) finance certaines prestations qui incombent par le passé à l'État ».

Selon Madame la Ministre, il s'agirait de rationaliser les missions de la CNS en identifiant celles qui sont à portée nationale et qui ne devraient plus être financées par la CNS mais par le budget de l'État.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles dépenses et quels domaines sont visés ?
- 2) Quel est le montant des dépenses qui ne seraient plus à charge de la CNS mais du budget de l'État ?

Réponse (02/07/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est en train d'analyser, en étroite collaboration avec la CNS, la nature de certaines prestations prises en charge, en vue, notamment, d'identifier les prestations susceptibles de ne plus faire partie de celles opposables à la CNS.

ad 2) En fonction des conclusions de ces travaux d'analyse, des estimations quant aux montants des dépenses qui seraient dorénavant à charge du budget de l'État, pourront être établies.

.....
Organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises | Question 0843 (04/06/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

Le syndicat des pharmaciens luxembourgeois ASBL réfléchirait à des changements dans l'organisation des cycles de gardes des pharmacies luxembourgeoises. Ces changements auraient pour résultat essentiel de scinder les pharmacies luxembourgeoises en deux catégories : celles situées à proximité d'une maison médicale et d'une polyclinique qui seraient de garde de 08.00 heures à 08.00 heures et les autres,

plus éloignées des maisons médicales et des polycliniques, qui seraient de garde jusqu'à 22.00 heures en semaine et de 10.00 heures à 22.00 heures les dimanches et jours fériés seulement.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Madame la Ministre est-elle au courant de ces réflexions ?

– Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que les pistes proposées risquent d'être contrairement aux intérêts de bon nombre de patients ? Dans l'affirmative, quelles démarches Madame la Ministre envisage-t-elle d'entreprendre ?

Réponse (02/07/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale est au courant que des réflexions quant à d'éventuels changements dans l'organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises sont actuellement menées par le syndicat des pharmaciens luxembourgeois.

Ces réflexions sont menées en étroite collaboration avec le ministère et toute modification éventuelle du système actuellement en place sera soumise à discussion.

.....
Solitude au Luxembourg | Question 0844 (04/06/2024) de M. André Bauler | Mme Mandy Minella (DP)

Rezent huet déi däitsch Familljeministes eng Studie virgestallt, déi sech mam Thema vun der Einsamkeet an hire sozialen a gesondheetleche Konsequenze beschäftegt. Einsamkeet géif effektiv ëmmer méi zu engem seriöse gesellschaftleche Problem. An Däitschland wiere Milliounen Leit betroff an dofir gëtt gekuckt, fir divers Hëllefsefferten unzebidden.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir d'Famill, fir d'Solidaritéit, fir d'Zesummeliewen a fir den Accueil follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit den Här Minister d'Problematik vun der Einsamkeet hei zu Lëtzebuerg?
2. Wéi eng Mesuren hëlt de Familljeministère, fir de Phänomeen vun der Vereinsamung, besonnesch am Alter, ze bekämpfen?

Réponse (10/07/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. D'Problematik vun der Einsamkeet ass dem Familljeministère bekannt. Och wann d'Thematik bei eelere Leit duerch verschidde Facteure verstärkt ka ginn, wéi notament d'Veerstierwe vum Partner, Frënn oder Familljememberen, souwéi Problemer mat der Gesondheet oder der Mobilitéit, sinn net nëmmen eelere Leit vun Einsamkeet betroff. Villméi handelt et sech ëm e Phänomeen, wat sech duerch all gesellschaftlech Schichten zitt a mat sou ënnerschiddleche Facteure wéi Gesondheet, Mobilitéit, Prekaritéit an der Mëglechkeet, u sozialen oder Fräizäitaktivitéiten deelzehuelen, zesammenhänkt.

Et handelt sech dowéinst ëm e komplex Thema, dat op verschidde Niveauen an a verschidde Beräicher muss ugaange ginn. De Familljeministère leet Wäert drop, ganz verschidde Offeren unzebidden, fir deene Leit, déi isoléiert sinn, ze hëllefen a virun allem déi Leit, déi et nach net sinn, zu dësem Thema ze informéieren an ze sensibiliséieren.



Am Joer 2022 huet de Ministère e Recensement am Kader vum der sozialer Isolierung vun den eelere Leit an Optrag ginn. Am Optrag vum Ministère huet TNS ILReS knapp 1.000 Leit ab 55 Joer zum Thema vun der sozialer Isolierung befragt. De Ministère gouf bei der Analys vun Experte vum GERO – Kompetenzzentrum fir den Alter a vum Service Iris vun der Croix-Rouge ënnerstëtzt. D'Conclusiounen deiten drop hin, dass virun allem d'Alterskategorie tëscht 55 a 65 Joer den héchste Risiko opweist, fir an eng sozial Isolierung ze rutschen. Och sinn et virun allem Netlëtzebuurger, déi manner vu sozialen Aktivitéiten profitéieren, Offere vu psychologescher Ënnerstëtzung manner kennen a sech sozial manner agebonne fillen. Leit ab 75 Joer hunn dogéint e bessert Gefill vu kierperlechem a sozialem Wuelbefanne wéi déi méi jonk.

ad 2. D'Hauptzil vum Familljeministère besteet an der Fërderung vum Zesummeliewen tëscht alle Bierger a Biergerinnen zu Lëtzebuerg an der Promotioun vun enger inklusiver Gesellschaft, an där jiddereen seng Plaz féint an un där jiddereen deelhuele kann. Dëst beinhalt eng ganz Rei u Mesuren a verschidene Beräicher, wéi der Inclusioun vu Mënsche mat enger Behënnerung, der Aarmutsbekämpfung, oder nach der Fërderung vum Benevolat, déi indirekt zu enger Reduktioun vun der sozialer Isolierung bäidrogen.

Donieft schafft de Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil scho säit Laangem mat senger konventionéierter Acteuren um Terrain zesummen, fir gezielt déi sozial Vereinsamung bei eelere Leit ze miniméieren. D'Regierung huet an hirem Koalitionsaccord fir d'Joren 2023–2028 konkret Mesuren an deem Sënn virgesinn. Duerch cibléiert Offeren an Hëllefstellungen sollen d'Leit, egal wou se wunnen, an egal a wéi engem Alter oder Gesondheitszoustand se sinn, präventiv viru sozialer Isolierung geschützt ginn. Dëst kann an enger Wunnstruktur fir eelere Leit, an engem Club Aktiv Plus oder am Kader vun engem Benevolat sinn. D'Hauptzil läit ëmmer doran, dass déi eeler Persounen soulaang et geet bei gudder Gesondheet an aktiven Deel vun der Gesellschaft kënnen bleiwen an net an d'Isolierung falen.

Plan d'action national „bien vieillir“

De Ministère ass amgaangen, en nationalen Aktiounsplang ausschaffen, deen de „bien vieillir“, also dat „gutt al gi“ soll fërderen. Opgrond vun der Diversitéit vum Alter wäerte ganz verschidden Theemen hir Plaz am nationalen Aktiounsplang fannen, dorënner notamment d'Bekämpfung vun der sozialer Isolierung vun eelere Leit. Et ass geplanzt, verstärkt op Informatioun a Sensibilisatioun zu deem Thema ze setzen, awer och weiderhi virun allem an d'Preventioun vun der sozialer Isolierung ze investéieren fir ze verhënneren, dass d'Leit iwwerhaupt réischt an d'Einsamkeit rutschen.

Duerch geziilten Offeren, déi fir jiddereen zougänglech sinn, solle souvill verschidde Leit wéi méiglech erreicht ginn. Elo scho ginn eng ganz Rei Servicer ugebueden:

Clubs Aktiv Plus

Am Kampf géint d'Veinsamung vun den eelere Leit spillen d'Clubs Aktiv Plus (fréier Club Senioren) eng weesentlech Roll. Zwou vun hiren Haaptaufgaben sinn d'Preventioun vun der sozialer Isolierung an d'Fërdere vum aktiven Alteren. Dofir gëtt eng breet Offer u ganz diversen Aktivitéiten ugebueden, déi am Zeeche vun der Gesellegkeet an de soziale Kontakter, vun der Beweegung an dem Lifelong Learning, vum intergenerationellen an interkulturellen Austausch, mee

och vun der Autonomie an der sozialer Participatioun stinn.

An de Clibb gëtt de Benevolat vun de Senioren och gefërdert, wat och op verschidene Niveaue dozou bäidreit, dass déi eelere Leit sech weiderhin als een Deel vun eiser Gesellschaft spiere kënnen. Ausserdeem ginn déi aktuell Cliente vun de Clibb encouragéiert, eelere Leit, déi sech eleng spieren oder sech zeréckzéien, iwwert d'Aktivitéiten vun de Clibb ze informéieren oder se mat an de Club ze bréngen.

Aktuell gëtt et 23 Clubs Aktiv Plus, déi eng Konventioun mam Familljeministère a mat 83 Gemengen ënnerschriwwen hunn.

Service Iris

De Ministère huet säit 2022 eng Konventioun mam Service Iris vun der Croix-Rouge, dee gezielt Leit uschwätzt, déi sech einsam fillen. Dëse Service bitt hinnen e Suivi a reegelméisseg Visite vu Benevollen un, doheem oder an enger Wunnstruktur fir eelere Leit.

D'Missiounen vun Iris sinn d'Sensibilisatioun vum Grand public iwwer Präventioun vun der Einsamkeit a sozialer Isolatioun, Organisatioun vu Binömen (1 Benevole fir 1 Demandeur de visite) souwéi Formatioun, Begleedung an Encadrement vun de Benevollen. Dës Benevolle sinn do, fir der Persoun nozelauschteren, mat hir ze schwätzen an einfach Zäit mat hir ze verbréngen. D'Beneficiairë sinn oft Persounen, déi eleng doheem wunnen a wéineg bis guer keng Leit méi ronderëm sech hunn. Well dës Persounen och heiansdo an enger schwieriger Situatioun sinn, ginn d'Benevolle vum Service Iris forméiert, betreit a suivéiert. Dëst, fir eng gewësse Qualitéit vun der Offer ze erhalen, mee och, fir de Leit, déi sech fräiwëlleg engagéieren, e professionnelle Kader an eng Ulafstell am Fall vu Suergen oder Problemer ze bidden.

De Service Iris schafft och punktuell mat eenzele Gemengen zesummen, fir méi gezielt op d'Präventioun vun der Einsamkeit anzugehen a fir zesumme mat de Gemengeresponsabele méiglech Beneficiairen ze identifizéieren sou wéi déi néideg Benevollen ze fannen.

Den Usproch ass, e qualitativ héichwäertege sozialen Accompagnement fir Persounen unzebidden, déi sech eleng fillen. Aktuell sinn 80 Benevolle bei Iris uechter d'Land aktiv, déi sech am Joer 2022 am Ganze 4.190 Stonne bei Beneficiairen engagéiert hunn.

GoldenMe

Des Weideren huet de Familljeministère säit dem 1. Januar 2023 eng Konventioun mat der Associatioun GoldenMe, déi sech ëm déi digital Inklusioun vun eelere Leit këmmert.

E Verständnis an e gudden Ëmgang mat digitalen Outilen a mat soziale Medie gëtt ëmmer méi wichteg, fir och weiderhin en Deel vun dëser Gesellschaft ze sinn. Fir déi sozial Participatioun vun eelere Leit och weiderhin ze garantéieren, schafft GoldenMe um Terrain, fir d'Leit iwwer digital Theemen ze informéieren, sensibiliséieren an ze forméieren. Dëst ass och e wichteg Puzzlestéck bei der Präventioun vun der sozialer Isolierung. De Ministère leet Wäert drop, den eelere Leit déi richteg Offer unzebidden, fir déi digital Inklusioun ze garantéieren an se sou mat op de Wee vun enger ëmmer méi moderner Gesellschaft ze huelen.

GERO – Kompetenzzentrum fir den Alter

De GERO – Kompetenzzentrum fir den Alter ass e konventionéiert Partner vum Familljeministère a riicht sech un d'Generatioun 60+. D'Ziler sinn, dat

aktiiv an onofhängegt Liewe vun de Leit ze fërderen a géint déi sozial Isolierung ze wierken. A reegelméisseg Ofstänn ginn op nationalem Niveau Aktivitéiten, Manifestatiounen a Coursen ugebueden, fir den eelere Leit d'Méiglechkeet ze ginn, och weiderhin Deel vun eiser Gesellschaft ze sinn. Dës Aktivitéiten a Coursen ëmfaasse verschidene Theemeberäicher wéi z. B. Gesondheet, Digitalisatioun, Theeme ronderëm Kultur a Liewen.

Am Joer 2023 goufe 55 verschidene Evenementer a Coursen organiséiert, wou insgesamt 1.387 Leit ageschriwwen waren.

Och am Beräich Benevolat gi verschidde Projeten an Aktivitéiten organiséiert, wou eelere Leit d'Méiglechkeet hunn, sech benevole ze bedeelegen, wéi z. B. beim Projet „Raconte-moi une histoire“ oder als Pensionscoach. Am Joer 2023 konnt de GERO 44 Benevollen zielen.

Mat der Fërderung vum Benevolat, der Virbereedung vun der Pensioun, der Integratioun vun eelere Leit mat Migratiounshannergrond an der Verstärkung vun intergenerationelle Kontakter a Beziéunge probéiert de Ministère, gezielt dem Usproch, fir géint déi sozial Isolierung virzegoen, gerecht ze ginn.

Déi konventionéiert Partner, déi finanziell a personell vum Staat ënnerstëtzt ginn, bidden eng breet Offer un Aktivitéiten un, déi et den eelere Leit erméiglecht, um soziale Liewen deelzehuelen a weiderhin Deel vun der Gesellschaft ze bleiwen, wouduerch dem schlächende Prozess vun der Vereinsamung ka präventiv virgebeugt ginn.

Décès d'un enfant | Question 0845 (04/06/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Ufank Juni gouf et um RTL e Sonndesinterview mat dem Chef vun der Rechtsmedezinn vum LNS. Dobäi gouf och iwwert Doudesfall bei jonke Leit geschwat. Beim plötzleche Kandsdoud fuerdert den Dr. Thorsten Schwark, dass méi Autopsië solle gemaach ginn. Dës géifen aktuell just gemaach ginn, wann den Dokter, deen d'„Läicheschau“ virhëlt, Zweifel un der Doudesursaach hätt. E plötzleche Kandsdoud kéint laut dem Dr. Schwark awer just unhand vun enger Obduktioun an aneren zousätzlechen Ënnersichungen diagnostizéiert ginn, aner méiglech Ursaache missten dofir ausgeschloss gi sinn. Dem Dr. Schwark senger Erfahrung no géif bei enger Obduktioun dann awer méi oft festgestallt ginn, dass et sech ëm een „Tötungsdelikt“ gehandelt huet. Bei 3 bis 5 % vun den Autopsië vu Puppelcher, déi hien am Laf vu senger Karriär gemaach hätt, wär dat nämlech de Fall gewiescht. Dem Thorsten Schwark no misst all Persoun ënner 18 Joer, déi plötzlech verstierft, a wou keng weesentlech Virerkrankung bekannt ass, obduzéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt aktuell net bei alle Kanner a Mannerjärege, bei deene keng Virerkrankung bekannt sinn an déi plötzlech verstierwen, eng Obduktioun gemaach?

2. Hätt Lëtzebuerg haut d'Kapazitéiten, fir dëst ze maachen? Wann nee, wéi vill zousätzlech Ressourcë géifen dofir gebraucht ginn, fir dass all verstuerwene Mannerjärege am LNS kéint obduzéiert ginn?

Réponse (05/07/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Et sief ugangs ënnerstrach, dass ee muss den Ënnerschied maachen tëschent engersäits enger forensescher Obduktioun, déi gemaach gëtt, wann et

Indicé gëtt, dass eng Friemawierkung bei der Doudesursaach stattfonnt huet an déi ënnert der Kontroll vun de Justizautoritéite vun engem Rechtsmedezinner gemaach gëtt, an anerersäits enger medezinnescher Obduktioun, déi an der Reegel vun engem Patholog gemaach gëtt, fir déi reng medezinnesch Grënn vun der Doudesursaach feststellen, ouni dass d'Fro vun enger Friemawierkung am Raum steet.

Fir eng Obduktioun ordonéieren ze kënnen, mussen ettlech Punkte consideréiert ginn. All Medezinner kann en Doudeschäin ausstellen an en Doud als natierlech, schro, onbekannt a verdächteg, oder onbekannt an onverdächteg klassifizéieren. Nëmme schro esouwéi onbekannt a verdächteg Doudesfall mussen der Police grand-ducale oder dem Parquet gemellt ginn. Zu Lëtzebuerg ginn Obduktiounen haaptsächlech am Kader vu geriichtlechen Enquêtes duerchgefouert, falls et Ongewëssheeten zu der Doudesursaach gëtt, wann d'Ëmstänn ronderëm den Doud verdächteg sinn an ee Gewalt net ausschléisse kann (forensesch Obduktiounen).

Ob eng forensesch Obduktioun duerchgefouert gëtt, decidéieren eenzeg an aleng d'Justizautoritéiten.

D'Dokteren, déi den Doudeschäin ausstellen, sinn dofir verantwortlech, d'Doudesursaach ze bestëmmen an d'Autoritéiten, also d'Police oder de Parquet, ze informéieren, falls et Hiweiser gëtt, déi op eng potenziell verdächteg oder gewaltsam Doudesursaach zeréckféiere kënnen.

Wann en Doudesfall vum Dokter, deen den Doudeschäin ausstellt, souwäit net anescht ugin, als natierlech agestuuft gëtt, ka mat de momentan gëltege Protokoller keng Obduktioun als noutwenneg consideréiert ginn.

Allerdéngs kann all Dokter, mam Averständnes vun der Famill, eng Obduktioun ufroen. An deem Fall gëtt d'Obduktioun vun de Pathologen duerchgefouert.

Eng systematesch medezinnesch Obduktioun bei Mannerjärege ouni Virekrankung oder bei engem plötzleche Kandsdoud gëtt net duerchgefouert, well dat haut net zwéngend virgesinn ass.

ad 2. Op Basis vun de besteoende Statistike verfüügt Lëtzebuerg den Ament iwwer genuch Capacitéiten, fir, am Fall vun engem Verdacht op e Verbriechen oder am Fall wou d'Ursachen net kloer sinn, Obduktiounen bei plötzlechen Doudesfall vu Mineuren duerchféieren ze kënnen.

D'Rechtsmedezinner ginn nëmmen dann an der Entscheedung iwwer eng Obduktioun implizéiert, wa se vun der Justiz oder vum Hausdokter ëm Rot gefrot ginn.

2022 sinn insgesamt 27 Persounen ënner 20 Joer gestuerwen. Ënner deene sinn 8 Doudesfall op extern Ursachen zeréckzeféieren.

Opgrond vun der relativ gerénger Zuel vun deesen Doudesfall zu Lëtzebuerg ass et aus forensescher Siicht den Ament net néideg, zousätzlech Ressourcé fir systematesch Obduktiounen bei all de Mineuren ze envisagéieren.

Et ass wichteg ze preziséieren, dass d'Decisioun iwwer d'Noutwendegkeet vun enger Obduktioun mat den internationale Standarden a bewäerte Praktiken vun der Rechtsmedezinn getraff gëtt.

Amendes routières reçues en Grande-Bretagne | Question **0846** (04/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Schonn am Februar 2024 hunn d' Pirate mat der Fro N° 0256 op méiglech kriminell Aktivitéite vu Euro

Parking Collection (EPC) opmierksam gemaach. D'Firma Euro Parking Collection sicht sech scheinbar ëmmer nei Beamten an EU-Staaten, déi Accès zum EUCARIS-System hunn, an déi hinnen dann Adress an Numm vun deene Leit iwwermëttelen, déi zu London gefuer sinn, mee keng Geneemegung fir d'Low Emission Zones haten. Dëst, fir de Leit Protokoller an Héicht vun Dausenden Euro heemzeschécken. Huissieren an der Belsch hätten dëst Geld och schonn agedriwwen. Euro Parking huet säit dem Brexit awer kee Recht, fir dës Donnéeën ze kréien. Een italieeneschen an ee belsche Beamte si scho suspendéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. „Well dëse Courier onbeäntwert bliwwen ass, ass Enn Oktober 2023 en zweete Courier un den italieeneschen Transportminister adresséiert ginn, deen awer bis elo nach net op ons zeréckkomm ass.“ Koum mëttlerweil eng Äntwert vun den italieeneschen Autoritéiten?

2. Wéi d'„Luxembourg Times“ an engem Artikel vum 31. Mee schreift, reklaméiert Transport for London iwwer 380.000 € u Protokoller vu Mataarbechter vun der Lëtzeburgerer Ambassade zu London. Wéi wäert den Ausseministère op dës Revendicatiounen vun Transport for London an d'Droung, fir dëst Geld viru Gericht anzekloen, reagéieren?

3. Laut enger Fro vun der deemoleger Conseillère Caroline Pidgeon an der deemoleger Äntwert vun der Stad London, wiere Lëtzeburger Residenten EPC iwwer 990.000 € Pond schëlleg (<https://www.london.gov.uk/who-we-are/what-london-assembly-does/questionsmayor/find-an-answer/european-parking-collections-epc-fines-2>).

– Wéi positionéiert d'Regierung sech heizou, wësend, datt iwwer 3.700 Leit betraff sinn (<https://www.london.gov.uk/who-we-are/what-london-assembly-does/questions-mayor/findan-answer/european-parking-collections-epc-fines-1>)?

– Wäert si d'Bierger driwwer oplären, datt d'EPC an Transport for London kee Recht hunn, fir hinnen dës Protokoller heemzeschécken, well se, wéi d'Minister selwer an der Äntwert op d'Fro N° 0256 sot, kee Recht hunn, fir un d'Donnéeën vun den EU-Bierger ze kommen? Wa jo, wéi? Wann nee, firwat net?

Réponse (03/07/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Bis elo koum nach keng Äntwert vum italieeneschen Transportminister. Déi italieenesch Autoritéiten hunn awer a Reunionen iwwert den EUCARIS-System erkläert, datt si sech dem Problem bewusst sinn a scho Moosnamen ergraff hunn, fir d'Ursach dovunner erauszefannen. Verschidden italieenesch Acteuren hunn een externe System benotzt, fir Ufroen un EUCARIS ze automatiséieren. Ee Service-Provider vun deem System hätt déi italieenesch Zougërffsrechter mëssbraucht an esou wieren déi Daten un Drëtter kommunizéiert ginn. Déi italieenesch Autoritéiten hunn allerdéngs verséichert, all néideg Moosnamen ergraff ze hunn, fir deem en Enn ze setzen, a féiere weiderhin intern Enquêtes.

Während der EUCARIS-Generalversammlung, déi Enn Mee stattfonnt huet, goufen zudeem Richtlinnen agefouert, déi all Land adoptéiere muss, wann esou een Data Breach festgestallt gëtt.

ad 2. Déi meescht EU-Memberstaaten, déi zu London vun hiren Ambassade representéiert ginn, deelen d'Usicht, dass d'Staugebühr eng Tax ass. Als solch

sinn Ambassaden an diplomatesch Personal laut der Wiener Konventioun iwwert diplomatesch Relationen, dovunner exemptéiert. Et ass och nach keen Argument ervirbruecht ginn, wat dës Staate géing dozou bréngen, hir legal Positioun änneren ze mussen.

D'Regierung gouf net vun Transport of London kontaktéiert a krut deemno och keng Informatiounen, wéi de genannte Montant gerechent ginn ass.

ad 3. D'Regierung huet keng Informatiounen, wéi vill Persounen mat engem zu Lëtzebuerg ugemellte Gefier betraff sinn. Well et sech awer warscheinlech ëm een onerlaabten Zougërff op hir perséinlech Donnéeën handelt, kënnen déi concernéiert Persounen eng Reklamatioun bei der CNPD maachen.

Conseil de gérance de l'agence eSanté | Question **0847** (04/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis fin 2022, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) ne participe plus aux réunions du Conseil de gérance de l'agence eSanté notamment à cause d'un litige autour du projet Digital Health Network (DHN) financé par l'AMMD.

Madame la Ministre avait informé la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale que des pourparlers avec l'AMMD étaient en cours sans qu'il y ait eu un engagement à l'égard d'une éventuelle acquisition du projet DHN par l'État.

Madame la Ministre espérait trouver une solution au litige lors d'une réunion en janvier 2024.

J'aimerais dès lors poser les questions parlementaires suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que l'AMMD a entre-temps repris sa place au sein du conseil de gérance de l'agence eSanté ?

2) Est-ce qu'un accord sur l'utilisation et le financement du projet DHN a pu être trouvé et le cas échéant selon quelles modalités ?

Réponse (02/07/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Non, actuellement les deux places prévues pour l'AMMD au Conseil de gérance de l'agence eSanté ne sont pas allouées nominativement. Plusieurs courriers adressés à l'AMMD avec prière de nommer deux représentants sont restés sans réponse jusqu'à ce jour.

ad 2) Les pourparlers avec l'AMMD sont toujours en cours.

Regroupement familial pour les personnes d'origine palestinienne | Question **0848** (04/06/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Depuis des mois, plusieurs représentants des Nations Unies alertent qu'il n'y a plus aucun refuge sûr dans la bande de Gaza. Récemment, plus d'un million de personnes ont été déplacées de force de la ville de Rafah en raison des opérations militaires des forces de défense israéliennes. Selon les Nations Unies, environ 1,75 million de gazouies sont déplacés, dont plus de la moitié sont des enfants. En même temps des familles luxembourgo-palestiniennes s'efforcent d'évacuer leurs membres de famille depuis plusieurs mois, sachant que le Gouvernement a déclaré ne pas vouloir entreprendre des modifications législatives pour faciliter le regroupement familial.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Combien de demandes de regroupement familial ont été déposées afin d'évacuer des personnes de la bande de Gaza ou des territoires palestiniens occupés par mois depuis le 7 octobre 2023 ? De combien de membres de familles s'agit-il ? Combien de ces demandes ont déjà été traitées ? Combien de ces demandes ont été acceptées et combien rejetées ? Quels étaient les motifs pour les rejets des demandes ?

2) Quelle est la durée moyenne pour le traitement d'une demande de regroupement familial et quelle est la durée moyenne pour le traitement d'une demande de regroupement familial pour les personnes d'origine palestinienne ?

3) Combien de personnes d'origine palestinienne ont déposé une demande de protection internationale depuis le 7 octobre 2023 ? Combien de demandes ont été refusées et quelles en étaient les motifs ? Combien de personnes d'origine palestinienne ont obtenu la protection internationale au Luxembourg depuis le 7 octobre 2023 ?

4) Combien de personnes ayant un lien avec le Luxembourg ont fui la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 et ont pu arriver au Luxembourg ?

5) Combien de personnes ayant un lien avec le Luxembourg ont fui la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 et se trouvent dans la région limitrophe, notamment en Égypte ? Le Gouvernement envisage-t-il agir afin d'aider ces personnes déplacées ? Dans l'affirmative, quelles mesures le Gouvernement veut-il prendre ?

6) Combien de visas pour motifs humanitaires ont été délivrés au cours des dix dernières années ? Combien de visas pour motifs humanitaires ont été délivrés depuis le 7 octobre 2023 pour des personnes d'origine palestinienne ? Vu la situation humanitaire exceptionnelle à Gaza, à quelles conditions les personnes d'origine palestinienne doivent-elles satisfaire ?

7) Quelle est la position du Gouvernement concernant l'application de l'article 25 du règlement n° 810/2009 sur la délivrance d'un visa à validité territoriale limitée ?

Réponse (03/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Depuis le 7 octobre 2023, neuf personnes d'origine palestinienne ont introduit une demande de regroupement familial au Luxembourg.

Parmi ces neuf demandes, quatre ont été accordées, quatre ont été refusées, et une est encore en cours de traitement.

Les personnes qui se sont vu refuser le regroupement familial ne remplissaient pas les conditions prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

ad 2) La durée moyenne de traitement des demandes de regroupement familial est de 38 jours. Quant aux demandes de regroupement familial traitées par la Direction générale de l'immigration qui émanaient de personnes originaires de Gaza, la durée moyenne de traitement a été de 11 jours.

ad 3) Depuis le 7 octobre 2023, dix personnes provenant des territoires palestiniens ont introduit une demande de protection internationale au Luxembourg. Parmi ces demandes, trois ont été déclarées irrecevables étant donné que les personnes concernées

bénéficiaient déjà d'une protection internationale dans un autre État membre. Dans trois cas, le Luxembourg n'était pas responsable du traitement de la demande au sens du règlement dit « Dublin III ». Les demandes de quatre personnes sont encore en cours de traitement.

Depuis le 7 octobre 2023, neuf personnes en provenance des territoires palestiniens se sont vu accorder une protection internationale. À noter toutefois que les demandes y afférentes avaient été déposées avant le 7 octobre 2023.

ad 4) Les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure de recenser ces données.

ad 5) Les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure de recenser ces données.

Quant aux mesures prévues, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 0265.

ad 6) Le Luxembourg n'émet pas de visas pour motifs humanitaires.

ad 7) Un visa à validité territoriale limitée peut être délivré pour des raisons humanitaires, pour des motifs d'intérêt national ou pour honorer des obligations internationales à titre exceptionnel lorsque le demandeur démontre sa volonté de quitter le Grand-Duché de Luxembourg avant l'expiration du visa.

Harcèlement et cyberharcèlement à l'école | Question **0849** (05/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mobbing a Cybermobbing si grouss Problemer an eiser Gesellschaft an an eise Schoulen. Fir déi Betrafte ka Mobbing zu laangfristige mentale Problemer féieren. Op der BEE SECURE Helpline hu sech fir d'Schouljoer 2022/2023 101 Mannerjäreger oder hir Elteren an hirer Plaz fir Hëllef gemellt.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Ministère Zuele virleeën, wéi vill Fäll vu Mobbing a Cybermobbing u Mannerjäregen an de leschte 5 Joer bei de Schoulen (Primärschoulen, Lycéeën, Maison-relais) selwer gemellt gi sinn?

2. Kann de Ministère Zuele virleeën, wéi vill Fäll vu Mobbing a Cybermobbing u Mannerjäregen an de leschte 5 Joer bei der Police gemellt goufen?

Réponse (05/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Fäll vu Mobbing respectivement vu Cybermobbing, déi bei de Schoulen a Maison-relais selwer gemellt ginn, ginn net statistesch zentral erfaasst.

Et gëtt awer reegelméisseg Récksprooch mat de lokalen a regionalen Acteure gehalen, fir si beschtméiglech bei der Präventioun vu Mobbing esouwéi bei der Protektioun vu betraffene Persounen ze ënnerstëtzen.

Et ass richtig, datt et am Schouljoer 2022/2023 101 Kontaktopname vu Kanner/Jonken oder Elteren op der BEE SECURE-Helpline gouf. Allerdéngs hunn dës Kontaktopname verschidden Theemen ëmfaasst, d'Theema Cybermobbing kënn dobäi op der drëtter Plaz.

Déi dräi Haapttheeme waren:

- Sextortion (Erpressung mat der Verëffentlechung vun intimen oder kompromettéierende Biller oder Videoen): 36-mol;
- Cyberkriminalitéit: 18-mol;
- Cybermobbing: 11-mol

Wat méi allgemeng Zuelen zu Cybermobbing betrëfft, sou kann op d'HBSC-Studie (www.hbsc.org) mat den Donnéeën (Alter: 11-18 Joer), déi am Joer 2022 erhuewe goufen, verwise ginn: <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/376323/9789289060929-eng.pdf?sequence=2&isAllowed=y>.

ad 2. D'Programmierung vun den Datebanken erlaabt et der Police net, Faite vu Mobbing a Cybermobbing getrennt erauszefilteren.

D'Police ka just Zuele matdeelen zu Mobbing fir follgend Joren, ouni den Ënnerschied ze maachen, ob et sech ëm Cybermobbing oder Mobbing handelt an ouni opzeschlësselen, ob et sech ëm mannerjäreg oder groussjäreg Persounen handelt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Police verweist drop, datt si am Kader vun der Präventiounsaarbecht op hirer Internetsäit Informatiounen zum Thema Mobbing an Ulafstellen zur Verfügung stellt: <https://police.public.lu/de/prevention/cyber-mobbing.html>.

Spot audiovisuel du Ministère des Affaires intérieures | Question **0851** (05/06/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

A senger Äntwert op meng Fro Nummer 0731 zu der Finanzéierung vum Image-Video vum Här Innenminister schreift den Här Premierminister: „aucune ligne budgétaire du Ministère des Affaires intérieures, ni d'un autre ministère, ne fut engagée pour la réalisation du film en question“.

Gläichzäitig huet den Innenministère der Press op Nofro matgedeelt: „La vidéo a été réalisée en interne par un collaborateur du département Communication du Ministère des Affaires intérieures.“ Dës zwou Aussoe kënnen net gläichzäitig wouer sinn.

Meng Fro zum Sponsoring vum Video op de soziale Medie blouf iwwerdeems komplett onbeäntwert.

Dofir wéilt ech dem Här Premierminister follgend Froe stellen:

1. Wann de Video „en interne“ realiséiert gouf, kënnen d'Steierzueler:innen dovunner ausgoen, dass de Video mat ëffentleche Gelder finanzéiert gouf, onofhängeg dovunner, ob eng spezifesch Kreditlinn engagéiert gouf oder net?

2. Falls net, handelt et sech ëm Volontariatsaarbecht vun besote Mataarbechter ausserhalb vun den Déningschzäiten?

3. Wien dréit d'Käschte vum Sponsoring vum Image-Video op de soziale Medien?

Réponse (12/06/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. Jo. Et ass keng extern Kommunikatiounsagence gebraucht ginn, dofir ass keng Budgetsdepense getäget ginn.

ad 2. Nee, de Mataarbechter huet dëst während senger Aarbechtszäit gemaach.

ad 3. Et ass kee Sponsoring, weeder vum Innenministère, nach vun engem anere Ministère, gemaach ginn.

Stratégie VISION ZERO | Question **0852** (05/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

La stratégie VISION ZERO lancée en 2016 sous la responsabilité de l'AAA (e. a.) vise la prévention

d'accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles. La stratégie est censée impliquer les partenaires sociaux, employeur.e.s et employé.e.s, dans un effort de sensibilisation principalement et l'adhésion des entreprises et des partenaires institutionnels à la VISION ZERO se fait volontairement.

Vu le caractère volontaire de la stratégie, elle correspond plutôt à une déclaration d'intention des acteurs impliqués sans pour autant prévoir des objectifs clairs et contraignants et des mesures concrètes visant à la prévention voire à la réduction de risques d'accidents et de maladies professionnelles. La stratégie ne semble par ailleurs pas avoir connu de mises à jour depuis son lancement et omet ainsi des références à des enjeux pourtant centraux en matière de sécurité et de santé au travail comme les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la digitalisation ou les effets résultant de dérèglements des écosystèmes environnants qui font augmenter les risques biologiques, tels que le développement de maladies infectieuses, immuno-allergiques et toxiques.

Par ailleurs, il semblerait qu'une évaluation voire un bilan intermédiaires de la stratégie VISION ZERO n'aient pas été réalisés ou du moins pas été présentés au public.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Sécurité sociale et de la Santé et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien d'entreprises ont adhéré à la stratégie VISION ZERO via le formulaire en ligne ? Madame la Ministre peut-elle me fournir un relevé des entreprises adhérentes ventilé par taille et par secteur économique ?

2) Comment l'adhésion d'une entreprise à la stratégie VISION ZERO contribue-t-elle concrètement à la diminution des accidents tel qu'il est suggéré sur le site Internet de la stratégie ?

3) Quelles sont les obligations des entreprises adhérentes respectivement quels outils (à part les logos spécifiques) ou conseils sont mis à disposition des entreprises adhérentes leur permettant de contribuer à la diminution des accidents ?

4) La participation d'une entreprise à la stratégie VISION ZERO impacte-t-elle la mission du délégué à la sécurité et à la santé désigné par la délégation du personnel de l'entreprise ? Si oui, dans quelle mesure ?

5) Les délégués à la sécurité et à la santé des entreprises adhérentes sont-ils obligés respectivement ont-ils le droit de suivre sans perte de rémunération des formations spécifiques en lien avec la stratégie VISION ZERO tel qu'il est prévu pour les « travailleurs désignés » choisis par les employeurs ?

6) Dans l'affirmative à la question précédente, quel est le taux de participation à ces formations spécifiques en relation avec la stratégie VISION ZERO parmi les délégués à la sécurité et à la santé respectivement les « travailleurs désignés » ?

7) Est-il prévu de réaliser un bilan ou une évaluation intermédiaires de l'application de la stratégie en vue de la faire évoluer et notamment pour prendre en compte les risques climatiques et biologiques pouvant impacter la sécurité et la santé au travail ?

8) Quel est nombre des accidents (travail, trajet et maladie professionnelle) enregistrés par l'AAA pendant l'année 2023 ?

9) Quel est le nombre des accidents mortels enregistrés par l'AAA pendant l'année 2023 ?

Réponse (08/07/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) À présent, 302 entreprises et institutions ont adhéré à la stratégie VISION ZERO.

Le tableau suivant présente le nombre d'adhérents, ventilé par taille :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau ci-après présente le nombre d'adhérents, ventilé par secteur économique :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

La liste complète des adhérents est disponible sur le site Internet de la VISION ZERO, sous : <https://vision-zero.lu/fr/liste-des-adherents-3/>.

ad 2) L'adhésion des entreprises à la VISION ZERO est un engagement volontaire pour réduire le nombre et la gravité des accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles. Les adhérents s'engagent à mettre en œuvre un plan d'action qui tient compte des sept règles d'or de la VISION ZERO.

Concrètement, les adhérents s'engagent à mettre en place un lieu de travail sain et sécurisé pour l'ensemble des salariés ainsi que toute autre personne travaillant dans l'entreprise, et à intensifier tous les efforts déjà entamés en matière de sécurité et de santé au travail.

De plus, les entreprises adhérentes s'engagent à promouvoir et assurer une gestion efficace de la sécurité, de la santé et du bien-être au travail dans l'esprit d'une culture de prévention, tout en anticipant et en gérant les changements au niveau du monde du travail, notamment en relation avec les transitions numérique, démographique et écologique.

En général, la stratégie VISION ZERO augmente la prise de conscience des décideurs, des salariés désignés, des délégués à la sécurité et à la santé, ainsi que de tous les salariés et autres acteurs impliqués, des avantages d'une approche systémique et intégrée de la sécurité et de la santé au travail. En adoptant cette stratégie, les entreprises s'améliorent en matière de la sécurité sur le lieu de travail, ce qui se traduit par une diminution du nombre et de la gravité des accidents et des maladies professionnelles.

ad 3) Les entreprises adhèrent à la stratégie VISION ZERO n'ont pas d'obligations formelles, mais s'engagent volontairement à réduire les accidents de travail en adoptant diverses mesures et en utilisant plusieurs outils mis à leur disposition.

Le site Internet de la stratégie VISION ZERO offre une multitude de ressources en ligne qui permettent aux entreprises d'améliorer la sécurité de leurs salariés tout en alignant leurs pratiques avec les principes et les règles d'or de la VISION ZERO. Ces ressources comprennent des guides, des brochures, des recommandations de prévention, des affiches, des vidéos et des infographies.

Les formations disponibles permettent aux participants de développer des compétences spécifiques en gestion de la sécurité et santé au travail, tandis que des campagnes de sensibilisation visent à augmenter la prise de conscience des différents risques professionnels. En outre, des événements comme le Forum sécurité-santé au travail et diverses conférences offrent des plateformes d'échange sur les meilleures pratiques et les dernières innovations en sécurité et santé au travail.

Une attention particulière est accordée aux secteurs à risques grâce à des actions ciblées, notamment un conseil personnalisé pour les entreprises opérant dans ces secteurs.

ad 4) La participation de l'entreprise à la stratégie VISION ZERO renforce généralement l'engagement des délégués à la sécurité et à la santé dans toutes les actions en la matière.

De manière générale, le Code du travail énonce que les employeurs consultent les délégués à la sécurité et à la santé et permettent leur participation dans le cadre de toutes les questions touchant à la sécurité et à la santé au travail.

Les délégués à la sécurité et à la santé participent de façon équilibrée ou sont consultés au préalable et en temps utile par l'employeur sur toute action qui peut avoir des effets substantiels sur la sécurité et la santé. Les délégués à la sécurité et à la santé ont le droit de demander à l'employeur qu'il prenne des mesures appropriées et de lui soumettre des propositions en ce sens, de façon à pallier tout risque pour les salariés ou à éliminer les sources de danger.

De plus, l'employeur est tenu d'accorder aux délégués à la sécurité et à la santé une dispense de travail suffisante sans perte de salaire et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour permettre à ces représentants d'exercer les droits et fonctions.

ad 5) Selon le Code du travail, les délégués à la sécurité et à la santé ont le droit de suivre, de manière générale, les formations visant au perfectionnement des connaissances en matière de sécurité et de santé au travail. L'employeur doit laisser au délégué à la sécurité et à la santé le temps libre, dit congé-formation, pour participer, sans perte de rémunération, à des actions de formation organisées par les organisations syndicales ou par des institutions spécialisées coïncidant avec les horaires normaux du travail.

ad 6) L'AAA ne dispose pas du nombre ou de la fonction des participants à ces formations spécifiques. Ces formations sont dispensées par des organismes extérieurs tels que l'École supérieure du travail (EST) ou l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB).

Dans ce contexte, l'École supérieure du travail est un acteur clé qui contribue activement à la formation des délégués du personnel. La thématique de la « Sécurité et santé dans l'entreprise » constitue un élément essentiel de l'offre de formation de l'EST. La nouvelle brochure des formations 2024-2029 sera publiée mi-juillet 2024. Le catalogue de formations complet sera accessible pour le public sur le site Internet de l'EST : <https://est.public.lu/fr/formations-delegues/inscriptions.html>.

ad 7) Un bilan intermédiaire pour la période 2016-2021 a été réalisé et communiqué aux différentes parties prenantes en novembre 2021. Ce bilan a de nouveau été présenté lors des éditions du Forum sécurité-santé au travail en 2021 et 2022. Il montre que le développement de la stratégie VISION ZERO au niveau national a porté ses fruits, avec une diminution du taux de fréquence des accidents du travail.

Ce bilan inclut les contributions des signataires de la charte nationale VISION ZERO, à savoir 6 ministères, les 3 syndicats représentatifs au niveau national (OGBL, LCGB et CGFP), ainsi que l'UEL et l'INDR. Ensemble, ils ont énoncé plusieurs actions et témoignages illustrant l'efficacité de la stratégie.

De manière générale, les adhérents à la VISION ZERO s'engagent à anticiper et à gérer les changements au niveau du monde du travail, notamment en relation

avec les transitions numérique, écologique et démographique.

Le bilan intermédiaire complet est accessible pour le public sur le site Internet de la VISION ZERO : <https://visionzero.lu/fr/strategie/>.

ad 8) Le rapport annuel de l'AAA publie chaque année le nombre d'accidents (travail, trajet et maladies professionnelles), ainsi que le nombre d'accidents mortels. Les statistiques pour l'année 2023 seront disponibles en octobre 2024. Ce délai est nécessaire afin de pouvoir établir des statistiques aussi précises que possible sur l'année écoulée (déclarations tardives, instruction complexe de certaines déclarations, accidents graves devenant mortels, etc.).

Les statistiques des années 2017 à 2022 sont disponibles sur le site Internet de l'AAA : <https://aaa.public.lu/fr/aaa/Rapport-annuel.html>.

ad 9) Voir réponse à la question 8.

.....

Retard de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC | Question 0853 (05/06/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

En avril 2024, le nouveau comité de la Chambre d'Agriculture a eu sa première entrevue avec Madame la Ministre de l'Agriculture. Lors de cette réunion, les représentant.e.s du secteur agricole ont abordé leurs sujets prioritaires, le plus important étant, selon un article de presse, le retard de paiement des fonds alloués dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC), ce retard ayant un impact négatif sur la sécurité de la planification des agriculteur.trice.s.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir des données au sujet de l'évolution des retards de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC au fil des cinq dernières années (ventilées par année et par aide) ?

2) Quelles sont les principales raisons pour les retards dans ce domaine ?

3) Quelles mesures Madame la Ministre va-t-elle mettre en œuvre afin d'éviter les retards de paiement des fonds alloués dans le cadre de la PAC dans les années à venir ?

Réponse (05/07/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Tout d'abord, il importe de souligner qu'il y a eu très peu de retard au sens légal au fil des cinq dernières années. En effet, la réglementation communautaire fixe une date limite au 30 juin de l'année N+1 pour les aides cofinancées. Cette disposition a été respectée jusque 94 % à la fin du mois de juin.

Les autorités publient régulièrement le calendrier des paiements par année culturale :

– Il commence chaque année avec un paiement d'avances à partir de la deuxième moitié d'octobre, suivi du solde des aides au revenu et à la compétitivité en décembre de l'année N.

– Début de l'année N+1, les mesures agroenvironnementales et les aides au soutien de la biodiversité sont payées; suivies, jusqu'à mai N+1, des paiements restants, entre autres, pour le Greening (remplacé avec la réforme par les éco-régimes) et les zones de protection des eaux.

L'historique des paiements est repris dans le tableau en annexe.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Il faut souligner que l'année de demande 2023 est la première année de la mise en œuvre de la réforme de la PAC. La situation est donc absolument exceptionnelle.

En résumé :

– Le nombre des régimes des paiements directs (1^{er} pilier) est passé de 4 à 14. 10 nouveaux régimes ont été introduits.

– Le nombre de mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) a été dédoublé, étant donné que les anciens engagements en cours restent en place.

Actuellement, le Service d'économie rurale gère plus de 50 régimes d'aides. Il va de soi que la mise en œuvre de nouveaux régimes d'aides ou de régimes d'aides modifiés est un exercice de longue haleine et complexe. Les gestionnaires de primes doivent spécifier en détail leurs besoins, valider des analyses détaillées de l'informatique et procéder après livraison à un testing poussé des nouvelles applications. Tout ceci est indispensable pour garantir des paiements corrects, mais demande du temps, comme les ressources sont limitées, à la fois côté métier que côté informatique.

D'autres raisons administratives expliquant le fait que certaines aides sont payées plus tard que d'autres sont :

– Les différentes aides présentent une complexité différente. Certains régimes demandent des données qui ne sont disponibles que tardivement (p. ex. via réimport de couches de données mises à jour).

– La préparation des dossiers de paiement demande une série de vérifications impliquant plusieurs services. Cette tâche est chronophage et empêche le paiement de plusieurs aides à la fois.

ad 3) Pour les années à venir, le Ministère de l'Agriculture s'assurera que l'informatique soit en place, en principe pour l'année culturale 2024-2025. Les paiements pourront avoir lieu plus tôt et s'effectueront à nouveau au rythme connu par le secteur. Les agriculteurs seront avisés par la publication régulière du calendrier des paiements.

Par ailleurs, il importe de souligner que les autorités travaillent sur un projet informatique qui prévoit de mettre à disposition des agriculteurs dans l'application « guichet.lu » des tableaux de bord individualisés qui leur permettront de suivre de près les paiements des aides de la PAC.

.....

Hélicoptère de sauvetage basé à Ettelbruck | Question 0854 (05/06/2024) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

Den Helikopter beim Nordspidol ass an de leschte Joren dacks zum Asaz komm, virun allem am Éislek. Dat konnt ettlech Mënscheliwe retten, zemol an enger Regioun mat enger schwiereger Topografie.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung an dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

1. Wéi oft kouv den Helikopter beim Ettelbrécker Spidol zanter 2018 zum Asaz?

2. Wéi vill Flich goungen iwwer eis Landesgrenzen eraus?

3. Stëmmt et, datt virgesinn ass, fir mëttelfristeg en anere Site fir den Helikopter ze sichen?

4. Wéi ass de Finanzement vum Helikopter konkret organiséiert?

Réponse (09/07/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Zënter 2018 kouv den Helikopter beim Ettelbrécker Spidol 3.105-mol zum Asaz (Stand 13. Juni 2024).

ad 2. Vun deenen 3.105 Flich sinn der 2 iwwert d'Landesgrenzen erausgaang.

ad 3. Et stëmmt, datt virgesinn ass, fir mëttelfristeg en anere Site fir den Helikopter ze sichen.

ad 4. Engersäits ass d'Finanzéierung vun den 2 Helikoptere vun der Luxembourg Air Rescue ASBL (LAR) iwwert eng Konventioun tëschent der LAR an dem CGDIS gereegelt. D'LAR facturéiert dem CGDIS all Mount déi Fluchminuten, während deenen d'Helikoptere fir SAMU-Asätz ennerwee waren. De CGDIS kritt déi Ausgabe vun der Gesondheetskeess (CNS) rembourséiert.

Anersäits kritt d'LAR iwwert eng Konventioun mam Innenministère e järeliche Subsid an Héicht vu maximal 1,4 Millioun Euro fir d'Bedreiwe vun deenen 2 Rettungshelikopteren am Kader vum Service d'aide médicale urgente (SAMU).

Déi 2 Rettungshelikoptere goufe rezent vun der LAR ersat. De Staat bedeelegt sech mat 3 Milliounen Euro un der Uschafung vun deenen 2 Helikopteren. Eng zousätzlech Millioun Euro gouf der LAR an Aussiicht gestallt, woubäi fir d'éischt eng Analys vun hirer Finanzsituatioun duerch d'Inspection générale des finances (IGF) duerchgefouert wäert ginn, éier dass deenen zousätzleche Montant ausbezuelt gëtt.

Déi Käschten, déi d'LAR net iwwert déi 2 Konventioun gedeckt kritt, finanzéiert si momentan aus eegene Mëttel, wéi zum Beispill iwwert d'Membersbäitrag.

.....

Mesures de lutte contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil | Question 0855 (06/06/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Rue du Commerce zu Keel gouf rezent ee Wunnhaus ofgerappt, dat an der Nuecht op de 6. Dezember 2022 gebrannt hat. Bei dem Brand goufen zéng Leit zum Deel schwéier blesséiert. E sechs Joer ale Bouf ass un de Suite vu senge Blessure gestuerwen. Och wann d'Ursaache vun deem Brand bis well nach net definitiv opgekläert sinn, deit dese Fall dach op eng Realitéit hin, déi gäre verkannt gëtt: 23 Persounen waren zum Zäitpunkt vum Brand am Gebai. Sechs Familljen hunn do gewunnt, woubäi d'Keeler Gemeng lo seet, datt do maximal dräi Logementer méiglech wieren.

Als „habitat indigne“ bezeechent een: „Raimlechkeeten, déi zu Wunnzwecker genotzt ginn, obwuel se heifir net virgesi sinn oder Gebaier, déi hir Bewunner duerch hire schlechten Zoustand a Gefor bréngen.“

Als Schlofhändler bezeechent een „un propriétaire qui abuse de ses locataires en louant très cher un logement indigne, les mettant directement en danger: insalubrité, suroccupation organisée, division abusive de pavillons, etc.“. D'franséisch Regierung, vun där des Definitiounen stamen, werft dese Leit vir, „entretiennent l'habitat indigne et le mal-logement tout en exploitant la détresse des plus démunis“, an huet dofir d'Sanctioun verschäerft (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires: Mesures de lutte contre l'habitat indigne

et les marchands de sommeil, 08/09/23, <https://www.ecologie.gouv.fr/mesures-lutte-contre-lhabitat-indigne-et-marchands-sommeil>). De belsche Code pénal (article 433decies) gesäit souguer eng Prisonsstraf vir fir deen, deen d'Vulnerabilitéit vun enger Persoun ausnotzt, fir en aussergewéinleche Profitt duerch Logementer ze maachen.

Hei zu Lëtzebuerg si virun allem déi sougenannte Kaffiszëmmer reegelméisseg Thema. Well och hei kënn et vir, dat Proprietäre ganz Haiser a sougenannt „Colocatiounen“ ëmwandelen, déi se dann u Leit verlounen, déi um lëtzebuergesche Wunnengsmaart keng Chance hunn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Den Artikel 3 vum Gesetz vum 20. Dezember 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation gesäit vir, datt all Proprietär oder Exploitant, deen Zëmmeren verlourt oder zur Verfügung stellt, dës Zëmmeren am Virus beim Bürgermeeschter vun der Gemeng melle muss an och ugi muss, wéi vill Persounen an deenen Zëmmeren liewe kënnen. Den Artikel 6 gesäit dann och vir, datt de Proprietär e Regëster vun de Locataire hale muss. Wéi vill d'Zëmmeren goufen iwwer Land gemellt, wa méiglech mat enger Opschlësselung pro Gemeng? Wéi vill Leit sinn aktuell a sou Zëmmeren ugemellt? Wat ass hei d'Moyenne vun de Bewunner vun engem Zëmmer? Wat ass déi héchsten Unzuel u Bewunner, déi an engem Zëmmer (esou wéi d'Gesetz et definiert) ugemellt sinn?
2. Wéi vill Kontrolle goufen an de leschten 3 Joer duerchgefouert?
3. A wéi vill Fäll kouw et bei dese Kontrollen zu Beanstandungen? Wat fir Beanstandungen waren dës? A wéi vill Fäll goufe Strofe verhaang, sou wéi dat am Art. 7 vum Gesetz virgesinn ass?
4. A wéi vill Fäll goufe Logementer als net bewunnbar, well net gesetzeskonform, erkläert an d'Proprietäre forcéiert, hir Locataire ze relogéieren, sou wéi dat am Art. 5 vum Gesetz virgesinn ass?
5. A wéi vill Fäll gouf de Parquet ageschalt?
6. Wéi kontrolléiert eng Gemeng, ob ee vun hinne proposéierte Logement, deen Drëtte gehéiert, gesetzeskonform ass?
7. Wien ass ausser de Gemengen an de Commissions des loyers hei nach een Usprechpartner fir déi Betreffen? Vu datt Betreffener oder och Noperen oft net wëssen, u wee se sech wende kënnen, wier et net ubruecht, wéi zum Beispill a Frankräich, eng national Telefonsnummer anzeriichten, wou si kéinten Hëllef kréien?
8. Fir de Fall, datt zu enger oder méi vun dese Froe keng Donnéeë virleien, wat gedenken déi zoustänneg Ministèren ze maachen, fir an der noer Zukunft eng besser Asiicht an dës Thematik ze kréien?

Réponse (10/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

Zu de Froen 1 bis 6 gëtt et momentan keng Statistiken oder Donnéeën.

D'Regierung privilegéiert déi aktuell Approche, déi de betroune Leit et erlaabt, sech direkt an d'Autoritéiten an der concernéierter Gemeng ze wenden (Bürgermeeschter, Service Logement, Office social).

D'Loyerskommissiounen hu keng Kompetenz an dëser Matière. Si sinn zoustänneg, fir bei Sträitfäll iwwert de Loyer vu Wunnengen een Arrangement tëschent de Parteien ze fannen oder de Loyer duerch eng Decisioun ze fixéieren.

D'Regierung plangt, den interministeriellen Aarbechtsgrupp iwwer d'Salubritéits- a Sécherheetscritère vun de Wunnengen ze reaktivéieren, wou niewent de concernéierte Ministèren och déi grouss Gemengen an de Syvicol vertruete sinn, fir zesummen eng Revisioun vun der aktueller Gesetzgebung an dëser Matière ze envisagéieren.

.....

Décentralisation des emplois aux centres de développement et d'attraction (CDA) du pays | Question **0856** (06/06/2024) de **M. Charel Weiler** (CSV)

Laut Landesplanung soll d'Nordstad nieft dem Zentrum an der Südregioun zum 3. Entwécklungspol am Land ginn. Doduerch soll net nëmmen eng besser Verdeelung vun den Aktivitéiten am Land favoriséiert ginn, mä och de Bierger soll de beschtméiglechen Accès op staatlech Verwaltung garantéiert kréien.

Am „Accord de coalition 2023-2028“ ass festgehal ginn, dass „La décentralisation des emplois aux centres de développement et d'attraction (CDA) du pays constituera également une priorité pour le Gouvernement. L'État servira d'exemple en procédant à l'implantation de certains services et administrations dans les CDA.“

D'Dezentraliséierung vun Aarbechtsplazen an administrative Servicer ass essentiel fir d'Entwécklung vum ländleche Raum a virun allem fir déi ugeduechten Nordstad. Sou sollen am „Centre administratif Nordstad“ zu Ettelbréck verschidde staatlech a parastaatlech Servicer relogéiert ginn.

Wéi aus der Äntwert op d'Fro N° 7622 vum 20. Februar 2023 ervirgeet, sollen ënnert anerem Servicer vum Educationministère, dem Kadaster, der Douane, der Steierverwaltung dra kommen, mä och déi aktuell Maison médicale an de Planning Familial relogéiert ginn. Ausserdeem ass och präziséiert ginn, dass verschidde Servicer net nëmme relogéiert, mee och verstärkt ginn.

Datt méi Verwaltungen an den Norde solle kommen, ass begrëssenswäert an e wichtege Schratt a Richtung administrativ Dezentraliséierung.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Finanzminister, den Här Minister fir den öffentliche Dénsgsch, den Här Aarbechtsminister, den Här Minister fir Landesplanung an un d'Madamm Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte riichten.

1. Ass weiderhi geplangt, déi uewe genannte staatlech Verwaltungen a Servicer an der Nordstad ze relogéiere respektiv unzesidelen?
2. Wat geschitt mat den Administratiounen, déi sech aktuell am Verwaltungsgebai zu Dikrech befannen, wann dës Gebai ofgerappt an nei gemaach gëtt?
3. Wéi eng Administratiounen sollen an dat zukünfteg Verwaltungsgebai bei der neier Jugendherberg zu Ettelbréck kommen?
4. Wéi gesäit déi administrativ Entwécklung iwwer déi nächst fënnef Joer aus?
5. Wat si Pläng vun der Regierung fir eng weider Stärkung vun den Aarbechtsplazen am Norde vum Land?

Réponse (09/07/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances | **M. Georges Mischo**, Ministere du Travail | **M. Serge Wilmes**, Ministere de la Fonction publique | **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

D'Regierung hält weiderhin un de grouss landesplanerische Prinzippien, sou wéi se am Programme directeur vun der Landesplanung (PDAT) festgehal goufen, fest. Zu deenen zielt notament d'Fërdere vun der Entwécklung op deene Plazen, wou et wierklech Sënn mécht, virun allem also d'Stärke vun de sougenannte Centres de développement et d'attraction (CDA). An deem Kontext spillt déi sougenannte „déconcentration concentrée“, also d'Dekonzentréierung vun de staatleche Servicer an d'Nordstad an op Esch/Uelzecht eng iwwergeuerdent Roll. An deem Sënn:

ad 1. Et ass weiderhi geplangt, déi genannte Servicer am Gebai „Centre administratif Nordstad“, dat zu Ettelbréck am Bau ass, ze relogéieren. D'Aarbechte wäerte viraussichtlech 2026 fäerdeg sinn.

ad 2. Duerch d'Realisatioun vum Projet vum Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung, fir de Quartier genannt „Cité militaire“ zu Dikrech ze revaloriséieren, gëtt dat aktuell Verwaltungsgebai ofgerappt an et entsteet een neit Gebai mat iwwer 7.000 m².

Déi, duerch de Projet vun der Revalorisatioun vum Quartier genannt „Cité militaire“ zu Dikrech concernéiert Verwaltungen, plënnere op 2 verschidde Plazen.

D'ADEM wäert iwwergangswies am Gebai vun der Gemeng Dikrech genannt „Maison de l'orientation“ an der Avenue de la Gare zu Dikrech ënnerkommen. Laut den aktuelle Planung wäert d'ADEM duerno hiren definitive Siège am neie Verwaltungsgebai, wat am Quartier „Cité militaire“ entsteet, kréien.

D'Steierverwaltung, de Kadaster an d'Douanesverwaltung wäerten op Ettelbréck an de „Centre administratif Nordstad“ kommen, fir do hiren neien an definitive Siège ze kréien. Dës Gebai erlaabt et alle Verwaltungen, fir a moderner a confortabele Raimlecheeten déi néideg Plaz ze fannen, fir sech ze regroupéieren an ze vergréisseren.

ad 3. D'Verwaltungsgebai, wat zu Ettelbréck um Pôle d'échange multimodal bei der Jugendherberg gebaut gëtt, ass fir d'Regierung eng Geleeënheet fir Servicer, déi am Kontakt mam Public sinn, op engem Knuet vum öffentliche Transport unzesidelen.

Vu datt dës Opportunitéit eemoleg an der Nordstad ass, ass nach net decidéiert, ween dohinner kënn. Deen oder déi Servicer, déi a Fro kommen, müssen eng wierklech Plus-value duerch dee Standuert an d'Proximitéit zum öffentliche Transport hunn.

ad 4. Déi uewe genannte Projete wäerte sech iwwert déi nächst Joren zéien. Doriwwer eraus a wéi am Koalitiounsprogramm virgesinn, huet d'Regierung wëlles, d'Dekonzentratioun vu staatleche Servicer weider virunzedreien an en ass aktuell amgaangen, Coworking-Strukturen en place ze setzen, virun allem an de Grenzregiounen.

Dës Missioun ass lancéiert an niewent dem Pilotprojet vu Schieren, deen am Dezember 2023 opgaangen ass, huet de Ministère vun der Fonction publique Gesprécher mat enger ganzer Rei Gemenge fir esou Espacen opgeho. Dës si prioritär CDA-Gemengen, déi am Mäerz dës Joer, zesumme mam Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung ugeschriwwen goufen, fir eng Kooperatioun an dëser Saach ze sollicitéieren.

ad 5. Niefert deenen uewe genannte Projeten ënnerstëtzt d'Regierung de Projet „Nordstad“ a suivéiert aktuell ënner anerem Projete fir Verwaltungssurfacen zu Wooltz, laanscht d'N7 am Norde vun der Nordstad an zu Réiden.

Cellule indépendante fusions communales | Question **0857** (06/06/2024) de **M. Charel Weiler** | **M. Emile Eicher** (CSV)

Depuis les élections communales de juin 2023, on observe dans certaines communes une nouvelle dynamique en vue d'éventuelles fusions. Ce processus de fusion de communes est également encouragé par le Gouvernement.

En effet, le programme gouvernemental prévoit que : « [...] le Gouvernement maintiendra son soutien aux fusions de communes qui expriment le désir de s'associer ».

Dans ce contexte, il est important de fournir des conseils techniques, financiers et juridiques aux communes intéressées et de les accompagner sur la voie de la fusion.

Cette mission de conseil pourrait être confiée à un organisme tel que la « Cellule indépendante – fusions communales » (CIFIC) qui a été mise en place en 2012 par le Ministre de l'Intérieur de l'époque pour sensibiliser, informer et accompagner les communes dans leurs démarches de fusion, mais qui a été dissoute par son successeur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre envisage-t-il de rétablir la « Cellule indépendante – fusions communales » instituée en 2012 respectivement de créer une nouvelle structure dont l'objectif est de conseiller et d'assister les communes dans les différentes démarches et procédures ?

– Quelles autres mesures sont prévues par le Gouvernement pour soutenir les communes dans leurs projets de fusion ?

Réponse (14/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Conformément au principe de l'autonomie communale consacré par la Constitution et la Charte européenne de l'autonomie locale, le Gouvernement soutient les fusions volontaires de communes qui doivent trouver leur origine dans une décision des conseils communaux qui souhaitent s'engager dans le processus de fusion.

L'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « Le Gouvernement maintiendra son soutien aux fusions de communes qui expriment le désir de s'associer ».

Je mettrai en œuvre cet objectif, entre autres, en procédant à l'installation d'un groupe d'experts qui aura pour mission de conseiller et d'accompagner les communes dans leurs démarches vers une fusion. La composition et les missions exactes de ce groupe seront déterminées prochainement, en concertation étroite avec le Syvicol.

Par ailleurs les services du Ministère des Affaires intérieures sont, de façon permanente, à l'écoute des communes qui s'engagent dans un projet de fusion.

Finalement les fusions de communes continuent d'être financièrement supportées par une aide spéciale de l'État.

Racisme dans le sport | Question **0858** (06/06/2024) de **M. Charel Weiler** (CSV)

Aus engem vum 1. Mee verëffentlechten Artikel aus der nationaler Dagespress geet ervir, dass et während engem Fussballmatch vum 28. Abrëll an der Éierepromotioun zu rassisteschen Äusserunge vis-à-vis vun engem Spiller komm ass. Dës Äusserungen haten ënner anerem d'Form vun Afegeräischer. Dee betreffene Spiller huet de Virfall spéider och ëffentlech gemaach a sech géint all Form vun Diskriminatioun ausgeschwat.

Am Rapport vun der FLF ass de Virfall leedeglech mat follgender Mentioun festgehal ginn: „Les spectateurs sont priés de se comporter de manière fair-play.“

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Sportminister stellen:

1. Huet de Sportminister Kenntnis vun dësem Virfall?
2. Wéi vill änlech Virfäll sinn him iwwer déi lescht 12 Méint bekannt?
3. Wéi eng Mesurë gedenkt hien ze ënnerhuelen, fir géint Fäll vu Rassismus am Sport virzuegoen?

Réponse (26/06/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Nee, vun deem Virfall hat ech keng Kenntnis. Als Sportminister verurteelen ech esou Aktiounen op dat Schäerfst.

ad 2. De Sportsministère gëtt net direkt iwwer Fäll vu Rassismus am Sport informéiert. Dofir si mir och aktuell keng Fäll a menger Qualitéit als Sportminister erugedroe ginn.

ad 3. Sou wéi et am Koalitionsaccord festgehalen ass, schaffe meng Servicer, an enker Zesummenaarbecht mat der ALAD, un enger onofhängeger Ulafstell fir d'Integritéit am Sport, mam Zil, deene Leit, déi Sport maache respektiv encadréieren, ee geséichert Émfeld ze bidden. Niefert dem Entgéinhuelen a Behandele vun all Fall vun Diskriminatioun am Sport, wäert dës Ulafstell och sensibiliséieren.

Pénurie de certains médicaments | Question **0859** (06/06/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eisen Informatiounen no ass et nach ëmmer schwieereg fir Diabeetes Patienten, fir ëmmer un hir néideg Medikamenter ze kommen. Dëst läit zum Deel um Mëttel Ozempic, wat fir Zockerpatienten entwéckelt gouf, mee mëttlerweil ee weltwäiten Hype als Ofhuelwonnemëttel kritt huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froen stellen:

1. Wéi gesäit et momentan aus, wat de Stock u Medikamenter ugeet, déi Zockerpatienten brauchen?
2. An der Äntwert op d'Fro 0094 huet d'Ministesch gesot, datt schnell een Arrêté ministériel kéim, fir de Verbrauch vun Ozempic op Diabeetes Typ II Patienten anzuschränken. Ass dësen Arrêté scho verëffentlecht ginn? Wa jo, wéini? Wat fir Schrëtt si geplangt no deene 6 Méint, déi den Arrêté sollt gültig sinn?
3. An der Äntwert op d'Fro 0600 huet d'Ministesch erkläert: „D'Division de la pharmacie et des médicaments vun der Gesondheidsdirektioun huet am Januar 2022 e Comité de pilotage an d'Liewe geruff, dee sech mat der Ausschaffung vun engem nationale Plang fir d'Gestioun vun den Indisponibilitéit vu Medikamenter an anere Gesondheitsproduite beschäftegt. Ee vun den Aarbechtsgruppe widmet sech dem Thema Kontingéierung.“

Wat fir Resultater oder Rapporten huet dëse Comité mëttlerweil ausgeschafft?

Wéi oft huet sech de Comité de pilotage gesinn? Wéi oft d'Aarbechtsgruppen?

4. An der Äntwert op d'Fro 0508 huet d'Ministesch dann och erkläert: „Le programme de travail 2024 prévoit également une collaboration pour ‚PharmaStatut‘, système de collecte et de notification des données relatives à la disponibilité des médicaments.“

Wéi wäit sinn d'Aarbechten u sou enger Datebank fir d'Bierger mëttlerweil fortgeschritt?

Réponse (09/07/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Aktuell sinn zu Lëtzebuerg 161 Medikamenter fir den Traitement vun Diabète Typ I an Typ II registriert an dovunner sinn der am Moment 9 als „net disponibel“ opgeléicht. Et sief awer ënnerstrach, dass d'Traitement, déi vun dësen Indisponibilitéit betraff sinn, llicht kënnen duerch d'Asetze vun anere Medikamenter ugepasst ginn (z. B. Generique, aner kombinéiert Doséierungen, Kombinatioun vun zwee Wirkstoffen, ...).

D'Medikamenter géint Diabète type II, déi an de leschte Méint duerch hir Indisponibilitéit am Gespréich waren, gehéieren zu der Kategorie vun den „agonistes du récepteur au GLP-1“. Aktuell sinn dës Medikamenter bei de Lëtzebuerger Grossiste verfügbar. Trotzdeem sinn an dëser „classe thérapeutique“ all d'Doséierung vum Ozempic® mat enger „tension d'approvisionnement“ gekennzeechent. Dëst bedeit, dass eng kontinuierlech Versuergung vun Medikament besteet, mee just a limitéierte Quantitéiten. Dës Tensioune betreffen de Weltmarché an dierfte bis Enn 2024 bestoe bleiwen.

ad 2. Den Arrêté ministériel, deen d'Prescriptioun, d'Delivrance an d'Administratioun vun Ozempic® esouwéi och vun den anere sougenannten Incretinomimetiquen (A10BJ) limitéiert, andeems si just fir d'Traitement vun Diabeetespatienten vom Typ II sollen agest ginn, gouf den 8. Januar 2024 publizéiert. Fir den undauernde Liwwerungsenkpäss an dem domat verbonnenen Impakt op d'Ozempicpatienten entgéintzewirken, gouf den uewe genannten Arrêté ministériel vum 8. Januar 2024 bis den 31. Dezember 2024²² verlängert. Eng Circulaire gouf an deem Sënn den 21. Juni 2024 un d'Dokteren an un d'Apdikter adresséiert.

ad 3. Säit senger Grënnung am Januar 2022 huet de Comité de pilotage: „Indisponibilités des médicaments et produits de santé“ (IMPS) eng Rei wichteg Initiative geholl mam Zil, een nationale Plang fir d'Gestioun vun Enkpäss vu Medikamenter an anere Gesondheitsproduiten zu Lëtzebuerg opzestellen. Dorënner kann ee follgend Initiativen opzielen:

– Initiale Rapport de diagnostic: Dëse Rapport mécht en detailléierten État des lieux vun den Indisponibilitéit betreffend Medikamenter an anere Gesondheitsprodukter zu Lëtzebuerg, am Verglach mat der europäescher Situatioun. Dëse Rapport definéiert och de Perimeter an d'Objektiver vun de verschiddenen Aarbechtsgruppen.

– Tëscherapparten: Dës Rapporten, déi vun de verschiddenen Aarbechtsgruppen erstallt goufen, hunn eng Evaluatioun vun de gemaachte Fortschrétt erméiglecht, andeems si op déi realiséiert Ziler an awer och op besteeënd Defien agaange sinn, souwéi eventuell Ajustement opgezeechent hunn.

– Reglementaresch a strateegesch Recommandatiounen: De Comité de pilotage huet reglementaresch

²² <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/amin/2024/06/18/a265/jo>

a strateegesch Recommandatiounen validéiert, déi vun deene verschiddenen Aarbechtsgruppen ausgeschafft goufen. Et geet elo drëm, dës Recommandatiounen an engem Rapport de synthèse ze consignéieren, zesumme mat enger Note de cadrage, fir eng efficace Mise en œuvre vun de Mesuren ze erreechen.

Säit Januar 2022 huet sech dëse Comité de pilotage insgesamt 14-mol getraff an et goufe 4 verschiddene Aarbechtsgruppen, souwéi ee Grupp ad hoc an d'Liewe geruff, déi aus Experten aus verschiddene Beräicher bestinn a follgend Sujeten ofdecken:

– 1. Aarbechtsgrupp: „Arbre décisionnel et identification des causes“

Dëse Grupp beschäftegt sech mat der Ausschaffung vun engem sougenannte „modèle décisionnel“, deen néideg ass, fir déi verschiddene Indisponibilitéite kënnen ze evaluéieren, andeems den Impakt an de Risiko fir déi öffentlech Gesondheet gemoooss ginn.

– 2. Aarbechtsgrupp: „Plateforme informatisée et interopérabilité des systèmes de données“

Den zweeten Aarbechtsgrupp ass zoustänneg fir d'Identifikatioun vun de Viraussetzunger fir d'Ëmsetzung vun engem informatéschen Outil, deen d'Gestioun vun den Indisponibilitéiten erméiglecht a gläichzäiteg d'Interoperabilitéit mat existenten an zukünftige Systemer garantéiert.

– 3. Aarbechtsgrupp: „Réglementation et communication“

Den drëtten Aarbechtsgrupp beschäftegt sech mat der Evaluatioun vun der Lëtzebuurger Reglementatioun an der Ausschaffung vu spezifesche Kommunikatiounsprozeduren fir d'Gestioun vu Rupturen.

– 4. Aarbechtsgrupp: „Produits essentiels/critiques, stocks de sécurité et contingement“

Hei geet et ëm d'Ausschaffung vun enger Methodologie, fir eng national Lëscht vu kritesche Medikamenter ze erstellen. Et gëtt och eng Analys vun der Noutwendegkeet vu Sécherheitsstocken a vun den Ursache vu Contingentéierungemaach an et soll e Plan d'action ausgeschafft ginn, fir den Aligement tëschent Offer an Demande ze verbesseren.

– Groupe de travail ad hoc: „Stupéfiants“

Dësen Aarbechtsgrupp soll eng spezifesche Approche betreffend d'Gestioun vu Stupefiants ausschaffen.

Als Synthèse ass eng transversal Reunion geplangt, fir op déi nächst Etapp hinceschaffen, an zwar d'Kreatioun vun engem Aarbechtsgrupp „GT – Plateforme“, deen d'Implementatioun vun der informatéscher Plateforme de gestion vun den Indisponibilitéite ronderëm déi lëtzebuergesch Datebank vu Medikamenter zum Zil huet.

ad 4. PharmaStatut ass eng Applikatioun, déi Informatiounen iwwert d'Disponibilitéit vu Medikamenter an der Belsch sammelt, an dëst unhand vun Notifikatiounen vun den Titulairë vun den „autorisations de mise sur marché“, an si ass ugeschloss un déi belscher Datebank fir Medikamenter.

Fir änlech Outilen an och eng Datebank fir Medikamenter zu Lëtzebuerg unzebidden, schafft d'Divisioun de la pharmacie et des médicaments mat der belscher Medikamentenagence zesummen (AFMPS).

En éischte Schratt war d'Opstelle vun enger Lëscht vun de Medikamenter mat enger Autorisation de mise sur le marché (AMM), virun allem mat der Méiglechkeet, d'Hierkonftsland vun de Medikamenter erauszefilteren. Dës Lëscht ass öffentlich op der Websäit www.sante.lu²³ verfügbar an dës Informatioun

²³ <https://sante.public.lu/fr/espace-professionnel/domaines/pharmacies-et-medicaments/medicaments-humains.html>

gouf den 21. Juni 2024 iwwert eng Circulaire un d'Dokteren an un d'Apdikter kommunizéiert. D'Lëscht gëtt reegelméisseg aktualiséiert an dëngt als Basis fir de Regëster vun den Notifikatiounen vun Enkpass vu Medikamenter, déi och öffentlich verfügbar wäerte sinn.

Weider Entwécklung sinn amgaang ausgeschafft ze ginn, en vue vun der Kreatioun vun engem Portal iwwer Medikamenter an Applikatiounen, déi dovun ofhänken, notament via en adaptéierten Interface. Dëst wäert zu gegebener Zäit kommunizéiert ginn.

.....

Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ | Question 0860 (06/06/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

De Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ vun 2018 hält fest, dass eng reegelméisseg Evaluatioun vun der Ëmsetzung vum Plang soll gemaach ginn. Déi éischt extern Tëschevaluatioun vum nationalen Aktiounsplang gouf vun der Uni.lu ausgefouert an am Februar 2024 publizéiert.

An deem Zusammenhang wéilte mir der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0100 vum 13. Dezember 2023 vun de Pirate sot d'Ministesch: „Op Basis vun der Tëschevaluatioun wäerte mir kucken, wéi mir den Aktiounsplang an eis gemeinsam Politick kënnen upassen, fir an den nächste Jore weider Fortschreitter an alle Beräicher ze maachen.“

Wéi eng Conclusiounen huet d'Regierung aus dem Tëschebilan vun der Uni.lu gezunn a wéi eng Upassung si geplangt?

2. Aus der Tëschevaluatioun geet ervir, dass entscheet gouf, dass 10 Mesuren aus dem PAN LGBTIQ net méi ëmgesat wäerte ginn: „Nicht mehr geplant sind Umsetzungen der folgenden zehn Maßnahmen: K2M1, K2M5, K3M2, K3M9, K7M4, K7M7, K8M3, K8M4, K8M9, K8M10.“

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Explorer des modèles alternatifs de soins médicaux pour les personnes transgenres, fondés sur un consentement libre et éclairé“ (K7M4) net méi ëmgesat soll ginn?

Firwat gëtt dës Measure net méi ëmgesat?

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Réviser les classifications nationales afin de garantir que les personnes transgenres ne soient pas considérées comme des malades mentaux“ (K7M7) net méi ëmgesat soll ginn?

Firwat gëtt dës Measure net méi ëmgesat?

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Instaurer un monitoring des interventions médicales à l'égard des personnes intersexes mineures, y inclus les traitements à l'étranger“ (K8M3) net méi ëmgesat soll ginn?

Firwat gëtt dës Measure net méi ëmgesat?

– Ass et richtig, dass d'Mesure „Réviser les classifications nationales qui confèrent un caractère pathologique aux variations des caractéristiques sexées“ (K8M10) net méi soll ëmgesat ginn?

Firwat gëtt dës Measure net méi ëmgesat?

– Firwat gouf och entscheet, d'Mesurë K2M1, K2M5, K3M2, K3M9, K8M4 a K8M9 net méi ëmzesetzen?

3. Am Tëschebilan steet: „Die Entwicklung des Instruments und seiner Items fand in enger Zusammenarbeit mit dem Ministerium für Familie, Integration und die Großregion statt. Hierzu kam es zwischen Juli und September 2022 zu mehreren Treffen und einem intensivem E-Mail-Austausch, in denen Inhalt, Formulierung und Aufbau der Fragen gemeinsam mit der

Arbeitsgruppe der Universität Luxemburg besprochen wurden.“

Ass d'Ministesch der Meenung, dass et der Ufuorderung vun engem externe Bilan gerecht gëtt, wann déi Ministèren, deenen hir Aarbecht soll evaluéiert ginn, um Ausschaffe vum Instrumentarium vum Bilan beedelegt sinn?

4. Als Indicateur, fir ze evaluéieren, ob a wéi eng Measure ëmgesat ginn ass, gouf déi eegen Aschätzung vun den zoustänneg Ministèren am Tëschebilan genotzt.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass dës Method eng objektiv Bewäertung vun der Aarbecht vun de Ministèren erlaabt?

5. An der Tëschevaluatioun ginn eng Rei Moosnamen an tabellarescher Iwwersicht duergestalt. Opfälleg ass heibäi, dass just déi Mesuren, déi ganz oder zum Deel ëmgesat goufen, an den Tabellen optrieden, während Moosnamen, déi nach net ëmgesat goufen, just am Fließtext ernimmt ginn.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass dës Aart a Weis vun der Duerstellung vun de Resultater et de Lieser:innen erlaabt, Informatiounen iwwer ëmgesaten an nach net ëmgesate Mesurë gläichermoosse gutt ze fannen?

Réponse (08/07/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) ass zënter November 2023 zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick fir d'Gläichstellung vun den LGBTIQ+-Mënschen, an huet dës Zoustännegkeet vum Familljeministère iwwerholl.

Den éischten nationalen Aktiounsplang, fir d'Rechter vun den LGBTIQ+-Mënschen ze stäerken, gouf 2018 vum Familljeministère an Zesummenaarbecht mat néng anere Ministèren, der Zivillgesellschaft an den nationale Mënscherechtsinstitutiounen ausgeschafft. Den éischten Tëschebilan vun dësem Plang gouf am Optrag vum Familljeministère vun der Uni Lëtzebuerg geplangt an ausgefouert.

De Regierungssaccord gesäit vir, dass den nationalen LGBTIQ+-Aktiounsplang iwwerschaaft an ugepasst gëtt, fir de rezenten Entwécklung Rechnung ze droen. Eng Basis heifir ass den Tëschebilan vun der Uni Lëtzebuerg, deen am Abrëll publizéiert gouf. D'Regierung ass amgaang, d'Resultater vum Tëschebilan ze analyséieren.

Eng éischt Reaktioun ass eng Reform vum interministeriellen LGBTIQ+-Comité. Dëse gëtt an Zukunft vum MEGA presidéiert an all Ministère wäert hei representéiert sinn. D'Mandat vum Comité gouf och erweidert. Dësen ass net nëmmen zoustänneg, fir d'Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplang ze begleeden, mee och, fir d'Politick am Beräich LGBTIQ+ ze begleeden an ze koordinéieren. De Comité wäert och ganz enk mat der Zivillgesellschaft zesummeschaffen. De Regierungsrout huet dës Reform de 15. Abrëll 2024 ugeholl.

Den interministeriellen LGBTIQ+-Comité wäert sech dann och domadder befaassen, wéi den aktuellen Aktiounsplang soll ugepasst ginn, wéi eng Prioritéite solle gesat ginn, a wéi eng konkret Aktioun solle geplangt ginn. An dësem Kader kënnen dann och déi Aktiounen ugeschwat ginn, déi 2018 geplangt waren, awer net ëmgesat goufen. De MEGA ass hei zoustänneg fir d'Koordinatioun vun der Politick, an déi jee-weileg Ministère schaffen un der konkreter Planung an Ëmsetzung vun de Mesuren.

De Comité wäert sech och beroden, wéi an Zukunft d'Mesuren an d'Politick am Beräich LGBTIQ+ wäerten evaluéiert ginn. D'Froen zu der Zesummenaarbecht

mat engem Evaluatiounspartner, dem Evaluatiounsinstrument an den Indicateure sinn hei och e wichtige Volet, fir an aller Transparenz d'Ëmsetzung vum Aktionsplang ze begleeten.

.....

Détachement de l'ancienne directrice de l'Administration des contributions directes au Ministère des Finances | Question 0861 (06/06/2024) de Mme Liz Braz (LSAP)

Suivant des informations publiées dans la presse numérique, l'ancienne directrice de l'Administration des contributions directes, après qu'elle n'a pas été reconduite dans ses fonctions, reviendrait travailler auprès du Ministère des Finances. Monsieur le Ministre des Finances l'aurait recrutée, à compter du 15 juin prochain, comme conseillère pour les réformes fiscales que le Gouvernement entend mettre en œuvre au cours de sa mandature.

Toujours suivant les informations publiées dans la presse numérique, la fonctionnaire sera « détachée » de son administration.

Pendant l'intérim de quatre mois entre janvier et avril 2024, l'ancienne directrice de l'administration fiscale avait encore son nom dans l'annuaire du ministère comme appartenant au comité de direction, sans pour autant d'attribution de fonction dirigeante. Elle avait conservé certains privilèges comme son bureau boulevard Roosevelt, mais pas les 200 points indiciaires, attribués, en complément de leurs salaires, aux directeurs des grandes administrations ne pouvant pas siéger dans les conseils d'administration.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre des Finances peut-il confirmer lesdites informations ?

– Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur la base légale de la prime à hauteur de 200 points indiciaires attribuée ?

– Qui, en sus du directeur de l'Administration des contributions directes, se voit attribuer ladite prime ?

Réponse (08/07/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que le Gouvernement en conseil, sur proposition du ministre du ressort, peut allouer à un agent de l'État une indemnité spéciale « s'il s'agit d'un service ou d'un travail extraordinaire, justement qualifié et nettement caractérisé comme tel, tant par sa nature que par les conditions dans lesquelles il est fourni ».

Dans la mesure où il s'agit de décisions individuelles, de telles informations ne peuvent pas être divulguées publiquement.

.....

Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) | Question 0862 (06/06/2024) de M. Dan Biancalana | Mme Taina Bofferding (LSAP)

L'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) est un service médico-légal pour les adultes victimes de violences, corporelles et/ou sexuelles. Ce service offre aux victimes la possibilité d'établir une documentation médicale de leurs blessures qui peut être utilisée dans une éventuelle poursuite judiciaire future. Les victimes gardent toujours la possibilité de déposer plainte auprès de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Au cours des 5 dernières années, combien d'enregistrements ont finalement mené au dépôt d'une plainte ?

– D'après les nombres absolus de l'Observatoire de l'égalité, 22 examens physiques sur des victimes de violence domestique ont été effectués en 2023 par l'unité médico-légale. Est-ce que Madame la Ministre envisage des démarches afin d'accroître la notoriété de l'UMEDO ? Si oui, lesquelles ?

– Est-ce que des collaborations avec autres acteurs dans le domaine de l'aide aux victimes de violence sont prévues ? Si oui, avec lesquels ?

Réponse (08/07/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

L'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) est un service essentiel dans la chaîne d'intervention contre la violence domestique et un pilier indispensable dans le dispositif national de protection des victimes de violence.

Elle donne aux victimes de violences corporelles et/ou sexuelles, ne souhaitant pas déposer plainte dans un premier temps, la possibilité de documenter leurs blessures et relever des traces biologiques qu'elles pourront utiliser par la suite.

Le nombre de plaintes déposées suite à l'établissement d'un dossier auprès de l'UMEDO, n'est pas recueilli par la Police grand-ducale. Dans environ 20 % des cas examinés jusqu'à présent, une copie des documents a été remise sur demande, le plus souvent à l'attention des personnes lésées et rarement (3 cas) de manière directe à la police ou au procureur général après une levée du secret professionnel. En 2023, le niveau le plus haut a été atteint avec 22 enquêtes réalisées. La légère augmentation est due à une meilleure visibilité et aux efforts déployés, notamment, dans le cadre de la célébration du 5^e anniversaire de l'UMEDO. En 2024, 15 examens ont été réalisés jusqu'à présent.

Pour accroître la notoriété de l'UMEDO auprès du grand public et surtout des victimes de violences dans toute leur diversité, les services sont promus non seulement par le site de référence en la matière « violence.lu », mais aussi par tous les acteurs intervenant au profit des victimes de violences. Ce partage d'information et la promotion des services de l'UMEDO sont aussi assurés par le biais de formations en matière de violence domestique, de violence fondée sur le genre et de santé affective et sexuelle. Les formations sont dispensées à une panoplie de professionnels et acteurs de terrain par les ministères et leurs partenaires conventionnés.

L'UMEDO est aussi régulièrement représentée lors de différents événements sur le thème de la violence domestique (Cesas, Orange Week, stands d'information, table ronde, groupe de travail du CHEM, projections de films, etc.).

L'UMEDO est également en contact permanent et en étroite collaboration avec les autres acteurs du domaine. Cette mise en réseau est le fruit d'un grand engagement personnel.

Il convient encore de mentionner un projet phare du Gouvernement qui reflète non seulement l'engagement dans la lutte contre la violence mais qui permettra aussi de renforcer la notoriété de l'UMEDO.

En vue de renforcer et d'adapter le dispositif national de lutte contre la violence domestique et la violence fondée sur le genre, le Gouvernement, par le biais d'un groupe de travail interministériel, composé de représentants du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, du Ministère des Affaires intérieures sous la coordination du Ministère de l'Égalité des genres et la Diversité (MEGA), est en train de préparer la mise en place d'une structure nationale d'accueil et de prise en charge centralisée pour toute victime de violence, majeure et mineure, ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Cette structure offrira non seulement le primo-accueil en urgence avec, au choix de la victime, une prise en charge globale immédiate (médicale, psychologique, psychiatrique, juridique/possibilité de porter plainte et un signalement pour les mineurs) individualisée et adaptée aux besoins spécifiques mais aussi l'orientation et le renvoi de la victime vers des acteurs spécialisés pour permettre leur suivi à moyen et long terme.

Pour conclure, il convient encore de mentionner qu'un groupe de travail est actuellement en train d'identifier les possibilités d'amélioration de la promotion de l'UMEDO.

.....

Rencontre avec la direction de la société Jan de Nul Group lors de la visite d'État en Belgique | Question 0863 (06/06/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi d'„Lëtzebuurger Land“ a senger Editioun vum 19.4.2024 méllt, stoung bei der Staatsvisitt vun der groussherzoglecher Koppel an de Verrieder vun der Lëtzebuurger Regierung an der Belsch eng Visitt vun der Firma Jan De Nul Group um Programm, wou den Ex-Wirtschaftsminister Etienne Schneider Member am Verwaltungsrat ass. D'Regierung huet an der Äntwert op meng Fro n° 0645 erkläert, firwat d'Firma Jan de Nul besicht gouf.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft, fir Aussenugeleeënheeten an Aussenhandel dës Froe stellen:

1. Wien huet d'Initiativ ergraff, fir d'Firma Jan de Nul ze besichen? Vu wéi gouf d'Kontaktopnam gemaach: vum Grupp Jan de Nul, vun der belscher Säit oder vun der lëtzebuerger Regierung?

2. Gouf et een Afloss, eng Kontaktopnam oder een direkten Echange mam Ex-Wirtschaftsminister Etienne Schneider, fir dës Visitt ze organisieren?

3. Kann d'Regierung bestätegen oder ausschließen, dass Honorairë bezuelt goufen, fir d'Firma Jan de Nul besichen ze goen?

Réponse (08/07/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Proposition, fir d'Firma Jan de Nul Group ze besichen, geet zréck op eng Invitatioun vun der Eegentemfamill. De Kontakt ass iwwert d'Lëtzebuurger Ambassade zu Bréissel gelaft, an enker Ofsprooch mat der Handelskummer. Jan de Nul ass zanter Jore Member vum Belgium-Luxembourg Business Club, dee vun der Ambassade an der Handelskummer initiéiert gouf.

ad 2. Et gouf keen Afloss vum fréiere Wirtschaftsminister, fir dës Visitt op de Programm vun der Wirtschaftsmission ze setzen.

ad 3. D'Regierung huet keng Kenntnis vun Honorairen, déi bezuelt gi wieren.

Entrevues avec le secteur de l'automobile au sujet des voitures de fonction | Question **0864** (06/06/2024) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

L'ancien Gouvernement a modifié le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, dans le but de privilégier davantage les voitures à zéro ou faibles émissions de CO₂. Cette mesure, visant à encourager la décarbonation du parc automobile luxembourgeois pour la part de marché portant sur les véhicules de société, fait également partie du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (mesure n° 421). Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0633, le Gouvernement réaffirme son soutien au PNEC dans sa version actualisée, afin que le Luxembourg atteigne ses objectifs climatiques.

Selon le registre des entrevues des membres du Gouvernement et le registre des entrevues des conseillers de Gouvernement, des entrevues ont eu lieu le 7 mars 2024 entre le Ministère des Finances et l'Association luxembourgeoise de l'industrie automobile ainsi que le 23 avril 2024 entre le Ministère de l'Économie et la House of Automobile. Lors de ces entrevues, les sujets suivants figuraient parmi d'autres sur l'ordre du jour :

– le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; – et la position de la House of Automobile afin de « sécuriser le marché des voitures de sociétés par le maintien des taux de l'avantage en nature actuels, surtout pour les voitures thermiques, et de la TVA sur les loyers ».

Dans ce contexte et considérant que toute annulation ou modification en faveur des véhicules à moteur thermique pourrait compromettre la réalisation des objectifs climatiques fixés pour 2030, ainsi que l'atteinte du taux de 49 % de voitures électriques dans le parc automobile national, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des détails concernant les échanges avec les représentants du secteur de l'automobile ? Quelles décisions et conclusions ont été prises à l'issue de ces discussions ?

2) Est-ce que le Gouvernement confirme la décision prise par l'ancien Gouvernement concernant l'avantage en nature accordé aux voitures de fonction à zéro émission, notamment les dispositions stipulant que, pour tous les nouveaux contrats conclus à partir de 2025, les taux avantageux seront appliqués exclusivement aux voitures à zéro émission ?

Réponse (25/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'honorable Député se réfère à deux entrevues ayant eu lieu le 7 mars 2024 entre des représentants du Ministère des Finances et l'Association luxembourgeoise de l'industrie automobile et le 23 avril 2024 entre le Ministère de l'Économie et la House of Automobile.

Comme renseigné dans le registre des entrevues des membres du Gouvernement et le registre des entrevues des conseillers de Gouvernement, les échanges avec les représentants du secteur automobile concernaient, d'un côté, les changements prévus au règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pour l'année 2025.

De l'autre côté, les changements en ce qui concerne la TVA applicable aux voitures de fonction à la suite d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 20 janvier 2021 ont été discutés. Des éclaircissements à ce sujet ont été fournis dans la circulaire n° 807bis du 28 avril 2023 de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

En ce qui concerne le traitement fiscal de l'avantage en nature des voitures de fonction, le Gouvernement n'envisage pas de modifier le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Visites d'élèves de l'enseignement fondamental dans des lycées | Question **0865** (07/06/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Il est courant que les élèves des écoles fondamentales aillent visiter des lycées pendant leur 5^e et/ou leur 6^e année scolaire pour pouvoir se faire une idée plus concrète sur la façon dont fonctionne un lycée. Chaque classe visite, selon mes informations, deux lycées différents. Or – également d'après les informations que j'ai reçues – plusieurs écoles fondamentales ne font visiter que des lycées de l'enseignement général (et non de l'enseignement classique) à leurs élèves.

Ce genre de pratiques peut être facilement interprété par les élèves comme une croyance implicite, de la part des adultes qui les entourent au quotidien, en leur non-capacité à intégrer un lycée classique, ce qui peut baisser leurs attentes vis-à-vis d'eux-mêmes ainsi que les efforts qu'ils consacrent à l'école.

Partant, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

1) Existe-t-il des consignes officielles de la part du ministère sur la façon dont les directions des écoles doivent sélectionner les lycées que les classes visiteront ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Dans la négative, pourquoi n'y en a-t-il pas et envisageriez-vous d'en créer ?

2) De façon générale, quelle est la position du ministère vis-à-vis de cette pratique de certaines écoles de ne faire visiter que des lycées généraux à leurs élèves ? La juge-t-elle plutôt positive ou négative, et pourquoi ?

Réponse (09/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à souligner qu'il n'appartient pas aux écoles de « sélectionner les lycées que les classes visiteront », mais que c'est le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse qui, dans le cadre du programme ORIKA (Orientation fir Kanner), élabore chaque année un tableau de répartition des classes du cycle 4 sur les différents lycées du pays.

Pendant les deux années du cycle 4, chaque classe visite deux lycées différents de sorte que l'enseignement secondaire classique de même que l'enseignement secondaire général font l'objet d'une

présentation. Je tiens aussi à relever que le terme de « lycées généraux » utilisé par l'honorable Député prête à confusion puisqu'une majorité de lycées dits d'enseignement secondaire général proposent également des classes de l'enseignement secondaire classique.

Je n'ai pas connaissance de classes du cycle 4 auxquelles l'offre de l'enseignement secondaire classique n'aurait pas été présentée.

Projet pilote de réduction du temps de travail pour faire du sport | Question **0868** (07/06/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 0670 du 29 avril 2024 concernant une réduction du temps de travail pour pratiquer une activité physique, Monsieur le Ministre des Sports et Monsieur le Ministre de la Fonction publique ont indiqué qu'ils n'envisageaient pas une réduction du temps de travail, ni généralisée, ni limitée à la fonction publique, mais que l'Institut national de l'activité physique et des sports (INAPS) avait initié un projet pilote visant à observer l'impact d'une promotion proactive de la part de l'employeur de l'activité physique et de sports sur l'indice de gestion de la santé et du bien-être.

Tout en approuvant la visée très louable d'une telle initiative, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique ainsi qu'à Monsieur le Premier ministre :

1) Quels sont l'objet, les conditions et modalités exacts du projet pilote ?

2) Quand exactement le projet pilote a-t-il été initié ? Quelles sont les dates du début et de la fin du projet pilote ?

3) Le projet pilote a-t-il été avisé et approuvé au préalable par le Ministère de la Fonction publique ? Si oui, une approbation écrite a-t-elle eu lieu ?

4) Les modalités exactes du projet pilote ont-elles été présentées au préalable dans une séance du Conseil de Gouvernement ?

5) Messieurs les Ministres encourageront-ils d'autres projets pilotes similaires dans d'autres administrations ou ministères, qu'il s'agisse de soutenir des activités sportives, des activités culturelles ou des engagements bénévoles ?

6) À combien d'heures hebdomadaires exactement les agents de l'INAPS ont-ils droit pour pratiquer du sport ? S'agit-il d'un congé extraordinaire, d'une dispense de travail ou d'une réduction du temps de travail ?

7) Le projet pilote est-il soumis à un accompagnement, à un suivi et à un monitoring scientifique indépendant ? Si oui, quel est le budget alloué ?

8) Qui va procéder à l'évaluation du projet pilote ? L'évaluation du projet pilote sera-t-elle publique ? Pourra-t-elle être présentée et discutée à la Chambre des Députés ?

9) Étant donné qu'en général un projet pilote est un projet mené à petite échelle afin d'évaluer la faisabilité, le temps, le coût, les risques et l'atteinte des objectifs avant de mener un projet similaire à plus grande échelle – quel est le but du projet pilote en question, alors que tant Monsieur le Ministre du Travail que Monsieur le Ministre de la Fonction publique excluent d'office une réduction du temps de travail, qu'elle soit généralisée, ou limitée à la fonction publique ?



Réponse (05/07/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1), 2) et 6) La mise en place de l'activité physique sur le lieu de travail présente des avantages considérables en termes de bien-être et santé, tant physique que mentale, tout en améliorant la productivité et la satisfaction au travail. En conséquence, ce projet pilote vise l'amélioration du bien-être au travail, ainsi qu'une diminution du stress des agents de l'INAPS, qui font face à d'importants défis et changements en la suite de l'entrée en vigueur de la loi-cadre du 1^{er} octobre 2023. En effet, la pratique d'activités physiques régulières permet la sécrétion des endorphines, hormones qui réduisent le niveau de cortisol à l'origine du stress. Ce projet ambitionne également une augmentation de l'activité physique générale en accord avec la stratégie de l'OMS visant la prévention des maladies chroniques, tel que rapporté dans la réponse à la question parlementaire n° 0670.

Le projet pilote a commencé le 1^{er} avril 2024 et se termine le 30 septembre 2024. Il est limité à une durée de 6 mois avec un maximum de 2 séances de quarante-cinq minutes par semaine réparties sur 2 journées de travail différentes. Toute séance d'activité physique et sportive se déroulant dans le cadre du projet pilote est approuvée au préalable par le supérieur hiérarchique et documentée par l'agent.

ad 7) et 8) Les modalités pratiques et techniques d'implémentation ainsi que ses éventuelles conséquences en termes de changement d'habitudes concernant la pratique d'activités physiques et sportives et de qualité de vie au travail sont évaluées. La pratique d'activités physiques et sportives et le bien-être des agents sont respectivement évalués à l'aide du questionnaire GPAQ, complété par des questions liées à l'environnement de travail posées au cours d'une enquête sur la satisfaction des agents auprès de l'État.

Le projet pilote ne nécessite aucun budget extraordinaire, ni dans sa mise en œuvre, ni dans son suivi, l'évaluation des résultats étant faite en interne. Dans la foulée des travaux d'évaluation du projet pilote, le Ministre des Sports présentera les résultats à la Commission des Sports de la Chambre des Députés.

ad 3), 4) et 6) La mission légale de l'INAPS est entre autres de développer et de mettre en œuvre des concepts relatifs à la pratique et au maintien de l'activité physique et des sports. Techniquement, les séances d'activité physique et sportive sont saisies sous forme de dispense exceptionnelle dans l'application électronique de la gestion du temps de travail afin d'assurer un suivi statistique sans générer des coûts de développement informatique supplémentaire. Au-delà de l'aspect technique, la participation au projet pilote est considérée comme faisant partie intégrante du temps de travail afin de mettre en œuvre les missions légales de l'INAPS, raison pour laquelle les créneaux doivent être pris endéans les horaires légaux de travail. Le Ministère de la Fonction publique n'a pas avisé et approuvé au préalable le projet pilote et les projets pilotes des administrations ne sont en général pas présentés au Conseil de Gouvernement.

ad 5) Les ministres encouragent des projets pilotes qui sont en relation avec les missions des administrations et ministères, en relation avec la mise en œuvre de l'accord de coalition et approuvés par le ministre du ressort.

ad 9) La mission légale de l'INAPS est entre autres de développer et de mettre en œuvre des initiatives sur des concepts relatifs à la pratique et au maintien de l'activité physique et des sports. De même, la loi du 29 juillet 2023 portant création de l'INAPS prévoit que

l'INAPS conseille les ministères dans l'élaboration, la coordination et l'application de concepts relatifs à la pratique et au maintien de l'activité physique et des sports. La finalité de ce projet pilote n'est pas de réduire le temps de travail, mais d'augmenter le bien-être au travail, de réduire le stress, d'améliorer la santé physique et mentale des employés et d'augmenter ainsi la productivité et est en ligne avec l'accord de coalition.

Lutte contre l'antisémitisme | Question **0869** (07/06/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Wéi aus dem Joresrapport 2023 vun der Recherche- an Informatiounsstell fir Antisemitismus zu Lëtzebuerg (RIAL) ervirgeet, hu si zënter dem 7. Oktober 2023 méi Fäll vun Antisemitismus hei am Land registréiert. Am Joer 2020 waren et nach tëscht 50 a 60 Fäll, 2021 ronn 80 Fäll an 2023 schonn 144 Fäll. Wärend deene leschten 9 Méint huet d'RIAL all Mount 30 bis 35 Fäll gemellt. Dobäi fannen 80–90 % vun de Virfäll an de soziale Medie statt.

D'RIAL ënnerscheet tëscht verschiddene Kategoriën vun Antisemitismus. Dës gi vu Banalisierung vum Holocaust, iwwer antisemitische Stereotypen, verschwierungsideologesch Figuren oder och ganz Negatioune vum Existenzrecht vun Israel. D'Antisemitismus-Definitioun vun der International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA), déi net fräi vu Kritik ass, ass och vun der Lëtzebuurger Regierung unerkannt. Juristesche gesi gëtt ëmmer rëm d'Argument opbruecht, dass dës Aarbechtsdefinitioun ze vag wier an éischter zu Monitoringszwecken déngen sollt.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Antisemitismus huet d'Lëtzebuurger Justiz zënter dem 7. Oktober 2023 geriichtlech poursuivéiert?
2. Gesäit d'Madamm Ministesch och wéi d'RIAL ee steigenden Trend un Antisemitismus-Fäll zu Lëtzebuerg?
– Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung dogéint virzegoen?
3. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu der Antisemitismus-Definitioun vun der IHRA?

Réponse (10/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Juristesche fällt den Antisemitismus zu Lëtzebuerg an de Kader vum Artikel 454 a vum Artikel 457-1 vum Code pénal, dee virgesäit, dass all Opruff zu Haass oder Gewalt géint eng Person oder Gruppéierung, opgrond ë. a. vun der Hierkonft oder Relioun, strafbar ass. Den Artikel 80 vum Code pénal, deen 2023 agefouert gouf, gesäit och eng „circonstance aggravante“ fir d'Crimmen, Delikter a gewësse Kontraventioune an deem Kontext vir. Den informativesch System vun de Justizautoritéiten erfaasst allgemeng d'Affairen, déi ënnert dës verschidde concernéiert Artikelen vum Code pénal falen, ouni de genauen Detail opzeschlüsselen. Deemno ginn d'Fäll am Kontext vun Antisemitismus op deem Wee net eenzel statistesch opgeléicht.

Et ass wichteg, dass eise Rechtsstaat konsequent géint all Form vu Rassismus a besonnesch géint Gewalt oder Opriff zu Haass a Gewalt an deem Kontext virgeet, deemno och géint Antisemitismus a géint Gewalt gégeniwwer jiddesche Matbiirger.

Fir spezifesche de Phänomeen vum Antisemitismus méi wierksam kënnen ze bekämpfen, huet de Regierungsrat de 27. März 2024 e „Comité interministériel pour le suivi du plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS)“ en place gesat.

ad 3. D'IHRA Aarbechtsdefinitioun ass en unerkannt Instrument, a wéi vill aner Regierungen an international Institutionen huet d'Lëtzebuurger Regierung dës Definitioun vun der IHRA am Joer 2020 uegeholl.

Règlement européen sur les marchés des cryptoactifs | Question **0870** (07/06/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le règlement européen sur les marchés des cryptoactifs (« Markets in Crypto-Assets » ou « MiCA ») est entré en vigueur le 29 juin 2023. Il sera applicable dans les droits nationaux des États membres de l'Union européenne à partir du 30 décembre 2024. Les objectifs de MiCA sont d'accroître la sécurité juridique dans le domaine des cryptoactifs qui ne sont pas couverts par la législation existante sur les services financiers, de soutenir l'innovation et une concurrence loyale, de promouvoir le développement des cryptoactifs et l'utilisation de la technologie des registres distribués (« Distributed Ledger Technology » ou « DLT »), tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs, des investisseurs et l'intégrité des marchés compte tenu des risques inhérents aux cryptoactifs.

Selon les experts du secteur financier, ce règlement contribuera au développement de ces nouvelles technologies et présente une opportunité de diversification et de croissance pour la place financière luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre partage-t-il le constat que le règlement MiCA présente une opportunité de croissance pour le secteur financier luxembourgeois ?
- Envisage-t-il de positionner le Luxembourg comme un des premiers États membres à appliquer ce règlement ?
- Quel est le calendrier pour la mise en œuvre de ce règlement en droit national ?

Réponse (01/07/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert de la mise en œuvre du règlement européen sur les marchés de cryptoactifs (règlement MiCA) et des opportunités qui peuvent en découler pour le secteur financier luxembourgeois.

Le Ministre des Finances salue le règlement MiCA à l'élaboration duquel le Luxembourg a largement contribué. En raison du caractère transfrontalier des échanges de cryptoactifs, le Luxembourg a encouragé la mise en place d'un cadre harmonisé au niveau européen pour les cryptoactifs qui soutient l'innovation tout en préservant la protection des consommateurs, l'intégrité des marchés et la stabilité financière.

Ce cadre harmonisé est complété par la refonte du règlement européen sur les transferts de fonds (règlement TFR2) qui renforce également les règles européennes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme et fixe des règles relatives aux informations accompagnant les transferts de certains cryptoactifs.

Grâce à la mise en place d'un passeport européen par le règlement MiCA, les prestataires de services de cryptoactifs sont autorisés à offrir leurs services dans l'ensemble de l'UE. Les règles harmonisées allègent le fardeau réglementaire pour les entités opérant sur une base transfrontalière et assurent des conditions de concurrence équitables en Europe. Les prestataires de services de cryptoactifs établis

au Luxembourg peuvent ainsi desservir le marché unique sans se heurter à des barrières juridiques.

Le règlement MiCA présente ainsi une opportunité de croissance et de diversification additionnelle pour le secteur financier.

L'opérationnalisation du règlement MiCA contribuera à l'objectif du Gouvernement de renforcer l'attractivité de la place financière, notamment par la mise en place d'un cadre accueillant aux actifs numériques.

Elle s'ajoute aux travaux en cours qui visent à créer un environnement légal national attrayant permettant aux entités financières de tirer parti des nouvelles technologies, dont la technologie des registres électroniques distribués sous-jacente aux cryptoactifs, et de saisir de nouvelles opportunités, tout en bénéficiant d'une sécurité juridique accrue.

Le Ministre des Finances a déposé le projet de loi portant opérationnalisation du règlement MiCA à la Chambre des Députés en date du 21 mai 2024.

.....

Protection des droits d'auteur | Question **0871** (10/06/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Adobe huet rezent mat neien Terms & Conditions fir Programmer wéi z. B. Photoshop fir Opreegung gesuergt. Konkreet sollen déi nei Richtinnen ënnert anerem Follgendes festhalen:

Solely for the purposes of operating or improving the Services and Software, you grant us a non-exclusive, worldwide, royalty-free sublicensable, license, to use, reproduce, publicly display, distribute, modify, create derivative works based on, publicly perform, and translate the Content. For example, we may sublicense our right to the Content to our service providers or to other users to allow the Services and Software to operate with others, such as enabling you to share photos.

D'Benutzer:inne vun der Software konnte vun engem Dag op deen aneren net méi op de Programm zougräfen, wa si dësen neie Richtinnen net zougestëmmt hunn. Souguer eng Desinstallatioun vum Programm soll nëmme méiglech gewiescht sinn, nodeems een den neie Reegelen zougestëmmt, an Adobe domat Zougrieff op déi mam Programm erschafe Wierker ginn huet.

Vill Kënschtler:inne maache sech elo Suergen, dass d'Droit-d'auteure vun hiren digitale Kreatiounen net méi geséichert sinn. Well et zu Lëtzebuerg – anescht wéi am Rescht vun der EU – méiglech ass, seng Droits patrimoniaux an och seng Droits moraux ze cedéieren, kéint e falsche Klick bei enger Software mat abusiven Terms & Conditions potentiell zu engem extreem wäitreechende Verloscht vun den Droit-d'auteure féieren.

An deem Zesammenhang wéilte mir de Ministere fir Kultur a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung déi rezent Entwécklungen an der Evolutioun vun den Terms & Conditions vu verschiddene Softwaren an hir Konsequenzen op d'Rechter vun der Kulturschafende bekannt?
2. Wéi ginn d'Droit-d'auteure vun de Benutzer:inne vun esou enger Software zu Lëtzebuerg protegéiert? Kéint ee mat engem falsche Klick bei den Terms & Conditions tatsächlech all seng Rechter u Wierker, déi mat enger Software erstallt ginn, oftrieden?
3. Et ass an de leschte Joer ëmmer méi kloer ginn, dass d'Kënschtlech Intelligenz, d'Méiglechkeete vum Internet an d'Digitaliséierung am Allgemengen dat

traditionellt Verständnis vun den Droit-d'auteuren erausfuerechen an zum Deel aushiewelen. Wéi plängt d'Regierung, op dës Entwécklungen ze reagéieren, fir de Kulturschafenden an der Software-Industrie gläichermoossen en adaptéierten a moderne gesetzleche Kader ze bidde fir Kreativitéit an Innovatioun?

Réponse (10/07/2024) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Eric Thill**, Ministere de la Culture | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministere de la Digitalisation

Auteure vu Wierker, déi d'Konditioun vun der Originalitéit erfëllen, si vun den Droit-d'auteure geschützt. D'Konditioun vun der Originalitéit ass erfëllt, wann d'Wierk d'Perséinlechkeet vu sengem Auteur erëmgeet an den Auteur selwer déi artistesch Choix beim Schafe vum Wierk getraff huet. D'Bewäertung, ob dës Konditioun erfëllt ass oder net, fält an d'Kompetenz vun de Gerichter.

Dat wichtegst Gesetz zu Lëtzebuerg am Beräich vun den Droit-d'auteuren ass dat ofgeännert Gesetz vum 18. Abrëll 2001 iwwert d'Droit-d'auteuren, déi verwannte Rechter an d'Datebanken (Loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données). Den Artikel 12 vun dësem Gesetz leet fest, dass d'Oftrieden an d'Iwwerdroe vu sengen Eigentumsrechter géintwärt dem Auteur schréiflech ze beweise sinn a restriktiv zu sengen Gonschten auszeleeë sinn: „À l'égard de l'auteur, la cession et la transmission de ses droits patrimoniaux se prouvent par écrit et s'interprètent restrictivement en sa faveur.“

Generell solle Benotzer oder Auteuren op déi allgemeng Benotzungsbedéngungen oppassen, déi se unhuelen, an déi mussen mam Zivillrecht kompatibel sinn. Wat d'Klausel ueegt, déi d'Deputéierten an hirem parlamentarescher Ufro ernimmen, sollt een ënnersträichen, datt déi Autorisatioun op den Zweck vum Fonctionnement an der Verbesserung vun der Software beschränkt ass („Solely for the purposes of operating or improving the Services and Software“). All aner Notzung erfuerdert eng zousätzlech ausdrécklech Autorisatioun vum Auteur vum Wierk.

Déi aktuell Gesetzeslag enthält souwuel allgemeng Reegelen, wéi och méi spezifesch, wat d'Droit-d'auteuren ueegt, an dës erméiglechen et am Fall vun Abusen ze handelen. De juristesche Kader muss flexibel a generell genuch bleiwen, fir an deene verschiddene Situatiounen kënnen ugewannt ze ginn.

.....

Archives communales | Question **0873** (11/06/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Avec la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2018, le Luxembourg a été le dernier État membre dans l'UE à se doter d'un cadre légal au niveau national. Les communes et les syndicats de communes, en vertu de l'article 4 (4) de ladite loi, ne sont pas contraints de proposer aux Archives nationales le versement de leurs archives communales à l'expiration de leur durée d'utilité administrative. Il en découle qu'ils conservent eux-mêmes leurs archives conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Si les plus grandes communes ont généralement recouru au recrutement d'un archiviste, d'autres communes coopèrent avec les Archives nationales en vue de mettre en œuvre un tableau de tri, document qui déterminera le sort final de chaque catégorie d'archives.

Or, suivant un article de presse publié la semaine dernière, il existerait toujours certaines communes qui ne suivraient guère les règles d'un archivage professionnel. Ces « moutons noirs » ne procéderaient ni à un inventaire ni à un tableau de tri, conservant leurs documents dans des caves humides. Il en résulte qu'une telle situation risque de nuire de manière irréversible à la pérennité, à l'intégrité et à la lisibilité des documents concernés.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Culture :

- 1) Messieurs les Ministres entendent-ils procéder à la modification de la loi précitée en vue d'assurer un archivage professionnel ? Dans l'affirmative, la modification envisagée rendrait-elle le versement des archives communales obligatoire ?
- 2) Combien de communes collaborent actuellement avec les Archives nationales ?
- 3) De quelle nature est le soutien apporté par les Archives nationales aux différentes communes ? Les Archives nationales offrent-elles des formations spécifiques aux fonctionnaires et employés communaux en charge de la gestion des archives ?
- 4) Messieurs les Ministres partagent-ils l'appréciation formulée dans l'article de presse, suivant laquelle certaines communes ne suivraient pas les règles d'un archivage professionnel ?

Réponse (10/07/2024) de **M. Eric Thill**, Ministere de la Culture | **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1) En février 2024, le Ministère de la Culture a lancé une consultation publique sur la loi modifiée du 17 août 2018 relative à l'archivage. L'analyse des réponses parvenues dans ce contexte est en cours.

Concernant le versement des archives communales aux Archives nationales, il est d'ores et déjà possible dans le cadre de la conclusion d'un contrat de coopération entre l'État et les communes, conformément à l'article 4 (4) § 2 et 3 de la loi relative à l'archivage et du règlement grand-ducal y relatif.

ad 2) Les Archives nationales sont en relation avec environ quarante communes de manière plus ou moins actives et conséquentes, notamment dans le cadre de notifications de destruction, obligatoires selon l'article 4 (4) § 4 de la loi sur l'archivage, ou de demandes de conseils.

Précisément, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023, le service collecte, conseil et encadrement des Archives nationales a collaboré avec 41 communes, 7 offices sociaux et 1 syndicat intercommunal. Cela représente 117 sollicitations que ce soit pour de la collecte (16), du conseil (44) et de l'encadrement (51).

ad 3) Dès 2021, les Archives nationales ont mené un projet majeur pour les communes : l'élaboration d'un tableau de tri modèle qui leur est dédié, tel que prévu dans le règlement grand-ducal du 17 mars 2020 fixant le contenu et les modalités du contrat de coopération type. En effet, dans le contrat de coopération type assorti à ce règlement, l'article 9 prévoit que les Archives nationales s'engagent à élaborer en collaboration avec le producteur d'archives communales un projet de tableau de tri conformément à l'article 6, paragraphe 1^{er} de la loi, basé sur un tableau de tri modèle pour les archives.

Le tableau de tri modèle a un double objectif :
– Constituer une base de travail pour réaliser le tableau de tri spécifique de toute commune souhaitant souscrire un contrat de coopération.

– Servir de référentiel d'évaluation pour toute notification de destruction d'archives communales.

Les travaux ont été réalisés en collaboration avec les communes pilotes de Käerjeng et Pétange. Le tableau de tri modèle est étoffé au fur et à mesure de la réalisation de tableaux de tri spécifiques ou des notifications de destructions pour les activités non évaluées auprès des communes pilotes.

Outre des membres de l'équipe ANLux, le comité de pilotage de ce projet était composé des représentants du Ministère de l'Intérieur, des communes pilotes, du Syvicol, et de la Ville de Luxembourg.

À ce jour, les Archives nationales ont réalisé cinq tableaux de tri personnalisés pour les communes de Schifflange, Differdange, Käerjeng, Pétange et Walferdange.

Le 29 mars 2023 ce tableau de tri modèle des communes a été présenté au réseau des archivistes communaux qui ont témoigné d'un vif intérêt pour cet outil de gestion. Sa mise à disposition en « libre service » est prévue pour 2025.

Dans le même ordre d'idées, des tableaux de tri modèles pour les syndicats communaux et les offices sociaux sont à l'étude pour 2024-2025.

Outre ces projets d'envergure, les Archives nationales accompagnent les communes sur plusieurs aspects :

- Évaluation des notifications de destruction ;
- Mise en place des contrats de coopération ;
- Réalisation, formation et suivi des mises à jour de tableaux de tri personnalisés ;
- Intégration des archivistes communaux au réseau des délégués à l'archivage du secteur étatique ;
- Formations individualisées au versement (le cas échéant) et mise à disposition de matériel de conservation à long terme ;
- Prise en charge et traitement intégral de certains fonds d'archives ;
- Visite d'état des lieux pour évaluation de la situation de l'archivage en général et dispense de préconisations ;
- Conseils sur des questions diverses allant d'une réponse par e-mail à des groupes de travail ou à la participation commune à des projets : définition d'un plan de classement, aménagement des locaux d'archivage, spécifications pour une GED, un SAE, ou dans le cadre de projets de dématérialisation, conservation des documents hors formats ou encore sur la gestion des durées d'utilité administrative ou de la communicabilité.

Par ailleurs, les Archives nationales restent disponibles et prêtes à venir en aide lorsque des urgences surviennent et menacent directement les archives des administrations communales, comme ce fut le cas à Junglinster au début de l'année 2024.

Il est également à noter que des agents des Archives nationales ont été invités à participer à plusieurs reprises à des workshops du réseau des archivistes communaux luxembourgeois qui s'est constitué au sein de l'Association des archivistes luxembourgeois (VLA).

En matière de ressources humaines, un membre des ANLux est spécifiquement dédié aux relations avec les communes.

Les formations suivantes, dispensées par les ANLux auprès de l'INAP sont toutes ouvertes également aux fonctionnaires et employés communaux : « Initiation à la gestion des documents et des archives », « Préparer un versement d'archives papier aux Archives nationales », et « Se préparer à l'archivage numérique maintenant ! ». Du personnel des communes s'y inscrit régulièrement.

Une session de la formation « Initiation à la gestion des documents et des archives » spécifique pour les communes avait été inscrite au catalogue de l'INAP il y a quelques années mais n'avait pas généré un nombre suffisant d'inscriptions à ce moment pour être maintenue.

Des formations sur-mesure à la mise en œuvre des tableaux de tri sont également proposées aux communes concernées, une fois le projet terminé.

Une formation spécifique aux besoins des communes en matière de gestion, de conservation et de communication d'archives est à l'étude.

ad 4) Il est important de relever que les communes, quelle que soit leur taille, se préoccupent de plus en plus de leurs archives. En effet au début de l'année 2024, cinq communes se sont manifestées une première fois auprès des Archives nationales pour obtenir des conseils et de l'aide en matière de conservation et de gestion des archives. Ces initiatives sont à saluer et témoignent d'un intérêt croissant du secteur communal pour la bonne gestion du patrimoine archivistique. En 2019 une seule commune a introduit 6 notifications de destruction, tandis que en 2023, 8 communes différentes en ont introduit 20. Bien que ces chiffres soient encourageants, il demeure toutefois important de continuer à favoriser la sensibilisation et la prise de conscience autour de cette question.

De plus en plus de communes recrutent du personnel qualifié en matière d'archivage, soit à leur propre compte, soit en commun.

Les communes reconnaissent de plus en plus l'importance du patrimoine archivistique qu'elles conservent en tant que mémoire collective et ressource historique inestimable. Conscientes du rôle crucial que jouent ces archives dans la préservation de l'identité locale, elles s'impliquent de plus en plus dans la conservation, la numérisation et la valorisation de ces documents. Certaines mettent en place des politiques de gestion et de protection pour assurer leur pérennité et leur accessibilité. En reconnaissant la valeur de leur patrimoine archivistique, les communes contribuent à la sauvegarde de l'histoire locale et renforcent le sentiment d'appartenance à la collectivité.

.....
Mise en œuvre de la révision de la PAC | Question 0874 (11/06/2024) de Mme Joëlle Welfring (dégréng)

Le 26 mars 2024, les ministres de l'agriculture de l'UE ont approuvé en urgence une proposition législative de la Commission européenne visant la révision des règles de la Politique agricole commune (PAC), avec l'effet potentiel d'affaiblir la réglementation en faveur de la protection de la biodiversité et des eaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

- 1) Madame la Ministre va-t-elle entreprendre une évaluation de l'impact environnemental des adaptations préconisées, avant leur mise en œuvre ?
- 2) Par quels moyens Madame la Ministre compte-t-elle mettre en œuvre les modifications décidées au niveau de l'UE au Luxembourg ?
- 3) Quelles sont les étapes concrètes et le calendrier prévu pour mettre en œuvre la révision de la PAC au Luxembourg ?

Réponse (03/07/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Il est à souligner que le règlement (UE) 2024/1468 a été adopté en urgence pour offrir aux agriculteurs une plus grande flexibilité dans l'exercice de leurs activités agricoles, face aux défis croissants, à l'imprévisibilité des conditions météorologiques et aux incertitudes économiques auxquels ils sont confrontés. Ce règlement vise à atténuer l'impact de cet éventail exceptionnel de difficultés et d'incertitudes.

Compte tenu de la nécessité d'une action à court terme, une évaluation environnementale n'est pas prévue par le règlement européen.

ad 2) Les modifications qui s'imposent par le règlement (UE) 2024/1468 sont variées et leur mode de mise en œuvre dépend des différentes modifications décidées au niveau de l'UE. Les modifications concernant l'article 4 du règlement (UE) 2021/2115 qui traitent des définitions, sont d'application directe pour les États membres.

Il en est de même pour la modification des Bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) 8. Le règlement en question prévoit la suppression de l'obligation de réserver 4 % des surfaces arables de l'exploitation pour des surfaces ou éléments non productifs. La condition de maintien des particularités topographiques reste en vigueur ainsi que l'interdiction de tailler les haies et les arbres durant la période de nidification et de reproduction des oiseaux. Tous ces éléments sont d'office applicables dans l'ensemble des États membres à partir de la campagne 2024, sans qu'il y ait une quelconque marge de manœuvre.

En contrepartie de la suppression de la condition sur les surfaces non productives, le règlement oblige les États membres d'offrir, sur une base volontaire pour les agriculteurs, des régimes écologiques pour l'installation de ces éléments. Le Plan stratégique national du Luxembourg offre déjà les régimes nécessaires. Tous les éléments sont donc en place pour garantir la mise en œuvre de la BCAA 8. À titre d'information, les souscriptions aux régimes écologiques pour les surfaces et bandes non productives sont reprises au tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne la mise en œuvre de la BCAA 7 (Rotation des cultures sur les terres arables), le Luxembourg a opté pour le rajout de l'option de la diversification des cultures. Les conditions minimales telles que décrites par le règlement (UE) 2024/1468 seront intégrées dans les normes nationales. Les agriculteurs certifiés en production biologique sont réputés respecter cette norme BCAA.

Le règlement (UE) 2024/1468 offre la possibilité aux États membres de déterminer librement les conditions relatives à la couverture minimale des sols pour éviter des terres nues pendant les périodes les plus sensibles (BCAA 6). Dans ce contexte, il est prévu de préciser davantage les zones et la période pendant laquelle les sols doivent avoir une couverture minimale, en se concentrant sur les zones à risque d'érosion moyen et élevé. Des exceptions seront néanmoins prévues pour le travail du sol en cas d'implantation d'une culture d'hiver ou lorsque des mesures efficaces de lutte contre les effets d'érosion sont prévues.

L'adaptation de cette norme implique également une adaptation de la BCAA 5 (Gestion du travail du sol en

vue de réduire le risque de dégradation et d'érosion du sol). La période pendant laquelle le retournement des terres arables par labour est interdit devra être alignée avec celle de la BCAE 6, ainsi que les zones concernées par cette norme. Par contre, la nouvelle proposition de la BCAE 5 renforce et cible davantage les efforts de lutte contre l'érosion.

Les BCAE 5 et 6 sont en relation directe et nécessitent des adaptations réciproques. L'intention des modifications est de fournir davantage de flexibilité aux agriculteurs tout en ciblant les efforts de protection, d'harmoniser et de simplifier les règles pour une mise en pratique efficace.

Les propositions d'adaptations doivent être approuvées par la Commission européenne dans le cadre d'une procédure de modification du PSN. Les échanges avec la Commission européenne viennent juste de commencer.

À noter que le règlement (UE) 2024/1468 stipule également que les agriculteurs dont l'exploitation ne dépasse pas une taille maximale de 10 hectares de surface agricole sont exemptés des contrôles et sanctions dans le cadre du système de conditionnalité à partir de l'année de demande 2024.

ad 3) Les propositions de modification ont été élaborées en concertation avec le secteur agricole.

Le comité de suivi du Plan stratégique national est invité à donner son avis sur les propositions de modification du PSN pour le 10 juillet 2024. L'approbation de la modification du PSN par les services de la Commission européenne est attendue pour l'automne 2024.

Les modifications des BCAE 7 et 8 sont applicables dès la campagne 2024. Celles relatives aux BCAE 5 et 6 le seront à partir de la campagne 2025.

Représentation du personnel dans la fonction publique | Question 0875 (11/06/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Les résultats des élections sociales de 2024 dans les entreprises ont récemment été rendus publics. 8.893 délégués effectifs ont été élus pour représenter l'ensemble des salariés de 3.155 entreprises luxembourgeoises. Le détail des résultats pour chacune de ces entreprises est accessible sur le site Internet de l'Inspection du travail et des mines.

Pour ce qui est des fonctionnaires et employés publics, l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, prévoit que le ministre du ressort peut agréer, pour chaque entité administrative placée sous une même direction et organisée du point de vue du personnel par une même loi ou un même règlement, une association professionnelle pour défendre les intérêts professionnels du sous-groupe de traitement pour lequel l'association est représentative et au nom duquel elle agit.

Toutefois et contrairement aux délégations dans le secteur privé, aucun aperçu n'existe pour les représentations du personnel au niveau de la fonction publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Fonction publique la question suivante :

– Monsieur le Ministre peut-il me fournir pour chaque association agréée les données suivantes ?

- le nom de l'association professionnelle ainsi que son numéro RCS

- la date à laquelle l'agrément ministériel a été délivré
- l'administration / le service de l'État / l'établissement public concerné
- le sous-groupe de traitement que l'association professionnelle représente
- le nombre d'agents publics ainsi représentés
- le pourcentage de fonctionnaires respectivement d'employés de l'État représentés par une représentation du personnel.

Réponse (18/06/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Le système des représentations du personnel auprès de l'État diffère de celui des délégations du personnel dans le secteur privé.

D'une part, il n'existe pas d'obligation de faire désigner des représentants du personnel (à partir d'un certain effectif) et, d'autre part, les représentations du personnel ne sont pas élues.

Ensuite, l'agrément des associations professionnelles comme représentation du personnel ne relève pas de la compétence du Ministre de la Fonction publique pour l'ensemble des administrations de l'État, mais de celle des ministres des ressorts respectifs.

Je ne suis dès lors pas en mesure de fournir à l'honorable Député toutes les informations sollicitées.

Ceci étant, en ce qui concerne mon domaine de compétence, dont fait partie l'Administration gouvernementale, je peux informer l'honorable Député qu'il existe une association professionnelle, à savoir l'Association des cadres fonctionnaires de l'Administration gouvernementale, composée de fonctionnaires du groupe de traitement B1, qui a été agréée comme représentation du personnel par arrêté du Président du Gouvernement du 28 septembre 1984, responsable à l'époque de l'Administration gouvernementale.

Dans les autres administrations relevant du domaine de compétence du Ministre de la Fonction publique, il n'existe pas de représentation du personnel.

Fermeture de routes à Kehlen | Question 0876 (11/06/2024) de M. Fred Keup (ADR)

An der Gemeng Kielen goufen an der Uertschaft Dondel souwuel d'Strooss Richtung Nouspelt wéi och Richtung Meespelt gespaart.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

– Wéi begrënt sech déi Decisioun vun der duebeler Spär? Bis wéini sollen déi Stroosse gespaart bleiwen?

Réponse (01/07/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Bei deene vum Här Deputéierte genannte Gemengstroossen handelt et sech ëm d'Nouspelter- an d'Meespelterstrooss zu Dondel. Well et sech hei deemno ëm keng Staatsstroossen handelt, ass weeder d'Stroossebauverwaltung nach de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte fir d'Spär vun dese Stroossen zoustänneg, mee d'Gemeng Kielen.

Mir leie keng Informatiounen vir, fir wéi laang dës Stroosse solle gespaart bleiwen.

Laut deene mir virleienden Informatiounen ass d'Nouspelterstrooss schonn zënter dem 2. August 2021 wéinst dem Asacke vun der Strooss an deemno aus Sécherheetsgrënn gespaart. D'Meespelterstrooss ass gespaart wéinst Aarbechten am Kader vun enger Quellfaassung fir de Waassersyndikat SES (Syndicat des eaux du sud).

Contournement de Kehlen | Question 0877 (12/06/2024) de M. Fred Keup (ADR)

D'Awunner vu Kiele leide ganz staark ënnert dem massive Camionsverkéier, deen all Dag duerch hir Uertschaft fiert an d'Liewensqualitéit massiv aschränkt. Entlaaschtung kéint eng Ëmgeungsstrooss bréngen, déi säit Joerzénge diskutéiert gëtt. 2012 hat den deemolegen Här Verkéiersminister e Gesetzesprojet mat enger Enveloppe vun 59 Milliounen Euro op den Instanzeweeg bruecht, deen awer vu sengem Nofolger reklasséiert gouf. An engem rezenten RTL-Reportage vum März dëst Joer huet et dunn nees geheescht, datt d'Madamm Verkéiersminister am Prinzip zum Projet vun enger Ëmgeungsstrooss géif stoen, mee, datt nach verschidden „technesch Detailer“ misste gepréift ginn.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

– Wéi presentéiert sech den aktuelle Stand vun de Virbereedungsarbechte fir d'Ëmgeungsstrooss vu Kielen? Op wéi eng Viraarbechte vun deenen ënnerschiddlechen Ministeren an deenen am Laf vun de Jore gepréifte Varianten an den entspreechenden Etüdë gëtt dobäi opgebaut? Bis wéini gesäit d'Madamm Minister vir, en endgültige Projet op de Wee ze bréngen?

Réponse (11/07/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Stroossentrafick, a speziell de Schwéierverkéier, ass fir d'Uertschaft Kielen eng grouss Belaaschtung. Dëst net nëmme wéinst der absoluter Zuel vun de Gefierer, mee haaptsächlech och wéinst den ageengte Verhältnissen an de Kéieren an der Uertschaft, déi et besonnesch de Camionen esouwéi de landwirtschaftleche Maschinne schwierig maachen, laanschteneen ze kommen.

D'Problematik ass bekannt an et gëtt schonn zënter Joerzénge vun enger Ëmgeungsstrooss fir d'Uertschaft Kiele geschwat. Den nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 deit deemno am Korridor vun der Nationalstrooss N12 eng entspreechend Entlaaschtungsstrooss un (Säit 155).

An der Optik vun enger multimodaler Mobilitéit ass eng regional Mobilitéitsetude am Raum Kielen/Korridor N12 lancéiert ginn, an där souwuel d'Verkéiersopkomm, méiglech Verleef vun enger Ëmgeungsstrooss souwéi een Usschluss vun der Aktivitéitszon vu Kielen (ZAE Kehlen) studéiert ginn.

Dëst, fir am Aklang vum PNM 2035 dem ganze Raum vum Korridor N12 eng Perspektiv vun enger gesamt-heetlecher Léisung mat Verkéiersberouegungen, engem attraktiven ëffentlechen Transport a Vëlosverbindungen tëscht den Uertschaften kënnen unzebidden.

Esou analyséiere meng Servicer momentan déi verschidde Constellatiounen vun enger Ëmgeungsstrooss nom Prinzip vun engem „Contournement de proximité“. Dobäi gëtt opgepasst, dass dës nei Strooss net zousätzleche Verkéier an aner Uertschaften unzitt. Parallell dozou plangt d'Gemeng Kiele Verkéiersberouegungen an der Uertsduerchfaart vu Kielen.

Well an Ofhängegkeet vun de méiglechen Verleef vun enger Ëmgeungsstrooss den Impakt op d'Ëmwelt, an den Accès op dës Ëmwelt vun der Uertschaft aus, ënnerschiddlech ass, mussen dës Variante mat deenen zoustännegen Instanzen evaluéiert ginn, éier eng Ausso zum Planning ka gemaach ginn.

An deem Kontext wäerte meng Servicer dës Elementer am Hierscht mat der Gemeng Kielen diskutéieren.

Jugement sur accord | Question 0878 (12/06/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En 2015, le Luxembourg s'est doté d'un nouvel instrument procédural en matière pénale ; le jugement sur accord. Cet instrument vise principalement à désengorger les tribunaux et contribuer à une justice plus rapide et efficace. La négociation entre le parquet et l'auteur d'une infraction est un mécanisme qui vise à trouver une position commune sur la peine à appliquer. D'après le rapport annuel de 2022 du Ministère de la Justice, cet instrument représente un gain de temps au niveau de la chambre du conseil et de la juridiction de fond. Néanmoins, selon ce même rapport, la finalisation de l'accord ne semble pas constituer un gain de temps pour le parquet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Au cours des cinq dernières années, combien de fraudes fiscales aggravées ont conduit à un jugement sur accord ? Quelle est nature exacte ainsi que la somme totale des montants non déclarés aux administrations fiscales ?
- 2) Quelle est l'affaire la plus grave dans laquelle un jugement sur accord a été prononcé ?
- 3) Le parquet et la partie poursuivie ont la faculté d'initier et de proposer un accord. Qui est le plus souvent l'initiateur des deux parties ?
- 4) Est-ce que le parquet manque d'effectifs pour cette procédure bien précise ? Si c'est le cas, combien d'agents devraient être recrutés pour compenser cette perte ?
- 5) Combien d'auteurs d'infractions ont bénéficié d'un jugement sur accord et selon quelles modalités ces jugements sont-ils publiés ?

Réponse (12/07/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Sur la période s'étendant du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 13 juin 2024, 70 jugements sur accord ont été rendus en matière de fraude fiscale, dont 68 dans la circonscription de Luxembourg et 2 dans la circonscription de Diekirch. Le montant total de l'impôt éludé concerné par ces affaires s'élève à 22.179.992 EUR.

Des données précises sont reprises dans les deux tableaux ci-dessous, regroupées pour chacune des deux circonscriptions.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

- ad 2) Si l'on retient comme critère de gravité le montant d'impôt éludé, l'affaire la plus grave visait un prévenu qui avait éludé 2.095.000 EUR d'impôts directs.
- ad 3) En pratique, le droit d'initiative est le plus souvent exercé par le parquet (dans plus de 90 % des cas).
- ad 4) Un groupe de travail a été constitué, regroupant des magistrats qui effectue une évaluation de la procédure actuelle du jugement sur accord. Il est précisé à ce titre que depuis son entrée en vigueur en 2015, cette procédure a été appliquée à de très nombreuses infractions de droit commun.
- ad 5) Comme détaillé ci-dessus, entre le 1^{er} janvier 2019 et le 13 juin 2024, 70 jugements sur accord ont été rendus en matière fiscale pénale et au total 53 personnes physiques et 22 personnes morales ont été condamnées.

Les jugements sur accord sont soumis au même régime de transparence que les affaires « normales ».

À l'instar de toutes les autres affaires citées selon la procédure « normale », les affaires de jugement sur accord figurent en premier lieu sur les feuilles d'audience que le service de presse communique aux journalistes avant l'audience. Y figure le numéro de dossier, le nom du prévenu, la nature des infractions reprochées et la mention « jugement sur accord ». Ces feuilles d'audience sont adressées aux journalistes le jeudi ou le vendredi de la semaine précédant la semaine de l'audience.

Les affaires de jugement sur accord figurent par ailleurs sur une deuxième feuille d'audience, indiquant la date du prononcé. Cette feuille d'audience est également communiquée aux journalistes.

Finalement, à l'instar de toutes les décisions pénales, les jugements sur accord figurent, après anonymisation, sur le site justice.public.lu et sont accessibles au grand public.

Plan d'action national intégration | Question 0880 (12/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En 2018, le Gouvernement a adopté un Plan d'action national intégration (PAN) après une consultation des divers acteurs œuvrant dans les domaines de l'accueil et de l'intégration des non-luxembourgeois. Le PAN prévoit une évaluation régulière des actions menées à travers des indicateurs précis, dont le suivi est assuré par le comité interministériel à l'intégration sous la coordination de l'OLAI. En outre, il prévoit une évaluation complète après 5 ans qui, sauf erreur de ma part, n'a pas encore eu lieu.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Est-ce qu'une évaluation complète du Plan d'action national intégration (PAN) est prévue ou en cours ? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'échéancier prévu ? Dans la négative de la première question, pouvez-vous m'en donner les raisons ?
- 2) Est-ce que le Gouvernement prévoit d'élaborer une nouvelle version du Plan d'action national intégration (PAN) ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'échéancier prévu et me préciser si une large consultation des acteurs concernés est prévue en amont ?
- Étant donné que le comité interministériel susmentionné assure une évaluation régulière, je voudrais d'ores et déjà poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :
- 3) Quels enseignements pouvez-vous tirer de la mise en place du système de suivi et d'évaluation de la politique d'intégration à long terme (page 9 du PAN) ?
- 4) Quelles mesures d'encouragement à l'autonomisation des demandeurs de protection internationale (DPI) ont été entreprises (page 13) ?
- 5) Quels ont été les efforts entrepris pour répondre à l'objectif 1 en matière d'intégration et plus particulièrement en ce qui concerne la mesure 3 (« Rechercher des solutions aux défis de logement des BPI avec les autorités locales et autres acteurs en la matière ») ?
- 6) Quelles sont les conclusions générales tirées en ce qui concerne les mesures d'autonomisation ?
- 7) Quels ont été les efforts entrepris pour promouvoir le congé linguistique prévu à l'objectif 3 en matière d'intégration en son point 5 ?

Finalement, je tiens à profiter de la présente pour poser encore une question à Monsieur le Ministre par rapport à l'hébergement des demandeurs de protection internationale. L'article 10 (7) de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire stipule que : « Les demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées ». Partant, je voudrais encore poser la question suivante :

8) Combien de comités ou conseils consultatifs fonctionnent à ce jour dans les structures d'hébergement publiques ou privées ? Quels enseignements a-t-il lieu de tirer de la pratique actuelle ?

Réponse (25/07/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Étant donné que les objectifs du PAN sont réalisés via des projets et financements spécifiques, le suivi et l'évaluation du PAN portent prioritairement sur les projets sélectionnés, lesquels proposent de mettre en œuvre au moins l'une des priorités nationales. Dans ce cadre, le comité de suivi mobilise des indicateurs à la fois quantitatifs et qualitatifs, notamment afin de déterminer si les projets ont eu l'impact visé et rempli les objectifs initialement poursuivis.

En parallèle, le Gouvernement a collaboré avec l'OCDE dans le contexte de la réforme de la loi sur l'intégration, désormais loi relative au vivre-ensemble interculturel, en vue de réaliser une évaluation dite fast-track du système luxembourgeois d'intégration, incluant le PAN. Cette évaluation intermédiaire, qui a été réalisée dans une perspective internationale, a été publiée officiellement en 2021. En 2023, le Comité interministériel à l'intégration a dressé en sus le bilan pluriannuel des projets et actions soutenus dans le cadre du PAN. Le Gouvernement intégrera ces données dans le futur Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel.

ad 2) Le Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel est un des quatre instruments de la loi du 23 août 2023 relative au vivre-ensemble interculturel. Le projet de plan est en cours d'élaboration et suivra par la suite la procédure telle que prévue par la loi. Ainsi, dans ce cadre non seulement le Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel, les collèges des bourgmestres et échevins des communes et les commissions communales du vivre-ensemble interculturel seront consultés, mais des réunions d'information publiques seront également organisées. Pour le détail de la procédure, il est renvoyé à l'article 3, paragraphes 3-11, de la loi relative au vivre-ensemble interculturel.

ad 3) En comparaison internationale, le Luxembourg dispose de nombreuses sources administratives pour suivre et évaluer efficacement la politique d'intégration. Ces sources sont néanmoins dispersées au sein de plusieurs ministères, et il n'existe pas de cadre juridique permettant le partage systématique de données personnelles, parfois sensibles au regard du RGPD.

Ceci dit, la plateforme de micro-données de l'IGSS, fusionnant déjà données d'emploi, de chômage et de sécurité sociale, de même que le LNDS, offrent désormais une piste intéressante de développement d'un outil innovant et opérationnel en mesure de capter l'ensemble des données administratives clés sur l'intégration des immigrés et de leurs enfants,

tout en respectant la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles. Combinables sur base du consentement éclairé des personnes physiques, ces données permettraient d'avoir une vision longitudinale, c.-à-d. de produire des informations sur les parcours d'intégration et sur les éventuels obstacles rencontrés.

En outre, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA) développe et réalise avec ses partenaires des enquêtes complémentaires ciblant certaines questions clés, par exemple l'enquête nationale sur le racisme et les discriminations ethnoraciales, ou encore l'évaluation de la sélection sociale dans la participation au CAI.

ad 4) Dans le cadre du Parcours d'intégration accompagné (PIA), des modules de « Bienvenue au Luxembourg » sont proposés aux DPI. Les objectifs de ces modules consistent à :

- soutenir l'autonomisation des personnes issues de pays tiers avec un focus sur les DPI et BPI,
- encourager et aider les DPI à participer de manière plus autonome à la vie de la société d'accueil, leur transmettre des informations de base sur le vivre-ensemble et leur donner les outils pour trouver des sources d'informations utiles pour leur vie au Luxembourg.

L'ONA propose également de nombreuses formations aux DPI afin de les aider à comprendre les procédures et documents administratifs, la pratique des langues courantes du pays, les rencontres sociales et échanges interculturels, la recherche d'un emploi ou encore l'intégration au sein du pays.

À titre d'exemple, l'ONA a mis en place un cycle de formations « Dispositif d'autonomisation au primo-accueil » (DAPA) qui prévoit quatre modules de formation pour les résidents :

- Module parcours DPI (acteurs principaux du parcours, droits et devoirs liés à l'accueil, vivre ensemble dans la structure, etc.)
- Module santé (système luxembourgeois, lieux de soins, prise en charge, santé mentale, etc.)
- Module famille (système scolaire, responsabilisation, lois sur la protection de l'enfant, etc.)
- Module administratif (démarches administratives, organisation, rendez-vous, etc.)

Par ailleurs, les encadrants sociaux au sein de structures d'hébergement organisent de nombreuses activités culturelles et sportives dans un souci d'intégration et d'autonomisation.

ad 5) L'accès à un logement constitue un élément important pour l'intégration des bénéficiaires de protection internationale (BPI). Comme les BPI bénéficient des mêmes droits sociaux que les autres résidents luxembourgeois, ils sont assistés au même titre par les instances étatiques ou services conventionnés par l'État dans leur recherche d'un logement abordable, tels que l'Agence immobilière sociale (AIS), la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) ou encore le Fonds du logement. Ainsi, l'amélioration de l'accès à un logement pour les BPI s'inscrit dans la volonté plus large du Gouvernement de promouvoir massivement la création de logements abordables, tel que précisé dans l'accord de coalition 2023-2028.

Dans le but de favoriser l'intégration des BPI, le MFSVA a entre autres une convention avec le service « Lëtzebuerger Integratiouns- a Sozialkohäsionszenter » (LISKO) de la Croix-Rouge pour la consultation et l'accompagnement psycho-social des BPI.

Dans ce cadre, il y a lieu de mentionner les « Workshops Logement » qui ont été offerts aux BPI par le LISKO à travers les dernières années. Ainsi, en 2023,

au total 27 workshops ont été organisés, dont 12 en langue arabe et 9 en langue tigrigna. Au total, 267 participants ont été comptés, dont 120 participants aux workshops en langue arabe et tigrigna.

Cependant, puisqu'aucune différenciation n'est faite entre les résidents luxembourgeois et les BPI, le MFSVA ne dispose pas de données se rapportant uniquement aux BPI. De même, le MFSVA ne peut uniquement se prononcer sur les mesures mises en place dans le cadre de ses attributions, à savoir des mesures liées à l'exclusion sociale liée au logement.

Le MFSVA a conventionné de nombreuses structures d'hébergement pour adultes œuvrant en faveur des personnes sans-abri ou menacées d'exclusion sociale par le biais du logement, qui proposent diverses formes de logements telles que des foyers, des chambres individuelles, communautés de vie ou studios/appartements à des personnes fragilisées, y inclus des BPI. En 2023, le parc locatif des structures d'hébergement a permis de loger 5.425 personnes (pour 1.433 logements).

Force est de constater que le nombre de personnes accueillies dans ces structures a connu une forte augmentation au cours des 10 dernières années. Cette hausse s'explique par l'extension de l'offre au niveau des structures d'accueil, la signature de nouvelles conventions et l'augmentation des capacités d'accueil.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Tel que prévu par l'accord de coalition 2023-2028, le MFSVA continuera à soutenir les mesures et actions qui visent à prévenir et à combattre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ainsi, le MFSVA initiera et poursuivra en 2025 son éventail de mesures pour combattre la précarité et le sans-abrisme, qui touchent à la fois les résidents luxembourgeois et les BPI.

ad 6) Pour certaines formations, des enquêtes de satisfaction sont mises en place. Ainsi, à l'issue de chaque formation, les participants sont invités à donner leur avis sur le contenu, la durée, le contact avec le formateur. Par exemple dans le cadre de projet pilote de DAPA, le résultat de la satisfaction globale était de 3,5/4. Par ailleurs, les connaissances avant et après les formations sont évaluées de manière à pouvoir juger du niveau de compréhension acquis en fin de formation.

ad 7) Toutes les informations et modalités pratiques relatives au congé linguistique sont consultables sur les portails Internet www.guichet.lu et www.life-long-learning.lu et sont régulièrement mises à jour. Par ailleurs, dans une optique de digitalisation et de simplification administrative, le Ministère du Travail vérifiera la cohérence de l'intégralité des congés spéciaux existants et harmonisera leurs procédures. La refonte du cadre légal du congé linguistique et l'élaboration de démarches électroniques sur MyGuichet font également partie de ces mesures.

ad 8) Concernant la mise en place de comités consultatifs dans les structures d'hébergement, il y a lieu de préciser que les encadrants sociaux organisent régulièrement, et en fonction des besoins et de la demande des résidents, des réunions entre résidents et encadrants. Ce type de réunion peut soit concerner l'ensemble des personnes hébergées, soit des groupes de personnes. Lors de ces réunions, des sujets divers du vivre-ensemble en communauté sont thématiques, en fonction des besoins constatés par les résidents et les encadrants sociaux. Actuellement, l'ONA explore avec ses partenaires sociaux chargés de l'encadrement socio-éducatif dans certaines structures d'hébergement des formes supplémentaires de

participation et de consultation des occupants des structures, telles que des sondages ou des boîtes à suggestions, les résidents étant ainsi impliqués dans la prise de décision.

Suivi de la pandémie Covid-19 | Question 0883 (13/06/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

De 6. Mee 2024 hat ech eng parlamentaresch Fro un d'Madamm Gesondheetsminister gestallt, déi vun der Chamberverwaltung d'Nummer 0690 krut.

De 7. Juni 2024 huet d'Madamm Minister eng Stellungnam zu där Fro geschéckt. Bedauerlecherweis ass si dobäi guer net op déi eenzel a prezis formuliert Froen agang an huet just eng kuerz a generell gehalen Äntwert ginn.

Vu datt et mir als Deputéiert an esou engem Fall zousteet, déi betrafte Froen, déi net beäntwert gi sinn, nach eemol ze stellen an deen zoustännege Minister ze bidden, si ze beäntweren, wëll ech dat heimat maachen.

An deem Kontext wéilt ech déi siwe Froen nach emol un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Goufen déi zwou Motiounen, esou wéi vun der Madamm Gesondheetsminister ugekënnegt, méttlerweil am Regierungsrat diskutéiert? Wa jo: Wéi eng Conclusioun goufen zeréckbehalen?

2. Wéi e Gremium ass bis ewell mat de Virbereedungsaarbechte beoptraagt?

3. Wéi soll sech den eigentlechen Expertegrupp („groupe d'experts indépendants“; Motioun vum 23.3.2023) herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vun der Onofhängegkeet vun dësem Grupp ze garantéieren? Wéi eng Experten aus wéi enge Beräicher goufe bis ewell gefrot, ob si wëlle matschaffen? Wéi eng Verrieder vu gesellschaftleche Gruppe solle mat um Dësch sëtzen?

4. Lait en Dokument vir, dat d'Missioun(e) vun dësem Expertegrupp definéiert? Wa jo: Ass dëst Dokument am Sënn vum gesamtgesellschaftleche Charakter vun där Aufgab ëffentlech zougänglech? Falls net, bis wéini a wou?

5. Wéi eng finanziell Ressourcë sollen dem Expertegrupp zougeduecht ginn, a wéi eng personell Ënnerstëtzung soll hinnen zur Säit gestallt ginn?

6. Ass virgesinn, d'Sëtzung vun dësem Grupp live ze iwwerdroen oder an enger ëffentlech zougänglecher Mediathék ze archivéieren, oder gëtt sech op Rapporte beschränkt?

7. Wéi eng Dokumenter sollen zougänglech gemaach ginn? Gehéieren dozou sämtlech Dokumenter, esou wéi se op Basis vum Artikel 75 vun där neier Verfassung fir d'Chamber virgesi sinn? Notamment och d'„vaccine order forms“, vu datt dës schonn e puermol vu Verrieder aus eisem Héijen Haus ugefrot goufen an hir Fuerderungen duerch e Bréif vum 27. November 2023, vum Här Chamberspresident un den Här Staatsminister bestätegt goufen?

Réponse (24/06/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Jo.

ad 2. De Service juridique vum M3S huet d'Ausaarbechte vun der Loi santé publique op sengem Aarbechtsplang stoen.

ad 3. D'Motioun vum 2. Mee 2024 seet am Considerant „rappelant sa motion introduite en date du 23 mars 2023 adoptée à l'unanimité, invitant le Gouvernement à charger un groupe d'experts indépendants

de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et à élaborer, dans les meilleurs délais, une „loi pandémie“. Dës Motioun vum 2. Mee invitéiert dann awer d'Regierung, am Kader vun der future „loi santé publique“ een Inventaire ze maachen „de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures“, ouni nach emol op d'Noutwendegkeet vun engem onofhängegen Expertegrupp hinzewiesen. Duerfir ass de Moment och net virgesinn, sou een Expertegrupp anzesetzen.

Den Inventaire, deen an der Motioun vum 2. Mee 2024 ugeschwat gëtt, wäert sech prioritär op bestoend Dokumenter baséieren an, wann néideg, zousätzlech Donnéeë recherchieren, opstellen an auswäerten.

ad 4. Nee.

ad 5. Keng, well jo net virgesinn ass, sou ee Grupp anzesetzen.

ad 6. Net relevant, well jo d'Asetze vu sou engem Grupp net virgesinn ass.

ad 7. Ass och net relevant, well jo net virgesinn ass, ee Grupp anzesetzen, also ipso facto och net muss bestëmmt ginn, zu wéi engen Dokumenter sou ee Grupp misst Accès kréien.

Présence d'amiante dans différents endroits de la Villa Louvigny | Question 0884 (13/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans sa réponse à la question parlementaire des soussignés concernant des travaux de décontamination engagés dans le cadre du projet de réaffectation de la Villa Louvigny, Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a confirmé la présence d'amiante dans différents endroits de ce bâtiment.

Or, dans un article paru dans le « Luxemburger Wort » du 11 juin, il est rapporté ce qui suit : « Obwohl über die Asbestproblematik informiert, wurde dem LW von Seiten der Verwaltung untersagt, die Kontamination im Artikel zu erwähnen. »

En effet, ledit journal avait présenté le projet « Villa Louvigny » à la suite d'une visite des lieux mi-mai 2024, c'est-à-dire parallèlement à notre question parlementaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer cette interdiction de la part de son administration ?

– Quelles sont les raisons d'une telle attitude et sa légitimité s'il est vrai, comme Madame la Ministre l'a affirmé dans le cadre de sa réponse à notre question parlementaire « qu'un risque de santé peut, en principe, être exclu pour les occupants antérieurs du bâtiment vu que l'amiante était mise en œuvre de façon non accessible et sans contact avec les utilisateurs » ?

Réponse (21/06/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Suite à un article paru dans le quotidien « Luxemburger Wort », le 11 juin 2024, sur la présence d'amiante dans les locaux de la Villa Louvigny, les honorables Députés s'enquière sur une éventuelle interdiction de l'Administration des bâtiments publics à l'encontre du journal précité de divulguer cette information.

Tout d'abord, je souhaite affirmer que l'Administration des bâtiments publics aspire à remplir sa mission

de service public et les devoirs en découlant, dont notamment celle d'agir en toute transparence, avec le plus grand sérieux. Je m'en suis également assurée auprès de la direction de cette administration.

C'est dans cette démarche que les services de l'Administration des bâtiments publics ont volontiers accédé à la demande de ce quotidien en vue d'une visite des lieux des locaux de la Villa Louvigny.

D'après mes informations, avant cette visite, lors d'un appel téléphonique entre la journaliste du « Luxemburger Wort » et le chef de projet en charge de la supervision du projet de rénovation de la Villa Louvigny, ce dernier a suggéré de ne pas trop se soucier de la découverte d'amiante étant donné qu'elle n'a représenté à aucun moment un danger pour les occupants antérieurs de ces locaux.

Au vu de l'appréhension qui existe, à juste titre, envers l'utilisation dans le passé d'amiante dans la construction et des risques avérés et manifestes de cette matière pour la santé, l'agent en question a craint que l'attention pourrait éventuellement se focaliser sur la présence d'amiante dans l'immeuble et non pas sur le beau projet de rénovation que représente celui de la Villa Louvigny incarnant si bien l'histoire audiovisuelle de notre pays.

L'Administration des bâtiments publics regrette vivement que l'on ait pu avoir l'impression qu'une interdiction de divulgation de l'information sur la présence d'amiante dans les locaux de la Villa Louvigny ait pu être comprise. On m'a confirmé que cela n'a à aucun moment été l'intention, ni de l'agent en question, ni de l'administration surtout qu'une signalisation attirant l'attention sur les travaux de désamiantage sur le chantier était bien visible devant l'immeuble en question. L'Administration des bâtiments publics a précisé dans un courriel à la journaliste qu'elle ne lui a pas interdit d'utiliser cette information sur la présence d'amiante dans la Villa Louvigny. Ladite administration reste à sa disposition pour toutes informations complémentaires dans le cadre de ce projet ou de tout autre projet. Cette disponibilité s'étend bien évidemment également à tous les autres organes de presse.

« Kierchfong » | Question 0885 (14/06/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 13 février 2018 portant sur la gestion des édifices religieux impose au « Kierchfong » la cession des édifices religieux dégrévés de leur finalité culturelle à la commune sur le territoire de laquelle ceux-ci sont implantés. Cette loi est le produit d'une réflexion sur la place de la religion dans la société luxembourgeoise et poursuit la finalisation de la séparation entre l'exercice du culte et de l'État. Selon un article de presse, le Luxembourg compte 493 églises et chapelles, dont 356 appartiennent aux communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2018 :

1) Combien d'édifices religieux ont été dégrévés de leur finalité culturelle ?

2) Au cours des cinq dernières années, à combien de reprises une commune, respectivement l'État, est devenu propriétaire d'un édifice dégrévé ? Quelles communes plus précisément ?

3) Quelle est l'affectation précise de ces bâtiments ?

4) Combien d'édifices religieux appartiennent actuellement à l'État et combien au « Kierchfong » ?

5) Quels projets communaux voire étatiques ont été réalisés ?

6) Combien de communes ont initié la cession d'édifices religieux ? Lesquelles ?

7) Combien d'édifices disposent d'une protection nationale ? Qui en est le propriétaire ?

Réponse (22/07/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) La question de la propriété des édifices religieux est réglée par la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes.

Une commune, propriétaire d'un édifice religieux, peut obtenir le dégrèvement de la destination culturelle de l'édifice, en suivant la procédure de dégrèvement telle que plus amplement décrite à l'article 11, alinéas 2 et 3 de la loi du 13 février 2018.

Dans ce contexte, il convient de noter que le Gouvernement n'est pas impliqué dans la procédure de dégrèvement d'un édifice religieux faisant partie de la propriété d'une commune.

De même, les décisions des autorités communales portant dégrèvement d'un édifice religieux ne sont pas sujettes à un mécanisme de surveillance par le Ministre des Affaires intérieures de sorte qu'une transmission des prédites décisions au Ministère des Affaires intérieures n'est pas requise. Par conséquent, le Gouvernement ne dispose primordialement que des informations qui ont été communiquées spontanément par les autorités communales au Ministère des Affaires intérieures.

Selon les informations fournies par le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, il a été procédé au dégrèvement de 25 édifices religieux.

De ces 25 édifices religieux, cinq édifices religieux catholiques appartenaient au Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique. De ces cinq édifices religieux catholiques dégrévés, quatre ont été repris par les communes respectives (Vallée de l'Ernz, Habscht, Junglinster et Reckange-sur-Mess). Le statut du cinquième édifice est encore en attente de clarification des intentions de la commune concernée.

Les 20 autres édifices religieux catholiques appartenaient déjà aux communes respectives avant leur dégrèvement. Le dégrèvement n'a donc pas affecté le statut de propriété desdits édifices religieux catholiques.

ad 3) Quant à l'affectation des édifices dégrévés faisant partie du patrimoine communal, certaines communes utilisent les édifices dégrévés pour des besoins associatifs, culturels ou touristiques, alors que pour d'autres édifices, l'affectation définitive n'a pas encore été décidée par les responsables politiques.

ad 4) À la date d'entrée en vigueur de la loi du 13 février 2018 prémentionnée, des 493 édifices religieux repris à l'annexe II, 356 édifices ont fait partie de la propriété des communes et 137 édifices appartenaient au Fonds de gestion. Il y a lieu de retirer les quatre édifices religieux de propriété du Fonds qui ont fait l'objet d'une procédure de dégrèvement et qui ont déjà été repris par les communes respectives.

L'État n'est propriétaire d'aucun édifice religieux catholique.

ad 5) Le Gouvernement n'a pas connaissance de projets ayant été réalisés au niveau communal pour les mêmes raisons qu'évoquées précédemment.

ad 6) Pour les raisons mentionnées précédemment, le Gouvernement ne possède pas d'informations sur d'éventuelles cessions d'édifices religieux catholiques qui auraient été initiées par les communes. En effet, un édifice religieux catholique ne peut être cédé en l'état, c'est à dire lorsqu'il est encore affecté au culte, mais doit faire l'objet d'une procédure de dégrèvement préalable. Pour la question relative au dégrèvement, il est renvoyé à la réponse précédente.

ad 7) Pour ce qui est du nombre d'édifices bénéficiant d'une protection nationale et des relations de propriété correspondantes, le Gouvernement est en mesure de fournir les informations suivantes :

- Au 1^{er} juillet 2024, 222 édifices religieux bénéficient d'une protection nationale.
- Ainsi, 144 églises sont classées patrimoine culturel national et 23 sont inscrites à l'inventaire supplémentaire.
- 44 chapelles sont classées patrimoine culturel national et 11 sont inscrites à l'inventaire supplémentaire.
- 65 églises et chapelles bénéficiant d'une protection nationale appartiennent au Fonds de gestion précité et 157 appartiennent aux communes respectives.
- S'y ajoute une quarantaine de petites chapelles (p. ex. chapelles de chemin ou chapelles funéraires) dont la plupart appartiennent à des particuliers.

Sanctions contre la Russie | Question 0886 (14/06/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Eigentlich sollt virum Ufank vum G7-Sommet desén Donneschden, zu Borgo Egnazia an Italien, eng Eenegung tëscht den EU-Memberstaaten zum 14. EU-Sanktiounspak géint Russland virleien. Wéi awer aus Diplomatekreesser ze héieren ass a regrettéiert gëtt, géif nottamment Däitschland aktuell zu Bréissel de geplangte Sanktiounspak blockéieren.

Konkreet sollen am Kader vun dese Sanktioune Mesuren en place gesat ginn, fir d'Émgoe vu bestoende Sanktioune besser ze verhënneren. Ausserdeem ass geplangt, Sanktioune am Kader vu Flësegäerdgas (LNG) ze verhänken. Sou solle verschidden Häfen net méi zur Verschëffung vu russeschem LNG an Drëtstaate genotzt kënnen ginn. Déi däitsch Bundesregierung soll virum allem retizent sinn hisiichtlech de geplangte Mesuren, fir d'Émgoe vu Sanktioune ze verhënneren, a fäerten, dass eventuell däitsch Entreprisé viséiert kéinte ginn.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

- Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatiounen bestätegen?
- Hunn nieft Däitschland nach aner Länner Bedenken zu de geplangte Sanktioune vun der EU géint Russland?
- Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu den ugekënnegte Sanktioune an de genannte Bedenken?

Réponse (09/07/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung kann sech net zu den EU-Negotiatiounen an de Positiounen vun anere Memberstaate prononcieren.

D'Lëtzebuurger Regierung bleibt engagéiert, fir weider kollektiven Drock op Russland auszeüben, duerch

nei restriktiv Moossnamen, souwéi duerch d'Virgoe géint all Form vun Émgoe vu besteeënde Mesuren. An den Negotiatiounen ass Lëtzebuerg konstruktiv an interesséiert dorun, e Kompromëss ze fannen.

De 14. Pak Sanktioune ass de 24. Juni vum Conseil adoptéiert ginn.

ASBL « Sauvons Bambi Luxembourg » | Question 0887 (14/06/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Am Juni ass d'Héichsaison fir d'Méaarbechten am Agrarsecteur a gläichzäitig ass et d'Saison, wou vill Réikitz gebuer ginn. D'ASBL „Sauvons Bambi Luxembourg“ huet d'lescht Joer ënner dem Impuls vum Landwirtschaftsminister zesumme mat 6 Gemengen e Pilotprojet lancéiert, fir de Baueren ze hëllefen, fir des Réikitz an de Felder unhand vun Dronen ze lokalisieren an des virum Méien a soumat virum Doud ze schützen. D'lescht Joer konnten esou 258 Réikitz gerett ginn.

Dese Projet ass ganz ënnerstëtzenswäert an dofir wollt ech der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froen stellen:

1. Wäert de Ministère fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dese Projet weider ënnerstëtzen?
2. Wéi vill Gemenge bedeelegen sech dëst Joer un dem demem Projet? Wat mécht d'Madamm Ministesch, fir méi Gemengen ze beweegen, fir bei demem Projet matzemaachen?
3. Wéi ginn d'Baueren iwwer des Initiativ informéiert?
4. Ginn d'Baueren doriwir eraus encouragéiert, fir méi spéit ze méien an domat net nëmmen de Réi, mä och buedembréiende Vulle besser Iwwerliewens-chancen ze bidden?

Réponse (03/07/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. De Landwirtschaftsministère wäert dese Projet weiderhin ënnerstëtzen. De Schutz vu Réikitz ass och am aktuelle Regierungssaccord virgesinn. Aktuell gi Pilotprojete mat eenzelen interesséierte Gemengen ënnerstëtzt. Dat längerfristeg Zil ass, fir des oder änlech Aktivitéiten no Méiglechkeet op de gesamte Lëtzebuurger Territoire auszedeenen. De Landwirtschaftsministère huet der Associatioun „Sauvons Bambi“ weider Ënnerstëtzung bei deser logistescher Erausfuerderung zougesechert.

ad 2. De Landwirtschaftsministère huet 2023 6 Gemengen am Weste vum Land am Kader vun engem Pilotprojet vun der Associatioun „Sauvons Bambi Luxembourg“ ënnerstëtzt. Des Gemenge kruten een Deel vun den Drone mat Wärmebildkamera finanzéiert, déi zum Asaz kommen, fir Réikitz ze detektieren. 2024 hu 4 weider Gemengen sech der Aktioun ugeschloss, sou dass insgesamt 10 Gemenge bei demem Projet aktuell matzemaachen²⁴. De Landwirtschaftsministère bitt och Ënnerstëtzung bei der Verëffentlechung vun den Informatiounen zu demem Projet. Et gëtt och aktuell mat den Acteuren gekuckt, wéi dese Projet ka sënnavollerweis op méi Gemengen ausgedeeent ginn, wat eng logistesche Erausfuerderung duerstelt. De begrenzende Facteur schéngen oft d'Dronepilote resp. d'Benevollen ze sinn. Et sief och ervirgestrach, dass niewent der Aktioun „Sauvons Bambi“ zënter Jore vill engagéiert Jeeër ee wichtige Bäitrag leeschten, andeems se an Zesummenaarbecht mat de Baueren d'Fläche virum Méien z. B. zu Fouss ofginn oder och mat Dronen ofsichen. De

Landwirtschaftsministère kuckt an enger nächster Phas, wéi sech hei eng sënnavoll Kooperatioun ënner all den interesséierten Acteuren kann erginn, a wéi eng Logistik duerfir nottwendig ass. Een erfollegräich Émsetzen ass gekoppelt dorunner, awéifern et dem Projet geléngt, op engem relativ begrenzten Zäitraum (vun der Mahd) genuch Kapazitéiten ze mobiliséieren, fir dese Service sécherstellen. Den 22. Juli ass mat deene concernéierten Acteuren a mat Verrieder vun dem Umweltministère eng Reunioen virgesinn, fir nottamment des Froen ze klären. Hei wäert och d'Landwirtschaftskummer vertruede sinn.

ad 3. D'Gemengen zesumme mat der Associatioun „Sauvons Bambi Luxembourg ASBL“ informéieren d'Baueren iwwer des Initiativ (iwwer déi sozial Medien, duerch d'Ausdeele vu Flyeren an d'Organisatioun vun Informatiounsveranstaltungen an den eenzelne Gemengen). De Landwirtschaftsministère mécht des Aktioun och iwwer säin Internetsite public. D'Landwirtschaftskummer wäert och hir Membere iwwer des Initiativ informéieren.

ad 4. Et dëerf een net vergiessen, datt qualitativ héichwäerteg Grundfudder (z. B. Gréngland) wichteg ass. Fir eng nohaltig Mëlchproduktioun. Dofir muss d'Gréngland am optimale Wuesstumsstadium geméint ginn. Einfach ee méi spéit Méien ass also net déi allgemenggüteg Léisung.

De Landwirtschaftsministère proposéiert a finanzéiert allerdéngs och eng ganz Partie un Extensivprogramme fir d'Baueren, zum Deel an Zesummenaarbecht mam Umweltministère, déi der Umwelt zeguttkommen. Heizou gehéieren och eng Rei vu sougenannte Spéitmähprogrammen, déi nieft ville positiven Effekter op d'Umwelt och e positiven Impakt op de Schutz vun de Réikitz hunn: extensive Mähwiesen, extensive Mähweiden, extensive Weiden, Naturschutzweiden a Spätmähwiesen. D'Bauere kréien ee finanziellen Ausgläich ausbezuelet, fir hiren Ertrags- a Qualitätsausfall ze kompenséieren an se doriwir eraus ze encouragéieren, fir un dese Programmer deelzuehuelen. Des Agrarëmwelt- a Klimaprogrammer souwéi Biodiversitéitsprogrammer sinn een zentraalt Instrument vun der nationaler Agrarpolitik fir déi praktesch Émsetzung vum Naturschutz op landwirtschaftleche Flächen an decke mëttlerweil ronn 1 Fenneffel vum Dauergréngland of.

Vote par correspondance | Question 0888 (14/06/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

D'Bréifwal gëtt ëmmer méi populär an och bei den Europawalen 2024 hu vill Bierger:innen d'Bréifwal ugefrot. Laut dem Internetsite elections.public.lu waren et der 88.102, 18.000 méi wéi bei de Chamberwalen 2023. Et goufen awer just 84.214 Bulletins gezielt, déi iwwer Courier erakoumen.

Aus diverse Quelle war ze héieren, dass et, nieft de feelende Walinformatiounen a verschiddene Gemengen, och aner Problemer gouf mat der Bréifwal: Enveloppen, déi guer net bei de Wieler:innen ukoumen, Enveloppen, déi esou spéit ukoumen, dass se net zurzäit konnten zeréckgeschéckt ginn, Envoien, bei deenen eng vun den zwou Enveloppen fir de Retour gefeelt huet. Besonnesch Student:innen am Ausland ware betraff, awer net nëmmen.

Dozou erlaben ech mer et, folgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Wéi erkläert den Här Inneminister, datt et no jorelaangen Erfarunge mat der Bréifwal nach ëmmer zu esou vermeidbare Panne ka kommen?

²⁴ Garnich, Steinfurt, Beckerich, Habscht, Koerich, Saeul, Pétange, Käerjeng, Dippach et Mamer

2. Wat gedenkt den Här Inneminister ze ënnerhuele fir sécherzestellen, dass bei den nächste Walen de Choix fir d'Bréifwal net bedeit, dass ee méiglecherweis ee vu senger wichtigste Biergerrechter net kann ausüben?

Réponse (18/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Gemääss dem ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 fällt d'Organisatioun vun den Europawalen ënner d'Kompetenz vum Staatsministère, deen de Gemengen déi néideg an obligatoresch Formularen, Placards an och d'Enveloppé fir Bréifwal zoukomme gelooss huet.

De Staatsministère huet am Kader vun den Europawale verschidde Circulären un d'Gemengen iwwer d'Plattform vum Ministère des Affaires intérieures verschéckt, déi d'Bréifwal concernéieren²⁵. Et kann een se um offiziellen Internetsite vum Ministère des Affaires intérieures consultéieren.

ad 1. Et gëtt verschidde Méiglechkeeten, fir den Ecart zwëschent der ugefroter Bréifwal an de Bulletins, déi gezielt goufen, ze erklären.

An eenzelne Fäll ass dem Ministère zougedroe ginn, dass d'Enveloppe mam Walziedel, déi per Recommandé vun der Gemeng verschéckt gëtt, net zougestallt gëtt, entweder well d'Adress vun Wieler net korrekt oder präzis genuch ass oder well de Wieler de Recommandé net entgéintheilt respektiv en net innerhalb vum Delai an d'Post siche geet.

Huet de Wieler de Bréif kritt, läit et a senger eegener Responsabilitéit, fir de Walziedel fréi genuch fortzuschécken, fir dass e matzäiten am Walbüro ukënn. Dowéinst kënn et ëmmer nees vir, dass Walenveloppen, virun allem wann se aus dem Ausland zeréckgeschéckt ginn, ze spéit am Walbüro ukommen.

Donieft hu lokal auslännesch Postbüros entweder keng Instruktiounen fir de Vote par correspondance kritt oder hunn se ignoréiert. Et ass probéiert ginn ze intervenéieren, sief et um Niveau vun der nationaler Post an um Niveau vun de Lëtzebuurger Ambassadeuren. Och gouf an deem Kontext vun der nationaler Post een Appell un d'Union postale universelle gemaach.

Gemääss dem Artikel 332 vum ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003 ass de Schäfferot um kommunalen Niveau kompetent fir den Envoi vun der Bréifwal. Bei der Quantitéit vun Enveloppen, déi musse verschéckt ginn, ass et méiglech, dass et beim Apaken zu Feeler kënn.

Am Kontext vun de leschten Europawale war den Inneminister iwwer ee konkrete Problem informéiert ginn, deen am Zesummenhang mat dem Verschécke vun den Erklärungen zur Stëmmvergab stoung. Sechs Gemengen haten de Wieler am Kader vun der Bréifwal eng onkomplett Dokumentatioun zoukomme gelooss. Déi concernéiert Gemenge waren doropshi vun Inneministère opgeruff ginn, d'Dokument mat den Instruktiounen de jeeweilige Wieler nozerechen.

ad 2. Am Kader vun den Europawale sinn, op Basis vun den Erfarunge bei de legislative Walen, kuerzfristeg Mesurë geholl ginn, fir d'Differenz tëschent der ugefroter Bréifwal an de Bulletins, déi gezielt goufen, ze reduzéieren.

Mam Convocatiounsbréif krut de Wieler gläichzäiteg Instruktiounen (op Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch an Englesch) geschéckt, déi erklären, wéi een seng Stëmme verdeele kann an, fir de Fall vun der Bréifwal, a wéi eng Enveloppe ee sai Walziedel

leë muss. D'Instruktiounen sinn des Weiteren och a „leichter Sprache“ (Däitsch a Franséisch) iwwersat an op <https://klaro.lu/>, <https://guichet.public.lu/>, <https://elections.public.lu/> publizéiert an iwwer de SIGI un d'Gemengen, genau sou wéi un de GRESIL (<https://integratioun.lu/gresil/>) an Info-Handicap verdeelt ginn.

Bei der Bréifwal krut de Wieler mam Walziedel zousätzlech ee Flyer matgeschéckt, op deem bildlech an a verschidde Sproochen erkläert gëtt, wéi d'Bréifwal funktionéiert. Dës Mesurë solle garantéieren, dass de Walziedel gültig ausgefüllt an d'Bréifwal richtig a matzäite verschéckt gëtt.

Donieft ware generell Informatiounen betreffend d'Walen an notament d'Bréifwal och op diversen Internetsäite wéi z. B. <https://jepouxvoter.lu/>, <https://elections.public.lu/>, <https://guichet.public.lu/>, <https://klaro.lu/>, <https://zpb.lu/>, a verschidde Sproochen, inklusiv „leichter Sprache“, an diverse Formater disponibel.

Den 9. März 2024 ass och en Avis betreffend d'Bréifwal an diversen Dageszeitunge publizéiert ginn.

Contrôles frontaliers allemands | Question 0889 (14/06/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Aktuell fanne Kontrollen op der däitsch-lëtzebuergescher Grenz statt wéinst der EM. D'Situatioun ass ganz onkloer. Den Inneminister sot, hien hätt mat senger däitscher Homologin Enn Abrëll geschwat an d'Kontrolle wieren esou am Abrëll net ofgemaach gewiescht. Trotz enger 2. Interventioun, wou de Minister versprach huet, d'Kontrolle géife keng esou Stau méi ausléisen, weess déi Tréierer Police laut RTL awer näischt dovun a mécht d'Kontrollen onverännert weider. Doduerch, dass d'EM de Weekend ugeet, ass net auszuschléissen, dass d'Kontrollen nach ausgewäit ginn. D'Leit wëssen also net, wéi et déi nächsten Deeg a Woche weidergeet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wat huet den Inneminister genau a senger rezentster Interventioun gefuerdert? Wat huet en doropshi versprach kritt?
2. Firwat ginn d'Kontrollen onverännert weider?
3. Wäert sech nach eppes un de Kontrollen änneren?

Réponse (25/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Ech verweisen op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 0792 an op de Communiqué de presse vum 19. Juni 2024, dee publizéiert ginn ass no mengem rezentste Gespréich mat der däitscher Inneministesch, der Madamm Nancy Faeser. An deem Gespréich gouf nach emol iwwer d'Verkéierslag op de Grenziwwergäng geschwat, an ech hunn d'Bundesinnenministerin nach eng kéier ëm eng raisonnabel Ëmsetzung vun de Grenzkontrollen gebieden.

Ech hunn och ënnerstrach, dass ech verstinn, dass d'Sécherheet am Kader vun der Fussball-EM garantéiert gëtt, mee dass de Verkéier fléissend muss bliwen, besonnesch zu de Spëtztstonnen, am Intréss vun de Lëtzebuurger an de Frontalieren.

Den 19. Juni sinn och d'Policedirektioun vu Lëtzebuerg an d'Bundespolizeidirektioun vu Koblenz zesummekomm an hu follgend Mesurë festgehalen, déi ab deem Dag gëllen:

- keng Kontrollposten op de Grenzbrécken;
- zwou Fuerspuren am Baustelleberäich op der A64 (Sauertalbrücke).

Voyages scolaires | Question 0890 (14/06/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

D'Schoulreese mat engem pädagogeschen Interessi (z. B.: Besuch vun engem Musée, kulturell Entdeckung vun enger Stad, ...), mat oder ouni Iwwernuechtung(en), sinn zënter jeehier Deel vun der edukativer Traditioun zu Lëtzebuerg. Bei dese Reese ginn d'Schüler vu verschiddeenen Enseignantë begleet, déi d'Missioun hunn, souwuel d'disziplinär Opsicht iwwer d'Kanner ze garantéieren wéi och hinnen déi néideg pädagogesch Betreuung ze bidden. Während e puer Ubidden (z. B.: Muséeen, Jugendherbergen ...) heiansdo eng „Schoulgrupp“-Formel ubidden, wou eng gewëssen Unzuel u Schülertickete Recht op eng gratis Entrée fir Enseignantë gëtt, ass dat net ëmmer de Fall fir all Ubidden.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ginn d'Schoulreesen an d'Ausland, déi e pädagogeschen Interessi hunn, vun Natur hier als Déngschtreesen fir d'Enseignantën ugesinn, wéi am Règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État?
2. Kann den Här Minister bestätegen, dass d'Enseignantën e Recht op d'Réckerstattung vun den effektiv entstanene Käschten hunn, fir d'Schüler kënnen ze begleeden (z. B.: d'Tickete fir déi virgesinnene Aktivitéit während dese pädagogesche Reesen)?
3. Bleift den Enseignant géint Aarbechtsaccidenter gedeckt, wann hien d'Schüler bei dese Schoulreese begleet?
4. Sinn d'Äntwerte vun Här Minister op déi virdu gestallte Froe fir all d'Klassen aus den öffentliche Schoulen, also ESG, ESC an ESE d'nämmlecht gültig? Wann nee, wéi eng Ënnerscheeder gëtt et hei?

Réponse (06/08/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Schoulreese ginn als pädagogesch Aktivitéit ugesinn a berouen – wat d'Participatioun vun Enseignantë betrëfft – um Prinzip vum der Fräiwëllegkeet. Fir d'Enseignantë gëllen se deemno net als Déngschtreesen am Sënn vum Règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour [...] des fonctionnaires et employés de l'État.

ad 2. Am Enseignement fondamental ginn d'Schoulreese vun de Gemengenautoritéiten a Collaboratioun mam Léierpersonal organiséiert. D'Gemengen iwwerhuelen an deem Kontext d'Transportkäschten esouwéi zousätzlech Fraisen, déi duerch d'Participatioun un enger pädagogescher Aktivitéit (z. B. Ticketen) ufalen.

Am Enseignement secondaire ginn d'Schoulreese vun de Lycéeen organiséiert. An der Reegel kommen d'Enseignantë selwer fir d'Käschten op, déi dobäi entstinn.

ad 3. Laut dem Artikel 1 vum Règlement grand-ducal modifié du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire, deckt d'Assurance accident nieft dem Enseignement och déi sougenannten Activités connexes of; dorënner falen ausdrécklech och d'Schoulreesen.

ad 4. Am Beräich vum Enseignement secondaire gi bei der Organisatioun vu Schoulreese keng Ënnerscheeder tëscht deene verschiddeenen Ordres d'enseignement gemaach.

²⁵ Circulären N° 2024-15, N° 2024-029 an N° 2024-032

Transport d'armes vers Israël | Question **0892** (14/06/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Me référant à la réponse de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Madame la Ministre de la Défense et Monsieur le Ministre de l'Économie à la question parlementaire urgente n° 0835, je tiens à leur poser quelques questions supplémentaires.

Dans leur réponse, Messieurs et Madame les Ministres affirment que les documents vérifiés par le Commissariat aux affaires maritimes auprès de l'armateur du navire de Vertom Odette « confirment qu'il n'y a pas de matériel militaire à bord, mais que le navire transporte entre autres des marchandises dangereuses au sens du code IMDG, dont notamment des produits chimiques pouvant servir à la fabrication de munitions. Les utilisateurs finaux de ces cargaisons sont des entités européennes. »

Messieurs les Ministres affirment également que « rien ne permet de confirmer les allégations selon lesquelles des navires sous pavillon luxembourgeois seraient impliqués dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël ».

Étant donné l'extrême gravité potentielle que constitue le transport d'armes vers un pays dont les actions militaires peuvent constituer un crime de génocide et de la responsabilité des pouvoirs publics qui ne feraient pas assez preuve de mesures de prévention en accord avec la Charte de répression et de prévention du génocide que le Luxembourg a ratifiée, je prie Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Madame la Ministre de la Défense et Monsieur le Ministre de l'Économie de se montrer plus précis :

1) De quelles « entités européennes » s'agit-il ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous assurer que ces entités ne sont pas des filiales de sociétés israéliennes, respectivement que ces filiales ou ces entités n'exercent aucune forme de collaboration avec l'armée israélienne ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils assurer que ces marchandises ne seront pas utilisées à des fins militaires de quelque nature que ce soit qui soient en lien avec l'armée israélienne ?

2) Le CAM, en tant qu'autorité du pavillon, a-t-il sollicité toutes les informations nécessaires concernant la nature de la cargaison de ce navire auprès des autorités des ports concernés et des États ayant autorisé l'export, l'import et le transit des cargaisons ?

3) Me référant à la réponse ad 4) ad 5), Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il détailler les mesures prises par ses services afin de s'assurer que le Luxembourg n'est pas impliqué dans la livraison d'armes vers Israël ?

Réponse (12/07/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) et 2) Le Commissariat aux affaires maritimes (CAM) a réagi avec la diligence nécessaire et appropriée dans ce contexte, afin de pouvoir s'assurer que rien ne confirme les suspicions auxquelles fait référence l'honorable Député quant à l'implication d'un navire luxembourgeois dans la livraison ou le transfert d'armes vers Israël. Il y a lieu de reconfirmer à l'honorable Député qu'il n'y avait pas d'armes à bord du navire en question et que celui-ci ne naviguait pas vers Israël. Aucun manquement n'ayant été constaté non plus par les différentes autorités portuaires impliquées, rien ne permet de soupçonner une activité contrevenant aux règles internationales ni de maintenir ces suspicions.

ad 3) Chaque demande d'autorisation pour l'exportation ou le transit de biens figurant sur la liste militaire de l'UE est analysée au cas par cas par l'Office du contrôle des exportations, importations et du transit (OCEIT) et par la Direction des affaires politiques du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE).

Avant la délivrance d'une autorisation, les obligations internationales du Luxembourg en matière de contrôle d'exportations et de non-prolifération, ainsi que le contexte politique du pays de destination, sont analysés en détail. Pour ce faire, le MAE se réfère à la position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'UE, ainsi qu'aux dispositions des traités et conventions internationaux en matière de désarmement et non-prolifération dont le Luxembourg est membre.

Une autorisation est refusée si elle est incompatible avec la position commune ou avec les obligations légales et internationales du Luxembourg. Cette approche s'applique uniformément à tous les pays.

Finances communales | Question **0893** (14/06/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans un message sur le réseau social « X », Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a écrit :

« Des Weideren, an Zukunft:

- Vill Gemenge musse manner an de Fonds de l'emploi abezuelen
- D'Dotatioun 2024 un d'Gemengen ass ëm 126,7 Milliounen Euro eropgaang
- Ausbezuete vum Fonds communal de péréquation un d'Gemengen
- Ausschaffe vun de Subsidë fir d'Gemengen, zesumme mam Syvicol »

Sachant que l'augmentation de la dotation en 2024 n'est pas le résultat d'une réforme politique, j'aimerais recevoir plus d'informations sur les trois autres réformes annoncées par Monsieur le Ministre.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau comparatif qui reprend les contributions au Fonds de l'emploi par communes pour 2022, et les contributions théoriques si cette réforme annoncée avait déjà été en place ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau qui reprend le montant total du Fonds communal de péréquation ainsi que les montants exacts que chaque commune recevra de ce fonds ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand il prévoit de réformer les contributions au Fonds de l'emploi, la liquidation du Fonds communal de péréquation et la réforme des subsides, sachant que dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0723, il a annoncé d'effectuer les changements au Fonds de dotation globale des communes dans le cadre du budget de l'État 2025 ?

Réponse (31/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert des contributions au Fonds pour l'emploi par commune pour 2022, telles qu'elles auraient été dues si la réforme annoncée avait déjà été en place pour l'année 2022. Un tableau annexé à la présente reproduit ces contributions au Fonds de l'emploi pour 2022 par commune. Je me permets également de vous communiquer la participation directe au produit en Impôt commercial communal (ICC) ainsi que le Fonds de dotation

globale des communes (FDGC) par commune pour l'année 2022.

L'honorable Député s'enquiert également des avoirs au Fonds communal de péréquation conjoncturale. Un tableau annexé à la présente reproduit ces avoirs au total et par commune.

Le projet de loi n° 8409 concernant la réforme des contributions des communes au Fonds pour l'emploi ainsi que le projet de loi n° 8408 portant sur l'abolition du Fonds communal de péréquation conjoncturale, ont été adoptés par le Conseil de Gouvernement en date du 19 juin 2024 et ont été déposés le 3 juillet 2024.

Pour ce qui concerne la réforme des contributions des communes au Fonds pour l'emploi, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle, les communes doivent contribuer ensemble au Fonds pour l'emploi sur base d'un mécanisme complexe de détermination des contributions communales individuelles au fonds qui conduit à des inégalités entre les communes. Le résultat est que depuis 2021, moins d'un tiers des communes y ont contribué : 31 communes en 2021, 28 communes en 2022 et 27 communes en 2023. Par ailleurs, la contribution au fonds de plus de la moitié de ces communes est plus élevée que leurs participations directes aux produits de l'impôt commercial communal. D'ailleurs de nombreuses communes d'une taille importante n'y ont pas contribué depuis 2021, comme notamment la Ville de Dudelange.

C'est également dans le cadre de son avis du 18 novembre 2016 que le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) a considéré que ce mode de calcul « des contributions des communes au Fonds pour l'emploi est non seulement excessivement compliqué, mais n'est surtout accompagné d'aucune argumentation justifiant la hausse très substantielle des contributions de certaines communes (surtout des communes rurales avec une superficie importante), alors que d'autres voient leurs contributions diminuer par rapport aux années précédentes. La solidarité ne devrait jouer pas seulement entre le secteur communal et les demandeurs d'emploi, mais aussi entre l'ensemble des communes. Pour cette raison, le Syvicol plaide pour un système similaire à celui qui [était] en place, où la contribution d'une commune est proportionnelle à ses recettes ICC, ce qui apparaît plus juste et plus équitable²⁶. »

Ce constat était d'ailleurs partagé par les participants aux événements intitulés « soirées pour les élus locaux », qui se sont tenus dans les villes de Diekirch, Esch-sur-Alzette, Luxembourg et dans la commune de Junglinster. Lors de ces rencontres, la proposition de nouvelles modalités de contribution, fondées sur une méthode de calcul directe et proportionnelle, a été accueillie favorablement.

Ce faisant, le projet de loi a pour objet de remédier à ces inégalités sur base du principe de solidarité et de rendre plus juste le système des contributions au Fonds pour l'emploi en définissant de nouvelles modalités de contribution pour les communes. Il a encore pour objet de simplifier les modalités de contribution en introduisant une méthode de calcul directe et proportionnelle des contributions individuelles des communes. Ainsi, en basant la contribution de chaque commune sur sa participation directe au produit en impôt commercial communal généré sur son territoire par rapport au total des participations directes de l'ensemble des communes au produit en impôt commercial, le nouveau système assure que chaque commune contribue en fonction de sa capacité financière. Ces nouvelles modalités

²⁶ Avis du Syvicol du 18 novembre 2016, n° 7036

garantissent une répartition plus transparente et équitable des charges et constituent une application du principe de solidarité entre communes, où celles financièrement les mieux dotées contribuent dans une proportion plus élevée au fonds. La nouvelle méthode de calcul assure également une meilleure prise en compte des situations financières individuelles des communes en mettant en place des modalités de contribution qui s'adaptent aux répercussions financières dues aux conjonctures économiques au niveau local.

Concernant l'abolition du Fonds communal de péréquation conjoncturale, il y a lieu de noter que le Fonds communal de péréquation conjoncturale a été mis sur pied en 1967 pour équilibrer les finances des communes afin de faire face aux diminutions massives des recettes ordinaires des communes ou à une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d'une dépression économique.

Toutefois, les alimentations au fonds ont cessé en 1975 et le dernier prélèvement s'est fait en 1985. L'État a par ailleurs repris tous ses moyens dans le cadre de la Division anti-crise (DAC). Cependant, ce fonds existe toujours en tant que fonds d'argent de tiers auprès du Trésor de l'État et accuse un avoir de 52.191.668,82 EUR depuis mars 2015. Ces considérations mettent en exergue que le fonds a été créé afin de servir en tant qu'instrument de politique conjoncturelle pour coordonner à l'échelon national la politique économique et plus particulièrement la politique conjoncturelle. Cependant l'avoir actuel du fonds ne permettrait plus à ce dernier de remplir cette fonction si les conditions d'accès venaient à être remplies. Dans ce contexte, le fonds ne serait pas à même de fournir une assistance en temps opportun et il ne répond plus aux exigences de la solidarité communale. Au regard des considérations qui précèdent, couplé de cette inertie des avoirs du fonds ainsi que la non-alimentation pendant presque 50 ans de ce dernier, le bien-fondé du Fonds communal de péréquation conjoncturale a également été remis en cause par d'autres acteurs²⁷.

Pour ce qui concerne la réforme des aides en capital du Ministère des Affaires intérieures en matière des équipements collectifs de base, les travaux du groupe de travail avec le Syvicol pour évaluer, voire augmenter ces aides sont en cours.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Paiement en espèces sur guichet.lu | Question 0894 (17/06/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

D'Digitalisation an eiser Gesellschaft kritt eng ëmmer méi grouss a méi wäitreechend Roll. D'Benotze vum Boergeld kritt ëmmer nees nei Limitte gesat. Wann de Leit déi Méiglechkeet, fir mat Boergeld ze bezuelen, geholl gëtt, da kann dat gewëss Gefore mat sech bréngen, awer och scho Problemer bei übleche Verwaltungsgäng.

Wann ee säi Portmonni verléiert oder dëse geklaut kritt, ass dat éischt, wat ee mécht, datt ee seng Bankkaarte späre léisst. Well een d'Carte d'identité an de Führschäin am Reegelfall am Portmonni mat sech dréit, muss een dës staatlech Dokumenter dann natierlech neimaache loossen. Wien dofir an d'Stad Lëtzebuerg bei den Accueil vu Guichet.lu an

²⁷ Avis de la Cour des comptes du 8 novembre 2011, dans le cadre du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012, n° 6350

der Ënneschtgaass geet, dee kann dës staatlech Dokumenter net op der Plaz neimaache loossen, wann e just Boergeld huet an d'Bankkaarte gezwongenermoossen huet misse späre loossen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Firwat kënnen déi besote Verwaltungsgäng, fir staatlech Dokumenter beim Accueil vu Guichet.lu unzufroen, net mat Boergeld bezuelt ginn?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Leit ëmmer sollen d'Méiglechkeet hunn, mat Boergeld ze bezuelen, ganz besonnesch och fir all déi staatlech a kommunal Verwaltungsgäng?

3. Wier et net méiglech, zousätzlech eng Ausnahmeprozedur ze schafe fir dee Fall, wou een esou staatlech Dokumenter wéi d'Carte d'identité an de Führschäin verléiert oder geklaut kritt, déi et erlaabt, dës Dokumenter direkt ze erneieren, awer se zu engem spéideren Zäitpunkt eréischt ze bezuelen?

Réponse (19/07/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Wéi schonns op d'Fro N° 7470 vum 13.1.2023 géintwert, bitt de Guichet.lu-Accueil, gradesou wéi d'Gemengen, de Bierger d'Méiglechkeet, hir lëtzebuergesch Carte d'identité unzufroen a sichen ze kommen. Doriwwer eraus hunn och lëtzebuergesch Netresidenten d'Méiglechkeet, dës Demarche beim Guichet.lu-Accueil ze maachen.

Fir d'Ausstelle vun der Carte d'identité gëtt eng Tax verlaangt, déi ee ka per Virement bezuelen. De Virement muss am Virus gemaach ginn, éier een d'Carte d'identité am Guichet.lu-Accueil ufreet.

Et ass och méiglech, d'Tax mat der Bankkaart oder mam Smartphone ze bezuelen, entweder am Virus online iwwert myguichet.lu oder sur place, de Moment wou d'Carte d'identité ugefrot gëtt. Leit, déi Boergeld virzéien, hunn do derniewent d'Méiglechkeet, am Virus e Versement bei hirer Bank ze maachen.

Am Fall wou een d'Tax am Virus bezilt, muss een eng Preuve de paiement mat an de Guichet.lu-Accueil bréngen, fir d'Carte d'identité unzufroen. Eng vergläichbar Prozedur gëllt och fir d'Erneuerung vum Führschäin. Déi aktuell Prozedur funktionéiert ganz gutt an et sinn eis och weider keng Reklamatiounen an deem Sënn bekannt. Eng zousätzlech Ausnahmeprozedur ze schafen, ass deemno de Moment net virgesinn.

Animaux domestiques au Luxembourg | Question 0896 (17/06/2024) de M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)

Den 12. Juni gouf um RTL driwwer bericht, dass bei Konsdref e Känguru fortgelaf ass. Den 13. Juni gouf um RTL den Artikel aktualiséiert an d'Veterinärinspektioun kouw zu Wuert. Laut der Veterinärinspektioun wier zu Lëtzebuerg bis ewell nach ni eng Autorisatioun, fir e Känguru ze halen, ausgestellt ginn. Weider heescht et: „Am Kader vum Déiereschutzgesetz gëtt et eng positiv Lëscht vun Déieren, déi een dierf halen. Do sinn dann och Konditiounen festgesat. Wann awer elo een en Déier onbedéngt wëll halen, wat net op där positiver Lëscht steet, da brauch en dofir eng Autorisatioun vum Minister.“

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Fir wat fir eng exotesch Déiere goufe bis elo esou Autorisatiounen u Privatpersoune vum Ministère ausgestellt?

2. Ëm wéi vill Déieren handelt et sech, heibäi jee weils opgelëscht no Aart?

3. A wéi ville Fäll gouf eng Autorisatioun refuséiert a fir wat fir eng Déiere war dat?

Réponse (17/07/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Et goufen, baséierend um Art. 5 vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018, 78 Autorisatiounen fir Déieren ausgestellt, déi net op der positiver Lëscht stinn. Déi Autorisatiounen verdeelen sech wéi folgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Déieren, déi virum Akraafttriede vum Déiereschutzgesetz am Besëtzer waren, ginn individuell autoriséiert. D'Zucht mat hinnen ass net erlaabt. An deem Kader goufe bis elo 6 Alpakaen, 7 Lamaen, 3 Schildkröten, 127 Schlaangen, 26 Spannen, 13 Echsen a 6 Pfeilgiftfrösche autoriséiert. Autorisatiounen fir Déieren nom Akraafttriede vum Gesetz kënnen d'Zucht an den Zoukaf erlaben.

ad 3. Vun den agerechten Autorisatiounen gouf bis elo nach keng Demande no der Evaluatioun refuséiert.

Centres pénitentiaires du Luxembourg | Question 0897 (17/06/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

La réponse à la question parlementaire n° 0461 a révélé que sur les 611 détenus au Luxembourg, 465 ne sont pas luxembourgeois. 76 % des prisonniers sont donc de nationalité étrangère, et ce alors que seulement 47 % des résidents luxembourgeois sont étrangers.

Aucune étude scientifique qui prouverait que des immigrant.e.s commettraient des crimes plus souvent que des Luxembourgeois n'existe actuellement. Il paraît donc opportun de citer les résultats de quelques études scientifiques menées dans d'autres pays occidentaux :

– Aux États-Unis, malgré le lien fait couramment dans l'imagination populaire entre augmentation du nombre d'étrangers et augmentation du taux de criminalité, il a été établi que des immigrants y sont moins susceptibles de commettre des crimes que la population née sur le sol américain, et qu'une augmentation d'immigrants dans un quartier n'y est pas corrélée systématiquement à une augmentation du taux de criminalité.

– Des études sur le cas français montrent que si un Français et un étranger ont un nombre semblable de condamnations déjà inscrit sur leur casier judiciaire, les juges jugent leur cas de façon très semblable ; or, parmi les prévenus sans antécédents judiciaires, 2 Français sur 5 (41,8 %) seulement sont condamnés à une peine de prison ferme tandis que près de 4 étrangers sur 5 (77,6 %) le sont²⁸.

– Une étude allemande plus ancienne montre également que par exemple les adolescents turcs et (ex-)yougoslaves résidant en Allemagne étaient traités de façon plus sévère par les juges allemands²⁹ que

²⁸ Discriminations en comparaison immédiate, T. Léonard, Plein Droit 2011/2 (n° 89), 24-27

²⁹ Gleiches (Straf-)Recht für alle? Neue Ergebnisse zur Ungleichbehandlung ausländischer Jugendlicher im Strafrecht der Bundesrepublik, W. Ludwig-Mayerhofer, H. Niemann, Zeitschrift für Soziologie, Jg. 26, Heft 1, Februar 1997, 35-52

les adolescents allemands dans les années 90, et ce nonobstant l'image du juge impartial et objectif.

– Il est également à noter dans ce contexte que, même si dans tous les codes de déontologie pour magistrats l'impartialité et la neutralité sont citées comme des vertus essentielles, des études dans les sciences sociales ont établi que de nombreux facteurs irrationnels peuvent influencer les décisions que prennent les juges : par exemple, des décisions favorables aux détenus sont plus susceptibles de se produire en début de journée et après la pause-déjeuner³⁰.

Partant de ces informations provenant d'autres pays, je voudrais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de personnes ont comparu devant la justice pendant la période 2014-2024 sans avoir eu d'antécédents judiciaires ?

a. Parmi ces personnes, combien de personnes étaient d'origine étrangère et combien avaient la nationalité luxembourgeoise (avec une ventilation, si les données le permettent, pour les Luxembourgeois.e.s racisés.e.s ainsi que pour les personnes étrangères racisées) ?

b. Parmi ces personnes, combien de Luxembourgeois sans antécédents judiciaires ont été condamnés pendant cette période à une peine de prison ferme, et combien d'étrangers sans antécédents judiciaires (avec une ventilation, si les données le permettent, pour les Luxembourgeois.e.s racisés.e.s ainsi que pour les personnes étrangères racisées) ?

c. Sur cette période, combien de personnes de nationalité luxembourgeoise ont bénéficié d'une peine de prison avec sursis ? Combien d'étrangers (avec une ventilation, si les données le permettent, pour les Luxembourgeois.e.s racisés.e.s ainsi que pour les personnes étrangères racisées) en ont bénéficié ?

2) Parmi les détenu.e.s luxembourgeois.e.s actuels, combien ont été condamnés à une peine de prison ferme sans avoir eu d'antécédents judiciaires (avec, si possible, une ventilation pour les Luxembourgeois racisés et non racisés) ? Combien d'étrangers parmi les détenus actuels y ont été condamnés sans avoir eu d'antécédents judiciaires (avec, si possible, une ventilation pour les étrangers racisés et non racisés) ? Serait-il également possible d'obtenir une ventilation des crimes pour lesquels les Luxembourgeois.e.s respectivement les personnes non luxembourgeoises actuellement détenues (avec, si possible, une ventilation selon que la personne est racisée ou non) ont été condamnés ?

3) De façon générale, comment Madame la Ministre voit-elle l'enjeu de la sensibilisation des magistrats et magistrates luxembourgeois aux préjugés et stéréotypes de tout genre (sexisme, racisme, origine, clasisme) ?

4) Y a-t-il des séances, des ateliers ou des workshops qui sont organisés par le ministère sur les biais cognitifs, les préjugés ou les stéréotypes qui peuvent affecter les magistrats ? Dans l'affirmative, sont-ils obligatoires et quel est leur contenu ? Dans la négative, pourquoi pas ?

Réponse (31/07/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

De façon préliminaire, il convient de remarquer que dans les tableaux repris ci-dessous, sont considérées l'ensemble des inscriptions de jugements et arrêts définitifs (décisions coulées en force de chose jugée) au casier judiciaire, prononcées par une juridiction

luxembourgeoise ou étrangère. Les ordonnances pénales ne sont pas prises en compte.

Par ailleurs, pour les besoins de la question de l'honorable Député, uniquement les personnes ayant reçu une première inscription au casier judiciaire durant la période de référence sont considérées. Il est tenu compte des inscriptions enregistrées avant la période de référence pour déterminer s'il s'agit d'une inscription sans antécédents judiciaires ou non.

Il est également important de noter qu'il n'est pas possible de faire la distinction entre personnes racisées et non racisées. Il est uniquement possible de prendre en considération la nationalité des personnes condamnées. Si une personne possède plusieurs nationalités, dont une étant la nationalité luxembourgeoise, elle est considérée comme luxembourgeoise. Si aucune nationalité n'est renseignée dans le système informatique, ces personnes sont comptées comme de nationalité inconnue. Aucune distinction n'est faite en fonction des infractions pour lesquelles les personnes ont été condamnées. Ces chiffres ne tiennent donc pas compte de la gravité des faits constatés. Concernant les peines d'emprisonnement, il est établi une distinction entre la peine d'emprisonnement ferme, le sursis partiel et le sursis total. Les données fournies pour l'année 2024 se basent sur une extraction des données datant du 17 juin 2024.

ad 1) a. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Note de lecture : Des 2.111 personnes sans antécédents judiciaires et ayant reçu une première inscription en 2023, 828 personnes étaient de nationalité luxembourgeoise, 1.183 de nationalité étrangère et 100 de nationalité inconnue.

ad 1) b. et c. (Tableaux et figure à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Note de lecture : Des 2.111 inscriptions sans antécédents judiciaires en 2023 (Tableau 1), 488 ont été condamnées à une peine d'emprisonnement (Tableau 3), dont 112 à du prison ferme, 123 à du sursis partiel et 253 à du sursis total. La Figure 1 montre qu'à 52 % des condamnations avec une peine d'emprisonnement en 2023 un sursis total est accordé alors que dans 23 % des cas, une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée. Dans 25 % des cas, un sursis partiel a été prononcé.

ad 2) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) et 4) La sensibilisation des magistrats et magistrates luxembourgeois aux préjugés et stéréotypes de tout genre est un sujet important qui devrait faire partie de la formation de chaque magistrat. Des séances, ateliers et workshops ne sont pas organisés par le Ministère de la Justice, alors que ce domaine ressort de la compétence des autorités judiciaires.

.....
Cancer de la peau | Question 0903 (18/06/2024) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

Dat statistesch Bundesamt huet rezent matgedeelt, datt an Däitschland d'Zuel vun den Hautkriibserkrankungen tëscht 2002 an 2022 staark zougeholl hätt, an zwar ëm 75 %. D'Fäll vun hellem Hautkriibs hätten sech méi wéi verduebelt. De schwaarzen Hautkriibs (Melanom) wier ëm 14 % gestigen.

D'Zuel vun den Doudesfäll wéinst Hautkriibs ass an deem Zäitraum ëm 65 % geklommen. D'Zuel vun den Doudesfäll wéinst Kriibs ass an deem selwechten Intervall just ëm 10 % eropgaangen. Dës

Augmentatioun vun den Zuele léisst sech ënnert anerem dorobber zeréckféieren, datt an Däitschland zanter 2008 all Versécherter ab 35 Joer all zwee Joer un engem Depistage fir Hautkriibs kann deelhuefen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheitsministesch folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Hautkriibs goufen zanter 2013 am Registre national du cancer (RNC) erfaasst?

2. Madamm Ministesch, wier et net sënnvoll, och hei zu Lëtzebuerg een nationalen Depistage fir Hautkriibs anzeféieren? Falls net, aus wéi enge Grënn?

Am RNC gi just d'Melanomen, also d'Fäll vu schwaarzem Hautkriibs, gezielt.

3. Kann d'Madamm Ministesch präziséieren, firwat net och d'Fäll vu wäissem Hautkriibs am RNC gesammelt ginn? Wier et eng Iwwerleeung wäert, an Zukunft och dës Zort Hautkriibs am RNC ze erfaassen?

Réponse (15/07/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Beim Hautkriibs ënnerscheet een zwëschent dem Melanom (schwaarzen Hautkriibs) an den Net-Melanom-Hautkriibsaarten (och heiansdo wäissen Hautkriibs genannt), op Englesch: Non-melanoma skin cancer (NMSC), wat haaptsächlech d'histologesch Forme vun „carcinome basocellulaire“ (BCC) an dem „carcinome spinocellulaire“ (SCC) sinn.

D'Tableauen 1 an 2 weisen déi nei Fäll an d'Doudesfäll duerch déi verschidde Forme vun Hautkriibs zu Lëtzebuerg. D'Interpretatioun vun den Donnéeën muss mat Virsicht gemaach ginn, well een net mat Sécherheet ka soen, ob d'Donnéeën exhaustiv sinn. Och bei den däitschen Donnéeën, déi déi honorabel Deputéiert an hirer Fro zitéieren, weist d'„Statistisches Bundesamt“ dorop hin, dass dës net onbedéngt ganz korrekt sinn, well z. B. de Risiko besteet, dass Patienten an Däitschland duebel gezielt goufen, wann si noeneen a verschidde Spideeler behandelt goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et gesäit ee kloer, dass déi nei Fäll vu Melanome konstant iwwert d'Joren zouhuelen. Bei den NMSC geet d'Zuel rapid erof säit 2016. Dëst ass drop zeréckzeféieren, dass d'Collecte vun den Donnéeën bei den NMSC net komplett ass (weider Detailler dozou ënnert dem Punkt 3).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Doudesfäll duerch béid Forme vun Hautkriibs si relativ konstant iwwert d'Joren, mat verschidde Variatiounen, bedéngt och duerch déi kleng Zuel vu Fäll.

ad 2. Den Hautkriibs (Melanom an NMSC) ass eng vun de Kriibszorten, déi ee potentiell relativ liicht evitéiere kann. Den Haaptrisikofacteur, nämlech d'Expositioun an d'Sonnestrålung, kann een duerch e korrekt Verhalen einfach reduzéieren (primär Preventioun), an d'Fréierkennung ass einfach doduerch, dass suspekt Läsiounen einfach detektéiert kënnen ginn (sekundär Preventioun).

D'Gesondheidsdirektioun mécht reegelméisseg am Summer Preventiounscampagnen, fir dass d'Leit sech géint d'UV-Strale schützen (z. B. de Schiet opsichen, Sonnecrème benotzen, laang Kleeder droen, de Kapp bedecken, Sonnebrëll undoen, Vermeiden, an der Mëttesstonn dobaussen ze sinn, am beschte keng Sonnebänken (Bronzage artificiel) benotzen, ...). D'Dokteren an aner Gesondheitsberuffer sinn och wichteg Vecteure vun dëse Preventiounsmessages.

Eng fréi Diagnos erméiglecht et, déi meeschte Fäll vun Hautkriibs ze traitéieren an ze heelen. Dofir

³⁰ « Qu'a mangé le juge à son petit-déjeuner ? » De l'impact des conditions de travail sur la décision de justice, S. Danziger, J. Levav, L. Avnaim-Pesso, Les Cahiers de la Justice, 2015/4 (n° 4), 579-587

sollen d'Leit, wa si Ännerungen op hirer Haut feststellen, esou schnell wéi méiglech dëst bei engem Dokter ofkläre loossen.

D'Fro stellt sech dofir effektiv, ob e systemateschen Depistage vun der Populatioun Sënn géif maachen oder net.

Verschiede wëssenschaftlech Evaluatiounen iwwert den Notze vun esou engem Programm goufe gemaach, ouni dass do e kloert Argument fir oder géint ee systematesche Programm degagéiert konnt ginn. Déi rezentst Evaluatioun gouf vun der „US Preventive Services Task Force (USPSTF)“ am Joer 2023 publiéiert a kënt zur Conclusioun: „The USPSTF concludes that the current evidence is insufficient to assess the balance of benefits and harms of visual skin examination by a clinician to screen for skin cancer in adolescents and adults.“

An deem Kontext ass et och wichteg drop hinzeweisen, dass d'Europäesch Unioun net op de Wee vun engem systemateschen Hautkriibsdépistage geet an der rezenter „recommandation du Conseil sur le renforcement de la prévention par la détection précoce : une nouvelle approche de l'Union européenne en matière de dépistage du cancer, remplaçant la recommandation 2003/878/CE du Conseil“ vun 2003.

Och den däitsche „Krebsinformationsdienst“ vum „Deutschen Krebsforschungszentrum (DKFZ)“, deem iwwert den „Hautkrebs-Screening“ kommunizéiert, weist op méiglech Nodeeler vun deem Programm hin, z. B. falsch Diagnosen an eng Iwwerdiagnos, a recommandéiert, dass all Persoun individuell mat sengem Dokter ofkläre soll, ob en um Programm deelhält oder net.

Baséiert op dësen Iwwerleeunge proposéiert Lëtzebuerg aktuell kee systematesche Screening-Programm fir seng Populatioun. Et ass awer duerch warscheinlech, dass nei Technologien, ënnerstëtzt duerch eng Interpretatioun mat Kënschtlecher Intelligenz, an der noer Zukunft den Notze vun engem Screening-Programm positiv beaflosse kënten. D'Direktioun vun der Santé wäert esou Entwécklung ganz genau am A behalen, fir eventuell hir Positioun géintwärtig engem systematesche Programm ze adaptéieren.

ad 3. Vun 2013 bis 2016 huet den Nationale Kriiberegëster (RNC) och Net-Melanom-Hautkriibs (NMSC) enregistriert. Dunn 2017, an enger Reunion mat dem klinische Grupp „cancer de la peau“, gouf d'Problematik vun der Netexhaustivitéit vun den Donnéeën fir den NMSC beschwat, an et gouf zesumme mat der Société luxembourgeoise de dermatologie decidéiert, sech léiwert op de Melanom ze konzentréieren an den NMSC net méi ze enregistrieren.

Lëtzebuerg ass mat där Decisioun keng Ausnam. Et bestinn europawäit an och international wéineg fiabel epidemiologesche Donnéeën iwwert den NMSC, well et eebe ganz schwéier ass, do komplett Donnéeën ze erhiewen. Dëst ass bedéngt duerch déi grouss Zuel vu Fäll, déi héich Käschte fir d'Collecte vun den Donnéeën an d'Schwieregkeeten, un d'Informatiounen ze kommen. Et ass effektiv esou, dass d'Diagnos an d'Behandlung vun dëser Kriibszort vu ville medezinesche Spezialitéite gemaach gëtt, oft och ambulatorie (wat den Zougrëff op ee medezineschen Dossier méi schwéier mécht wéi an engem Spidol), heiansdo ouni histologesch Ënnersichung a mat verschidde Treatmenten (Cryotherapie oder Optréng vum engem lokale Medikament). Och kënnen bei Hautkriibs ëfters multiple Läsionen virleien, wat dann d'Fro vun den eenheetleche Reegele fir den Enregistrement stellt (ass et ee Patient oder sinn et méi Hautkriibsfäll), fir dass d'Donnéeën

vergläichbar bleiwen, och iwwert d'Zäit an zwëschen Länner.

Den RNC ass sech awer bewusst, dass d'Theema vum wäissen Hautkriibs relevant bleift a probéiert, eng europawäit eenheetlech Léisung ze fannen am Kader vum European Network for Cancer Registries (ENCR), wou Lëtzebuerg elo Member ass.

.....
Pharmacie au profit de la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Ärenzdall | Question 0904 (18/06/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Il y a un peu plus d'une année, le 10 mai 2023, j'avais plaidé en faveur de la création d'une pharmacie au profit de la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Ärenzdall, le cas échéant sur le territoire de la commune de Bettendorf (question parlementaire n° 7977). En effet, la population de ces quatre communes ne cesse de croître. Elle s'élèvera vraisemblablement autour de quelque 10.000 personnes d'ici la fin de l'année. Sachant également que la population de la « Nordstad » est, elle aussi, en train de croître et qu'elle augmentera sensiblement au cours de cette décennie, il semble être fondé d'argumenter en faveur de l'implantation d'une pharmacie dans la région mentionnée ci-avant.

Hélas, dans sa réponse du 25 mai 2023, l'ancienne Ministre de la Santé, après avoir effectué une analyse statistique, m'avait précisé que « basé sur des critères objectifs de population, d'activité médicale et de distance géographique, il est actuellement difficile de justifier la création d'une nouvelle officine de pharmacie dans la région concernée », avis qu'il m'était difficile de partager entièrement au vu de l'évolution démographique.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Madame la Ministre se rallie-t-elle aux réflexions de son prédécesseur ?
- 2) Madame la Ministre aurait-elle déjà été contactée par la commune de Bettendorf en vue de l'ouverture d'une nouvelle officine dans la région ? Dans l'affirmative, quelles auraient été les conclusions d'un éventuel échange ?
- 3) Quelles sont les communes du pays qui se verront octroyer, le plus probablement, une pharmacie nouvelle, l'accord de coalition de 2023 précisant que, « dans un souci d'améliorer l'accès aux médicaments, le Gouvernement envisage, en tenant compte de la croissance démographique, d'augmenter le nombre de pharmacies et de rendre les réglementations sur l'implantation d'une pharmacie moins restrictives » ?
- 4) Qu'entend-on précisément par la formule « rendre les réglementations sur l'implantation d'une pharmacie moins restrictives » ?

Réponse (05/07/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Tout en renvoyant à mes explications produites dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n° 0484 du 15 mars 2024 de l'honorable Député Monsieur Jeff Engelen en ce qui concerne les critères relatifs à la création de nouvelles concessions de pharmacie et compte tenu de l'évolution démographique dans la région concernée, il y a lieu de reconsidérer la position prise à l'époque quant à la nécessité de création d'une nouvelle officine dans la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Ärenzdall.

ad 2) La soussignée a été effectivement contactée par la commune de Bettendorf en vue de l'ouverture

d'une nouvelle officine dans la région concernée et il a été conclu qu'en application des critères d'attribution d'une nouvelle concession de pharmacie visés ci-dessus, une décision quant à la nécessité de création d'une nouvelle officine dans la région Tandel-Bettendorf-Reisdorf-Ärenzdall serait à prendre dans les meilleurs délais.

ad 3) Les communes qui se verront attribuer, le plus probablement, une nouvelle officine sont celles qui remplissent notamment les critères d'attribution détaillés dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n° 0484 précitée, à savoir plus précisément l'évolution démographique ainsi que la densité médicale.

ad 4) Il y a lieu d'entendre par cette formule tirée de l'accord de coalition de 2023, que l'attribution de nouvelles concessions de pharmacie doit se faire en fonction de critères évolutifs tels que plus amplement détaillés dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n° 0484 précitée et notamment la proximité d'infrastructures hospitalières, la démographie, la densité médicale, la situation géographique, l'accessibilité routière et la proximité de zone d'activités.

.....
PET-Scan | Question 0905 (18/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Les pannes successives au seul PET-Scan luxembourgeois qui sera sous peu rejoint par une deuxième machine essentielle à la détection de certains cancers ont conduit à des retards dans l'examen et le diagnostic des patients concernés. Ces retards seront, selon Madame la Ministre, résorbés dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Étant donné que tout retard, outre le diagnostic tardif, peut être très angoissant pour les patients concernés, j'aimerais savoir si des accords avec nos pays voisins, notamment les services spécialisés de Trèves, existent actuellement respectivement des envisagés pour se dépanner mutuellement en cas de tels incidents.
- 2) Dans cette éventualité, des rendez-vous alternatifs pourraient-ils être arrangés par les centres respectifs pour les cas les plus urgents ?
- 3) De tels « dépannages » mutuels existent-ils dans d'autres spécialités, tant au niveau du pays qu'avec des centres spécialisés dans les régions voisines ?

Réponse (15/07/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Il est à souligner que les examens ayant dû être reportés sont reprogrammés dans les meilleurs délais dans le cadre de plages additionnelles en journée ouvrable ou le samedi. En complément, il y a eu des prises de contact avec les établissements hospitaliers des pays voisins afin de vérifier les disponibilités de plages pouvant être proposées aux patients dont l'examen a été reporté au centre national PET au CHL. À ce stade, seul un établissement hospitalier à Bruxelles a annoncé avoir des disponibilités de plages d'examen PET-CT. Les pourparlers avec les établissements à Trèves et à Nancy sont en cours.

ad 2) Comme précisé dans la réponse à la question 1, des pourparlers avec des établissements hospitaliers des pays voisins sont actuellement en cours.

ad 3) En cas de besoin, des prises de contact ponctuelles se font afin d'orienter les patients concernés vers les centres spécialisés dans les régions voisines.

Alors que le centre national PET n'est doté à ce stade que d'une seule machine jusqu'à l'exploitation d'un deuxième PET-Scan dès le premier trimestre 2025, il est projeté de mettre en place un PET-CT en location pendant six mois afin de sécuriser l'exploitation de l'équipement national jusqu'à la mise en exploitation du 2^e PET.

En ce qui concerne d'autres services spécialisés, comme le service national de radiothérapie ou les services de radiologie, divers équipements et appareils sont à disposition, permettant de prendre en charge des rendez-vous en cas de dysfonctionnement d'une des machines.

Contrôles de nouveaux bâtiments par les communes | Question 0907 (19/06/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Beim Wunnensbau hunn d'Gemenge vill Verantwortung. Esou sinn d'Gemengen zoustänneg fir d'Baugeneemegungen op hirem Territoire. D'Baugeneemegung gëtt ausgestallt, wann ee Bauplang konform ass mat de Gesetzer, Gemengereglementer a grossherzogleche Reglementer, déi an der Matière existéieren.

Mat der Baugeneemegung dierf ee Bauhär dann ufänke mat bauen. D'Gebai muss dann no de Pläng gebaut ginn. No der Fäerdegstellung vum Gebai muss d'Gebai esou stoen, wéi et um Bauplang uginn ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Wunnensbau dës Froe stellen:

1. Wat muss eng Gemeng nom Fäerdegstelle vum engem Wunngebai kontrolléieren?
2. Falen ënnert d'Kontrollen duerch d'Gemeng och technesch Aspekter, wéi zum Beispill, dass d'Ofwaasserleitungen esou installéiert sinn, wéi se um Bauplang agezeechent waren?
3. Wéi muss eng Gemeng handelen, wann de Bau net dem Bauplang entsprécht, fir deen d'Baugeneemegung erdeelt gouf?
4. Wéi eng Derogatioun kënne gemaach ginn, wann ee Wunngebai net der Baugeneemegung entsprécht?
5. Ab wéini kann d'Gemeng fuerderen, dass ee Bau muss ofgeännert ginn, wann en net dem Bauplang entsprécht, fir deen d'Baugeneemegung erdeelt gouf?
6. U wie kënnen d'Bierger:innen (zum Beispill concernéiert Noperen) sech wenden, wann si wëssen, dass ee Gebai net der Baugeneemegung entsprécht?

Réponse (23/07/2024) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures

Wat de Buergermeeschter nom Fäerdegstelle vum engem Wunngebai muss kontrolléieren, ass net gesetzlech gereegelt. Dat ofgeännert Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain gesäit keng Receptioun vu fäerdeggestallte Wunnenge vir. Deemno kann de Gemengerot am Bautereglement selwer Prozedur fir d'Receptioun vu Gebaier virginn. Wat genau ënnert d'Kompetenz vum Buergermeeschter fält am Kader vun der Receptioun vum Chantier, kann de Gemengerot och am Bautereglement festhalen.

Am Fall, wou de Bau net de geneemegte Pläng vun der Baugeneemegung entsprécht, gëtt et zwou Méiglechkeeten:

– Wann de Bau just ganz minimal divergéiert par rapport zu der Baugeneemegung, da gëtt et eng

Toleranz, déi vun de Verwaltungsgerichter festgehale gouf³¹. Et handelt sech heibäi ëm d'Applikatioun vum Prinzip „de minimis“³². Deemno gëtt et keng Konsequenz fir ee Bauhär, deen z. B. eng Konstruktioun e puer Zentimeter méi héich gebaut huet, wéi d'Baugeneemegung et virgesäit.

– Falls de Bau awer lo méi substanzieel divergéiert par rapport zu der Baugeneemegung, da muss de Buergermeeschter e Baustopp veruerdnen, an dee concernéierte Bauhär muss sech der Baugeneemegung conforméieren. Falls déi concernéiert Persoun dëszer Opfuerderung vum Buergermeeschter net nokënnert, riskéiert si och, strofrectleche Poursuitten ausgesat ze ginn. Beim Ausféiere vun enger Baugeneemegung si keng Derogatiounen méiglech. Deemno muss d'Baugeneemegung genausou exekutéiert ginn, wéi se accordéiert ginn ass, an zwar an de Grenze vun der Toleranz, déi d'Verwaltungsgerichter toleréieren.

Wann ee Bierger der Meenung ass, dass eng Baugeneemegung falsch exekutéiert ginn ass, kann e sech un déi concernéiert Gemeng adresséieren. Déi kann da wéi gesot e Baustopp veruerdnen, an de concernéierte Bauhär riskéiert dann eebenfalls, jee no deem wéi schlëmm de Verstouss ass, strofrectlech Poursuitten.

Amélioration des transports publics entre Echternach et Luxembourg-ville | Question 0908 (19/06/2024) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

Fir d'Nationalstrooss N11 – Haaptverkéiersoder tëschent dem Raum Jonglënster/Iechternach an der Haaptstad – gëtt et scho méi laang Pläng, déi sech nach ëmmer am Stadium vun der Etüd befannen. Ugeduecht waren notament Aarbechte fir eng Busspuer vu Gonnereng op de Waldhaff, déi den öffentliche Transport sollte méi effikass an esou méi attraktiv maachen. Well de Projet vun der Busspuer op der N11 eng Rei Schutzgebäidder duerchleef respktiv touchéiert, ass en autorisatiounstechnesch komplex.

Weider steet d'Méiglechkeet am Raum, eng eventuell Busspuer um Echangeur Waldhaff anzerichten. Dës Busspuer um Enn vun der A7 kéint hëllefen, de Stau um Enn vun der Nordstrooss ze verréngeren, deen sech sengersäits an éischer Linn aus dem Réckstau vun der A1 Richtung Stad ergëtt.

An deem Kontext huet de fréiere Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten den 2. Juni 2023 am Kader vun enger Emissioun um Radio ugekënnegt, zousätzlech Buslinne mat Depart zu Iechternach bis op d'Gare centrale anzeféieren.

An deem Zesammenhang wollt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéini ginn déi ugekënnegt, zousätzlech Buslinne mat Depart zu Iechternach en place gesat?
2. Gëtt et Fortschrétt bei der Etüd iwwert eng méiglech Busspuer op der Nationalstrooss N11? A wéi engem Zäitfenster soll d'Etüd ofgeschloss sinn?
3. Wéi positionéiert sech d'Madamm Ministesch zur Optioun vun enger Busspuer um Enn vun der A7?

Réponse (24/07/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéi am PNM 2035 virgesinn ass ugeduecht, esou eng Buslinn anzeféieren, wann déi entspriechend

Infrastrukturen en faveur vum Bus operationell sinn. Zousätzlech zu deenen heidrënner beschriwwenen Infrastrukturen handelt et sech dobäi ëm déi vun engem Corridor à haut niveau de service (CHNS) pour bus tëscht dem neie Pôle d'échanges um Héienhaff beim Findel an der Stater Gare. D'Planung vun dësen Infrastrukture geet Hand an Hand mat der Planung vum zukünftege Buskonzept. Béid sinn awer nach an engem fréie Stadium, sou dass d'Mise en place vun där Buslinn éischer laangfristeg ze verstoen ass.

ad 2. Déi geplangte bidirektional Busspuer tëscht Gonnereng an dem Echangeur Waldhaff op der Nationalstrooss N11 huet eng Gesamtlängt vu ronn 5,75 Kilomeeter. Op bal der ganzer Längt vum Projet verleeft d'N11 duerch d'Habitatzon Natura 2000 vum Gréngewald an zum Deel duerch Quelleschutzzone vum Anzuchsgebitt vun der Stad Lëtzebuerg.

Fir déi geplangte Busspuer an der Mëtt vun der Fuebunn ze realiséieren, si lokal Verbreederunge vun der N11 néideg. Fir d'Busspuer bidirektional op der N11 ze bedriewen (moies a Richtung Echangeur Waldhaff an owes a Richtung Gonnereng) gëtt eng dynamesch Gestiou vun de Spuere gebraucht, wou op all 280 Meeter Portaler mat Liichtsignaler amenagéiert ginn, fir d'Buschaufferen*innen an d'Automobilisten*innen iwwert déi aktuell Richtung vun der Busspuer ze informéieren.

An der Optik vun enger effizienter Planung vun der Busspuer, an domadder den öffentliche Transport schnellstméiglech ze optimiséieren, wat dem*der Busbenutzer*in déi gréisstméiglech Zäiterspuernis op der N11 bitt, ass de Projet vun der Busspuer an dräi Sektioonen ënnerdeelt gi mat folgender Prioriséierung:

1. Ëmgestaltung vun der Kräizung N11/CR126 um Waldhaff:

D'Etüd fir Ëmgestaltung vun der Kräizung N11/CR126 mat enger Mëttel-Busspuer um Waldhaff mat Prioriséierung fir de Bus duerch eng Liichtsignalanlag an Integratioun vun enger Beschleunegungsspuer op der N11 a Richtung Lëtzebuerg um CR126 kommand ass ofgeschloss. D'Ausschreiwungsdossiere fir de Génie civil an d'Liichtsignalanlag sinn an de Joren 2020 an 2021 approvouiert ginn. D'Realisatioun vun der Liichtsignalanlag kann ausgeschriwwen ginn, soubal déi néideg Autorisatiounen virleien.

D'Autorisatioun vun der Naturverwaltung steet nach aus. D'Autorisatioun vum Waasserwirtschaftsamt ass 2020 ausgestallt an 2022 verlängert ginn. Dës ass awer am Mee 2024 ausgelaf. Soubal d'Geneemegung zum Naturschutz virläit, gëtt eng nei Demande fir d'Autorisatioun vum Waasserwirtschaftsamt gestallt.

2. Sektiooun Echangeur Waldhaff bis Kräizung N11/CR126 um Waldhaff:

D'Etüd vum Génie civil fir den detailléierte Virprojet, och APD genannt (Avant-projet détaillé), vun der Sektiooun Echangeur Waldhaff bis op d'Kräizung N11/CR126 mat der Lénksobfierspuer fir de Bus op déi südlech Opfaart vun der Autobunn A7 ass gutt fortgeschritt. Zesumme mat dem Waasserwirtschaftsamt gouf en Entwässerungsprinzip an de Waasserschutzzonen opgestallt, deen an de Projet integréiert ass. Den detailléierte Virprojet vum Génie civil kéint kuerzfristeg finaliséiert ginn. Dono kéinten och déi respktiv Demandé fir d'Geneemegungen un d'Waasserwirtschaftsamt an un d'Naturverwaltung gestallt ginn.

Am Kader vun dësem Projet sollen och déi 2 Liichtsignalanlagen um Autobunnsechangeur un déi nei Spuerféierung a Brëtellen adaptéiert ginn. Den detailléierte Virprojet fir dës Liichtsignalanlage kéint

³¹ Arrêt vun der Cour administrative, Nummer 33689 C vum Rôle

³² Ënnert „de minimis“ ass ze verstoen, dass eppes esou kleng ass, dass et keng Bedeitung huet.

weidergefuert ginn, soubal d'Planung vum Génie civil an de Planning bis virläit.

3. Sektouen Kräizung N11/CR126 um Waldhaff bis an d'Entrée vu Gonnereng:

D'Etüd fir den detailléierte Virprojet ass lancéiert.

Dobäi ass nach ze soen, datt mat den Etüde vun de Sektouen 2 an 3 weidergefuert gëtt, soubal d'Sektouen 1 vun der Ëmgestaltung vun der Kräizung N11/CR126 um Waldhaff realiséiert ass.

ad 3. D'Optiouen vun enger Busspuer um Enn vun der Autobunn A7 gouf schonns e puermol ënnersicht.

Déi rezentst verkéierstechesch Analysen aus dem Joer 2023 weisen effektiv, datt esou eng Busspuer op der Autobunn A7 täschend dem Echangeur Stafelter an dem Kierchbierg sënnvoll ass, well e mëttleren Zäitgewënn pro Bus an der Moiespëtzt vu ronn 10 Minuten am Verglach zu der haiteger Situatioun ze erwaarden ass, wann dës Standspuer (BAU – Bande d'arrêt d'urgence), kombinéiert mat enger Busspuer op der Nationalstrooss N11 ëmgesat gëtt. Well fir dës Busspuer awer net genuch Plaz op der Standspuer vun den 2 Viadukten op der Autobunn A7 ass, missten dës verbreedert ginn.

Entspriechend Etüde goufe schonns 2009/2019 gefouert, mee hunn awer keng zefriddestellend Léisunge fir d'Busspuer an déi ganz allgemeng Problematik vum Réckstau vum Verkéier bis an den Tunnel Stafelter identifizéiert.

Et kann awer elo schonns gesot ginn, datt den zäitliche Gewënn duerch d'Mesuren op der Nationalstrooss N11 méi grouss ass wéi fir d'Mesuren op der A7. D'Projeten op der N11 ginn deemno prioritär verfollegt.

Salaire social minimum | Question 0909 (19/06/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Lors de la séance plénière du 28 février 2024, Monsieur le Ministre du Travail avait annoncé vouloir soumettre en mars 2024 un projet de loi visant la transposition de la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne pour approbation au Conseil des ministres. En réponse à ma question élargie Monsieur le Ministre avait précisé en matière de fixation du montant du salaire social minimum que, je cite : « Jo, also Diskussionsstoff ass et sécher, an e wäert jo wuel kaum erofgoen, awer wéi de Montant elo wäert fixéiert ginn, wéi gesot, do hu mer nach net driwwer diskutéiert. Mee et ass awer Gesprächsstoff an et ass schonn d'Thema. »

Monsieur le Premier ministre a récemment pris position sur ce même sujet dans un entretien accordé au magazine digital Reporter.lu pour exclure toute augmentation du salaire social minimum qui irait au-delà de l'adaptation biannuelle de ce dernier à l'évolution des salaires.

Or, la directive européenne en question – bien qu'elle n'impose pas aux États membres de respecter certains seuils en matière de salaires sociaux minimaux bruts – les oblige néanmoins d'établir des procédures pour la fixation et l'actualisation de ces salaires bruts tout en tenant compte de critères énumérés par la directive, dont e. a. le pouvoir d'achat des salaires minimaux légaux, compte tenu du coût de la vie.

Ces procédures et la prise en compte de critères comme le pouvoir d'achat pour la fixation du niveau du salaire social minimum brut seraient d'autant plus importantes au vu de la progression préoccupante du taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg (14,7 % en 2023 selon Eurostat).

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre a-t-il soumis le projet de loi en question pour approbation au Conseil des ministres ?

2) Dans l'affirmative à la question précédente, votre projet a-t-il été approuvé par le Gouvernement réuni en conseil ? Pour quand le dépôt du projet de loi est-il prévu tout en sachant que la date limite pour la transposition de la directive en question est fixée au 15 novembre 2024 ?

3) Dans la négative à la première question, quelles sont les raisons pour le retardement du projet de loi ?

4) Monsieur le Ministre partage-t-il l'appréciation de Monsieur le Premier ministre qui exclut une augmentation du salaire social minimum au-delà de l'adaptation biannuelle à l'évolution des salaires prévue par la loi ?

5) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la non-augmentation du montant brut du salaire social minimum refléterait l'esprit de la directive européenne ?

6) Monsieur le Ministre a-t-il pris ou prévoit-il de prendre en compte des données statistiques socio-économiques pertinentes pour prendre une décision en matière de fixation du montant brut du salaire social minimum en tenant compte de critères prévus par la directive ? Si oui, lesquelles ?

7) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une augmentation substantielle du salaire social minimum au-delà de l'adaptation biannuelle prévue par la loi pourrait contribuer à réduire le taux de la pauvreté laborieuse au Luxembourg ?

Réponse (15/07/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) à 3) L'avant-projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne figure à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement du 17 juillet 2024 en vue de son approbation.

Le projet de loi apporte des modifications ponctuelles aux dispositions du Code du travail relatives au salaire social minimum, jugées nécessaires en vue d'assurer une transposition complète de la directive.

Cela étant dit, le Ministère du Travail est optimiste que le projet de loi en question pourra être voté dans les plus brefs délais.

ad 4) et 5) Pour les États membres qui disposent d'un salaire minimum légal, dont notamment le Luxembourg, le chapitre II (articles 5 à 8) de la directive 2022/2041 s'applique. Ce chapitre traite de la procédure de fixation de salaires minimaux légaux adéquats (article 5) ; des variations et retenues (article 6) ; de la participation des partenaires sociaux à la fixation et à l'actualisation des salaires minimaux légaux (article 7) ainsi que de l'accès effectif des travailleurs aux salaires minimaux légaux (article 8).

De manière générale, il y a lieu de noter que le salaire social minimum luxembourgeois remplit en grande partie les critères de l'article 5 de la directive. Le fait que le Gouvernement luxembourgeois est obligé de soumettre toutes les deux années un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus à la Chambre des Députés, et en proposant, le cas échéant, un relèvement du niveau du salaire social minimum, mène à une constante réévaluation et une mise à jour du niveau du salaire social minimum.

En plus, l'adaptation à l'indice des prix à la consommation des salaires au Luxembourg, y compris bien

sûr des salaires sociaux minima, garantit le maintien du pouvoir d'achat des salariés au Luxembourg.

Ceci constitue en effet un élément important car la directive précise dans son considérant 28 que : « Parmi d'autres instruments, un panier de biens et de services à prix réels établis au niveau national peut contribuer à déterminer le coût de la vie dans le but d'atteindre un niveau de vie décent. »

L'interaction entre le mécanisme d'adaptation structurelle du salaire social minimum prévu par la loi et le système de l'indexation assure un caractère adéquat du salaire social minimum luxembourgeois, de sorte qu'il n'y a pas besoin de se référer à d'autres valeurs de référence indicatives couramment utilisées au niveau international et que la directive suggère uniquement en guise d'exemples.

Cela étant, la transposition de la directive en question n'aura comme conséquence ni une adaptation du niveau actuel du salaire social minimum luxembourgeois ni d'ailleurs une mise en cause du mécanisme de son adaptation périodique car l'objet primaire de la directive consiste à établir des exigences minimales à l'échelle de l'Union européenne, à définir des obligations procédurales pour le caractère adéquat des salaires minimaux légaux et à améliorer l'accès effectif des salariés à la protection offerte par des salaires minimaux, sous la forme d'un salaire minimum légal lorsqu'il existe, ou sous la forme prévue dans des conventions collectives de travail.

En ce sens l'avant-projet de loi reflète parfaitement l'esprit de la directive.

ad 6) L'article 5 de la directive prévoit que les critères nationaux en vue de la fixation et de l'actualisation du salaire social minimal doivent comprendre au moins les éléments suivants : le pouvoir d'achat des salaires minimaux légaux, compte tenu du coût de la vie ; le niveau général et la répartition des salaires ; le taux de croissance des salaires ainsi que les niveaux et évolutions de la productivité nationale à long terme.

Force est de constater que le Code du travail ne prévoit pas de critères précis qui sont à prendre en considération en vue de la fixation voire l'actualisation du salaire social minimum luxembourgeois.

En effet, l'article L. 222-2 dispose uniquement que le Gouvernement soumet à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.

Afin d'éviter une transposition incomplète de la directive, les éléments susmentionnés par l'article 5, paragraphe 2, seront repris dans le Code du travail.

Cependant, il y a lieu de noter qu'actuellement ces éléments sont déjà pris en compte dans le cadre de l'établissement du rapport prévu à l'article L. 222-2 du Code du travail.

ad 7) La seule augmentation substantielle du salaire social minimum au-delà de l'adaptation biannuelle prévue par la loi n'est pas suffisante afin de réduire le taux de la pauvreté laborieuse.

En effet, il y a lieu de tenir compte d'autres facteurs qui impactent le budget des ménages au Luxembourg.

À titre d'exemple, on peut notamment citer la pénurie de logements abordables. L'accès aux logements à des prix abordables pourrait nettement soulager la situation financière des ménages.

Dans ce contexte, l'accord de coalition 2023-2028 s'est donné comme objectif d'assurer un logement décent

à un prix abordable au plus grand nombre de personnes, que ce soit en matière de logements abordables, de logements locatifs ou en matière d'accès à la propriété.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue qu'au Grand-Duché il existe également de diverses aides étatiques financières au bénéfice des ménages disposant de faibles revenus.

Animaux de compagnie accidentés | Question 0910 (20/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Leider kënn et ëmmer nees vir, dass Hënn oder Katzen am Stroosseverkéier ëmkommen. Obwuel dës Hausdéieren an der grousser Majoritéit – esou wéi d'Gesetz et virschreift – gechippt sinn, ginn d'Informatiounen vum Chip nom Accident vum Déier awer oft net ausgelies. Wann d'Besëtzer:innen den Accident also net selwer gesinn, gi si oft ni gewuer, wat mat hirem vermësst gemellten Déier geschitt ass.

Fir dat ze verhënnern, schaffe verschidde Gemengen, wéi z. B. d'Gemeng Colmer-Bierg, mat Veterinär(inn)en zesummen, déi d'Chippen ausliesen an d'Proprietairë kontaktéieren. Esou soll verhënnert ginn, dass verongléckten Hausdéieren ouni d'Wësse vun hire Besëtzer:innen iergendwou an engem Container landen an entsuergt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass der Regierung déi genannte Problematik, déi och an engem „Wort“-Artikel vum 28.5.2024 thematiséiert gouf, bekannt?

2. An der Äntwert op meng Fro 3013 sot déi deemo- leg Regierung: „Et ass wichteg, datt méiglechst vill offiziell Stelle mat engem Chipliesegerät equipéiert sinn. Dat ass aktuell bei enger Partie Policekommissariater a Gemengen och well de Fall.“ Wéi vill Policekommissariater a Gemengen hunn aktuell esou en Chipliesegerät?

3. Plangt d'Regierung, d'Gemengen ze encouragéieren, verongléckten Hausdéieren net ze entsuergen, ouni dass probéiert gouf, d'Proprietairen ze fannen?

Réponse (25/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Jo, d'Problematik ass bekannt.

ad 2. D'Police huet aktuell 44 Chipliesegeräter. Nieft all Commissariat sinn och nach d'Unitéite vun der Police de la route esouwéi d'Hondsmeeschter vun der Police mat esou engem Gerät equipéiert.

ad 3. Déi Fro gëtt interministeriell a mat de Gemengen diskutéiert.

Origine de l'électricité consommée au Luxembourg | Question 0911 (20/06/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Déi vun der Regierung gefërdert Elektromobilitéit féiert logescherweis zu engem héije Stromverbrauch. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1997 vum 11. März 2020 hat den deemo- legen Här Energieminister d'Hierkonftsquelle vum Strom, deem zu Lëtzebuerg verbraucht gouf, opgeschlësselt. An deem Kontext wier et interessant ze wëssen, wéi d'Hierkonftsquelle vum Strom sech zanterdeem entwéckelt hunn.

An dësem Zesummenhang wéilt ech dem Här Energieminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vum Strom, deem an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus nuklearen Energiequellen?

2. Wéi vill Prozent vum Strom, deem an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus hydroelek- tresche Quellen?

3. Wéi vill Prozent vum Strom, deem an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus Biomass- Quellen?

4. Wéi vill Prozent vum Strom, deem an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus Kuele- kraaftwierker?

5. Wéi vill Prozent vum Strom, deem an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus Gasver- brennungsanlagen?

6. Wéi vill Prozent vum Strom, deem an d'Lëtzebuerger Netz agespeist gëtt, staamt aktuell aus erneierba- ren Energiequellen?

7. Ëm wéi vill Prozent ass de Stromverbrauch zu Lët- zebuerg zanter dem Joer 2020 geklommen?

8. Bestinn zanter dem Joer 2020 bis elo signifikant Opfällegkeeten am Hibleck op d'Verschibung vun den Hierkonftsquelle vum Strom, deem zu Lëtzebuerg verbraucht gëtt?

9. Ëm wéi vill Prozent ass zanter dem Joer 2020 d'Stroumaspeisung aus erneierbaren Energiequelle geklommen?

Réponse (19/07/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den Tableau heidrënner schlësselt den nationale Strommix, fir d'Joren 2021 bis 2023, no Energie- quellen op. Den Undeel vun den erneierbaren Energiequellen am Strommix klëmmt aktuell vu Joer zu Joer. De Strommix ass de Strom, deem all eenzele Fournisseur un all d'Endclienten (souwuel Industrie- wéi Haushalts- an Entreprisesclienten) zu Lëtzebuerg verpaid huet³³.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Tableau heidrënner weist d'Entwécklung vum Stromverbrauch zu Lëtzebuerg an de Joren 2019 bis 2023, opgeschlësselt no Clientskategorien.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

De Graphique heidrënner weist, datt d'Aspeisung vu Strom aus erneierbare Quellen tëschent 2020 an 2023 vun 979 GWh op 1.261 GWh geklommen ass. Dat entsprécht enger Erhéijung vun 28,8 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Location de bâtiments par l'État | Question 0912 (20/06/2024) de **Mme Diane Aehm** | **M. Marc Lies** (CSV)

Fir d'Progressioun um Niveau vun de lafenden Ausgaben an de Fonctionnementskäschten ze limitéieren, huet d'Regierung ënnert anerem decidéiert, nei Gebailechkeete fir Staatsverwaltunge prioritär ze lounen an net méi, wéi an der Vergaangenheet, ze kafen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Finanzminister riichten:

1. Wéi gëtt de Loyer berechent, deem de Ministère an Zukunft bereet ass, fir Raimlechkeete fir seng Verwaltungen ze bezuelen? Gëtt sech dobäi un den aktuelle Marchéspräisser orientéiert, mat oder ouni Decote?

2. Wëssend, dass d'Ufuerderungen u Gebailechkeeten an der Fonction publique méi héich si wéi déi vun der Inspection du travail et des mines, wéi wëllt den Här Minister hei virgoen?

3. Ass den Här Minister gewëllt, bestoend Gebaier ze lounen? Wa jo, wéi gëtt séchergestallt, dass an deem Fall all Krittäre vun der Fonction publique respektéiert ginn?

4. Ass virgesinn, dass de Staat an Zukunft nei Gebailechkeeten „op Mooss“ baue léisst? Wa jo, ginn déi Gebaier da vum Staat gelount?

Réponse (23/07/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Loyerskommissioun am Finanzministère ass zoustänneg, fir Gebailechkeete fir staatlech Servicer ze lounen. Beim Loyer orientéiert sech dës Kommissioun effektiv un de Marchéspräisser a versicht ëmmer, duerch Verhandlungen op ee méi gënschtegt Resultat ze kommen, wat och doduerch geléngt, well de Staat en zuverlässigen a solvabele Locataire ass.

ad 2. D'Zil vun der Mesure N° 17 „Révision des normes, règlements et démarches applicables en matière de sécurité“ aus dem Katalog vun den administrative Vereinfachungsmaassnahmen am Secteur vun der Constructioun, deem d'Regierung de 5. Juni 2024 ugeholl huet, ass een Ugläiche vun de verschid- denen Normen, op där haut schon an de Ministère geschafft gëtt.

Attuell gëtt also nach bei all Locatioun gekuckt, ob déi gelounte Gebaier conforme zu de Reegele vun der Fonction publique sinn oder ob punktuell Dero- gatioune méiglech sinn. Dofir gëtt bei neie Locatiou- nen de Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP) och reegelméisseg ëm Rot an Avis gefrot.

ad 3. Bei de gelounte Gebaier handelt et sech ree- gelméisseg ëm scho bestoend Gebaier. Den Avis vum SNSFP gëtt dobäi ageholl a gegebenefalls mussen och verschidden Émbauarbechte realiséiert ginn, éier déi betrafte staatlech Servicer kënnen anzéien.

ad 4. De Staat lount och Gebaier, déi nach am Bau oder eréischt an der Planung sinn, wou also nach ge- wënschten Adaptatioune méiglech sinn. An esou Fäll insistéiert de Staat, och am Mietvertrag eng Option d'achat ze verankeren, fir spéider, falls et opportun wier, och selwer Propriétaire ze ginn.

De Staat baut och selwer Gebaier duerch d'Adminis- tration des bâtiments publics.

Attaque de bancomats | Question 0914 (21/06/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

An der Nuecht vum 20. Mee gouf zu Wincheringen an Däitschland, direkt am Lëtzebuerger Grenzgebitt, e Bancomat gesprengt. D'Täter si mat engem BMW mat Lëtzebuerger Plack geflücht, mat deem si awer kuerz drop en Accident haten. Opgrond vun Hiweiser vun de Leit konnten déi däitsch Beamten dräi Verdächte- ger festhuelen, déi elo an Untersuchungschaft setzen. Och Lëtzebuerg gouf an de leschte Jore vun enger Serie vu Bancomatesprengungen erfaasst, woubäi et sech warscheinlech ëm international organiséiert Tätergruppe gehandelt huet.

³³ Fir weider Detailler zu der Zesummstellung vum Strommix gëtt op d'Erklärungen an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1358 vun November 2019 an N° 1997 vu Mee 2020 verwisen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Konnt de rechtméisseg Propriétaire vum verongléckte BMW ermëttelt ginn?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob Lëtzebuurger Beamten am Kader vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht vun der Police d'Méiglechkeet hunn, déi an Däitschland festgeholle Täter ze verhéeieren, fir eventuell weider Hiweiser op d'Verbriechechen zu Lëtzebuerg ze kréien?

3. An engem weidere Fall gouf viru Kuerzem en Täter duerch d'spuenesch Autoritéiten un Däitschland iwwerstellt, dee fir net manner wéi 40 Sprengungen an Däitschland soll mat responsabel sinn, dorënner och am Nopeschland Rheinland-Pfalz. Kréien d'Lëtzebuurger Beamten och hei Zougang zu den Erkenntnisser vun hiren däitsche Kolleegen?

Réponse (17/07/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Dës Froënnerläit dem Secret d'Instruction.

ad 2. Wann eng Persoun am Ausland verhaft gouf an am Verdacht steet, an eng Strofdot zu Lëtzebuerg verwéckelt ze sinn, kënnen déi zoustänneg Lëtzebuurger Justizautoritéiten eng Auditioun vun der Persoun froen.

ad 3. D'Enquêteure vum Service de police judiciaire schaffen enk mat hiren Homologen an der EU zesummen, besonnesch mat deenen an den Nopeschlänner an et gëtt e reegelméisseg Informationsaustausch. Dës Zort vu Kriminalitéit gëtt och um Niveau Europol suivéiert.

Stratégie nationale coordonnée visant à promouvoir et améliorer la santé des enfants | Question 0915 (21/06/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Dans son premier rapport d'analyse thématique « Eng gesond Zukunft : un rapport sur la santé des enfants au Luxembourg », l'Observatoire national de la santé (ObSanté) souligne qu'entre 2014 et 2022, le surpoids et l'obésité ont augmenté et que les enfants issus de milieux moins aisés sont moins susceptibles de déclarer des comportements favorables à leur santé.

L'ObSanté constate également « que les rôles et les responsabilités en matière de santé pour les enfants (sont) répartis entre divers ministères et organes, et que les informations (sont) dispersées sur des sites et des supports variés, ce qui n'en facilite pas l'accessibilité ». Par ailleurs, l'ObSanté fait remarquer qu'il n'a pas identifié de « stratégie nationale coordonnée visant à promouvoir et améliorer la santé des enfants, incluant la voix des enfants, et visant à rendre les services et soins de santé les plus respectueux possible de leurs droits et intérêts fondamentaux ».

Nous aimerions dès lors poser la question suivante à Madame la Ministre de la Sécurité sociale, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que Madame la Ministre et Monsieur le Ministre prévoient d'élaborer et de mettre en œuvre une telle « stratégie nationale coordonnée » qui prenne en compte la voix des enfants et qui contribue notamment à lutter contre les disparités socio-économiques dans les comportements de santé et dans l'état de santé des enfants ?

2) Étant donné que par endroits l'ObSanté déplore un manque de données (fiabiles) pour pouvoir procéder

à une évaluation de la santé des enfants, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre comptent-ils prendre des mesures permettant de collecter des informations plus précises et complètes et d'améliorer la situation à ce niveau ?

Réponse (02/08/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) L'accord de coalition ne prévoit pas l'élaboration d'une stratégie nationale spécifique à la santé des enfants. Néanmoins, la santé des enfants est une priorité pour le Gouvernement et en particulier pour le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Ainsi comme l'a expliqué le Premier ministre dans son discours sur l'état de la nation, le développement de la santé scolaire est une priorité pour ce Gouvernement, et au-delà de la santé scolaire, la santé des enfants en général est une considération clé dans tous les travaux du ministère.

ad 2) Oui. Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale travaille sur une stratégie de digitalisation en santé ancrée dans le nouveau règlement européen ayant pour objectif de créer l'espace européen des données de santé. Les dispositifs liés à la mise en œuvre de ce règlement prévoient entre autres la collecte de données permettant de mieux renseigner et aligner les politiques publiques en santé et de développer des stratégies transversales pour répondre aux besoins identifiés.

Abus ou violences sexuelles sur mineurs | Question 0916 (21/06/2024) de **M. Paul Galles** | **Mme Nathalie Morgenthaler** | **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît les violences sexuelles comme l'une des cinq formes de maltraitance infantile. Elle insiste sur le fait que les violences sexuelles sont un problème de santé publique majeur dans le monde. Dans ce contexte, les rapports rédigés par les acteurs de la protection de l'enfance jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre les abus sexuels et le signalement des violences domestiques à l'encontre des mineurs.

Bien que la loi du 7 août 2023 ait considérablement renforcé les moyens de lutte contre les abus et l'exploitation sexuels sur mineurs, il arrive parfois que, suite à des dénonciations d'abus ou de violences sexuelles sur mineurs par un parent, l'enfant reste ou soit placé chez l'auteur présumé ou dans un foyer, au détriment du parent dénonciateur.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de signalements ou de plaintes pour violences intrafamiliales sur mineurs de moins de 12 ans ont été reçus par le parquet au cours des 10 dernières années ?

– Combien de ces cas ont donné lieu à l'ouverture d'une instruction judiciaire ?

– Combien ont abouti à un classement sans suite ou sont toujours en suspens ?

2) Dans un souci de transparence, Madame la Ministre envisage-t-elle de filmer les entretiens entre les personnes concernées et les acteurs de la protection de l'enfance afin de pouvoir s'y opposer en cas de désaccord ?

– Les personnes concernées pourraient-elles, le cas échéant, demander à voir les enregistrements de ces entretiens ?

3) Combien de dénonciations ont effectivement abouti à des placements inversés (chez le parent

présupposé agresseur) ou à des placements dans un foyer ?

4) Quelles formations spécifiques les psychologues et/ou psychothérapeutes du SCAS doivent-ils avoir suivies en plus de leur formation traditionnelle ?

Réponse (30/07/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Quelques remarques explicatives s'imposent au sujet des chiffres indiqués ci-dessous. Au vu des dispositions de la loi du 7 août 2023 portant introduction de dispositions spécifiques pour le traitement de données personnelles dans l'application « JU-CHA », il n'est possible que de fournir des chiffres remontant aux 5 dernières années.

En outre, les chiffres fournis concernent des affaires dans lesquelles les victimes étaient âgées de moins de 13 ans au moment du dépôt de la plainte, étant donné qu'il n'est pas possible d'extraire des données quant à des victimes mineures de 12 ans, ce seuil d'âge n'étant pas un seuil prévu par la loi.

Dès lors, si une victime plus âgée porte plainte pour des faits commis pendant son enfance, quand elle était âgée de 12 ans ou moins, cette affaire n'est pas recensée ci-dessous.

Dans les tableaux 1 et 2, il s'agit de la même affaire.

L'affaire du tableau 3, classée sans suite en 2023, est ancienne et date de 2009.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Toute audition d'un mineur par la Police grand-ducale ou par le juge d'instruction fait l'objet d'un enregistrement sonore ou audiovisuel, sur autorisation du procureur d'État. Le Code de procédure pénale prévoit à cet égard expressément que l'enregistrement sert de moyen de preuve et peut être écouté, respectivement visionné par les parties.

ad 3) Les juges de la jeunesse veillent en toutes circonstances à la protection de l'enfant et ne prononcent partant pas de placements auprès d'un parent qui est l'auteur présumé dans une affaire pénale d'abus sexuels en cours.

Il peut toutefois, dans des cas rares, arriver que la résidence habituelle d'un enfant soit modifiée par le juge aux affaires familiales après qu'un parent a fausement accusé l'autre parent d'être l'auteur d'abus sexuels, reproches qui se sont avérés injustifiés après l'enquête pénale.

ad 4) Les psychologues et psychothérapeutes, dans le cadre du stage de la fonction publique, sont tenus de suivre des formations générales auprès de l'Institut national d'administration publique (INAP) ainsi que des formations spéciales au SCAS. Ces dernières portent sur la matière des tutelles, de la probation, de la protection de la jeunesse, de l'aide aux victimes, de l'organisation judiciaire, de la psychologie du développement, de la déontologie, du casier judiciaire et du code pénal.

Les psychologues de la protection de la jeunesse peuvent participer aux diverses formations internes (Signs of success, Anti-Gewalttraining, Signs of safety, Riskassessment, Riskmanagement, ...) organisées sur proposition de tous les collaborateurs de la protection de la jeunesse et sont également autorisés à s'inscrire dans des formations externes portant sur la matière de la protection de la jeunesse.

En ce qui concerne plus spécifiquement les psychologues du Service d'aide aux victimes, ceux-ci portent le titre de « psychothérapeute » et suivent

régulièrement des formations continues notamment dans le domaine des troubles du stress post-traumatique.

Projet « Neischmelz » à Dudelange | Question 0917 (21/06/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans le cadre du Plan pour la reprise et la résilience lancé en 2023, le Luxembourg s'est vu attribuer la somme de 93,4 millions d'euros de subventions de la part de la Commission européenne.

Parmi les projets phares retenus y figure celui de « Neischmelz » à Dudelange avec un montant de 24 millions d'euros. Le but de ce projet est de transformer une ancienne friche industrielle en un nouveau quartier avec une mixité fonctionnelle et sociale. Des logements abordables, des nouveaux emplois et des espaces récréatifs y verront le jour. Un concept d'énergie renouvelable reposant sur la géothermie et des installations photovoltaïques y sont intégrées.

Dans le cadre d'une communication de la Commission européenne éditée en date du 16 mai 2024, le passage suivant apparaît : « Le Luxembourg a présenté aujourd'hui une demande d'ajout d'un chapitre REPowerEU à son Plan pour la reprise et la résilience. Ce chapitre inclut une nouvelle réforme visant à promouvoir la production et l'adoption de biogaz durable, ainsi que trois nouveaux investissements pour atteindre les objectifs de REPowerEU. Ces investissements concernent l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la mobilité à zéro émission ; des subventions pour les personnes rénovant leur logement ou achetant des voitures et vélos électriques, ainsi que des subventions pour les entreprises installant des panneaux solaires dans leurs locaux.

La révision proposée du plan modifie également deux mesures antérieures : elle retire un projet de logement durable, la découverte d'un habitat naturel d'espèces protégées ayant empêché son achèvement dans les délais ; et elle apporte une légère modification à un investissement relatif à une application de télésurveillance médicale, en raison de contraintes techniques. Le financement du projet de logement sera réaffecté au chapitre REPowerEU. »

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Concernant le retrait de ce projet de logement durable, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer qu'il s'agit du projet « Neischmelz » ? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

2) Par quels moyens ce subsidie alloué en faveur du projet « Neischmelz » sera-t-il compensé ? Le sera-t-il ?

3) Le retrait en question est-il à comprendre comme un revirement à l'égard du projet « Neischmelz » au niveau des énergies renouvelables ?

Réponse (08/07/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Il s'agit effectivement du projet « Neischmelz » à Dudelange.

Il convient de préciser dans ce contexte que le Plan pour la reprise et la résilience (PRR) soutenait financièrement une quote-part des investissements,

en lien avec le concept énergétique du projet « Neischmelz ».

À cet égard, il y a lieu de noter qu'en plus de la découverte d'un habitat d'espèce au sud du site, un forage de reconnaissance était nécessaire en vue de l'implémentation d'un concept énergétique basé sur la géothermie. Pour ce faire, il a d'abord fallu effectuer une EIE (Évaluation des incidences sur l'environnement) conformément aux dispositions de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement. Vu la complexité et le caractère novateur du projet, sa localisation à proximité directe du territoire français ayant rendu nécessaire l'implication des autorités françaises, les incertitudes concernant les incidences environnementales de ce forage à une profondeur de 1.000-2.000 mètres, la coordination du projet avec le développement du projet d'aménagement urbain, etc., l'élaboration du rapport d'évaluation par le maître d'ouvrage a pris un certain temps, de manière à ce que la procédure d'évaluation a duré près de 4 ans. Le forage de reconnaissance n'a dès lors pas pu être exécuté dans les délais initiaux, ce qui a considérablement ralenti l'avancée vers la détermination du concept énergétique définitif.

Le déboursement des fonds européens étant strictement lié à l'atteinte satisfaisante des jalons et cibles des différents projets issus du PRR, ces objectifs doivent être atteints, et ce endéans l'horizon de la Facilité pour la reprise et la résilience. De ce fait, le déploiement et la réalisation des travaux du scénario énergétique définitif ne pouvaient plus s'inscrire dans les délais impartis.

Le retrait du projet « Neischmelz » du PRR et le transfert des fonds y afférents vers le chapitre REPowerEU permettent d'éviter un préjudice financier pour l'État luxembourgeois.

ad 2) Tous les projets issus du PRR sont financés par le budget de l'État. Ainsi, le retrait du projet « Neischmelz » du plan n'affecte pas la réalisation du projet en soi.

ad 3) Le retrait du projet « Neischmelz » du PRR ne constitue qu'une modification ponctuelle et ciblée du plan. Ainsi, le déploiement d'infrastructures énergétiques, axées sur des énergies renouvelables, pourra être maintenu.

Droit à l'erreur de l'administré | Question 0918 (21/06/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Dans sa présentation à la Chambre des Députés de son rapport pour l'année 2023, l'Ombudsman actuel, Claudia Monti, a évoqué la notion du droit à l'erreur de l'administré. Cette notion est appliquée entre autres en France et en Belgique et signifie que lorsqu'un.e administré.e commet une erreur de bonne foi en ayant affaire à une administration publique, il lui est permis de régulariser sa situation sans risquer de sanction de la part de cette administration (il est à noter que les législations des pays respectifs prévoient avec précision les cas où ce principe vaut et ceux où il ne vaut pas). Le droit à l'erreur de l'administré n'existe actuellement pas au Luxembourg ; suivant le jugement de l'Ombudsman, un tel principe serait néanmoins une avancée certaine dans le droit administratif de notre pays.

– Dès lors, le Gouvernement envisage-t-il d'introduire un tel principe pour les communications des administrés avec les administrations publiques ? Dans l'affirmative, comment, pour quelles raisons et dans quel délai approximatif ? Dans la négative, pourquoi pas ?

Réponse (22/07/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

À ce stade, le Gouvernement n'envisage pas d'introduire un droit à l'erreur de l'administré dans le cadre juridique luxembourgeois.

Il convient de noter que l'Ombudsman Claudia Monti a annoncé qu'elle reviendrait dans un prochain rapport sur la notion du droit à l'erreur de l'administré. Les recommandations de l'Ombudsman font toujours l'objet d'une analyse approfondie de la part du Gouvernement.

Reclassement des agents de la Police grand-ducale | Question 0919 (24/06/2024) de M. Tom Weidig (ADR)

Esou wéi rezent annoncéiert gouf, ginn all déi virum 1. August 2018 vereedeegt C1-Beamten, déi virum 1. August 2018 e Fin d'études secondaires oder en equivalenten Ofschloss haten, reklaséiert. Esou wéi et schéngt, refuséiert d'Regierung awer, C2-Beamten an och net vereedeegt Beamten, déi op den Datum vum 1. August 2018 nach an der Schoul waren oder d'Schoul réischt ugefaang hunn, vum Reclassement profitéieren ze loosser, well sech strikt un d'Arrête vun der Cour constitutionnelle an der Cour administrative gehale gëtt. Déi Beamten, déi eng Voie expresse oder en Out-In gemaach hunn, kréien d'Wiel, ob si wëlle bleiwe wou si sinn, oder reklaséiert wëlle ginn. Et gouf iwwerdeems annoncéiert, datt d'Policegewerkschaft SNPGL iwwert de Summer en Avant-projet de loi zum Reclassement kritt, wou dann och dra festgehal soll ginn, datt d'Méiglechkeet vun der Voie expresse weiderhi bestoe bleift an och déi gestopten Avancementer weider lafen. Vu Säite vum Ministère heescht et, datt Nodeeler, déi eventuell fir d'Leit entstinn, duerch eng Mesure transitoire solle réckwierkend korrigéiert ginn.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wat geschitt mat deene Beamten, déi zwar wuel een Ofschloss hunn, awer déi uewe genannte Konditiounen net erfëllen, z. B. well se hiren Diplom eréischt 2019 oder 2020 gemaach hunn?

2. Firwat gëtt et keng Phase transitoire vun e puer Joer, esou datt och de Beamten, dee virum 2018 ugestallt war an no 2018 säin Ofschloss gemaach huet an elo net en rang utile ass fir ee Reclassement, kéint vun deenen uewe genannte Mesur profitéieren?

3. Wat geschitt mat deene Beamten, déi elo reklaséiert ginn, awer schonn 2019 d'Voie expresse gemaach hunn?

4. Wann déi Beamten, déi elo reklaséiert ginn, awer schonn 2019 d'Voie expresse gemaach hunn, réckwierkend op 2018 reklaséiert ginn, kréien dann aner Beamten d'Méiglechkeet, hir Plaz anzehuele fir d'Voie expresse vun 2019 (déi déi reklaséiert Beamte jo dann de facto net gemaach hunn)?

5. Am Hibleck op déi concernéiert Beamten, déi eréischt 2022 an d'Voie expresse komm sinn, well si 2019 net énnert déi Unzuel vun 20 % gefall sinn, déi dee Moment eligibel waren: Géif deene Beamten hir Voie expresse vun 2022 z. B. réckwierkend op 2019 unerkannt ginn (well an deem Fall nom Reclassement nach Plaze fräi waren a wat mat sech bréngt géif, datt dës Beamten haut dräi Grade méi wäit wieren)?

6. Wéini sollen d'Voie expresse an d'Avancementer nees ulafen an ass virgesinn, datt sech eppes un de Modalitéiten (z. B. Krittere fir d'Eligibilitéit vun de Beamten etc.) ännere soll?

7. Gesäit d'Regierung net d'Gefor, dass duerch déi uewe genannte Moosnamen eng Rei Beamten sech iwwergaang respektiv onfair behandelt fillen a sech duerch dëst Gesetz gezwonge gesinn, selwer Recours- en um Verwaltungsgericht anzereechechen?

8. Wär et an deem Kontext – an am Hibleck op déi allgemeng Zefriddenheet am Corps – net méi sännvoll, ee Kompromëss ze sichen, dee jiddereen zefriddestellt? Wa jo, wéi soll dëse Kompromëss konkreet ausgesinn a wéini ka mat der Ëmsetzung vun dësem gerechent ginn?

Réponse (10/07/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Beamten, déi um 1. August 2018 an der Police vereedeegt waren, mee éreischt 2019 respektiv 2020 hiren Diplom gemaach hunn, kënnen weiderhin iwwert d'Voie expresse oder den Out-In an de Groupe de traitement B1 wiesselen.

ad 2. Fir vum Reklassement ze profitéieren, wäert e Beamten net mussen „en rang utile“ sinn. De Beamte muss d'Konditiounen erfëllen, déi am zukünftege Gesetzesprojet iwwert de Reklassement verlaangt sinn. De Stéchdatum, op deem de Beamten d'Konditiounen muss erfëllt hunn, ass den 1. August 2018, esou wéi et vun den Urteeler vum Verfassungsgericht a vum Verwaltungsgericht virginn ass.

ad 3. Den zukünftege Gesetzesprojet wäert och d'Situatioun vun de Beamten, déi säit 2019 schon iwwert d'Voie expresse an de Groupe de traitement B1 komm sinn, reegelen.

ad 4. Et ass net virgesinn, fir de järleche Kontingent vun der Voie expresse réckwierkend nei opzefëllen.

ad 5. Ech verweisen op meng Äntwert op d'Fro 4.

ad 6. D'Voie expresse an d'Avancement kënnen nees ulafen, wann den zukünftege Gesetzesprojet a Kraaft getrueden ass. Et ass net virgesinn, d'Krittäre fir d'Eligibilitéit vun de Beamten ze änneren.

ad 7. D'Moosnamen, déi geholl ginn, baséieren op den Urteeler vum Verfassungsgericht a sinn néideg, fir dës kënnen ze respektéieren.

ad 8. De Regierungsprogramm gesäit vir, dass d'Situatioun vun de Beamten, déi vun den uewe genannten Urteeler betraff sinn, soll gereegelt ginn. Et ass an deem Sënn kee generelle Reklassement virgesinn, mee just e Reklassement vun de Beamten, déi sech an der Situatioun, wéi se vun den ieweschte Gerichter identifizéiert ginn ass, befannen. Extrait Regierungsprogramm (p. 112) „Une analyse approfondie de toutes les carrières au sein de la Police grand-ducale sera effectuée. L'objectif est notamment de respecter les récents arrêts de la Cour constitutionnelle et de la Cour administrative concernant les carrières B1 et C1. La carrière A2 sera plus clairement définie.“

Secteur de la construction en crise | Question 0921 (24/06/2024) de M. Georges Engel (LSAP)

Le Gouvernement avait décidé de déclarer certaines branches du secteur de la construction en crise pour une durée de six mois, allant de février à juillet 2024, et de recourir au chômage partiel de source conjoncturelle. Les secteurs « construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels » et « démolition et préparation de sites » sont les branches d'activités du secteur de la construction qui puissent bénéficier du régime de chômage partiel de source conjoncturelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Combien d'entreprises du secteur de construction ont jusqu'au moment recouru au chômage partiel de source conjoncturelle ?

2) Combien de salariés dudit secteur étaient concernés par le chômage partiel ?

3) Quel est l'impact budgétaire de ces mesures ?

4) Messieurs les Ministres sont-ils satisfaits des résultats des mesures prises ?

5) Le Gouvernement envisage-t-il de prolonger ladite mesure ?

6) Selon nos informations des plans de maintien dans l'emploi du secteur de construction ont été refusés et ceci alors qu'un plan de maintien dans l'emploi va bien au-delà du simple chômage partiel. Pourquoi est-ce que les plans de maintien dans l'emploi qui visent à garantir durablement le maintien dans l'emploi ont été refusés malgré un accord entre les syndicats et les patrons ?

Réponse (09/07/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Sur les 52 entreprises du secteur de la construction déclarées éligibles au chômage partiel de source conjoncturelle entre février et mai 2024, 45 se sont vu accorder le chômage partiel.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de salariés du secteur de la construction concernés par le chômage partiel de février à mai 2024 (situation au 25 juin 2024) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) L'impact budgétaire pour la période visée au niveau du Fonds pour l'emploi est de 507.288,42 € (situation au 25 juin 2024).

Il est à noter que les délais relatifs à l'introduction des décomptes pour les mois d'avril et de mai sont fixés respectivement au 30 juin 2024 et au 31 juillet 2024.

ad 4) La mesure d'accès au chômage partiel limitée dans le temps pour certaines entreprises du secteur de la construction a contribué à maintenir l'emploi dans les entreprises concernées.

ad 5) La mesure ayant dès le début été conçue comme une mesure temporaire, elle ne sera pas prolongée. La mise en œuvre du paquet de relance pour le logement présenté par le Gouvernement au mois de mai 2024 a été élaborée dans le cadre d'un échange intense avec les différents représentants du secteur du logement et a pour objectif de faciliter l'accès au logement et, par la même occasion, de soutenir le secteur de la construction à travers différentes mesures à court et à moyen terme.

Cependant, le Ministère de l'Économie et le Ministère du Travail continuent de suivre l'évolution du secteur de près.

ad 6) Il convient de rappeler que le secteur du bâtiment et de la construction est un secteur hautement concurrentiel et que le Gouvernement ainsi que le Comité de conjoncture ont rigoureusement suivi et analysé l'évolution du secteur avant de le déclarer en crise.

La mesure du chômage partiel a donc été ouverte d'une manière strictement ciblée et limitée pour ne pas créer de distorsion de concurrence. Ainsi la mesure du chômage partiel était applicable :

- aux deux branches d'activités « construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels » et « démolition et préparation de sites » ;
- pour un nombre de salariés restreint, à savoir les salariés sur chantier à tâches essentiellement manuelles et

– pour un nombre d'heures de travail limité, plus précisément 20 % des heures de travail normales prestées sur les chantiers.

D'un point de vue procédural, l'article L. 513-3 du Code du travail précise qu'un plan de maintien dans l'emploi signé par les partenaires sociaux est à transmettre au secrétariat du Comité de conjoncture qui le soumet par la suite pour homologation au Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions qui statue sur avis de ce même comité. Ces avis sont rendus au cas par cas et prennent en compte une multitude d'éléments (par exemple les circonstances pouvant englober la situation d'une entreprise en difficultés, déclaration en crise du secteur, les différentes mesures retenues dans le plan, distorsion de concurrence, etc.).

Un seul plan de maintien dans l'emploi, relevant du secteur « Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels », n'a pas été homologué, le Comité de conjoncture ayant émis un avis négatif suite à la procédure de vote par groupe.

Courrier postal envoyé par les administrations publiques | Question 0922 (24/06/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

Den 21. Juni war de Generaldirekter vu POST Invité vun der Redaktioun um RTL. Am Interview sot hien, dass Lëtzebuerg e Land bleift, an deem nach aussergewéinlech vill Bréiwer verschéckt géife ginn. Responsabel fir déi vill Bréifpost wieren hei am Land virop déi staatlech Institutiounen, d'Banken an den Assurancésektor.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Premierminister an dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bréiwer verschécke staatlech Institutiounen all Joer, opgeschlësselt pro Institutioun bzw. Verwaltung? Wéi eng staatlech Institutiounen a Verwaltungen verschécken déi meeschte Bréiwer? Wéi vill Bréiwer verschécken d'Gemengen hei am Land pro Joer? Wat ass de gesamte Käschtefacteur fir déi verschéckte Bréiwer, opgeschlësselt no Verwaltung bzw. Institutioun?

2. Wéi vill Bréiwer gi pro Joer vu Betriber a Privatpersounen u staatlech Verwaltungen an Institutiounen geschéckt a wéi vill kascht d'Traitéiere vun dëse Bréiwer alljoers de Staatsbeidel?

3. Wéi vill Bréiwer ginn tëscht de Gemengen an de staatleche Verwaltungen bzw. Institutiounen verschéckt respektiv tëscht de verschiddene staatleche Verwaltungen an Institutiounen selwer? Wat ass de gesamte Käschtefacteur heivun?

4. Wéi huet sech d'Unzuel vu Bréiwer, déi vun enger staatlecher Institutioun oder Verwaltung verschéckt goufen, an de leschte Joren entwéckelt, opgeschlësselt pro Verwaltung respektiv Institutioun?

Réponse (24/07/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Luc Frieden, Premier ministre

De Generaldirekter vu POST Lëtzebuerg huet an deem vun den Deputéierte genannten Interview op generell Tendenzen higewisen, déi et um postaleche Marché gëtt. D'Opstellung heidrënner, déi POST Luxembourg op Nofro hi geliwwert huet, gëtt den Undeel vu staatlechen Institutiounen am Émsaz vum Bréifverkéier fir 2019 bis 2023 vu POST Courrier erëm.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).



All Ministèren, Verwaltungen a Gemengen hunn en eegene Budget fir d'Verschécke vu Courrier. (Et gëtt üblecherweis weeder nogezielt, wéi vill Bréiwer erausginn, nach, wéi vill der erakommen, sief et an de Ministèren, Verwaltungen oder Gemengen.)

De Courrier gëtt an de Ministèren a Verwaltungen intern vu Mataarbechter an Empfang geholl, traitéiert an un déi zoustänneg Servicer verdeelt. Et ass net méiglech, e Käschtepunkt fir den Traitement vum Courrier unzeginn, dëst ass just een Deel vun der Aarbecht vun de Mataarbechter aus den zoustänneg Servicer.

De Service, fir Courrier tëschent de Ministèren a Verwaltungen ze zirkuléieren, gëtt generell staatsintern organiséiert, also gëtt de gréissten Deel vum Courrier tëschent Ministèren a Verwaltungen vu Mataarbechter hin- an hierbruecht. Et gëtt net nogezielt, wéi vill eenzel Bréiwer tëschent de Ministèren, Verwaltungen, Gemengen an aneren ëffentleche Servicer echangeiert ginn.

Sou wéi de Koalitiounsaccord et festhält, ass d'Digitalisatioun en zentralen Aspekt vun der moderne Staat. D'Regierung wëllt d'Digitaliséierung vun de Servicer an d'Veinfachung vun administrativen Demarché weider férdere, a gläichzäiteg d'Méiglechkeet fir en net digitalen Austausch bäibehalen. D'Efforten a Richtung vun der Digitalisatioun wäerte sécherlech en Impakt op d'Unzuel vu verschéktem an empfaangenem Courrier hunn. Als Beispill vun esou Mesüre kann een op d'Digitaliséierung vun den Demanden a vum Traitement fir vill staatlech Bähillefen u Bierger a Betriber verweisen, an op déi elektronesch Facturatioun.

Immatriculations de voitures au nom d'entreprises | Question 0923 (24/06/2024) de Mme Sam Tanson | M. Meris Sehovic (déi gréng)

Lors d'une réunion de la Commission des Finances le 11 juin 2024 avec des représentants du Commissariat aux assurances au sujet de l'assurance des conducteurs de véhicules immatriculés au nom de personnes morales, l'existence d'entreprises luxembourgeoises créées avec le seul but de pouvoir immatriculer des véhicules automoteurs au Luxembourg a été thématisée. Ces entreprises offriraient ces services à des clients internationaux afin que ces derniers puissent profiter des avantages offerts par une immatriculation au Luxembourg.

En effet, toute personne morale ayant son siège social au Luxembourg peut immatriculer des véhicules au Luxembourg. Notons qu'au 1^{er} janvier 2022, environ 21 % des voitures (catégorie M1) immatriculées l'étaient au nom d'une personne morale.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Les ministres peuvent-ils fournir des chiffres concernant le nombre de véhicules immatriculés au Luxembourg par des entreprises dont le but est d'offrir des services d'immatriculation à des personnes non résidentes ? Combien de véhicules sont concernés ? Combien de telles entreprises y a-t-il ?

2) Comment les ministres qualifieraient-ils l'existence de cette pratique ? Estiment-ils que cela pourrait promouvoir des pratiques de blanchiment d'argent ? Le cas échéant, quelles sont les mesures qu'ils envisagent pour lutter contre cette pratique et endéans quel délai seront-elles mises en œuvre ?

Réponse (06/08/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Députés s'interrogent sur la pratique des immatriculations des véhicules au nom d'entreprises disposant d'un siège social au Grand-Duché de Luxembourg, mais qui sont mis à disposition à des personnes non résidentes.

Les véhicules concernés sont en général immatriculés au nom d'une société légalement constituée. Ces véhicules étant valablement immatriculés, il est impossible de connaître l'usage qui en est fait et donc le nombre de véhicules immatriculés au nom d'une société luxembourgeoise dans l'objectif d'offrir un service d'immatriculation à une personne non résidente.

En ce qui concerne les mesures d'atténuation pour prévenir l'utilisation abusive éventuelle de personnes morales et d'arrangements juridiques à des fins de blanchiment de capitaux, le Luxembourg a adopté une approche multidimensionnelle visant la transparence sur les informations relatives aux bénéficiaires effectifs. Cette approche se base notamment sur le Registre du commerce et des sociétés, le Registre des bénéficiaires effectifs et le Registre des fiducies et des trusts. En parallèle la loi prévoit des mesures strictes impliquant les gardiens d'entrée (« gatekeepers ») qui incluent les institutions financières, les professionnels du droit et les prestataires de services aux entreprises et qui assument un rôle de contrôleur d'entrée au marché. L'efficacité de ces mesures a récemment été confirmée par le Groupe d'action financière (GAFI) dans son dernier rapport d'évaluation mutuelle sur le Luxembourg.

Tour de France au Luxembourg | Question 0924 (24/06/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Le Tour de France, l'une des plus grandes manifestations sportives du monde a fait, depuis ses origines en 1903, 8 passages au Grand-Duché de Luxembourg, une arrivée d'étape en 1947, un passage en 1967, une arrivée d'étape en 1968, un Grand Départ avec prologue et deux étapes en 1989, un contre-la-montre en 1992, un 2^e Grand Départ avec prologue et une étape en 2002, une arrivée et un départ en 2006 et dernièrement un passage à travers le pays et un départ en 2017.

Il est un fait que le Tour de France ne représente pas seulement un événement sportif exceptionnel mais une occasion unique de présenter les différents pays et villes traversés par les meilleurs coureurs cyclistes mondiaux et d'engendrer des retombées économiques et financières immédiates, notamment celles liées au tourisme dont les effets perdurent encore les années suivantes.

Le Gouvernement précédent ayant fait des démarches prometteuses avec un accord de principe pour un retour du Tour de France dans notre pays, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Sports :

– Monsieur le Ministre a-t-il poursuivi les démarches de son prédécesseur depuis son arrivée au ministère ?

– Est-ce qu'un accord avec l'organisation du Tour a pu être trouvé entre-temps et le cas échéant sous quelle forme (départ ou arrivée d'étape) ? Si tel n'est pas le cas, est-ce que Monsieur le Ministre a prévu de poursuivre les négociations lors de cette 111^e édition du Tour ?

– Est-ce qu'une date est déjà connue et est-ce que le 100^e anniversaire des victoires (1927 et 1928) du champion luxembourgeois Nic Frantz pourrait représenter une occasion parfaite ?

– Quelles sont les communes qui pourraient accueillir une arrivée respectivement un départ et comment se fera la sélection ?

Réponse (01/08/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Le Ministre des Sports a prioritairement concentré ses efforts à la réalisation de l'accord de coalition en vue de l'implémentation d'une politique des sports proactive.

Il reste cependant sensible au dossier sous rubrique et engagera en temps utile les discussions avec l'organisateur en vue de l'obtention d'une arrivée/départ pendant un Tour de France.

Gouvernance du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) | Question 0925 (25/06/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Dans un article de presse paru en date d'aujourd'hui³⁴, la gouvernance du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) est examinée d'un œil critique. Ainsi, un an après le départ de son directeur général, le centre de recherche n'a toujours pas désigné de remplaçant.e. Toujours selon l'article, le directeur général intérimaire nommé en juin 2023 ne saurait assumer de manière définitive le poste, faute de pouvoir remplir les exigences énoncées dans la loi organique du LIST. Enfin, le poste n'aurait pas jusqu'à présent fait l'objet d'une offre d'emploi, pourtant prévue également par la loi, et le conseil d'administration n'aurait pas non plus voulu confirmer si un comité de recrutement avait déjà été mis en place.

Outre ces questions d'ordre formel et légal, un projet de transformation dénommé « Unity » est également mis en avant dans ledit article. Ce projet relèverait d'une vision du directeur général ad intérim pour l'avenir du centre de recherche, mais il aurait d'ores et déjà occasionné de nombreux questionnements, voire des départs de membres du personnel du LIST.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de l'article susvisé ? Dans l'affirmative, peut-elle confirmer ou nier les principaux constats qui y sont dressés, concernant notamment la gouvernance, le projet de réflexion stratégique, et la satisfaction du personnel ?

2) Madame la Ministre estime-t-elle que des décisions stratégiques sur le futur du LIST prises par un directeur général ad intérim qui ne saurait remplir les conditions d'éligibilité du poste sont conformes à la lettre, sinon à l'esprit, de la loi organique du centre de recherche ?

3) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur le processus de nomination d'un nouveau directeur général du LIST ? Quel est l'état d'avancement des différentes étapes nécessaires à cet effet ? Quand est-ce qu'un nouveau directeur général ou une nouvelle directrice générale sera nommé.e ?

Réponse (23/07/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Après le départ du directeur général du LIST au 31 mai 2023, le conseil d'administration du LIST a, tel que cela a déjà été fait dans le passé, nommé un directeur général a. i. qui a pu prendre ses fonctions au 1^{er} juin 2023. Monsieur Fransaer a été embauché sous contrat à durée déterminée de deux ans. Cette

³⁴ <https://paperjam.lu/article/unity-projet-list-qui-fait-gri>

procédure de nomination d'un directeur général intérimaire a été entièrement conforme à la législation en vigueur à ce moment. Il convient de souligner que la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, en vigueur au moment de la nomination, ne précisait pas les conditions minimales pour le poste de directeur général.

Conformément à la loi modifiée du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, c'est le conseil d'administration qui a décidé d'un processus de transformation du LIST visant à moderniser et à rendre plus efficace son organisation, tant au niveau de ses activités de recherche que de ses services administratifs, que le directeur général a. i. est appelé à mettre en œuvre.

Cette réorganisation permet au LIST de mieux mettre en œuvre ses deux missions légales :

- a) développer et entreprendre des activités de recherche fondamentale orientée et de recherche appliquée, support nécessaire aux activités de recherche, de développement et d'innovation ;
- b) opérer le transfert de connaissances et de technologies vers le secteur public et le secteur privé.

La réorganisation du LIST devra permettre au prochain conseil d'administration, qui prendra ses fonctions les 1^{er} janvier 2025 et au futur directeur général du LIST, de gérer le LIST de manière plus performante afin de continuer à développer des activités de recherche reconnues au niveau international et de développer la valorisation et le transfert du résultat de ces activités auprès du secteur socio-économique aussi bien national qu'international. La gouvernance du LIST sera ainsi mieux en mesure de prendre de nouvelles décisions stratégiques qui s'imposeraient à court ou à moyen terme, en connaissance de cause et le moment venu, dans le cadre de ses missions légales, tout en veillant à une allocation aussi efficiente que possible des ressources publiques qui lui sont attribuées.

Finalement, vu la fin du contrat de Monsieur Fransaer au 31 mai 2025, le conseil d'administration lancera en septembre 2024 la procédure formelle de recrutement du directeur général du LIST avec la publication de l'annonce. Un comité de recrutement, composé selon les critères prévus par la loi, proposera, à la fin du processus, au conseil d'administration un classement des candidats, qui prendra la décision.

Taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs | Question 0926 (25/06/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Le Gouvernement a annoncé vouloir réduire le taux de la taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs.

Notons que la taxe d'abonnement a rapporté en 2022 des recettes de 1,28 milliard d'euros aux coffres de l'État, correspondant ainsi à 6 % des recettes budgétaires totales hors opérations financières. En outre, la projection pluriannuelle du Gouvernement prévoit une croissance annuelle des recettes issues de la taxe d'abonnement de 6,6 % en moyenne sur la période 2024-2027.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il préciser les plans du Gouvernement en matière de taxe d'abonnement ? Quel est le taux d'imposition envisagé pour les fonds ETF actifs ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il renseigner le déchet fiscal engendré par cette adaptation de la taxe d'abonnement pour les fonds ETF actifs ?

3) L'adaptation de la taxe d'abonnement pour ETF actifs est-elle déjà comptabilisée dans la projection budgétaire pluriannuelle 2024-2027 prémentionnée ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il fournir les projections actualisées ?

Réponse (25/07/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

En date du 17 juillet 2024, le Gouvernement a adopté un nouveau paquet de mesures fiscales intitulé « Entlaaschtungs-Pak. Zesammenhalt. Zukunft. Fir Jiddereen. »

Dans ce contexte, il est, entre autres, proposé d'exonérer les OPCVM ETFs gérés activement de la taxe d'abonnement. Cette mesure aura un impact neutre sur le budget de l'État.

Mise en œuvre de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations | Question 0927 (25/06/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Mam ASBLs-Gesetz vum 7. August 2023 mussen banent kuerzer Zäit eng ganz Rëtsch Veräiner hir Statuten an hir Comptabilitéit dem neie gesetzleche Kader upassen. Effektiv ass et elo obligatoresch, datt all ASBL den Depot vun hire järeleche Konte beim Registre de commerce et des sociétés (RCSL) mécht. Fir déi kleng ASBL sinn dat den „état des recettes et des dépenses“ souwéi och eng „annexe“.

Artikel 18 vum neie Gesetz präziséiert, datt d'Form an den Inhalt vun der Annex an engem „règlement grand-ducal“ festgehale ginn. De Scheema vun der Presentatioun vun de Recetten an den Depensë kann am groussherzogleche Reglement beschriwwe ginn.

Op der Internetsäit myasbl.li steet ze liesen, datt e Règlement grand-ducal betreffend d'Presentatioun vun de „comptes annuels“ ausgeschafft gëtt.

An deem Kontext wollte mir der Madamm Justizministeresch follgend Froe stellen:

- 1. Wéini gëtt dee „règlement grand-ducal“ publizéiert?
- 2. Gëtt an dësem Reglement definéiert, wéi déi kleng ASBLen den „total des actifs“ solle bewäerten?
- 3. Gëtt an dësem Text och festgeluecht, wat genee d'Basis ass fir d'Berechnung vum sougenannte „pourcentage des transferts de fonds vers les autres pays“?

Réponse (05/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Als Virbemierkung ass et wichteg kloerzestellen, dass dat neit Gesetz vum 7. August 2023 am Artikel 18 zwee verschidde Reglementer virgesäit.

Dat éischt Reglement bezitt sech op:

- den Inhalt an d'Form vun der Annex, déi un den „état des recettes et des dépenses“ vu klengen ASBL bäusefügen ass (Art. 18 (4) Absatz 3);
- den Inhalt an d'Form vun der Annex, déi un de „compte de profits et pertes“ an de Bilan fir mëttelgrouss ASBL bäusefügen ass (Art. 18 (5) Absatz 3); an - komplementar Informatiounen, déi an der Annex fir grouss ASBLen integréiert mussen ginn (Art. 18 (6) Absatz 3).

D'Adoptioun vun dësem Reglement ass obligatoresch fir d'Ëmsetzung vun de concernéierten Dispositiounen.

Dat zweet Reglement bezitt sech op d'Presentatiouns-scheema vun:

- „état des recettes et des dépenses“ vu klengen ASBLen (Art. 18 (4) Absatz 4);

- „comptes de profits et pertes“ an de Bilan vu mëttelgroussen Associatiounen (Art. 18 (5) Absatz 4); an - „comptes annuels“ vu groussen Associatiounen (Art. 18 (6) Absatz 4).

D'Adoptioun vun dësem zweete Reglement ass fakultatív an net obligatoresch.

ad 1. Betreffend dat éischt Reglement, gëtt d'Zäit een Avant-projet vum Reglement preparéiert a soll no der Entrée am September 2024 prett sinn, fir op den Ordre du jour vum Regierungsrat gesat ze ginn.

Wat dat zweet Reglement ugeet, ass am Moment keen Avant-projet virgesinn, fir den Associatiounen d'Fräiheet ze loosse, hire Scheema sou ze gestalten, datt et am Aklang mat hiren Aktivitéiten ass.

ad 2. an 3. De Paragraf 4 vum Artikel 18 vum Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'ASBLen a Fondatioune gesäit spezifesch vir, datt d'Reglement betreffend d'Annexen d'Zil huet, den Inhalt an d'Form vun der Annex, déi un d'Comptabilitéitsdokumenter ugehaange gëtt, ze bestëmmen.

D'Annex soll laut Paragraf 4 vum Artikel 18 déi follgend Informatiounen beinhalten:

- 1° den Total vun den Aktiva an der Keess;
- 2° den Total vun den Aktiva bei der Bank;
- 3° d'Zuel vun de Memberen, definéiert no Member-Tranchen;
- 4° de Prozentsaz vun Iwwerweisung vu Fongen an aner EU-Länner an an den Europäesche Wirtschaftsraum („EWR“);
- 5° de Prozentsaz vun Iwwerweisung vu Fongen ausserhalb vun der EU an dem EWR.

D'Reglement selwer definéiert deementspreechend weeder, wéi kleng ASBLen den „total des actifs“ solle bewäerten, nach d'Method, fir de Prozentsaz vun Iwwerweisung vu Fongen an aner Länner ze berechnen.

Verschidde Moyene goufen a ginn den ASBLen zur Verfügung gestallt, fir hinnen ze hëllefen:

- Fir de Prozentsaz vun Iwwerweisung vu Fongen an aner Länner ze bestëmmen, wäert een Avant-projet vum Reglement eng Forschett virgesinn, wéi zum Beispill vun 0 % bis 5 % a 5 % bis 15 %. D'ASBLen mussen uginn, ënner wéi eng Forschett se falen. Fir hir Aufgab ze vereinfachen, ass et geplangt, e Guide ze verëffentlechen, deen op der Websäit www.myasbl.li wäert publizéiert ginn. De Guide huet als Zil, den ASBLen ze hëllefen, fir d'Fongen, déi an dëser Berechnung berücksichtegt mussen ginn, ze bestëmmen. Ee Beispill vun engem Fong, deen ze berücksichtegen ass, ass d'Iwwerweisung vu Suen an d'Ausland.

- Informatiounen betreffend d'Rechnung vum „total des actifs“ féint een am „Guide comptable de la petite association“, deen een op der Websäit www.myasbl.li erofluede kann, ënner dem Theema „Comptabilité“.

Zur Erënnerung: Wéinst der Iwwergangsperiod vu 24 Méint hunn d'ASBLen nach Zäit, sech mam neie Comptabilitéitsregime vertraut ze maachen. D'Associatiounen, déi virum Akraaftriiede vum neie Gesetz, also den 23. September 2023, gegrënnt goufen, bleiwe bis den 23. September 2025 dem ale Comptabilitéitsregime ënnerstallt, ausser si géife virum dësem Datum hir Statuten un dat neit Gesetz upassen. Fir eng ASBL, déi hir Statuten z. B. am Laf vun 2024 geännert huet, gëllt den neie Comptabilitéitsregime ab dem 1. Januar 2025 an d'Comptabilitéitsdokumenter mussen eréischt am Juni 2026 approvéiert ginn. Deemo hunn och d'ASBLen, déi hir Statuten un dat neit Gesetz virum Schluss vun der Iwwergangsperiod

geännert hunn, nach Zäit, sech mam neie Comptabilitéitsregimm vertraut ze maachen.

Exportation de voitures électriques | Question 0928 (25/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet Ännerungen ugekënnegt bei der Primm fir Elektroautoen. An Zukunft soll een d'Primm nëmmen nach kréien, wann een den Auto mindestens dräi Joer laang nom Kaf hält. Domadder soll bewierkt ginn, dass d'Autoe méi laang am Lëtzebuergeser Fierpark bleiwen an net esou schnell an d'Ausland kënnen verkaft ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Elektroautoe sinn tëschent 2018 an 2023 (opgeléicht pro Joer) hei am Land kaf ginn?
2. Wéi vill Elektroautoe sinn tëschent 2018 an 2023 (opgeléicht pro Joer) hei am Land immatrikuléiert ginn?
3. Wéi vill Elektroautoe goufen tëschent 2018 an 2023 hei am Land kaf an am Ausland immatrikuléiert?
4. Wéi vill Elektroautoe goufen tëschent 2018 an 2023 hei am Land immatrikuléiert an duerno an d'Ausland verkaft an immatrikuléiert?

Réponse (05/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéiertee freet Zuelen, wéi vill Elektroautoen tëschent 2018 an 2023 kaf, nei ugemellt an exportéiert goufen.

ad 1. Et gi keng Donnéeën erfaasst oder Statistiken erstallt, wéi vill Autoen hei am Land kaf ginn. Wat fir d'Primme wichteg ass, ass déi éischt Umeldung vum Gefier zu Lëtzebuerg.

ad 2. Laut der SNCA (Société nationale de circulation automobile) goufe säit Ufank 2018 follgend Unzuele vun Elektroautoen hei am Land nei ugemellt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 4. Vun den insgesamt 31.240 rengen Elektroautoen, déi säit 2018 zu Lëtzebuerg nei ugemellt goufen, sinn der säitdeem insgesamt 4.121 ofgemellt an exportéiert ginn. Dës Gefierer waren am Duerchschnitt bal 2 Joer hei zu Lëtzebuerg ugemellt. 138 vun dësen exportéierten Elektroautoe ware manner wéi 7 Méint hei am Land ugemellt a sinn domadder net eligibel fir eng Primm gewiescht. Weider 191 Gefierer waren nëmmen tëschent 7 an 12 Méint hei am Land ugemellt. Een Deel heivunner ass do duerch wahrscheinlech och net eligibel fir eng Primm gewiescht. Déi genau Unzuel léisst sech iwwert d'Exportzuelen net genee festleeën, well den Datum vun der Ënnerschrëft um Kaf- oder Leasingskontrakt ausschlaggebend ass, wéi laang d'Gefier muss gehale ginn, fir eligibel fir eng Primm ze sinn. Virum 1. Abrëll 2022 waren dës 7 Méint an dono 12 Méint.

Well et fir Plug-in-Hybride mat Kaf- oder Leasingskontrakter, déi no 2021 Ënnerschrëft goufen, keng Primm méi gëtt an och souwisou nëmmen Plug-in-Hybride mat 50 g oder manner CO₂-Emissiounen pro Kilometer eligibel fir eng Primm waren, gouf net ermëttelt, wéi vill Plug-in-Hybriden an de leschte 5 Joer exportéiert goufen.

D'Regierung huet rezent Ännerunge bei de Primmen annoncéiert. Fir nei Kaf- oder Leasingskontrakter, déi

ab dem 1. Oktober 2024 Ënnerschrëft ginn, muss den 100 %-Elektroauto op d'mannst 3 Joer vum Demander gehale ginn. Do dernieft ass och geplangt, datt 100 %-Elektroautoen, déi nei zu Lëtzebuerg ugemellt goufen a säit op d'mannst 3 Joer ugemellt sinn, am Fall vun engem Weiderverkaft hei am Land fir eng zousätzlech Primm eligibel sinn. D'Konditiounen heifir sinn, datt den Auto op d'mannst weider 2 Joer hei am Land ugemellt bleift an de Verkeefer a Keefer net am selwechte Stot ugemellt sinn. Den entsprechehenden Avant-projet de règlement grand-ducal gouf den 19. Juni 2024 vum Regierungsrat guttgeheescht. Dës 2 Mesurë sollen dozou bäidroen, datt 100 % Elektroautoe méi laang hei am Land gehale ginn, den Occasionsmaart fir Elektroautoe gefërdert gëtt an do duerch d'Elektrifizierung vum Fierpark weider zouhëlt.

Cours de premier secours | Question 0929 (25/06/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Wien Éischt Hëllef leeschte kann, dee ka Liewe retten. Leit, déi een Éischt-Hëllef-Cours gemaach hunn, léieren déi richteg Reflexer an Handlungen. Et wier dofir sënnvoll, dass jiddereen an eiser Gesellschaft op d'mannst eng Kéier am Liewen esou een Éischt-Hëllef-Cours gemaach hätt.

An Däitschland ass den Éischt-Hëllef-Cours obligatoresch fir den Erhalt vum Autoführerschäin. Domadder ass séchergestallt, dass alljoers Dausende Leit eng Grondausbildung hunn an ee Pool u Milliounen vu Bierger:innen weess, wéi am Eeschtfall muss gehandelt ginn.

Den Donnéeën no aus eiser parlamentarescher Fro N° 2741 haten 2019 eng 16.383 Leit bei engem Éischt-Hëllef-Cours matgemaach.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur, fir Gesondheet a fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen hu vun 2020 bis 2023 un engem Éischt-Hëllef-Cours hei am Land matgemaach?
 2. Wéi vill Leit besëtzen zum aktuellen Zäitpunkt ee gültigen Éischt-Hëllef-Diplom?
 3. Wëll d'Regierung dofir suergen, dass méi Persounen eng Grondausbildung an Éischer Hëllef maachen?
- Falls jo, wéi eng Aktiounen sinn hei geplangt a wéi eng Ministère wäerten hei implizéiert sinn?

Réponse (18/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 31. Dezember 2023 hu ronn 70.000 Leit un engem Éischt-Hëllef-Cours deelgeholl.

ad 2. Opgrond vun den Zuelen, déi de CGDIS eis matgedeelt huet, misste 86.500 Leit am Besëtzen vun engem Éischt-Hëllef-Diplom sinn, deen net méi al wéi 5 Joer ass. Mir kënnen awer dovun ausgoen, dass dës Zuel méi héich ass, well och d'Méiglechkeet besteet, säin Éischt-Hëllef-Cours am Ausland ze maachen.

ad 3. D'Zil vun der Regierung ass et, dass zu Lëtzebuerg sou vill Leit wéi méiglech an Éischt-Hëllef-Cours maachen, dës an enker Zesummenaarbecht mam CGDIS, deen och schonn u konkreten Initiativen schafft, duerch déi d'Geste vun der Éischer Hëllef, zum Beispill am Sport oder an der Schoul, weider promouvéiert solle ginn. Erwänenswäert ass zum Beispill déi aktuell GOAL-Campagne, déi de CGDIS zesumme

mat der FLF am Kader un der UEFA Euro 2024 organiséert huet, mam Zil, d'Prise en charge ënner anerem vum Hærzstëllstand ze verbesseren.

Application de l'article 41 de la loi communale | Question 0930 (25/06/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Un membre du Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette a été condamné par le tribunal d'arrondissement du 18 avril 2024 pour fraude fiscale aggravée.

L'article 41 de la loi communale dispose : « En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligences graves, les échevins peuvent être suspendus de leurs fonctions par le Ministre de l'Intérieur pour un temps qui ne pourra excéder trois mois, sauf à être renouvelé par décision motivée. Ils peuvent être démis de leurs fonctions par le même ministre. »

Or, le manuel sur l'organisation des communes du Grand-Duché de Luxembourg disponible sur le site³⁵ du Ministère de l'Intérieur donne davantage d'informations quant à la lecture de cet article :

« Les expressions "inconduite notoire", "faute grave" ou "négligence grave" ne sont par ailleurs pas définies par la loi. Elles sont fort vagues et laissent une large liberté d'appréciation au pouvoir central. La jurisprudence administrative belge affirme qu'un fait unique d'inconduite peut suffire, à cause de la gravité du scandale qu'il occasionne, à rendre impossible et contraire à l'intérêt général le maintien de son auteur dans les fonctions de bourgmestre ou d'échevin (revue adm. 1886, p. 496). [...] L'inconduite notoire vise plutôt les comportements scandaleux de notoriété publique : corruption, fraude fiscale, ivresse publique ou délit de fuite parmi d'autres exemples. »

Partant j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Monsieur le Ministre est-il au courant du jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 18 avril 2024 concernant la condamnation pour fraude fiscale aggravée d'un membre du Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette ?
- 2) Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'une fraude fiscale aggravée constitue en l'occurrence une inconduite notoire de l'échevin en question comme l'indique la publication citée de votre ministère en faisant référence à la jurisprudence administrative belge ?

3) Monsieur le Ministre entend-il appliquer l'article 41 de la loi communale ?

- Dans l'affirmative, de quelle façon ?
- Dans la négative, pourquoi n'entend-il pas l'appliquer ?

Réponse (28/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

J'ai connaissance du jugement ayant condamné un échevin de la Ville d'Esch-sur-Alzette du chef de fraude fiscale à une amende tout en faisant abstraction d'une peine d'emprisonnement. Il ne m'appartient pas de commenter la décision des juges. Je constate néanmoins que le tribunal n'a pas prononcé une peine de privation des droits de vote, d'élection ou d'éligibilité prévue à l'article 11 du Code pénal. Ainsi l'échevin en question conserve pleinement, à l'issue de la procédure judiciaire, ses droits de vote et

³⁵ <https://maint.gouvernement.lu/dam-assets/personnel-communal/recrutement-examen-dadmissibilite/programmes/Organisation-des-communes-admissibilite-C1-A+T-B1-T.pdf>

d'éligibilité et donc également la fonction d'échevin qu'il occupe à l'heure actuelle.

Les faits qui ont donné lieu à la condamnation précitée relèvent de la vie professionnelle de la personne visée et sont étrangers à l'exercice du mandat d'échevin. Il appartient à M. Knaff de décider personnellement, en âme et conscience, s'il entend poursuivre son mandat politique.

Évènement électoral de la coalition « Ensemble pour la République » | Question 0932 (25/06/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Esou wéi op engem éffentleche Flyer ze gesinn ass, trëtt den Här Bausseminister e Mëttwoch, de 26. Juni, am Novotel an der Stad op enger Walveranstaltung vun „Ensemble pour la République“, der Partei vun aktuell franséische Staatspräsident op. Hei mécht den ieweschte Lëtzebuurger Diplomat Walkampf fir eng auslännesch Partei.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës dréngend Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Opportunitéit vun engem Walkampfpotrëtt vum Lëtzebuurger Bausseminister fir eng auslännesch Partei? Sollt, besonnesch a Walkampzfäiten, d'Regierung net eng gewëssen Neutralitéit weisen, fir mat all méiglecher, zukünftiger franséischer Regierung kënnen eng vertrauensvoll Basis fir d'Verdeiwung vun eise bilaterale Relatiounen ze schafen?

2. Wéi eng Reegele gëtt sech d'Regierung allgemeng am Kontext vun Optrëtter vu Lëtzebuurger Ministeren am Kader vun engem auslännesche Walkampf?

3. Gouf et am Kader vun den nationale Walkämpf, déi an de leschte Wochen a Méint an eisen Nopeschlänner stattfonnt hunn, weider Optrëtter vu Regierungsmemberen? Respektiv, sinn se an nächster Zäit geplangt? Wa sou Optrëtter stattfonnt hunn, goufen déi Deplacementer da vum Staat bezuelt oder vun enger politescher Partei?

Réponse (25/07/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Duerch de Fait, datt hei am Land ewéi an der Reegel am Ausland politesche Parteien e wichtige Bäitrag zum Fonctionnement vun enger demokratescher Gesellschaft leeschten, ass de fräien Echange mat Vertrieeder vun nationalen an internationale Parteien e gewéinleche Bestanddeel vun der Aarbecht vun engem Politiker, dorënner och vun engem Minister.

Crédit d'impôt location | Question 0933 (26/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den 22. Mee dëst Joer ass d'Gesetz iwwert verschidden Hëllef fir de Wunnengsmaat a Kraaft getrueden (Loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement).

Hei gouf een neie bëllegen Akt fir d'Locatioun agefouert (Crédit d'impôt location). Am Communiqué vun der Regierung dozou stoung geschriwwen, dass dëse just fir Gebaier géif gëllen, déi nach net gebaut goufen (VEFA). Allerdéngs ass dat net am Artikel 4 vum Gesetz präziséiert, soudass unzehuelen ass, dass eng Persoun, déi ee bestoend Gebai keeft, fir et ze verlounen, vum neie bëllegen Akt ka profitéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Kann de Minister präziséieren, ob den neie bëllegen Akt fir all Gebaier gëllt oder just fir eng VEFA?

Réponse (28/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Am Artikel 2 vum Gesetz vum 22. Mee 2024 iwwer de Relancepak am Wunnengsbau ass definéiert, ob wéi een Typ Immobilienerwerb sech de sougenannte Crédit d'impôt location bezitt.

Doraus ergëtt sech, dass dëse Steierkredit exklusiv bei Acquisitiounen ënnert Form vun enger Vente en l'état futur d'achèvement am Sënn vum Artikel 1601-3 vum Code civil ka geltend gemaach ginn.

Achat de logements par la SNHBM | Question 0934 (26/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Rapport annuel vun 2023 vun der SNHBM steet geschriwwen, dass d'SNHBM eng Residenz mat 16 Wunnenge vum Fonds Kirchberg ofkaf huet (Ofschnëtt „Autre collaboration avec le Fonds Kirchberg“).

D'SNHBM krut awer hei just d'Immobilie an den Terrain bleift am Besëtz vum Fonds Kirchberg, well iwwert Emphytéose verkaf gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi héich war de Baupräis vun dëser Residenz?
2. Wéi vill huet d'SNHBM fir dës Residenz un de Fonds Kirchberg bezuelt?
3. Wéi vill bezilt d'SNHBM fir d'Emphytéose?
4. Wéi vill Meetercarré Wunnraum ëmfaasst dës Residenz?

Réponse (22/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. D'SNHBM huet dës Residenz vun engem private Promoteur zum Präis vun 9.842.729,64 € TTC 17 % ofkaf (hors terrain an der Emphytéose).

ad 2. D'Wunnenge vun dëser Residenz falen all ënnert den Artikel 29 vum Pacte logement. An dësem Fall huet e private Promoteur e ganzen Ensembl gebaut, wou just 1 Residenz un d'SNHBM verkaf ginn ass. Wéi am Rapport annuel vun der SNHBM geschriwwen, ass déi Residenz vun engem private Promoteur ofkaf ginn an net vum Fonds Kierchbiere. De Fonds Kierchbiere ass hei just de Propriétaire vum Terrain.

ad 3. D'Emphytéose ass bei dësem Projet als Redevance unique an der Héicht vun 2.135.202,08 € bezuelt ginn.

ad 4. Dës Residenz huet eng Surface cadastrale vun 1.706,54 m².

Parcs éoliens offshore | Question 0935 (26/06/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

La Ministre belge de l'Énergie et son homologue norvégien viennent de signer une déclaration commune sur la coopération énergétique en Mer du Nord. L'objectif est de soutenir politiquement une future connexion entre les réseaux belge et norvégien, dont les parcs éoliens offshore scandinaves. L'interconnexion revêt d'une importance particulière pour accéder à tout moment à l'énergie verte. Dans ce contexte, il importe de rappeler la North Seas Energy

Cooperation (NSEC) à laquelle le Luxembourg participe depuis le début.

– Notre pays disposant également d'une interconnexion de son réseau de transport d'électricité avec le réseau belge, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme si le Gouvernement a été associé à ces pourparlers.

– Est-ce que la coopération mentionnée a lieu dans le cadre de la NSEC ?

– Sinon, le Gouvernement luxembourgeois est-il intéressé à s'associer à ce projet pour accéder à tout moment à l'électricité verte ?

– De quelle manière le Luxembourg est-il impliqué dans les parcs éoliens offshore existants ?

– Comment le Luxembourg va-t-il s'impliquer dans le futur ?

Réponse (25/07/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La récente mission économique belge en Norvège, lors de laquelle la coopération bilatérale mentionnée fut formalisée, ne se concentrait pas seulement sur une interconnexion électrique, mais traitait également d'autres sujets qui n'ont été discutés ni avec le Luxembourg, ni au sein de la North Seas Energy Cooperation (NSEC).

La NSEC est une organisation régionale pour la coopération en matière d'énergies renouvelables qui réunit : les trois pays du Benelux, l'Allemagne, la France, le Danemark, la Suède, l'Irlande, la Norvège et donne un cadre approprié pour une collaboration avec le Royaume-Uni.

L'accord cité par les honorables Députés concerne uniquement deux pays de la NSEC, la Belgique et la Norvège, et, pour la partie de l'interconnexion électrique, s'intègre dans le contexte du développement de réseaux énergétiques sous-marins nécessaires pour pouvoir profiter au mieux de l'énergie renouvelable des mers du Nord. Les membres de la NSEC s'informent de manière régulière lors d'échanges à différents niveaux. La NSEC permet au Luxembourg d'être informé au sujet d'autres initiatives bilatérales, comme entre l'Allemagne et le Danemark³⁶, entre la Belgique et le Royaume-Uni³⁷, ou encore entre l'Irlande et la France³⁸, pour ne citer que quelques coopérations bilatérales auxquelles participent des pays voisins du Luxembourg³⁹.

Le Luxembourg s'intègre pleinement dans le réseau paneuropéen et le marché intérieur de l'électricité, et soutient leur développement pour assurer un approvisionnement en électricité sûr, durable et abordable. Le gestionnaire de réseau de transport Creos est membre du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (European Network of Transmission System Operators for Electricity, ENTSO-E) qui a pour mission, entre autres, de préparer tous les deux ans un « Plan de développement du réseau sur dix ans », en étroite coopération avec toutes les parties prenantes. Outre les travaux au niveau européen, Creos collabore étroitement avec les TSO des pays voisins pour développer les réseaux, permettant en effet un meilleur accès à tout moment à l'électricité verte.

Au sein de la NSEC et de l'UE, le Luxembourg est impliqué dans le développement des parcs éoliens offshore.

³⁶ <https://www.50hertz.com/en/Grid/Griddevelopment/Concluded-projects/CombinedGridSolution>
³⁷ <https://www.nemolink.co.uk/>
³⁸ <https://www.eigrd.ie/celticinterconnector>
³⁹ Pour une vision globale des projets considérés : <https://tyndp2024.entsoe.eu/projects-map>

Dans la version actualisée du PNEC, le Luxembourg prévoit des projets de coopération en matière d'énergie renouvelable en ayant recours au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'UE qui permet notamment des investissements dans des projets d'énergies renouvelables en mer. Le Luxembourg soutient, à la fois au niveau de la NSEC et dans ses relations bilatérales avec ses voisins, l'utilisation de cet instrument de coopération et une implication future dans des projets de parcs éoliens offshore à l'avenir.

Certains acteurs luxembourgeois, notamment des acteurs du secteur maritime et des armateurs, sont impliqués dans la conception, la planification⁴⁰ et la construction⁴¹ de parcs éoliens offshore.

Parc industriel, naturel et ferroviaire « Minett Park » | Question 0937 (26/06/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

De Minett Park „Fond-de-Gras“ ass ee Fräilichtmusée, deen iwwer e puer Hektar verschidde Sitte matenee verbënnt an de Visiteuren eng eenzegaarteg kulturell an touristesch Offer bitt.

Attraktiounen sinn nieft der bemierkenswäerter Natur beim Minett Park och den Oppidum vum „Tételbiérg“, déi al „Minièresbunn“ oder den „Train 1900“, dee vu ganz engagéierte Benevolle bedriwwen gëtt a wou ee kann an eng aner Zäit andauchen.

An deem Kontext gëtt och ëmmer nees vun engem Zuchmusée um Site geschwat, wou de lëtzebuergesche Patrimoine ferroviaire kéint nach méi valoriséiert an dem breede Public zugänglech gemaach ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Kulturminister folgend Froen stellen:

1. Am Moment lafe Chantieren am Minett Park. Wou sinn dës Chantiere vum Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) drun?
2. Gëtt et Pläng, fir den Eisebunnspatrimoine am Fond-de-Gras ze valoriséieren?
3. Ass geplangt, fir en Zuchmusée ze bauen an Zukunft?

Réponse (24/07/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1. Aktuell leeft e grouse Chantier vum INPA, fir de Fond-de-Gras weider opzewäerten an ze securiséieren. De Site kritt eng grouss Plaz, fir d'Visiteuren ze empfänken, an eng Spillplaz vis-à-vis vun der Terrass „Bei der Giedel“. De Quai vun der Minièresbunn gëtt och nei amenagéiert. Pollere ginn am Agank vum Site installéiert, fir datt et zu enger Verkéiersberouegung kéint.

Domadder gëtt d'Sécherheet um Site verstärkt an de Patrimoine weider valoriséiert. Dës Aarbechte sinn Enn dëst Joer ofgeschloss.

Den INPA këmmert sech och ëm d'Entretienaarbechten un de Gleiser vum Train 1900 an ëm d'Galerie vun der Minièresbunn. Dëst Joer goufen Entretienaarbechten op der Streck Fond-de-Gras Richtung Péiteng fir 1 Millioun Euro realiséiert. Domadder gëtt garantéiert, datt déi wäertvoll Benevolataarbecht weider funktionéiere kann an d'Streck och an Zukunft sécher ass. Esou kënnen déi historesch Gefierer weider a Betrib bleiwen an de Public profitéiert vun engem liewege Patrimoine.

⁴⁰ <https://www.geoxyz.eu/en/projects/references-offshore-wind-farms>
⁴¹ <https://www.jandenul.com/projects/gode-wind-3-and-borkum-rif-grund-3-offshore-wind-farms-germany>

D'Minièresbunn kritt an den nächste Joren en neien Atelier mat Garage, wou déi historesch Gefierer kënnen ënnert gudder Bedéngunge restauréiert ginn.

ad 2. E groussen Deel vum Eisebunnspatrimoine gëtt duerch d'Benevolataarbecht am Fond-de-Gras valoriséiert an dem Public all Sonndeg während de Méint Mee bis September zugänglech gemaach. Dat sinn d'Dampzich vum Train 1900 an d'Gefierer vun der Minièresbunn.

Donieft gëtt et awer nach e groussen Deel u Patrimoine ferroviaire, deen net fir de grouse Publikum zugänglech ass. Vun den 1980er-Joren un huet den INPA op d'mannst ëmmer eng Maschinn pro Serie vun der Eisebunnsramm vun den CFL erhalen a restauréiert, dat zesumme mat de Benevolle vun der ASBL 1604 Classics. Esou koum et zu enger grousser historescher Sammlung, déi nach mat Pläng, Fotoen, Uniformen an all Zort vun Eisebunnstechnik beräichert gouf.

Zanter iwwert 2 Joer schafft den INPA mat den CFL, de Veräiner an der Gemeng Péiteng un engem groussen Projet, fir dës Patrimoine didaktesch ze erschléissen an dem grouse Publikum permanent zugänglech ze maachen.

Et ass de Projet vum Zuchmusée, dem Centre national pour le patrimoine ferroviaire – CNPF, deen zu Péiteng op der Streck vum Train 1900 soll entstoen. De Besuch vun dësem Musée wäert verbonne gi mat engem Trajet an engem historeschen Zuch erop an de Fond-de-Gras. Dat soll all Dag e puermol méiglech ginn, iwwert e Quai mattem am Musée. Dës nei Struktur gëtt domadden e Portal, fir déi villfältig Offer vum Minett Park ze valoriséieren an dem breede Public zugänglech ze maachen.

ad 3. Den INPA huet zesumme mat engem Architektbüro eng Étude de faisabilité fir dës Projet realiséiert, deen elo zesumme mat den CFL détailléiert ausgeschafft gëtt.

Bis Enn 2024 soll en Avant-projet sommaire fäerdeg sinn, fir duerno en Avant-projet détaillé auszeschaffen an een entsprecheende Projet de loi an der Chamber ze deposéieren. D'CFL wäerte sech ëm d'Infrastrukturaarbechte këmmere an den INPA ëm de pedagogeschen a kulturellen Volet.

Délais d'attente pour une ostéodensitométrie | Question 0938 (26/06/2024) de **M. François Bausch** (déi gréng)

La loi du 22 décembre 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés prévoit l'acquisition de deux unités de mesure de la densité osseuse supplémentaires.

Selon un article de presse publié récemment, le délai d'attente pour un rendez-vous dans l'unique équipement du pays pour mesurer la densité osseuse selon le procédé DXA se situe toujours autour des 18 mois.

Alors que l'article de presse confirme que la première unité supplémentaire se trouve en procédure d'acquisition et sera installée à Wiltz, des questions restent ouvertes quant à la seconde unité ainsi qu'au personnel nécessaire pour opérer les unités de mesure.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Endéans quel délai la deuxième unité DXA sera-t-elle installée à Wiltz ?

2) Le personnel nécessaire pour opérer les unités supplémentaires pourra-t-il être recruté endéans des délais utiles ? Dans la négative, quelles alternatives sont actuellement étudiées afin de permettre de lancer l'utilisation des unités ?

3) Endéans quel délai la troisième unité pourra-t-elle être opérationnelle ? Quelle sera sa localisation ?

4) Quelle sera l'incidence de la deuxième et de la troisième unité sur les délais d'attente des patient.e.s ?

5) Combien de patient.e.s ont fait réaliser un examen de la densité osseuse à l'étranger au cours des 5 dernières années ?

Réponse (02/08/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Une demande d'acquisition et de subventionnement pour l'installation d'un équipement pour la mesure de la densité osseuse a été introduite au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale par le CHdN le 14 février 2024. Après analyse du dossier, cette demande a reçu un avis favorable de la Commission permanente du secteur hospitalier en date du 12 juillet 2024. Le timing d'installation n'est pas encore déterminé.

ad 2) Les ATM de radiologie seront détachés du service de radiologie. Six médecins spécialistes sont disponibles pour l'interprétation des examens.

ad 3) En application de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, un troisième appareil peut être envisagé. Pour ce faire, un centre hospitalier doit en faire la demande, ce qui n'est pas encore le cas.

ad 4) Il n'est pas possible de chiffrer la réduction du délai d'attente.

ad 5) La CNS ne dispose pas d'éléments précis concernant l'examen de la densité osseuse réalisé à l'étranger. Les prestations remboursées concernent des actes ou traitements stationnaires pris en charge sans indication sur les examens cliniques réalisés. Environ 25 patients ont ainsi pu bénéficier d'une prise en charge de prestations allant d'une simple consultation jusqu'à des traitements stationnaires pour lesquels la prise en charge n'indique pas tous les détails des examens réalisés.

Installation de miroirs de circulation | Question 0939 (26/06/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Sougenannte Verkéiersspigelen fënnt een aktuell nach op ville vun eise Stroossen a Kräizungen. Leider fënnt een zu Lëtzebuerg och nach vill Kräizungen, déi ënnert anerem och wéinst hirer Oniwwersiichtlechkeet eng Gefor fir d'Participanten am Stroosseverkéier duerstellen.

Op lokalem Niveau sinn et d'Gemengeverrieder, déi oft am beschten esou Geforeplaze kënnen identifizéieren. An dëse Fäll kann e Verkéiersspigel hëllefen. An der rezenter Vergaangenheet ginn awer Demandé vu Gemenge bei der Administration des ponts et chaussées ofgeleent. Offiziell heescht et, dass esou Verkéiersspigelen net méi placéiert dierfe ginn. Laut eisen Informatiounen geschitt dëst, well déi genannte Spigelen keng präzis Aschätzung vun der Distanz vun den Autoen op de betreffende Kräizungen erlaben. Aus Mangel un Alternative bleiwen d'Geforen op dës Plazen also bestoen. Zousätzlech stelle mir fest, dass a ville Gemengen déi existent Spigelen weeder ersat nach fortgehoen ginn.

An deem Zesammenhang wéilt mir der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wéi positionéiert sech de Ministère vis-a-vis vun dëser Problematik?
2. Kann de Ministère de genannte Grond sou konfirméieren? Falls jo, aus wéi enge Grënn ginn dann déi existéierend Spigelen net fortgeholl?
3. Kann de Ministère eis soen, ob et Iwwerleeunge fir Alternativen zu dem Verkéiersspigel gëtt? Falls jo, wéini kënnen dës agesat ginn?

Réponse (06/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Ministère kennt d'Problematik vun oniwwersichtleche Kräizungen an et besteet en Aarbechtsgrupp vun der staatlecher Verkéierskommissioun, deen eng grëndlech Analys vun all eenzeler Ufro fir Verkéiersspigele mécht.

D'Demanden, fir Verkéiersspigelen ze installéieren, gi vu Ponts et chaussées an an der staatlecher Verkéierskommissioun analyséiert, wann dës op Staatsstroosse virgesi sinn. Dës Analyse ginn duerchgefouert opgrond vum Gesetz iwwer d'Permissions de voirie. D'Demandé fir d'Installatioun vun neie Spigele betreffe souwuel Stroosse mat schlechte Siichtverhältnissen, a Kéieren a Kräizunge wéi och Accès vu Privatleit op eng Staatsstrooss.

Ganz allgemeng gëtt d'Méiglechkeet vun engem Spigel just a Betruecht gezunn, wann all aner Moyenen, fir d'Visibilitéit ze verbesseren, ausgeschöpft goufen. Dozou gehéieren zum Beispill d'Ewechhuele vu Parkplazen, d'Erneuerung vum Marquage oder d'Upassung vu Gréngsträifen, Hecken asw. D'Nodeeler vun engem Verkéiersspigel sinn, dass si d'Aschätzung vun der Distanz an der Vitess vum Verkéier erschwéieren kënnen, besonnesch, well et verschidde Fabrikater mat ënnerschiddlechen optesche Verzerrunge gëtt. Anerersäits si Verkéiersspigelen ufälleg fir reduzéiert Visibilitéit duerch Knascht, Reflète, Reen, Niwwel, Äis asw.

Aus all dëse Grënn ginn d'Demandé fir Spigele fir Privataccésen, déi op ëffentlechem Terrain solle gestallt ginn, grondsätzlech net autoriséiert. D'Spigele sollen, wann iwwerhaupt néideg, op de privaten Terrain gestallt ginn.

Wat Kräizungen an oniwwersichtleche Kéieren ugeet, sou muss vu Fall zu Fall gekuckt ginn, ob e Spigel eng Verbesserung vun der Visibilitéit duerstellt oder net. Eng confortabel Siicht ass awer nëmmen ee vun de Parametere, deen a Betruecht geholl gëtt, a wann den Asaz vun engem Spigel zweifelhaft ass, gëllt et éischer drop ze verzichten, wéi den Autofuerer e falscht Gefill vu Sécherheet ze vermëttelen.

ad 2. All nei Amenagementen ginn zanter enger Rei vu Jore schon no den uewe genannte Critèren analyséiert. Bestoend Spigelen, déi an der Vergaangenheet eng Autorisatioun kritt hunn, ginn net automatesch ewechgeholl, mee mussen am Fall vun enger Ännerung vum Ëmfeld nei analyséiert a geegenefalls ewechgeholl ginn.

ad 3. Jo, et gëtt Iwwerleeunge fir Alternativen zu Verkéiersspigelen. Den Aarbechtsgrupp mécht normalerweis Virschléi fir alternativ Léisungen, wéi zum Beispill Hecken oder Parkplazen ewechhuelen, fir d'Siicht ze verbesseren. Dës Alternative gi vu Fall zu Fall analyséiert a kënnen variéieren, jee no de speziellesche Bedéngungen op der Plaz. D'Zil ass et, méi sécher a praktesch Léisungen ze fannen.

Dovunner ofgesi ginn all nei Stroossen a Gebaier haut sou geplangt, dass fir eng genügend Visibilitéit vun der vireran och ouni Spigele gesuergt ass.

.....
Institution du Lieutenant-Représentant | Question
0941 (26/06/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

À l'occasion des festivités de la fête nationale 2024, Son Altesse Royale le Grand-Duc a fait part de Sa décision de nommer le Prince Héritier Lieutenant-Représentant au mois d'octobre.

L'article 58 de la Constitution dispose que « Le Grand-Duc peut se faire représenter par une personne qui remplit les conditions de l'article 56, paragraphe 1^{er}, et qui porte le titre de Lieutenant-Représentant du Grand-Duc ».

Selon le commentaire des articles de la proposition de révision de la Constitution, l'article 58 de la Constitution entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2023 confère une certaine flexibilité quant au contenu des arrêtés grand-ducaux portant instauration de la Lieutenance.

Certains experts de la Constitution luxembourgeoise ont émis des interrogations ces derniers jours quant à la question de l'envergure que prendra la représentation par le Lieutenant-Représentant.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) L'arrêté grand-ducal qui portera institution de la Lieutenance du Prince Héritier fera-t-il usage de la flexibilité conférée par la Constitution en matière de partage des compétences ?

2) Dans l'affirmative, quelle sera l'envergure de ce partage des compétences entre SAR le Grand-Duc et son Lieutenant-Représentant ?

Réponse (22/07/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Il est de l'intention du Gouvernement de préparer un arrêté grand-ducal s'inspirant du texte élaboré en date du 3 mars 1998, conférant au Lieutenant-Représentant du Grand-Duc la possibilité d'exercer au nom du Grand-Duc tous les actes de ce dernier, sans préjudice de la plénitude des prérogatives du chef de l'État.

.....
Évaluation du développement linguistique des enfants dans les crèches | Question **0942**
(26/06/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi een um Site www.science.lu noliese kann, hu Fuerscher vum „Luxembourg Centre for Educational Testing“ vun der Uni Lëtzebuerg an enger Etüd („Early childhood education and care in Luxembourg“) hiren eegenen Aussoen no festgestallt, datt et grouss Ënnerscheeder tëscht de fréikandleche Betreuungsstrukturen am Land gëtt an datt een net genau weess, „wie und in welchem Maß dort Sprachen gefördert werden“.

An deem Kontext hunn ech follgend Fro un den Här Schoulminister:

– Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung (déi och am mentionéierten Interview zur Sprooch kënn), datt et vu grousser Virdeel wier, eng Etüd ze realiséieren, déi d'Qualitéit vun de Crèchen hei am Land systematesch ënnersicht, speziell am Hibleck op d'Sproochfërderung, an hei besonnesch op d'Fërderung vum Lëtzebuergesch?

Réponse (06/08/2024) de **M. Claude Meisch**,
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Promotioun vun der Qualitéit an der nonformaler Bildung ass e wichtege Bestanddeel vun der Politick vun eisem Ministère. An deem Sënn gouf de

sougenannte Qualitätsdispositif iwwert dat modifizéiert Jugendgesetz am Joer 2016 an de Strukture vun der nonformaler Bildung agefouert.

Zil vun dësem Dispositif, deen un déi staatlech finanziell Participatioun (Prestataire chèque-service accueil) gekoppelt ass, ass et, de pädagogesche Kader ze definéieren an d'Qualitéit vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen kontinuéierlech ze assuréieren. Dëst geschitt duerch eng Rei Obligatiounen:

– All Bildungs- a Betreuungsstruktur schafft en allgemengt pädagogesch Konzept aus, an deem hir Bildungsziler an hir pädagogesch Methoden definéiert sinn;

– Fir d'Qualitéit vun der nonformaler Bildung vum Personal ze erhalen a weiderzuentwéckelen, muss d'Personal eng gewëssen Unzuel u Formatiounen maachen. Fir Personal, dat vollzäit schafft, sinn dat 32 Stonnen iwwer zwee Joer;

– All Struktur muss hir berufflech Praxis reegelméisseg dokumentéieren an Dossierer iwwer déi duerchgefouert Aktivitéiten, pädagogesch Usätz an Observatiounen iwwer d'Entwécklung vun de Kanner féieren;

– All Struktur muss zweemol d'Joer e pädagogesch Suivi vun de regionalen Agenten, déi d'Ëmsetzung vum Bildungsrahmenplan suivéieren, akzeptéieren.

Deriwwer eraus ginn d'Strukture reegelméisseg vun den Agente vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend (MENJE) kontrolléiert, déi hir administrativ a reglementaire Konformitéit iwwerpréieren.

Et ass deemno ee breeden Dispositif en place mam Zil, eng héich Qualitéit am Secteur vun der Betreuung a Bildung ze erhalen an esou eng favorabel Ëmwelt fir d'Entwécklung vun de Kanner ze garantéieren.

D'Sproochfërderung, déi am Kader vum Programm vun der méisproocheger Bildung ëmgesat gëtt, ass och Deel vun dësem Qualitätsdispositif. E wichtegt Zil vum Programm ass et, d'Kanner mam Lëtzebuergesch a Franséische vertraut ze maachen. Sou gëtt a Strukturen, an deene virun der Aféierung vum Programm kee Lëtzebuergesch geschwat gouf, e fréie Kontakt mat der Lëtzebuergescher Sprooch erméiglecht. Gläichzäiteg ginn all de Kanner hir Familjesproochen, déi och wichteg fir d'Entwécklung vun neie Sproochen sinn, wäertgeschat. D'Ëmsetzung vun dësem Programm ënnersteet enger Rei vu Modalitéiten, an zwar:

– de Recrutement vu Personal, dat en Niveau C1 am Lëtzebuergesch nowise kann an och Personal, dat en Niveau C1 am Franséischen nowise kann;

– d'Integratioun vun der Sproochfërderung an dat pädagogesch Konzept vun der Struktur, souwéi och reegelméisseg Beobachtungen an Dokumentatioun;

– d'Ernenne vun engem Référent pädagogique pro Struktur, deen unhand vun enger 30-stënneger Formatioun an der Sproochentwécklung a -fërderung spezialiséiert gëtt;

– d'Deelhuele vum ganze Personal u Formatiounen zu der Sproochentwécklung a -fërderung vun aacht Stonnen iwwer zwee Joer.

De Programm gëtt begleet vun engem wëssenschaftleche Rot aus nationalen an internationalen Experten aus de Beräicher Sproochentwécklung a -fërderung, Méisproochegkeet a méisproocheg Bildung. Dës reegelméisseg Begleedung aus der Fuerschung dréit zu der Weiderentwécklung vum Programm bäi a garantéiert, datt d'Moosnamen adequat a kohärent sinn, wat e wichtege Aspekt ass, fir d'Qualitéit weiderzudreiwen.

Ofschléissend kann ee festhalen, datt déi systematesch administrativ a pädagogesch Ënnersichung Bestanddeel vun dësem Dispositif ass, deen e kontinuéierleche Suivi vun der Qualitéit assuréiert.



Frais engendrés par le kangourou échappé | Question **0943** (26/06/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 11. Juni war zu Konsdref e Känguru ausgebécht, deen ouni Autorisatioun vun der Veterinärspektioun importéiert gi war. No iwwert enger Woch konnt d'Déier erëm agefaange ginn. Während där Zäit waren och d'Automobilisten an de betraffene Géiengebieden, besonnesch virsiichteg ze sinn, fir datt et net zu engem Accident mam Déier kënt.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi d'Asaztonne pro Service souwéi de jeeweilige Käschtepunkt regruppéiert? Ass virgesinn, dës Käschten un de Proprietär weiderzeginn? Falls net, firwat net?

2. Wéi eng Institutioun respektiv Assurance wier an dësem Fall responsabel gewiescht, wann et zu engem Zesummestouss mam Déier komm wier? Souwuel am Fall vun engem privaten Automobilist wéi och engem professionnelle Gefier oder am öffentlechen Dénsgscht?

Réponse (24/07/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. An den Datebanke vun der Police ginn d'Aarbechtsstonnen net esou spezifesch pro Service a pro Incident erfaasst, fir eng Tabell kënnen ze erstellen, wéi vun der honorabeler Deputéierter gefrot.

D'Police intervenéiert am Alldag, fir d'Sécherheet vun de Bierger an d'Verkéierssécherheet ze garantéieren, onofhängeg vun der Gréisst an der Schwieregkeet vun den Interventiounen, déi néideg sinn.

De Service um Bierger ass gratis.

D'ALVA kënt op +/-16 Stonnen, déi vun hiren 2 Inspekteschen an Usproch geholl goufen, fir un deem Dossier ze schaffen (2 Visites sur place, Kontakter mat der Proprietärin an aneren implizéierte Leit, Preparatioun vum Avis a vun der Autorisatioun, Äntwerten op Presseufroen, ...). Gradewéi d'Aarbecht vun der Police ass och déi vun der ALVA e Service um Bierger, dee gratis ass, an dat am Interessi vum Déierewuel.

ad 2. An dësem Fall wier dëst eng Fro, déi privat-rechtlech misst gekläert ginn, d. h. vum Besëtzer vum Känguru.

Contrôles de vitesse sur le CR351 entre Diekirch et Erpeldange | Question **0946** (27/06/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Rezent goufen eng Rei begréissenswäert Verkéierskontrolle vun der Police an der Strooss tëscht Dikrich an Ierpeldeng-Sauer duerchgefuert (CR351). Effektiv gëtt am Agang vun Dikrich, wann ee vum Goldknapp erofkënn, zënter Laangem ze séier gerannt. Fir d'éischt ass nämlech Tempo 50 ze fueren, no e puer Meeter fänkt da schonn d'Tempo-30-Zon un.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Protokoller goufen no dëse Kontrolle geschriwwen?

2. Wat war déi héchst Vitess, déi bei de spontane Kontrolle festgestallt gouf?

3. Wéi dacks gouf déi zoulässeg Vitess bei de Miesungen, déi am Mee/Juni dëses Joers duerchgefuert goufen, iwwerschritt?

4. Wat fir konkret Moosname recommandéiert d'Police, fir d'Geschwindegkeet op dëser Plaz erofzesetzen?

Réponse (17/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Fir op dës Fro ze äntweren, gëtt d'Zäitspann tëschent dem 17. Mee an dem 27. Juni 2024 consideréiert, wou Kontrollen duerchgefuert goufen.

Insgesamt sinn 31 Vitesskontrolle vun der Police duerchgefuert ginn. D'Kommissariat vun Dikrech an de Service régional de police de la route hu 6 „procès-verbaux“ wéinst Vitess geschriwwen.

ad 2. D'maximal Geschwindegkeet, déi während enger spontaner Vitesskontroll vun der Police gemooss ginn ass, war 66 km/h.

ad 3. Nieft de 6 „procès-verbaux“ sinn nach 46 „avertissements taxés“ ausgestellt ginn, soudass d'Police am Ganzen 52 Verstéiss wéinst Vitess festgestallt huet.

ad 4. D'Policekontrolle si just ee vun de méigleche Moyenen, fir op d'Verkéierssécherheet anzewierken. D'Police steet a reegelméissegem Kontakt mat de Gemengen esou wéi mat weideren Autoritéiten aus dem Verkéiersberäich, fir iwwer zousätzlech Sécherheetsmesuren ze diskutéieren.

D'Police preconiséiert, de Wiessel vun enger Tempo-50-Zon op eng Tempo-30-Zon kloer auszeschëlderen an duerch infrastrukturell Mesuren d'Autofuerer ze encouragéieren, déi gefuere Vitess der Vitesslimitatioun unzepassen.

Football féminin | Question **0948** (27/06/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Alors que le football féminin est en plein essor dans notre pays, le Stade de Luxembourg, infrastructure sportive de premier plan dans notre pays, n'a encore jamais été choisi pour accueillir les matchs de finale de la Coupe des Dames. La sélection nationale féminine y évolue au titre de ses participations à des événements internationaux, mais les footballeuses des clubs luxembourgeois restent à ce jour privées de cette opportunité, contrairement à leurs homologues masculins.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Sports :

1) Pour quelles raisons le Stade de Luxembourg n'a-t-il pas été retenu pour accueillir les finales de la Coupe des Dames de football ?

2) Quels sont les critères utilisés pour décider des lieux des événements sportifs majeurs, et comment ces critères s'appliquent-ils de manière égale aux compétitions féminines et masculines ?

Réponse (15/07/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1) Les matchs de coupe étant organisés par la Fédération luxembourgeoise de football, cette question relève de la responsabilité des responsables de cette dernière.

ad 2) Cette question relève de la compétence des organisateurs de compétitions sportives, à savoir les fédérations concernées.

Personnel des CFL | Question **0949** (28/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'Fro N° 0589 krute mer d'Informatioun, dass op den 31. Mäerz 2024 5.154 Leit beim

Grupp CFL schaffen, wouvunner 1.749 Leit am Passagéierberäich agestallt sinn an 1.198 Leit am Fret.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. A wéi enge Beräicher sinn déi reschtlech Persounen agestallt?

2. Kann d'Ministesch de Personalbestand fir d'Joren 2020 bis 2024, opgeschlësselt no Joer a Beräich, an enger Tabell weisen?

3. Wéi deelen sech d'Karriären (I, A, M, S, B) bei deene verschiddene Beräicher op? Wéi huet d'Situatioun 2020 ausgesinn?

Réponse (16/07/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1.

– Activités voyageurs (abegraff CFL-Mobility an CFL-Evasion)

– Gestion infrastructure (abegraff Detachement op d'Administration des chemins de fer an d'Administration des transports publics)

– Fonctions transversales (Maison mère: finances, ressources humaines, juridique, informatique asw.)

– Activités fret

– aner Filialen (CFL-Immo an CFL Cactus Shoppi)

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. (Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Bus du TICE | Question **0950** (28/06/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Kader vun engem Gesetzesprojet zu de Busser vum CFL gouf an der Chamber och iwwert den TICE geschwat. Et goufen dozou och Motioune virgeluecht, déi awer vun der Majoritéit ofgeleent goufen. An den Diskussiounen zu enger Motioungong et och ëm den Alter an den Amortissement vun de Busser vum TICE.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi al sinn d'Busser vum TICE (opgelëscht pro Bus)?

2. Ab wéi engem Alter ginn d'Busser beim TICE aus dem Service geholl?

3. Wéi al ass den eelste Bus, deen am Moment nach vum TICE benotzt gëtt? Wéi al ass de jéngste Bus, deen am Moment nach vum TICE benotzt gëtt?

4. Bis wéini ass geplangt, dass d'Busser aus der aktueller Flott sollen a Benotzung bleiwe respektiv bis wéini soll den neiste Bus aus der aktueller Flott vum TICE fir den Transport vu Persoune genotzt ginn?

5. Wéi héich wäert viraussichtlech de Käschtepunkt fir eng komplett Erneuerung vun der Busflott mindestens sinn?

Réponse (01/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen freet a senger parlamentarescher Fro Informatiounen iwwert den Alter an d'Amortissement vun de Busser vum TICE.

Als éischt schéngt et mer wichteg ze ënnersträichen, dass den TICE ee kommunale Syndikat ass, dee Buslinnen am Süde bedreift. De Staat ënnerstëtz d'gemengeniwwergräifend Busoffere mat engem Subside.

Vu dass den honorabelen Deputéierte Marc Goergen sech virop iwwer betribsintern an operativ Inhalter zur Busflotte vum TICE erkënnegt, erlaben ech mer heimadder déi Informatiounen weiderzerechen, déi eis vum TICE kommunizéiert goufen.

D'Verbrenner, also Diesel a Gasbusser, ginn op 10 Joer amortiséiert. D'Elektro- an d'Waasserstoffbusser (Brennstoffzellen) wäerten zukünfteg op 8 Joer amortiséiert ginn.

Wann d'Busser amortiséiert sinn, ginn se gréissten-deels ofgestouss. Duerch verschidde Facteuren, gi Busser och méi laang ewéi hir Amortisationszäit gehalen (AI Busser, wou nach gutt a Stand gehale sinn a keng Problemer hunn, Verzuuch an der Ausliwwerung vun neie Busser, en temporäre Besoin u méi Busser duerch Chantieren asw).

Den Duerchschnittsalter vun der aktueller Busflott vum TICE läit bei 5,96 Joer. Den eelsten ass de 5.1.2009 immatrikuléiert ginn. Déi jéngste Busser sinn den 22.4.2024 immatrikuléiert ginn.

Déi neiste Busser aus der aktueller Flott wäerten am Laf vum Joer 2034 amortiséiert sinn, duerno wäerten se verkaf ginn.

De Käschtpunkt, fir déi aktuell Busflott duerch Elektrobusser ze ersetzen, gëtt op 164 Milliounen Euro geschat.

Suites juridiques contre des passeurs de personnes | Question 0952 (01/07/2024) de **M. Tom Weidig** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Migrationskris ass en Thema, dat zanter Jore kontrovers an der Effentlechkeet diskutéiert gëtt. Vergiess ginn dobäi dacks déi vill Affer, déi duerch d'Aktivitéit u Mënschenhändler a -schmuggler ëm d'Liewe kommen. Ëmmer erëm héiert ee vu Mënscheschmuggler, déi dobäi erwëscht ginn, wéi se verzweiwelt Mënschen, déi oft vill Geld u si bezuelt hunn, iwwer d'Grenz bréngen.

D'BBC, déi sech mat dësem Thema beschäftegt huet, huet zu Lëtzebuerg e Mënscheschmuggler ausfindeg gemaach, dee verantwortlech ass fir den Doud vu verschiddene Mënschen, déi hien iwwer d'Grenz bréngen wollt. Am Reportage ginn dozou och Beweiser opgefouert (BBC tracks down man behind Channel crossing which killed Sara, 7).

Dowéinst wollte mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dem BBC-Reportage?
2. Waren d'Justizautoritéiten an d'Police iwwer dës Fäll informéiert?
3. Wéi e Statut huet de mentionéierte Mënscheschmuggler hei am Land? Huet hien eng Asylde-mande hei am Land gemaach? Wa jo, huet hien dobäi eng aner Identitéit benotzt ewéi déi, déi am BBC-Reportage ugi gëtt?

Réponse (01/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Regierung huet de BBC-Reportage natierlech zur Kenntnis geholl an hëlt déi diffuséiert Informatiounen ganz eesch.

De 27. Juni 2024, den Dag selwer vum entspreche-nde Reportage, gouf direkt reagéiert an decidéiert, de Mann an de Centre de rétention ze placéieren. D'Police ass direkt no him kucke gefuer, fir hien an de Centre de rétention ze féieren, mee konnt de Mann net untreffen.

De Mann huet sech och net op engem Rendez-vous presentéiert, deen hie fir den 28. Juni 2024 op der Direction générale de l'immigration am Kader vu senger Prozedur hat. D'Police ass doropshi mat enger Enquête préliminaire befaasst ginn.

ad 2. D'Police huet Kenntnis vu Fäll vu Mënscheschmuggler, mee war net am Virfeld vum BBC-Reportage iwwer déi méiglech Präsenz vun engem pre-suméierte Mënscheschmuggler am Land informéiert.

ad 3. Wéi schonns aus de Presseinformatiounen ervirgeet, huet de Mann eng Asylde-mande gemaach. Opgrond vum Dateschutz an de Reegelen am internationale Schutz kann d'Regierung keng weider Informatiounen iwwer dem Mann seng Identitéit divulgéieren.

Droits de douane supplémentaires sur les voitures électriques chinoises | Question 0953 (01/07/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 12 juin dernier, la Commission européenne a communiqué que son enquête dans les chaînes de valeur des véhicules électriques en Chine a provisoirement conclu que celles-ci bénéficient de subventions déloyales. Par conséquent, la Commission s'est adressée aux autorités chinoises pour examiner ces conclusions et étudier les moyens de résoudre les problèmes observés d'une manière compatible avec les règles de l'OMC. Si les discussions avec les autorités chinoises ne devaient pas aboutir à une solution, ces droits compensateurs provisoires seraient introduits à partir du 4 juillet par constitution d'une garantie. Ils ne seraient perçus que si des droits définitifs sont institués.

Les droits individuels que la Commission appliquerait aux trois producteurs chinois retenus dans l'échantillon seraient les suivants : BYD : 17,4 % ; Geely : 20 % ; et SAIC : 38,1 %. Les autres producteurs de véhicules électriques à batterie en Chine, qui ont coopéré à l'enquête mais n'ont pas été retenus dans l'échantillon, seraient soumis au droit moyen pondéré de 21 %. L'ensemble des autres producteurs de véhicules électriques à batterie en Chine qui n'ont pas coopéré à l'enquête seraient soumis au droit résiduel de 38,1 %.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la position du Gouvernement sur ces mesures prévues par la Commission européenne ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'avancée des discussions entre la Commission européenne et les autorités chinoises ?
- 3) Le cas échéant, comment ces droits d'importation seraient-ils applicables au Luxembourg ?

Réponse (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) Le Gouvernement est en train d'évaluer le règlement publié par la Commission européenne et suit de près les évolutions sur le plan européen et international en vue de l'adoption du règlement d'exécution définitif par la Commission européenne en novembre. À ce stade, le Gouvernement soutient les efforts de la Commission à trouver une solution à travers le dialogue avec la Chine.

ad 2) Les discussions entre la Commission et le Gouvernement de la République populaire de Chine visent à trouver une solution effective et conforme

aux règles de l'OMC. Après un échange de vues initial entre le vice-président exécutif Valdis Dombrovskis et le ministre chinois du Commerce Wang Wentiao, les échanges se poursuivent au niveau technique.

ad 3) En principe, les opérateurs économiques accomplissant des formalités douanières récurrentes disposent d'une garantie globale avec paiement différé auprès de l'Administration des douanes et accises. Concernant les droits compensateurs provisoires en question, ou bien l'opérateur procède au paiement desdits droits et sa garantie sera libérée du montant équivalent, ou bien il ne paie pas et le montant des droits en question est imputé sur sa garantie.

Si un opérateur économique ne dispose pas de garantie globale et du paiement différé, il doit procéder au virement (ou paiement cash) des droits compensateurs en vue d'obtenir la mainlevée sur la marchandise importée.

Extension des compétences des agents municipaux | Question 0955 (02/07/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux a étendu le champ de compétences des agents municipaux. Un agent municipal est dès lors habilité à sanctionner jusqu'à 17 infractions. Elles sont clairement définies par la loi et il appartient à chaque commune de fixer dans son règlement de police celles qu'elle entend sanctionner. De plus, les agents municipaux doivent suivre des formations professionnelles spéciales afin de pouvoir remplir les nouvelles missions qui leurs sont conférées par la loi. À titre d'exemple, depuis le 15 avril dernier, Luxembourg-Ville a étendu les compétences de ses 77 agents municipaux à celles prévues par la loi de 2022 précitée. Cependant, à la mi-mai, seuls quelques-uns des 77 agents municipaux avaient suivi ces formations professionnelles spéciales.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Combien de communes ont étendu les compétences de leurs agents municipaux sur la base de la loi susmentionnée ?
- 2) Quelles incivilités ont été le plus souvent intégrées par les communes dans leurs règlements généraux de police ?
- 3) Combien d'agents municipaux ont suivi jusqu'à maintenant les formations requises ?
- 4) Combien de communes ont introduit un service de proximité suite à l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée ?
- 5) Combien de recours contre des sanctions administratives ont été introduits devant le fonctionnaire sanctionnateur ?
- 6) Quels moyens Monsieur le Ministre entend-il mettre en place pour inciter les communes à recourir aux sanctions administratives ?
- 7) Quelle appréciation générale Monsieur le Ministre porte-t-il sur la mise en œuvre actuelle des sanctions administratives et quels en sont les premiers constats de la part des communes ?

Réponse (18/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives

communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux, 12 communes ont adopté des sanctions administratives dans leurs règlements de police générale.

ad 2) Le tableau ci-après reprend le nombre de communes par sanction administrative définie à l'article 3, points 1° à 17°, de la loi précitée du 27 juillet 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) La loi précitée du 27 juillet 2022 prévoit plusieurs formations différentes à suivre par les agents municipaux dans le cadre du programme de formation spéciale à suivre pendant leur service provisoire. Ces formations peuvent également être suivies par des agents municipaux à titre de formation continue.

Il s'agit d'abord d'une formation devant être suivie en vue de l'exercice de fonctions de police judiciaire, portant sur la recherche et la constatation des infractions et les dispositions pénales y afférentes. Ladite formation, d'un volume de 12 heures, a été suivie jusqu'en 2024 par 70 agents en service provisoire et par 113 agents municipaux à titre de formation continue. Il en résulte que jusqu'à ce jour 183 agents municipaux ont suivi la formation en question.

Ensuite, la loi précitée du 27 juillet 2022 prévoit la possibilité pour les communes de créer un service de proximité. Afin de pouvoir assumer les missions y afférentes, les agents municipaux doivent avoir suivi une formation spécifique, d'un volume de 12 heures, portant sur la prévention de la délinquance, la sensibilisation de la population à la sécurité et à la législation sur la sécurité routière, à laquelle s'ajoute une formation portant sur les gestes de premiers secours, d'un volume de 15 heures.

La formation concernant la prévention de la délinquance a été suivie jusqu'en 2024 par 62 agents municipaux se trouvant en service provisoire et par 35 agents à titre de formation continue, de sorte qu'au total 97 agents municipaux ont suivi ces cours.

La formation ayant trait aux gestes de premiers secours a été suivie pendant la même période par 112 fonctionnaires en service provisoire ainsi que par 19 agents municipaux à titre de formation continue. La formation visée a par conséquent été suivie au total par 131 agents.

Au total, les formations prescrites par la loi précitée du 27 juillet 2022 ont été suivies par 579 agents municipaux, dont 378 fonctionnaires en service provisoire et 201 agents municipaux y ayant assisté à titre de formation continue.

ad 4) Depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée du 27 juillet 2022, 6 communes ont mis en place un service de proximité.

ad 5) Les décisions de sanctions administratives prises par le fonctionnaire sanctionnateur peuvent faire l'objet d'un recours en réformation devant le tribunal administratif. À ce jour aucun recours n'a été signifié au fonctionnaire sanctionnateur.

ad 6) L'introduction de sanctions administratives est facultative et relève d'une décision souveraine du conseil communal. Des circulaires ont été envoyées aux communes pour les guider dans l'application de la loi et énumèrent les formations professionnelles nécessaires à l'exercice des tâches des agents municipaux sur base de la nouvelle législation en place. Je rappellerai aux communes l'entrée en vigueur et les modalités de mise en œuvre de la loi et que mes services sont à leur disposition pour tout conseil relatif à la répression des incivilités sur leur territoire ainsi que la création d'un service de proximité.

Je me réfère aussi à l'accord de coalition : « La collaboration entre la police et les agents municipaux sera renforcée. Les compétences des agents municipaux seront élargies dans le but d'encourager la prévention. » Les résultats d'un audit en cours effectué par l'Inspection générale de la police sur cette collaboration seront pris en considération.

ad 7) Étant donné que la loi précitée du 27 juillet 2022 est appliquée dans les communes depuis la fin de l'année 2023 seulement, il est pour le moment prématuré de procéder à une évaluation. Je rappelle à l'honorable Député qu'il a introduit une motion à la Chambre des Députés, adoptée le 13 juillet 2022, invitant le Gouvernement trois ans après l'entrée en vigueur de ladite loi à effectuer une évaluation de la législation relative aux sanctions administratives communales et de procéder aux modifications qui s'avéreraient nécessaires.

Baisses des taux bancaires | Question 0956 (02/07/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Entre juillet 2022 et septembre 2023, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé dix relèvements des taux directeurs, lesquels fixent les taux d'intérêt auxquels une banque commerciale peut emprunter de l'argent auprès de l'institution européenne. Cette tendance à la hausse a été inversée début juin 2024, lorsque la présidente de la BCE a annoncé une diminution de 25 points de base, passant de 4 % à 3,75 %. De nombreux analystes s'attendent à des baisses supplémentaires au cours de l'année.

Les baisses des taux d'intérêt décidées par la BCE sont censées se répercuter sur les taux d'emprunt pratiqués par les banques commerciales envers leurs clients. Historiquement, on observe cependant le phénomène que les baisses des taux d'intérêt décidées par la BCE sont transmises par les banques commerciales aux clients avec un écart temporel plus ou moins important et/ou que de manière partielle.

Au vu de la situation d'urgence sur le marché immobilier au Luxembourg, une transmission rapide et intégrale des baisses des taux de la BCE sur le terrain revêt une importance toute particulière. Dans ce contexte, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État joue un rôle essentiel. L'établissement public, dont l'État est l'unique actionnaire, est un acteur très important sur le marché luxembourgeois du crédit, notamment en ce qui concerne les crédits immobiliers aux particuliers.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle importance accordez-vous à une transmission rapide et intégrale des baisses de taux décidées par la BCE vers les consommateurs finaux ? De quels instruments le Gouvernement dispose-t-il pour favoriser cela ?

2) Le Gouvernement veillera-t-il à ce que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État transmette les baisses de taux de la BCE sans délais et intégralement aux consommateurs finaux ? Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir en ce sens auprès des instances dirigeantes de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État ?

Réponse (08/07/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Dans le cadre de son mandat consistant à maintenir la stabilité des prix, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a successivement augmenté ses taux d'intérêt directeurs. Ainsi, le taux d'intérêt applicable aux opérations de refinancement est passé de 0 % à 4,5 % entre juillet 2022

et septembre 2023. Suivant les informations de la Banque centrale du Luxembourg, la hausse moyenne des taux d'intérêts appliqués par les banques luxembourgeoises aux crédits et dépôts est toutefois inférieure à 4,5 % sur la même période.

Ceci illustre que les taux appliqués par les établissements de crédit ne sont pas directement liés aux décisions de la BCE, sachant que les établissements ne se refinancent pas exclusivement auprès de la Banque centrale.

La BCE a décidé d'abaisser ses taux de 25 points de base à partir du 12 juin 2024, de sorte que le taux précité est passé de 4,5 % à 4,25 %. Dans le sillage de cette baisse, plusieurs banques de la place, y compris la Banque et Caisse d'Épargne de l'État mentionnée par l'honorable Député, ont annoncé procéder, dès le mois de juillet, à une réduction jusqu'à 50 points de base sur les produits à taux d'intérêt variable, et notamment sur les prêts hypothécaires.

Le Ministre des Finances salue ces annonces, dans la mesure où elles allègent la charge financière des ménages et des entreprises concernées.

Il va sans dire qu'il n'appartient pas au ministre d'intervenir dans la politique commerciale d'une banque.

Utilisation du train par les membres du Gouvernement | Question 0957 (02/07/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menger Fro Nummer 0481 wollt ech wëssen, wéi oft Ministere fir hir Aarbechtsvisitten op Privatjets zeréckgräifen. Dat ware laut Äntwert 61 Flich an de leschte 5 Joer. D'Mobilitéitsministesch mécht an enger Social Media Campagne awer Reklamm domadder, dass d'Regierungsmemberen och mam Zuch op Aarbechtsvisitte fueren. An engem Bäitrag op der Plattform X vum 19. Juni weist sech d'Mobilitéitsministesch zum Beispill op enger Foto an engem Zuch um Wee op Dikrech.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Kann déi aktuell Regierung eng Lëscht virleë mat alle Reesen, déi zënter dem Untrëtt gemaach goufen a fir déi ee Minister den Zuch geholl huet a wou follgend Informationen enthält:

- Zuchstreck (Lieu de départ an Arrivée);
- Käscht vum Trajet;
- Notznéisser (Ministère)?

2. Wéi vill Sue goufe fir d'Social Media Campagnen zu deem Sujet ausginn?

3. Ass eng weider Social Media Campagne geplangt, wou gewisse gëtt, wéi Regierungsmembere mam Zuch fueren? Falls jo, wéi eng?

Réponse (02/08/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Annexiert fënnt den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht.

ad 2. Et goufe keng Sue fir déi Foto an de Post op X vum der Mobilitéitsministesch fir den Deplacement den 19. Juni op Dikrech ausginn.

An der Reegel ass et esou, dass e Beamten/in, deen/déi si begleet oder d'Ministesch selwer eng Foto mécht. D'Ministesch ass an den neien Technologjé verséiert genuch, gradesou ewéi vill vun hire Kolleege/innen, fir selwer an de soziale Medien ze posten.

ad 3. Et handelt sech hei net ëm eng Social Media Campagne, mee et ass éischter eng individuell Dokumentatioun vun hirer Aarbecht. Social Media Campagnen zu dësem Sujet sinn aktuell net geplangt.

D'Regierungsmembere wäerte weiderhin an de soziale Medien hir Deplacementer dokumentéieren, esou wéi si dat fir ubruecht fannen.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Avenir du syndicat intercommunal de bus TICE | Question 0958 (02/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort“ vum 28.6. heescht et vun der Mobilitéitsschäffin vun Diddeleng: „Auch wenn der TICE künftig weniger Kilometer fahre, werde niemand entlassen. Sollte es einmal zu viele Busfahrer geben, werde dies durch Wechsel in andere Berufe oder in den Ruhestand ausgeglichen.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Soll den TICE an de Ae vum Staat an Zukunft mander Kilometer fueren?
2. Wéi vill a wéini si Sitzungen ugesat, fir eng Léisung fir eng nei Konventioun ze fanne virun Enn des Joers?

Réponse (24/07/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An den aktuellen Negociatiounen, déi mir mam TICE zu de Linnebussen an deenen hirer Finanzéierung hunn, wor bis elo zu kengem Zäitpunkt vu mander Kilometer rieds.

Et ass weiderhi mäin Zil, den effentlechen Transport am Süde vum Land auszubauen. Wann de Süde vum Land mobil wéll bleiwen, muss mer 2035 duebel souvill Leit transportéiere wéi nach 2017.

Ech hunn déi politesch Responsabel vum TICE bis ewell dräimol getraff den 13. Mee, de 27. Juni a 15. Juli. Meng Servicer hunn eng 30 Reunionen op techneschem a politeschem Niveau mam TICE gehat. Et waren open an éierlech Gespréicher an ech ginn dovunner aus, dass mer déi nächst Verhandlungsronden am September mat der selwechter Approche a selwechem Rhythmus u Reunione kënnen weiderféieren, fir da séier zu engem Resultat ze kommen.

Ajout de Monaco à la liste grise de « surveillance renforcée » du GAFI | Question 0959 (03/07/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Le 28 juin dernier, le Groupe d'action financière (GAFI) a décidé d'inclure la Principauté de Monaco à la liste grise de « surveillance renforcée » concernant la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Cette décision du GAFI a un impact sur d'autres places financières, dont la place financière luxembourgeoise, étant donné qu'un nombre de clients de la place financière luxembourgeoise ont aussi des activités à Monaco.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de cette décision du GAFI ?
- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette décision pourrait avoir des répercussions sur la place financière ?

– Quelles sont les mesures éventuelles que le Gouvernement entend prendre pour éviter que cette décision aurait des répercussions négatives sur la place financière ?

Réponse (30/07/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Il échet tout d'abord de noter que le Groupe d'action financière (GAFI) « exhorte toutes les juridictions à appliquer des mesures de vigilance renforcées et, dans les cas les plus graves [...] à appliquer des contre-mesures pour protéger le système financier international contre les risques de blanchiment de capitaux, de financement de terrorisme et de financement de la prolifération émanant du pays en question ».

L'ajout de la Principauté de Monaco à la liste des juridictions soumises à une surveillance renforcée, encore appelée « liste grise » du GAFI constitue dès lors un élément supplémentaire à prendre en considération par les entités surveillées. Ainsi, et puisque les professionnels sont tenus de réaliser régulièrement des évaluations des risques pour identifier et gérer les risques associés à de tels pays, des mesures et procédures spécifiques en fonction du degré du risque doivent être mises en place.

De même, les relations d'affaires et les transactions impliquant un pays à haut risque constituent des situations à risque plus élevé au sens de l'article 3-2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et requièrent ainsi une attention particulière et l'application de mesures de vigilance renforcées.

Les mesures de vigilance renforcées incluent l'obtention d'informations plus détaillées sur le client et la nature de la relation d'affaires, une surveillance plus fréquente et plus approfondie des transactions pour détecter toute activité suspecte, ainsi que des exigences accrues pour déclarer les transactions transfrontalières et les transferts de fonds impliquant des juridictions à haut risque.

Les autorités de contrôle informent les professionnels au sujet des déficiences des dispositifs de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme des pays visés ci-dessus. C'est ainsi que la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et le Commissariat aux assurances (CAA) ont informé les professionnels sur les récentes déclarations du GAFI, notamment en relation avec la Principauté de Monaco en date du 2 juillet 2024 (annexe de la circulaire CSSF 22/822), respectivement du 9 juillet 2024 (lettre circulaire CAA 24/8).

Le GAFI a reconnu au Luxembourg une bonne compréhension des risques de blanchiment de capitaux (ML) dans le cadre de son 4^e rapport d'évaluation mutuelle. De même, dans le cadre de sa récente revue horizontale portant sur les « gatekeepers » qui assument un rôle de contrôleur d'entrée au système financier en termes de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le GAFI a attesté au Luxembourg un score de 100 % pour la mise en place des mesures préventives requises.

Au vu de ce qui précède, et alors que le Luxembourg est une place financière internationale, hautement diversifiée et spécialisée dans de nombreux domaines et qui entretient des liens avec beaucoup de centres financiers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne, la décision du GAFI ne devrait pas avoir un impact significatif pour le Luxembourg.

Sociétés à responsabilité limitée simplifiée (SARL-S) | Question 0962 (03/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut Artikel 720-5 vum ofgeännerte Gesetz vum 10. August 1915 mussen SARL-Sen hir Denominatioun am Firmennumm hunn. Dëst, fir datt ee Bierger/eng Biergerin se méi einfach vun anere Firme kann ënnerscheiden.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill SARL-Se gëtt et am Moment hei am Land?
2. Gi Kontrolle beim Handelsregëster gemaach fir sécherzestellen, datt den Artikel 720-5 respektéiert gëtt? Wa jo, wéi oft hunn dës Kontrollen an de leschte 5 Joer stattfonnt? Zu wéi engem Moment fannen se statt, gëtt all nei SARL-S bei der Opnam an de RESA kontrolléiert oder fannen dës duerno statt?
3. Well bei dëse Gesellschaften d'Statuten net mussen vum engem Jurist/enger Juristin oder engem/enger Notaire opgesat ginn, gëtt am RESA kontrolléiert, ob dës Statute juristesch korrekt sinn?

Réponse (05/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Aktuell si 5.672 SARL-S beim RCS (Registre de commerce et des sociétés) ageschriwwen.

ad 2. Fir d'alleréisch ass et wichteg ze wëssen, datt den Numm vun esou enger Gesellschaft net onbedéngt d'juristesche Form vun der Gesellschaft enthalte muss. Trotzdeem muss dëse Vermierk op den Dokumenter, déi vun enger SARL-S stamen, hannert hiren Numm stoe kommen, sou wéi et den Artikel 710-10 vum Gesetz vun 1915 iwwert kommerziell Gesellschaften virgesäit.

An der Praxis gëtt bei der Immatrikulatioun vun enger SARL-S beim RCS iwwerpréift, datt den Numm, dee beim RCS ugemellt gëtt, de selwechten Numm ass wéi deen, deen an de Statute vun der SARL-S steet. Et ass net erfuerderlech fir d'Gesellschaft, de Vermierk vun hirer juristescher Form hannert hiren Numm bäizesetzen, wann dëse Vermierk net en integralen Deel vum Numm ass, dee vun der Gesellschaft gewielt gouf.

Zur selwechter Zäit muss de Grënnungsakt, dee fir den Zweck vun der Arechung beim RCS an der Publikatioun beim RESA bäigeluecht ass, eng En-tête hunn, där hiren Inhalt duerch de Règlement ministériel du 27 mai 2016 portant fixation des critères de présentation et de forme des documents destinés à la publication au Recueil électronique des sociétés et associations am Artikel 3 fixéiert ass – nämlech den Numm vun der Gesellschaft, hir juristesche Form an déi präzis Adress vun hirem Sëtz.

Falls dës Elementer net virkommen, schéckt de Gestionnaire vum RCS, de Luxembourg Business Registers (hei ënnendrenner „LBR“), d'Immatrikulationsufro un den Demandeur fir eng Regulariséierung zrëck, dëst op Basis vum Contrôle légal sommaire, deen am Artikel 21 vum Gesetz vum 19. Dezember 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises virgesinn ass.

Bei all Ufro fir en Depot, déi vun enger SARL-S presentéiert gëtt, gëtt d'Kontroll vun der En-tête vum Dokument, dat ze deposéieren an/oder ze publizéieren ass, vun de Servicer vum LBR duerchgefouert. Am Fall, wou déi genee juristesche Form vun der

Gesellschaft net uginn ass, gëtt d'Ufro un den Demandeur fir Korrektur zeréckgeschéckt.

ad 3. Et ass fir d'éischt emol ze ënnersträchen, datt och aner Gesellschaftsformen ouni Interventioun vun engem Notaire gegrennt kënnen ginn an dës „régime“ dofir net nëmme fir SARL-Sen applikabel ass.

Hei kënnen z. B. Sociétés en commandite simple, en commandite spéciale oder Sociétés en nom collectif ernimmt ginn (cf. Artikel 100-4 vum Gesetz vun 1915 iwwert kommerziell Gesellschaften).

Et geet aus de parlamentareschen Aarbechten ervir, déi am Kader vum Gesetzesprojet 6777 iwwert d'Gesetz vum 23. Juli 2016 erstellt goufen, datt dës Wonsch vum Gesetzgeber, fir dem Entrepreneur d'Wiel ze iwwerloossen, fir d'Statute vun enger SARL-S vun engem Notaire opzesetzen oder net, sech um Niveau vun der „Schnellegkeet, Effizienz a Käschterreduktioun“ erkläert. De Gesetzgeber präziséiert, datt „de Grënner selbstverständlech e juristesche Beroder kontaktéiere kann, fir Statuten ze preparéieren, déi op säi spezifesch Fall ugepasst sinn“. Fir méi „Standard“-Aktivitéiten huet de Gesetzgeber et de Chambres professionnelles iwwerlooss, fir Modeller vu Statuten no de Besoine vun hire Memberen ze gestalten.

An der Praxis sinn also Modeller vu Statute gratis op Guichet.lu⁴² an op der Websäit vun der Chambre des Métiers disponibel, an d'Chambre de Commerce verweist an hirer Erklärungsbrochür op déi verschidde Standarden, déi op der Guichet.lu-Websäit ugebued ginn.

Och wann d'Gesetz also keng obligatoresch Kontroll vun engem Notaire virschreift, muss d'SARL-S trotzdem eng „autorisation d'établissement“ beim Wirtschaftsministère ufroen, an sech dem Contrôle légal sommaire vum LBR ënnerzëien, well d'Gesetz hir Immatriliatioun am RCS virschreift. Dës Kontroll soll garantéieren, datt d'Donnéen, déi fir d'Immatriliatioun erfuerderlech sinn, mam Grënnungsakt, deen am RESA publizéiert gëtt, iwwereneestëmmen, an datt se de gesetzleche Bestëmmungen entsprechen. Sou iwwerpréift den LBR bei der Immatriliatiounsufro, ob d'Hauptcharakteristike vun der SARL-S, déi op Basis vum Artikel 6 vum RCS Gesetz vum 19. Dezember 2002 am RCS ageschriwwen mussen ginn (wéi zum Beispill d'Héicht vum Kapital, d'Gesellschafter an d'Géranter, déi natierlech Persounen mussen sinn, d'Virleeë vun der Autorisation d'établissement am Zesammenhang mat der SARL-S), respektéiert gi sinn, ier esou eng Immatriliatioun akzeptéiert gëtt.

Donieft schreift den Artikel 5 vum Règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises eng zousätzlech Kontroll vum LBR op bestëmmten Informatiounen, déi spezifesch fir d'SARL-S sinn, vir. Sou mussen d'Gesellschafter (natierlech Persounen) vun der SARL-S bei der Immatriliatioun beim RCS hir Lëtzebuurger Identifikatiounsnummer an eng Kopie vun hirer Identitéitskaart matdeelen. Zousätzlech muss eng Déclaration sur l'honneur bei der Immatriliatiounsufro bäigeluecht ginn, déi bestätegt, datt d'Apports en numéraire ausbezuel goufen. D'Netkommunikatioun féiert zu der Ofleening vun der Ufro duerch den LBR. Schlussendlech suergt den LBR och dofir, datt eng natierlech Persoun, déi schon als Gesellschafter an

⁴² <https://guichet.public.lu/fr/entreprises/creation-developpement/constitution/entreprise-individuelle/acte-constitutif-societe-commerciale.html>

enger SARL-S ugemellt ass, net an enger anerer SARL-S an dëser Kapazität registréiert ka ginn.

Perte du droit d'éligibilité | Question 0963 (03/07/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Je souhaiterais demander à Madame la Ministre de la Justice une liste du nombre de condamnations où, entre 2013 et 2023, le droit d'éligibilité a été perdu par le ou la condamné(e), avec une ventilation par année, détaillant la nature du crime qui a mené à chaque fois à la perte de ce droit, la longueur de la peine de prison (avec ou sans sursis) reçue par le ou la condamné(e), ainsi que si le droit de vote fut perdu en même temps.

Réponse (05/08/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Les tableaux n°s 1 à 3 ci-dessous reprennent les données demandées pour les années 2019 à 2023. Plusieurs observations préliminaires sont nécessaires afin de bien comprendre les chiffres détaillés ci-après.

Ainsi, tout d'abord, les statistiques disponibles ne permettent pas de relever une ventilation entre la perte du droit de vote, d'élection et d'éligibilité, dans la mesure où elles se limitent à l'indication selon laquelle il a été fait application ou non, dans une condamnation donnée, de l'article 11, al. 2), du Code pénal.

Ensuite, pour pouvoir fournir une classification par « nature du crime », le tableau n° 2 est basé sur la classification internationale des infractions à des fins statistiques de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (« ICCS »)⁴³. Dans le comptage des condamnations selon cette classification, il peut y avoir un double comptage. Ainsi, si une même inscription dans le casier judiciaire concerne des infractions classifiées dans plusieurs catégories de la classification ICCS, l'inscription est comptée dans chacune de ces catégories.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Marché public concernant la réalisation d'un échangeur sur l'autoroute A1 avec raccordement au CR159 | Question 0964 (04/07/2024) de M. Marc Lies (CSV)

De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet de 5. Juni 2024 eng Publicatioun mat Ausschreiwung gemaach, fir follgende Projet ze realiséieren: Échangeur sur l'autoroute A1 avec raccordement au CR159.

Vu datt d'Dossiere bis den 10. Juli sollen deposéiert sinn an datt d'Resultat vum Appel à candidatures den 19. August annoncéiert gëtt, wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froen a Bezuch op dës Ausschreiwung stellen:

1. Ass et richteg, dovun auszegoen, datt bei dësem Projet een Delestage vu verschiddenen Nationalstroosse vum Transitverkéier soll bewierkt ginn?
2. Soll dësen Echangeur just an Direktioun vun der ZAC Rolach zu Sandweiler an der ZAC Weiergewan zu Contern iwwert den CR159 goen ouni Opfaart respektiv Opfaart zu der Izeger Säit?
3. Soll den CR159 tëscht Izeg vum Echangeur bis bei de Scheedhaff och deementspreechend ëm- an ausgebaut ginn?
4. Gëtt een neie Kräizungsberäich um Scheedhaff gebaut?

⁴³ https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/crime/ICCS/ICCS_French_2016_web.pdf

5. Gëtt den CR234 nach zousätzlech aus- an ëmgebaut?

6. Gëtt der doucer Mobilitéit hei och Rechnung gedroen?

Réponse (26/07/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Bei der erwänter Publikatioun vum 5. Juni 2024 handelt et sech ëm een ëffentlechen Opdrag fir een Ingenieurskontrakt, an dat, fir „Études de conception et études d'exécution“ auszuféieren. Well dës „Études de conception“ eréischt gemaach ginn, steet déi genau Konzeptioun vum Projet deemno nach net fest.

ad 1. Jo, duerch dës Projet gëtt eng nei Verbindung tëschent der Autobunn A1 an den Industriezonen ZI Rolach a Scheedhaff zu Sandweiler an dem Industriegebitt ZAE Weiergewan zu Conter geschaf. Dës Verbindung erméiglecht eng Entlaaschtung vum Transitverkéier am Rond-point Iergärtchen, am Rondel Sandweiler an dem Deel vun der N2 tëschent deenen zwee Kreesverkéier.

ad 2. Den neien Echangeur op der Autobunn A1 soll mat 4 Brëtelle geplangt ginn, soudass d'Opfaarten an d'Offaarten an all Direktiounen méiglech sinn. Den Echangeur gëtt un den CR159 ugeschloss mat prioritärer Direktioun Richtung Scheedhaff. Et wär och eng Verbindung Richtung Izeg méiglech, sollt sech dës Verbindung bei den Etuden als sënnvoll erausstellen.

ad 3. Op dem Deel vum neien Echangeur bis op de Scheedhaff muss den CR159 ëmgebaut ginn, fir dem Verkéier, virun allem dem Schwéierverkéier, gerecht ze ginn.

ad 4. Bei den Etudé gëtt dës Kräizungsberäich mat analyséiert an, wann et néideg ass, gëtt dës Kräizung um Scheedhaff och esou adaptéiert, dass se den zousätzleche Verkéier kann ophuelen.

ad 5. Ob et néideg ass, den CR234 nach zousätzlech aus- an ëmzebauen, wäert sech eréischt bei den Etuden erausstellen.

ad 6. D'Etudé vun dësem Projet wäerten der aktiver Mobilitéit Rechnung droen. Dobäi geet et drëms, souwuel d'Situatioun fir de Vëlo wéi och fir d'Foussgänger ze verbessern.

Nouveau corridor multimodal A4 | Question 0965 (04/07/2024) de M. Meris Šehović (déi gréng)

En septembre 2023, le Gouvernement a présenté une feuille de route détaillée pour le futur couloir multimodal et le tram rapide circulant entre Luxembourg-ville et la région Sud, visant à renforcer les principaux centres économiques du pays. Pour la réalisation de ce corridor multimodal, un coût total de 3 milliards d'euros a été estimé, incluant notamment la modernisation de cinq échangeurs autoroutiers, la création de nouveaux pôles d'échanges et la création d'une nouvelle ligne de tram rapide. Ces infrastructures sont essentielles pour répondre à la congestion chronique de l'autoroute A4 et pour permettre aux communes concernées de mettre en œuvre des mesures contre le trafic de transit.

C'est pourquoi le règlement grand-ducal du 10 février 2021, en relation avec le Plan sectoriel « Transports », classe en priorité 1 le projet d'élargissement de la Collectrice du Sud avec site propre bidirectionnel pour bus (A13-A4-A13), ainsi qu'une partie de l'autoroute A4 entre l'échangeur Foetz et l'échangeur Lankelz, soulignant ainsi son importance stratégique pour l'avenir de la mobilité au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir une mise à jour sur l'avancement du projet de couloir multimodal, notamment en ce qui concerne les travaux prévus pour la réalisation de la nouvelle ligne de tram rapide et les travaux de modernisation de l'infrastructure routière entre l'échangeur Foetz et l'échangeur Lankelz ?

2) Madame la Ministre peut-elle confirmer l'engagement du Gouvernement concernant le respect du calendrier initial prévu, ainsi que les différentes phases du projet de développement du couloir multimodal ?

Réponse (08/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le couloir multimodal de l'autoroute A4 englobe le réaménagement multimodal de l'A4, le réaménagement de la jonction A4/A13 entre Foetz et Lallange, ainsi que les projets du tram rapide et du Vélo-expresswee entre Luxembourg Cloche d'Or et le pôle d'échanges de Belvaux.

Le réaménagement de l'autoroute A4 entre Lallange et l'échangeur Foetz est intégré dans un avant-projet global portant sur l'optimisation de l'A13-A4-A13 et servant de base pour un projet de loi afférent. Ce projet de loi de financement est en train d'être retravaillé pour permettre une réalisation phasée, avec comme première étape le pôle d'échanges de Foetz et les aménagements nécessaires de l'échangeur et de l'autoroute. Une deuxième phase englobera le réaménagement complet de la section d'autoroute entre Foetz et Lankelz.

En ce qui concerne le tronçon Cessange-Foetz de l'autoroute A4, l'aménagement de l'autoroute multimodale devra tenir compte d'une part d'un éventuel élargissement de l'assise de l'autoroute, dont une voie réservée pour les transports en commun, voire le covoiturage, telle que prévue dans le programme gouvernemental, et, d'autre part, des infrastructures et aménagements nécessaires pour le tram rapide et le Véloexpresswee, préconisés par le Plan national de mobilité 2035.

Néanmoins, le chantier de réaménagement de l'échangeur Pontpierre est en cours et tient compte du projet de couloir multimodal notamment avec des travaux préparatoires pour la mise en place de l'assise tram. Parallèlement, les études de l'avant-projet de réaménagement des échangeurs Leudelange-Sud et Leudelange-Nord sont sur le point d'être achevées.

Le début des travaux pour le tram rapide et la piste cyclable express est prévu au courant de l'année 2027.

ad 2) Le planning initial reste en vigueur ainsi que les instances politiques et techniques accompagnant le projet. Le premier projet de loi de financement du tram rapide jusqu'à Leudelange sera déposé au plus tard en 2026, les études d'avant-projet sommaire étant déjà en cours. L'ouverture de la première partie du tram rapide jusqu'à Leudelange est toujours prévue pour 2028.

La mise en service du tram rapide jusqu'à Foetz est prévue pour l'année 2030, y inclus l'ouverture de la piste cyclable express.

Suivront ensuite la desserte de la Metzschmelz vers 2032 et les quartiers nord d'Esch/Alzette et Belval à l'horizon 2035.

Expulsions en matière de violence domestique | Question 0966 (04/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence a récemment publié un rapport pour l'année 2023. Dans ce rapport, le tableau suivant (page 9) montre l'évolution du nombre d'interventions policières ainsi que du nombre d'expulsions en matière de violence domestique.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

On peut y voir que, alors que le nombre d'interventions policières a augmenté de 20,6 % entre 2014 et 2023, le nombre d'expulsions a reculé puis stagné. Or comme la population a augmenté d'à peu près 18 % entre 2014 et 2023, on s'attendrait plutôt à un nombre d'expulsions également en croissance. Ceux-ci correspondent à des cas plus graves, où l'intégrité physique voire la vie de la ou du partenaire court un danger immédiat.

1) Dès lors, je voudrais m'informer auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur si les critères selon lesquels les magistrats prennent la décision ou non d'expulser un auteur ou une autrice de violence ont changé au fil des années, et sur la base de quels critères est prise cette décision à l'heure actuelle.

2) On sait qu'un certain nombre d'interventions policières en matière de violence domestique ne donnent lieu à aucun rapport au parquet, et ce alors que la violence domestique est responsable de la majorité des homicides dans notre pays. Pourquoi certaines interventions ne sont-elles pas toujours signalées ? Le Gouvernement actuel a-t-il l'intention d'exiger plus d'exactitude de la part des policiers et des policières ? Dans la négative, pourquoi pas ?

3) De façon générale, j'aimerais également savoir par quelle hypothèse le ministère s'explique cette stagnation du nombre d'expulsions.

4) Au cas où il retiendrait l'hypothèse la plus favorable – selon laquelle il y aurait tout simplement moins de cas de violence domestique graves au Luxembourg – sur quels éléments appuie-t-il cette hypothèse ?

Réponse (05/08/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Dans l'introduction à la question parlementaire, il est fait référence aux chiffres publiés dans le rapport pour l'année 2023 du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence domestique (le Comité de coopération) pour constater une hausse des interventions de police et une baisse des expulsions entre 2014 et 2023.

Afin de répondre à la question parlementaire, il y a lieu de se référer au déroulement de la prise en charge des dossiers de violence domestique tel que détaillé dans la réponse à la question parlementaire n° 1602 du 12 décembre 2019.

Il y a lieu de distinguer entre, d'un côté, les rapports d'intervention en matière de violence domestique dressés par la police et adressés au substitut de permanence, de jour ou de nuit, pour demander une expulsion en matière de violence domestique s'il existe un danger d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique et, de l'autre côté, le procès-verbal constatant l'intégrité des infractions commises lors de l'incident de violence domestique ayant donné lieu à l'intervention de police et qui est adressé au parquet et distribué à un magistrat spécialisé de la section Jeunesse/Famille qui centralise les procès-verbaux relatifs au même auteur/même victime et ceci afin d'avoir un meilleur aperçu du développement de la situation familiale ou du couple au fil du temps.

Toute intervention en matière de violence domestique conduit à l'établissement d'un rapport d'intervention, mais toute intervention ne donne pas systématiquement lieu à une expulsion.

ad 1) En application de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique (la loi de 2003), une expulsion est autorisée s'il existe des indices qu'une personne se prépare à commettre à l'égard d'une personne, avec laquelle elle cohabite dans un cadre familial, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique ou qu'elle se prépare à commettre à nouveau à l'égard de cette personne, déjà victime, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique.

Les indices ne sont pas limitativement énumérés et peuvent être de toute nature. En pratique ce sont notamment les constatations des agents de police sur place, les blessures et destructions éventuelles constatées et documentées par photos et certificat médical, les explications des personnes concernées, les déclarations de témoins présents sur les lieux, les antécédents policiers et judiciaires connus de l'auteur, le taux d'alcoolémie de l'auteur, les menaces proférées, etc. Le but pour le substitut de permanence ordonnant une expulsion est évidemment de faire cesser le danger et d'éviter un passage à l'acte avec des conséquences néfastes pour les victimes.

Comme l'autorisation ou le refus d'une expulsion est également indiqué dans le procès-verbal traité par après par le substitut spécialisé de la section Jeunesse/Famille, le bien-fondé de l'autorisation ou du refus par le substitut de permanence est vérifié une deuxième fois a posteriori et des éventuelles et rares erreurs d'appréciation peuvent être relevées et corrigées.

Ni les critères d'expulsion, ni les procédures internes aux parquets n'ont changé depuis 2014 et certains des magistrats actuellement affectés à la section Jeunesse/Famille y sont depuis plusieurs années et constants dans leur appréciation des dossiers.

ad 2) Comme indiqué, chaque intervention de police en matière de violence domestique donne lieu à un rapport communiqué au substitut de service.

En l'absence d'expulsion, la police remet aux personnes présentes dans le ménage, une feuille d'information témoignant de son intervention en matière de violences domestiques et les invite à rechercher de l'aide auprès des services d'assistance aux victimes et de prise en charge des auteurs de violences. En cas d'expulsion, la police remet des feuilles d'information respectivement pour la personne expulsée et la personne protégée.

Le ministère public n'a aucune connaissance d'un phénomène récurrent d'interventions policières non suivies de rapports ou de procès-verbaux.

Les représentants des services agréés d'assistance aux victimes de violence domestique au Comité de coopération n'ont pas fait état d'un tel phénomène.

ad 3) Entre 2014 et 2023 il y a une augmentation des interventions policières en matière de violence domestique. Les trois dernières années, on assiste à une stagnation du nombre d'expulsions.

Le ministère public n'a certainement pas développé une plus grande tolérance pour des faits de violence domestique et jusqu'à présent une telle tolérance sur base d'incidents concrets et vérifiables ne lui a pas été signalée ni par des victimes concernées (plaintes déposées par des victimes auprès du parquet, réclamations de victimes auprès du Parquet général ou doléances ou plaintes adressées au Conseil national de justice), ni par la police ou par les représentants

des services agréés d'assistance aux victimes de violences domestiques au Comité de coopération ni même par d'autres associations de victimes.

Depuis l'adoption de la loi de 2003 il y a plus de 20 ans, le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (ci-dessous MEGA) ensemble avec les représentants du Comité de coopération et les autres acteurs intervenant dans la chaîne d'intervention violence domestique ont fait preuve de leur engagement fort et pérenne pour renforcer la prévention et la lutte contre la violence domestique de manière continue. La protection des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteurs ainsi que l'information du grand public par de nombreuses campagnes de sensibilisation sur la violence domestique ont déstigmatisé les victimes et déboussé le sujet de la violence domestique, qui n'est aujourd'hui plus considérée comme une affaire privée.

L'augmentation des interventions et la stagnation des expulsions peut ainsi être un indice d'une plus grande prise de conscience du caractère inacceptable des violences domestiques, même les plus légères, amenant la police à être appelée pour des incidents domestiques où il n'y a pas d'indice de risque de commission d'une atteinte à la vie ou à l'intégrité physique.

Convaincu que la protection des victimes, la responsabilisation et la sanction des auteurs ainsi que l'information et la prévention doivent se renforcer mutuellement, le Gouvernement poursuivra ses efforts en la matière. Le MEGA coordonne l'élaboration et la mise en œuvre de trois nouveaux projets phares, tels que prévus dans l'accord de coalition :

- le renforcement de la prise en charge et l'analyse des moyens de sanction des auteurs de violences domestiques ;
- la mise en place d'une structure d'accueil et de prise en charge centralisée pour toute victime de violence ouverte 24/7 et proposant une assistance globale centrée sur les besoins des victimes ;
- l'élaboration d'un plan d'action national pour lutter contre toutes les formes de violence fondée sur le genre.

ad 4) Une étude de la législation sera menée pour permettre la réalisation d'analyses basées sur des dossiers concrets, afin de mieux comprendre le phénomène de la violence domestique. Cela devra se faire en conformité avec la législation sur la protection des données.

.....

Peste porcine africaine | Question 0968
(05/07/2024) de **Mme Stéphanie Weydert | Mme Octavie Modert** (CSV)

Am Juni gouf zu Rüsselsheim an Hessen déi Afrikanesch Schwéngspesch bei engem Wëllschwäin nogewisen. Doropshi gouf eng Sperrzone ageriicht. D'Afrikanesch Schwéngspesch ass extrem geféierlech, momentan gëtt et nach keng Impfung an de Verlaf ass bal ëmmer déidlech. D'Experte ginn dovunner aus, dass virun allem de Mënsch de Virus weidervbreit, zum Beispill duerch den Offall laanscht d'Autobunnen. Dobäi kennt awer och, datt d'Afrikanesch Schwéngspesch eng ustiechend Krankheet ass, déi vu Schwäin zu Schwäin kann iwwerdreie ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Wéi eng präventiv Moosname bestinn hei am Land fir ze verhënneren, datt d'Schwéngspesch sech verbreet, souwéi ze verhënneren, datt se vu Wëllschwäin op Hausschwäin iwwergeet?

2. Gouf et och scho Fäll vun der Afrikanesch Schwéngspesch hei zu Lëtzebuerg?

3. Wéi kënnen d'Bauern sech beschtméiglech schützen, datt se déi Kränkt net an hire Bestand kréien?

4. Huet de Ministère Mesuren en place gesat an, wa jo, wéi eng? Zum Beispill, fir op den Autobunnraststätte méi oft den Offall ewechzemaachen? Oder mat Dronen no kranker Wëllschwäin ze sichen, sou wéi se dat an Hessen elo maachen?

Réponse (18/07/2024) de **Mme Martine Hansen**,
Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. an 3. Eng wichteg preventiv Moosnam fir d'Verbreedung vun der ASP bei de Wëllschwäin ass, d'Populationsdicht vun de Wëllschwäin op e Minimum ze reduzéieren. Dofir ass jo och reegelméisseg den Opruff un d'Jeeër, d'Wëllschwäin ze schéissen, sou wéi et och an de minimalen Ofschosspläng verlaangt ass. Ausserdeem ass en Aarbechtsgrupp domat beoptraagt, e Managementplang auszeschaffen betreffend d'Wëllschwäipopulation, sou wéi déi europäesch Reglementatioun dat virgesäit.

Fir ze verhënneren, dass am Fall vun der ASP bei engem Wëllschwäin de Virus op d'Hausschwäin iwwergräift, ass et onerlässlech, dass en héije Status vu Biosécherheet um Schwéngsbetrieb herrscht, d. h. et muss mat allen zur Verfügung stoeende Moyene verhënnert ginn, dass d'Hausschwäin direkte Kontakt mat de Wëllschwäi kéinten hunn an dass de Virus iwwer Persounen resp. Material an de Betrieb erageschleeft gëtt.

ad 2. Et gouf bis elo nach kee Fall vun der Afrikanesch Schwéngspesch hei am Land.

ad 4. Betreffend d'Mesurë befanne mir eis de Moment nach ëmmer an enger Preventiounsphas contrairement zu Hessen a Rheinland-Pfalz, wou eisicht Fäll an der Wëllschwäipopulation detektéiert goufen. Betreffend d'Autobunnraststätte gëtt Sensibilisatiounsaarbecht gemaach fir ze verhënneren, datt Iessensreschter op Basis vu Schwéngfleesch resp. Wëllschwäifleesch, déi eng potentiell Infektionsgefahr duerstellen, mussen iwwert opgestallte Poubellen entsuergt ginn an net einfach an d'Natur solle geheit ginn, wou se vun engem Wëllschwäi kënnen opgeholl ginn. Nodeems de Ministère en 1. offizielle Communiqué erausginn huet betreffend déi verschidde Mesuren, ass et virgesinn, déi verschidde concernéiert Acteuren (d'Jeeër, d'Schwéngsbauern an d'Veterinären) spezifesch unzeschreiw resp. eng Reunion mat hinnen ze organiséieren. D'ALVA ass och domat beschäftegt, déi verschidde Pläng fir d'Bekämpfung vun der Afrikanesch Schwéngspesch ze iwwerschaffen a sinn och am direkte Kontakt mat den Nopeschlänner, fir d'Mesuren ze harmoniséieren.

D'Sich mat Dronen no Kadavere vu Wëllschwäi rechtefertegt sech am Moment hei am Land nach net, mee d'Jeeër gi sensibiliséiert, d'Kadavere vu Wëllschwäin, deenen hir Doudesursaach net genau feststeet, ze mellen, fir dës da kënnen am Veterinärslabo op ASP ze ënnersichen.

.....

Octroi d'une aide financière pour la création de nouveaux emplois d'insertion pour des demandeurs d'emploi de longue durée âgés de plus de 50 ans | Question 0969 (05/07/2024) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

La législation actuelle prévoit l'octroi d'une aide financière pour la création de nouveaux emplois d'insertion pour des demandeurs d'emploi de longue durée. Les demandeurs éligibles pour ces emplois

d'insertion doivent remplir plusieurs conditions cumulatives : être âgés de 30 ans au moins, être inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et être sans emploi depuis au moins 12 mois.

D'après mes informations, cette dernière condition – soit le fait d'être sans emploi depuis au moins 12 mois – n'est pas toujours remplie pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans, notamment dans des initiatives sociales en faveur de l'emploi.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer mes informations ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) Est-ce qu'il est justifié dans le cas d'une personne âgée de plus de 50 ans bénéficiant du chômage, dont l'insertion est déjà difficile compte tenu de son âge, de la faire attendre 12 mois avant qu'elle puisse bénéficier d'un emploi d'insertion ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre envisagerait de revoir cette disposition à la baisse pour les personnes de plus de 50 ans bénéficiant du chômage ?

Réponse (22/07/2024) de **M. Georges Mischo**,
Ministre du Travail

ad 1) En réponse à la question de l'honorable Députée, je peux confirmer que le dispositif des articles L. 541-5 et L. 541-6 du Code du travail prévoit que le demandeur d'emploi, pour être éligible à un emploi d'insertion subventionné par l'État (dit « EMI »), doit remplir la condition cumulative d'être inscrit à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et être sans emploi depuis douze mois au moins. Il y a lieu de rappeler que le dispositif « EMI » a été conçu et instauré en 2017 spécifiquement comme mesure de réinsertion professionnelle pour les chômeurs de longue durée, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM depuis douze mois au moins. Certains garde-fous ont été prévus à l'époque pour éviter que ces emplois d'insertion ne se substituent à des emplois déjà existants, mais devenus vacants. Ainsi, les emplois d'insertion doivent être des postes nouvellement créés, et le cercle de promoteurs se limite aux organismes des secteurs public et parapublic (État, communes et syndicats de communes, établissements publics), les fondations et associations sans but de lucre, ainsi que les sociétés d'impact sociétal dont le capital social est composé de 100 % de parts d'impact. Aussi, une distinction a été faite entre les conditions de cofinancement qui s'appliquent aux demandeurs d'emploi de la tranche d'âge allant de 30 à 50 ans, d'une part, et les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus, d'autre part, pour tenir compte des difficultés grandissantes pour les personnes plus âgées de réintégrer le marché du travail ordinaire.

ad 2) Dans la mesure où le dispositif « EMI » s'adresse spécifiquement aux chômeurs de longue durée, le délai « d'attente » de douze mois découle de la finalité même de cet instrument.

Cette condition est par ailleurs parfaitement compatible avec la volonté du Gouvernement de privilégier la réinsertion professionnelle de tous les demandeurs d'emploi, y inclus les demandeurs d'emploi plus âgés et/ou de longue durée, sur le marché du travail régulier. À cette fin, l'État dispose d'un faisceau de mesures et d'aides financières très diversifiées, destinées tant aux employeurs qu'aux demandeurs d'emploi (à titre d'exemple : bonification d'impôt, aide à l'embauche de chômeurs âgés, aide au réemploi, stage de professionnalisation et contrat de réinsertion-emploi, mesures spéciales, formations, aide à la formation professionnelle, etc.) qui peuvent être mobilisées avant de recourir au dispositif « EMI ».

En ce qui concerne plus particulièrement les demandeurs d'emploi qui ont été affectés à une initiative sociale en faveur de l'emploi pendant plus de douze mois, j'estime que la double condition posée par l'article L. 541-5, alinéa 4, du Code du travail est remplie, alors que l'occupation dans une initiative sociale n'est pas à considérer comme un emploi, mais plutôt comme une mesure de réinsertion professionnelle proposée par l'ADEM durant laquelle l'inscription en tant que demandeur d'emploi est maintenue.

ad 3) Pour les raisons évoquées ci-avant, une revue à la baisse de la durée minimale d'inscription à l'ADEM ne s'impose pas à l'heure actuelle.

Conséquences des sanctions envers la Russie | Question 0972 (05/07/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6879 aus der Legislaturperiod 2018–2023 huet déi deemoleg Regierung am Hibleck op méiglech Schuedensatzprozesser géint Lëtzebuerg virun internationale Schidsgeriichter opgrond vu Verstéiss vun de Russlandsanktioune géint d'Schutzrechter vun Investisseuren ënner anerem dat hei geäntwert: „Deementspreechend sinn och d'Revendicationen, déi kéinten op der Basis vun engem Investitiounsschutzofkommes opbruecht ginn, limitéiert. Prinzipiell ass net auszuschléissen, datt en Investisseur kéint géint Memberstaate virgoen. D'Analys vun dësen Aspekter, déi zesumme mat den EU-Institutionen an den anere Memberstaaten diskutéiert goufen, huet e Succès vun esou Prozeduren awer als net warscheinlech ageschat. Et goufe bis ewell och keng Schuedensatzfuerderunge géint Lëtzebuerg opbruecht, weeder am Kader vun den aktuelle Sanktioune géint Russland, nach a fréiere Sanktionsregimenter, déi Lëtzebuerg iwwert déi leschte Joer ëmgesat huet.“

Esou wéi Reporter.lu schreift, ass awer genee dee Fall agezerr. Schonn am Februar huet e russesche Staatsbierger dem Staat eng sougenannt „Notice of Dispute“ zoustelle gelooss, fir Lëtzebuerg opgrond vun engem Investitiounsschutzofkommes téschent der lëtzebuergesch-belscher Wirtschaftsunion vun 1989 mat der Sowjetunion, dat vun der aktueller Russescher Federatioun iwwerhol gouf, unzesichen. De gefuerderte Schuedensatz beleeft sech op 15 Milliarden Euro an domat iwwer ongeféier en hallwe Staatsbudget. No Aschätzung vun internationalen Experten ass net ausgeschloss, datt d'Gericht senge Fuerderungen nokënn, net zulescht, well virun esou internationale Gremien net d'EU-Texter, mee d'Investitiounsofkommes déi entscheedend legal Basis duerstellt. Am Fall vun enger Verurteilung kéinte weider Prozesser nokommen, anerefalls géifen trotzdeem eleng d'Prozesskäschte Reporter.lu no en héije Milliounebetrag ausmaachen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gären dës Fro stellen:

1. Wéi begrënt den Här Bausseminister déi Decisioun, den Agank vun der „Notice of Dispute“ säit dem Februar ze „verheemlechen“, wéi Reporter.lu et schreift? War dee Schratt mam Här Staatsminister ofgeschwat? Gesäit d'Regierung vir, dat Dokument dem Parlament nodréiglech esou séier wéi méiglech zoustellen?
2. Wéi wëll d'Regierung an dësem Fall virgoen? Gëtt e Schidsgericht zesummegestallt? Wa jo, wéi a wéini? Wéi eng national an international Experte sinn an deem Gremium vertraueden?
3. Wéi héich schätzt d'Regierung d'Käschte vun deem Prozess an?

4. Kéint d'Regierung sech virstellen, d'Sanktioune géint déi viséiert Persoun am Kader vun eiser nationaler Souveränitéit preventiv auszesetzen, fir z. B. op eng baussegeriichtlech Eenegung hinzewierken an domat en eventuelle Schued vu Lëtzebuerg ewechzehalen?

5. Am Prozess wäert och d'Fro vun der Nationalitéit eng Roll spillen. Et stellt sech d'Fro, ob sanktionéiert Persounen net och en zweete Pass vu befrënnten oder alliéierte Staate kéinten hunn, mat deene Lëtzebuerg och entspreechend Handelsaccorden ënnerschriwwen huet an iwwert dee Wee och an anere Fäll kéint ugesicht ginn. Gesäit d'Regierung iwwer dee Wee d'Gefor vu weidere juristesche Prozedure géint Lëtzebuerg?

Réponse (01/08/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Regierung setzt sech fir en transparenten Informatiounsfloss an. Dofir huet de Premierminister dëse Sujet an der zoustänneger Chamberskommissioun och schonn thematiséiert.

Als EU-Memberstaat applizéiert Lëtzebuerg déi gëllent EU-Sanktioune, déi zwéngend europäesch Recht sinn. Déi zitéiert „Notice of Dispute“ ass vun der Regierung am Detail analyséiert ginn. A ce stade gëtt et kee formellt Schidsverfahren (Procédure d'arbitrage) géint de Staat an deem Kontext.

Compétences linguistiques requises dans le cadre du recrutement de la Police grand-ducale | Question 0973 (05/07/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Déi lescht Jore goufen Honnerten nei Agente bei der Police rekrutéiert. Mat dëser néideger a wichteger Erhéijung vun Personalschlüssel stellt sech allerdéngs och d'Fro no den néidege Kompetenzen, och ob d'Rekrutten alleguer déi néidege Sproochekenntnisser matbréngen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gären dës Fro stellen:

1. Wéi een Niveau am Lëtzebuergesche gëtt am Moment fir déi eenzel Karriäre bei der Police verlaangt?
2. Op wéi eng Manéier ginn dës Sproochekenntnisser gepréift?
3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Lëtzebuergeschexamen an de Joren 2013–2023 an deenen eenzele Karriäre bei der Police ofgehal goufen a wéi vill Leit dës gepackt respektiv net gepackt hunn?
4. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Konsequenzen et huet, falls e potentielle Rekrutt déi néidege Lëtzebuergeschekenntnisser net erfëllt? Gëtt hien direkt ofgewisen oder kann hien dës nohuelen? Kann den Här Minister am zweete Fall déi genee Delaien a Modalitéite preziséieren?

Réponse (01/08/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Är Fro bezitt sech op d'mannst indirekt op dee rezente Video, an deem Polizisten sech iwwer engem anere Polizist seng Ausdrocksweis op Lëtzebuergesch lëscht maachen. D'Policedirektioun huet jo och direkt reagéiert a kloer gemaach, datt d'Verhale vun de Beamte par rapport zu hirem Aarbechtskolleeg inakzeptabel ass. Dofir ginn ech dovun aus, datt Dir mat Ärer Fro dësem Sujet keng populistesch Konnotatioun wëllt ginn.

Ech wëll virop bemierken, datt eng vun de Konditiounen, fir Polizist ze ginn, ass, datt de Kandidat déi lëtzebuergesch Nationalitéit huet. Ee Kandidat mat duebeler Nationalitéit, deen net Lëtzebuergesch

als Mammesprooch huet, gëtt op seng technesch Kompetenzen evaluéiert a muss och weisen, datt en déi dräi administrativ Sproocher kann.

ad 1. D'groussherzoglecht Reglement vum 29. Juli 2020 iwwert de Rekrutement vun de Polizisten gesäit kee spezifeschen Niveau am Lëtzebuergesche fir déi eenzel Karriäre vir. Et gëllen déi nämmelecht Reegele wéi beim ëffentlechen Déngscht am Allgemengen, sou wéi se am Artikel 3 vum groussherzogleche Reglement vum 12. Mee 2010 „fixant les modalités du contrôle de la connaissance des trois langues administratives pour le recrutement des fonctionnaires et employés des administrations de l'État et des établissements publics“ festgeluecht sinn.

ad 2. No der Épreuve d'aptitude générale, déi vun der Fonction publique organiséiert gëtt an zu där och d'Épreuves préliminaires an de Sproocher gehéieren, mussen d'Kandidaten sech enger Épreuve spéciale bei der Police stellen.

Dës Épreuve spéciale, déi gereegelt ass duerch dat uewe genannt groussherzoglecht Reglement vum 29. Juli 2020 iwwert de Rekrutement, beinhalt fir d'Polizisten aus de Groupes de traitement A1, B1 an C1 ënner anerem en Entretien op Lëtzebuergesch, an deem et awer méi generell drëm geet ze kucken, ob de Kandidat den Ufuerderunge vum Policeberuff entsprecht.

Am Traitementsgroup C2 ginn am Kader vum Examen-concours fir d'Admission au stage d'Kennntnisser vun der lëtzebuergescher Sprooch unhand vun engem mëndlechen Test gepréift.

ad 3. Vu datt d'lëtzebuergesch Sprooch just een Aspekt ass, deen am Entretien evaluéiert gëtt, ass et net méiglech, esou separat Statistiken ze presentéieren.

ad 4. Falls e potentielle Kandidat net déi néidege Lëtzebuergeschekenntnisser huet, gëtt dësen net fir de Stage zougeloo. De Kandidat huet d'Méiglechkeet, sech nees fir déi nächst Rekrutementsessioun unzemellen.

Master en éducation | Question 0974 (08/07/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Un eis si Fäll eruedroe gi vu Leit mat engem Bachelorofschloss an der Educatioun, déi gären op der Uni.lu hir Studie weidergefouert hätten. Dës Leit kruten awer vun der Uni.lu ee Refus, wann hire Bachelorofschloss 180 ECTS amplaz 240 ECTS konnt virweisen. Dobäi erkennt de Lëtzeburger Staat dësen Diplom awer als Bachelordiplom un. D'Uni.lu erkläert, d'Ufuerderung vun den 240 ECTS am Bachelor, fir Accès zum Master vu 60 ECTS ze kréien, wier vun de Ministère komm.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Héichschoul a Fuerschung dës Fro stellen:

1. Kann d'Ministesch dës Faiten esou bestätegen? Gouf et déi Ufuerderung vun den 240 ECTS, säitdeem d'Uni.lu de Masterstudiegang mat 60 ECTS proposéiert oder gouf dës Reegelung eréischt méi spéit agefouert? Falls jo, firwat?
2. Ass d'Regierung net der Meenung, datt een de Masterstudiegang sollt fir jiddereen zougängelech maachen, deen ee Bachelordiplom huet, deen zu Lëtzebuerg unerkannt ass?
3. Laut eisen Informatiounen si Gespréicher amgaangen, fir eng Validation des acquis de l'expérience hei mat an de Calcul opzehuelen, fir hei deene Leit awer Accès ze ginn, déi schon am Berufsliewe sinn. Wou sinn dës Gespréicher drun? Wat ass hei déi genau

Deadline, déi een sech gött, fir eng Decisioun ze trefen?

4. Wäert d'Ministesch dofir suergen, datt ab der Rentrée 2024/2025 all Interesséierte ka mat engem Bachelordiplom an der Education de Master an der Education op der Uni.lu maachen?

Réponse (01/08/2024) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Wéi schonn an der Äntwert vum 24. Juni 2024 op d'parlamentaresch Fro N° 0746 erklärt, gesäit dat modifizéiert Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwert d'Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg a sengem Artikel 36 Paragraph 6 ee Minimum vun 300 ECTS fir d'Ausstelle vun engem Masterdiplom vir, d'ECTS, déi am Kader vum Bachelor validéiert goufen, mat abegraff. Dës allgemeng Bestëmmung gouf et iwwrens och schonn ënnert dem éischten Unisgesetz vum 2003, well si gouf agefouert iwwert de Règlement grand-ducal du 25 mai 2005 relatif à l'obtention du grade de master de l'Université du Luxembourg. Déi Praxis, fir cumuléiert mam Bachelor 300 ECTS ze verlaangen, fir zu Lëtzebuerg e Masterdiplom ze kréien, ass Deel vun der Lëtzebuurger Strategie fir Qualitéts-sécherung am Héichschoulwiesen an existéiert och esou an aneren europäesche Länner.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0746 duergeluecht, gött aktuell vun de concernéierten Instanzen aktiv no Léisunge gesicht, déi ënnert bestëmmte Konditiounen eng Ouverture kéinte schafen, wat den Accès an déi betreffend Masterstudiegäng vun der Universitéit Lëtzebuerg ubelaangt.

.....
« Nature Restoration Law » | Question **0976** (08/07/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

An engem Artikel an der Lëtzebuurger Press vum 5. Juli 2024 ass ze liesen, dass dem Här Ëmweltminister seng Zoustëmmung fir d'Nature Restoration Law am EU-Ëmweltconseil de 17. Juni bei der Madamm Landwirtschaftsministerin zu „Onmutt“ gefouert hätt, an dass dës Ofstëmmung net mat den anere Minister. inn.e vun der Regierung ofgeschwat gi wier.

An dësem Kontext erlaben ech mir, der Madamm Ministerin fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froen ze stellen:

1. Huet d'Madamm Ministerin eng aner Positioun zu der Nature Restoration Law wéi déi, déi vum Ëmweltminister am EU-Ëmweltconseil de 17. Juni vertruete gouf?
2. Wa jo, wéi ass der Madamm Ministerin hir Positioun zur Nature Restoration Law?
3. Ass d'Madamm Ministerin am Virfeld vum Vott beim Här Ëmweltminister intervenéiert, fir d'Lëtzebuurger Positioun zum besote Punkt ze änneren?
4. Huet d'Madamm Landwirtschaftsministerin d'Lëtzebuurger Positioun zum besote Punkt no senger Adoptioun am EU-Ëmweltconseil de 17. Juni an der Regierung thematiséiert?

Réponse (12/07/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

- ad 1. Neen. Et gött nëmmen eng eenheetlech Regierungspositioun.
- ad 2. Sans objet.
- ad 3. Neen.
- ad 4. Neen.

.....
Création d'un conseil national des hommes | Question **0978** (09/07/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Den Nationale Fraerot (Conseil national des femmes du Luxembourg, CNFL), deen 1975 gegrënnt gouf, ënnhält eng enk kooperativ Bezéiung mat der Lëtzebuurger Regierung. Sou fungéiert e beispillsweis als berodend Organ vun der Regierung a ville Froen a bréngt d'Uleissen a Perspektiv vu Fraen an déi politesch Entscheidungsprozesser eran. Den CNFL gött der Regierung net nëmme säin Avis zu politesche Sujeten a Projeten, mee ass och oft a Kommissiounen vertrueten, déi sech mat Geschlechterfroen befaassen.

Besonnench dës Punkt, nämlech déi eesäiteg Vertriidung vu Fraen a Gremien, déi sech mat Froen befaassen, déi béid Geschlechter betreffen, léisst et verwonnerlech erschéngen, datt et keen nationale Männerrot hei am Land gött.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Minister fir Egalitéit an Diversitéit gär dës Fro stellen:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt et eng Form vu „Sexismus“ ass, datt et hei am Land, parallel zum Nationale Fraerot, keen nationale Männerrot gött?

2. Misst net a Kommissiounen an Aarbechtsgruppen, déi sech mat Froen befaassen, déi béid Geschlechter betreffen, och de männleche Bevolkerungsdeel adequat vertruete sinn?

Réponse (31/07/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Wéi scho stipuléiert am Titel vum Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA), besteet eis Missioun dran, eis am Numm vun der Regierung fir eng gläichberechtigt an divers Gesellschaft staark ze maachen, an där all Persoun mat Respekt, Toleranz an Oppenheet begéint gött, onofhängeg vu sexueller Orientéierung a geschlechtlecher Identitéit.

Dem Ministère seng Approche ass also net un ee Geschlecht gebonnen, mee et geet ëm d'Wuelbefannen, de Respekt an d'Akzeptanz vun allen.

Opgrond vum Artikel 15 (3) vun der Konstitutioun ass et dem Staat erlaabt, aktiv géint bestoend Aschränkungen am Beräich vun der Egalitéit virzegoen.

Aus dësem Grond intervenéiert de MEGA reegelméisseg, wann e substanzien Desequillibër tëschent de Geschlechter festgestallt gött, wéi ënner anerem bei héijer Unzuel u Frae bei den Affer vun haislecher Gewalt, bei der Ënnerrepresentatioun vu Fraen a Féierungsgremien oder dem Mangel u Meedercher a Fraen am Beräich STEM.

An dofir pfleegt de MEGA och eng gutt Kooperatioun mam Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL), deen historesch ganz vill fir d'Verbesserung vun der Situatioun vu Fraen zu Lëtzebuerg geleescht huet.

De MEGA huet allerdéngs och eng Panoplie u Kollaboratiounen mat aneren Organisatiounen, Associatiounen an zivillgesellschaftleche Gruppen, wéi zum Beispill mat InfoMann, deenen hiert Uleies et ass, Männer, och erëm an all hirer Diversitéit, ze ënnerstëtzen a si mat Outilen ze equipéieren, déi hinnen et erlaben sollen, e gesond, responsabelt a glécklecht Liewen ze féieren, ouni Diskriminéierungen oder Virurteeler ausgesat ze sinn.

Als Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit ass meng Aarbecht vum Zil geleet, de Mënschen e Liewe wëllen ze erméiglechen, dat fräi ass vu Sexismus a

geschlechtsspezifischen Diskriminatiounen oder Benodeelegungen. D'Wuelbefanne vu Männer spillt also duerchaus eng grouss Roll an der Aarbecht vum MEGA an et ass eis wichteg, Jongen a Männer an all Liewensphasen ze ënnerstëtzen an ze responsabilséieren, jee no Situatioun.

An deem Sënn kann ech versécheren, dass meng Dieren opsti fir e konstruktiven Dialog mat all Organisatioun, Associatioun oder anerem Gruppement, deen dës Virstellung vum enger diverser an oppener Gesellschaft deelt a motivéiert ass, sech dofir staark ze maachen.

.....
Demandeurs d'asile afghans | Question **0979** (09/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Il m'a été rapporté que plusieurs demandeurs d'asile ressortissant de l'Afghanistan ont récemment été notifiés d'un rejet de leur demande de protection internationale par les services de la Direction générale de l'immigration. Pourtant, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, dans son analyse sur la situation en Afghanistan mise à jour en mai 2024, fait état d'une situation sécuritaire très compliquée et d'une répression systématique de la part des talibans à l'encontre de nombreux groupes de population.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Pouvez-vous me donner votre appréciation générale de la situation sécuritaire en Afghanistan ?

- 2) Est-ce que les décisions des services de la Direction générale de l'immigration se basent sur les avis récents de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile ? Quelles autres sources d'information sont consultées pour apprécier les demandes ?

- 3) En ce qui concerne les réponses aux demandes de protection internationale ou de protection subsidiaire impliquant des ressortissants afghans, pouvez-vous me donner le nombre de décisions favorables et de refus par mois et ce à partir de la prise de pouvoir des talibans (août 2021) ?

- 4) Combien de retours forcés et de retours volontaires de ressortissants afghans demandeurs d'asile au Luxembourg ont eu lieu depuis août 2021 (en ventilant par mois) ?

L'analyse récente de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile affirme notamment qu'en Afghanistan, l'abus de mineurs est endémique et que l'abus sexuel d'enfants reste un problème omniprésent⁴⁴. Partant, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- 5) Est-ce que parmi les mineurs afghans, accompagnés ou non accompagnés, qui ont demandé l'asile au Luxembourg, des signes d'abus sexuels ou autres ont été détectés ? Est-ce que le personnel de la direction de l'immigration est formé pour identifier les cas d'abus sur mineurs ? Quelles autres formes d'appui sont offertes le cas échéant aux mineurs concernés ?

⁴⁴ "Child abuse is endemic in Afghan society. Children in Afghan families are often subjected to corporal punishment, including slapping, verbal abuse, punching, kicking, and hitting with thin sticks, electrical cables and shoes. Sexual abuse of children also remained a pervasive problem, with girls being the most frequent victims in their families or communities. The practice of bacha bazi is an example of child-specific violence reported in Afghanistan. The practice has resurfaced after the end of the previous Taliban regime of 1996-2001. Sources reported that young boys, with 14 as an average age, were abducted and disappeared into the practice or were traded in by their families in exchange for money. Boys involved in the practice may be subjected to violence and threats, be raped, and kept in sexual slavery." (European Union Agency for Asylum/Country Guidance: Afghanistan/May 2024/pages 79&80)

Réponse (26/07/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) La situation sécuritaire en Afghanistan s'est légèrement stabilisée dans les régions qui sont sous le contrôle des autorités de facto (par rapport à la situation en 2021). Néanmoins, Daesh et d'autres militants islamistes non affiliés aux talibans continuent à mener des attaques. En dépit de cette légère amélioration, la situation des droits humains surtout en ce qui concerne les femmes, les filles, les minorités ethniques et religieuses ainsi que les personnes LGBTQ+ reste grave.

ad 2) Le Service réfugiés de la Direction générale de l'immigration est chargé du traitement des demandes de protection internationale introduites au Luxembourg. Afin de mener à bien la mission qui lui est confiée c'est-à-dire de statuer individuellement et objectivement sur les motifs invoqués par un demandeur de protection internationale, le Service réfugiés base son analyse sur toute une panoplie de sources et d'informations.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Afghanistan, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (« AUEA ») a publié, depuis la prise de pouvoir des talibans, 6 rapports et une note d'orientation (« Country Guidance »), mise à jour pour la dernière fois en mai 2024. Les publications de l'AUEA constituent des sources d'informations importantes et sont suivies par le Service réfugiés dans l'analyse et le traitement des demandes de protection internationale.

À côté de ces publications, le Service réfugiés s'appuie encore sur d'autres sources, entre autres des rapports publiés par des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG), des recherches académiques, des rapports médiatiques ou encore des témoignages d'experts, cette liste n'étant pas exhaustive.

La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, de la Cour européenne des droits de l'homme et des juridictions, tant luxembourgeoises que d'autres États membres de l'Union européenne, est également prise en considération.

ad 3) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

À titre d'information, il convient de noter que depuis la prise de pouvoir des talibans, le statut de réfugié a été accordé à la très grande majorité des ressortissants afghans. Le taux d'accord du statut conféré par la protection subsidiaire a connu un déclin alors que depuis août 2021, l'Afghanistan ne se trouve plus dans une situation de conflit armé caractérisé par des violences aveugles d'une telle intensité que chaque civil y risque sa vie de par sa seule présence sur le territoire afghan.

ad 4) Depuis août 2021, le Luxembourg n'a effectué aucun retour forcé en Afghanistan.

Trois ressortissants afghans ont renoncé à leur statut de réfugié et sont retournés volontairement en Afghanistan depuis août 2021. Un au mois de décembre 2022 et deux au mois de mai 2023.

ad 5) La Direction générale de l'immigration ne dispose pas de statistiques sur les signes, types ou motifs de persécution. Toutefois, il peut être indiqué qu'aucun signe d'abus sexuels n'a été détecté parmi les mineurs afghans.

Le personnel de la Direction générale de l'immigration est dûment formé en matière de traite des êtres humains, de violences domestiques et de violences

fondées sur le genre. Les agents en charge des entretiens des mineurs non accompagnés, en plus d'avoir reçu des formations spécifiques pour procéder aux entretiens avec des enfants et avec des personnes vulnérables, sont diplômés en tant que secouristes en santé mentale pour les jeunes depuis début 2024. Au niveau procédural, un soutien adéquat et des garanties sont fournis pour les mineurs non accompagnés, à savoir notamment l'assistance d'un administrateur ad hoc, du temps suffisant pour étayer la demande de protection internationale, un entretien adapté à l'âge du mineur concerné qui est effectué par un agent formé.

.....
Lutte antiblanchiment dans le secteur financier | Question **0980** (09/07/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon un communiqué du 8 juillet 2024, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a prononcé une amende à hauteur de 3 millions d'euros à l'encontre d'une des principales banques de la place financière luxembourgeoise.

Selon la CSSF, l'amende a été prononcée pour non-respect d'obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. L'affaire remonte à une inspection de la part de la CSSF auprès de la banque entre mai et novembre 2021.

La CSSF note dans son communiqué que la banque en question n'a pas, en raison d'un manque de vigilance de sa part, informé sans délai et de sa propre initiative la Cellule de renseignement financier (CRF) en présence d'activités et/ou d'opérations suspectes, ce qui constitue un non-respect des dispositions légales en vigueur.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Quel est le délai moyen d'instruction des dossiers auprès de la CSSF ?
- 2) Combien d'amendes pour manquement aux obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ont été prononcées par la CSSF au cours des cinq dernières années et quels ont été les montants de chacune de ces amendes ? Quel est le montant total des amendes prononcées au cours des cinq ans ?
- 3) Quel est le nombre de cas où, au cours des cinq dernières années, la CSSF a constaté un manquement de la part d'acteurs de la place financière d'informer la CRF en présence d'activités et/ou d'opérations suspectes ?

Réponse (12/08/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Dans le cadre de ses missions et de son champ de compétence tels que définis par la loi organique du 23 décembre 1998, la Commission de surveillance du secteur financier (« CSSF ») conduit des missions de surveillance visant à contribuer à la solidité et à la stabilité du secteur financier, ainsi qu'à assurer la protection des consommateurs financiers et à prévenir l'utilisation du secteur financier à des fins de blanchiment.

Dans l'accomplissement de sa mission de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (« LBC/FT »), la CSSF assure le respect de leurs obligations professionnelles en matière de LBC/FT par les entités soumises à sa surveillance. En tant qu'autorité de contrôle, la CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires

à l'exercice de ses fonctions dans les limites définies par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (la « Loi LBC/FT »). Ces pouvoirs incluent celui de procéder à des inspections sur place. Pour ce qui est du volet répressif, la CSSF peut infliger des sanctions administratives et prendre d'autres mesures administratives à l'égard des professionnels soumis à sa surveillance, tel que prévu par la Loi LBC/FT.

Plusieurs facteurs peuvent influencer sur le délai d'instruction, comme, par exemple, la qualité des pièces fournies lors du contrôle ou encore la complexité du dossier. Bien que ces facteurs puissent nécessiter des échanges complémentaires entre la CSSF et les professionnels et allonger de facto les délais d'instruction du dossier, l'objectif poursuivi par la CSSF reste toujours de mener les contrôles le plus efficacement possible, dans l'intérêt public et de la LBC/FT.

Du début du contrôle sur place jusqu'à l'envoi de la lettre informant l'entité en question d'une mesure ou d'une sanction administrative, le délai moyen d'instruction des dossiers relatifs à des contrôles sur place en matière LBC/FT au cours de ces 5 dernières années est en moyenne de treize mois. Ce délai dépend, comme indiqué précédemment, de la complexité du dossier et du degré de coopération de l'entité surveillée.

Lors des contrôles effectués par la CSSF, le manquement à l'obligation d'informer la CRF en présence d'activités et/ou d'opérations suspectes est généralement identifié concomitamment à d'autres manquements du professionnel envers ses obligations professionnelles. Cela a ainsi pu être constaté dans des affaires ayant abouti à une dizaine d'amendes.

Au cours des cinq dernières années, la CSSF a prononcé 38 amendes relatives à des manquements aux obligations professionnelles en matière LBC/FT pour un montant total d'environ 7,2 millions d'euros.

.....
Discours lors des remises de diplômes dans les lycées | Question **0983** (10/07/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Bei den Diplomiwwerreechungen um Enn vum Schouljoer an de verschiddene Lycéeën ass et üblech, dass d'Direkteren eng Ried halen. An deem Kontext gouf eis vu verschiddene Plazen zougedroen, dass et Direktere gëtt, déi dës Tribün benotzen, fir hir perséinlech politesch Usiichten ze propagéieren. Besonnesch am LTPES hunn Elteren a Schüler eis dëst Virgoe gemellt, wou d'Directrice géint „riets Politick“ gehetzt huet.

D'Gesellschaft ass allerdéngs divers, an ënnert de Schüler, Elteren a Proffe gëtt et souwuel Leit, déi politesch lénks wéi och politesch riets agestallt sinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Gëtt et vum Ministère aus Instruktiounen oder Virschléi, wéi dës Rieden inhaltlech formuléiert solle sinn?
2. Awéiwäit si Staatsbeamten, a besonnesch Direkteren, dozou ueghealen, sech un d'politesch Neutralitéit ze halen?
3. Wéi gedenkt den Här Minister op esou politesch Aussoe vu Staatsbeamten – sief et Aussoen, déi sech géint gréng, lénks, riets oder aner politesch Meeunge rüchten oder sech fir oder géint d'Regierung ausschwätzen – an hirer Funktioun als Beamten ze reagéieren, wann hie Kenntnis dovou kritt?

4. Op dësen Diplomiwwerreechungen halen och Ministere Rieden. Sinn d'Ministernen hei och ugehalen, sech politesch neutral ze verhalten, oder ass et an den Ae vum Här Minister an der Rei, wa Ministeren dës Bün benotzen, fir hir politesch Messagen ze propagéieren?

Réponse (12/07/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Den honorablen Deputéierte stéiert sech un den Aussoen, déi d'Direktesch vum Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) an hirer Ried am Kader vun der Diplomiwwerreechung fir d'Premiëresschüler gemaach huet. Dofir wëll ech se hei am Wuertlaut zitieren:

„De Rietsruck, dee weltwäit duerch d'Gesellschaft geet, bereet mir immens grouss Suergen. Ech hat wierklech gehofft, dass mir no der Erfahrung vum Zweete Weltkrich an der Occupatioun duerch Nazi-Däitschland hei am Land, mä och a ganz Europa an an der ganzer fräier Welt bäigeléiert hätten, an net méi empfänglech wiere fir déi vun de Populiste virgegaukelt einfach Äntwerten op komplex Froen. Dës ginn erfahrungsgeméis ëmmer op d'Käschte vu Minoritéiten a vun deene Persounengruppen, déi um Rand vun eiser Gesellschaft stinn, a vun deene kritesche Membere vun der Gesellschaft. Ech hat och gehofft, dass mer als fräi europäesch Gesellschaft opgrond vun eisem humanistesche Mënschebild an eisem Vertrauen an d'Demokratie immun wiere géint déi rietsextreem a rietpopulistesche Gefor.“

All Beamten zu Lëtzebuerg leescht – wann e seng Funktioun untrëtt – en Eed. Hie schwiert, seng Aarbecht mat „intégrité, exactitude an impartialité“ auszeüben. An deem Zesammenhang ass de Beamte gehalen, an der Ausübung vu senger Funktioun Aussoen ze ënnerloossen, déi géint dës Prinzipie verstoussen. Den Eed seet awer och, dass de Beamten d'Constitutioon an d'Gesetz vum eisem Land ze observéieren huet. Dozou gehéieren ënner anere d'Grondprinzipie vum eisem Rechtsstaat, wéi d'Gläichheet virum Gesetz, den Diskriminéierungsverbuert an d'fräi Meenungsäusserung.

An hirer Ried virum de Premiëresschüler an hire Frënn a Familljen huet d'Direktesch näischt anescht gemaach wéi een Appell an d'Grondwäerter vun eiser Gesellschaft, esou wéi se an eiser Verfassung verankert sinn. An si huet virum deene Kräften an Europa an an der Welt gewarnt, déi eisen demokratesche Rechtsstaat a seng Grondwäerter net nëmme méi a Fro stellen, mee aktiv doru schaffen, fir en auszehielegen an ofzeschaffen.

Komplett friem ass mir d'Iddi, de leedende Beamten a mengem Ressort Instruktiounen ze ginn, wat si an enger Ried solle soen oder net dierfe soen.

ad 3. a 4. Et sief mir erlaabt, meng grouss Suerg doriwir auszedrécken, dass den honorablen Deputéierten sech dru stéiert, wa Schouldirekteren oder aner héich Beamten sech an der Éffentlecheit zu den uewe genannte Grondwäerter bekenne. D'Fonction publique muss bei aller politescher Neutralitéit an aller Zréckhaltung, déi de Statut vum Fonctionnaire virgesäit, e Garant si fir eisen demokratesche Rechtsstaat. Deementspriedend wäert ech och weiderhin all Persoun, déi am Déngscht vum Staat steet, daran ënnerstëtzen, fir sech fir déi Wäerter a Grondprinzipie staark ze maachen, déi an eiser Verfassung stinn.

Projet de logement Kiem 2050 | Question **0989** (11/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Fonds Kirchberg ass een éffentleche Fong, deem dem Ministère fir éffentlech Bauten ënnersteet. De Fonds Kirchberg ass, esou wéi e selwer op senger Websäit ugëtt, ee staatlech gelenkte Vehikel, wou Staatsverfrierder vun der Regierung an de Verwaltungsrot gesat ginn.

Aktuell bitt de Fonds Kirchberg de Wunnprojet Kiem 2050 un, bei deem Wunnengen um Kierchberg zu engem „abordable“ Präis verkaf ginn. Een Appartement mat engem Zëmmer vu 60 m² gëtt fir ronn 600.000 € ugebueden, fir 50 m² bezilt een nach ëmmer iwwert eng hallef Millioun Euro. De Meetercarrépräis läit bei dësem „abordable“ Projet bei 10.000 € pro m².

Déi zoustänneg Ministeren äntweren op déi viregt parlamentaresch Fro N° 0819, dass Appartementer mat dräi Schlofkummere fir ee Quadratmeterpräis tëschent 7.147 € an 8.559 €/m² SC offréiert ginn.

Éierlecherweis muss ee soen, dass d'Ministernen am Beispill vu 7.147 € ee Balcon vu ronn 30 Quadratmeter an d'Wunnfläch matarechnen, fir op dee Präis ze kommen. Och dat Appartement kascht mat sengen 112 Quadratmeter Wunnfläch (ouni Balcon) nach 1.060.865,09 €, also ronn 10.000 € pro Quadratmeter.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi ännert sech d'Präisfourchette, déi d'Ministernen uginn hunn, wann een d'Balconen aus der Rechnung eraushëlt a reng d'Wunnfläch kuckt?
2. De Fonds Kirchberg ass keen éffentleche Promoteur a kritt keng Subventioun oder Finanzéierung vum Staat. Seng Aktivitéite mussen et him also erméiglechen, genuch Ressourcen ze generéieren, fir seng „mission d'utilité publique“ ze erfëllen. – Wéi vill Ar Terrain goufe vum Staat/vum Fong/vun der Gemeng Stad Lëtzebuerg fir de Projet Kiem 2050 zur Verfügung gestallt? – Wéi vill Suen huet de Fonds Kirchberg fir déi Terrain bezuelt? – Wéi vill Suen huet de Staat fir de Kaf/d'Enteegnung vun dësen Terrain bezuelt?
3. Op meng Äntwert zu de Baukäschten hunn d'Ministere geschriwwen:

De Verkafspräis pro Quadratmeter Kadasterfläch (€/m² SC), dee vum Fonds Kirchberg festgeluecht gëtt a vum Entwéckler respektéiert gëtt, ass en Duerchschnëttspräis, dee ka bis zu 10 % erop oder erof variéieren, soulaang d'Moyenne respektéiert gëtt. Wéi héich huet de Fonds Kirchberg d'Baukäschte vum Projet ugesat? Wat ass hei den duerchschnëttleche Baukäschtepräis (Quadratmeterpräis Konstruktioon)?

Réponse (09/08/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Als Äntwert op d'Fro vum honorablen Deputéierte Marc Goergen iwwert verschidden Elementer vum Projet Kiem 2050 erlaben ech mer, Iech Follgendes matzedeelen.

De Referenzsystem fir d'Flächmëssung, deem de Fonds am Kader vu senger Projete generell an och fir de Projet Kiem 2050 mobiliséiert, ass d'Kadasterfläch (Surface cadastrale, SC).

D'Grënn dofir si virum allem, dass et e Konzept ass, dat op nationalem Niveau vun der Administration du cadastre et de la topographie gereegelt gëtt (<https://act.public.lu/fr/publications/>

telechargement-documents/technique/infos_surface_utile_quote_part.html), an dass dës d'Notioun ass, déi an de successiven Notairesakten, déi e Projet markéieren (Verkafsvertrag, Verkafsrecht asw.), virkënt. Et gëtt also keng Divergenz, mee, am Géigendeel, Kontinuitéit an Traçabilitéit.

Sou gëtt déi éischt Äntwert vun der Madame Ministesch op déi éischt Fro (Nr. 0819) och an Euro (€) pro Meetercarré (m²) Kadasterfläch (SC) (d. h. €/m SC) ausgedréckt.

D'Uwendung vun dëser Notioun vun definéierter Kadasterfläch bréngt et mat sech, dass Balconen mat berücksichtegt ginn, mat engem Ponderatiionskoeffizient vun 0,4, am Aklang mat der uewe beschriwwener Reglementatioun.

D'Zuelen, déi den honorablen Deputéierte virgestallt huet, sinn ouni weider Präzisioun a „m²“ ausgedréckt. Et kann een dohier dovun ausgoen, dass Referenz op eng Notioun gemaach gëtt, déi méiglecherweis enger privater Fläch (Surface intérieure privative) bannent de Maueren entsprécht.

Wann dat wierklech de Fall ass, mécht dat all Vergläich schwierig, besonnesch fir de Projet vum Kiem 2050. De Präis vum Kiem-2050-Projet zeechent sech nämlech duerch vill méi wéi enger einfacher „privater Fläch bannent de Maueren“ aus. Dofir ass et besonnesch derwäert ze ernimmen:

- Shared spaces:
 - 400 m² Banneberäicher, verdeelt op 11 Raim (dorënner Yoga Raum, Wantergaart, Spillraum, Bibliothék, Salle polyvalente, conviviale Wäschraum);
 - 5.000 m² Bausseberäicher, dorënner 680 m² gemeinsam Terrassen.
- Generéis privat Bausseberäicher (wéi den ernimmten 30 m² grouse Balcon)
- De private Keller
- Vëlosplazen (eng Plaz pro Schlofzëmmer plus eng Plaz pro Appartement)

ad 1. Wéi uewendriwwer erënnert, fir d'Beispill vun der gewieltener Wunneng, fir de Präis deem uginn ass, profitéiert dës nieft der grousser Terrass vu méi wéi 30 Quadratmeter an, wéi all Wunneng am Kiem-2050-Projet, vun engem Keller, engem Zougang zu Honnerte vu Quadratmeter u gemeinsame Banneberäicher, Dausende vu Quadratmeter gemeinsame Bausseberäicher, Vëlosplazen asw.

De Präis vun der betraffener Wunneng pro Quadratmeter Fläch bannent de Maueren (ouni Balcon) entsprécht 9.444,18 €.

Als Illustratioun, a jee no der Notioun vun der benotzter Fläch, kann de Verkafspräis pro m² (3 % TTC) also variéieren, wéi et d'Tabell heidrënner weist:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Vläicht ass et ubruucht, nach eng Kéier drun ze erënneren, dass et hei net eng Fro vum staatleche „logement abordable“ am Sënn vum Gesetz iwwert d'bezuelpaar Wunnen ass.

Mir schwätzen iwwer de Programm fir bezuelbar Wunnengen, deem 2014 vum Fonds Kirchberg als Pilotprojet lancéiert gouf mam Präzisen Zil, fir déi Leit unzschwätzen, deenen hiert Akommes méi héich ass wéi dat, wat den Zougang zu staatlechen Hëllef erlaabt, awer net héich genuch ass, fir sech eppes um fräie Marché leeschten ze kënnen.

An dësem Fall bleift de Verkafspräis wäit ënnert dem fräie Marchépräis fir vergläichbar Objeten.

Wat schlussendlech de Präis ugeet, ass et och néideg drun ze erënneren, dass dës gedeckelt ass an

d'Indexierung op 5 % vum am Verkafsvertrag ënnerschriwwene Präis begrenzt ass. Dëst war net Deel vun den initiale Konditioune während dem Ausschreibungsprozess fir d'Emphyteos- a Surfacelechter un den Entwéckler a gouf in fine am Hibleck op de spezielleschen, aktuelle Kontext bäigefüügt, fir de Keefer ze schützen.

ad 2.– Am Kader vum Projet Kiem 2050 huet de Fonds Kirchberg fir 99 Joer Emphyteos- a Surfacelechter op 105,04 Ar verginn.

– De Fonds Kirchberg koum an de Besët vum den Terrainen am Kader vum der Ausféierung vum Artikel 1 vu sengem organesche Gesetz (Gesetz vum 7. August 1961, wéi amendéiert), deen him d'Missioun am öffentlechen Déngscht fir d'Acquisition vun Terrainen um Kierchbiérg, am Ausmooss wéi et de Plang virgesäit, deen dësem Gesetz annexéiert ass, uvertraut huet.

Dëst gouf erreecht duerch Verkafskontrakter respektiv Expropriation, op Basis vun engem Präis, dee gemeinsam oder duerch Expertis respektiv vun de Gerichter an Tribunaler bestëmmt gouf.

De Präis pro Ar huet variéiert, notament ofhängeg vun den intrinsesche Qualitéite vun de betraffenen Terrainen. Et ass och komplizéiert, e geneeën Akafspräis ze bestëmmen, well d'Parzellendeelung vum verkaafte Terrain an déi vum kaaften Terrain net déi selwecht sinn.

Iwwert de Plateau gesinn, loung d'Präisforschett pro Ar global tëscht 2.500 LUF an 20.000 LUF.

Natierlech ënnersträicht de Fonds, datt hien an der Tëschenzäit, nieft dem Akafspräis vum Terrain selwer, déi enorm Viabilisatiounskäschten huet misse bezuelen, souwuel um Niveau vum Plateau (a virun allem de Bau vun der Rouder Bréck a Quartiersstroosse wéi d'Avenue Kennedy, Boulevard Adenauer etc.), souwéi um Quartiersniveau (PAP Kiem).

Als Erënnung, de Fonds Kirchberg ass e finanziell onofhängegt öffentlecht Etablissement a muss eleng d'Ausféierung vu senger Missioun finanzéieren (Artikel 3 vum organesche Gesetz vum Fonds: Gesetz vum 7. August 1961). De Fonds ass kee „promoteur public“, am juristesche Sënn vum Begrëff, a kritt keng Subvention oder aner Finanzéierung vum Staat.

Am grouse Ganze muss seng Aktivitéit also rentabel sinn an et méiglech maachen, genuch Ressourcen ze generéieren, fir seng Aktivitéite weiderzeféieren, déi besonnesch substantiell Investitiounen implizéieren (d'Entwécklung an den Ënnerhalt vun alle Stroosse mat hiren Netzwierker vum zukünftege Quartier Kuebebiérg an aner zukünftege Quartiere wéi Grënewald Ouest, Eurocontrol, JFK Sud Zone B, Laangfur a Luxexpo, schwéier Waardungs- a Verbesserungsarbechten op dem Pont Grande-Duchesse Charlotte bekannt als „Rout Bréck“, dem Rond-point Serra, ...).

– De Fonds Kirchberg huet d'Terraine kaaft, weeder d'Stad nach de Staat si betraff fir méiglech Acquisitiounen oder Expropriatiounen.

ad 3. De Fonds ass net de Bauhär vum Projet. Hie kennt also net d'Konstruktiounskäschte vum Projet a senger aktueller Entwécklungsphas (Ausféierungsphas).

De Fonds huet de Projet no enger Entscheedung vu sengem Verwaltungsrout am Dezember 2022 verkaf, dat souwuel a konzeptioneller wéi och a Promotiounshisiicht den Ofschluss vun enger Entwécklungs- a Concours-Prozedur duerstellt.

D'Decision vum Verkaf gouf duerch en Notairesakt vum Juni 2023 materialiséiert.

Am Kader vum der Entwécklungs- a Concours-Prozedur huet de Fonds d'Konstruktiounskäschten an och all aner Parameteer vum Projet ageschat a kontrolléiert.

Dës Schätzung a Kontroll goufe mat der Ënnerstützung vun enger externer Expertis duerchgefouert.

An dësem Kontext, am Dezember 2022, op Basis vum Projet an der Phas vun der Baugeneemegung, waren d'Gesamtbaukäschten (ausser Finanzéierungskäschten asw.), déi vum Fonds fir de Projet geschat goufen, bei ongeféier 93 Milliounen Euro. Dëse Präis entsprécht dem hallefjäreleche Statec-Baukäschtenindex vum Oktober 2022. Dës geschätzte Baukäschten enthalen fir dee Projet de Bau vun 32.000 m² SPB (Surface de plancher brut) respektiv 19.000 m² SC an 82 Banneparkplazen.

Et gëtt betount, datt och mat esou engem Präis, deen duerch an den normale Standarden ass, dëse Projet Kiem 2050, vu ganz héijer Qualitéit, dee Léisungen ëmsetzt, déi aktuell innovativ sinn, awer néideg sinn, fir muer fir den nohaltege Bau vu grouse Wunnengen ze erméiglechen. E besteet deemno aus enger Holz-Stol-Struktur, grot Waasser gëtt behandelt a weiderbenutzt, d'Konstruktioun kann ofgebaut ginn, d'Technike sinn an engem flexibelen an adaptéierbare Modus integréiert, d'Zesummeliewe gëtt duerch gemeinsam Raim ëmgesat, d'Mobilitéit douce gefuerdert an erliichtert duerch d'Bereetstellung vu ville Vélosplazen asw.

D'Qualitéit vun dësem Projet gëtt och vum Fonds iwwerwaacht, net nëmme iwwer de vertragleche Kader, deen opgestallt gouf, awer och, andeems de Projetsmanagement zanter dem Ufank vum Projet präsent ass.

Fir ofzeschlësse wéilt ech gären ënnersträichen, datt dëse Projet en equilibrierte Projet tëscht sengen Acteuren ass, dës Strukture mussen hir Ausgaben assuréieren, an déi, ouni finanziell Interventioun vum Staat, also ouni Belaaschtung fir de Steierzueler, qualitativ nohaltege Wunnengen entwéckelen, déi Zesummeliewe fuerderen, zu engem méi niddrege Präis wéi dee vum Marché, an enger besonnesch schwiereger Zäit fir de betraffene Secteur.

.....
Réparation des voitures électriques | Question 0990 (11/07/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir ass zougedroe ginn, datt verschidde Garagen de Besëtzer:inne vun Elektroautoen oder Hybridautoen – fir déi selwecht Aarbechte bei enger Revisioun oder bei enger Reparatur – méi Geld froen ewéi bei Leit, déi mat engem aneren Auto an de Garage kommen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Dierf ee Garage fir Aarbechten, ewéi zum Beispill Filterwiessel, déi bei allen Autoe gläich sinn, d'Besëtzer:inne vun Elektroautoe méi Geld froen?
2. Dierf ee Garage verschidde Stonneléin fir hir Aarbechter:inne froe jee no Autostyp?
3. Wéi steet d'Regierung zu méi Transparenz bei de Garagen duerch eng verflüchtent Verëffentlechung vun de Präisser vun hire Prestatiounen?

Réponse (08/08/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Zu Lëtzebuerg sinn d'Garagiste fräi, hir Präisser no eegene Critère festzeleeën. Dës Critèren a Präisser mussen si awer ausschëlderen.

Et gëllt de Prinzip vum fräien Handel ënnert der Verfassung (Artikel 35) a vun de fräie Präisser ënnert dem Gesetz iwwert d'Konkurrenz (Loi modifiée du 30 novembre 2022 relative à la concurrence, Artikel 3). De Code de la consommation reegelt och d'Präistransparenz (Artikel L. 112-8 vum Code de la consommation) a verlaangt, datt all Professionelle seng Präisser aushänkt. Dat gëllt och fir d'Tariffer fir Déngschtleeschungen, wéi zum Beispill Autosreparaturen. Wann de Präis vu ville Facteuren ofhänkt, da geet och en Devis duer, ma nawell muss de Professionellen déi Elementer affichéieren, déi hie benotzt, fir de Präis ze berechnen, wéi zum Beispill d'Stonneléin.

D'Agente vun der Direktioun fir Konsumenteschutz kontrolléiere reegelméisseg, ob d'Präisser vun de Servicer vu Garagisten affichéiert sinn. Wann dat net de Fall ass, da korrigéieren d'Garagisten dat gewéinlech, d'Police ka soss en Avertissement taxé, jee no Gravitéit, vun 145 € oder 250 €, ausstellen (Artikel R. 112-1 vum Code de la consommation).

Wann de Beamte vun der Direktioun fir Konsumenteschutz opfält, datt de Professionellen d'Reegelen iwwert den Affichage vun den Tariffer net kennt, verweise si op d'Informationsfichen, déi jiddereen och an digitaler Form an an dräi Sproochen ënner <https://pro-pc.public.lu/> eroflueden oder bestelle kann. Et sief bemierkt, datt d'Direktioun fir Konsumenteschutz nach keng Reklamatioune vu Konsumente krut zu enger Präisdiskriminatioun tëscht Reparaturen vun Elektroautoen a Reparaturen vun Autoe mat traditionellem Verbrennungsmotor. Op Nofro bei der Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) a beim Europäesche Verbraucherzentrum (CEC-Lëtzebuerg) sinn och do aktuell keng änlech Fäll bekannt.

Den Erklärungen vun der FEDAMO (Fédération des distributeurs automobiles et de la mobilité) no kënnen Präisënnerscheeder duerch verschidde Facteuren erkläert ginn. Esou muss ee wëssen, datt keng onqualifizéiert Aarbechtskraaft un engem Elektroauto schaffen d'ärf. All Mekanicien, deen op engem Elektroauto intervenéiert, muss fir d'éischt eng speziell Ausbildung kréien, wéinst dem héije Risiko mam Émgang mat Gefierer, déi ënner Héichspannung stinn. Héich Sécherheetsstandard a Form vu Formatiounen a strikte Sécherheetsprotokoller sinn hei am Interêt vum Patron a Mekanicien, an och vum Client. Wat Präisënnerscheeder bei Ersatzstécker ubelaangt, spillen hei Modell a Mark eng Roll, esouwéi manner ersichtlech Elementer wéi zum Beispill, ob de Mekanicien gutt un d'Stéck erukënnert oder ob fir d'éischt muss demontéiert ginn.

Dem Client, deen de beschte Präis fir de beschte Service wëll, gëtt geroden, ier e säin Auto an den Entretien gëtt, Devisé bei e puer Garagen unzefroen, fir säi Choix ze maachen.

Am Resumé gëtt et eng Rei Grënn, firwat d'Präisser bei de Reparaturen kënnen variéieren. Déi aktuell Gesetzeslag verlaangt Präistransparenz a Verëffentlechung vun den Tariffer an d'Clienten hunn esou d'Méiglechkeet, d'Präisser an d'Devisen ze vergläichen an hire Choix ze maachen. D'Beamte vun der Direktioun fir Konsumenteschutz kontrolléieren dëst bei de betraffene Betriber a stinn hinne mat Rot zur Säit. Et gëtt aktuell kee Bedarf fir zousätzlech Reegelen, déi Transparenz bei dem Affichage vun den Tariffer vu Reparaturen garantéieren sollen.

.....
Remboursement des salaires avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel | Question 0992 (11/07/2024) de Mme Carole Hartmann | M. Gilles Baum (DP)

Dans un article paru le 11 juillet 2024, le « Luxemburger Wort » écrit que, selon la Chambre des Métiers, les délais pour le remboursement des salaires, avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel, sont très longs. Cela aurait contribué à ce que de nombreuses entreprises du secteur de la construction n'aient pas demandé de chômage partiel conjoncturel.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Messieurs les Ministres, est-il vrai que les délais susmentionnés sont trop longs ? Les ministres peuvent-ils préciser la durée de ces délais ?

2) Que comptent faire les ministres afin d'améliorer la situation ?

Réponse (15/07/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) L'affirmation de la Chambre des Métiers quant aux délais pour le remboursement des salaires avancés par les entreprises ayant recours au chômage partiel ne correspond pas à la réalité. Le délai de remboursement des salaires aux entreprises par le Fonds pour l'emploi est de 10 jours ouvrables au maximum, à partir de la réception du dossier complet. En règle générale, le délai de traitement est même nettement plus court.

Les cas de figure où le délai de traitement dépasse ces 10 jours sont des cas isolés, généralement dus à l'introduction d'un dossier incomplet. Le remboursement des salaires peut être exécuté uniquement une fois que le dossier est complet et que toutes les pièces nécessaires à la demande (décompte et fiches individuelles) ont été versées à l'ADEM.

ad 2) Considérant que le délai de paiement est de 10 jours ouvrables au maximum à partir de l'introduction de la demande en bonne et due forme, les ministres sont d'avis que les délais de traitement sont raisonnables et adaptés à la situation. Des modifications quant à ladite procédure ne sont donc pas envisagées.

Discrimination fondée sur l'âge des chauffeurs de camion | Question 0997 (12/07/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

D'Ofschafe vun der Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner – betraff si virun allem Leit, déi e Camper fueren oder awer historiesch Gefierer sammeln – gouf vu mir schonn an enger mëndlecher Fro vum 6. Dezember 2022 un den deemolegen Här Mobilitéitsminister François Bausch opgeworf. Den Här Minister huet mir deemools geäntwert, datt dat betreffend Reglement de Mäerz 2022 deposéiert gouf an hien domat rechent, datt de Staatsrot säin Avis am Januar 2023 wäert ofginn, sou datt déi betreffend Reegel am Fréijoer 2023 geännert géif ginn an déi betreffend Leit iwwert 75 Joer dann ab dem Fréijoer erëm kéinte mat hirem Camper an d'Vakanz fueren.

An enger weiderer vu mir formuléierter parlamentarescher Fro (N° 8073) vum 6. Juni 2023 zu deem Thema huet den Här Minister geäntwert, datt d'Prozedur awer méi komplex wär, è. a., well een nach op en Avis complémentaire vum Staatsrot waarde géif. Weider heescht et an der Äntwert: „An deemem Projet sinn awer eng Rei Dispositiounen, déi mat dem Projet de loi 7985 zesummenhänken. Ouni dëst Gesetz kënnen dës Ännerungen am Code de la route net a Kraaft trieden.“

Elo schreiw mir Juli 2024 an d'Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner ass ëmmer nach net ofgeschaaft.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un d'Regierung: – Wou ass d'Prozedur, fir d'Altersdiskriminatioun bei de Camionsführerschäiner ofzeschaffen, aktuell drun a wéini kann elo endlech mat der Ëmsetzung dovunner gerechent ginn?

Réponse (18/07/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte rensignéiert sech iwwer de Verbleif vum Projet de règlement grand-ducal, mat deem d'Altersbegrenzung vu 70 Joer fir e Führerschäi vun der Kategorie C ofgeschaaft soll ginn.

Déi entspriechend Bestëmmung befënnst sech am „règlement grand-ducal du 30 janvier 2024 modifiant 1° l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ; 2° le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points ; 3° le règlement grand-ducal modifié du 2 octobre 2009 relatif aux matières enseignées dans le cadre de la qualification initiale et de la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi qu'aux critères d'agrément pour dispenser cet enseignement ; 4° le règlement grand-ducal du 22 juin 2016 fixant les conditions et le modèle du certificat médical pour l'obtention, la transcription ou le renouvellement du permis de conduire“.

Dëst Reglement gouf de 6. Februar 2024 am Mémorial N° A45 publizéiert an d'Altersbegrenzung ass deemno säit dem 10. Februar 2024 ofgeschaaft.

Paiement de la pension sur un compte à l'étranger | Question 1004 (15/07/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Esou wéi déi lescht Deeg an der Press ze liese war, huet d'Pensiounskeess (CNAP) d'lescht Joer Pensiounen a ronn 116 Länner iwwerwisen, de gréissten Deel dovunner an aner EU-Länner.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister fir sozial Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bankfraise fale pro Iwwerweisung vun enger Pensioun/Mount innerhalb vum Lëtzebuurger Land un? Wéi héich waren d'Gesamtkäschten?

2. Wéi vill Bankfraise fale pro Iwwerweisung vun enger Pensioun/Mount an aner EU-Länner un? Wéi héich waren d'Gesamtkäschte fir d'Iwwerweisungen an aner EU-Länner? Falls et Ënnerscheeder tëschent den eenzele Memberstaate gëtt, kann d'Madamm Minister dann eng Tabell presentéieren, déi d'Käschte pro Transaktioun pro Land, souwéi de jeeweilige Gesamtmontant regruppéiert?

3. Wéi vill Bankfraise fale pro Iwwerweisung vun enger Pensioun/Mount an Drëttlänner un? Wéi héich waren d'Gesamtkäschte fir d'Iwwerweisung an Drëttlänner? Falls et Ënnerscheeder tëschent de Partnerstate gëtt, kann d'Madamm Minister dann eng Tabell presentéieren, déi d'Käschte pro Transaktioun pro Land, souwéi de jeeweilige Gesamtmontant regruppéiert?

4. Ginn déi zousätzlech Bankfraise fir d'Iwwerweisungen an d'EU-Ausland souwéi Drëttlänner zulaaschte vun den Empfänger oder vun der Pensiounskeess?

Réponse (02/08/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Fir Iwwerweisungen zu Lëtzebuerg muss d'Pensiounskeess (CNAP) nëmme Bankfraise bezuelen, wann de Konto vum Pensionaire op enger anerer Bank ass wéi der CNAP hir Bankkontoen. Esou Viremente kaschten 20 Cent pro Transfert. Am Mount Juni huet d'CNAP 7.842 esou Transferte betäteg.

ad 2. an 3. Virementen an d'Ausland gi vun der CNAP iwwert zwou Banken, d'Spuerkeess an d'Citibank, getäteg. D'Spuerkeess berechent fir SEPA-Virementen 25 Cent pro Transfert, wougéint d'Citibank 20 Cent den Transfert berechent, onofhängeg, ob et sech ëm ee SEPA- oder Net-SEPA-Virement handelt, also och an Drëttlänner ausbezuelt gëtt. Bei Net-SEPA-Virementen op Konte mat enger IBAN-Struktur berechent d'Spuerkeess awer 10 Euro pro Transfert, wougéint aner Konte just Chargé fir de Beneficiaire verursaachen.

D'Gesamtkäschte fir 94.883 esou international Transferten hunn sech am Juni 2024 op 25.666,10 Euro fir d'CNAP belaf.

ad 4. Déi uewe genannte Käschte gi vun der Pensiounskeess gedroen. Eventuell zousätzlech Käschten, notament duerch weider Tëschebanken, sinn der CNAP onbekannt.

Jours de repos des conducteurs de train | Question 1005 (15/07/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Op meng Froen N° 0165, 0387 an 0831 huet d'Mobilitéitsministesch mir Zuele geliwwert betreffend d'Fuerpersonal bei den CFL. Wann een sech dës Zuele ukuckt, fällt op, dass 2023 virun allem d'Lokführer vill Deeg usammelen duerch net liquidéiert Roudeeg.

D'Roudeeg si virun allem do, fir dass d'Lokführer tëschent hire Schaffwochen eng Paus aleen, fir sech kierperlech a mental kënnen ze erholen. Manner Roudeeg bedeit manner Repos an doduerch méi Middegkeet, manner Leeschtungsfaegkeet an ee Risiko fir d'Gesondheet.

Op meng lescht Fro hat d'Ministesch geäntwert:

„Den CFL-Personalstatut gesäit vir, datt, dans la mesure du possible, jiddereen duebel Roudeeg (2 Roudeeg hannereneen) soll kréien. En isoléierte Roudag ass definéiert mat minimum 38 Stonnen. En duebele Roudag ass definéiert mat minimum 62 Stonnen. Den CFL-Personalstatut kennt keng Reegel vu 44 Stonnen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Hunn all d'Lokführer an der Reegel mindestens zwee Roudeeg à 62 Stonne Paus tëschent zwou Aarbechtswochen?

Falls nee, wéi oft ass dat vun 2020 bis 2023 net de Fall gewiescht?

2. Hunn all d'Lokführer an der Reegel mindestens ee Roudag à 38 Stonne Paus tëschent zwou Aarbechtswochen?

Falls nee, wéi oft ass dat 2020 bis 2023 net de Fall gewiescht?

Réponse (08/08/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Konform zum CFL-Personalstatut hunn d'Lokführer „dans la mesure du possible“ mindestens zwee Roudeeg tëschent zwou Aarbechtswochen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Konform zum CFL-Personalstatut, wann d'Lokführer keng zwee oder méi Roudeeg tëschent zwou Aarbechtswochen hunn, hu si awer ëmmer mindestens ee Roudag tëschent zwou Aarbechtswochen.

.....

Plafond légal du loyer | Question 1006 (15/07/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Mietgesetz vun 2006 leet d'Reegel fest, dass ee Propriétaire vun enger Wunneng net méi wéi 5 % Loyer dierf froe vum Capital investi. An de Capital investi fällt alles dat, wat de Besëtzer huet missen investéieren, fir dass d'Wunneng esou do ka stoen, wéi se do steet, also Terrainskäschtchen, Baukäschtchen, Renovationskäschtchen. D'Berechnung berécksichtigt och den Amortissement esou wéi d'Inflatioun. Een Haus, dat 1970 fir ee Präis vu ronn 2 Millioune Lëtzebuerger Frang (LUF) gebaut gouf, kéim haut op ee maximale Loyer vu 765 € de Mount. (Quell: Informatiounsbrochure „Le plafond légal du loyer“, Säit 14)

Elo ass et awer esou, dass d'Locataires net wësse kënnen, wéi héich de Capital investi ass, grad bei eelere Gebaier, déi viru Joerzénge verkaf goufen a wou net effentlech siichtbar ass, wéi vill de Bau vum Gebai kascht huet. Esou ass et eng Normalitéit hei am Land, dass Gebaier, déi viru Joerzénge fir een Apel an ee Stéck Brout kaf goufen, haut trotzdeem Loyere froen, déi wäit iwwer de 5 % vum Capital investi leien. Dëst ass onfair vis-à-vis vu verschiddene Locataires, déi geplëmmt ginn, mee och eng Diskriminierung tëschent de Wunnungsbesëtzer, wéi een Investisseur, deen haut fir ee vill méi héije Präis muss en investéieren, ee vill méi niddrege Rendement krit, wéi een, dee viru 50 Joer investéiert huet.

Ee Geriichtsurteil vum 16. Januar 2020 (170/20) weist iwwerdeems, dass fir d'Berechnung vum Loyer net muss de Capital investi bäigezu ginn. Esou léisst den Artikel 3 (4) vum Mietgesetz eng Hannerdier op, dass, falls keng Beweiser do sollte sinn, fir de Capital investi ze bestëmmen, a vum Wunnungsbesëtzer gemengt gëtt, dass de Capital investi net dem Maartwäert entsprécht, dass an deem Fall de Capital investi kann nei berechent ginn. Wéi d'Geriichtsurteil vun 2020 weist, gëtt sech heifir, einfach gesot, fiktiv einfach op de Maartwäert am Quartier gestëtzt. Och d'Loyerskommissioun, déi an éischter Instanz tranchéiert, soll de Wäert vum Terrain bestëmmen, woubäi am Gesetz net präziséiert ass, wéi eng Valeur du terrain gëllt (Acte notarié oder Valeur marchande).

D'Geriichtsurteil weist dann, dass et letztendlech vum gudden Wëlle vum Propriétaire ofhänkt, ob en d'Beweiser wëll liwweren, wéi vill d'Gebai hie kascht huet oder net. De Locataire kann dëst onméiglech erausfannen.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Wunnungsbau dës Fro stellen:

1. A menger Fro N° 0161 hat ech de Logementsminister scho gefrot, wéi Locataires sech viru esou iwwerdriwwene Loyere kënnen schützen. Äntwert: Dëse Plafond muss vum Vermieter zu all Moment respektéiert ginn. [...]

Wou kann de Locataire erausfannen, wéi héich de Capital investi vu senger Mietwunneng ass an ob säi Loyer de Mietdeckel respektéiert, wann de Wunnungsbesëtzer dofir keng Beweiser huet oder virleeë wëll?

2. De Minister huet och geäntwert:

De Locataire kann an esou enger Situatioun eng Demande bei der kommunaler Loyerskommissioun respektiv beim Friddensrichter maachen, fir de Loyer fixéieren – also iwwerpräieren – ze loossen, ob de

gefrote Loyer ënnert dem Plafond vum Loyersgesetz läit oder net.

Wou kann d'Loyerskommissioun erausfannen, wéi héich de Capital investi vun enger Mietwunneng ass an ob de Loyer de Mietdeckel respektéiert, wann de Propriétaire dofir keng Beweiser huet oder virleeë wëll?

3. Wäert de Minister de Wee goen, fir déi haiteg Maartpräisser an d'Formel vum Loyersdeckel anzebauen oder soll de Loyersdeckel an Zukunft sech wierklech just op de Capital investi beschränken, also dat Geld, wat tatsächlech an d'Wunneng investéiert gouf?

4. 2014 hat den honorabelen Deputéierte Guy Arendt an der Fro N° 0425 opgeworf, ob et Statistiken oder Zuele géif gi fir ze gesinn, wéi oft exzessiv Loyerer um Wunnmarché gefrot ginn. „Nee“ war d'Äntwert vun der deemoleger DP-Ministesch Nagel. De viregte Wunnungsbauminister hat undeite gelooss, dass tëschent 30 a 40 % vun de Loyerer exzessiv wieren.

– Huet den haitegen DP-Wunnungsminister Kenntnis dovunner, wéi vill Loyerer de Mietdeckel vu 5 % net respektéieren (Donnéeën/Schätzungen/Étude beim Logementsministère, LISER, Statec etc.)?

• Falls jo, kann de Minister dës kommunizéieren?

• Falls nee, firwat goufen dës Zuelen an de leschten 10 Joren net erhuewen, bzw. Etüden an Optrag ginn a wäert dat elo geschéien, mat Hibleck op d'Reform, déi bis d'nächst Joer zum Loyersdeckel soll geschéien?

Réponse (09/08/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Locataire kann d'Informatiounen zum Capital investi vu senger Mietwunneng nëmme beim Propriétaire froen, well nëmme hie weess, wat an d'Wunneng investéiert ginn ass, respektiv op wéi e Montant seng Mietwunnung evaluéiert ginn ass.

Wa keng Beweiser do sinn oder de Propriétaire keng virleeë wëll, kann de Locataire selwer de Capital investi duerch en Expert evaluéieren loossen oder dem Propriétaire virschoen, fir eng Expertis zesumme maachen ze loossen. Dëst kann och am Kader vun enger Demande viru der Loyerskommissioun oder dem Friddensrichter gefrot ginn.

ad 2. D'Loyerskommissioun kann sech duerch en Expert assistéieren loossen (Artikel 9 vum Loyersgesetz vun 2006). An deem Fall mussen d'Käschtchen vun enger Expertis vum Capital investi vum Demandeur virgestreckt ginn. D'Käschtchen vun der Expertis ginn da spéider an der Prozedur tëschent de Parteie ventiléiert. D'Loyerskommissioun kann och direkt de Propriétaire opfuere respektiv recommandéieren, fir esou eng Expertis maachen ze loossen, wann hien der Loyerskommissioun keng Beweiser virleeë kann, fir de Capital investi kënnen ze rechnen.

ad 3. Eng Äntwert op dës Fro gëtt et am Moment nach net. Déi wëssenschaftlech Analys ass nach amgaangen.

ad 4. D'Regierung huet keng Kenntnis dovunner, wéi vill Loyerer den Deckel vu 5 % net respektéieren.

Déi aktuell Formel, fir de Loyersdeckel ze rechnen, ass ze vill komplex, fir kënnen iwwer den administrative Wee oder iwwer eng Enquête feststellen, wéi vill Loyerer dësen Deckel net respektéieren.

Dëst ass ee vun de Grënn, firwat un enger Reform geschaff gëtt.

.....

Charte « zéro débris » de l'Agence spatiale européenne (ESA) | Question 1009 (15/07/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

En novembre 2023, l'Agence spatiale européenne (ESA) a présenté la charte « zéro débris » lors du sommet européen sur l'espace à Séville. L'objectif de cet accord non contraignant est de ne plus ajouter de débris en orbite d'ici à 2030.

L'ESA estime qu'il y a actuellement plus d'un million de débris spatiaux de plus d'un centimètre en orbite terrestre. Chacun de ces objets est capable de causer des dommages aux biens spatiaux, ce qui met en danger la durabilité des activités spatiales.

Jusqu'au 24 mai 2024, douze pays européens ont signé la charte « zéro débris », le Luxembourg n'en fait pas partie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Monsieur le Ministre, peut-il confirmer que le Luxembourg n'a pas encore signé la charte « zéro débris » ? Le cas échéant, quelles en sont les raisons ?

– Le Gouvernement envisage-t-il s'impliquer, et le cas échéant comment, aux niveaux national et européen en vue d'un développement durable des activités spatiales ?

– Est-ce qu'il est prévu de soutenir les entreprises dans leurs efforts de réduire le taux de débris spatiaux ?

Réponse (01/08/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement est engagé au niveau national et international en faveur du développement durable des activités spatiales. La durabilité est le fil rouge de la stratégie spatiale 2023-2027 du Luxembourg promouvant une utilisation responsable et pérenne de l'espace, et un de ses piliers est dédié spécifiquement à la durabilité dans l'espace.

Le Luxembourg a suivi de près l'initiative de l'Agence spatiale européenne (ESA) pour une charte zéro débris dès le début et la Luxembourg Space Agency (LSA) a participé au groupe de travail qui a élaboré le texte de la charte.

La charte a été signée par quelques pays la veille du Conseil Espace conjoint UE-ESA du 23 mai 2024. Le Luxembourg n'a pas encore signé la charte, plusieurs éléments n'ayant pas encore été clarifiés au moment de la signature en mai :

– Il est essentiel de mieux comprendre les conséquences pour les entreprises concernées. La LSA a donc entrepris de consulter les entreprises pour comprendre l'impact de la signature de la charte.

– Aucune entreprise luxembourgeoise n'a signé la charte pour le moment, sans doute parce qu'elles n'ont pas encore pu en mesurer l'impact elles-mêmes. La LSA a donc organisé un séminaire début juillet, avec les entreprises luxembourgeoises intéressées et en présence d'un représentant de l'ESA qui a expliqué le contenu et échangé avec les entreprises. Plusieurs entreprises ont à cette occasion manifesté un intérêt à signer la charte.

– Il s'avère utile de connaître le contenu de la proposition de loi spatiale de l'Union européenne au préalable. Cette proposition aurait dû parvenir aux États membres au premier trimestre 2024, mais a finalement été reportée. Le dossier sera repris par la nouvelle Commission européenne en automne.

Les pays peuvent signer la charte au moment qui leur convient, il est dès lors probable que le Luxembourg signe cette charte dans les mois à venir, lorsque les clarifications nécessaires auront été obtenues.

Plusieurs projets d'entreprises, actuellement mis en œuvre soit au travers de programmes de l'ESA ou du programme LuxIMPULSE, contribueront à détecter des débris, à offrir des services pour éviter des collisions, à développer des technologies d'approche et d'arrimage pour de futurs services en orbite, ou encore à prolonger la durée de vie opérationnelle des satellites.

Au niveau international, le Luxembourg contribue activement aux travaux de l'Union européenne sur gestion du trafic dans l'espace, aux travaux préparatoires en vue de la loi spatiale de l'UE, ainsi qu'à plusieurs groupes de travail des Nations Unies, dont un spécifiquement dédié à la durabilité (Working Group on Long Term Sustainability Guidelines).

.....

Présence luxembourgeoise aux conseils informels de l'UE pendant la Présidence hongroise | Question 1012 (16/07/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Depuis le 1^{er} juillet 2024, la Hongrie assure la présidence du Conseil européen. Dans ce contexte, le Premier ministre hongrois, Victor Orban a récemment visité Moscou et Pékin ainsi que le candidat républicain probable aux présidentielles américaines, Donald Trump. Basées sur une démarche unilatérale, ces visites ont été perçues par bon nombre de gouvernements comme une rupture de la solidarité européenne, en particulier vis-à-vis des sanctions contre la Russie et la position collective de l'UE sur les droits humains en Chine. C'est sur base de cette même logique que la Commission européenne vient d'annoncer diverses mesures. Ainsi, sa visite traditionnelle du pays assurant la présidence du Conseil, prévue à Budapest vers la fin de l'été, vient d'être annulée. De même, la présidente de la Commission a décidé que celle-ci ne sera représentée qu'au niveau des hauts fonctionnaires lors des réunions informelles du Conseil à venir.

Alors qu'ils ont déjà clarifié que Victor Orban n'était pas mandaté à les représenter lors des visites susvisées, il paraît qu'à l'heure actuelle un certain nombre de gouvernements européens sont en train d'évaluer leurs réactions aux démarches du Premier ministre hongrois. Ainsi, divers articles de presse relatent que des pays baltes et nordiques compteraient désormais envoyer uniquement des fonctionnaires de rang moyen aux conseils informels de l'UE.

Interpellé au sujet du Premier ministre hongrois par le passé, Monsieur le Premier ministre a estimé, notamment envers le magazine « Politico », qu'il fallait privilégier le dialogue avec Victor Orban et « accepter les différents points de vue »⁴⁵. Il est à noter que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur avait pris ses distances par rapport à ce positionnement.⁴⁶

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- 1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant les visites susvisées du Premier ministre hongrois ?
- 2) Quelle est la position du Gouvernement concernant les réactions annoncées par la Commission européenne ?

3) Dorénavant et pour la durée de la présidence hongroise, le Gouvernement sera-t-il représenté par ses ministres lors des conseils informels, ou enverra-t-il uniquement des fonctionnaires ?

4) Qu'en est-il notamment du Conseil informel des ministres aux affaires étrangères et à la défense qui se tiendra fin août à Budapest et pour lequel certains gouvernements ont déjà annoncé qu'ils n'enverront pas de ministres ?

Réponse (17/07/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Premier ministre hongrois a agi sans mandat du Conseil européen. Par conséquent, les visites mentionnées sont à considérer comme visites bilatérales hongroises.

Le Gouvernement luxembourgeois favorise toujours le dialogue dans les relations diplomatiques, y compris sur des points controversés. Il s'agit d'une valeur fondamentale de l'Union européenne.

Par conséquent, le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu d'assister aux conseils des ministres et d'y exprimer la position luxembourgeoise au niveau politique. Ainsi, les ministres luxembourgeois continueront de participer, en fonction de leur agenda, à toutes les réunions et conseils sous Présidence hongroise.

.....

Nombre des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur | Question 1014 (16/07/2024) de **M. Georges Engel** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Selon une étude récente de l'ADEM, le nombre des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur est en constante augmentation, passant de 2.571 au 31 août 2014 à 5.179 au 31 mai 2024. Les diplômés de l'enseignement supérieur représentaient 14,7 % des chômeurs résidents en 2014 et 29,6 % en 2024. En même temps, le nombre de postes vacants exigeant une qualification supérieure a également augmenté fortement.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Parmi les demandeurs d'emploi en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur, combien de personnes sont encore inscrites en tant que demandeurs d'emploi auprès de l'ADEM après douze mois ? Quelle est la répartition entre les diplômés de BTS, de licence et de master ?
- 2) En ce qui concerne les demandeurs d'emploi détenant un diplôme de l'enseignement supérieur, quelles sont les disciplines concernées et dans quelle mesure ?
- 3) Existe-t-il des mesures de l'ADEM pour offrir aux demandeurs d'emploi universitaires des formations continues dans des domaines qui ne correspondent pas à leur parcours académique mais qui sont actuellement recherchés sur le marché du travail ?

Réponse (29/07/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Au 31 mai 2024, 26,7 % des demandeurs d'emploi disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur⁴⁷ sont inscrits depuis plus de 12 mois à l'ADEM. Cela représente 1.397 personnes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2) Au 31 mai 2024, 5.179 demandeurs d'emploi disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur⁴⁸. Le tableau ci-dessous présente les disciplines concernées.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) L'ADEM propose plusieurs mesures pour aider les demandeurs d'emploi, y compris ceux ayant un parcours universitaire, à se former dans des compétences et/ou domaines qui sont en demande sur le marché du travail, même si ces domaines ne correspondent pas directement à leur parcours académique. Depuis plusieurs années, l'ADEM met notamment l'accent sur différentes possibilités d'upskilling et de reskilling pour permettre aux demandeurs d'emploi d'acquérir de nouvelles compétences, de combler les pénuries de talents et de s'adapter aux nouvelles exigences résultant de l'impact de la transformation digitale et de ses évolutions constantes sur le marché de l'emploi.

Quelques-unes des initiatives et mesures proposées par l'ADEM qui visent, entre autres, des demandeurs d'emploi universitaires sont :

- Formations professionnelles continues : L'ADEM, avec ses partenaires de formation (CNFPC, chambres professionnelles, Service de la formation des adultes, etc.) offre diverses formations professionnelles continues destinées à améliorer les compétences des demandeurs d'emploi (upskilling) et à les adapter aux besoins actuels du marché du travail. Ces formations peuvent couvrir des compétences sectorielles ou des compétences transversales dans des domaines techniques, informatiques, linguistiques, et bien d'autres.

- Skills4Job : Ce programme, en partenariat avec la House of Training et avec le soutien du FSE+ et du Ministère du Travail, est destiné aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM, en particulier ceux qui ont besoin de se requalifier ou de monter en compétences pour s'adapter aux exigences du marché du travail actuel. Bien que ce programme vise des demandeurs d'emploi qui disposent d'un niveau de qualification équivalent ou supérieur au Bac, plus de la moitié des participants inscrits ont un diplôme universitaire.

Dans son ensemble, le programme « Skills4Job » vise à réaliser trois objectifs principaux pour le demandeur d'emploi :

- Définir un projet professionnel à court terme en lien avec son profil professionnel et les besoins du marché de l'emploi et identifier les besoins d'upskilling ou de reskilling ;
- Renforcer l'employabilité en travaillant sur une stratégie de recherche d'emploi, la présence en ligne, le dossier de candidature et la préparation aux entretiens d'embauche ;
- Renforcer les compétences transversales et, grâce à un plan de formation sur mesure, développer les connaissances techniques nécessaires pour réussir une réinsertion ou une reconversion professionnelle.

- Programmes de reconversion professionnelle : Ces programmes sectoriels sont conçus pour aider les demandeurs d'emploi à changer de carrière et à acquérir de nouvelles compétences dans des secteurs actuellement en demande. Ils peuvent inclure des stages, des formations pratiques et des cours théoriques.

- Subventions et aides financières : Pour encourager la formation continue, l'ADEM peut offrir des

⁴⁵ « Politico », 16.01.2024. <https://www.politico.eu/article/luxembourg-prime-minister-luc-frieden-hungary-viktor-orban-eu/>.
⁴⁶ « Luxemburger Wort », 29.01.2024. <https://www.wort.lu/politik/luc-frieden-will-doch-kein-orban-fluesterer-sein/7699700.html>.

⁴⁷ Avoir terminé avec succès des études postsecondaires

⁴⁸ Avoir terminé avec succès des études postsecondaires

subventions et des aides financières aux demandeurs d'emploi qui souhaitent suivre des formations dans des domaines en demande.

Délivrance de visas en Inde pour l'entrée au Luxembourg | Question 1016 (16/07/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Rapport vun 2022 erkläert den Ombudsman, datt et Problemer ginn ass mat der Firma VFS Global. Dës huet Visae fir d'Lëtzebuurger Ambassade zu New Delhi an Indien ausgestallt.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Zënter wéini ass VFS Global de Sous-traitant fir d'Ambassade zu New Delhi?
2. Wéi vill huet d'Ambassade säit dem Ufank vum Kontrakt VFS Global alljoers fir hir Déngschter bezuelt (opgelëscht no Joer)?
3. Gouf et hei fir den Traitement vu Visasdemanden an Indien een Avis de marché? Wa jo, kann de Minister hei d'Konditioun virleeën, déi deemools gefrot waren, fir den Zouschlag ze kréien? Hunn sech nach aner Firmen op dësen Avis gemellt?

Réponse (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. De Kontrakt zwëschent der Lëtzebuurger Ambassade zu New Delhi mat dem Sous-traitant VFS Global ass den 23. August 2013 ënnerschriwwen ginn.

ad 2. D'Lëtzebuurger Ambassade zu New Delhi bezitt VFS Global keng Käschte fir dës Servicer. Dëst ass eng Kooperatioun baséiert op dem Artikel 43 vum „règlement (CE) n° 810/2009 modifié établissant un Code communautaire des visas (Code des visas)“, dee VFS Global erlaabt, Servicekäschten ze berechnen, fir Aufgaben auszuféieren, déi am uewe genannten Artikel bezechent ginn.

ad 3. Fir den Traitement vu Visasdemanden ass an Indien net mat engem Avis de marché verfuert ginn, well d'Lëtzebuurger Ambassade zu New Delhi keng Käschte fir dës Zesummenaarbecht engagéiert.

Relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française | Question 1019 (16/07/2024) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Je fais référence à la question parlementaire n° 8342 du 22 septembre 2023, ainsi que la réponse du Gouvernement du 17 octobre 2023, qui traitent de l'organisation des relations transfrontalières entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française. Actuellement, ces relations transfrontalières sont régies par une convention qui prévoit deux réunions annuelles de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (ci-après « CIG »).

La République française a signé différents traités ces dernières années, notamment avec la République fédérale d'Allemagne (le « Traité d'Aix-la-Chapelle »), avec la République italienne (le « Traité du Quirinal ») ou encore avec le Royaume d'Espagne (le « Traité de Barcelone »), qui régissent les relations transfrontalières avec les pays concernés. Le « Traité du Quirinal » prévoit à l'article 10 « Coopération transfrontalière », au point 2 : « Les Parties dotent les collectivités frontalières et les organismes de coopération frontalière de compétences appropriées

pour dynamiser les échanges et la coopération. », et au point 7 : « Un Comité de coopération frontalière, présidé par les ministres compétents des Parties, rassemble les représentants des autorités locales, des collectivités frontalières et des organismes de coopération frontalière, des parlementaires et des représentants des administrations centrales. Le Comité, qui se réunit au moins une fois par an, peut proposer des projets de coopération frontalière dans tous les domaines de politiques publiques, et toute solution pour leur réalisation, y compris le cas échéant conventionnelle, législative ou réglementaire. »

Le dénommé « Pôle métropolitain frontalier » (ci-après « PMF »), un syndicat mixte regroupant huit intercommunalités le long des frontières belges, luxembourgeoises et allemandes, participe depuis peu aux réunions de la CIG. Le président du PMF est membre de la délégation française lors des réunions de la CIG.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que, compte tenu de l'importance des relations franco-luxembourgeoises, les négociations en vue de la signature d'un traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République française devraient être entamées afin de remplacer la convention actuelle ?

– Monsieur le Ministre prévoit-il de nommer le président du syndicat intercommunal PRO-SUD pour la délégation luxembourgeoise lors des réunions de la CIG, à l'instar de la nomination du président du PMF pour la délégation française ?

– Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait impliquer des fonctionnaires des communes et syndicats dans les groupes de travail préparant les réunions de la CIG ?

Réponse (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

La Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG) et ses groupes de travail sont des enceintes de nature intergouvernementale qui ont fait leurs preuves. La convention portant création d'une commission franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière a été reconduite en 2020 pour une nouvelle période de dix ans.

S'agissant d'une commission intergouvernementale, la délégation luxembourgeoise est composée des ministères luxembourgeois compétents pour les thématiques d'intervention de la commission définies dans la convention. Selon les sujets abordés, chaque délégation peut se faire assister d'experts dans le cadre des travaux préparatifs de la CIG sans que ceux-ci soient membres de la délégation. Ceci est déjà le cas dans de nombreux domaines.

Une éventuelle révision de la convention et du processus de concertation de la CIG n'est pas à l'ordre du jour.

Contribution financière des communes au CGDIS | Question 1024 (17/07/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Au sein du conseil d'administration du CGDIS, il a été communiqué que le Gouvernement aurait décidé que la contribution financière des communes au

CGDIS serait comptabilisée différemment à l'avenir. Cette révision aurait un impact sur les contributions directes des communes au CGDIS. Cet impact viendrait s'ajouter aux différentes réformes des finances communales annoncées par Monsieur le Ministre des Affaires intérieures.

Afin de pouvoir apprécier l'impact de toutes ces réformes sur les finances des communes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer qu'une telle décision a été prise par le Gouvernement ou si une telle proposition sera soumise prochainement au Conseil de Gouvernement ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau comparatif qui reprend les contributions au CGDIS par communes pour 2022, et les contributions théoriques si la révision annoncée avait déjà été en place ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand ce changement sera appliqué pour la première fois ?

Réponse (01/08/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Face aux revendications correspondantes du secteur communal émises régulièrement au courant des dernières années, le Ministère des Affaires intérieures a élaboré en étroite concertation avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) des propositions pour garantir à long terme le financement du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), tout en permettant aux communes d'honorer ces engagements financiers. Ces propositions tiennent compte des revendications répétées du Syvicol.

Les mesures ci-dessous ont été adoptées à l'unanimité par le conseil d'administration du CGDIS en date du 27 juin 2024.

Plus précisément, lesdites trois mesures sont :

1. Prise en compte des recettes du produit de l'augmentation de la TVA attribuées au CGDIS comme étant une contribution des communes

Tout d'abord, il convient de rappeler qu'en vertu l'article 39 de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988, les communes ont droit à 10 % du produit de la TVA. Cependant, lors de l'augmentation de la TVA de 15 % à 17 %, par le biais de la loi modifiée du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 (art. 6, paragraphe 2), le législateur a décidé, par le biais de l'article 28, paragraphe 2, de ne pas prendre l'augmentation de la TVA au 1^{er} janvier 2015 en compte pour le calcul des dotations futures des communes et d'affecter une partie du produit de l'augmentation de la TVA au financement du CGDIS, à savoir 10 %.

Bien qu'il soit prévu que le CGDIS soit financé à parts égales par l'État et les communes, en pratique, cela n'est pas le cas, étant donné que les recettes du produit de l'augmentation de la TVA qui sont versées au CGDIS sont prélevées sur le « Fonds de dotation globale des communes ». Il en résulte un désavantage pour les communes qui contribuent indirectement au financement du CGDIS avec une part qui va au-delà des 50 % initialement prévus.

Le Gouvernement entend donc, par cette mesure, de mettre en œuvre le financement à parts égales, en comptabilisant les dotations issues des recettes de TVA comme étant des recettes provenant de la part des communes. Il en résultera, une mise à disposition de moyens financiers additionnels au profit de toutes les communes du pays à hauteur d'au moins 32,4 millions d'euros par an.

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

2. L'État renoncera au remboursement de sa part de financement de la construction du Centre national d'incendie et de secours (CNIS) par le CGDIS

L'État et la Ville de Luxembourg ont fait construire le CNIS. La loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile prévoit à son article 121, paragraphe 3, qu'un transfert de propriété au bénéfice du CGDIS aurait lieu en suivant les dispositions du règlement grand-ducal du 1^{er} mars 2019 fixant les modalités de calcul de l'indemnité de mise à disposition des biens immeubles destinés à héberger un centre d'incendie et de secours. Cependant, l'État est d'accord à renoncer au remboursement de sa part de financement de ladite construction, conduisant ainsi à réduire le montant à rembourser de 51,50 %, soit 81,5 millions d'euros. Pour le CGDIS, cela aura le double avantage de ne pas devoir prévoir une dépense d'une telle envergure et de réduire d'un peu plus que la moitié l'emprunt à contracter par le CGDIS pour le remboursement, évitant ainsi le paiement d'intérêts à hauteur de 32,3 millions d'euros environ (L'emprunt était prévu pour une durée de vingt ans. La réduction de la charge annuelle pour le CGDIS en capital et intérêts sera de 6,8 millions d'euros).

3. La proportionnalité des contributions par rapport aux recettes des communes sera assurée

Les contributions des communes au financement du CGDIS doivent être proportionnelles à leurs recettes, à défaut il existe un risque sérieux pour qu'elles ne puissent plus assumer leur part financière à moyen terme. Pour garantir cette proportionnalité, le Gouvernement réintroduira des dispositions dans la loi précitée du 27 mars 2018, par analogie à celles de l'ancien article 63, qui avait été abrogé en 2022 sur l'initiative du Gouvernement précédent. Les modalités en seront déterminées en concertation avec les acteurs concernés.

Il résultera de ces trois mesures, une politique de financement du CGDIS dont toutes les parties prenantes en seront bénéficiaires : un cadre financier

clairement défini pour le CGDIS et un cadre prévisionnel prenant en considération l'évolution des moyens financiers des communes.

ad 2) Il est référé à l'annexe de la réponse.

Il convient de préciser que pour établir le comparatif, il a été tenu compte du montant de la TVA que le CGDIS a perçu pour l'année de 2022, dont le montant a été de 52,4 millions d'euros. La contribution respective de l'État et des communes a été de 32,2 millions d'euros (participation totale de 64,4 millions d'euros).

Si le CGDIS n'avait pas perçu la TVA en 2022, la participation commune de l'État et des communes se serait chiffrée à 116,8 millions d'euros (58,4 millions d'euros chacun). Si les communes avaient bénéficié de la TVA en 2022, elles n'auraient eu plus qu'à contribuer avec 6,0 millions d'euros : sa contribution obligatoire ayant été de 58,4 millions, déduction faite de la TVA à 52,4 millions d'euros.

ad 3) Mes services sont à l'heure actuelle chargés avec l'élaboration des textes afférents qui seront soumis au Gouvernement dès que possible et ce dans le cadre de la procédure budgétaire, de sorte qu'elles pourront, après adoption, sortir leurs effets à partir de janvier 2025.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Démantèlement du ponton d'accueil touristique à Schengen | Question urgente **1134** (30/08/2024) de **Mme Francine Cloener** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Dans sa réponse du 13 juin 2024 à la question parlementaire n° 0766, Monsieur le Ministre avait confirmé le démantèlement du ponton d'accueil touristique à Schengen, dont le prix de construction était d'environ 990.000 €. Selon Monsieur le Ministre, « le démantèlement sur place s'est révélé être la seule

option viable. Le coût de démantèlement n'est pas encore connu en détail, un budget prévisionnel de 75.000 € figure au budget global du projet. »

Selon un article de presse du 30 août 2024, un investisseur propose une option de réutilisation du ponton, afin d'éviter son démantèlement, qui devrait commencer prochainement. Ainsi il a été proposé de transformer l'accueil touristique actuel en deux appartements. Apparemment, plusieurs communes sont déjà intéressées. On peut aisément en déduire que la réutilisation du ponton réduirait les dépenses publiques liées au projet.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre a-t-il été mis au courant de cette proposition ayant pour finalité de transformer le bateau ponton en gîte touristique ?

2) Face à la nouvelle situation, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'intervenir pour empêcher le démantèlement

Réponse (04/09/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le 23 août 2024, une copie du courrier de manifestation d'intérêt pour le ponton adressé à la commune est parvenue au Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme.

ad 2) Le projet de refonte du musée européen à Schengen et le budget afférant comprenant le démantèlement du ponton ont été adoptés à l'unanimité par le conseil communal de Schengen.

Le rapport d'avis technique réalisé pour le compte de la commune précise que le déplacement du ponton est fortement déconseillé, que ce soit sur la Moselle ou vers une cale à bateau, un démontage sur place est l'option réaliste. Ainsi, les travaux de démantèlement ont débuté le 31 août comme prévu.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfülle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799